



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

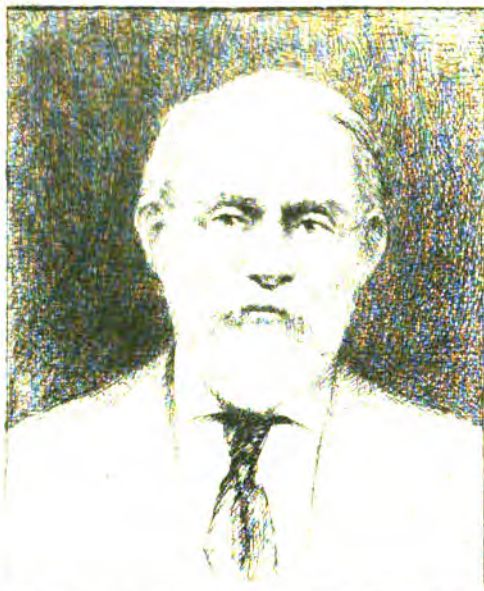
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 479826



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

100

101

102

103

104

105

106

107

108

109

110

111

112

113

114

115

116

117

118

119

120

121

122

123

124

125

126

127

128

129

130

131

132

133

134

135

136

137

138

139

140

141

142

143

144

145

146

147

148

149

150

151

152

153

154

155

156

157

158

159

160

161

162

163

164

165

166

167

168

169

170

171

172

173

174

175

176

177

178

179

180

181

182

183

184

185

186

187

188

189

190

191

192

193

194

195

196

197

198

199

200



V. 58

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DES SCIENCES HISTORIQUES ET NATURELLES
DE L'YONNE.

Article 55 du Règlement intérieur. — La Société, en admettant au Bulletin les articles communiqués par ses membres, laisse aux auteurs toute liberté au sujet des opinions et assertions émises par eux, mais elle n'en partage en aucune façon la responsabilité.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DES SCIENCES
HISTORIQUES ET NATURELLES
DE L'YONNE

Année 1904. — 58^e Volume.

8^e DE LA 4^e SÉRIE.



AUXERRE
SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ.
PARIS

G. MASSON,
120, Boulevard Saint-Germain

A. CLAUDIN,
16, rue Dauphine, 16.

M DCCCXCV

10

Drinning
Nijhoff
7-27-26
13603

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DES SCIENCES
HISTORIQUES ET NATURELLES DE L'YONNE.

Année 1904

I
SCIENCES HISTORIQUES

L'ASSISTANCE DE L'ENFANCE

A AVALION

AVANT LA RÉVOLUTION

Par M. Ernest BLIN.

L'assistance due aux faibles constitue l'un des plus importants problèmes sociaux de l'heure actuelle, mais l'enfant malheureux est, de tous les déshérités, celui qui réclame la plus grande sollicitude. A sa faiblesse et à ses souffrances s'ajoute en effet sa complète ignorance des choses de la vie. Aussi n'est-il pas surprenant que, parmi les œuvres de bienfaisance privée, un grand nombre s'occupent spécialement de l'enfant et de l'adolescent à qui leurs soutiens naturels — leurs parents — font défaut.

Les pouvoirs publics ont donné l'exemple ; ils ont organisé d'une manière solide l'assistance de l'enfance. Ce sont les départements qui sont chargés de pourvoir à cette œuvre généreuse, sous la haute direction de l'État.

Il n'en était pas de même autrefois. De nombreux ouvrages nous dépeignent la situation des enfants trouvés à Paris et dans les grandes villes, mais, comme le disait M. Strauss dans la *Revue philanthropique*, « la vie communale et départementale réserve à ceux qui voudront s'y intéresser une ample moisson de renseignements inédits et d'observations originales. »

J'ai voulu parcourir les archives avallonnaises et réunir les données qu'elles pouvaient renfermer sur les secours distribués, avant la Révolution, aux enfants malheureux. Ma tâche a été

beaucoup facilitée par les excellents inventaires de M. Prot pour les documents de la ville et de M. Baudoin pour ceux de l'hospice. De plus, j'ai rencontré l'accueil le plus obligeant chez les conservateurs de ces deux dépôts ; je tiens à remercier ici M. Boidot, économe de l'hospice, et M. Marlin, employé à la mairie, de la grande complaisance qu'ils ont mise à faciliter mes recherches.

Je me suis occupé d'abord des enfants trouvés qui, bien que peu nombreux à Avallon, n'en ont pas moins fait l'objet de longues discussions au XVIII^e siècle ; puis j'ai examiné la situation des orphelins et des enfants pauvres ; — les fondations faites en leur faveur ; — les secours donnés aux familles malheureuses. Enfin j'ai indiqué le rôle joué par une association locale qui complétait l'action des pouvoirs publics et qui prodigua pendant longtemps les secours les plus empressés aux enfants malheureux. J'ai fait suivre ce modeste essai, de la copie des documents les plus intéressants sur le sujet traité, qui existent aux archives de la ville et de l'hôpital.

LES ENFANTS TROUVÉS AVALLONNAIS AVANT LE XVIII^e SIÈCLE

A toutes les époques il y a eu des mères qui, obéissant aux suggestions de la misère ou du vice, ont abandonné leurs enfants à la charité publique. Actuellement, en France, les pauvres petits peuvent être déposés dans certains hospices spécialement désignés à cet effet.

Jadis, la mère oublieuse de ses devoirs n'avait d'autre ressource que l'exposition de l'enfant au coin d'une borne ou à la porte d'une église. Le petit être restait là tant qu'un passant, mu par l'intérêt ou par la pitié, ne l'avait pas recueilli. Aussi beaucoup de ces malheureux mouraient de froid ou de besoin ; quelques-uns étaient dévorés par les pourceaux qui erraient librement ; bien peu survivaient à leur abandon et souvent la mort immédiate eût été préférable à la vie. Recueilli le plus souvent par un bateleur, le pauvre enfant avait une existence des plus misérables. Dès son plus jeune âge, ses membres étaient savamment travaillés en vue d'exercices acrobatiques ou déformés pour exciter la compassion. Sa vie, généralement brève, n'était qu'un douloureux martyre. — Certes quelques-uns étaient emportés par des personnes charitables, puis élevés convenablement, mais ils étaient forcément en bien petit nombre. Quelques villes eurent de bonne heure des asiles spéciaux pour les enfants trouvés, mais, le plus souvent, personne ne s'occupait de ces malheureux.

En vertu du droit féodal, la charge d'un enfant trouvé incom-
bait au possesseur du fief sur lequel on l'avait exposé ; devenu
grand, le pauvre délaissé restait le serf du seigneur qui avait
pourvu à ses besoins. Mais à mesure que le servage disparaissait,
les seigneurs se désintéressaient de plus en plus de ces enfants
dont ils ne s'étaient d'ailleurs jamais beaucoup occupés. Le Parle-
ment, par un arrêt du 13 août 1552, rappela que cette charge reve-
nait « aux seigneurs haut justiciers comme devoir corollaire des
« droits d'épave, d'aubaine et d'appartenance des objets trouvés. »
C'est en vertu de cette disposition qu'au moment de la Révolution
l'abbé de Vézelay, en sa qualité de seigneur haut justicier, payait
les mois de nourrice d'un enfant trouvé. Malgré l'arrêt, le seigneur
négligeait presque toujours ce devoir ; aussi, dans beaucoup de
villes, ces pauvres enfants étaient confiés aux établissements des-
tinés à secourir les malades et les infirmes.

Dès le ^{xiii}e siècle Avallon possédait des hôpitaux. Sur la Mor-
lande, colline située à l'ouest de la ville s'élevait une maladrerie
pour les lépreux, nombreux alors dans la région. A l'intérieur des
murs, près de l'église Saint-Julien, se trouvait la Maison Dieu où
étaient secourus les malades, les infirmes et les vieillards. Sans
nul doute les enfants trouvés y étaient reçus, par cela même qu'ils
avaient besoin de secours, et sans formalités inutiles. — Ces
deux établissements étaient dotés de revenus assez importants
que des legs venaient grossir de temps en temps, mais les res-
sources de la Maison Dieu étaient quelquefois insuffisantes. Par
suite de sa position sur un promontoire avancé entre trois vallées,
Avallon était une place forte de premier ordre ; aussi ce fut tou-
jours l'objectif des troupes qui, pendant plusieurs siècles, se livrè-
rent tant de combats dans notre région. La présence presque
continuelle des hommes d'armes était une vraie calamité pour le
pays : la misère se faisait durement sentir et les maladies déci-
maient souvent la population. Aussi les secours aux enfants
devaient être si nombreux qu'on n'en tenait pas un compte
détaillé.

En 1585, pour la première fois, les cahiers du receveur mention-
nent d'une manière spéciale un secours destiné à un enfant trouvé.
Le comptable paie trente sous tournois à Dimanche Jacquin,
fondeur de cloches « pour subvenir à la nourriture d'un petit
« enfant de l'âge de huit mois qui avoit esté delassé habandon-
« nement sur le pavé de nostre ville par une nommée Edouarde,
« sa mère qui se seroit absentée de nostre ville (1). »

(1) Archives de l'hôpital, E. 39.

Pendant les ^{xvi}e et ^{xvii}e siècles ces malheureux enfants ne sont signalés que par de brèves mentions dans les comptes des receveurs. C'est ainsi qu'en 1639 on paie trente-huit livres dix sous « à Jeanne Goureau... pour avoir nourry et allaité un petit enfant « delaissé au faulbourg d'Avallon (1). »

Comme on le voit, les jeunes enfants n'étaient pas conservés à l'intérieur de l'établissement dont le personnel était très restreint. Ils étaient peu nombreux et l'effrayante mortalité qui sévissait alors sur les jeunes enfants devait encore en diminuer le nombre. En survécut-il quelques-uns ? On n'oserait l'affirmer car on ne trouve nulle trace de dépenses à leur sujet hors les mois de nourrice. Il est vrai que certains nourriciers, plutôt que de ramener l'enfant à l'hôpital après le sevrage, préféraient le conserver gratuitement. Le 1^{er} mars 1667, une femme Tramey, née Parisot, demande qu'on veuille bien lui rendre « Jeanne, fille de Marie « Linard et d'un père yvrogne » qu'elle avait élevée jusqu'alors aux frais de l'hospice. Le Conseil des Directeurs accède à cette supplique, à la condition que la nourrice prendra l'entretien et la nourriture de l'enfant à sa charge. Cette délibération est inscrite sous la rubrique : Bâlard aumôné (2). — En tout cas, on ne saurait faire de reproches à l'administration hospitalière d'alors, qui donnait son argent sans lésiner pour essayer de sauver la vie des enfants, quelle que fût leur origine.

Il n'en a pas toujours été ainsi et le ^{xviii}e siècle vit des procédures sans fin au sujet de ces malheureux dont l'hôpital ne voulait plus s'occuper.

LES ENFANTS TROUVÉS AU ^{xviii}e SIÈCLE

Le 26 mai 1701, une femme étrangère quitte Avallon, en y laissant l'enfant dont elle est récemment accouchée. On porte le pauvre bébé à la demoiselle Eliennette Jacob, gardienne de l'hôpital qui refuse de s'en charger et le fait exposer dans la Grande-Rue. Le procureur du roi, prévenu, confie le petit enfant à une nourrice du village d'Estrées, à laquelle il promet une rétribution mensuelle de cent sous... Mais qui paiera ?... Un arrêt du prévôt royal, pris à la requête du procureur, met cette dépense à la charge de l'hôpital (3). Signifiée le 13 août suivant au receveur de

(1) Archives de l'hôpital, E. 60.

(2) Idem E. 4.

(3) Archives de la ville GG. 222. (Voir aux pièces justificatives.)

l'établissement, la sentence est fort mal accueillie par les Directeurs ; ils s'adressent à la juridiction supérieure qui, par décision du 5 septembre 1701 (1), les décharge de l'obligation qu'on leur imposait, mais sans trancher la question au fond. Ce fut sans doute le domaine royal qui dut payer, car le procureur ne voulut plus se déranger en semblable occurrence ; d'ailleurs, il avait implicitement reconnu l'obligation du domaine dans sa déclaration au prévôt royal.

Le 24 novembre 1705 entre 7 heures et 8 heures du soir, la gardienne de l'hôpital entend des cris à la porte ; elle accourt et trouve un enfant, sans pouvoir reconnaître la personne qui vient de le déposer. Elle fait immédiatement porter le pauvre petit au procureur du roi, mais celui-ci ne veut ni se montrer, ni ouvrir. Aux appels de la commissionnaire, voisins et passants se rassemblent et discutent ; ils engagent la servante à garder l'enfant pendant la nuit, et le pauvre abandonné revient ainsi à l'hôpital. — Deux jours plus tard, les Directeurs décident de conserver l'enfant à titre provisoire, tout en déclarant que, d'après l'acte de fondation, l'hôpital n'est pas destiné à recevoir les enfants trouvés. Ils se mettent ensuite d'accord pour prendre conseil et demander contre qui l'action doit être intentée (2). Malgré cette décision, aucune instance n'est engagée, peut-être par suite de la mort de l'enfant, ou plutôt parce que l'homme de loi-conseil fut hostile à la poursuite de revendications, insuffisamment justifiées à son avis. — En effet, l'hôpital paie encore en 1707 des mois de pension à un vigneron de Valloux pour un enfant trouvé qui meurt le 12 octobre 1707, âgé d'environ trois ans. Tout porte à croire qu'il s'agit du malheureux exposé le 24 novembre 1705, dont les directeurs ont conservé la charge sans rien réclamer à personne. La vérification est difficile car les registres portent seulement l'indication d'un enfant trouvé, sans désignation d'âge présumé, ni de nom (3).

Ce n'est que neuf ans plus tard que la discussion recommence. Dans la nuit du 5 au 6 juin 1714, la demoiselle Jacob recueille encore un enfant déposé à la porte de l'hôpital. Le procureur du roi ayant de nouveau refusé de se déranger, on lui signifie — à toutes fins utiles — un procès-verbal détaillé de la découverte de l'enfant (4) ; puis tout en reste là, au moins pour le moment.

(1) Archives de l'hôpital G. 2. (Voir aux pièces justificatives.)

(2) Idem E. 4.

(3) Idem E. 4.

(4) Idem G. 2. (Voir aux pièces justificatives.)

Une somme de quatre livres dix sols ayant été trouvée dans les langes du bébé, la gardienne de l'hôpital emploie cet argent à payer le premier mois de nourrice. Pendant deux ans, elle reçoit d'une manière anonyme les sommes nécessaires pour parer aux besoins de l'enfant : tantôt c'est la poste qui sert d'intermédiaire, tantôt ce sont les Capucins. Mais, la subvention ayant cessé, personne ne paie plus, la nourrice reporte l'enfant à l'hôpital et voilà de nouveau la question sur le tapis. Les administrateurs de l'établissement réclament le remboursement des frais de nourriture et d'entretien, à partir de la cessation des subsides. L'affaire traîne en longueur et bientôt se complique, car deux nouveaux abandons surviennent, l'un le 14 mai, l'autre le 25 juillet 1717.

Les enfants ont encore été déposés près de l'hôpital, mais personne ne s'est hasardé à les recueillir sans l'intervention des magistrats. Le juge prévôt se rend chaque fois sur les lieux et ordonne le dépôt provisoire de l'enfant à l'hôpital. Il décide en outre que la nourriture et l'entretien seront adjugés au rabais, ou « à prix ravallant. » Mais les Avallonnais se soucient sans doute peu de prendre la charge d'enfants dans ces conditions, car personne ne fait d'offre, malgré la publicité donnée à la décision pendant les messes paroissiales de Saint Pierre et de Saint Julien (1). Le procureur du roi ne fait aucune autre diligence et les enfants restent en dépôt à l'hôpital. Mais le personnel servant est très restreint ; conserver les deux pauvres petits est impossible, aussi les confie-t-on, l'un à une femme du bourg (2), l'autre à une femme Lairodat de Saint-Brancher. A chacune d'elles on promet quatre livres par mois ; l'hôpital fait, sous toutes réserves, l'avance des sommes dues et la procédure recommence.

Avant de suivre les adversaires dans l'énoncé de leurs arguments, remarquons que les mœurs de cette époque sont bien différentes de celles des siècles précédents. Jadis l'enfant exposé était recueilli par une personne charitable à laquelle la Maison Dieu venait en aide ; maintenant, nul n'en veut : les nourrices ne les accepteraient pas si le mois n'était payé d'avance. De même, les administrateurs officiels ne se chargent des enfants trouvés qu'à leur corps défendant ; ils ne s'en occupent que lorsqu'ils sont obligés de le faire. Ils ne voient pas dans l'enfant un être faible à secourir ; pour eux, ce n'est qu'une cause de dépense et ils font tout ce qu'ils peuvent pour réduire les frais au minimum : le fait

(1) Archives de l'hôpital G. 2. (Voir aux pièces justificatives).

(2) Appellation donnée à la partie de la ville qui s'étend hors des murs entre la Grande Porte et l'étang des Minimes.

de mettre la nourriture des enfants en adjudication et au rabais montre que la sauvegarde de la bourse est la principale préoccupation, on pourrait même dire la seule. — On peut se demander pourquoi l'hôpital est devenu moins charitable : l'explication est facile. En 1713, la construction d'un nouvel édifice hospitalier a été décidée, la vieille Maison Dieu étant trop étroite pour recevoir tous les pauvres. Mais on veut faire grand... Le nouvel édifice devra être imposant, aussi la plus grande partie des ressources est employée aux constructions. Tant pis pour les pauvres s'il ne sont pas soulagés : on va leur édifier un palais, cela doit leur suffire. On borne donc les dépenses d'assistance proprement dite à celles qu'on ne peut absolument pas supprimer. Les secours à domicile sont abolis. Peut-être est-ce pour cela que les abandons se succèdent à des intervalles plus rapprochés que jadis... En tous cas, l'administration de l'hôpital, dans son zèle à économiser, voudrait se décharger complètement de l'assistance de l'enfance : elle laisse sans secours les familles malheureuses et elle ne voudrait rien dépenser pour les pauvres trouvés.

Mais revenons à la discussion. Le procureur du roi, ne pouvant s'appuyer sur aucun texte, cherche seulement à créer des précédents. Il examine les cas l'un après l'autre. Pour le premier, il prétend que si la demoiselle Jacob a payé les mois de nourrice pendant deux ans, c'est qu'elle connaissait les parents ; or, il n'est pas d'usage de prendre soin des enfants dont les parents sont connus et celui-là ne peut être mis à la charge du domaine royal. Ce raisonnement nous indique que l'exposition était alors le seul moyen de faire admettre un enfant aux secours publics. D'ailleurs les procès-verbaux relatent toujours que l'on n'a vu personne déposer le malheureux deshérité. Si l'on parvient à connaître l'auteur de l'abandon, il est obligé de reprendre le pauvre petit ; c'est ce qui eut lieu pour le deuxième enfant, dont le procureur refusait de s'occuper, sous le prétexte qu'il était âgé de plus d'un an. Délaisse, comme nous l'avons vu, le 14 mai 1717, il est renvoyé le 14 septembre suivant à son père qui habite Sainte-Magnance. — Quant à l'enfant recueilli le 25 juillet 1717, le représentant du roi prétend avoir rempli tous ses devoirs envers lui en faisant publier l'adjudication de la nourriture. Personne ne s'est présenté, dit-il, je ne puis faire autre chose. — Il ajoute, en outre, que le roi ayant réuni plusieurs maladreries à l'hôpital, les revenus ont été augmentés de ce fait et que l'on doit tenir compte de cette circonstance (1).

(1) Un édit de 1696 avait réuni aux biens de l'Hôpital d'Avallon ceux des maladreries de Montréal et de Pontaubert.

A ce dernier argument, les administrateurs répondent justement que le roi ne peut se prévaloir de la réunion des maladreries qui ne lui appartenaient pas et qu'il n'a rien déboursé pour accroître les revenus de l'hôpital. Ils font remarquer que — d'ailleurs — la décision de 1701 est postérieure à l'édit de réunion ; puis ils réfutent les prétentions du procureur relativement à chaque enfant : ils insistent sur ce point que le seul fait d'avoir mis en adjudication la nourriture du dernier est une reconnaissance implicite des devoirs du domaine.

Et les mémoires s'ajoutent aux mémoires, et le dossier s'enfle de nouvelles pièces, sans que l'affaire fasse un pas. La décision finale manque : l'on n'en trouve pas de trace dans les deux dépôts d'archives. Peut-être la ville fut-elle obligée d'intervenir pécuniairement, car elle dut, plus tard, solder une dépense semblable.

Une lettre adressée en 1749 au maire d'Avallon nous en donne la preuve. « J'ai vu, dit l'auteur de cette lettre, M. Munier, le secrétaire de M. l'Intendant au sujet de l'affaire dont vous m'avez fait l'honneur de m'écrire ; il m'a dit qu'il était d'usage et de règle de charger les villes où il n'y avait point d'hôpitaux pour les enfants trouvés des frais et de la dépense qu'ils occasionnent, qu'il fallait présenter requête à M. l'Intendant pour avoir permission de payer l'exécutoire décerné (1). »

L'hôpital et le domaine ont donc pu, l'un et l'autre, se décharger du soin des enfants trouvés. La ville trouva plus simple de s'en désintéresser complètement et de les laisser à la charité privée comme nous le verrons plus loin.

LES ORPHELINS ET LES ENFANTS PAUVRES

A côté des enfants délaissés volontairement par leurs parents, il en est d'autres non moins intéressants : ce sont ceux que la mort de leurs parents plonge dans le plus complet dénûment. Ils étaient beaucoup plus nombreux que les trouvés dans la petite cité avallonnaise.

La Maison Dieu n'avait pas été fondée pour eux ; d'ailleurs elle était trop petite pour recevoir tous ceux qui auraient dû y être hébergés ; aussi n'y admettait-on les enfants que très rarement. Ces malheureux étaient cependant secourus ; les directeurs de la Maison Dieu allouaient des subsides à ceux qui prenaient soin des

(1) Archives de l'hôpital G. 2.

orphelins. On ne se préoccupait nullement de l'origine de l'enfant : il était dans le besoin, cela suffisait pour qu'on lui vint en aide.

En 1585 le receveur résume dans ses comptes, en un seul article global, toutes les aumônes du mois ; il mentionne que la distribution a été faite à « plusieurs pauvres vefves et orphelins, tant de « la ville et faubourgs d'icelle que estrangers (1) ». — La même année un mandat de cinquante sous, somme importante pour l'époque, est délivré « à Marie Lefoul, vefve Mathurin Lusignot, « pour subvenir à la nourriture et habits de deux petits enfans « orphelins, délaissés par deffunctz André Guyard et Maxime « Lefoul, *de Vézelay* (2) ».

C'est surtout au moment des guerres ou des épidémies que ces secours deviennent fréquents. La peste ayant ravagé la ville d'Avallon en 1636 et années suivantes, un compte spécial est dressé des dépenses occasionnées par la maladie. Nous y relevons des secours aux orphelins. Citons entre autres le paiement fait à un magogue (3) de sept livres dix sols « pour la nourriture par lui « fournie pendant trois mois durant lad. peste à l'enfant délaissé « par Pierre Pozan, de Cousin-le-Pont, faubourg d'Avallon decedé « avec sa femme d'icelle maladie. » De même, on paie six livres à un cordonnier pour nourriture donnée « pendant les mois d'aost, « septembre et octobre 1637 à un enfant délaissé par la mort de « ses père et mère decedez de peste (4) ».

Quelquefois on admet les pauvres petits dans l'établissement. Ainsi le 5 mars 1669, deux enfants de trois ans et cinq ans dont la mère est décédée sont admis « pour être nourris audit hôpital « à l'ordinaire des pauvres (5) ». Mais il ne semble pas que l'on se préoccupe beaucoup de l'avenir de ces malheureux. On se contente de les nourrir et, quand ils sont devenus grands, on les laisse se tirer d'affaire comme ils peuvent, c'est-à-dire autant par la mendicité que par le travail. Leur admission à l'hôpital n'est que temporaire, comme le montre une délibération des directeurs en date du 27 octobre 1671 : il a été décidé qu'un enfant que l'on nomme « seroit receu à la manse de l'hospital iusque a ce qu'il soit en « estat de demander la vie (6) ». Quelquefois les enfants ne sont

(1) Archives de l'hôpital E. 39.

(2) Idem E. 39.

(3) Nom donné aux hommes qui ensevelissaient et inhumaient les pestiférés.

(4) Archives de l'hôpital E. 59.

(5) Idem E. 4.

(6) Idem E. 4.

mis en pension chez des nourriciers que par suite du défaut de place. C'est ainsi que le 27 février 1674 il est décidé de donner à une femme vingt sols par mois pour la subsistance de deux orphelins « iusque a ce qu'il y ayt place pour les retirer à l'hôpital (1) ».

Lorsque les ressources le permettent, les directeurs de la Maison Dieu font apprendre un métier aux enfants nécessiteux, qu'ils soient orphelins ou seulement nés de parents pauvres. La première mention de cette sorte de secours remonte à 1578. « André « Millot, pauvre orphelin », est en apprentissage pour trois ans, depuis le 1^{er} juillet 1576 chez un serrurier d'Avallon ; celui-ci est chargé d'enseigner son métier au jeune homme, de le loger, le nourrir et l'entretenir moyennant dix-huit livres tournois, payables en trois annuités (2).

Des allocations analogues figurent dans les comptes du xvii^e siècle ; elles sont beaucoup plus rares au xviii^e. Nous savons pourquoi. — Le plus souvent ce sont des jeunes filles qui profitent de ces secours. Citons en 1650 le paiement de douze livres dix sols pour le premier quartier de l'apprentissage de Marie Charreau, dix-huit livres pour Anne Noblot ; et beaucoup d'autres (3). — Ces dons ne s'appliquaient pas à tous ceux qui pouvaient arguer de leur pauvreté, car les ressources étaient bien limitées ; on faisait un choix entre les postulants, ainsi que l'indique le receveur en 1653 ; il déclare avoir versé dix-huit livres quinze sols à une couturière d'Avallon qui apprend son métier « à une pauvre fille recommandable pour sa conduite (4). »

L'administration communale — elle aussi — consacre une petite portion de ses ressources aux enfants malheureux. En 1637 elle paie dix huit livres quinze sous à Germain Delaporte pour la nourriture de l'un des enfants de feu Georges Mutin ; — huit livres à Jeanne Fluteau qui a nourri et allaité un enfant pendant deux mois (5).

On le voit, aucune règle ne présidait aux secours donnés à l'enfance, mais les administrateurs essayaient de venir en aide à toutes les infortunes, au moins jusqu'aux premières années du xviii^e siècle. A toutes les époques, sans exception, ils étaient puissamment aidés par la charité privée. Aux dons manuels s'ajoutaient

(1) Archives de l'hôpital E 4.

(2) Idem G 1.

(3) Idem E 4.

(4) Idem E 4.

(5) Archives de la ville CC 224.

quelquefois des libéralités posthumes. Ainsi en 1595, Jeanne Boillot, veuve en troisièmes noccs de Guiot Chausson, ne se contente pas de faire une importante donation à l'hospice ; elle stipule dans son testament que l'on devra donner à chacune des dix pauvres orphelines qu'elle désigne « la somme de cinq escus deux livres » tournois en aulmone, affin de les inviter à prier Dieu pour le « salut de son âme (1) ».

Il est des bienfaiteurs dont le souvenir s'est perpétué dans la mémoire des Avallonnais par des fondations importantes dont l'une subsiste encore aujourd'hui ; aussi méritent-ils une mention spéciale.

FONDATIONS EN FAVEUR DES ORPHELINS ET DES ENFANTS PAUVRES

Fondation Odebert. — Pierre Odebert, Conseiller du roi au Parlement de Dijon et premier président aux requêtes du palais, créa en 1634 l'hospice Sainte-Anne, dans la capitale bourguignonne, pour y recueillir quarante orphelins, vingt filles et vingt garçons. En souvenir de son origine avallonnaise, le fondateur réserva quatre places aux enfants d'Avallon et régla (2) tous les détails de leur admission.

Les enfants appelés à bénéficier de cette faveur sont désignés par les maire et échevins de la ville, assistés du Curé de l'église Saint-Pierre. Le choix ne peut se porter que sur des orphelins ou des enfants très malheureux, nés de légitime mariage, âgés de dix à seize ans, sains et valides (3).

Cette dernière condition s'explique par cela que l'hospice Sainte-Anne n'est pas seulement un asile, c'est surtout une école d'apprentissage. Des déshérités y apprennent un métier qui leur permet de subvenir à leurs besoins par le travail.

Devançant de deux siècles les services d'enfants assistés, le président Odebert avait compris quel puissant stimulant peut être pour les enfants sans famille la pensée qu'un petit pécule, fruit de leur travail, leur sera remis à leur entrée dans la vie. Aussi ne néglige-t-il rien pour constituer le noyau de ce pécule dès l'admission de l'enfant à l'hospice. Dans ce but, il recommande aux édiles

(1) Instituts charitables et hospitaliers. Maison Dieu et Maladrerie d'Avallon, par Baudoin. Bulletin de la Société d'Etudes d'Avallon, 1890.

(2) Par acte du 25 avril 1645.

(3) Bibliothèque de la ville. Recueil intitulé : *Anecdotes avallonnaises*.

avallonnais de vendre les quelques meubles que peut posséder l'orphelin, de s'informer quels sont les proches parents, parrain et marraine du futur pensionnaire afin de les exhorter à lui faire quelque libéralité. L'argent ainsi recueilli est remis au receveur de l'établissement de Dijon qui y ajoute les épargnes faites sur le travail de l'élève (1). Lorsqu'à dix-huit ans l'adolescent sort de l'hospice, on lui remet la réserve ainsi constituée, augmentée d'un présent de la maison, c'est-à-dire d'une somme d'argent destinée à aider à l'établissement du pupille. — N'est ce pas là ce que font actuellement les services d'assistance ? Lorsque les élèves sont gagés, une portion de leur salaire est placée à la caisse d'épargne. De plus l'administration décerne des récompenses et des dots à ses pupilles les plus méritants. C'est bien la mise en pratique, sur une vaste échelle, des idées du généreux Odebert.

Les lettres de cet ami des malheureux, conservées à l'hôtel-de-ville d'Avallon, nous apprennent que les premiers boursiers durent être envoyés à Dijon en juillet 1634. Depuis cette époque, Avallon eut toujours des pensionnaires à Sainte-Anne.

De temps en temps, le patron de l'hospice, c'est-à-dire le membre de la famille Odebert chargé de la haute surveillance, dut tenir la main à la stricte observation des règles posées par le fondateur. La question de santé fut toujours regardée comme capitale et les Avallonnais se virent renvoyer une fillette atteinte d'écrouelles ; les présentateurs s'obligeaient d'ailleurs à retirer les enfants qui pouvaient être atteints d'infirmités ou de maladies contagieuses. « Notre maison, écrivait en 1762 M. Legoux de Saint-Seine, patron de l'établissement, est faite pour élever des enfants sains et les mettre en état de gagner leur vie après être sortis de la maison à dix-huit ans environ. Vous concevez, Monsieur, que si les enfants sont infirmes ou estropiés on ne pourra pas trouver à les placer et ils seront toute leur vie à charge à la maison et priveront d'autres enfants de l'éducation que nous devons leur donner car le nombre est fixé (2) ».

Certes on ne peut qu'approuver les successeurs d'Odebert quand ils réclament l'observation du règlement ; mais peut-être pourrait-on trouver que, sur d'autres points, il se montrent trop exigeants. « Il serait à souhaiter aussi, écrit encore le président Legoux, qu'on choisit des filles de familles honnêtes, il ne s'en trouve que trop à qui les secours manquent et elles sont préférables

(1) Archives de la ville GG 220.

(2) Idem GG 220.

« aux filles de la lie du peuple. » (1) Voilà une phrase que Odebert n'eût pas écrite ; il n'eût pas reculé devant les difficultés que présentent certaines éducations ; il aurait pensé, au contraire, qu'il valait mieux sauver une jeune fille prête à rouler sur la pente du vice, que de procurer un métier à celle qui pouvait trouver des appuis grâce à l'honnêteté de sa famille. — Le président Legoux, lui, était de son temps. Sa principale préoccupation était la marche paisible de la maison, sans heurts, ni secousses. La partie matérielle de la fondation subsistait ; l'esprit de charité dont son créateur l'avait animée au début, avait disparu.

Avant de passer à une autre œuvre, disons que Odebert avait — au bout de quelques années — modifié ses premières dispositions. L'hospice Sainte-Anne, primitivement organisé pour vingt orphelins de chaque sexe, recevait quarante jeunes filles et dix jeunes garçons, dont un d'Avallon (2). A la sortie de l'établissement les garçons se plaçaient comme ouvriers ; les jeunes filles étaient recherchées comme femme de chambre, surtout lorsque, après 1770, on leur eut enseigné le « point d'Alençon, Argentan et Angleterre (3) ».

Le généreux président Odebert n'avait pas limité ses libéralités en faveur d'Avallon à cette seule fondation ; il fit plus tard des dons importants au collège et dota l'hôpital d'une somme de 30.000 livres. En souvenir de tous ces bienfaits, les Avallonnais ont donné à une large voie qui aboutit à l'hôpital le nom de Rue des Odebert. Un buste de cet homme de bien est placé au-dessus de la porte du collège et son portrait orne la salle des séances de la Commission administrative de l'hospice.

Fondation Rivière. — Moins importante que la précédente, mais plus ancienne est la fondation faite par M^{me} Marie Lequeux, veuve de noble Nicolle de Rivière, juge prévôtal à Chablis.

Par son testament du 8 janvier 1619 cette dame légua une rente de vingt-deux livres dix sols à la ville d'Avallon, pour cette somme être employée chaque année à payer l'apprentissage d'un enfant

(1) Archives de la ville GG 220.

(2)..... « 40 orphelines et dix orphelins. Lesdits garçons seront âgés de 15 à 16 ans afin qu'ils puissent mieux apprendre leur métier, seront choisis : scavoir chacun un de la ville d'Avallon ; et un de Montbard de 2 en 2 ans ; en sorte qu'en 4 ans il y en ait 4 d'Avallon et 2 de Montbard et le surplus sera pris dans la ville de Dijon ». Modification à l'acte de fondation de l'hospice Sainte-Anne (11 juin 1652) Voy. *Anecdotes avallonnaises* (Bibliothèque d'Avallon).

(3) Arch. de la ville, GG 220.

pauvre, garçon ou fille. Des difficultés surgirent au sujet de ce testament, mais Guy Blanot, lieutenant criminel à Semur et gendre de M^{me} de Rivière, tout en faisant des réserves sur d'autres clauses, déclara se tenir prêt à accomplir les dernières volontés de sa belle-mère sur ce point. Une transaction eut lieu le 10 novembre 1627 et la rente fut remplacée par une somme de trois cents livres que reçut la ville, à charge « d'employer les arrérages d'icelle « somme chascung an à faire apprendre un mestier à ung pauvre « enfant auquel il se trouvera propre (1). »

Depuis cette époque jusqu'à la Révolution, les comptes des receveurs mentionnent le paiement d'apprentissages et souvent ils rappellent en quelques mots l'origine de cette libéralité. Le premier qui en profita fut le « pauvre Guillaume Gui » à qui François Guettard apprit le métier de cordonnier. L'année suivante, ce fut une jeune fille qui fut placée chez une couturière (2).

Cette fondation eut les plus heureux résultats. Non seulement la ville employa les arrérages ainsi qu'elle s'y était obligée, mais en 1763, l'Intendant de Bourgogne exprima le désir de voir porter à cent vingt livres la somme employée annuellement à payer des apprentissages ; l'excédent du chiffre de la rente devait être prélevé sur les deniers patrimoniaux d'Avallon. Le corps municipal, en 1766, acquiesça à cette demande et indiqua les métiers qu'il lui semblait préférable de faire enseigner. Les filles seraient lingères ou couturières ; les garçons, tonneliers, cordonniers, serruriers. La délibération n'exclut pas d'une manière absolue les autres professions, mais celles qui sont indiquées semblaient aux édiles avallonnais les plus avantageuses pour le commerce de leur ville (3).

On ne peut donc qu'applaudir à l'acte généreux de M^{me} de Rivière, non seulement à cause du bien qu'il fit à quantité d'enfants pauvres, mais aussi parce qu'il indiqua aux administrateurs une manière intelligente de soulager leurs compatriotes malheureux.

SECOURS AYANT CONTRIBUÉ A RESTREINDRE LE NOMBRE DES ABANDONS

Nous avons vu que l'administration hospitalière ne limitait pas, à l'origine, son rôle au soin des pauvres et des malades qu'elle

(1) Archives de la ville BB 3 et GG 221.

(2) Archives de la ville CC 235.

(3) Archives de la ville BB 16.

recueillait. Elle distribuait aussi des secours à domicile. Les familles nombreuses et surtout les femmes restées seules avec des enfants étaient l'objet d'une grande sollicitude. C'est sans doute un peu à cette manière de procéder que l'on doit de constater un si petit nombre d'abandon à Avallon, et encore doit-on remarquer que, parmi les enfants trouvés, il en était d'étrangers à la ville.

Les premiers secours de ce genre dont nous trouvons une trace explicite, remontent à la fin du xvi^e siècle. En 1585, une pauvre femme ayant quatre enfants malades a été délaissée par son mari qui est parti pour la guerre : l'hôpital lui alloue quarante sous tournois. — Bien intéressante est la supplique présentée par une pauvre veuve le 30 juin 1589 : trois jours auparavant, son mari a été tué dans une sortie des Ligueurs avallonnais ; il avait sur lui tout l'argent de la maison et la femme se trouve, avec ses deux enfants, dans le plus complet dénûment ; elle demande un secours pour parer aux besoins les plus pressants. Immédiatement les Directeurs de la Maison Dieu font droit à sa requête (1).

Nombreuses sont les allocations semblables. Au xvii^e siècle, elles deviennent souvent mensuelles et varient de vingt à quarante sous. Leur taux est fixé suivant les besoins des secourus. Telle femme veuve ayant seulement un enfant à la mamelle reçoit trente sous par mois, tandis que telle autre n'a que ving-cinq sous pour l'aider à élever trois enfants. La décision fixe quelquefois la durée du secours « sauf à continuer » s'il est nécessaire. Il arrive encore que l'allocation diminue d'importance avant la suppression complète et tel qui recevait quarante sous voit, au bout de quelque temps, sa part réduite de moitié (2).

Nous avons vu comment prit fin cette coutume des secours à domicile qui rendait de si grands services à la population avallonnaise. Les malheureux, au cours du xviii^e siècle, ne purent profiter que de faveurs insignifiantes pour élever leurs enfants. Comme auparavant, les familles nombreuses étaient déchargées du logement des gens de guerre, mais il fallait, pour obtenir cette exemption, que le père de famille se présentât à l'hôtel-de-ville accompagné d'au moins dix enfants vivants. C'est dire combien peu se trouvaient dans les conditions requises. On en relève un cas en 1674, un autre en 1701, deux en 1741, un en 1748 et en 1750, deux en 1753 et 1754, un dans chacune des années 1755, 1757,

(1) Archives de l'hôpital G. 1.

(2) Archives de l'hôpital E 4.

1758, 1761, 1764, 1766, 1769, 1770, 1776, 1783, 1787 (1). Inutile de dire que de telles familles sont très rares aujourd'hui.

Signalons en passant que les pauvres d'Avallon étaient soignés gratuitement à domicile par un médecin payé par la ville. De plus, dès 1529, la ville logeait et rétribuait « une matrone esluë et jurée à recevoir « les enfants » (2). Ladite sage-femme ou bonne-femme, de même que le médecin des pauvres, ne pouvait s'absenter de la ville sans la permission des échevins ; l'infraction à cette clause pouvait entraîner la destitution : une des sages-femmes (car on en eut plusieurs dans la suite), en fit la désagréable expérience en 1765 (3).

Les personnes nécessiteuses étaient désignées au médecin par les membres d'une association dont il nous reste à parler.

LES ENFANTS MALHEUREUX ET LA CONFRÉRIE DE LA CHARITÉ

Dès la première moitié du XVIII^e siècle existait à Avallon une société de dames pieuses qui s'occupaient de pourvoir aux besoins des pauvres et des malades ; on désignait cette association sous le nom de « Confrérie de la Charité » ou bien encore de « Dames de la Charité d'Avallon. »

Le budget de « La Charité » était assez important. Les ressources provenaient de dons et de legs, des revenus de propriétés foncières, de rentes diverses et d'une partie des quêtes faites dans les églises. Elles étaient employées à payer les médicaments des indigents, du linge, des vêtements que les dames distribuaient aux pauvres qu'elles visitaient. Les ressources n'avaient pas d'affectation rigoureusement déterminée. Ainsi, une filature de coton ayant été créée à Avallon dans le principal but de fournir de l'ouvrage aux femmes et aux jeunes filles pauvres, « la Charité » contribua au maintien de l'institution en prenant à sa charge la moitié du traitement de la Directrice, soit 175 livres par an ; la ville fournissait de son côté une somme équivalente. L'association charitable payait en outre des rouets aux jeunes filles pauvres ou faisait réparer ceux qui en avaient besoin (4).

Mais la société de charité ne se préoccupait pas seulement des

(1) Inventaire sommaire des archives d'Avallon, par Prot.

(2) Archives de la ville CC 145.

(3) Archives de la ville BB 16.

(4) Archives de la ville CC 372 et GG 233.

adolescents, elle venait le plus possible en aide aux familles chargées de jeunes enfants : elle payait les mois d'école et même les mois de nourrice ; aussi peut-on penser que s'il y avait peu d'abandons, c'est que les secours préventifs étaient suffisants, venant à la fois de la Maison Dieu et d'une société de bienfaisance.

Vers la deuxième moitié du XVIII^e siècle, comme nous l'avons vu plus haut, l'hôpital se désintéressait des enfants trouvés ; de son côté, la municipalité faisait tous ses efforts pour s'en débarrasser ; les orphelins n'étaient pas mieux traités. Seules les Dames de la charité leur assuraient la nourriture et l'entretien. Cette charge leur parut bientôt trop lourde et elles adressèrent une requête au Parlement de Bourgogne, le 13 juillet 1754 « disants qu'elle sont
« souvent sollicitées de fournir les aliments à des pauvres enfants
« dont les pères et mères ont quitté le pais, ou qui sont morts sans
« leur laisser aucuns biens ; mais quoiqu'il n'y ait pas d'état plus
« digne de compassion que celui de ces enfants, et qu'on ne puisse
« sans inhumaineté les laisser périr, quoiqu'il soit même de l'intérêt public de pourvoir à leur subsistance et à leur éducation,
« pour les empêcher de mandier et ne pas les exposer à devenir
« des vagabonds, des fainéants et même des voleurs, il n'est pas
« possible de soumettre les suppliants à cette charge ; leur société
« est une société de dévotion toute libre et toute volontaire, en
« vertu de laq. elles ne contractent aucuns engagements envers
« personne... »

Dans leur requête, elles cherchent à démontrer que la charge des enfants abandonnés et orphelins doit incomber à l'hôpital. Elles s'appuient sur le premier article d'une déclaration royale du 26 juillet 1724, qui enjoint à tous les mendiants, vieillards, invalides, enfants, nourrices ou femmes grosses, de se rendre dans les hôpitaux où ils seront occupés selon leurs forces.

« Les hôpitaux, en vertu de cette déclaration, disent les Dames
« de Charité, sont obligés de nourrir les enfants qui mandient
« faute d'avoir les moyens de subsister et à plus forte raison ceux
« qui ne sont pas encore en âge de chercher leur pain et qui n'ont
« pas même la ressource de la mendicité pour se procurer leur
« nourriture ; ce sont des enfants dont les pères et mères sont
« morts ou par eux abandonnés qui, pour la plupart n'ont pas
« encore l'usage de la parole pour expliquer leurs besoins et qui
« méritent une commisération plus distinguée (1) ».

Le Parlement, avant de se prononcer, demande d'une part l'avis des Directeurs de l'Hôpital, et d'autre part celui des maire et

(1) Archives de l'hôpital E 4 et G 3.

échevins. Les uns et les autres essaient de repousser la charge qui les menace. Ils accumulent les arguments, dont certains ne peuvent être pris au sérieux.

La Direction de l'hôpital prétend que l'établissement ne s'est jamais préoccupé des enfants malheureux, que d'ailleurs on ne peut entrer dans cette voie qui conduirait la maison à sa ruine. « Il faudrait, disent les Directeurs, à un certain âge donner un « métier à ces enfants pour leur procurer un pain assuré et ne pas « les exposer à des brigandages ou autres mauvais moyens suite « ordinaire de la pauvreté, ce que la médiocrité du revenu de « l'hôpital ne permettrait pas encore aux administrateurs. » Et ils ajoutent : « Les enfants trouvés et abandonnés, les orphelins sont « tous enfants de l'Etat, les hôpitaux vulgairement dit des enfants « trouvés sont établis pour ces sortes d'enfants ; l'on reçoit même « à celui de Paris des enfants ayant père et mère, lorsqu'il est bien « constaté qu'ils en sont trop chargés et qu'ils ne peuvent pour- « voir à la nourriture et entretien de tous. Il y a à Dijon une mai- « son où l'on reçoit les enfants trouvés, pourquoi les abandonnés « les orphelins ni seroient-ils pas recüs comme à Paris, ils doivent « être au reste à la charge du domaine puisqu'ils appartiennent à « l'Etat (1) ».

Certes il y a des raisons acceptables, mais combien doit-on déplorer la disparition du sentiment de solidarité qui animait les Avallonnais aux siècles précédents. Jadis, la Maison Dieu, bien moins riche que le nouvel hôpital, n'avait qu'une préoccupation : soulager le plus grand nombre possible d'infortunes ; aussi trouvés et orphelins y recevaient des secours empressés. Maintenant les administrateurs semblent n'avoir qu'un but : restreindre le nombre des secourus afin d'augmenter l'avoir de l'établissement.

La municipalité se sent peut-être encore plus menacée que l'hôpital. Elle sait que l'usage l'oblige à payer, au moins pour les enfants trouvés, aussi met-elle encore plus d'âpreté dans sa défense. Elle déclare que jamais les communautés n'ont été chargées des enfants trouvés, abandonnés ou orphelins, que les deniers patrimoniaux ne peuvent être employés que pour les charges ordinaires et qu'il est impossible de penser à de nouveaux impôts. Nous retrouvons là une nouvelle preuve de l'esprit étroit des administrateurs d'alors ; eux aussi, oublient volontairement les secours distribués par leurs ancêtres aux orphelins, et la lettre récente, relative aux enfants trouvés que nous avons examinée plus haut. Dans leur crainte de payer encore, ils s'attaquent aux personnes cha-

(1) Archives de l'hôpital E 4 et G 3.

ritables qui recueillent les malheureux enfants. « Ces Dames de la Charité, disent-ils, auraient du se pourvoir pour faire entrer les enfants trouvés, les orphelins, les abandonnés de la ville dont elles se sont volontairement chargées à l'hôpital des enfants trouvés de Dijon ou de Paris. Ces maisons sont établies pour ces sortes d'enfants et ils y ont droit comme appartenant à l'Etat. Ceux de la ville d'Avallon y ont un droit d'autant plus certain que les enfants trouvés sont à la charge des hauts justiciers et que nous n'en trouvons point d'autres à Avallon que le roy (1) ».

Deux ans plus tard, le Parlement demande encore l'avis des maire et échevins qui se réfèrent à leur réponse antérieure. Quel fut l'arrêt rendu ? Yen eut-il un ? Nous ne le savons pas. Nous ne trouvons nulle part la moindre allusion à ce sujet, pas plus à Avallon qu'aux archives de Dijon. Il est peu probable que l'envoi des enfants aux hôpitaux spéciaux ait été accepté, car dix ans plus tard « la Charité » payait encore des mois de nourrice (1766).

De tous ces faits, il ressort clairement que les enfants malheureux d'Avallon ne bénéficiaient d'aucune organisation régulière. Il n'y avait pas de fonds spéciaux destinés à leur soulagement ; les secours variaient suivant les dispositions plus ou moins bienveillantes des administrateurs et suivant les ressources dont ils disposaient.

Il est à remarquer que la sollicitude à l'égard de l'enfance allait en décroissant ; de toutes parts, d'ailleurs, se faisait sentir un affaiblissement de l'esprit de charité. Le président Legoux, patron de l'hospice Sainte-Anne, le remarquait dans une lettre du 31 mars 1772 (2) adressée aux administrateurs de l'hôpital : « Nous éprouvons, écrivait-il, que le zèle est bien refroidi et que les aumônes diminuent tous les jours. » — La Confrérie de Charité semblait avoir perdu de vue son objet primitif qui était le soulagement de toutes les infortunes. Quant aux dispensateurs officiels des secours, on eût dit que leur cœur s'était desséché et que l'équilibre des budgets était devenu la seule question importante dans l'assistance des malheureux.

Il devait être donné à la Révolution de modifier un état d'esprit aussi déplorable et, sinon d'organiser complètement les secours de l'enfance, du moins d'en indiquer les principes fondamentaux dont les institutions actuelles ne sont que l'application.

(1) Archives de la ville BB 14.

(2) Archives de l'hôpital E 4.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I

Arrêt enjoignant au receveur de l'hôpital de payer les mois de nourrice d'un enfant trouvé. — 26 Mai 1701. (Archives de la ville GG 222).

Joseph Arthault, prévôt royal d'Avallon, sçavoir faisons que ce jourd'huy vingt-six du mois de may mil sept cent un, en nostre hôtel et pardevant nous a comparu Me Jean-Baptiste Bonnet, procureur du roy en lad. prevoté lequel nous a dit qu'une femme estrangère après avoir demeuré quelque temps en cette ville y est accouchée et y a laissé son enfant à l'abandon ; cet enfant a esté porté à l'hospital de cette ville comme le seul lieu ou il peut recevoir la nourriture et le soulagement ; mais la gardienne dudit hospital soit de son mouvement ou autrement a fait prendre cet enfant et exposer icelui sur la cave du nommé Le Cler, serrurier en la Grande Rue de cette ville, ce qui estant venu a la connoissance dud. sieur procureur du roy et que led. enfant estoit très pressé d'estre mis en nourrisse, il lui en a trouvé une accompagné de la sage femme de cette ville, qui est Jeanne Coquet femme de Jean Pignois, laboureur demeurant à Estrée, avec laquelle il a convenu qu'il luy seroit donné par mois et par advance la somme de cent sols tant pour la nourriture que entretient dud. enfant, et comme le roy n'a point de domaine en cette prévoté sur lequel on puisse prendre de quoy fournir à la nourriture de cet enfant il ne trouve pas d'autres moyens d'y pourvoir que d'en charger le receveur de l'hospital de cette ville attendu qu'il a des revenus suffisans pour cela et que de tous temps il a esté chargé de pareilles nouritures. C'est pourquoy il requiert qu'il soit enjoint au receveur dud. hospital de fournir a lad. Coquet la somme de cent sols par chacun mois et par advance, qu'à cet effect exécutoire soit decerné contre lui pour lad. somme et qu'il soit permis de le mettre a execution nonobstant opposition ou appellation quelconque et cependant qu'il soit informé de l'exposition dud. enfant ; a quoy inclinant nous ordonnons que de l'exposition dud. enfant il sera par nous informé à charge et decharge et cependant enjoignons au receveur de l'hospital de cette ville de fournir à lad. Coquet nourrisse la somme de cent sols par chacun mois et par advance pour les causes cy dessus, au paiement de laquelle somme led. receveur pourra estre contraint en sad. qualité ou les revenus dud. hospital saisis nonobstant oppositions ou appellations quelconques sauf aux sieurs directeurs dud. hospital a se pourvoir comme ils aviseront pour faire décharger iceluy de la nourriture et entretient dud. enfant dont acte, en foy de quoi nous nous sommes soussigné avec ledit sieur procureur du roi et notre greffier. Signé : Bonnet, Gourlet, Arthault. Scellé à Avallon le 6 aoust 1701 et gratis. Signé : Borot.

II

Arrêt déchargeant l'hôpital d'Avallon des frais de nourriture d'un enfant trouvé. —
5 Septembre 1701 (Archives de l'hôpital G. 2).

Extrait des registres du bailliage et chancellerie d'Avallon. Des assises tenues et expédiées à Avallon le lundi 5 septembre 1701 par Nous Philippe Henry, gruyer, conseiller du roy, lieutenant général au bailliage et siège présidial de Semur en Auxois.

Entre les sieurs Directeurs de l'hôpital d'Avallon appelans du jugement rendu en la provosté roiale d'Avallon le 26 may dernier signifié à leur receveur pour lequel ils prennent le fait et cause, le 13 août dernier suivant la Commission levée au greffe de ce siège le 17 dud. mois d'aoust, et exploit de Causard, sergent, du même jour contrôlé led. jour à Avallon par Bredeau, compé par M^e Edme Leclerc, avocat, et Lazare Chausson, procureur des Directeurs.

M^e Jean-Baptiste Bonnet, procureur du roy en lad. provosté, Intimé.

Parties ouïes de l'avis du Conseil judiciaire privé et dud. maitre Etienne Morizot, Advocat pour les gens du Roy, disons qu'il a été bien appelé reformant et faisant ce qui devait estre fait nous avons deschargé les appelans de l'exécutoire d'autre part décerné contre le receveur dud. hôpital pour des allimans de l'enfant trouvé en question sauf au procureur du Roy de la provosté de cette ville de se pouvoir contre qui il appartiendra despanse compensée. Signé : Vallon, gruyer, conseiller du roy.

III

Procès-verbal de la découverte d'un enfant exposé. 6 Juin 1714. — (Archives de l'hôpital G 2).

Connu il soit que ce jourdhuy sixième de juin mil sept cent quatorze d^{elle} Etiennelette Jacob, fille majeure, demeurante à Avallon et gardienne des pauvres de l'hôpital de ladite ville ayt ouï sur et environ l'heure d'une et demie après minuit de ce dit jour la voix d'un enfant qui crioit dans le voisinage dudit hôpital, ne scachant point ce que ce pouvoit estre elle auroit resté tranquille jusqu'à l'heure de deux et demie dud. après minuit à laquelle heure ayant ouy frappe a la porte dud. hopital elle et la servante dud. hopital s'y seroient presentées et auroient trouvé Joseph Huot, portier de la porte Auxerroise de cette ville et la femme de Mathieu Breton armurier au faubourg de cette mesme ville qui auroient dit à lad. dem^{lle} Jacob qu'auprès de la porte de devant dud. hôpital il y avoit un enfant exposé qu'ils luy ont fait veoir entre des pierres de taille et à l'instant la femme dud. Breton ayant pris led. enfant lad. dem^{lle} Jacob s'en seroit plainte à elle, luy disant qu'il auroit convenu que la justice le fust venu reconnoistre et en faire la levée pour ensuite pourvoir à sa nourriture, a quoy la femme dud. Breton luy auroit dit qu'il y avoit a craindre que cet enfant ne

souffrist pour avoir esté peut être trop longtemps exposé, ou par d'autres besoins outre le risque du batême, ce qui a fait que lad. dam^{elle} Jacob la fait entrer aud. hopital pour le présenter au feu à la lueur duquel et d'une lumière qu'elle auroit allumé il auroit esté trouvé enveloppé dans une petite serviette en toile sans chemise, ny Beguin et par dessus un morceau de vieille tapisserye il s'y seroit trouvé un escu neuf vallant quatre livres dix sols, et après quoi et environ les trois heures et demyes du matin de ce jour Edmée Chenault servante dud. hôpital auroit esté de l'ordre de lad. dem^{elle} Jacob frappa à la porte du sieur Bonnet p^r du Roy et de la prévosté royalle de cette ville pour l'inviter de se transporter aud. hopital pour faire toutes dilligences et faire dresser procès-verbal de ce que dessus et en conséquence pourvoir ainsi qu'il adviseroit et par provision à la nourriture dud. enfant masle, a quoy led. S^r Bonnet auroit répondu à lad. Chenault qu'il n'y vouloit point aller et y ayant lad. dam^{elle} Jacob renvoyé une seconde fois, led. S^r Bonnet ayant réitéré son refus elle auroit sur environ les sept heures du matin de ce jour fait baptiser led. enfant dans l'apprehension quil ne luy arrivast accident et la remis ensuite à la femme d'Eme Darne, sergent R. en cette ville pour le soigner et nourrir jusqu'à la concurrence des quatre livres dix sols qu'on a trouvé sur luy ce que lad. dam^{elle} Jacob dénonce aud. sieur Bonnet p^r du Roy en la prevosté de cette ville pour qu'il n'en puisse prétexter cause d'ignorance et qu'il ayt à faire le devoir de sa charge et à pourvoir à la nourriture dud. enfant. Dont acte, et s'est lad. dam^{elle} Jacob sous nommée sous toutes dues et pertinentes protestations les jour et an que dessus.

(Signé :) Etiennette Jacon.

IV

Acte constatant l'exposition d'un enfant et les démarches faites à ce sujet par le procureur du roi. — 3 Août 1717. — (Archives de l'hôpital G 2).

Cejourd'huy mercredy troisième du mois d'aoust mil sept cent dix sept, heure de midy. en notre hostel et pardevant nous Joseph Arthault, Juge prévost royal civil et criminel de la ville et prévosté royalle d'Avallon a comparu en sa personne maistre Jean Baptiste Bonnet procureur du roi en cette prevosté lequel nous a dit et remontré que sur l'avis qu'il auroit eu et qu'il nous donna aussi en même tems le mercredy vingt-huitième du mois de juillet dernier, huit heures du matin qu'on avoit exposé un petit enfant dans des chenevières aux environs du nouvel hospital de cette ville, nous nous y serions à l'instant transportés avec lui et M^r Jacques Borot pour l'absence de notre greffier ordinaire où étant nous aurions effectivement à terre dans lad. chenevière un petit enfant tout fraîchement né dont nous aurions fait la levée et dressé notre procès-verbal et comme led. enfant étoit dans un extrême besoin de nourriture et alimens nous en chargeames sur le cham damoiselle Marie Jacob gardienne dud. hopital avec inionction a elle de nourrir et soigner led. enfant iusque qu'a ce qu'autrement il en fut ordonné ce qui fut fait, nous remontre encore led. procureur du roi

que le premier jour du présent mois d'aoust, premier dimanche dud. mois, il prit soin de faire publier aux messes paroissiales des églises Saint-Pierre et Saint-Julien de cette ville par billets en forme qu'il nous représente deurement certifiés par lesquelles il auroit fait scavoir à qui voudroit mettre à rabais ou a prix ravallant la nourriture et entretien dud. enfant qu'il eult à se trouver cejourd'hui lieu et heure pardevant nous ou la délivrance tranchée en seroit faite au plus bas mettant, or comme il est près de deux heures après lad. heure de midy indiquée par lesd. billets et qu'aucune personne ne se présente il nous en requiert et demande acte pour instituer en tems et lieu de ses diligences pour led. fait et qu'aucune faute ne lui soit imputée.

Sur quoi prononçant veu lesd. billets de publications faites aux messes paroissiales desd. églises Saint-Pierre et Saint-Julien de cette ville deurement certifiés par le sieur Chapin vicaire, de cette ville, en datte dud. jour premier dud. présent mois d'aoust et après avoir attendu jusqu'à l'heure de deux après midy sans que qui que ce soit se soit présenté pour mettre la nourriture et entretien dud. enfant a prix ravallant nous en avons et de tout ce que dessus donné et octroyé acte aud. procureur du roy ce requérant pour luy valloir et servir ce que de raison, dont acte, en foi de quoi nous nous sommes soussigné avec led. procureur du roy et notre greffier. Signé : Bonnet, Borot, authent. et sur l'extrait signé Legrand Greffier.

Led. sieur Bonnet procureur du roy requiert que l'acte et procès verbal cy dessus par coppie soit signifié à Messieurs les Directeurs de l'Hopital de cette ville pour iustifier de ses prompts diligences et qu'aucune faute ne lui peut-être imputée au suiet de l'enfant exposé dont est question au reste pour faire connoître à mesd. sieurs les directeurs dud. hôpital qu'il ne va point contre les intérêts dud. hôpital il offre s'ils iugent à propos de faire publiés de nouveaux billets pour la nourriture dud. enfant ou faire telle autre chose qu'il conviendra plus avantageuse pour le bien dud. hôpital touchant le fait de question, et enfin si tout cela ne leur suffit pas et pour faire cesser toutes leurs procédures qui cause aussi audit Bonnet de gros frais et peut estre en pure perte pour luy, ce qui n'est pas iuste en égard à sad. qualité, il déclare qu'il se remet entièrement a droit en lad. qualité tant pour le fait dud. enfant que pour les autres de cette nature au moyen de quoy il doit être mis hors de cause sauf à recouvrir les depens contre qui il appartiendra.

Signé : BONNET.

Signifié et laissé la présente copie à M^e Claude Borot, procureur pour lesd. sieurs Directeurs, en son domicile, parlant à son clerc, par moi sergent soussigné, ce dix-huitième janvier mil sept cent dix huit.

Signature illisible.

LE MUR DE LA CITÉ D'AUXERRE

ET

LA POTERNE AU-DESSOUS DES CORDELIERS

Par M. Ch. DEMAY.

Si les villes comme Auxerre, dont l'origine remonte à une haute antiquité, font souvent le désespoir de leurs administrateurs par les difficultés continuelles qu'ils éprouvent à donner satisfaction à ce besoin de bien-être, à cette recherche du confortable dont ne saurait se passer la génération actuelle, elles offrent par contre à l'archéologue de douces compensations, quand du sol entr'ouvert pour une cause quelconque il voit apparaître des objets anciens et curieux, ou des vestiges lui permettant de vérifier des faits admis par la tradition, et répétés par les historiens, mais non encore contrôlés.

Aussi n'était-ce pas sans une certaine impatience qu'étaient attendues les fouilles à exécuter pour la construction du splendide marché que la municipalité fait élever sur l'emplacement du couvent des Cordeliers démoli presque entièrement en 1795, et dont le sol simplement nivelé à cette époque faisait présager une ample moisson d'objets anciens, et devait en même temps permettre de déterminer exactement le parcours du mur de la cité dans cette partie de son enceinte.

Hâtons-nous de dire que l'attente n'a pas été trompée de ceux qui s'intéressaient à ces fouilles, plus particulièrement de nos confrères, MM. Manificier, Emile Bouché et Brion, architecte, surveillant des travaux pour la ville.

L'objectif le plus important de ces recherches était donc de retrouver le mur de la cité sous l'ancien bâtiment, seul reste du couvent des Cordeliers, depuis son point de jonction à la tour d'Orbandelle. Ce mur d'enceinte, dont le mode de construction est bien connu, fut élevé dans le courant du ^{xiv}^e siècle sur l'ordre des empereurs qui obligeaient les villes à se fortifier pour apposer une

digue au flot toujours grossissant des barbares envahissant l'empire (1). L'époque de la construction des murs de la cité d'Auxerre est restée indéterminée; on a toutefois la certitude qu'ils étaient achevés à la fin du iv^m siècle, ou dès les premières années du v^m siècle, au plus tard, en se basant sur ce fait relaté dans la vie de saint Amatre (386-418) au *Gesta Pontificum*, que l'édifice qui lui fut abandonné par le Gallô-Romain Ruptilius pour remplacer l'église primitive élevée par saint Pélerin, devenue trop petite à cause de l'accroissement du nombre des chrétiens était située dans l'enceinte de la cité (*intra claustrum civitatis*) (2). Dans la précipitation que l'on mit à construire ces murs, on utilisa dans les sous-bassements beaucoup de pierres provenant de temples, ou d'autels votifs détruits en vertu des édits des empereurs chrétiens, les plaçant de telle sorte que les parties sculptées étaient mises à l'intérieur afin de les soustraire aux regards du peuple, disposition que l'on retrouve non seulement à Auxerre, mais encore à Sens, à Autun, et dans d'autres villes dont les murs furent élevés à la même époque.

L'enceinte de la cité était percée de deux portes. L'une des deux, dite au Moyen-âge porte du comte, est la porte de l'horloge actuelle; l'autre appelée *balnearia* ou *fiscalis* se trouvait au bas de la rue de la Fécauderie, et conduisait directement au Forum (place de l'hôtel de ville). Une poterne s'ouvrait au bas de la rue Saint-Pancrace, dont le nom lui venait de la tour voisine; une autre, qualifiée de porte Pendante au xiii^m siècle, à la suite de longs démêlés ayant pour cause son ouverture pendant la nuit que refusait d'accorder le Chapitre (3). Ces deux poternes étaient assez larges pour livrer passage à un homme à cheval. Il n'en était pas de même des deux autres, sortes de portes dérobées par lesquelles un homme à pied pouvait seul passer. La première, celle du vicomte, étaient située, dit Lebeuf dans son *Histoire de la prise d'Auxerre*

(1) La loi XIV du titre VIII du code Théodosien ayant pour titre : *quæ aedificia dirui possint* ordonnait la destruction des édifices privés situés sur le périmètre des remparts à construire, et réglait la proportion dans laquelle les particuliers devaient contribuer à la construction du mur d'enceinte.

(2) Leblanc-Davau. — *Recherches historiques et statistiques sur Auxerre*.

(3) Elle était située en cet endroit de la rue Cochois, où vient aboutir la rue des Grands-Jardins. Comme signe de son existence en ce lieu, le Chapitre fit encastrer en 1699 dans le mur de la maison n° 2, appartenant alors à l'évêché, et où siègent aujourd'hui les bureaux de l'Académie, un petit support de statue, ou cul de lampe, qui s'y voit encore.

« derrière le palais des comtes du côté qui conduit à Saint-Mamert ». La seconde au bas des Cordeliers, dans un endroit indéterminé. Or, c'est précisément cette poterne, dissimulée selon l'usage du temps (1) dans un retrait légèrement arrondi du mur d'enceinte, que nos honorables confrères ont relevée, grâce à une petite somme mise par la Société à la disposition de M. Manificier. Ce dernier constata en même temps que l'ouverture, parfaitement visible, de cette poterne, avait été bouchée postérieurement.

Dans quelles circonstances, et pour quelles causes, cette fermeture eut-elle lieu ? Un rapide exposé historique va nous l'apprendre. Après la construction de l'enceinte de la cité, la ville gauloise située dans la vallée arrosée par le ruisseau de Vallan, sur une partie de l'emplacement de laquelle fut fondée, vers l'an 630, par saint Pallade, évêque d'Auxerre, l'abbaye de Saint-Julien, continua de subsister. Elle ne tarda pas à diminuer d'importance avec le temps, et disparut complètement à une époque dont aucune chronique n'a fait mention. Mais la population, que ne pouvait contenir la faible étendue de la cité, tendit peu à peu à se grouper autour des monastères de Saint-Germain, de Notre-Dame-la-d'Hors et de Saint-Eusèbe, tous trois fondés antérieurement au VIII^{me} siècle, et à former des agglomérations assez importantes pour être qualifiées de bourgs, isolés les uns des autres par de vastes espaces livrés à la culture. En 1166, le comte Guillaume IV entreprit de les envelopper dans une enceinte, dans laquelle fut compris le bourg formé autour de la basilique dédiée à Saint-Pierre-en-Vallée. Des tours nombreuses et de profonds fossés complétaient ces fortifications. Dès lors l'enceinte de la cité devenait inutile ; inutiles également les larges fossés bordés extérieurement d'un chemin de ronde, transformé plus tard en voie publique sous les dénominations de rues de la Poissonnerie, des Grands-Jardins, des Boucheries et Sous-Murs. Dès le XIII^{me} siècle des ouvertures basses et étroites furent pratiquées dans ces murs par les riverains avec l'autorisation du comte, et moyennant un droit fixe. Ce droit de passage se serait appelé *Ciconiolae*, d'après Lebeuf, du mot *Ciconia*, instrument qui, chez les Romains, servait à mesurer le diamètre et la hauteur d'une tranchée ou d'une ouverture dans un mur (2). Ce ne fut que dans le courant du XVI^{me} siècle que sur les murs rasés à une certaine hauteur furent bâties les maisons canoniales dont l'entrée donne sur la place Saint-Etienne (3).

(1) Voir Viollet-Leduc. — *Histoire d'une forteresse*.

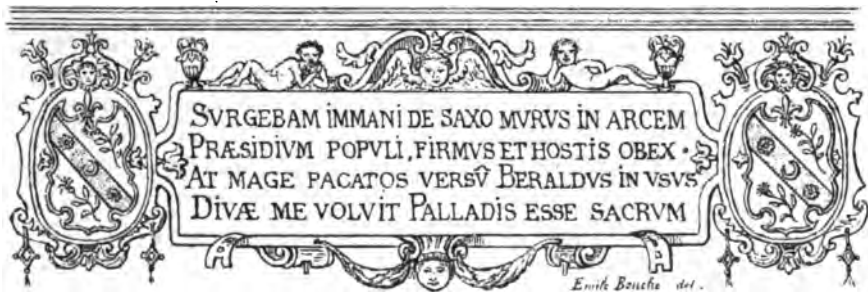
(2) Lebeuf. — *Hist. eccles. et civ. d'Auxerre* tome II. Preuves, p. 165.

(3) Dans l'une de ces maisons, place Saint-Etienne, n° 4, ayant appar-

C'est au XIII^{me} siècle que les Frères mineurs ou Cordeliers, établis d'abord au climat de Sainte-Nitasse, puis transférés rue d'Egleny, vinrent occuper l'emplacement qu'ils possédèrent jusqu'à la Révolution. En 1252, Mathilde de Courtenay, comtesse d'Auxerre, leur concéda un terrain en face de son palais. En 1294, le comte Guillaume de Chalons compléta cette générosité, en leur abandonnant dans les anciens fossés un terrain de 50 toises de longueur sur 30 toises de largeur, entre le mur de la cité et le chemin de ronde, dès cette époque appelé rue « Souz-Murs » (c'est-à-dire jusqu'à la Maison-Fort). La donation de la comtesse portait cette condition que la porte située près du chevet de l'église des Frères, c'est-à-dire celle par laquelle on entre communément, qui se trouve entre la porte des dits Frères et l'église cathédrale, serait bouchée dans l'année (1). Telle fut la cause qui motiva la fermeture de cette poterne devenue impraticable.

En l'année 1425, le 8 juin, ce couvent bâti pour durer des siècles fut détruit par un incendie causé par l'imprudence de charpen-

tenu à Pierre Berault, chanoine de la cathédrale en 1558, nommé chantre en dignité en 1596, on lit sur la paroi d'une chambre pratiquée dans un tour de l'enceinte, au-dessus de la fenêtre qui l'éclaire, une inscription insérée dans un cartouche peint à fresque, enrichi d'ornements dans le goût de la Renaissance, accompagné à ses deux extrémités des armoiries du chanoine. Nous la reproduisons ci-dessous d'après un dessin du à la plume d'un artiste aussi habile que modeste, M. Emile Bouché, notre confrère.



Ces vers pourraient se traduire ainsi :

Je m'élevais comme un mur de forteresse sur un roc sauvage,
Sauvegarde du peuple, solide barrière contre l'ennemi ;
Mais Berault m'a fait servir à un usage plus pacifique,
Et a voulu que je sois consacré à la divine Intelligence.

(1) Hoc tamen salvo, quod porta quæ sita est ad caput ecclesiæ ipsorum Fratrum, videlicet illa quæ est inter portam dictorum Fratrum, per quam communiter ingreditur, et ecclesiam cathedralem, obstruatur infra annum.

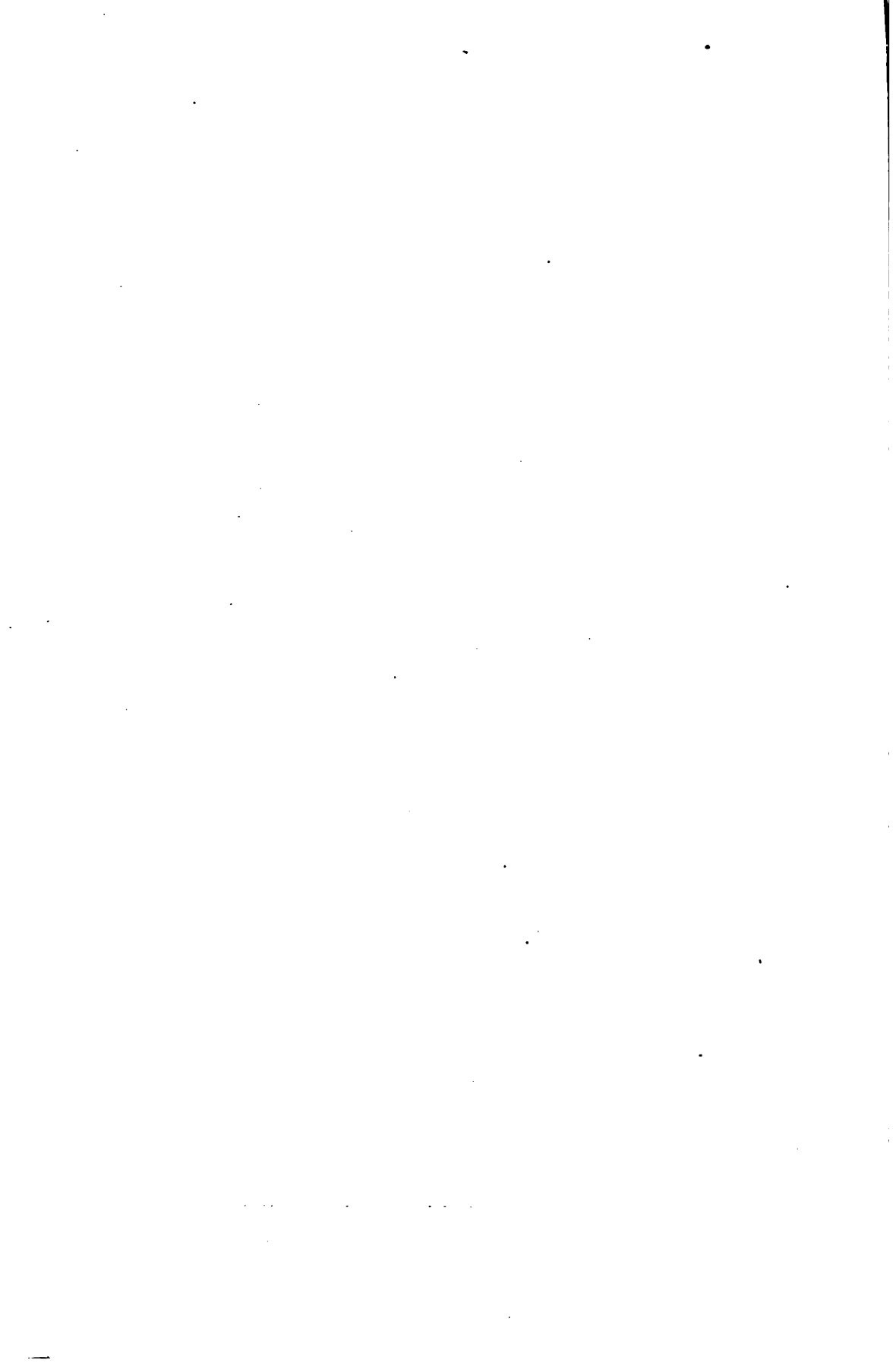
Lebeuf. — *Hist. eccles. et civ. d'Auxerre*, tome II. Preuves p. 55.



tiers, travaillant dans l'intérieur du cloître mis à leur disposition par les religieux, à la construction du beffroi de l'horloge de la ville. Le désastre fut immense : tous les bâtiments furent brûlés, ainsi que la bibliothèque, et l'église avec ses orgues. Mais grâce aux libéralités des habitants, aux dons faits par le Corps municipal, aux quêtes des religieux dans tout le diocèse, le couvent fut peu de temps après reconstruit, et même dans des proportions plus considérables, parce que l'on n'était plus gêné par le mur de la cité, atteint lui aussi par l'incendie, et qui fut rasé au-dessous du sol. L'église fut également reconstruite à la même place et surmontée d'un clocher délicatement sculpté, et très élevé. Toute trace avait donc disparu du mur de la cité que les plans tant anciens que modernes figuraient en ligne droite dans toute la longueur du gros bâtiment du couvent qui vient d'être démoli. Aussi quels ne furent pas l'étonnement, et en même temps la satisfaction de nos collègues qui, mêlés aux terrassiers, suivaient avec tant de persévérance les grands travaux d'excavation, quand ils virent apparaître le mur s'infléchissant pour masquer la poterne, dont l'endroit précis était resté incertain. Il est facile de se rendre compte de la disposition de cette poterne, grâce à la belle reproduction de partie d'un plan d'Auxerre de 1750, faite par M. Emile Bouché. L'insuffisance de place ne lui a pas permis de figurer le périmètre des murs de la cité dans toute son étendue.

Sur plusieurs points des fouilles, des objets anciens furent mis au jour. Je n'en dirai que quelques mots, d'après les indications de M. Manificier, la mention détaillée de ces objets ayant été relatée dans les procès-verbaux précédents. Dans la tranchée pratiquée dans toute la longueur du sol de l'église furent trouvés beaucoup de vases en terre grise de forme arrondie percés de trous ronds qui servaient, selon l'usage usité encore au XIII^e siècle à brûler de l'encens pendant les obsèques, et prenaient place ensuite dans le cercueil. Dans d'autres parties on mit à découvert un style en bronze à écrire, quelques monnaies romaines du bas empire des IV^e et V^e siècles des règnes de Magnence et de Valentinien I^{er}; un chandelier en bronze gallo-Romain, et des fragments de pierres sculptées, notamment des chapiteaux provenant de l'église brûlée, et employés comme matériaux dans la nouvelle construction.

Nous avons pensé que les résultats obtenus dans ces fouilles importantes étaient bons à signaler, et que la société ne saurait mieux faire que de féliciter vivement MM. Manificier, Emile Bouché, et Brion, pour avoir mis en évidence un point jusqu'ici obscur de notre histoire locale.



INVENTAIRE
DE LA
COLLECTION DE CHASTELLUX
(*Suite*)⁽¹⁾

Par M. Charles PORÉE.

XVI^e Siècle

695. — Hommage au Roi par Marguerite Le Muel, femme de M^r Jean Rayault et veuve de Louis Boucher, au nom de ses quatre enfants mineurs, Geneviève, Guillaume, Pierre et Nicolas Boucher, du fief de Montregnault, mouvant de la grosse tour de Sens (Paris, 14 janv. 1501). — Arch. nation., P 14, n° 225.

696. — Hommage au Roi par Louis de Brichanteau, écuyer, seigneur de La Molle de Gurgy (Gursy), pour deux parts des deux étangs de Montregnault (Paris, 27 janv. 1501). — Arch. nation., P 14, n° 226.

697. — Hommage au Roi par Pierre, seigneur d'Egreville, les Barres et Galletas, du « fief, terre et seigneurie des Barres, assise en la paroisse de Brannay » et relevant de la grosse tour de Sens (Blois, 31 janv. 1501). — Arch. nation., P 14, n° 227.

698. — Congé accordé à Guicharde Houssée, veuve d'Etienne de Blondeaux, écuyer, seigneur de Villefranche, à l'encontre de Pierre Bouchart (23 juillet 1501). — Arch. nation., X^{2a} 63.

699. — Hommage au Roi par Etienne de Montery, en son nom et en celui de sa femme, Jeanne de Cantelieu, de partie de la seigneurie de Gisy-lès-Sens, mouvant de la grosse tour de Sens (Paris, 24 mars 1502). — Arch. nation., P 14, n° 231.

700. — Vidimus par Charles Lauverjat, bourgeois de Coulanges-la-Vineuse, garde du scel de la châtellenie dudit lieu, de la charte

(1) Voir Bulletin du 2^{me} semestre 1903.

d'affranchissement donnée le 14 décembre 1323 aux habitants de Jussy par Etienne de Saint-Vrain (14 mai 1504). — Arch. de Bel-lombre.

701. — « Transaction entre le Chapitre de Châtel-Censoir, le couvent du Pré-lès-Donzy, et Jean Robin, clerc, par laquelle ledit Robin se désiste du droit qu'il prétendait en la succession de Philippe Luzeau, curé de Lucy-(sur-Yonne), et reconnaît que ladite succession appartient audit Chapitre » (18 mai 1504). — Invent. des titres de Faulin.

702. — Annulation de l'appel, interjeté devant le Parlement par Jean Camus, d'une sentence du bailli de Sens obtenue à la poursuite de Jean Pinot, bailli, Berlin Allier, lieutenant dudit bailli, Jean Garnier, procureur général, Germain Le Vuyt, sergent, Pierre Manteau, prévôt du comté de Tonnerre, et Pierre Fyot, prévôt de Junay (7 janvier 1505). — Arch. nation., X^{2a} 63.

703. — Acquisition par Barbe de Rothelin, dame de Chastellux, à Odet de Marcheseuil, écuyer, seigneur dudit lieu, de divers biens à Saint-Germain-des-Champs et au Vault-de-Lugny, moyennant 1500 livres (19 février 1505). — Arch. de Chastellux.

704. — Hommage au Roi par Claude Rapine, veuve de Guillaume Vollant, en son vivant avocat général au Parlement, de la châtellenie de Dollot, sise au bailliage de Sens et mouvant de la grosse tour de Sens (Paris, 28 févr. 1505) — P 14, n° 233.

705. — Vente par Simon Guleron, de Pontaubert, à Philippe de Chastellux, de 13 ouvrées de vignes, sises au Vault-de-Lugny, moyennant 68 livres tournois (1^{er} avril 1505). — Arch. de Chastellux.

706. — Renvoi devant le bailli de Sens du procès d'entre Jean du Tillet, écuyer, Jacqueline de Pontville, sa femme, prisonnière à la Conciergerie, appelant du bailli de Montargis, d'une part, et Jean Esmard, archer de la garde du corps du Roi, à lui joints le procureur général du Roi et François d'Allègre, chevalier, comte de Joigny, seigneur de Précy, d'autre (1^{er} mars 1507). — Arch. nation., X^{2a} 66.

707. — Hommage au Roi par Jacqueline Ruzé, veuve de Jean Spifame, en son vivant notaire et secrétaire du Roi et commis à l'extraordinaire des guerres, du fief de Passy, en la paroisse de

Véron, mouvant de la grosse tour de Sens (Paris, 26 oct. 1507). — Arch. nation., P 14, n° 238.

708. — Procès entre Catherine de Crosnes, veuve de Gilles de Hémery, et les habitants de Sergines, d'une part, Denis de Castres, seigneur de Ternant et de Michery, et les habitants dudit Michery, d'autre part. Contrairement à une sentence du prévôt de Sens, confirmée par le bailli dudit lieu, les habitants de Michery se sont opposés à la jouissance par leurs voisins de Sergines de droits d'usage dans les bois de leur finage qui, disent-ils, leur appartiennent « par don a eux fait, VIII^e ans a, par ung roy de Navarre, estant lors seigneur des dits bois » ; Denis de Castres à leur tête, ils ont fait violence aux habitants de Sergines (22 févr. 1508). — Arch. nation., X² 66.

709. — Hommage au Roi par Gaucher de Gouste et Pierre de Launoy, écuyer, « pour raison de l'ostel, terre et seigneurie de la Mothe lès Villeneuve-l'Archevesque », relevant de la grosse tour de Sens et a eux échus par la succession de leur tante, Jeanne de Launoy (Paris, 17 juill. 1508). — Arch. nation., P 14, n° 239.

710. — Congé et défaut accordé à Jacques de Veillhan, chevalier, seigneur de Beuvoy (?) et d'Avrigny, à l'encontre de Colleson, « forgeron de la forge de Crain » (27 juillet 1508). — Arch. nation., X² 66.

711. — Hommage de Jean Maillart, huissier des requêtes du Palais, au nom de sa femme Jeanne Lenfant, et comme procureur de Louise Lenfant, veuve Louis Vincent, Marie Lenfant, veuve Jacques Minagier, Nicolas Pichelin et Roberte Lenfant, sa femme, « a cause de la moitié des haultes censives de Dymon, les Bordes et du lieu de Villecheptive », tenues du Roi à raison de la grosse tour de Sens (Paris, 1^{er} août 1508). — Arch. nation., P 14, n° 240.

712. — Marguerite Proqueau réclame à Blanchet Davy, lieutenant général du bailli d'Auxerre, des dommages-intérêts en raison d'une procédure illégale (8 juin 1509). — Arch. nation., X² 69.

713. — Procès entre Edmond Lorrain et autres officiers forestiers du comte de Joigny, appelants du bailli de Troyes, d'une part, Louis de Harlay et René de Clermont, écuyers, seigneurs de Cézzy, d'autre part.

Villemer, avocat des appelants, « dit que ou conte de Joi-

gny, à cause de son conté de Joigny, appartient le droit de grurie et grarie en tous les bois et forests a luy appartenans et aussi en tous ceulx qui sont tenuz de luy en fiefs et arrière-fiefs assis oudit conté, oultre la rivière d'Yonne, du costé et par devers les forestz appelez les bois d'Othe, et dudit droit luy et ses prédécesseurs ont joy de toute ancienneté; lequel droit de grarie consiste en la glandée et paisson desdiz bois et la grurie consiste en la justice, la chasse et le prouffit des amendes venans des delictz commis ou fait de ladite chasse, coppe et larrecin des bois et aussi es prises des pourceaux et autres bestes ». En dépit de ce droit, nettement établi, les seigneurs de Cézzy ont fait saisir, au bois de Busche, finage de Saint-Aubin, les porcs du fermier desdits bois. Le comte de Joigny ayant envoyé ses forestiers sur les lieux, « grant nombre de gens armez et embastonnez saillirent hors dudit Cézzy et, pour commouvoir le peuple de Cézzy et pays d'environ, qui est de sa nature furieux — *furit enim ignobile vulgus*, comme dit Virgile — firent sonner le toquesain » et firent violence aux officiers du comté. En outre les seigneurs de Cézzy assignèrent les gens du comte devant le bailli de Troyes, bien qu'ils ne soient pas sujets dudit bailli en première instance, mais des officiers de Joigny.

Charmolue, avocat des intimés, se borne, sans plaider au fond, à démontrer que « Joigny est notoirement du baillage de Troyes », que le délit a été commis dans ses limites, que l'assignation devant le bailli de Troyes est donc juste; les droits de ses clients sur la forêt de Busche seront établis quand l'affaire sera jugée au principal (5 février 1510). — Arch. nation., X^{2a} 69.

714. — Hommage au Roi par Claude de Savoisy, seigneur de Seignelay, de la châtellenie dudit Seignelay et de ses dépendances, Bassou, Beaumont « et autres terres », mouvant du Roi à raison de son « chastel et conté d'Aucerre » (Troyes, 18 avril 1510). — Arch. nation., P 14, n° 242.

715. — Congé requis par Guyot Legrand, maire, et Jean Ponce, procureur du Roi à Saint-Florentin, intimés, à l'encontre de Gerlaise Cléreau (3 mai 1510). — Arch. nation., X^{2a} 69.

716. — Nomination de Guillaume Gally, docteur en théologie, prieur des Dominicains de Sens, comme commissaire de l'Inquisition au diocèse de Sens (23 janv. 1511).

717. — Annulation de l'appel interjeté devant le Parlement par Lubin Caillau, d'une sentence du bailli de Sens obtenue à la pour-

suite de Jean Thomas, écuyer, seigneur de Thorigny (10 février 1511). — Arch. nation., X² 65.

718. — Hommage au Roi par Edmond d'Egreville, écuyer, pour les « chastel, fiefs, terres et seigneuries des Barres et Brannay » (Blois, 7 oct. 1511). — Arch. nation., P 14, n° 243.

719. — Hommage au Roi par François Boisselet, fils et héritier de Jean Boisselet, « pour raison du fief de la Court », assis à Mailly et es environs et mouvant de la comté et grosse tour d'Auxerre (Blois, 24 sept. 1512). — Arch. nation., P 14, n° 244.

720. — Hommage au Roi par Pierre d'Arthé, Jean Leclerc, licencié ès lois, Louis, Henri et Eusèbe d'Etai, pour partie du « fief, terre et seigneurie communément appelé le fief de la Tour Jolye, assis à Coulanges-sur-Yonne », et relevant du comté d'Auxerre (Paris, 29 juill. 1513). — Arch. nation., P 14, n° 246.

721. — Renvoi devant le bailli d'Orléans du procès pendant entre Pierre Babault, marchand à Gien, et Jean Charlot, « procureur de la terre et seigneurie de Malicorne » (28 nov. 1514). — Arch. nation., X² 70.

722. — Procès entre François de Beaujeu, abbé de Saint-Germain d'Auxerre, Robert Foucher, procureur au bailliage d'Auxerre, Pierre Grassin, avocat à Sens, appelants de François Boucher, lieutenant général du bailliage de Sens, d'une part, et Nicole Dumoret, intimé et anticipant, d'autre part.

Barbeau, avocat de l'abbé et de Foucher, « dit que Dumoret n'est religieux de Saint-Germain ; mais tout son temps a vagué en divers monastères et *tandem* s'est rendu à Saint-Germain, où il s'est si mal conduit que, pour obvier au scandale des autres religieux, l'abbé a esté contrainct l'envoyer à Griselles, deppendant de ladite abbaye de Saint-Germain, où il a fait pis que devant, tellement que la plainte en a esté faicte par les officiers de Tonnerre audit abbé qui, pour mettre ordre et corriger Dumoret, a contre luy informé, l'a fait emprisonner et après, *misericordia ductus*, l'a eslargy. Mais partie, en contempt de ce et pour obvier a la correction de sa personne, afin d'avoir procès contre l'abbé et, au moyen de ce, se cuidant rendre exempt de luy et demourer impugny des fautes par luy commises, a impétré au concille de Pize collacion du prieuré de Moustiers. Lequel prieuré n'étoit vaccant ; car, auparavant le concille de Constance, il est uny a la fabrique de Saint-Germain pour la réparation d'icelle, et dès lors en furent

faictes bulles a Rome *sub plumbo*, et au moyen de l'unyon dessus dite les abbez de Saint-Germain *ad opus fabrice* ont tousjours joi dudit prieuré comme uny, et a perdu nom de bénéfice. » Néanmoins Dumoret revendique la possession du prieuré devant le bailli de Sens; puis, au cours de la procédure, sur le témoignage d'un ancien serviteur de Foucher et de Grassin, repris de justice, il prétend que la bulle d'union est fausse et qu'elle a été raturée par Foucher, en présence de l'abbé, sur les conseils de Grassin. Or cette bulle a été, il y a 20 ans, au cours d'un autre procès, collationnée au Châtelet et ne s'est trouvée « différence d'une seule syllabe ». Cependant le lieutenant du bailli de Sens, François Boucher, « en hayne de Grassin », a accueilli l'accusation de Dumoret et décerné ajournement personnel contre l'abbé, Grassin et Foucher.

« Duvivier pour Grassin, aussi appellant, dit que dès longtemps il est congneu en la court de ceans et autre part, parce que, dès sept ans a, il est praticien a Sens, et a esté huit ans lieutenant general du baillly dudit Sens, et advocat du Roy audit lieu XXII ans a, lequel office d'avocat du Roy il a delaissé a feus son fils(1). Dit que ez diz offices et partout ailleurs il s'est bien et deuernent gouverné, a toujours esté bien famé et renommé; mais ledit Boucher, dès longtemps, a tort et sans cause, s'est demonstré son ennemy capital, envieux et malveillant et l'a menassé de luy bailler cent coups de dague et injurié tant en jugement que dehors ». C'est cette animosité contre Grassin qui a fait accueillir par Boucher les accusations de Dumoret, en dépit des lettres de récusation déposées par Grassin.

Dugué, avocat de Dumoret, dit que son client est bon religieux, qu'il est entré à l'abbaye de Saint-Germain il y a 12 ans, qu'il y remplit successivement les charges de maître des novices, puis de célerier et enfin de prieur claustral. Quand François de Beaujeu fut élu abbé, Dumoret, alors prieur claustral, se serait permis des

(1). Voici ce que T[arbé] d[es] S[ablons] dit de Pierre Grassin dans ses *Détails historiques sur le bailliage de Sens*, publiés à la suite de la *Conférence de Coutume de Sens* de Pelée de Chenouteau (Sens, Veuve Tarbé, 1787; in-4°) : « Pierre Grassin, [lieutenant général en] 1480. Suivant son épitaphe il fut lieutenant général par brevet du Roi et depuis avocat du Roi au bailliage de Sens... Christophe Grassin son fils fut aussi avocat du Roi. C'est de lui que naquit Pierre Grassin, conseiller au Parlement, qui fonda en 1569 le collège des Grassins... Lubin Rousseau, [lieutenant général en] 1487 ». Notre document confirme, une fois de plus, l'exactitude du travail de Tarbé des Sablons.

remontrances au sujet de la mauvaise administration de l'abbé; d'où « icelluy abbé conserva une merveilleuse hayne a l'encontre dudit Dumoret ». Pour Dugué les bulles d'union du prieuré de Moutiers sont réellement fausses.

Lelièvre, substitut du procureur général du Roi, prétend au contraire qu'elles sont authentiques; l'examen des parcheminiers n'y a révélé aucune rature. Il requiert « adjournement personnel a l'encontre dudit Boucher, lieutenant, comme ayant erré en fait et en droit » (16-23 janvier 1515). — Arch. nation., X²¹ 70.

733. — « Arrêt du Grand Conseil contenant adjudication et délivrance par décret de la terre de Chastellux, pour la partie de Bourgogne, à Jean du Bessay, gruyer de Bourgogne, moyennant 4610 écus d'or et à la charge d'une rente de 100 écus due aux héritiers de Philippe de Longvy ». Par contrat passé entre Claude de Beauvoir, seigneur de Chastellux, d'une part, Pierre de Dyo et Guye d'Anglure, sa femme, d'autre part, Claude de Beauvoir avait reconnu devoir payer à Pierre de Dyo, pour la dot de sa femme, une rente annuelle de 190 écus d'or. Contrairement à cet engagement, la rente ne fut pas servie aux ayants cause de Pierre de Dyo, Philippe de Longvy et Jeanne de Bauffremont, sa femme, qui obtinrent en 1487 que la seigneurie de Chastellux fût saisie pour être payés de ladite rente. Mais la saisie n'eut pas lieu et le procès se poursuivit jusqu'à l'arrêt du Grand Conseil (13 janv. 1515). — Arch. de Chastellux; original.

734. — « Procès-verbal du lieutenant général au bailliage d'Auxois, Guy Tassard, contenant toute la procédure, faite en exécution de l'arrêt de Grand Conseil du 29 octobre 1513 (1), de la délivrance par décret de la terre de Chastellux, en ce qui est en Bourgogne, au sieur de Bessey, gruyer de Bourgogne ». Ce procès-verbal comprend les pièces suivantes :

1^o Lettres de François I^{er} mandant au bailli d'Auxois de faire exécuter l'arrêt rendu le 29 octobre 1513 par le Grand Conseil au profit de Jean de Bessey et de Jean de Longvy, seigneur de Givry, à l'encontre de Philippe de Beauvoir, seigneur de Chastellux (13 janv. 1515, n. s.);

2^o Lettres de Guy Tassard, lieutenant général au bailliage d'Auxois, ajournant devant lui Philippe de Beauvoir, pour le 14 février suivant, devant la porte du château de Chastellux (Semur, 31 janv. 1515);

(1) En réalité 1514.

3° Procès-verbal par Jean Breton, sergent royal, de la citation faite à Philippe de Beauvoir. Il s'est rendu le 2 février 1515 au château de Chastellux. Ayant trouvé les portes du château fermées, il a « par ung pertuis de la porte dudit chastel, geclé dedans icel-lui » la copie des pièces précédentes ;

4° Procuration donnée par Jean de Bessey, chevalier, seigneur de Beaumont-sur-Vingeanne, gruyer de Bourgogne, à Gérard Blaigny, pour prendre possession de la seigneurie de Chastellux, à lui adjugée moyennant 4610 écus d'or et à charge d'une rente annuelle de 100 écus d'or payable à Jean de Longvy, seigneur de Givry, Antoine de Longvy, seigneur de Raon, Claude-Simon et Etienne de Longvy (12 octobre 1513) ;

5° Procès-verbal des opérations faites à Chastellux par Guy Tassard, en présence de Gérard Blaigny, procureur de Jean de Bessey, Pierre Morel, procureur de Philippe de Beauvoir, Didier de Mandelot, seigneur de Cisery, Thibault Barbette, lieutenant du bailli d'Auxois à Avallon, Jean Odebert, grenetier audit lieu, et Jean Pinard, châtelain dudit Avallon. Il assigne devant lui les receveurs et greffiers de la seigneurie de Chastellux afin d'établir, par leurs titres et comptes, l'étendue de ladite seigneurie (13 fév. 1515) ;

6° Comparution en l'auditoire d'Avallon, par devant Guy Tassard, de Gérard de Blaigny, requérant d'être mis en possession de la seigneurie de Chastellux dont dépendent, en Bourgogne, Villurbain, Usy, Serée, St-Germain-des-Champs, Montmardelin, le Meix, Ruisotte, Quarré, Bousson, Champlois, Bornoul, Rivière, la Rue à la Croix, le Grand Island, Chiselles, les Granges-Rateaux (17 févr. 1515) ;

7° Procès-verbal de la prise de possession de la seigneurie de Chastellux au nom de Jean de Bessey. L'exécuteur de l'arrêt du Grand Conseil se présente au château de Chastellux le 19 février. Il trouve les portes fermées et aperçoit, à la fenêtre d'une tour, « ung compaignon habillé comme ung aventurier, ayant ung bonnet blanc accoustré de soye vestu d'ung pourpoint bigarré de couleurs noir et gris », qu'il somme de lui ouvrir les portes. Sur son refus, il met le procureur de Jean de Bessey en possession réelle du château « par l'attouchement de la porte d'icellui et par le bail d'une verge blanche ». Il nomme les nouveaux officiers de la seigneurie, puis se transporte dans les diverses localités en dépendant et enjoint aux habitants de reconnaître pour leur seigneur Jean de Bessey (19-24 février 1515). — Arch. de Chastellux ; original.

725. — Hommage au Roi par Jean Chauvin, chevalier, de partie de la terre et seigneurie de Vermenton (Paris, 30 mars 1515). — Arch. nation., P 14, n° 250.

726. — Vente par Charles le Bourgoing, chanoine d'Auxerre, pour lui et ses neveux, fils de feu Jean le Bourgoing, de deux mesures sises au lieu de Faulin (2 juin 1515). — Invent. des titres de Faulin.

727. — Arrêt du Parlement portant qu'il a été mal procédé par Guillaume Cotart, prévôt des maréchaux, et Jean Burlet, prévôt de Ligny-le-Châtel. Ledit Cotart, bien que n'ayant aucune juridiction sur Simon Servain, habitant de Ligny, l'avait inculpé de recel, avait pénétré chez lui, s'était saisi « de patenostres, d'une verge d'argent, d'une escuelle et autres bagues », et l'avait sans forme de procès jeté en prison. Jean Burlet avait assisté à cette parodie de la justice sans protester. Cotart et Burlet sont condamnés aux dépens de la cause d'appel et ajournement personnel est décerné contre eux (29 nov. 1515). — Arch. nation. X² 70.

728. — Rétrocession par Jean de Besscy à Claude de Chastellux de la seigneurie de Chastellux (4 février 1516). — Arch. de Chastellux; original.

729. — Rétrocession par Claude de Chastellux à Philippe de Chastellux, son père, de la seigneurie de Chastellux (15 fév. 1516). — Arch. de Chastellux; original.

730. — Maintien de la compétence de l'official de Sens dans la cause de Pierre Leclerc, prêtre (18 avril 1516). — Arch. nation., X² 71.

731. — Renvoi devant les Requêtes du Palais de la cause pendante entre frère Jacques de Bourbon, commandeur d'Auxerre et du Saulce, et les religieux de Notre-Dame-des-Echarlis (23 avril 1516). — Arch. nation., X² 71.

732. — Elargissement de Bérault de Blondeaux, prisonnier en la conciergerie du Palais. Par arrêt du Parlement du 7 septembre 1496, Guillaume de Crèvecœur avait été condamné, à raison du meurtre de Nicolas de Blondeaux, père dudit Bérault et de Guillaume de Blondeaux, à faire amende honorable à Villefranche, à servir aux descendants de la victime une rente perpétuelle de 2.000 livres parisis, « à paier les frais qu'il conviendrait faire pour

la construction et fundacion d'une chapelle en l'église ou ledit defunct est inhumé, la fournir de calice, chazuble, missel et autres ornemens et la fonder de cinquante livres parisis de rente amortie, pour faire dire et célébrer chacun jour de l'an une messe et chacun an ung obit solennel, et aussi a faire et construire une croix de pierre de taille au cymetier ou ledit defunct fut occis, en laquelle serait apposé ung épitaphe contenant la forme et maniere dudit homicide ». Mais, Guillaume de Crèveœur ayant pris la fuite, l'arrêt n'avait pu être exécuté quand, la veille, 23 avril 1516, Bérault de Blondeaux, ayant appris la présence à Paris du meurtrier de son père, s'empara de lui avec l'aide de plusieurs amis (24 avril 1516). — Arch. nation., X^{2a} 70.

733. — Procès entre Aymar de Prie, « chevalier, seigneur du dict lieu et baron de Thoucy, conseiller et chambellan du Roi, et dame Claude de Traves, sa femme », poursuivant le procès de feu Thibaut de Chalon, en son vivant seigneur de Grignon, d'une part, et François d'Alègre, chevalier, seigneur de Précy, et Charlotte de Chalon, sa femme, d'autre. La cause est remise par suite de l'absence de l'avocat Disome. (29 avril 1516). — Arch. nation., X^{2a} 71.

734. — « Maistre François Lalemant, procureur des recteur et Université de Paris, s'oppose aux criées que poursuit... messire Jehan de Marbury, chevalier, seigneur de Morvilliers, de la terre et seigneurie de Coulenges-les-Vineuses, et autres héritages appartenans a messire Philippes de Chastelluz, pour les causes et moyens qu'il entend bailler par escript » (23 mai 1516). — Arch. nation., X^{2a} 71.

735. — Fixation à huitaine du procès d'appel pendant entre Elienne Dignot, appelant du bailli de Sens, Françoise d'Albret, dame douairière de Nevers, Guillaume Bourgoing, lieutenant général du bailli de Saint-Pierre-le-Moutier, et Huguette Bourgoing, veuve de François Le Breton, intimés (30 mai 1516). — Arch. nation., X^{2a} 71.

736. — Procès entre les religieux de Pontigny et Arnoul Le Musnier, prieur du prieuré de Sainte-Vertu, dépendant de l'abbaye de Moutier-la-Celle, au sujet des limites de certains bois. Un arrêt des requêtes, rendu au temps du prieur Courcelles, prédécesseur d'Arnoul, a attribué aux religieux de Pontigny la possession du bois du Four (1^{er} juillet 1516). — Arch. nation., X^{2a} 71.

737. — Arrêt du Parlement enjoignant aux habitants des Sièges d'acquitter la somme de 175 livres, à laquelle se montent les frais d'un procès entre eux et les religieux de Vaultisant (21 juin 1516). — Arch. nation., X^{2a} 71.

738. — Arrêt du Parlement portant qu'à l'encontre de Louis Finet, sergent royal au bailliage de Sens, il a été mal procédé par Claude des Barres, dame de Chaumont-sur-Yonne. Le seigneur de Champigny-sur-Yonne, Etienne Bernard, ayant souffert certains excès de ladite dame et de ses enfants, Louis et Jean de Buffevant, avait obtenu contre eux ajournement personnel devant le bailli de Sens. Mais quand Louis Finet vint leur signifier cet ajournement, Claude des Barres le fit emprisonner, sous le prétexte qu'elle avait toute justice en sa seigneurie et que les appels en ressortissaient non au bailliage de Sens, mais à celui de Meaux ou à son lieutenant à Bray-sur-Seine (15 juillet 1516). — Arch. nation., X^{2a} 70.

739. — Procès entre Guillaume Hutin, appelant des gens tenant les Requêtes du Palais, et Claude de Savoisy, seigneur de Seignelay. Hutin ayant pris à bail emphytéotique du duc de Nemours un saut de moulin sur la rivière de..., à charge d'y construire un moulin, Claude de Savoisy réclama la démolition du dit moulin, comme préjudiciable à un sien moulin situé en aval, « a un gect d'arc ». Le duc de Nemours prit la cause de Hutin et, grâce à son droit de *commillimus*, la cause fut portée aux Requêtes du Palais. Le duc de Nemours étant décédé, Hutin prétend qu'il ne peut pas être poursuivi personnellement et que son adversaire doit s'en prendre aux héritiers du duc de Nemours. (15-18 juillet 1516). — Arch. nation., X^{2a} 71.

740. — Opposition de Bérault et Guillaume de Blondeaux, et de Guicharde Houssée, leur aïeule, veuve de Guillaume de Blondeaux, à l'entérinement des lettres de rémission présentées par Guillaume de Crèvecœur, Pierre Bouchart, et leurs complices dans le meurtre de Nicolas de Blondeaux, père des opposants. La veuve de Nicolas de Blondeaux, Marie de Saint-Quentin, a été subornée par Robert de Crèvecœur, père dudit Guillaume et, au détriment de ses enfants, a consenti une transaction, scellée par son mariage avec Pierre Bouchart, l'un des meurtriers de son premier mari. (1^{er} août 1516). — Arch. nation., X^{2a} 70.

741. — Hommage au Roi par Jacques de Veilhan, de la terre et seigneurie de Merry-sur-Yonne, à lui appartenant à cause de sa

femme, Jaquette de la Rivière, et relevant du comté d'Auxerre. (Cosne, 3 août 1516). — Arch. nation., P 14, n° 251.

742. — Hommage au Roi par Claude Rapine, veuve de Guillaume Volant, de la seigneurie de Dollot en Gâtinais. (Paris, 17 oct. 1516). — Arch. nation., P 14, n° 248.

743. — Antoine Barbier, serviteur de « Loys de Clermont, chevalier, l'un des cent gentilshommes ordinaires de l'ostel du Roy et seigneur de la Celle-Saint-Cyr », en appelle de Jean Dumoustier, prévôt des maréchaux, qui l'a emprisonné à Joigny, « combien qu'il ne soit de la qualité de ceulx dont la connoissance doit appartenir au prévost des mareschaux, parce qu'il n'est vaccabont, mais a domicile au pays ». (30 juin 1517). — Arch. nation., X² 72.

744. — Lettres de François 1^{er} en faveur de Germaine de Foix, reine douairière d'Aragon. Par transaction passée en 1507, Gaston de Foix, duc de Nemours, avait abandonné au roi Louis XII, la « ville, cité et vicomté de Narbonne », en échange de la cession par le Roi du comté de Beaufort, de la vicomté de Saint-Florentin, Ervy-le-Chatel, Dannemoine et Séant-en-Othe, et de diverses autres seigneuries. En vertu de ce contrat, les terres cédées à Gaston de Foix étaient assimilées au duché-pairie de Nemours, c'est-à-dire que Gaston de Foix y avait droit de désignation aux offices royaux et qu'elles ressortissaient directement au Parlement de Paris. « Ce nonobstant, noz baillis de Troyes, Meaux, Chaulmont, Vitry et Sens, se sont puis naguères efforcez entreprendre juridiction et connoissance des appellacions interjectées des bailliz, commissaires de nostre dite cousine [Germaine, héritière de Gaston de Foix] esdiz conté de Beaufort, viconté de Saint-Florentin, Ervy-le-Chastel et aultres terres dessus dites, soubz couleur qu'ils veullent dire et prétendre lesdites terres et seigneuries estre presentement séparées et desmembrées dudit duché de Nemours et qu'elle ne tient lesdites terres en tiltre de perrie ». Le Roi confirme à Germaine de Foix le droit de désigner aux offices royaux vacants des personnes « idoines », qu'il en pourvoira, et déclare que les appellations qui seront interjetées desdits officiers « durant le temps qu'elle tiendra et possédera lesdites terres », ressortiront sans moyen au Parlement de Paris (Rouen, 18 août 1517). — Biblioth. nation., Collect. de Champagne.

745. — Hommage au Roi par Louis d'Egreville, du chastel et seigneurie des Barres et Brannay, mouvant de la grosse tour de Sens (Amboise, 16 déc. 1517). — Arch. nation., P 14, n° 253.

746. — Défaut accordé à Jacques Destouches, chevalier, seigneur de Beauvais, contre les frères Jean, Antoine et Hardy de Jaucourt, Charnier, écuyer, seigneur de Chêne-Arnoult, Antoine de Courtenay, Jean Guérin, prêtre et vicaire de Chêne-Arnoult, Hector de Courtenay, seigneur de la Ferté-Loupière, accusés du rapt de Vérine Charnier, femme dudit Destouches, et ajournés à comparoir au Parlement par ordonnance de Pierre de La Vernade, chevalier, conseiller et maître des requêtes ordinaires de l'hôtel du Roi. La Cour ordonne que les défenseurs devront présenter Vérine Charnier dans un délai de trois semaines (27 avril 1518). — Arch. nation., X² 72.

747. — Hommage au Roi par Jeanne Potart, veuve de Gaucher de Bruillart, et Guillaume du Vergier, écuyer, au nom de Marie du Bruillart, sa femme, héritière en partie dudit feu Gaucher, « pour raison de la terre et seigneurie de Saint-Cyr », mouvant de la châtellenie d'Auxerre (Paris, 7 mai 1518). — Arch. nation., P 14, n° 255.

748. — Hommage au Roi par « François de la Rivière, écuyer, seigneur dudit lieu, de Challemys, Corvolle d'Ambernard et de Tureil, vicomte de Quincy, la Garde et Colmery », pour la châtellenie de Seignelay et les seigneuries en dépendant de Beaumont, Cheny et Bassou, « a luy puis nagueres escheues et advenues a cause de Magdaleine de Savoisy, demoiselle sa femme, par le trespas de feu Claude de Savoisy, en son vivant chevalier, seigneur desdictes terres et seigneuries, frère de ladicte demoiselle » (Amboise, 2 juin 1518). — Arch. nation., P 14, n° 257.

749. — Défaut à François Léger, écuyer, seigneur de La Celle, Marguerite de Bruillart, sa femme, Claude Léger, leur fils, François de Bruillart, seigneur de Chemilly, « demandeurs en cas d'excès, crimes, délit et malefices », contre Jean de Bruillart, seigneur de Coursan, défendeur (14 décembre 1518). — Arch. nation., X² 73.

750. — Concession par Philippe de Chastellux, chevalier, seigneur de Chastellux, vicomte d'Avallon, seigneur de Coulanges, Bazarnes et Saint-Germain-des-Champs, à « ses hommes » de Ruisotte, de droits d'usage dans les bois dudit lieu. Ils pourront en tirer du bois « pour maisonner, chauffer, faire perches a vignes » et y mener paître, en toute saison de l'année, leur bétail gros et menu. Ils devront payer chaque année, le lendemain de Noël, une

redevance de 7 deniers obole tournois et une geline par feu et, une fois pour toutes, « douze livres tournois pour la belle main ». Acte passé en présence de Jean Pinard, châtelain d'Avallon, et de Hugues de Vezou, seigneur d'Annoux, châtelain de Chastellux, garde du scel de ladite châtellenie (12 janv. 1519). — Arch. de Chastellux ; original.

751. — Procès entre Aymar de Prie, baron de Toucy, d'une part, François de Courtenay et Jean de Chavigny, chevaliers, d'autre part. (8-15 février 1519). — Arch. nation., X² 73.

752. — Opposition de Germain Denevers, marchand à Auxerre, à l'entérinement des lettres de rémission obtenues par Jean Ythier (22 mars 1509). — Arch. nation., X² 73.

753. — Procès entre Marguerite de Montigny, veuve de Nicolas de Noyon, dame de Mardelin, et Jean Puysoie, mercier à Joigny, son gendre, demandeurs, Michel Berault et autres, défendeurs.

Sevin, avocat des demandeurs, expose qu'une sentence du lieutenant du bailli d'Orléans à Montargis, a condamné Pierre Le Hongre, avocat à Sens et maire de ladite ville, Michel Berault et autres, à rendre le blé qu'ils avaient ravi dans une terre relevant de la seigneurie de Mardelin. Pierre Le Hongre s'est conformé à cette sentence. Mais Berault et ses complices ont au contraire aggravé leur cas en allant couper du bois dans une pièce appartenant à la demanderesse Puysoie, en se rendant sur les lieux, reçut dans sa robe un coup d'arbalète qui tua son cheval, et faillit périr lui-même. Puis Berault assaille la maison de Mardelin où réside Marguerite de Montigny et menace de l'incendier; « au moyen de quoi la dicte demanderesse est contrainte faire fossoyer sa maison, *pro securitate sue persone*, a gros fraiz et despens ».

De Monterey, avocat des défendeurs, dit que la terre en litige fut baillée à cens, il y a 30 ans, par Guillaume Le Hongre, de Courtenay, à Jean de Saint-Cler, qui la vendit au père de Michel Berault. Ce dernier en avait joui sans contestation, jusqu'à ce que Nicolas de Noyon en revendiquât partie, sans aucun droit. Il prétend que Puysoie a été l'agresseur.

Lelièvre, substitut du procureur du Roi, réclame une confrontation des témoins. (13 février 1520). — Arch. nation., X² 74.

754. — Renvoi à quinzaine du procès entre les habitants de Courson, « demandeurs en cas d'excès, crimes et délitz, le procureur général du Roi adjoint avec eux », et Guillaume de Saint-

Quentin, écuyer, seigneur de Fouronnes en Auxerrois, défendeur (4 mars 1520). — Arch. Nation., X^{2a} 74.

755. — Supplément d'enquête dans la cause d'entre frère Louis d'Arnouville, abbé de Molosmes, « demandeur en cas d'excès et infraction de sauf-conduyt », et Jean, seigneur de Nicey, défendeur (1) (3 avril 1520). — Arch. nation., X^{2a} 74.

756. — Défaut aux habitants de Courson contre Loup et Antoine de Saint-Quentin et Claude de Saint-Quentin, fils naturel de Guillaume de Saint-Quentin (17 avril 1520). — Arch. nation., X^{2a} 74.

757. — Procès entre Philbert de Beaujeu, « chevalier, seigneur et baron de Linière et de Traynnel », demandeur en cas d'excès, et Jean et Jouvenel de Bellevillet, écuyers, défendeurs. Philbert de Beaujeu se plaint que les frères de Bellevillet aient coupé des bois de haute futaye dans la seigneurie de Thorigny, au sujet de laquelle procès est engagé devant le Parlement. De Thou, avocat des défendeurs, répond « que par la coutume du bailliage de Sens, auquel bailliage la dicte terre contencieuse [de Thorigny] est située et assise, avant que aucuns bois soient reputez de haulte futaye, est requis qu'il soit hault bois, bon a maisonner et edifier, portans glan et pesson, et qu'ils soient en lieu ou il n'est mémoire d'avoir vu labourage; or les bois de Chevery, qui sont de la dicte terre de Thorigny, sont bois tailliz, coupez puis quinze ans en ça et non bois de haulte fustaye » (6 juillet 1520). — Arch. nation., X^{2a} 74.

758. — Hommage au Roi par Jean de Marbury, chevalier, seigneur de Morvilliers, pour la baronnie de Coulanges, Courson et le Val-de-Mercy (10 juillet 1520). — Arch. nation., P 14.

759. — Condamnation des habitants de Courson aux dépens de l'instance par eux engagée contre Guillaume de Saint-Quentin, seigneur de Fouronnes (11 décembre 1520). — Arch. nation., X^{2a} 75.

760. — Vente à reméré par Barbe de Hochberg à Sébastien de Vésigneux de la terre de Saint-Germain-des-Champs et du domaine du Vault-de-Lugny (3 janvier 1521.) — Arch. de Chastellux.

(1) Voy. 24 juillet 1520.

761. — Congé à Guillaume de Croy, chevalier de la Toison-d'Or, seigneur de Saint-Florentin, Pierre Duguet, lieutenant du bailli de Saint-Florentin, Jean Ponce, procureur de Saint-Florentin, et autres, contre Guillaume Moreau (26 février 1521). — Arch. nation., X^{2a} 75.

762. — Congé à Jeanne de Potart, veuve de Gaucher de Bruillart, écuyer, seigneur de Coursan et de Sormery, François de Bruillart, écuyer, son fils, Guillaume Cornu, bailli de Sormery, Jean Drouot, « commissaire commis au régime et gouvernement de la part et porcion de Jehan de Bruillart en ladicté seigneurie de Sormery », contre Guillaume Moreau (4 mars 1521). — Arch. nation., X^{2a} 75.

763. — Défaut accordé à Charlotte de Bray, veuve de Jean de Martinet, écuyer, seigneur des Pinabeaux, contre Jean de Gouzolles (29 avril 1521). — Arch. nation., X^{2a} 75.

764. — Continuation de la procédure entre Marguerite de Montigny, Pierre le Hongre et Michel Berault (1) (4, 19 mars, 15 avril, 14 juin, 2 juillet 1521). — Arch. nation., X^{2a} 75.

765. — Hommage au Roi par Bérault de Blondeaux, écuyer, « des tours, seigneuries et chastellenies de Villefranche et de Dicy », relevant du Roi à cause de la grosse tour de Villeneuve-le-Roi (Paris, 23 août 1522). — Arch. nation., P 14, n° 261.

766. — Hommage au Roi par François de Crux, écuyer, fils de feu Alexandre et de Marie de Chauder, pour lui et Jean de Crux, son frère, des terres et seigneuries de Festigny, Coulanges et la Tour Laurent, relevant du comté d'Auxerre (23 déc. 1522). — Arch. nation., P 14, n° 262.

767. — Vente par Tristan de Blondeau, seigneur de la Brosse, et Aubine du Bois, sa femme, à Gabriel le Bourgoing, écuyer, seigneur de Faulin, de diverses terres aux environs de Lucy-sur-Yonne (23 déc. 1523). — Invent. des titres de Faulin.

768. — Hommage au Roi par Louis Lucas, chevalier, seigneur de Courcelles, des terres et seigneuries de Braunay et des Barres, qu'il tient de sa femme Marguerite d'Egreville, à qui elles étaient

(1) Voy. *supra* n° 753

échues par le décès de son frère, Louis d'Egreville (Paris, 5 janv. 1524). — Arch. nation., P 14, n° 263.

769. — Vente par Guillaume d'Aulnay, seigneur d'Arcy et de Joux en partie, en son nom et en celui de ses enfants, Claude, Jean et Guillaume d'Aulnay, à Etienne de l'Isle, abbé de Reigny, de divers droits au finage de Joux (27 février 1524). — Invent des titres de Reigny.

770. — Hommage au Roi par Jacqueline Ruzé, veuve de Jean Spifame, et Gaillard Spifame, receveur des tailles en l'élection de Sens, son fils aîné, du fief de Passy, paroisse de Véron, acquis par Jacqueline Ruzé et Jean Spifame de Charles de Lavernade, en son vivant chevalier et maître des requêtes de l'hôtel. Jacqueline Ruzé rend aussi hommage pour la haute justice dudit fief de Passy, par elle récemment acquise du Roi et à elle vendue par Nicolas Dupré, maître des comptes, et François Boucher, lieutenant général du bailliage de Sens (Paris, 2 mai 1524). — Arch. nation., P 14, n° 265.

771. — Défaut accordé à Jacques de Veilhan, chevalier, « seigneur dudit lieu et d'Avrigny » (11 juillet 1524). (1) — Arch. nat., X² 76.

772. — Arrêt au profit de Thomas Trubert, licencié en médecine, demandeur en désertion d'appel, contre divers, appelants du bailli de Sens (19 juillet 1524). — Arch. nation., X² 76.

773. — Défaut aux habitants de Toucy (énumérés dans l'acte pour « la plus grand et seine partie »), représentés par leurs procureurs Guillaume Royer et Jean de Saint-Truze, appelants de « l'entreprinse de juridicion faicte par le bailly d'Orléans ou son lieutenant à Montargis... et de tout ce qui s'en est ensuivy », contre Antoine de Prye et autres (8 août 1524). — Arch. nation., X² 76.

774. — Assignation à la Tournelle de Nicole Rousselet, lieutenant particulier du bailliage d'Auxerre, ajourné à la requête de Nicolas Michau, greffier dudit bailliage (12 août 1524). — Arch. nation., X² 76.

775. — Renvoi à la Tournelle de la cause pendante entre Jacqueline Ruzé, veuve de Jean Spifame, notaire et secrétaire du Roi,

(1) Voy. 21 novembre 1524.

François Bazille, commis du grenetier de Sens, d'une part, et divers, appelants du bailli de Sens, d'autre part (2 janvier 1525). — Arch. nation., X^{2a} 77.

776. — Hommage au Roi par Tristan de Rilhac, conseiller au Parlement de Paris, du fief des Noues lès Sens, mouvant de l'archevêché de Sens, actuellement en régle, à cause du château de Fontaines (Paris, 30 mars 1525). — Arch. nation., P. 14, n° 264.

777. — Défaut aux religieux des Echarlis, « demandeurs en cas d'excès, crimes, delictz et malefices », à l'encontre de Michel de Castres, Laurent des Poissons, écuyer, « maistre Tristand de Castres » et Jean de Rives, bâlard d'Etigny, défenseurs (6 mars 1525). — Arch. nation., X^{2a} 77.

778. — Procès entre François Girard, chevalier, appelant du bailli de Sens, et Louis d'Armes, écuyer, intimé.

Poyet, avocat de l'appelant, soutient que son client, domicilié dans le ressort du bailliage de Nivernais, relevant par conséquent de la justice ordinaire du bailli de Nivernais et, pour les cas royaux, du bailli de Saint-Pierre-le-Moutier, n'est point justiciable du bailli de Sens et que c'est à tort qu'il a été ajourné par devant lui.

Lefèvre, pour l'intimé, expose que le procès qui a donné naissance à l'incident actuel remonte au vivant de Jacques Girard, père de l'appelant; qu'il eut pour cause un désaccord au sujet des seigneuries des parties, sises dans le ressort de Villeneuve-le-Roi; dans une digression sur le fond même de l'affaire, il retrace tous les excès que le bâlard de Pacy, frère de François Girard, a commis envers Louis d'Armes, « tabourin sonnante et bannière desployée »; en outre l'exception d'incompétence tirée par l'appelant de son domicile n'est pas valable; car, le plus souvent, il réside « au lieu de la Fouilleuse, contigue de la terre de Sainte Colombe, appartenant audit intimé, pour raison des limites desquelles sont intervenues les différens des bournes, feins et limites qui ont esté les premiers différens des parties » (19-26 mai 1525). — Arch. nation., X^{2a} 77.

779. — Délai accordé à Marguerite de Velu, veuve de Michel de Poisieu, seigneur de Vallery, capitaine de cinquante hommes d'armes des ordonnances du Roi, décédé au service du Roi « delà les monts », pour prêter hommage des seigneuries suivantes : la seigneurie de Vallery, mouvant de la grosse tour de Sens, « assise au

bailliage dudict Sens et coustume de Lorretz en Gastinois » ; la seigneurie de Villethierry, mouvant de la grosse tour de Sens, « assise oudit bailliage [de Sens] et coustume de Lorretz » ; « la baronnye, chastellenie et viconté de Marioles le Chasteau, ladicte viconté et la haulte justice tenue en plain fief dudict seigneur (le Roi) et le demourant tenu en fief de Madame de Fermoutier, assise en Champaigne, bailliage de Meaulx, coustume de Brie et de Champaigne » ; la seigneurie de la Brosse-[Montceaux], « tenue en fief d'icelluy seigneur de Saint-Vallery, assise en Gastinois, ou bailliage et coustume de Melun » ; la seigneurie de Soujon et Quincy, mouvant de la duché de Nemours, assise au bailliage de Nogent-sur-Seine, ancien ressort du bailliage de Troyes et coutume de Brie ; la seigneurie du Thout, « assise la moictié ou bailliage de Victry et l'autre moictié ou bailliage de Sedan, ressort de Meaulx » ; la seigneurie d'Anglure, tenue du Roi et de l'évêque de Troyes, assise au bailliage de Sézanne ; la seigneurie de Longeville, tenue en fief du comte de Beaufort, assise au bailliage de Chaumont (5 août 1525). — Arch. nation., P 724.

790. — Echange de biens entre Louis Musnier, trésorier et chanoine de Châtel-Censoir, au nom du chapitre collégial dudit lieu, et Jean Le Bourgoing, écuyer, seigneur de Faulin (26 septembre 1525). — Invent. des titres de Faulin.

791. — Défaut accordé au procureur général du Roi et à Marco Grosso, gentilhomme milanais, demandeurs en cas d'excès contre Jean Obelin, avocat au bailliage d'Auxerre (20 nov. 1525). — Arch. nation., X^e 78.

792. — Procès entre Pierre de Marbury, écuyer, appelant du bailli d'Auxerre « et de l'extraction de franchise faicte de sa personne en l'eglise des Jacobins dudict Auxerre », et les Jacobins, d'une part, Marco Grosso, gentilhomme milanais, Claude Bergerat, gardien des prisons d'Auxerre et deux sergents royaux, d'autre part.

Bochart, avocat de l'appelant, expose que, son client « estant a Milan, au service et soubz le seigneur de Jaucourt, icelluy seigneur de Jaulcourt luy bailla quelque vesselle d'argent, coulteaulx emmenchez d'argent et certaine somme de deniers pour apporter à sa femme ». Marbury vient donc en France, remet à la dame de Jaucourt partie de ce qu'il est chargé de lui porter, se déclarant prêt à lui bailler le reste ; puis, sur l'accusation qu'il a dérobé ce

qu'il lui a confié le seigneur de Jaucourt, il est emprisonné à Auxerre. Mais, un jour, trouvant ouverte la porte de sa prison, il s'évade et se réfugie dans l'église des Jacobins, d'où le bailli d'Auxerre l'a fait extraire, en dépit de la franchise attachée à ladite église.

Alligret, avocat de Marco Grosso, expose les faits d'autre manière : Marbury, logé avec le seigneur de Jaucourt, porte-enseigne du feu seigneur de la Tremoille, dans la maison de Marco Grosso, aurait quitté sa compagnie en dérobant 1500 écus audit Grosso; arrêté à Auxerre et trouvé porteur d'une partie de son larcin, il est, à la requête du procureur du Roi et « à cause que les prisons dudict Auxerre ne sont seures », tenu « enfermé ». Mais son avocat, Jean Obelin, s'oppose à ce qu'il soit enchaîné, bat le serrurier chargé d'attacher les fers et fait tant que le prisonnier peut s'évader.

La Cour confirme la sentence du bailli d'Auxerre. (1^{re} décemb. 1525). — Arch. nation., X^{2e} 78.

783. — Hommage au Roi par Nicolas de la Mothe, écuyer, comme procureur de Pierre Le Myolat, de partie de la seigneurie de la Mothe-lès-Villeneuve-l'Archevêque, par lui acquise de Louis de Launoy, seigneur de Molinons (St-Germain-en-Laye, 5 avril 1526). — Arch. nation., P. 14, n° 266.

784. — Procès entre Catherine Desmeurs et un nommé Chevalier, à qui ladite Catherine réclame une indemnité, pour avoir poursuivi et fait injustement condamner à mort son défunt mari. Pour Bochart, avocat de Chevalier, le défunt, qui se faisait appeler le baron de Thorigny, mais qui de son vrai nom s'appelait Pierre Jarlot, n'était qu'un aventurier, chef d'une bande de voleurs, né à Avallon du commerce illicite d'un prêtre et d'une femme du pays : « la Court, dit-il, scayt les violances, voyes de faict et oppressions qui ont été faictes puy quelque temps par gens de guerre, aventuriers et autres, battans, oultrageans et tuans les laboureurs et autres, effundans le sang humain en une cruauté indicible;.. et ont telz satrapes mis sus une practique de prendre a force les maisons des gens de bien qu'ils veoient n'estre pour résister ». D'après Bochart, Pierre Jarlot était un de ces malfaiteurs et sa bande a pillé successivement Lagny-sur-Marne, le Souley et Puisieux; c'est donc à bon droit que Chevalier, dépouillé par lui d'une partie de ses biens, l'a fait poursuivre et condamner; en outre Catherine Desmeurs n'a aucune indemnité à prétendre, n'ayant été que la concubine de Jarlot, dont la femme légitime vit

encore à Avallon. Pour Poyet au contraire « feu Pierre de Thorigny » était un vrai gentilhomme, capitaine de 500 hommes de pied qui ont servi dans les guerres du Roi, et la seigneurie de Marchais, près la Ferté-Milon, qu'il revendiquait sur Chevalier, était bien sienne. Sursis à statuer (27 avril 1526). — Arch. nation., X² 78.

795. — Procès entre les habitants de Saint-Cyr-les-Colons, demandeurs en cas d'excès, à eux joints le procureur du Roi et Jeanne de Potard, veuve de Gaucher de Breullard, seigneur de Coursan, d'une part, et Claude de Fontaines, l'ainé, écuyer, seigneur de la Brosse, défendeur, d'autre part.

Charmolue, avocat des habitants, expose tous les excès que le défendeur, seigneur, du chef de sa femme, de la sixième partie de St-Cyr, a commis à l'encontre des habitants, les faisant battre par ses gens, tuant leurs chevaux, pillant leurs logis, et les enfermant dans la prison de sa seigneurie de Chemilly, sise au pays de Bourgogne et hors du ressort du Parlement de Paris; un jour même ses gens « ont coupé les bras à Jehan Alyot et fendu la teste à Pierre Rabu, qui en sont à jamais impotens, et ont tué plusieurs pauvres enfans; et de ce y a rapportz de barbiers ».

Monthery, avocat de Jeanne de Potard, « dame de Coursan et douairière de Saint Cire », confirme les assertions de Charmolue; sa cliente, qui doit percevoir la moitié de tous les fruits de la seigneurie, a vu son revenu, montant d'ordinaire à 200 livres, réduit à rien, par suite des déprédations commises dans les bois par Claude de Fontaines, en haine des habitants qui revendiquent le droit d'usage es dits bois; il déclare que Claude de Fontaines et son frère, Claude le jeune, « ont amené à Saint-Cire jusques au nombre de six cens aventuriers qui y logerent ung jour et une nuict et feirent des maux innumerables, battant leurs hostes, voulant violer femmes et filles, rompant huiz et fenestres ».

Errault, avocat du défendeur, conteste le droit d'usage des habitants, au sujet duquel procès est engagé devant le bailli d'Auxerre; il prétend que, son client ayant fait des coupes dans ses bois « pour faire le clocher de l'église de Chemilly et pour faire charbon », les habitants se sont transportés en masse dans les bois, d'où ils ont enlevé les coupes.

La Cour interdit au défendeur « de tirer hors le ressort de la court de ceans » les habitants de St-Cyr, qu'elle place sous sa sauvegarde, et surseoit à prononcer sur le fond (5 mai 1526). — Arch. nation., X² 78.

796. — Hommage au Roi par François de Bocaré, écuyer, sei-

gneur de Blancafort, des seigneuries du Val de Cheuilly et de Mailly-la-Ville, à lui échues par la succession de son père Jean de Bocaré (Paris, 19 juin 1526). — Arch. nation., P 14, n° 247.

787. — Renvoi devant le bailli de Troyes de la cause d'entre Ytier Thierriat, prisonnier ès prisons de St-Florentin, et Jean Ponce, procureur de la seigneurie dudit lieu (3 juillet 1526). — Arch. nation., X^{2a} 78.

788. — Hommage au Roi par Guillaume Boucher, élu en l'élection de Sens, de la tierce partie des deux étangs et de la justice et seigneurie de Montregnault (Paris, 12 janv. 1527). — Arch. nation., P 14, n° 268.

789. — Défaut accordé à Jeanne de Potart, veuve de Gaucher de Bruillart, contre Gaucher de Fontaines dit Lansquenet, Claudin de Fontaines surnommé le Moine et divers serviteurs de Claudin de Fontaines, seigneur de la Brosse (26 nov. et 2 déc. 1527). — Arch. nation., X^{2a} 79.

790. — Procès entre Claude Perrette, « prévost en garde pour le roy a Dymon », appellant du bailli de Sens, et Jean Loré et sa femme. Chomedey, avocat de Perrette, « dit que le lieu de Dymon est ung siege totalement distinct et separé du siege de Sens et ledict appellant est prévost et juge ordinaire ; les appellacions duquel ressortissent directement en la court ou par devant ledict bailly de Sens en son assise audit lieu de Dymon et non ailleurs ; et ne sont les subjectz dudict siege de Dymon autrement subjectz audit siege de Sens ». Or, un jour de marché, le prévôt donna ordre à Jean Loré, potier de terre, qui était installé sous la halle, de prendre place au-dehors, afin que certaines marchandises, « comme mercerie et autres choses périssables », exposées au-dehors, pussent être mises à l'abri. La femme de Loré s'y refusa, injuriant le prévôt et résistant aux sergents qui avaient reçu l'ordre de l'emprisonner. Depuis, Loré, sachant que Perrette était en difficulté avec le bailli de Sens au sujet du ressort et de la juridiction de la prévôté de Dixmont, a obtenu ajournement personnel contre Perrette, qui en appelle comme de juge incompetent. La Cour renvoie les parties devant le bailli de Sens et annule l'appel sans dépens (10 déc. 1527). — Arch. nation., X^{2a} 79.

791. — Défaut accordé à Charlotte de Bray, veuve de Jean Martinet, écuyer, seigneur des Pinabeaux, requérant l'entérinement d'une requête par elle baillée à la Cour contre Jean de Gouzolles,

porteur de lettres de rémission (30 mars 1528). — Arch. nation., X² 79.

793. — Procès « entre frère Jacques de Gouzolles, religieux de Sainte Colombe lez Sens, appellant comme d'abus de l'octroy de certaine citacion decernée par frere Sebastian Rabulin, prieur du Charnier lez ledict Sens et vicaire de l'abbé dudict Sainte Coulombe, d'une part, et les religieux, abbé et couvent dudict Sainte Coulombe, intimez, d'autre part » (5 juin 1528). — Arch. nation., X² 79.

793. — Défaut au procureur général du Roi contre Philbert Vaulteron, prévôt d'Auxerre (23 nov. 1528). — Arch. nation., X² 80.

794. — Congé accordé à Jean Goussel, laboureur à « Lissy en Gastinois » (1^{er} déc. 1528). — Arch. nation., X² 80.

795. — Hommage au Roi par Guillaume de Bernault, écuyer, comme procureur de Lise de St-Seiyne, sa mère, dame en partie dudit St-Seiyne et de St-Bris, veuve de Charles de Bernault, seigneur de Marcilly et de Rouzay, et de Bonne de St-Seiyne, veuve de Louis de Bernault, seigneur de Montmort, pour la tierce partie de la seigneurie de St-Bris, échue auxdites de St-Seiyne par le décès de Charles de Mello (Paris, 1^{er} déc. 1528). — Arch. nation., P 14, n° 273.

796. — Condamnation des habitants de Champignelles aux frais de l'appel qu'ils ont interjeté d'une sentence du bailli de Sens (8 déc. 1528). — Arch. nation., X² 80.

797. — Hommage au Roi par Louis, duc de Longueville, grand chambellan de France, « de la ville, terre et seigneurie de Noyers », mouvant de la grosse tour de Sens (St Germain-en-Laye, 5 janv. 1529). — Arch. nation., P. 14, n° 272.

798. — Congé accordé à Edme de Courcelles, écuyer, seigneur en partie de Saint-Liébauld et de Ravières, Guillaume de Sennevoy, Huguelle de Saultour et Pierre de Chenu, son fils, seigneurs de Ravières pour l'autre partie, intimés, contre frère Claude de Nicey, religieux, « appellant de l'octroi de certaine commission de prise de corps », prisonnier à Langres (28 avril 1529). — Arch. nation., X² 80.

799. — Hommage au Roi par Guy de Boisselet, écuyer, fils de

François, en son nom et en celui d'Antoine Boisselet, son frère, « pour raison de la terre et seigneurie de la Court, assise a Mailly-la-Ville » et relevant du comté d'Auxerre (Paris, 12 mai 1529). — Arch. nation., P 14, n° 276.

800. — Procès entre frère Claude de Nicey, « docteur en théologie, abbé de Charlieu, célerier de Molesmes », appelant du bailli de Sens, requérant l'entérinement d'une requête, d'une part, Edme de Courcelles, les évêque de Langres et abbé de Molesmes, défenseurs à l'entérinement de ladite requête, d'autre part (13 juillet 1529). — Arch. nation., X^{2a} 80.

801. — Congé au cardinal archevêque de Sens, chancelier de France, prenant la cause de M^{re} Léonard Guidonis et Guillaume Depuis, ses official et promoteur, intimés, contre Jean Quillet, prêtre, appelant comme d'abus du prévôt de Sens (2 août 1529). — Arch. nation., X^{2a} 80.

802. — Hommage au Roi par Gaillard Spifamé, « général des finances », de la seigneurie de Passy. (Paris, 7 sept. 1529). — Arch. nation., P 14, n° 277.

803. — Hommage au Roi par Louis de Billy, écuyer, comme procureur de Marie de Boucheteau, sa femme, pour les deux étangs de Montregnault. (Paris, 13 déc. 1529). — Arch. nation., P 14, n° 278.

804. — Hommage au Roi par Jacques Volant, licencié ès lois, de la terre et seigneurie de Dollot, relevant de la grosse tour de Sens. (Paris, 29 déc. 1529). — Arch. nation., P 14, n° 279.

805. — Pièces du procès entre Claude de Chastellux et Sébastien de Vésigneux. Claude de Chastellux revendiquait la terre de Saint-Germain-des-Champs par droit de retrait lignager (1526-1529). — Arch. de Chastellux.

806. — Hommage au Roi par Germain de Charmoy, chanoine d'Auxerre, de la terre et seigneurie d'Egriselles, par lui acquise d'Antoine Girardin, procureur du Roi au bailliage d'Auxerre. (Paris, 21 mars 1530). — Arch. nation., P 14, n° 275.

807. — Quittance délivrée par le Chapitre d'Avallon à Charles de Saillant, d'une somme de 86 livres, montant des arrérages

d'une rente due audit chapitre sur la terre d'Athie-sous-Montréal (19 mars 1532). — Arch. d'Epoisses.

808. — Vente à reméré par Jeanne de Hochberg, duchesse de Longueville, comtesse de Neufchâtel, vicomtesse de Melun, dame de Noyers, Montbard, Epoisses et Athie, au Chapitre d'Avallon, de la terre et seigneurie d'Athie-sous-Montréal, « ainsi qu'elle s'étend et comporte, en toute justice et seigneurie haulte, moyenne et basse, et tant en hommes, femmes, tailles, mainmortes, corvées, estangs, bois, buissons, garennes, champars, rentes, censes, coustumes, gelynes, espaves, confiscations, loux, ventes et tous autres droictz et debvoirs ». La vente a lieu moyennant le paiement de 1.000 livres tournois et l'extinction d'une rente de 86 l. 13 s. 4 d. t., au capital de 1.300 livres, que percevait ledit Chapitre sur la terre d'Athie. L'acte de vente, passé en présence d'Hugues de Vezou, seigneur d'Annoux, bailli d'Epoisses, est suivi de la procuration donnée le 6 avril 1532 par Edme Bongard, doyen, Pierre Moireau, Guillaume Frère, Mathieu Moyssonneau, Pierre Dupuy, Jean Champion, Thibaud Barbotte, Jean Brincaut, Philippe de Bèze, Jean Manant, Louis Nicat, Thibaut Pigenat, Jean Calimus, chanoines de l'église collégiale Notre-Dame et Saint-Lazare d'Avallon, à leurs collègues Edme Bongard, Guillaume Frère et Louis Odebert (2 mai 1532). — Arch. d'Epoisses.

809. — Vente par Laurent Coquibus, prêtre à Avallon, à Guillaume Roy, curé de Marigny-en-Morvan, moyennant 100 livres tournois, d'une maison sise à Avallon, « en la rue ès Pourrissons », acquise par ledit Laurent de Jean Bonneau, chanoine et official d'Avallon (4 mai 1532). — Arch. de Chastellux.

810. — Citation devant le Parlement de Hardouin de Jaucourt, chevalier, appelé à répondre sur les informations faites à la requête de Claude de Sainte-Maure, chevalier, seigneur de l'Isle-sous-Montréal, et Claude de Prie, sa femme (2 sept. 1535). — Arch. nation., X² 85.

811. — Acte donné de sa comparution devant la Cour à Jean Baurit, de Poinchy, appelant du bailli de Saint-Florentin, contre Jean de Laval, seigneur de Châteaubriant, et Menaud de Martory, évêque de Couserans, tuteurs des enfants mineurs de feu Odet de Foix, seigneur de Lautrec, intimés (7 septembre 1529). — Arch. nation., X² 85.

812. — Sur le vu des informations faites à la requête du pro-

cureur du Roi au bailliage d'Auxerre, il est mandé d'appréhender au corps, « *etiam in loco sacro* et sauf a les reintégrer si faire se doit », Claude Blosset et ses complices, Charles Blosset, Gilles Michau, Colas Aubert, Linières, Germain Michau, Marceau Poterat et autres, coupables de « certains excès. homicide, crimes, délits et maléfices » (12 septembre 1535). — Arch. nation., X^{2a} 85.

§13. — Condamnation par les Grands-Jours de Troyes de Jean Bergery, coupable de plusieurs meurtres à Toucy. Il sera pendu et étranglé à une potence sur la place du marché au blé de Troyes, et, après deux heures d'exposition, porté et pendu au gibet (15 sept. 1535). — Arch. nation., X^{2a} 85.

§14. — Injonction à Charles Grillot, « administrateur et gouverneur de l'ospital et maison-Dieu de Vincelles », de fournir à la Cour les titres de la fondation de ladite maison-Dieu (15 sept. 1535). — Arch. nation., X^{2a} 85.

§15. — Injonction à Elion de Mailly, seigneur de Flogny, poursuivi à la requête des habitants de la Chapelle de Flogny, d'avoir à comparaitre devant la cour des Grands-Jours de Troyes (20 sept. 1535). — Arch. nation., X^{2a} 85.

§16. — Mandement d'arrêter, *etiam in loco sacro*, Louis Blosset, écuyer, poursuivi pour meurtre par le bailli de la seigneurie de Beaulche (25 sept. 1535). — Arch. nation., X^{2a} 85.

§17. — Comparution au greffe criminel du Parlement de Paris de Louis de Saint-Phal, écuyer, défendeur à l'encontre de Jean Guérin, demandeur, le procureur général du Roi joint à lui (29 sept. 1535). — Arch. nation., X^{2a} 85.

§18. — Ajournement devant la cour des Grands-Jours de Troyes de Guillaume Cachéré et ses complices, poursuivis à la requête de Philbert Boucher, lieutenant du prévôt d'Auxerre (1^{er} Octobre 1535). — Arch. nation., X^{2a} 85.

§19. — Mandement d'arrêter, « hors lieu saint », Edme Rousseau et ses complices, poursuivis à la requête de Jean de Salazar, écuyer, seigneur de Ferrières (2 oct. 1535). — Arch. nation., X^{2a} 85.

§20. — Arrêt de la Cour des Grands-Jours de Troyes portant que, sur les biens saisis et à saisir de Charles et de Claude Bloss-

set, écuyers, il sera prélevé une somme de 200 livres parisis, destinée à payer de leurs frais Etienne Houllot, prévôt des maréchaux au duché de Bourgogne, et quinze de ses archers, qui se sont transportés à Chassy, Neuilly et autres lieux, pour procéder à l'arrestation desdits frères Blosset (4 octobre 1535). — Arch. nation., X^{2a} 85

831. — Confirmation de la sentence du prévôt de Sens, portant que la torture et question seront appliquées à Mathurin Joly, « pour savoir par sa bouche la vérité des crimes a luy imposez ». La Cour ordonne que, si l'accusé ne confesse rien, « il sera fustigé par les carrefours de Sens et banny ung an » ; s'il avoue, « le prévost donnera telle sentence qu'il verra estre a faire » (8 octobre 1535). — Arch. nation., X^{2a} 85.

832. — Renvoi devant le prévôt de Montargis de la cause d'entre Jacques de Gyverlay, seigneur de Champoullet, Jean de Gyverlay, protonotaire du Saint-Siège apostolique, et Hémard de Gyverlay, d'une part, et Jean de Gyverlay, écuyer, seigneur de la Borde, d'autre (11 Oct. 1535). — Arch. nation., X^{2a} 85.

833. — Défaut accordé à Oger Le Vuyt, « demandeur en cas d'excès et volleries », contre un serviteur de Jean Stuart, écuyer, seigneur de Vézinnes (11 oct. 1535). — Arch. nation., X^{2a} 85.

834. — Procès entre Julien Tournebeuf, écuyer, seigneur en partie de Serbonnes, et Guillaume Le Bourgeon, receveur fermier de Bray-sur-Seine (11 oct. 1535). — Arch. nation., X^{2a} 85.

835. — Ajournement devant la cour des Grands Jours de Troyes de Claude de Lespinasse, [seigneur d'Esnon], poursuivi à la requête de Jean et Robert François et de Guillaume et Nicolas de Saint-Phal, tous seigneurs en partie de Brion (11 oct. 1535). — Arch. nation., X^{2a} 85.

836. — Ajournement devant la cour des Grands-Jours de Troyes de Potentien Hodouard, élu à Sens, poursuivi à la requête de Philippe Marteau (11 oct. 1535). — Arch. nation., X^{2a} 85.

837. — Mandement d'arrêter Guyonne, femme de Jean de Giverlay, seigneur de la Borde (16 octobre 1535). — Arch. nation., X^{2a} 85.

838. — Condamnation aux dépens de l'appel de Nicolas David,

chanoine d'Auxerre, « nagueres escollier estudiant en l'Université d'Orléans et a present soy disant escollier estudiant et lisant en l'Université de Paris », appelant du prévôt d'Orléans (19 octobre 1535). — Arch. nation., X^{2a} 85.

839. — Mandement d'arrêter, « hors lieu saint », et de conduire ès prisons du prévôt de Fontenay, François Mathieu, fils bâtard de Jacques Mathieu, prêtre, dit le Bâtard de Maligny, poursuivi à la requête de Jacques de Sainton, procureur du Roi à Chablis (19 oct. 1535). — Arch. nation., X^{2a} 85.

840. — Commission donnée au bailli de Sens de connaître de la cause d'entre Philippe Imbault, religieux de l'abbaye de Saint-Jean-lès-Sens, et M^e Louis de La Boullaye (19 oct. 1535). — Arch. nation., X^{2a} 85.

841. — Renvoi devant le juge royal ordinaire de Jean Fillot, poursuivi à la requête du procureur de la seigneurie de Béon et d'Etienne Picard, vicaire dudit lieu de Béon (20 oct. 1535). — Arch. nation., X^{2a} 85.

842. — Confirmation du défaut obtenu par Ferrant de Salazar, seigneur de Mâlay-le-Roi, à l'encontre de Guillaume Tatardeau (21 oct. 1535). — Arch. nation., X^{2a} 85.

843. — Mandement d'arrêter divers habitants de Lucy-le-Bois, poursuivis à la requête de Macé Durant, écuyer, gruyer d'Auxerre (22 oct. 1535). — Arch. nation., X^{2a} 85.

844. — Autorisation à Etienne Balduc, marchand orfèvre à Sens, de bailler contredits à la production de Nicolas Jousselin, appelant du bailli de Sens (22 octobre 1535). — Arch. nation., X^{2a} 85.

845. — Confirmation du congé obtenu par Jean Regnier, marchand à Bléneau, à l'encontre de François de Courtenay, chevalier, seigneur de Bléneau, prenant la cause du prévôt dudit lieu (23 oct. 1535). — Arch. nation., X^{2a} 85.

846. — Renvoi devant le bailli de Sens de la cause de Charles de Blosset, écuyer, seigneur de Mailly, prisonnier en la Conciergerie à Troyes, poursuivi à la requête du procureur du Roi au bailliage d'Auxerre (23 octobre 1535). — Arch. nation., X^{2a} 85.

537. — Commission au bailli de Troyes ou à son lieutenant criminel de connaître de la cause d'entre les habitants de la Chapelle-Flogny, « demandeurs en cas d'excès, crimes et délit », et Elion de Mailly, seigneur de Flogny, défendeur ès dits cas (23 oct. 1535). — Arch. nation., X^{2a} 85.

538. — Arrêt des Grands-Jours de Troyes confirmant la sentence du bailli d'Auxerre, par laquelle Simon Jollivot, coupable d'avoir mis le feu à une grange, est condamné à « estre pendu et estranglé à la justice patibulaire » dudit lieu d'Auxerre et à la confiscation de ses biens. L'exécution aura lieu sur la place du marché au blé de Troyes (23 octobre 1535). — Arch. nation., X^{2a} 85.

539. — Assignation à Jean d'Assigny, religieux, et à M^e Jacques d'Assigny, à comparaître devant la Cour des Grands-Jours de Troyes, à la poursuite de Jean Ruel, prêtre, demeurant à Dicy (23 oct. 1535). — Arch. nation., X^{2a} 85.

540. — Défaut à Antoine de Vienne, évêque de Châlon et abbé de Molêmes, demandeur en cas d'excès, contre Guillaume d'Angerville et Nicolas de Lyvéon, seigneur de Bourbonne (26 octobre 1535). — Arch. nation., X^{2a} 85.

541. — Assignation à comparaître devant la Cour des Grands-Jours de Troyes à Anne Delyon, poursuivie à la requête de Thibault de Herlault, écuyer, seigneur de Préfontaine (26 oct. 1535). — Arch. nation., X^{2a} 85.

542. — Réception à juger du procès par écrit, intenté par divers, appelants du bailli d'Auxerre, à Pierre Gonnier et Jean Bonnard, proviseurs de la fabrique de l'église de Saint Privé en Pui-saye (27 oct. 1535). — Arch. nation., X^{2a} 85.

543. — Arrêt des Grand-Jours de Troyes portant que Charles Blosset, écuyer, seigneur de Mailly, sera conduit ès prisons du bailliage de Sens, sous la garde de Girard Chapotin, sergent royal, et Nicolas Michau, ancien greffier au bailliage d'Auxerre, et sous la caution de Nicolas de Saint-Phal, écuyer, seigneur de Milly-en-Champagne (29 oct. 1535). — Arch. nation., X^{2a} 85.

544. — Arrêt des Grands-Jours de Troyes à l'encontre de Christophe Le Seure, « ung nommé Charnaille, ung autre appelé Dmainnes, Jehan Daille, ung appelé le vicomte d'Aunoy et ung

autre nommé Grantville », coupables de « grans et enormes excès, forces publiques, destrousses faictes par conspiration précogitée... pilleries et volleries, insult et assiegemens faictz a l'encontre de certaines villes et châteaux », notamment es pays de Sens et de l'Auxerrois. Les coupables sont condamnés à une amende de 1.600 livres envers la veuve de Claude Foudriat, élu d'Auxerre tué par eux en la forêt de Bierre-lès-Melun ; ils auront « les bras brisez et rompuz en deux endroictz, tant hault que bas, avec les reins, jambes et cuisses », seront « mis sur une roue plantée et élevée au marché au blé de ceste ville de Troyes, leurs visaiges regardans contre le ciel et illec demourez vivans jusques a ce que la vie soit séparée du corps, [étant défendu] a tous de ne leur bail-
ler boire ne manger sur peine de la hart » ; leurs « chasteaulx et maisons nobles seront abbatues, demolies et rasées jusques a four de terre, et deffend ladicte Court a tous, sur peine de la hart, de rediffier et bastir lesdites maisons et chasteaulx sans permission du Roy » ; sur leurs biens confisqués seront prélevées 800 livres parisis, « pour faire construire et édifier une chapelle en la paroisse ou église en laquelle ledit Fouldriat et autres marchans et personnaiges de la ville d'Auxerre, tuez et occis en la forest de Bierre-les-Melun ont esté inhumez ; et pour garnir icelle chapelle de messel, calice et autres ornemens d'église, sera prinse la somme de deux cens livres parisis de rente annuelle et perpétuelle deue-
ment admortie » ; la présentation et la nomination de cette chapelle, où seront célébrées deux messes chaque jour et deux obits par an « avec vigilles et recommandances », appartiendront au Roi, et la collation à l'évêque diocésain ; la Cour ordonne en outre qu'en ladite chapelle « sera mis et ataché ung tableau de cuyvre, en lieu evidant, auquel sera describe la cause de ladite fondacion » ; une fois l'amende civile payée et la fondation faite, 12.000 livres parisis d'amende seront prélevées au profit du Roi sur les biens confisqués (30 octobre 1535). — Arch. nation., X² 85.

845. - Condamnation par contumace prononcée par les Grands-Jours de Troyes contre Louis Blosset, écuyer, coupable du meurtre d'Edme de Gennes, écuyer, seigneur de Fontaines-Madame. Louis Blosset est condamné : 1° à payer à Germaine de Gedoyne, veuve de la victime, une amende de 4.000 livres parisis, plus une rente viagère de 200 livres ; 2° à élever une croix sur le lieu du crime, « en laquelle y aura un epitaphe ouquel sera describe la forme et maniere dudict homicide » ; 3° à construire une chapelle dans l'église où est inhumé Edme de Gennes, à la garnir des

ornements du culte et à la doter de 50 livres de rente ; la présentation à ladite chapelle appartiendra à la veuve d'Edme de Genes et après sa mort à ses héritiers, « en préférant les malles aux femmes », et la collation à l'évêque [d'Auxerre]. Le meurtrier sera décapité en place publique à Troyes ; son corps, « mis en quatre quartiers », sera pendu à quatre potences hors la ville de Troyes ; sa tête sera « portée et mise au bout d'une lance sur le principal portal de la ville d'Auxerre » (30 octobre 1535). — Arch. nation., X²8 5.

346. — Arrêt des Grands-Jours de Troyes condamnant par contumace Tristan de Hemery à une amende de 200 livres parisis envers les habitants de Michery, auxquels il a ravi une partie de leurs récoltes ; il restituera les grains qu'il a pris indûment et fera amende honorable en la Cour, à genoux, tête et pieds-nus, tenant une torche de cire allumée, confessant sa faute et témoignant son repentir (30 oct. 1535). — Arch. nation., X² 85.

347. — Arrêt du Parlement portant que, nonobstant l'entérinement des lettres royaux du 27 novembre 1534, réclamé par Bérault de Blondeaux, écuyer, seigneur de Villefranche, le procès continuera entre ce dernier, d'une part, Eustache de Crèvecœur, seigneur de Vienne, fils de feu Guillaume de Crèvecœur, et Marie de Crèvecœur, sa sœur, femme de Juvenal de Belleville, d'autre part (14 janv. 1536). — Arch. nation., X² 86.

348. — Lettres de rémission en faveur de Jean et Louis Mignot. Comme ils jouaient, à l'issue des vêpres, sur la place publique de la Celle-Saint-Cyr, à lancer des pierres « à pied et demi loing l'une de l'autre », survint Philbert Branche qui conduisait ses chevaux à l'abreuvoir. Les chevaux dérangèrent les pierres et une querelle s'ensuivit, au cours de laquelle ledit Branche fut frappé de plusieurs coups de bâton ; ayant négligé de se faire « médicamenter », il mourut cinq semaines après, « par faute d'appareil et bon gouvernement ». Le Roi, eu égard à la bonne renommée des frères Mignot, leur fait grâce ; mais, « avant la présentation de ces présentes, ilz feront dire ung service des trespassez en l'église dont ledit defunct estoit paroissien et jeusneront deux vendrediz au pain et à l'eau après l'enterinement de ces presentes » (Paris, janv. 1536). — Arch. nation., JJ 249², n° 8.

349. — Hommage au Roi par Hector de Blondeaux, écuyer, seigneur de Villefranche et de Dicy, pour raison desdites seigneuries

qu'il a héritées de son père, Bérault de Blondeaux (Paris, 1^{er} févr. 1536). — Arch. nation., P 14, n° 283.

850. — Confirmation de la sentence du bailli d'Auxerre, condamnant Louis Cavette à être pendu pour crime de fausse-monnaie (7 févr. 1536). — Arch. nation., X^{2a} 86.

851. — Citation à comparaître devant le Parlement adressée à Jean Babulte, [chanoine et trésorier de l'église d'Auxerre] (1), poursuivi à la requête de frère Jean d'Assigny, prieur de la Ferté-Loupière (22 févr. 1536). — Arch. nation., X^{2a} 86.

852. — Rémission accordée à Pierre Follet, de Saint-Agnan, coupable d'un meurtre commis au cours d'une partie de « courte boule » (Paris, févr. 1536). — Arch. nation., JJ 249² n° 32.

853. — Mandement d'arrêter Ferrand de Sallazar et ses « complices », pour qu'ils répondent aux informations faites à la requête de Sidonie Lapite, veuve de Tristan de Reilhac, en son vivant conseiller au Parlement de Paris (2 mars 1536). — Arch. nation., X^{2a} 86.

854. — Comparution au greffe de la cour criminelle de divers habitants de Villiers-Louis, appelants du refus du bailli de Sens de les renvoyer devant leur juge ordinaire, le prévôt de Mâlay-le-Roi (8 mars 1536). — Arch. nation., X^{2a} 86.

855. — Elargissement de Tristan de Hemery et Pierre Tasche, écuyers, seigneurs de Sergines, poursuivis à la requête des habitants de Michery (9 mars 1536). — Arch. nation., X^{2a} 86.

856. — Renvoi par devant le bailli de Bray-sur-Seine du procès d'entre Jean Bachelier, seigneur de Serbonnes, et Jacquin Barat (10 mars 1536). — Arch. nation., X^{2a} 86.

857. — Procès entre Jean d'Assigny, chanoine d'Auxerre, d'une part, Jean Ruel, prêtre, et Antoine Jacques, commissaires au « gouvernement des fruitz du prieuré de Dicy », d'autre part (23 mars - 12 avril 1536). — Arch. nation., X^{2a} 86.

858. — Bail à Christophe Huot, vigneron à Coulanges-les-Vineuses, moyennant une rente de 60 sols, d'une maison dépendant

(1) Voy. X^{2a} 86, 15 mars 1536.

de la chapelle Sainte Marguerite, fondée en l'église de Coulanges, et dont Olivier de Chastellux est titulaire. Ce dernier est représenté par ses procureurs, nommés par acte passé devant Pierre Le Briois, « licencié ès loix, bailli de Bazarnes, garde du scel de la prevosté dudict lieu pour noble dame Barbe de Hocqberg, veuve de... Philippe de Chastellux » (3 avril 1536). — Biblioth. nation., Pièces origin., vol. 706.

859. — Sursis à statuer sur l'appel formé par les frères et sœurs de l'hôpital de Notre-Dame-de-Fontenilles de Tonnerre contre Nicolas Le Vuyt, prévôt dudict lieu, et Oger Le Vuyt, procureur du comte de Tonnerre (8 avril 1536). — Arch. nation., X^{2a} 86.

860. — Le prieur de Dyé, Claude Dubois, argue de faux l'information contre lui faite par un sergent du bailliage de Sens (10 avril 1536). — Arch. nation., X^{2a} 86.

861. — Ordre d'exécuter l'arrêt rendu par contumace contre Jean Duval, à la poursuite de Louis Misée, seigneur de Villiers-Louis (12 avril 1536). — Arch. nation., X^{2a} 86.

862. — Comparution au greffe du Parlement de Louis de Dinville, « tresorier de Toucy » (26 avril 1536). — Arch. nation., X^{2a} 86.

863. — Confirmation par le Parlement de la condamnation prononcée par le bailli de Moutiers-[en-Puysaye] pour les religieux de Saint-Germain d'Auxerre, seigneurs de Moutiers, contre Pierre Gay, meurtrier de Jean Hervier, prêtre audit lieu. La Cour aggrave la peine capitale en ordonnant que, préalablement, le coupable aura le poing droit coupé (27 avril 1536). — Arch. nation., X^{2a} 86

864. — Réformation par le Parlement d'une sentence du prévôt de Tonnerre à l'encontre de Pierre Aubin, de Lichères, pour subornation de témoins. La sentence du premier juge le condamnait « a estre decapité sur ung eschaffault en la place du pillory de la ville de Tonnerre, teste fichée sur le posteau dudict pillory et a l'entour d'icelle ces motz escriptz : *C'est un forger de faulx tesmoins*, son corps pendu au signe patibulaire ». Le Parlement décide qu'il sera « batu nud de verges par les carrefours dudict lieu, ayant la corde au col, et flety d'une fleur de liz au front » ; il est en outre banni à toujours du royaume et ses biens sont confisqués (8 mai 1536). — Arch. nation., X^{2a} 86.

865. — Réformation d'une sentence du prévôt de Tonnerre contre un vigneron, qui suborné par Pierre Aubin, a porté un faux témoignage. Condamné d'abord à être pendu au signe patibulaire de la châtellenie de Molosmes, il voit sa peine commuée en celle dont a été frappé Pierre Aubin (1) (8 mai 1536). — Arch. nation., X² 86.

866. — Conflit de juridiction entre François de Ferrières, seigneur de Maligny, et Henry de Foix, « filz mineur d'ans du feu seigneur de Lautrec, vicomte de Saint-Florentin », représenté par ses curateurs Jean de Laval, seigneur de Châteaubriand, et Menaut de Martory, évêque de Couserans.

Au dire de Piron, avocat de François de Ferrières, plusieurs habitants de Maligny, Pierre Raoul, Edmond Liberde et les frères Guynot, se trouvant à Collan le jour de la fête patronale du village, la Saint-Maurice, furent assaillis le soir par Jean Ponce, avocat fiscal, et Pierre Thierriat, greffier de Saint-Florentin. Les agresseurs, battus, citent Raoul et ses compagnons devant le bailli de Saint-Florentin ; ceux-ci demandent leur renvoi devant le juge de Maligny et, défaut ayant été obtenu contre eux, ils en appellent au Parlement. Faute d'avoir comparu en personne, leur appel est annulé et les parties sont renvoyées devant le bailli de Saint-Florentin, mais sans préjuger de la question de renvoi devant les juges de Maligny. Mais le renvoi leur est à nouveau refusé par le bailli. Piron conclut qu'il a été ainsi mal jugé ; car « le seigneur de Maligny, a cause de sa terre, chastellenye et seigneurie de Maligny, a tout droict de justice haulte, moyenne et basse en ladicte terre, chastellenye et seigneurie de Maligny, bailly, prevost, greffier, sergens et autres officiers pour l'exercice d'icelle, grurye et graierye, seaulx, contractz, et plusieurs autres beaulx droictz, tant es boys de ladicte seigneurie de Maligny que en la pluspart des champs, riviere banale ; et n'est loisible a nulz de y pescher ne chasser qui ne soit amandable audict seigneur de Maligny et à son gruyer, qui les condamne en l'amande selon l'exigence des cas ». Divers aveux, et notamment le dénombrement du 4 février 1404 (2), établissent ces droits. Un article de ce dénombrement, où il est dit que « la recreance et puissance des hommes et femmes, bourgeois et bourgeois de ladicte châtellenie [de Maligny] par toute la châtellenie et ressort de Saint-Florentin et autres lieux ou ilz veullent aller et demourer » appartient au seigneur de Maligny, va même

(1) Voy. *supra* n° 864.

(2) Id. n° 496 p. 128.

formellement à l'encontre des prétentions de l'adversaire qui revendique le droit de prévention (1).

Lefèvre, avocat du vicomte de Saint-Florentin, expose « que en ladite seigneurie et viconté dudict Saint-Florentin il a droit de bourgeoisie et autres droitz royaulx .. en tous cas criminelz, personnelz et civilz ; et a toute justice en première instance sur tous les manans et habitans au dedans des fins et limites d'icelle viconté, lesquelz sont ses hommes, bourgeois et justiciables es dictz cas, mesme par prevention, posé ores que ses dictz bourgeois soient demourans en la haulte justice d'un seigneur non ayant lesdictz droictz royaulx, comme a la viconté. Et non scullement le seigneur de Saint-Florentin a ladite justice par prevention, mais toutes et quantes foys que ung demourant audict viconté est convenu par devant autre juge que celluy dudict viconté, s'il est requis par ledict seigneur viconte ou s'il est advoué bourgeois dudict seigneur viconte et comme tel decline la jurisdiction subalterne, en ce cas est tenu le juge subalterne le renvoyer par devant le prevost ou bailli dudict Saint-Florentin. Et oultre tout ce que dessus, les officiers dudict seigneur de Saint-Florentin sont juges par ressort, quant il y a appel interjecté des juges et vassaulx inférieurs ». Ces droits, le vicomte de Saint-Florentin les possède dans ses autres seigneuries d'Isle, Chaource, Villemaur, Maraye et Seant-en-Othe, situées, comme celle de Maligny, au bailliage de Troyes.

La Cour appointe les parties au Conseil (13 mai 1536). — Arch. nation., X^{2a} 87.

●●●. — Procès entre divers habitants du Donziois, appelants du bailli de Sens comme de juge incompetent, et François de Le Clerc, chevalier, seigneur de la Forest-le-Roy et de Fleurigny, bailli de Sens, intimé.

Lefèvre, avocat des appelants, déclare que, « demourans en Donziois, ilz sont subjectz et justiciables des juges des lieux es cas ordinaires et non privilegiez, et pour les cas royaux et privilegiez au bailli d'Auxerre ou son lieutenant ; et ne sont aucunement subjectz du bailli de Sens ou son lieutenant, soit par ressort ou autrement ».

Minard dit que l'intimé eut, comme seigneur de Vauzaine (2) (Vaulzemes), des difficultés au sujet de l'usage des bois de ladite

(1) Vauzaine, h. c° d'Alligny (Nièvre).

(2) Les intimés « se sont volluz fonder sur une pretendue prevention en laquelle n'y a ung seul propos, car ilz n'en ont aucun droict ny tiltre ;

seigneurie, avec les seigneurs voisins de la Maison-Fort ; par arrêt de 1524, défense fut faite à ces derniers de faire aucune coupe es dits bois et les parties furent renvoyées devant le bailli de Sens ; or, à cette époque, selon Minard, le Donziois ressortissait au bailliage de Sens. En outre comme les appelants ont été suscités par les seigneurs de la Maison-Fort et qu'une autre fois ceux-ci en susciteront d'autres, l'intimé serait condamné à une infinité de procès devant diverses juridictions ; *or de eadem re non debet fieri processus coram diversis iudicibus*.

De Thou, au nom des habitants d'Auxerre qui demandent l'autorisation de se joindre aux appelants, dit que « par arrest de la court de ceans, executé par M. Thiboust, conseiller en icelle, et commissaire en ceste partie, le pays de Donziois a esté dict et déclaré estre du ressort du bailliage d'Auxerre, et ont esté faictes inhibitions et defences aux officiers de Sens de n'entreprendre aucune court, jurisdiction ou congnoissance sur ceulx dudict pays de Donziois ».

La Cour appointe les parties au Conseil et autorise les habitants d'Auxerre à se joindre aux appelants (20 mai 1536) — Arch. nation., X^{2a} 87.

888. — Lettres de rémission en faveur de André Plumereau, de Vermenton. Le jour de St-Jean Porte-Latine, 6 avril, jour de la fête de Vermenton, à la sortie des vêpres, il « joua a la darde aux esguillettes, qui est un jeu de passe-temps auquel les gens du pais a jour de feste jouent ordinairement ». Après avoir perdu trois « esguillettes », il paria avec Jean Bernard qu'il le gagnerait. La mise faite, « ledit Jehan Bernard prist la darde, joua son coup duquel il gaigna l'une des esguillettes » ; mais celui qui détenait les « esguillettes » servant de mise, s'enfuit alors sans les rendre et, en le poursuivant, André Plumercau le blessa d'un coup de couteau, dont il est mort (Paris, mai 1536). — Arch. nation., JJ 249², n° 110.

889. — Frère Georges de Savary, religieux de Saint-Augustin, prieur du prieuré de Chéroy, membre dépendant de l'abbaye

et si ne pourroient eulx ayder de aucune prescription, car ilz ne joyrent jamais, joinct que par la coustume du bailliage de Troyes, ou lesdites chas-tellenies sont scituées et assises, tant que le seigneur feodal dort le vassal veille, etc. ; et non sans cause, car il n'y pourroit avoir bonne foy ou eulx de vouloir joyr l'un contre l'autre et entreprendre l'un sur l'autre les droietz qui leur appartiennent ».

de Saint-Jean-lès-Sens, en appelle d'un ajournement personnel décrété contre lui par le prévôt de Paris, « conservateur des privilèges royaux de l'Université dudict lieu » (3 juin 1536). — Arch. nation., X^{2a} 87.

870. — Procès entre Guillaume Driot, écuyer, et Marguerite de Velu, dame de Vallery (17 juin 1536). — Arch. nation., X^{2a} 87.

871. — Aimée d'Angeliers, dont le mari, Geoffroy de Bar, écuyer, a été condamné par contumace, aux Grands Jours tenus à Moulins, à être décapité et à la confiscation de ses biens, demande que, sur les biens saisis de son mari, main-levée soit faite de son « doaire et assignat » ainsi que des meubles et conquêts immeubles, son contrat de mariage portant que lesdits meubles et conquêts immeubles reviendront au survivant des deux conjoints.

Martineau, au nom de François de Chazeron, écuyer, seigneur dudit lieu, demande qu'au cas où la Cour adjudgerait à la demanderesse quelque provision, celle-ci ne soit point prise uniquement sur les héritages de Geoffroy de Bar situés en la baronnie de Montfaucon que délient son client.

Cappel, substitut du procureur général du Roi, s'oppose à la délivrance du douaire et des meubles et immeubles réclamés par Aimée d'Angeliers, attendu que ledit de Bar n'est pas décédé, mais seulement fugitif. Il admet qu'une « provision d'alimens » peut être accordée à la demanderesse et à ses enfants. La Cour accorde une pension annuelle de 40 livres parisis (8 juillet 1536). — Arch. nation., X^{2a} 87.

872. — Comparution au greffe du Parlement de Jean Berthelot, curé de St-Loup de Courlon, appelant d'un décret d'ajournement personnel contre lui décerné par le prévôt d'Orléans, à la requête de Gabriel Desmoulins (14 juillet 1536). — Arch. nation., X^{2a} 86.

873. — Réception à juger du procès par écrit de Jean Satillat, tisserand à St-Fargeau en Puisaye, appelant d'une sentence du bailli de Montargis (2 juillet 1536). — Arch. nation., X^{2a} 86.

874. — Rémission en faveur de Laurent Vignereux, de « Diges en Aucerrois ». Occupé avec six ouvriers à moissonner un champ d'avoine, il quitta quelques instants ses compagnons pour quérir, en un rû voisin, des liens à faire des javelles. En son absence un nommé Noël Bonnot se présenta, accompagné de douze personnes et du prévôt de Terves, et fit défense aux ouvriers dudit Laurent de continuer leur travail; en même temps ses compagnons se

mirent « a grande dilligence de lyer ladite avoyne qui estoit moissonnée, pour la charger en une charrette conduite par certain nombre de boëufz que ledit Noël Bonnot y avoit amenez ». Quand Laurent Vignereux revint dans son champ, « il fut tout esmeu et rencontra le filz de Gisart Verot, dismeur, auquel il osta le baston qu'il portoit à lever la disme, duquel il frappa sur lesdiz boëufs et les picqua affin de les faire reculler de ladite terre ». Puis son fils survint et, en menaçant les intrus de son couteau, les obligea à quitter un moment la place. A l'un d'eux qui lui disait « qu'il faisoit mal d'aller par force et qu'il vaudroit mieulx qu'il y allast par justice », Laurent répliqua « que c'estoit une belle justice, pour ce que ladite justice [de Terves] est de petite estendue, et dist aussi : bran pour ladicte justice ! ». La querelle recommença sur ces mots, au cours de laquelle Laurent et son fils tuèrent un de leurs adversaires. En raison de ces faits, Laurent Vignereux a été emprisonné à Diges et contre son fils, en fuite, « il est proceddé par deffaulx et ban tant ès dites justices de Diges que de Terves ». (Paris, juillet 1536). — Arch. nation., JJ 249², n° 170.

875. — Citation à comparaître devant le Parlement adressée à plusieurs habitants des lieux de Cerisiers, Arces, Dixmont et Theil, pour répondre aux informations faites à la requête de Marguerite de Meures, dame de Mâlay-le-Roi, veuve de Nicolas Griveau, écuyer (2 août 1536). — Arch. nation., X^{2a} 86.

876. — Citation de témoins dans le procès d'entre les habitants de Michery, d'une part, Tristan de Hemery, seigneur en partie de Sergines, et Pierre Tasche, seigneur de la Masure et en partie de Sergines, d'autre part (2 août 1536). — Arch. nation., X^{2a} 86.

877. — Poursuites faites contre frère Claude Launoy et ses « complices », à la requête de Guillaume Desmarquais, curé de Courgenay (4 août 1536). — Arch. nation., X^{2a} 86.

878. — Comparution au greffe criminel du Parlement de divers serviteurs de Pierre et Hervé du Pé, écuyers, seigneurs de Tannerre et de Louesme, défenseurs à la poursuite à eux intentée par frère Guillaume Gastineau et autres habitants de Villiers-Saint-Benoît (11 août 1536). — Arch. nation., X^{2a} 86.

879. — Rémission accordée à Christophe Rebourg, « pource jeune homme de labour », demeurant à Nitry. Enrôlé sous la conduite du seigneur d'Aubigny il s'était rendu, équipé, à Dijon, pour

une montre, emmenant avec lui comme « serviteur ou goujat » Jacques Delaval, d'Irancy. Après la montre, il revint à Nitry, où il se remit « a faire son labouraige et mesnaige ». Le 14 juillet dernier, il se rendit avec deux autres légionnaires près du seigneur du Bascoing, « leur cap d'escadre », qui les avait mandés. Comme ils étaient à la taverne, survint Jacques Delaval. « Boy, lui dit Rebourg, j'estoys a Dijon avec toi. Jacques, tu seras encore mon goujat quant il faudra marcher ». A quoi Delaval répondit : « Tu en auras menty, je ne fuz jamais ton goujat ne a si meschant homme que toy ». Une rixe suivit ces propos, au cours de laquelle Delaval fut tué d'un coup de « courte dague ». Depuis, Rebourg a été pour ce fait emprisonné par Etienne Houllot, lieutenant du prévôt des maréchaux d'Auxerre. (Paris, sept. 1536). — Arch. nation., JJ 249², n° 189.

880. — Rémission en faveur de Nicolas Fauvelet, « barbier et chirurgien » à Voisines. Un fendeur de bois de la Postolle, Lenfant, l'ayant mandé à la taverne de Voisines, « pour le habiller et medicamenter de plusieurs dartres qu'il avoit en la teste », il se rendit auprès de lui et trouva attablés avec ledit Lenfant Alain Lhomme et Jean Harrenger, prêtre dudit lieu. Comme Alain demandait à boire, Jean Harrenger jeta dans son verre de la poudre de cantarides. Fauvelet intervint, pour empêcher Lhomme d'avalier ce breuvage; mais Harrenger, « homme de très mauvaise vie, renommé coustumier de baptre et oultraiger plusieurs personnes, grant jureur et blasphemateur du nom de Dieu et qui avoit accoustumé soy enivrer », protesta qu'il n'usait point de cantarides et se précipita sur le chirurgien; Fauvelet « en danger de sa personne, tira ung sangdede qu'il avoit accoustumé de porter en sa seincture, parce qu'il est ordinairement sur les champs », et en frappa son agresseur, qui est mort de ce coup peu de temps après (Paris, oct. 1536). — Arch. nation., JJ 249², n° 205

881. — Comparution au greffe criminel du Parlement de M^e Etienne Prestat, chanoine de Sens, ajourné à comparoir à la requête du procureur général du Roi (8 nov. 1536). — Arch. nation., X² 86.

882. — Rémission accordée à Pierre Girard, sergent en la châtellenie de Mâlay-le-Roi. Chargé d'appréhender Jehan Taver, contumace, condamné pour meurtre « a estre executé a mort ès fourches patibulaires de la justice de Maslay », il ne put s'emparer seul dudit Taver et, sur l'ordre du seigneur de Mâlay, requit pour

ce faire assistance de quatre habitants dudit lieu. Mais Taver, surpris dans une maison où il se cachait, opposa une résistance énergique, « tira ung verdun » dont il frappa le sergent, déclarant « qu'il aymeroit beaucoup mieulx estre tué soubz la cheminée que d'estre pendu dehors ». C'est alors que Girard banda son arbalète dont le garrot alla frapper le rebelle. Depuis, le sergent, « craignant rigueur de justice, s'est absenté hors du pais », où il n'ose retourner si la grâce royale ne lui est impartie. Le Roi la lui accorde; mais il « demourera prisonnier ung mois durant et pendant ledit temps jeunera les vendredis au pain et a l'eau » (Paris, déc. 1536). — Arch. nation., JJ 249², n° 269.

883. — Rémission accordée à Louis Blosset, détenu ès prisons d'Auxerre. Chargé par l'évêque de Couserans, tuteur du seigneur de Lautrec, d'informer sur les « degatz, abus, malversacions et larrecins qui se faisoient par les officiers dudit seigneur ès boys, garennes et terres du pais de Donziois et chastellenie de Beaulche », il fit rapport sur les dégâts commis par Pierre et Edme Degennes, gruyers desdits bois. Or, comme il se trouvait « en la maison de Jehan Maunoury, chastellain et receveur dudit lieu de Beaulche », les frères Degennes, « le sieur de Bauldin qui estoit armé d'une cotte de maille, le seigneur de Chery, Nicole de La Borde, qu'on disoit estre religieux, estant lors en habit seculier », l'assaillirent, et il fût resté sur la place si un nommé Beaujehan ne s'était porté à son secours. Ledit Beaujehan tua Edme Degennes d'un coup d'épée et fut tué lui-même. Pierre Blosset s'est constitué volontairement prisonnier et sollicite sa grâce, attendu que « ledit cas est advenu par la faulte, coulpe et agression dudit feu Degennes » (Fontainebleau, déc. 1536). — Arch. nation., JJ 249², n° 183.

884. — Transaction entre Catherine Taupinot et Simon Baron, « prebstre recepveur et serviteur domestique de nobles seigneurs Philippe, Louis et Olivier de Chastellux », au sujet du moulin de l'étang de Saint-Germain. Catherine Taupinot abandonne les droits qu'elle prétendait sur ledit moulin, moyennant le paiement de 25 écus d'or (13 mai 1537). — Arch. de Chastellux.

885. — Autorisation aux habitants de Tharoiseau (Tharoseaul), au bailliage d'Auxois, de fortifier leur bourg à leurs dépens (Nevers, sept. 1537). — Arch. nation., JJ 254, n° 209.

886. — Annulation par le Parlement d'une sentence prononcée

contre Marguerite de Meures par l'official de Sens, juge incompetent (29 déc. 1537). — Arch. nation., X² 88.

887. — Lettres de rémission en faveur d'un Ecossais, homme d'armes de la compagnie du seigneur d'Aubigny, maréchal de France, en garnison à Avallon, coupable du meurtre d'un de ses serviteurs (Montpellier, janv. 1538). — Arch. nation., JJ 254, n° 22.

888. — Autorisation aux habitants de Sacy en Auxerrois d'agrandir l'enceinte de leurs murailles ; cet agrandissement, précédemment autorisé, n'a pu être exécuté, « au moien des guerres, mortalitez et autres infortunes qui ont eu cours au pais », et les habitants sont à la merci « d'aventuriers, vaccabons, mauvais garçons et autres gens sans adveu, qui les pillent et rançonnent et leur font innombrables maux » (Moulins, févr. 1538). — Arch. nation., JJ 254, n° 47.

889. — Lettres de sauvegarde en faveur du Chapitre d'Auxerre, qui est « de fondacion royalle » (Moulins, févr. 1538). — JJ 254, n° 49.

890. — Requête des habitants de St-Cyr en Auxerrois, bourg « assis en bon et fertile pays, ou croissent bons vins et bledz », à l'effet d'être autorisés à clore leur bourg de murailles pour se protéger contre les incursions de « plusieurs gens vaccabons et de mauvaise vye ». Le Roi les y autorise, à condition que les frais de la construction des remparts seront uniquement prélevés sur « la dixiesme partie des bledz et vins » et que les impôts royaux n'en souffriront aucun retard (Moulins, févr. 1538). — JJ 254, n° 58.

891. — Les habitants de Chltry en Auxerrois exposent que, « des troys [cens]ans a et plus, pour obvier aux continuelles pilleries, molestacions et rançonnemens que leur faisoient chascun jour les advanturiers, vaccabons et autres gens sans adveu tenans les champs, ilz feirent fortifier avec grosses murailles, tours et foussez, leur eglise et le pourpris d'icelle, ou ilz se retiroient avec leurs personnes et biens ; et depuis, en l'an mil III^e soixante et quatre, le roy Charles... leur permist augmenter ladicte fortification, si besoing estoit ; toutesfoys, au moien des guerres, mortalitez et autres infortunes qui ont eu cours et sont depuis survenues au pais, lesdictz supplians n'ont peu faire besongner a ladicte fortification, mais est demeurée la place en l'estat qu'elle estoit et n'est suffisante pour retirer la moindre partie des personnes et biens d'iceulx supplians, qui sont de present beaucoup plus qu'ilz

n'estoient par le passé. » Ils demandent donc à être autorisés à élargir la ceinture des remparts ; ce que le Roi leur accorde (Moulins, févr. 1538). — Arch. nation., JJ 254, n° 59.

892. — Hommage au Roi par Jacques de Monterey, avocat au Parlement de Paris, pour partie de la seigneurie de Gisy-les-Nobles, à lui advenue par transport fait à son profit par sa mère Jeanne de Cantelieu (Paris, 8 mars 1538). — Arch. nation., P 14, n° 287.

893. — Renvoi devant le bailli d'Auxerre de la cause d'entre Pierre Vinot, appelant dudit bailli, et Marie Dulac, dame de Villefargeau (16 avril 1538). — Arch. nation., X² 88.

894. — Autorisation de fortifier le bourg de Dixmont, au bailliage de Sens ; ce village, situé à quatre lieues de toute ville fermée, « sur le grant chemin de Gien, Joigny, Auxerre et Troyes, peuplé de trois à quatre cens feuz », est le chef-lieu d'une châtellenie royale, « ou il a y prevost et siege particulier du bailliage de Sens » ; non clos de murailles, Dixmont est à la merci de bandes qui « depuis deux moys ont pillé ledict bourg et tué quatre personnes en icellui » (La Côte-St-André, avril 1538) — Arch. nation., JJ 254, n° 106.

895. — Donation par le Roi à Edme de Courtenay, seigneur de Bléneau, écuyer de l'écurie du connétable de France, en considération de ses bons services au cours des guerres, de la succession de Simon Lariy, advenue au Roi par droit d'aubaine (La Côte-St-André, avril 1538). — Arch. nation., JJ 254, n° 124.

896. — Autorisation aux habitants de Cerisiers, à la prière de frère Claude d'Ancienville, commandeur de Launay et de Cerisiers, de clore leur village « de murailles, tours, portes, portaux, fossez, ponts-levys, barbicanes, marchelles », pour résister tant aux ennemis qu'aux « gens de guerre et autres mal vivans sur le peuple » (Blois, août 1538). — Arch. nation., JJ 254, n° 186.

897. — Hommage au Roi par Jean de la Chesnaye, secrétaire du Roi, de la châtellenie de Pitfonds, mouvant de la grosse tour de Sens et par lui acquise du sieur de Vallery (Paris, 10 déc. 1538). — Arch. nation., P 14, n° 288.

898. — Lettres de rémission en faveur de Jehan Begue, d'Evry, inculpé du meurtre de Jehan Mangart, tavernier à Cuy. Le Roi lui

accorde grâce, eu égard à sa bonne renommée et à la mauvaise réputation de la victime, « chargée entre autres blasmes et reproches d'avoir suivy la compaignie de Barbefolle, pillart, voleur et larron, habandonné de nous a ung chacun pour en faire pugnition, lequel, sans notre congé, adveu ou licence, ces ans passez a couru la plus grant part de notre royaume, foullant, grevant et rançonnant notre pauvre peuple ; de laquelle compaignye ledict Mangard, après avoir bien couru et routé par notre dit royaume se seroit soubztraict pour fouyr la pugnition par luy meritée a cause de la suylle et association dudit Barbefolle, pilleries et ransonnemens faictz avec luy » (Paris, janv. 1539). — Arch. nation., JJ 253 ¹, n° 4.

889. — Autorisation aux habitants des Sièges, « bon, gros et ancien villaige, composé de quatre a cinq cens feuz bien serrez les ungs près les autres... en la conté de Champagne », de lever sur eux, « le plus justement et egallement que faire se pourra », une somme de 3.000 livres, destinée à fortifier leur village. Le bourg, situé sur le chemin de Sens et Paris, en « pays fertile, remply et garny de gens, labouraige, vinoble, praryes, boys », a été saccagé ces derniers temps par des « vaccabonds, gens de guerre vivans sur le peuple sans riens payer, bandeliers et autres gens de mauvaise vie et conversation » (Paris, janv. 1539). — Arch. nation., JJ 253 ¹, n° 14.

890. — Lettres du Roi portant création aux Sièges, en la comté de Champagne, de trois foires annuelles, l'une le 20 septembre, l'autre le 15 janvier, la troisième le 17 juin, « lendemain de la feste de Saint Cyr et Sainte Julite, patrons dudit lieu et bourg des Sièges », et d'un marché le mercredi de chaque semaine (Paris, janv. 1539). — Arch. nation., JJ 253 ¹, n° 15.

891. — Autorisation aux habitants de Précy-le-Sec de fortifier leur village. Le dit lieu de Précy, « assiz sur la riviere de Queure, limitrophe au pays de Bourgogne et sur le chemin tendant a Paris, Lyon, Troyes, Dijon, Nevers », est très fréquenté et abondamment pourvu d'hôtels ; mais les excès des gens d'armes ont depuis quelque temps fait abandonner le pays aux hôteliers et aux marchands. Les frais de construction des remparts seront pris « sur le douziesme des vins et grains qui par lesdiz habitans seront cuilliz audict lieu de Precy le Secq jusques a dix années prochaines venans » (Paris janv. 1539). — Arch. nation., JJ 253 ¹, n° 39.

892. — Création, à la prière de Magdelain Martin, écuyer, sei-

gneur en partie de Fontenailles-lès-Courson, de trois foires par an qui se tiendront audit Fontenailles, l'une le 17 mai, lendemain de St Pélerin, l'autre le 6 octobre, et la troisième le 5 janvier, veille des Rois. L'établissement de ces foires n'aura lieu que si, à ces dates, il ne se tient aucune foire à quatre lieues à la ronde (La Fère, janv. 1539). — Arch. nation., JJ 254, n° 245.

303. — Citation à comparaitre, décernée à la requête du procureur général du Roi, contre Jean Pinot, bailli de Tonnerre, « sur peine d'estre attainct et convaincu des cas a luy imposez » (18 nov. 1539). — Arch. nation., X^{2a} 89.

304. — Création à Joux-la-Ville d'un marché hebdomadaire, le mercredi, et de trois foires annuelles, les 1^{er} mars, 28 juillet et 1^{er} décembre (Paris, août 1539). — Arch. nation., JJ 253 ¹, n° 226.

305. — Rémission accordée à Louis Darcques, « soldat ès chevaux legers de la compaignie de Martin de Langey, » originaire d'Armeau, en la justice de Dixmont, inculpé de plusieurs meurtres. En 1532, se trouvant à Villechétive, « en la justice de Dymon », il a tué Mathieu Frauldin, « mauvais garçon et dangereux »; l'année suivante, étant au service de Guillaume de Blondeaux, seigneur de Villechien (Villechien), avec lequel les habitants de Villevallier étaient en procès au sujet des usages de leurs bois, il fut assailli par lesdits habitants qui voulaient lui arracher un des leurs qu'il avait surpris commettant un délit dans les bois de son maître et, en se défendant, tua l'un deux d'un coup de hallebarde. Depuis, il a été banni pour ces faits par le bailli de Sens, « combien que lors il estoit au service [du Roy] delà les montz, soubz la charge du marquis de Saluces », et il n'ose revenir en son pays si la grâce royale ne lui est accordée (Paris, mai 1539). — Arch. nation., JJ 253 ¹, n° 261.

306. — Autorisation aux habitants d'Annay la-Côte, au bailliage d'Auxois, d'entourer leur village de « murailles, tours, portaulx, fossez et pontz-levis », « pour obvier aux insidiations des larrons, pillars et insidiateurs » (Paris, juin 1539). — Arch. nation., JJ 253 ¹, n° 427.

307. — Rémission au profit de Pierre Buzace, de Montargis. Chargé par Thomas de Cardy, « gouverneur des chevaux du haray » du Roi, de l'approvisionnement en avoine des dites écuries, il eut l'idée, un soir qu'il se trouvait à Domats, de pousser jusqu'à

Villeroy où il possède une ferme, afin d'y passer la nuit. Il trouva sa maison occupée par un inconnu qu'il a su depuis être Lorrin, prévôt de l'hôtel du Roi, lequel refusa de lui donner asile. Une rixe s'ensuivit entre les deux hommes, au cours de laquelle ledit Buzace, grièvement blessé lui-même, tua son adversaire d'un coup de « hacquebutte. qui se seroit delaschée » (Paris, juin 1539). — Arch. nation., JJ 253 ¹, n° 306.

908. — François 1^{er}, usant de son privilège de délivrer tous prisonniers, clers ou laïques, détenus ès prisons d'église ou de séculiers, pour quelque cause que ce soit, civile ou criminelle, à l'occasion de la nouvelle entrée du Roi dans une ville, ordonne l'élargissement de Thomas Cottot, détenu pour meurtre ès prisons de Sens, où le Roi a fait son entrée récemment (Paris, 24 juin 1539). — Arch. nation., JJ 253 ¹, n° 310.

909. — Rémission accordée par François 1^{er} à Sebastien Lemeur, huillier à Villeneuve-le-Roi, coupable de meurtre, à l'occasion de sa récente entrée à Villeneuve-le-Roi, « ou, déclarent les lettres, oncques n'avoyons esté, mesmement depuis que nous sommes parvenus a la couronne de dignité royal » (Paris, juin 1539). — Arch. nation., JJ 253 ¹, n° 319.

910. — Autorisation aux habitants d'Asquins de faire clore leur village à leurs dépens (Beaumont, juillet 1539). — Arch. nation., JJ 254, n° 302

911. — Autorisation aux habitants d'Etigny, au bailliage de Sens, de faire clore leur village à leurs dépens (Villers-Cotterets, sept. 1539). — Arch. nation., JJ 254, n° 338.

912. — Réception à juger du procès par écrit d'entre Guy Le Roy, écuyer, seigneur de Grandchamp, appelant du bailli d'Auxerre, d'une part, Guillaume Le Roy, écuyer, seigneur de la Grange, et Jacques Le Roy, écuyer, seigneur de La Mothe, intimés, d'autre part (26 nov. 1539). — Arch. nation., X^{2a} 89.

913. — Renvoi devant le bailli d'Auxerre de François de Marchoisson, appelant d'une sentence dudit bailli confirmant la condamnation prononcée contre lui par les juges du Chapitre d'Auxerre en raison d'un sacrilège (3 déc. 1539). — Arch. nation., X^{2a} 89.

914. — Acte donné à Jean Pinot, bailli de Tonnerre, « défen-

deur en cas de pretenduz excès, crimes et delictz », de sa comparution devant le Parlement 9 déc. 1539. — Arch. nation., X^{2a} 89.

●15. — Défaut accordé à Antoinette de Thoisy, dame de Tannerre, agissant au nom de ses enfants Pierre et Henri (1) Du Pé (16 déc. 1539). — Arch. nation., X^{2a} 89.

●16. — Réception de l'enquête ordonnée à la requête d'Oger Le Vuyt, procureur du comte de Tonnerre, appelant du décret d'emprisonnement contre lui décerné par Jean Pinot, bailli de Tonnerre (17 déc. 1539). — Arch. nation., X^{2a} 89

●17. — Fondation de l'anniversaire de feu Jean Delaplace dit Grosjean, en l'église de Châtel-Censoir, moyennant 15 sous tournois de rente (19 décembre 1539). — Invent. des titres de Faulin.

●18. — Fixation à 9 livres 8 deniers des dépens auxquels Jean Davier, élu de Joigny, a été condamné, par arrêt du 18 avril 1537, envers M^e Pierre Parent, notaire et secrétaire du Roi (23 décembre 1539). — Arch. nation., X^{2a} 89.

●19. — Renvoi pour examen au bailli de Troyes, des informations faites à la requête du procureur général du Roi contre Jean Pinot, bailli de Tonnerre, qui devra comparaître à Troyes aux jour et heure qui lui seront fixés (21 janvier 1540). — Arch. nation., X^{2a} 89.

●20. — Renvoi devant le bailli de Meaux, ou son lieutenant à Provins, des informations faites à la requête de Michel de Castres, écuyer, seigneur de Michery, contre Charles de Montberon (24 janvier 1540). — Arch. nation., X^{2a} 89.

●21. — Renvoi à quinzaine de la cause d'entre Guillaume de Blondeaux, écuyer, « seigneur de Marcault, l'un des cent gentilshommes de la maison du Roy », requérant l'entérinement de deux lettres royaux, et les héritiers d'Antoine de Certaines, défendeurs à l'entérinement desdites lettres (31 janvier 1540). — Arch. nation., X^{2a} 89.

●22. — Citation à comparaître devant le bailli de Sens adressée à Jean Stuart, écuyer, seigneur de Vézennes, pour répondre au

(1) A la date du 23 mai 1540 (X^{2a} 89) Henri est appelé Hervé.

contenu des informations faites par deux conseillers du Parlement à la requête des habitants de Lignières (3 févr. 1540). — Arch. nation., X^{2a} 89.

993. — Annulation de l'arrêt du 21 janvier 1540 (1) portant renvoi devant le bailli de Troyes de la cause de Jean Pinot, dont devra connaître le bailli de Sens (19 févr. 1540). — Arch. nation., X^{2a} 89.

994. — Confirmation de la sentence du bailli d'Auxerre condamnant à être pendu François de Marchoisson, coupable du vol d'un encensoir d'argent en l'église Saint-Etienne, le jour du Saint-Sacrement (2) (23 févr. 1540). — Arch. nation., X^{2a} 89.

995. — Ordre de déposer au greffe du Parlement le procès par écrit d'entre Nicolas de Missy, écuyer, appelant du bailli de Sens, et François de Rohan, chevalier, seigneur de Gié (26 févr. 1540). — Arch. nation., X^{2a} 89.

996. — Rémission accordée à Etienne Garnier, de Sens. Ayant diné, la veille des Rois, chez son beau père, Jean Fauvelet, il alla avec son frère, à l'issue du repas, chez Claude Soyet, chanoine de Sens, auquel il porta « par joyeuseté, un monion d'un demy teston, comme jeunes gens ont accoustumé faire a tel jour ». Comme il sortait avec ses amis de la maison du chanoine, ils furent suivis, depuis la maison de Jean Bragelogne, apothicaire, jusqu'à celle de Jean Daufigny, barbier, par un inconnu qui, l'épée à la main, s'attacha à leurs pas malgré leurs protestations. Irrité par ces manières de l'inconnu, Etienne Garnier dégaina et le blessa légèrement. Mais, malgré les soins qu'il lui fit donner, l'homme, qu'on a su depuis être un Italien, palefrenier d'un des hommes d'armes des ordonnances du Roi, en garnison à Sens, est mort « faulte de bon appareil ». (Sens, févr. 1540). — Arch. nation., JJ 253 ², n° 48.

997. — Ordre d'élargissement sous caution de Philippe Savine, marchand à Chablis, poursuivi à la requête de Pierre Chalmeaux (11 mars 1540). — Arch. nation., X^{2a} 89.

998. — Comparution au greffe du Parlement de Jean Pinot, bailli de Tonnerre, « défendeur en cas de prétendus crimes et délictz » (3 avril 1540). — Arch. nation., X^{2a} 89.

(1) Voy. *Supra*, n° 919.

(2) Voy. *Supra*, n° 913.

929. — Confirmation par le Parlement d'une sentence du prévôt d'Auxerre, condamnant Nicole Briette, pour vol de bijoux, « a avoir le fouet soubz la courtine » (13 avril 1540). — Arch. nation., X^{2a} 89.

930. — Réformation de la sentence du prévôt de Tonnerre, agissant au nom du cardinal de Givry, évêque et duc de Langres, « tenant la conté de Tonnerre saisie en sa main, » contre Perrette Bordes, coupable d'homicide. Condamnée par le prévôt à être pendue, Perrette sera seulement « battue et fustigée nue de verges par les carrefours pour ce accoustumés audict Tonnerre et devant la maison ou ont esté faictz les dictz excès », puis bannie de la comté de Tonnerre pendant trois ans, sous peine de la hart; elle est en outre condamnée, au profit de la famille de sa victime, à une amende de 25 livres, sur lesquelles 10 livres seront prélevées « pour faire prier Dieu pour l'âme de ladicte defuncte en l'eglise et paroisse en laquelle elle a esté inhumée » (21 avril 1540). — Arch. nation., X^{2a} 89.

931. — Hommage au Roi par Merault du Fay, seigneur de St-Jean en Dauphiné, pour la seigneurie de Villethierry, à lui advenue par son mariage avec Françoise de Poisieu, fille de feu Michel de Poisieu, baron de Marolles et seigneur de Villethierry. La dite seigneurie relève de la grosse tour de Sens (Paris, 24 avril 1540). — Arch. nation., P 14, n° 289.

932. — Confirmation de la sentence du lieutenant du prévôt de Nemours à Pont sur-Yonne, condamnant Jean Sarrazin, dit Grantiez, à être pendu pour le meurtre de Jean Périer, substitut du procureur du Roi au bailliage de Nemours (29 avr. 1540). — Arch. nation., X^{2a} 89.

933. — Ordre de déposer dans la quinzaine, au greffe du Parlement, le procès par écrit d'entre Louis de Harlay, seigneur de Cèzy, prenant la cause d'Ambroise Lhuillier, son bailli audit lieu, appelant d'une sentence du bailli de Troyes, d'une part, et Jean Pernot, intimé, d'autre (11 mai 1540). — Arch. nation., X^{2a} 89.

934. — Elargissement, sous caution de 200 livres, de Jean Pinot, bailli de Tonnerre, dont le procès, examiné par le bailli de Sens, a été renvoyé au Parlement où il n'est pas encore inscrit au

rôle, bien qu'il soit « en estat de juger » (31 mai 1540). — Arch. nation., X^{2a} 89.

935. — Cautionnement de Jean Pinot par François de La Fontaine, élu à Tonnerre (3 juin 1540). — Arch. nation., X^{2a} 89.

936. — Comparution au greffe du Parlement de Michelle de Raily, femme de Jean de Buffévant, défenderesse « en cas de prétenduz excès » (23 juin 1540). — Arch. nation., X^{2a} 89.

937. — Citation à comparaitre devant le Parlement adressée à Jean Privé, Adam Chaudemanche et Germain Michau, prêtres, poursuivis à la requête de Pierre Beaufils, tuteur de Louis de Sainte-Maure, comte de Nesles et de Joigny, pour avoir malversé au « gouvernement et administracion de l'hostel-dieu, appelé l'hospital neuf, assis hors la ville de Joigny, près le pont de ladicte ville, fondé ledict hostel-dieu par les feuz contes de Joigny ». La Cour ordonne que l'archevêque de Sens et le supérieur de l'ordre de Saint-Augustin nommeront deux religieux dudit ordre pour réformer ledit hôpital et établir des statuts; que les biens de l'hôpital seront mis en la main du Roi et régis « par bons et notables bourgeois de ladicte ville de Joigny », qui pourvoiront à la célébration du service divin et à la réparation des bâtiments, et rendront compte chaque année de leur gestion par-devant les juges ordinaires du comté et les échevins de la ville (3 juillet 1540). — Arch. nation., X^{2a} 89.

938. — Acte de sa comparution au greffe du Parlement donné à Edme Champlin, appelant du bailli de St-Maurice-Thizouaille, contre Nicolas Blosset, écuyer, seigneur dudit lieu de Saint-Maurice (15 juillet 1540). — Arch. nation., X^{2a} 89.

939. — Dénombrement par Philibert Le Bourgoing, écuyer, seigneur de Grésigny et de Beauvilliers en partie, de ses possessions [en Morvan]. Il tient : 1^o du Roi, la quarte partie de la seigneurie de Beauvilliers, d'un revenu de 7 l. 10 s. t.; « la terre, justice et seignorie de Poillechien en franc alleu, laquelle peult valoir chacun an en censives, ou environ, III s. III d. t. »; la quarte partie de la terre, justice et seigneurie de Montchanin, d'un revenu de 60 s. t.; 2^o du comte de Charny, « sa terre, justice et seignorye de Soilly-lèz-Montchamps, en toute justice haulte, moyenne et basse, laquelle peult valloir... envyron III l. t.; 3^o de M. de Chastellux, la seigneurie de Raily, d'un revenu de 25 l. t.,

mais qui est hypothéquée de 920 livres; 4^e de M. de Presles, la seigneurie de Grésigny, d'un revenu de 25 l. ; 5^e de M. de Ragny diverses terres, « avec une mothe », sises en la justice de Ragny, qui rapportent annuellement environ 60 l. t., mais sont engagées à reméré au Chapitre collégial d'Avallon pour 140 livres (16 juillet 1540). — Arch. de Seine-et-Oise ; fonds du comté de Charny.

940. — Réception à juger du procès par écrit d'entre Pierre de Chenu, écuyer, et sa femme Marguerite de Saultour, veuve de Guillaume de Sennevoy, et Huguette de Saultour, veuve de Helyon Le Vaincre, seigneurs et dames de Ravières, appelants d'une sentence du grand maître des eaux et forêts, d'une part, et les habitants de Ravières, représentés par Nicolas Leprince et Didier Matherat, intimés, d'autre (21 juillet 1540). — Arch. nation., X^{2a} 89.

941. — Comparution au greffe criminel du Parlement de Jean de Buffévant, écuyer, seigneur de Chaumont-sur-Yonne (23 juillet 1540). — Arch. nation., X^{2a} 89.

942. — Citation à comparaitre à divers, poursuivis à la requête de Gabriel Desmoulins, curé de Perreux (26 juillet 1540). — Arch. nation., X^{2a} 89.

943. — Rémission au profit de Jehan de Lompré, sergent au bailliage de Sens. Revenant de Villeneuve-la-Donnagre et passant par le Petit-Paris, en la paroisse de Fouchères, il s'arrêta dans ce hameau pour prendre son repas. Il s'y trouva à table avec Nicolas Lefebvre, « homme noisif, grand regnieur et blasphémateur du nom de Dieu, craint et redouté en tout le pays parce qu'il estoit coustumier regnier et blasphemer Dieu et baptre chacun sans cause et raison ». A la suite d'une discussion, comme Nicolas Lefebvre blasphémait, « ledit Lefebvre par les deux bras le prist en cas de present jurant, blasphémant et regniant le nom de Dieu, et le constitua prisonnier » de par le Roi. Mais Lefebvre tira son poignard et, aucun des assistants n'osant prêter main-forte au sergent, celui-ci dut dégainer son épée ; dans la lutte Lefebvre eut le corps traversé d'un coup d'épée, dont il est allé « de vie à trépas » (Paris, juillet 1540). — Arch. nation., JJ 253 ², n° 189.

944. — Lettre de rémission en faveur de Bernard de Jarre, « jeune gentilhomme », de Domats. S'étant rendu à Courtoin pour

savoir de son cousin, le seigneur de l'Aulnay, quand il partirait « pour aller a sa monstre », il cheminait « son épée au costé, comme il a coustume porter, et une rondelle, comme font ordinairement la plus part des gentilhommes du pays quant ils vont dehors » ; quelques-uns de ses serviteurs et de ses amis qui l'accompagnaient avaient leurs arbalètes, pour tirer aux oiseaux dans les bois que traverse la route de Domats à Courtoin. Or ils rencontrèrent en cet équipage Gillet Pineau, « homme vagabont, querelleux et noisif, faulx monnoyeur publicq », qui avait autrefois menacé ledit Bernard de Jarre et « l'avait guetté, l'arbaleste bandée ». « Viez cy celluy qui m'a guetté l'arbaleste bandée avec les bourbons ! », cria Bernard à ses compagnons ; en même temps, comme l'autre s'élançait vers lui, il l'atteignit d'un coup d'épée. Il lui proposa alors de le mener à Domats, où il le ferait « habiller », parce qu'il n'y a point de barbier à Courtoin. Mais, une fois « habillé » par Jacques Rolland, barbier à Domats, « ledict Pyneau s'en retourna audict village de Courtoyn, ou il auroit trois sepmaines vescu et mené la lubricque et meschante vye qu'il menoit auparavant, en jouant à la boulle, beuvant et mangeant aux tavernes, sans vouloir mettre eaue en son vin, sans se vouloir faire panser et médicamenler ny suivre le conseil des barbiers et cyrurgiens » ; et ainsi est-il mort d'un coup qui n'était cependant point mortel. Le Roi, en accordant sa grâce, a égard à ce que Bernard de Jarre l'a servi « es armées dernièrement dressées tant à Thurin, Fossain, Therouenne que autres lieulx de Picardye ». (Paris, juillet 1540). — Arch. nation., JJ 253 ², n° 191

945. — Arrêt du Parlement portant que parmi les biens de Jean de Bousseval, écuyer, seigneur de Villiers-les-Hauts, confisqués au profit du Roi, les biens meubles et « perissables » seront incessamment vendus au plus offrant et dernier enchérisseur » (2 août 1540). — Arch. nation., X^{2a} 89.

946. — Requête de Jean Le Boulenger, « prebstre, curé de Perreux », poursuivi à la requête de Gabriel Desmoulins, tendant à ce que les pièces de son procès soient adressées à l'archevêque de Sens, devant lequel le Parlement a prononcé son renvoi (26 août 1540). — Arch. nation., X^a 89.

947. — Assignation à comparaître devant les Grands-Jours de Moulins à Jean Fouchot, prévôt de Charny pour Nicolas Danjou, seigneur de Maizières et de Charny (14 octobre 1540). — Arch. nation., X^{2a} 90.

248. — Comparution au greffe criminel du Parlement de Jean Pinot, bailli de Tonnerre (20 octobre 1540). — Arch. nation., X^{2a} 89.

249. — Hommage au Roi par Jean de La Chesnaye, secrétaire du Roi, pour 400 l. t. de rente assises sur la seigneurie de Villethierry et à lui vendues par Jacques de Poisieu, seigneur de Valery (Paris, 27 oct. 1540). — Arch. nation., P 14, n° 290.

250. — Comparution au greffe criminel du Parlement de Michelle de Railly, femme de Jean de Buffévant, écuyer, seigneur de Chaumont-sur-Yonne (15 novembre 1540). — Arch. nation., X^{2a} 91.

251. — Lettres de François 1^{er} portant que Sébastien de Vésigneux jouira de la moitié de la seigneurie d'Uzy et Serée (1), indivise entre lui et Charles, Louis et François Aux Espaulles, fils de Jacques Aux Espaulles, seigneur de Pisy, et de Marie de Chastellux, à qui la moitié de la dite seigneurie avait été assignée en dot par Philippe et Louis de Chastellux. Des bornes fixeront la part de chacun (27 novembre 1540). — Arch. de Chastellux ; original.

252. — Citation à comparaître devant le Parlement, adressée à Jean de Bousseval, écuyer, seigneur de Villiers-les-Hauts et de Nuits (27 novembre 1540). — Arch. nation., X^{2a} 91.

253. — Supplément d'enquête ordonné par le Parlement dans le procès d'entre les frères et sœurs de l'hôpital de Tonnerre, appelants du bailli de Sens, et Antoine Le Bascle et Guillaume de Bethoulat, écuyers, seigneurs d'Argenteuil, intimés (13 déc. 1540). — Arch. nation., X^{2a} 91.

254. — Elargissement accordé à Pierre et Hervé du Pé, sei-

(1) Les limites de la seigneurie d'Uzy sont ainsi fixées dans l'acte : « tenant d'une part a la riviere de Chore et aux seigneurs de l'abbaye du dit Chore, d'autre part aux seigneurs de Pierre Perthuis, tirant aussi en affruntant sur la seignorie du Grand Ylan que tient de présent le seigneur du Mont, a cause de sa feue femme descendue dudit Chastellux, d'autre en droict a la terre d'Osche appartenant au Chappitre d'Avalon et d'autre part a la terre et seignorie de Villeurbain et de la Grange a l'Oysellot appartenant audit exposant [Sebastien de Vezigneul], et des aultres pars aux usaiges d'Avalon ».

gneurs de Tannerre, jusqu'à ce que leur procès puisse être jugé. Empêchés de comparaître précédemment en raison de leur service auprès du Roi, ils ne peuvent maintenant faire vider leur procès par suite de l'absence du rapporteur, Pierre Brillart, « de present en la ville de Meleun pour les affaires dont la Court est assés advertie » (16 déc. 1540). — Arch. nation., X^{2a} 91.

955. — Lettres de rémission en faveur de Martin Chevreau, prêtre à Voisines. Un jour de septembre 1539, après avoir dit sa messe, « il se délibéra d'aller veoir sa mere au lieu de Gallebault ou elle demeure et, pour seureté de sa personne, print son épée qu'il mist soubz sa robbe, ainsi qu'il a accoustumé de faire quant il va sur les champs, hors le bourg ». Arrivé à Galbau, il apprit qu'un habitant du lieu chargeait un tombereau du fumier d'une maison lui appartenant. Il se rendit vers le voleur, qu'au cours de la querelle il tua d'un coup d'épée (Fontainebleau, déc. 1540). — Arch. nation., JJ 254, n° 386.

956. — Assignation à comparaître adressée à Jean et Claude de Beaujeu, écuyers, et aux seigneurs de Montigny, Michery et Villiers, pour répondre aux informations faites à la requête de Jean Le Normant, écuyer, seigneur de Jaulges (Geaulges) (21 février 1541). — Arch. nation., X^{2a} 91.

957. — Rémission accordée à « Paule Demillan », serviteur du seigneur d'Essay, lieutenant en la « bande » du prince de la Rochesur-Yon, coupable d'un meurtre, commis à Auxerre, à la suite duquel il s'est retiré en l'église des Jacobins, « lieu d'immunité ». (Paris, février 1541). — Arch. nation., JJ 255², n° 50

958. — Arrêt du Parlement condamnant par contumace Louis et Nicolas de Buffévant, fils de Jean, meurtriers des trois enfants de Pierre Nérondel, marchand à Chaumont-sur-Yonne. Ils feront amende honorable « au parquet et auditoire d'icelle court », seront trainés sur une claye depuis la Conciergerie jusqu'au pilori, puis décapités ; leurs corps, « mis en quatre quartiers, seront portez et penduz a huict potences hors les principales portes de ceste ville de Paris et leurs testes mises et affixées au bout de deux lances qui pour ce faire seront mises et dressées sur les deux principales portes dudict Chaumont » ; leurs biens seront confisqués, « estans en pays ou confiscacion a lieu », et 1500 livres en seront distraites

pour servir d'indemnité à Pierre Néronnel (19 mars 1541). — Arch. nation., X^{2a} 91.

959. — Réception à juger du procès par écrit d'entre Louise de La Baume, dame de Seignelay, appelant du bailli d'Auxerre, et Louis d'Etampes, chevalier seigneur de la Ferté-Imbault, intimé (19 mars 1541). — Arch. nation., X^{2a} 91.

960. — Confirmation par le Parlement de la sentence du prévôt de Villeneuve-le-Roi à l'encontre d'une femme, coupable « d'avoir gecté son filz du hault du portail de la tour Barbe estant sur les ponts dudict Villeneuve-le-Roi en la riviere d'Yonne, par une fenestre dudict portail ». Elle sera trainée sur une claye depuis les prisons de Villeneuve jusqu'au pont où elle a commis son crime; ramenée sur ladite claye jusqu'à la chapelle « de la Vierge Marie estant devant l'église dudict Villeneuve », elle fera là amende honorable, sera pendue sur la place du marché et de là portée au « signe patibulaire dudict lieu » (23 mars 1541). — Arch. nation., X^{2a} 91.

961. — Vente par Louis de Chastellux, moyennant 500 livres tournois, à Christophe d'Igny, écuyer, seigneur de Rizaucourt, fils de Jacqueline de Vésigneux, représenté par Sébastien de Vésigneux, son oncle, « de la quarte partye, dont les quatre font le tout, de la terre et seignourye d'Usy, en tous droictz de justice haulte, moyenne et basse, et tant en hommes, femmes, cens, rentes, coustumes, tierces, cires, gelines, boys que aultres droictz quelconques, partans par indivis aux aultres troys quars, appartenans assavoyr les deux audit acheteur et l'autre au vendeur » (1) (2 mai 1541). — Arch. de Chastellux; original.

962. — Lettres de rémission en faveur de Jehan Huot, « natif de Sermizelles en Bourgogne, a present demourant a Nitry, bailliage de Sens », coupable de meurtre; ledit Huot devra « aulmosner » la somme de 100 s. t. (Paris. mai 1541). — Arch. nation., JJ 255², n° 164.

963. — Rémission au profit de Jacques Daugé, « forestier de la forest de Rageuse » pour le cardinal de Bourbon, archevêque de

(1) Ladite seigneurie « chargiée du droict de fief envers qui ne seay, pour ce que suis nouveauul tenementier, et m'est ladite terre advenue par le partage faict avec mes freres, et crois tenir ladicte terre de franc aleu ».

Sens, qui se rendant de ladite forêt à Villeneuve-l'Archevêque avait été attaqué à Coulours et avait tué son agresseur ; Daugé devra aumôner 100 s. t. aux religieuses de l'*Ave Maria*, à Paris (Paris, août 1541). — Arch. nation., JJ 255 ², n° 249.

364. — Lettres de rémission en faveur de Nicolas Loys, écuyer, « demourant a Sormery, au bailliage de Troyes ». Etant allé avec ses frères, François et Pierre, aux bois de Sormery, « esquelz boys ils ont droict de usaige et de chauffaige », pour en ramener les porcs de Jean Loys, leur père, et « tirer aux pigeons ramiers et aultres oiseaux sauvages par maniere de passe-temps », ils y firent la rencontre de Félix Pillavoine, homme de mauvaise réputation, qui « avoit tenu les champs et mangé le bonhomme », et de Pierre Auflart, qui était « couvert d'un hallectret d'armes ». Ces derniers dispersèrent le troupeau de porcs que conduisait Nicolas Loys ; une rixe fut évitée à ce moment, mais elle éclata quand les frères Loys, entrés pour se désaltérer dans la maison de Jean Fenet, procureur du seigneur de Sormery, y trouvèrent Pillavoine et Auflart ; Pillavoine, blessé à la cuisse, mourut quelque temps après, « faulte de bon et prompt apareil et gouvernement » (Paris, sept. 1541). — Arch. nation., JJ 255 ², n° 276.

365. — Arrêt du Parlement agréant la requête de Jean Pinot, bailli de Tonnerre, par laquelle, « actendu que jà par cinq foys il auroit esté eslargy et tous jours comparu aux jours a luy assignez, a gros fraiz, sans pouvoir avoir aucune expedition, pour les gros procès desquelz ladicte court estoit lors chargée comme encores est de présent, il requiert estre derechef eslargy partout, jusques a tel temps qu'il plaira a ladicte court ordonner ». Elargissement lui est accordé jusqu'au lendemain de Quasimodo (13 nov. 1541). — Arch. nation., X^{2a} 92.

366. — Comparution au greffe du Parlement de Olivier Petit, prêtre, appelant, comme de juge incompetent, de la sentence de « prinse de corps contre luy decernée par le maire de la justice de St-Aubin-Chasteauneuf pour les doien, chanoines et chappitre de l'eglise cathedrale S. Estienne de Sens » (16 nov. 1541). — Arch. nation., X^{2a} 92.

367. — Dénombrement fourni par Alexandre de Damas, écuyer, seigneur en partie de Saint-Léger de Foucheret et de Corvignot, à Philippe Chabot, comte de Buzançais et de Charny, amiral de

France, de ce qu'il tient dans la mouvance du comté de Charny : « audict Sainct Ligier de Foucheret environ troys ou quatre mailles d'hommes pour le présent ; et croissent les diz hommes et descroissent et quant bon leur semble ils demeurent soubz le Roy ou le seigneur de Villernou, conseiller dudit saint Ligier » ; un étang, deux quartiers de bois ; les tailles de St-Léger et de Corvignot, qui montent à 10 francs 4 gros ; les cens, d'un revenu de 40 sols : « et doibvent les diz héritaiges, tant taillables que censables, quant ilz se vendent, pour les lodz, six blans pour fruit » ; quelques tierces ; « item touz les manans et habitans dudit Saint Ligier et Corvinot, estans de la seigneurie dudit Damas, escuier, doibvent chacun an une poulle au jour de Noël ; item les diz hommes dudit Damas, escuier, audict Saint-Léger et Corvinot en toute justice haulte, moyenne et basse, sont de mainmorte et de serve condition » (20 novembre 1541). — Arch. de Seine-et-Oise ; fonds du comté de Charny.

968. — Acte donné à Thévenot du Deffand, écuyer, seigneur dudit lieu, de sa comparution au greffe criminel du Parlement (23 nov. 1541). — Arch. nation., X^{2a} 92.

969. — Comparution au greffe du Parlement de Guillaume Séguenot, prêtre, vicaire de l'Isle, appelant de l'ajournement personnel contre lui décerné par le châtelain de l'Isle-sous-Montréal (5 déc. 1541). — Arch. nation., X^{2a} 92.

970. — Appel au Parlement d'une sentence du prévôt d'Auxerre, à l'encontre de Claude Rabutin, « maistre des haultes œuvres du bailliage d'Aucerre », intimé (17 déc. 1541). — Arch. nation., X^{2a} 92.

971. — Conflit de juridiction entre les religieux et abbé de Quincy, ordre de Cîteaux, comme seigneurs de Quincerot, et Adrien Letors, « prétendu juge criminel pour le bailli de Tonnerre au siege de Crussy-le-Chastel » (20 déc. 1541). — Arch. nation., X^{2a} 92.

972. — Lettres de sauvegarde en faveur du Chapitre d'Auxerre (Fontainebleau, déc. 1541). — Arch. nation., JJ 255 ¹, n° 254.

973. — Comparution au greffe du Parlement de Nicolas Prévostat, marchand à Bouilly, au bailliage de Sens, appelant d'une sentence du bailli d'Auxerre, comme de juge incompetent (2 janv. 1542). — Arch. nation., X^{2a} 92.

974. — Citation à comparaitre devant le Parlement adressée à divers, poursuivis à la requête de Thomas Jourdain, prieur de Venizy (26 janv. 1542). — Arch. nation., X^{2a} 92.

975. — François 1^{er}, à l'occasion de sa « première joyeuse et nouvelle entrée » en la ville d'Auxerre, accorde rémission à « Jehan Destuel, escuyer, autrement dict de Rechignevoisin », archer des ordonnances du Roi, de la compagnie du duc de Montpensier, coupable d'un meurtre à Irancy, où il se trouvait en garnison (Paris, janv. 1542). — Arch. nation., JJ 255 ¹, n° 214.

976. — Création à Lucy-le-Bois d'un marché le samedi de chaque semaine et de trois foires annuelles qui se tiendront le jour St-Pierre d'août, le jour de St-Claude en septembre et le jour de Sainte-Catherine (Paris, janvier 1542). — Arch. nation., JJ 255 ¹, n° 217.

977. — Conversion en bannissement perpétuel du royaume de la peine capitale prononcée contre Perrette Figueulle par le bailli de Vézelay (4 févr. 1542). — Arch. nation., X^{2a} 92.

978. — Défaut accordé à Antoine Le Bascle et Guillaume Béthoulat, écuyers, seigneurs d'Argenteuil (18 févr. 1542). — Arch. nation., X^{2a} 92.

979. — Hommage au Roi par Jean Le Normant, seigneur de Beaumont-le-Bois, Granges en partie et Vincelottes, de ladite seigneurie de Vincelottes, au comté d'Auxerre (Paris, 24 févr. 1542). — Arch. nation., P 14, n° 292.

980. — Opposition par Savinien Misée, écuyer, seigneur de Bracy, à l'entérinement des lettres de rémission obtenues par Raymond de Seurrat (11 mars 1542). — Arch. nation., X^{2a} 92.

981. — Hommage au Roi par Jean de Rambures, seigneur de Rambures et de Gournay, échançon du Roi, maître des eaux et forêts de Picardie et de Ponthieu, pour la châtellenie de Courtenay, mouvant de la grosse tour de Sens, et la baronnie de Champignelles, mouvant de la châtellenie de Villeneuve-le-Roi, lesdites seigneuries advenues audit de Rambures par son mariage avec Françoise d'Anjou, comtesse de Dammartin (Paris, 14 mars 1542). — Arch. nation., P 14, n° 293.

983. — Arrêt du Parlement portant que, avant de commencer le procès intenté par Pierre Nérondel à Jean de Buffévant et sa femme Michelle de Railly, « la question sera baillée a ladicle de Railly, telle qu'elle la pourra endurer, pour en icelle scavoir la verité par sa bouche des cas a elle imposez » (21 mars 1542). — Arch. nation., X^{2a} 92.

983. — Nouvel élargissement de Jean Pinot, bailli de Tonnerre, jusqu'au lendemain de la Nativité Notre-Dame (29 mars 1542). — Arch. nation., X^{2a} 92.

984. — Arrêt du Parlement déclarant « Picrre Nerondel, ses enfans, héritiers et successeurs, exempts de la justice et juridiction de Jean de Buffévant et sa femme, a eulx appartenant a cause de la seigneurie de Chaulmont-[sur-Yonne] » (30 mars 1542). — Arch. nation., X^{2a} 92.

985. — Elargissement de Jean de Buffévant et de Michelle de Railly, sa femme, « par ceste ville et forsbourgs de Paris seullement », sous la caution de 2000 livres fournie par Jean Bachelier, huissier au Parlement (8 avril 1542). — Arch. nation., X^{2a} 92.

986. — Foi et hommage de la terre de Maligny prêtés par Jacques Cornu, comme procureur de Louise de Vendôme, veuve de François de Ferrières, chevalier, seigneur de Maligny, « tant en son nom que comme ayant la garde noble de Edme, Béralde, Christine, Jehanne et Claude de Ferrières », ses enfants, mineurs, et par Louis de Ferrières, seigneur de Maligny, fils aîné dudit François, en son nom et en ceux de son frère, Jean, étudiant en l'Université de Poitiers, et de deux de ses sœurs, religieuses. Jacques Cornu et Louis de Ferrières se présentent à la maison du bailli de St-Florentin, Gilles Raoul, qui leur répond qu'il n'a point qualité pour recevoir leur hommage. Ils se transportent alors au château, « ou illec ilz ont demandé a haulte voix s'il y avoit aucune personne qui eust puissance de mon dict seigneur [Guy, comte] de Laval [et Rethel, vicomte et seigneur de Saint-Florentin], de recepvoyr d'eulx les dictz foy et hommage ». Aucune réponse ne leur étant faite, Jacques Cornu et Louis de Ferrières, « après avoir dessaincté son espée et osté ses esperons, nues testes et a genoux, ont fait a mon dict seigneur de Laval les dictz foy et hommage d'icelle seignorye de Malligny, ... baisans en signe de ce, chascun en son regard, l'une des pierres de la muraille dudict chastel » (19 avril 1542). — Arch. d'Epoisses.

987. — Comparution au greffe du Parlement de « Pierre Treil-lault, demourant a Pons-sur-Yonne, commissaire commis avec Jehan Hemon a lever la munition des gens de guerre logez a Pont-sur-Yonne », appelant d'une sentence du bailli de Sens (26 avril 1542). — Arch. nation., X^{2a} 92.

988. — Arrêt du Parlement, rendu après informations prises à la requête des religieux de Sainte-Colombe de Sens, à l'encontre de François de Quinquampoix, « vicaire general de ladite abbaye », portant que l'abbaye sera réformée, « tant au chef que aux membres », et que, pour opérer ladite réforme, l'archevêque de Sens « baillera vicariat a deux bons peres reformateurs, sans prejudice toutes foys de l'exemption desdictz abbé et religieux. » L'abbé de Sainte-Colombe, Jean d'Ancezune, consignera au greffe du bail-liage de Sens la somme de 100 livres en vue de la réforme et, en cas de refus, le temporel de l'abbaye sera saisi « jusques a ce que ladite reformation soit faicte, parfaicte et parachevée » (13 mai 1542). — Arch. nation., X^{2a} 93.

989. — Réformation d'une sentence du prévôt de Villeneuve-le Roi, condamnant Jean Croisier « a estre battu et fustigé, la corde au col, par les quatre carrefours du lieu de Villeneuve-le-Roi, a jour de marché, et avoir une des aureilles couppee », au bannissement perpétuel hors du royaume et à la confiscation des biens. Le Parlement condamne Croisier « a estre mené es galleres du Roy et en icelles demourer par le temps et espace de trois ans comme forsaire dudict seigneur » (17 mai 1542). — Arch. nation., X^{2a} 93.

990. — Procès entre Vincent Le Moule et François de Ferrières, « chevalier, seigneur dudict lieu et de Sainct-Denys sur Ouenne » (19 mai 1542). — Arch. nation., X^{2a} 93.

991. — Hommage à « Nicolas d'Anjou, comte de Saint-Fergeau, baron de Meszieres, seigneur de Perreuze et des pays de Puisaye », par René de Laval, comte de Retthel et de Lavedan, baron de Donziois, seigneur de Saint-Verain-des-Bois, pour le fief de la rivière d'Yonne « depuis le pont de Cravant jusques au pont d'Auxerre », relevant de la châtellenie de Perreuse (Donzy, 21 mai 1542). — Arch. de Bellombre.

992. — Arrêt du Parlement réduisant à un écu, « pour l'honneur et reverence de la très sainte feste de Penthecoste », l'a-

mende de 6 livres parisis à laquelle Pierre Cochery a été condamné envers le seigneur de Fleurigny (27 mai 1542). — Arch. nation., X^{2a} 93.

993. — Prorogation du délai accordé à Jean de Buffévant, seigneur de Chaumont-sur-Yonne, pour représenter au Parlement ses deux enfants, Louis et Nicolas. D'un certificat de Martin du Bellay, gouverneur de Turin, en date du 27 avril 1542, il résulte que Louis et Nicolas de Buffévant étaient alors à Turin, au service du Roi (5 juin 1542). — Arch. nation., X^{2a} 93.

994. — Arrêt du Parlement condamnant Pierre Picoche, maire de Cravant, et autres habitants dudit lieu, les uns à faire amende honorable devant l'église paroissiale de Cravant, les autres à une amende de 120 livres parisis envers le Chapitre d'Auxerre, seigneur dudit lieu. Les condamnés devront assister « nues testes et debout a la prononciation de l'arrest, qui sera faicte en l'auditoire du bailliage d'Auxerre, a jour de plaictz ordinaires », et ne plus « faire assemblées illicites, monopoles ne commotion de peuple » (10 juin 1542). — Arch. nation., X^{2a} 93.

995. — Arrêt du Parlement condamnant Jean de Buffévant, seigneur de Chaumont-sur-Yonne, et sa femme, à une amende de 100 livres envers le Roi et à une amende de 800 livres envers Pierre, Claude et Simon Nérondel. En outre les héritiers de Nérondel sont déclarés exempts de la juridiction de Jean de Buffévant et placés sous la sauvegarde du Roi ; ils « procederont par devant le plus prochain juge royal dudict lieu de Chaulmont » (21 juin 1542). — Arch. nation., X^{2a} 93.

996. — Transaction entre Jean Le Bourgoing, seigneur de Faulin, et Jean Robillot, curé de Lichères, « sur ce que ledit Bourgoing prétendoit estre seigneur utile et direct dudit Lichères et qu'il n'y avoit que lui qui avoit droit de lever cens en ladicte paroisse, comme seigneur foncier ». Le curé abandonne 4 sous 2 deniers de cens qu'il percevait à Lichères, en échange de diverses pièces de terre (10 juillet 1542). — Invent. des titres de Faulin.

997. — Procès entre Barbe de Sainte-Maure, veuve d'Antoine de Dinteville, chevalier, et Jeanne de Herland (?), veuve de Nicolas

(1) Voy. X^{2a} 93, 26 octobre.

de Sainte-Maure « seigneur et baron de Mazy » (1), au sujet du testament de ce dernier (11 juillet 1542). — Arch. nation., X^{2a} 93.

999. — Réception à juger du procès par écrit d'entre Marceau Lamy, appelant du bailli d'Auxerre, et Etienne de Douhet, « trésorier, chanoine et official de Vezelay » (20 juillet 1542). — Arch. nation., X^{2a} 93.

1000. — Défaut accordé à Antoine Le Bascle, seigneur en partie d'Argenteuil, et à Jeanne Le Bascle, veuve de Guillaume de Béthoulat (29 juillet 1542). — Arch. nation., X^{2a} 93.

1000. — Confirmation par le Parlement d'une sentence du prévôt de Vermenton, condamnant « a estre pendue et estranglée » une femme dudit lieu, pour infanticide (1^{er} août 1542). — Arch. nation., X^{2a} 93.

1001. — Elargissement de Pierre Lecueur, poursuivi à la requête de Charles Blosset, écuyer, seigneur de Saint-Maurice-Thizouaille (8 août 1542). — Arch. nation., X^{2a} 93.

1002. — Elargissement de Michelle de Railly « jusques au lendemain de la Saint Remy prochainement venant, pour aller au lieu de Chaulmont faire vente de ses biens et heritaiges jusques a la concurrence des sommes et condamnacions, contre elle et Jean de Buffevant, son mary, adjudgées par arrest de ladicte court » (2) (14 août 1542). — Arch. nation., X^{2a} 93.

1003. — Procès entre Nicolas Dangu, évêque de Séczy, prieur de l'Enfourchure, et Pierre Goriot (19 août 1542). — Arch. nation., X^{2a} 93.

1004. — Condamnation des habitants de la Chapelle-Flogny à payer à Elion de Mailly, seigneur de Fleurigny, 80 livres de domages-intérêts (19 août 1542). — Arch. nation., X^{2a} 93.

1005. — Elargissement de Jean Henrion, poursuivi à la requête de Louise de la Baume, dame de Seignelay (29 août 1542). — Arch. nation., X^{2a} 93.

(1) Voy. aussi 15 juillet, *ibid.*

(2) Voy. arrêt du 21 juin 1542, n° 995.

1006. — Comparution en greffe du Parlement de Jean Pinot, bailli de Tonnerre (12 sept. 1542). — Arch. nation., X^{2a} 93.

1007. — Réception à juger du procès d'entre divers, appelants du bailli de Sens, et Catherine de Villiers, veuve de Pierre de Crévecœur, écuyer (19 septembre 1542). — Arch. nation., X^{2a} 93.

1008. — Comparution au greffe criminel du Parlement de Louis Plantey, laboureur au Metz (Meey l'abbesse), paroisse de Domats, appelant du prévôt du Bignon (24 oct. 1542). — Arch. nation., X^{2a} 93.

1009. — Elargissement de Marceau Lamy, détenu ès prisons d'Auxerre en vertu d'une sentence du bailli d'Auxerre, rendue à la poursuite d'Etienne Douhet, prieur de Bois-d'Arcy (24 oct. 1542). — Arch. nation., X^{2a} 93.

1010. — Nomination de Michel Violeau, « praticien à Paris », à la charge de « messaiger juré de la ville, bailliaige. ressort et juridiction de Sens » (26 oct. 1542). — Arch. nation., X^{2a} 93.

1011. — Arrêt du Parlement portant que la condamnation à diverses amendes prononcée contre Jean de Buffevant et Michelle de Railly ne préjudicie point à l'arrêt rendu le 19 mars 1540, par lequel les enfants dudit Buffévant, Louis et Nicolas, ont été condamnés par contumace à être décapités (30 oct. 1542). — Arch. nation., X^{2a} 93.

1012. — Arrêt du Parlement portant que, sur les 480 livres consignées par Georges de Clermont, « escuyer, seigneur de la Selle-Saint-Cir en Champagne », entre les mains de Nicole Malon, greffier criminel du Parlement, 80 livres seront délivrées à Etienne Canto, huissier (16 nov. 1542). — Arch. nation., X^{2a} 94.

1013. — Comparution au greffe criminel du Parlement de Jean Gros, « cuysinier en la maison de la dame de Maligny » (18 nov. 1542). — Arch. nation., X^{2a} 94.

1014. — Procès entre Amisse Coquart, « maistre de forges » et Jean de la Rivière, écuyer, seigneur dudit lieu (23 nov. 1542). — Arch. nation., X^{2a} 94.

1015. — Arrêt du Parlement portant que M^e Guy le Courtois et ses « complices » seront interrogés par deux conseillers sur le contenu de l'enquête faite à la poursuite de Richard le Maréchal, « docteur en théologie, chanoine et trésorier de l'église de Sens » (2 déc. 1542). — Arch. nation., X^{2a} 94.

1016. — Comparution au greffe criminel du Parlement de Simon Naulot, « prevost fermier des exploictz et amendes de Dreue » (Druyes), appelant d'une commission des élus de Gien ou de leurs commis à Clamecy (11 décembre 1542) — Arch. nation., X^{2a} 94.

1017. — Ajournement devant le Parlement de François Morin, poursuivie à la requête de Jacques Jazu, procureur du Roi en l'élection de Tonnerre (29 déc. 1542). — Arch. nation., X^{2a} 94.

1018. — Ajournement devant le Parlement de Claude d'Ancienville, chevalier, trésorier de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, commandeur de Launay, pour répondre aux informations faites à la requête de Charles Le Clerc, écuyer, seigneur de Fleuri-gny (15 janvier 1543). — Arch. nation., X^{2a} 94.

1019. — Comparution au greffe du Parlement d'un habitant de « Cudot près Courtenay », appelant d'une sentence de Pierre le Lasseur, soy disant juge dudict Cudot en la seigneurie de Saint Phalle » (15 janv. 1543). — Arch. nation., X^{2a} 94.

1020. — Mandement à Jean Pinot de se constituer prisonnier au lendemain de Quasimodo, pour répondre au procès criminel à lui intenté par Oger Le Vuyt, procureur du comté de Tonnerre, « pour certaines instigations, subornations et intimidations de tesmoins et aultres malversations » (20 janv. 1543). — Arch. nation., X^{2a} 94.

1021. — Comparution au greffe criminel du Parlement de Mathieu Chasnée, laboureur à Chamelard, appelant du bailli de Sens (25 janv. 1543). — Arch. nation., X^{2a} 94.

1022. — Réformation par le Parlement d'une sentence du prévôt de Sens à l'encontre de Cyron, vefve de feu Jacques Montacher, dict Tranche-Galette, poursuivie « pour les actes de maquerelle par elle faictz de la personne tant de Jehanne sa fille que d'autres

filles de joye, prises par icelle Cyron ès maisons communes dudict Sens et menée en sa maison... pour y malverser et abuser de leurs corps..., au grand détriment de la république et scandale commun ». Outre la peine du fouet par les carrefours, le prévôt avait prononcé le bannissement perpétuel hors de la prévôté et la confiscation des biens. Le Parlement condamne « ladicte Cyron a estre battue et fustigée, nue, de verges par trois divers jours, ayant la corde au col et ung chapeau de paille sur sa teste, et estant lyée et attachée au derrière d'un tombereau, par les carrefours et lieux pour ce accoustumez en la ville de Sens » ; le bannissement perpétuel hors de la prévôté est réduit à trois ans ; la confiscation des biens est annulée. Quant à la fille de Cyron, « la Cour ordonne que les prisons luy seront ouvertes et luy enjoingt de doresnavant se contenir honnestement et se retirer avec son mary » (9 fév. 1543). — Arch. nation., X^{2a} 94.

1023. — Comparution au greffe criminel du Parlement de Jean Rameau, sergent royal au bailliage de Sens, appelant d'un décret de prise de corps contre lui décerné par Pierre Brancion, lieutenant du prévôt de Chablis, et de l'emprisonnement de sa personne fait par un sergent royal à Chablis et M^e Louis Caillaud, « conseiller en ladicte court [du Parlement de Paris], president es enquestes d'icelluy grand prevost de Chablies » (27 févr. 1543). — Arch. nation., X^{2a} 94.

1024. — Ajournement devant le Parlement de Claude d'Ancienville, commandeur de Troyes et de Launay, Cleriade d'Ancienville, Edme de Railly, seigneur de la Loge près Troyes, et Philippe de Courtenay, pour répondre à l'enquête faite à la demande de Charles Le Clerc, écuyer, seigneur de Fleurigny, fils de François Le Clerc, chevalier, en son vivant bailli de Sens. Ils étaient précédemment en procès avec Charles Le Clerc « pour raison du trouble fait audict Claude d'Ancienville par Jehan le Clerc, en couppant ou faisant couper ung posteau et signe de justice mis par ledict d'Ancienville audict lieu de Fleurigny » (28 févr. 1543). — Arch. nation., X^{2a} 94.

1025. — Procès entre Michel Garnier et Richard de Saint-Phal, écuyer, seigneur de Cudot, prenant la cause de Pierre le Lasseur, son juge en la prévôté de Cudot (6 mars 1543). — Arch. nation., X^{2a} 94.

1026. — Confirmation par le Parlement de la sentence du bailli

d'Auxerre à l'encontre d'Etienne Michau, accusé d'avoir tenu « des propos scandaleux, erronez et contre la sainte foy catholique ». Michau est condamné « à faire amende honorable devant la principale porte de l'église parrochiale du lieu de Perly, estant piedz et teste nudz et en chemyse, tenant en ses mains une torche de cire ardent, du poix de deux livres, et illec cryer et demander mercy et pardon a Dieu, aux saintz et saintes du Paradis, au Roy et a justice, et a se desdyre des propos et parolles par luy dictes et proférées contre la sainte foy catholicque ; ce faict, estre battu et fustigé nud de verges par ung jour de marché audict lieu de Perly » ; en outre Michau est banni pour trois ans du bailliage d'Auxerre (10 mars 1543). — Arch. nation., X^{2a} 94.

1037. — Renvoi devant le bailli de Meaux, ou son lieutenant à Provins, des informations faites à la requête de Charles Le Clerc, seigneur de Fleurigny, « escuyer, pannetier ordinaire du duc d'Orléans », contre Claude d'Ancienville, commandeur de Launay (10 mars 1543). — Arch. nation., X^{2a} 94.

1038. — Requête de Jean Pinot, bailli de Tonnerre, tendant à être élargi jusqu'à ce que son procès soit en état de juger et à ce que défense soit faite à Oger le Vuyt de ne plus présenter requête à fin de comparution personnelle (7 avril 1543). — Arch. nation., X^{2a} 94.

1039. — Réception à juger du procès d'entre Jean Miné et Claude d'Aulnay, écuyer, seigneur d'Arcy (9 avril 1543). — Arch. nation., X^{2a} 94.

1040. — Comparution en personne au greffe criminel du Parlement de Jean Pinot, bailli de Tonnerre (17 avril 1543). — Arch. nation., X^{2a} 94.

1041. — Réception à juger du procès par écrit d'entre Caillot, appelant du prévôt de Sens, et Etienne Chevalier, « maire de Veron pour le doyen et chappitre de Sens », intimé (2 mai 1543). — Arch. nation., X^{2a} 95.

1042. — Renvoi devant le prévôt de Saint-Florentin du procès criminel de Colin de Fontenay et sa femme, appelants d'une sentence dudit prévôt, par laquelle il avait été ordonné qu'ils « seroient mis et estendus en torture et question extraordinaire, pour advoer et respondre par leur bouche » du crime dont ils étaient inculpés (8 mai 1543). — Arch. nation., X^{2a} 95.

1033. — Ordonnance de soit-communié à Amissé Coquart et Adrien Ravillon, maîtres de forges, de l'interrogatoire de Jean de la Rivière, seigneur dudit lieu, poursuivi à leur requête (1^{er} juin 1543). — Arch. nation., X^{2a} 95.

1034. — Arrêt du Parlement condamnant Jean de la Rivière, pour voies de fait à l'égard d'Amissé Coquart et Adrien Ravillon, à 40 livres parisis d'amende envers le Roi et aux frais du procès ; « et n'entend ladite Court que pour raison des condamnacions mentionnées en ce présent arrest, ledict de la Rivière encoure aucune note d'infamye » (13 juin 1543). — Arch. nation., X^{2a} 95.

1035. — Comparution au greffe du Parlement de « Loys de Meleun, escuyer, seigneur du Buignon et de la Loupvetière », appelant du bailli de Sens comme de juge incompetent (18 juin 1543). — Arch. nation., X^{2a} 95.

1036. — Transaction entre Marie d'Albret, duchesse de Nivernais, d'une part, François le Bourgoing, doyen de Nevers et Jean le Bourgoing, écuyer, son frère, d'autre part, au sujet de la basse justice de Faulin, octroyée le 14 avril 1483 par le comte de Nevers à Jean et Claude le Bourgoing, et que les successeurs de ces derniers ont étendue abusivement sur la justice de Lichères. Les limites de la justie de Faulin sont fixées avec précision ; elle relèvera en plein fief du château de Châtel-Censoir, ainsi que diverses autres terres, jusque-là tenues allodialement par les seigneurs de Faulin (27 juin 1543). — Inventaire des titres de Faulin.

1037. — Elargissement de Louis de Melun, en considération de ce que, « au moyen de la multitude des causes desquelles la court [de Parlement] est chargée », il ne pourra avoir de longtemps expédition de son procès. Il devra se rendre dans la huitaine à toute convocation de la Court *sub pena convicti*, faire élection de domicile à Paris et notifier le présent arrêt d'élargissement au procureur général du Roi et aux parties adverses (28 juin 1543). — Arch. nation., X^{2a} 95.

1038. — Ajournement devant le Parlement de Charles Blosset et ses « complices », poursuivis à la requête de Claude Hacquenin, veuve de Nicolas Blosset (7 juillet 1543). — Arch. nation., X^{2a} 95.

1039. — Annulation de l'appel interjeté par Jean Gautier, praticien à Auxerre, d'une sentence de Philibert Boucher, lieutenant en la prévôté dudit lieu (14 juillet 1543). — Arch. nation., X^{2a} 95.

1040. — Réception à juger du procès d'entre divers habitants de Passy, d'une part, Georges et Théode de Mandelot, écuyers, seigneurs dudit lieu, d'autre part (26 juillet 1543). — Arch. nation., X^{2a} 95.

1041. — Arrêt du Parlement à l'encontre de Simon Dasnières, « agé de seize ans, pour raison de plusieurs propos erronez, scandalleux et hereticques, par luy dictz et proferez contre l'honneur de Dieu et des Saintz du Paradis ». La Cour condamne Dasnières, « actendu sa jeunesse, a soy desdire desdictz propos par luy dictz, en la présence des quatres tesmoins contre luy examinez au procès, et ce faict estre battu de verges par ung regent, par forme de discipline seulement, en la presence de son pere et desdictz tesmoins. Et lui enjoinct la dicte Court de bien vivre en la sainte foy catholicque et religion chrestienne, sur peine de pugnicion corporelle. Et n'entend ladicte Court, pour raison de ladicte condamnation, que ledict prisonnier n'encoure aucune notte d'infamie » (3 août 1543). — Arch. nation., X^{2a} 95.

1042. — Requête de Pierre Mida, de Tonnerre, tendant à ce qu'information soit faite à l'encontre de Oger Le Vuyt, procureur au comté de Tonnerre, qu'il accuse de subornation de témoins. Le Parlement ordonne que, dans les trois jours, le dit Mida nomme les témoins par lesquels il entend prouver les faits par lui allégués; ces témoins seront examinés *ex officio*, à la requête du procureur général du Roi (4 août 1543). — Arch. nation., X^{2a} 95.

1043. — Procès entre Germain Lauverjat, « maistre chirurgien et barbier de la ville d'Auxerre, ou nom et comme lieutenant du premier barbier du Roi », d'une part, et Mathieu Defresne, appelant d'une sentence du prévôt d'Auxerre, confirmée par le bailli dudit lieu. Le procureur général du Roi, joint à Lauverjat, requiert que, « actendu qu'il est question du bien public et interest de la republique, deffences soient faictes audit Dufresne de tenir boutique ou ouvrouer du mestier de barbier en ladicte ville d'Auxerre, ne y faire aucune entremise ou exercice dudict estat, jusques a ce qu'il

ait esté deuement examiné par les maistres barbiers jurez dudict estat et mestier audict Auxerre, suyvant l'ordonnance sur ce faicte par le Roy ». Conformément à la réquisition du procureur général, le Parlement arrête que l'interdiction, prononcée par le prévôt d'Auxerre à l'égard de Defresne, aura force pendant la durée de la cause d'appel (27 août 1543). — Arch. nation., X^{2a} 95.

1044. — Elargissement de Pierre Simon, religieux profès de Saint-Eusèbe d'Auxerre, ordre de Saint-Augustin (31 août 1543). — Arch. nation., X^{2a} 95.

1045. — Réception à juger du procès d'entre Gilles de Barville, archidiacre de Sens, et François Billart, procureur au bailliage dudit lieu (4 sept. 1543). — Arch. nation. X^{2a} 95.

1046. — Comparution au greffe du Parlement de Tristan de Hémary, écuyer, seigneur de Sergines, appelant d'une sentence du lieutenant du bailliage de Montargis (10 sept. 1443). — Arch. nation., X^{2a} 95.

1047. — Comparution au greffe du Parlement de Gilles le Gaige, prêtre, appelant comme d'abus d'une sentence du bailli de Maligny pour dame Louise de Vendôme, veuve de François de Ferrières, seigneur de Maligny (12 septembre 1543). — Arch. nation., X^{2a} 95.

1048. — Réformation par le Parlement d'une sentence du bailli de Joigny condamnant à être pendu Bastien Gautier, meurtrier d'un prêtre d'Aillant. Le coupable voit sa peine commuée en celle des galères à perpétuité, « a la charge que, s'il est trouvé hors d'icelles après y avoir esté mis, sera pendu et estranglé sans aultre forme ne figure de procès » (13 septembre 1543). — Arch. nation., X^{2a} 95.

1049. — Arrêt du Parlement accordant à Benoit de Colffy, prévôt des maréchaux du comté d'Auxerre, un délai pour comparoir devant la Cour (22 septembre 1543). — Arch. nation., X^{2a} 95.

1050. — Mandement d'appréhender Louis de Ferrières, écuyer, seigneur de Maligny, et ses complices, pour répondre aux informations faites à la requête de la veuve Thierry Hennet (20 octobre 1543). — Arch. nation., X^{2a} 95.

1051. — Elargissement de Louis Lemaire, marchand à Auxerre, appelant du bailli dudit lieu, qui l'a condamné « pour raison du crime d'heresie ». La Cour lui enjoit de ne plus tenir « aucuns propos scandaleux contre l'honneur de Dieu et de la sainte foy et religion chrestienne », et de comparaître devant le Parlement dès qu'il y sera mandé (25 octobre 1543). — Arch. nation., X^{2a} 95.

1052. — Elargissement de Léonard Leroy, de Sépeaux, appelant du refus par les officiers de Toucy de le renvoyer devant le prévôt de Paris, seigneur de Nantouillet et de Sépeaux, dont il est justiciable (21 novembre 1543). — Arch. nation., X^{2a} 96.

1053. — Comparution en personne au greffe criminel du Parlement de Paris de Nicolas de Valdemercy, écuyer, seigneur en partie de Vinneuf (1). (1^{er} décembre 1543). — Arch. nation., X^{2a} 96.

1054. — Le Parlement, après information confiée à Pierre Champenois, sergent au bailliage de Sens, commue en bannissement temporaire hors de la prévôté de Chablis la peine capitale prononcée pour vol par le prévôt dudit Chablis à l'encontre de Jean Hervey (7 décembre 1543). — Arch. nation., X^{2a} 96.

1055. — Mandement d'appréhender, même en lieu saint, Nicolas Langlois, soi-disant maitre d'hôtel de Marguerite de Vêlu, dame de Vallery, poursuivi à la requête des commissaires « au régime et gouvernement des terres et seigneuries de Poujon et aultres appartenans » à ladite dame (7 décembre 1543). — Arch. nation., X^{2a} 96.

1056. — Réception par le Parlement de Pierre Toullier, à « l'estat et office de messaigier du comté de Tonnerre, pour apporter tous et chacuns les sacs, procès, enquêtes, informations et autres pièces et procédures closes et scellées qu'il conviendra apporter en ladite court; auquel Toullier icelle court enjoit de mettre les sacs, procès, enquestes, informations et autres procedures en celluy des greffes de ladite court qu'il appartiendra sitost qu'il sera arrivé en ceste ville de Paris, sur peine de dommaiges et interests des parties, en baillant préalablement par ledict Toullier caution suffisante » (19 décembre 1543). — Arch. nation., X^{2a} 96.

(1) Voy. aussi 4 mars 1544 (X^{2a} 96).

1057. — Renvoi devant le bailli de Sens du procès intenté par « maistre Pierre Pillon, demeurant à Crussy-le-Châtel », contre Michel Jolyn (20 décembre 1543). — Arch. nation., X^{2a} 96.

1058. — Elargissement de Guillaume Perrot, « crocheteur et gaingne denier, natif de Foueissy, paroisse de Saint-Pere près Vezelay », prisonnier en la Conciergerie du Palais à Paris pour crime d'hérésie. Il lui est enjoint de ne tenir « aulcunes parolles scandaleuses contre l'honneur de Dieu, de la sainte religion chrestienne, constitucions et tradicions de notre Saincte Eglise » (24 décembre 1543). — Arch. nation., X^{2a} 96.

1059. — Procès entre Claude Haquenin, veuve de Nicolas Blosset, en son vivant seigneur de Saint-Maurice-Thizouaille, Pierre Blosset, écuyer, Jean Blosset, chanoine de Lisieux, Antoine et Roger Blosset, Humberte Blosset femme de Robert de Chaillon, seigneur d'Etrizy, et Madeleine Blosset, veuve de René de Maucourt, tous enfants de Nicolas, d'une part, et Guillaume Lavollé, d'autre part (8 janvier 1544). — Arch. nation., X^{2a} 96.

1060. — Annulation de l'appel de Jean Miné, appelant du bailli d'Auxerre à l'encontre de Claude d'Aulnay, écuyer, seigneur d'Arcy (21 janvier 1544). — Arch. nation., X^{2a} 96.

1061. — Confirmation par le Parlement de la sentence du prévôt des Escharlis condamnant « a estre pendu et estranglé au signe patibulaire dudict Eschalis », Jean Gaudin, inculpé du rapt d'une servante (24 janvier 1544). — Arch. nation., X^{2a} 96.

1062. — Réformation par le Parlement de la sentence capitale prononcée par le bailli d'Auxerre contre Guiney Normant, « pour raison des larcins et sacrilieges commis en l'église de Nitry ». La Cour condamne ledit Normant « a estre battu et fustifié nud de verges par trois divers jours par les carrefours dudict Nitry, ayant la corde au col, a avoir l'oreille droite couppee », au bannissement perpétuel hors du royaume et à la confiscation de ses biens (26 janvier 1544). — Arch. nation., X^{2a} 96.

1063. — Elargissement de Henri Baudont, poursuivi à la requête du procureur du Roi au bailliage d'Auxerre pour crime d'hérésie (26 janvier 1544). — Arch. nation., X^{2a} 96.

1064. — Réformation par le Parlement d'une sentence du

lieutenant du bailli de Donziois au siège d'Etaiis, portant que la torture serait appliquée à Martin Robedeau, coupable d'homicide. Le Parlement condamne le meurtrier à demeurer pendant cinq ans ès galères, « comme forsaire » (1^{er} février 1544). — Arch. nation., X^{2a} 95.

1065. — Réception à juger du procès par écrit d'entre Nicolas d'Anjou, comte de Saint Fargeau, et Robert Bellouys, notaire à Mézilles, prisonnier ès prisons de Saint-Fargeau (29 février 1544). Arch. nation., X^{2a} 96.

1066. — Procès entre Guillaume Fauche, bourgeois de Villeneuve-le Roi, appelant du bailli de Sens, anticipé, et François de Montmorency, seigneur de Thorey, anticipant (6 mars 1544). — Arch. nation., X^{2a} 96.

1067. — Désignation de Philippe Boucher, « enquesteur ès bailliage et prevosté d'Auxerre », pour recevoir les dépositions des témoins cités par Jean de la Rivière, dans son procès contre Coquart et Adrien Ravillon, maitres de forges (8 avril 1544). — Arch. nation., X^{2a} 96.

1068. — Réception à juger du procès par écrit d'entre Pierre Compagnon et Michel de Castres, seigneur de Michery (24 avril 1544). — Arch. nation., X^{2a} 96.

1069. — Assignation à comparaître devant le bailli d'Auxerre à Philippe de Chastellux, pour voir décider si le four banal et les bourgeoisies de Bazarnes relèvent de lui ou de la baronnie de Toucy. Cette assignation est décernée à la requête de Jean Berthier, seigneur de Bazarnes, qui en appelle de la saisie du four et des bourgeoisies, faite au nom de Philippe de Chastellux pour « faulte de foy et hommaige, droictz et devoirs non faicz et denombrement non baillé » (23 mai 1544). — Arch. de Chastellux ; original.

1070. — Rachat au nom de François d'Orléans, duc de Longueville, seigneur d'Epoisses, donataire de feu Jeanne de Hochberg, duchesse douairière de Longueville, par Antoinette de Bourbon, duchesse de Guise, et Claude de Lorraine, duc de Guise, tuteurs dudit François d'Orléans, de la terre et seigneurie d'Athie, vendue à reméré au chapitre d'Avallon, le 2 mai 1532 (Voy. n° 808).

Le rachat est consenti par Philippe de Bèze, Michel Billy, Jacques Fabry, Claude Ducosmeau, Jean Vaillant, Edme Villain, Germain Prévostrier, Pierre Droynet, Martin Dupin, tous chanoines d'Aval-lon, moyennant le versement par Pierre Musnier, châtelain d'E-poisses, d'une somme de 2.300 livres (10 nov. 1544). — Arch. d'Epoisses.

1071. — Procès entre Louis de Laduz, écuyer, appelant du bailli d'Auxerre, anticipé, et Jean de Lenfernât, écuyer, seigneur de la Mothe de Prunoy (20 nov. 1544). — Arch. nation., X² 97.

1072. — Comparution en personne au greffe du Parlement, de Germain Surienne, « escuyer, cappitaine de Crussi-le-Chastel » (26 novembre 1544). — Arch. nation., X² 97.

1073. — Délai accordé à Jean Le Normant, écuyer, seigneur de Beaumont et de Jaulges, pour supplément d'information dans son procès avec Philippe Juissart, soi-disant curé de Jaulges (13 déc. 1544). — Arch. nation., X² 97.

1074. — Elargissement de Nicole Gibier, avocat au bailliage de Sens, et Claude Dauphigny, receveur des deniers communs de ladite ville, poursuivis à la requête d'Etienne Le Lasseur. Ils devront comparaître devant la Cour, dès que leur procès sera en état d'être jugé (22 déc. 1544). — Arch. nation., X² 97.

1075. — Injonction à Nicolas de La Mothe, écuyer, appelant du bailli de Sens, de se rendre prisonnier en la conciergerie du Palais, pour ester à droit dans son procès avec Louis de Launoy, écuyer, seigneur de Molinons (23 déc. 1544). — Arch. nation., X² 97.

1076. — Assignation à Jean Le Normant, écuyer, seigneur de Beaumont et de Jaulges, à comparaître devant le Parlement pour y répondre aux informations faites par la Cour à la requête de Valentin Maistre et de Thibaut Ponce, prévôt de Saint-Florentin (1) (23 déc. 1544). — Arch. nation., X² 97.

1077. — Réception par le Parlement à la charge de messenger juré de Sens et Villeneuve-le-Roi, de Pierre Bourgeois, ancien messenger ordinaire de la ville de Tonnerre, auquel les greffiers de

(1) Voy. aussi 18 février 1545, *ibid.*

Sens et Villeneuve-le-Roy devront « bailler et délivrer incontinent et sans delay les procès par escript, charges, informations, enquêtes et autres pièces, et procedures qu'il conviendra apporter par devers ladicte Court ». (8 janvier 1545). — Arch. nation., X^{2a} 97.

1079. — Délai pour comparoir accordé à Guillaume Pellissier, aumônier ordinaire du Roi, évêque de Montpellier, abbé des Echarlis, requérant l'entérinement d'une requête auquel s'opposent les parties adverses, Etienne Gobert, écuyer, et le procureur général du Roi, demandeurs en cas d'excès (20 janvier 1545). — Arch. nation.. X^{2a} 97.

1079. — Annulation par le Parlement de la sentence du juge de la châtellenie de Villefolle, prononçant le bannissement de Germain Debourges et la confiscation de ses biens au profit des seigneurs de Villefolle (23 janvier 1545). — Arch. nation., X^{2a} 97.

1080. — Confirmation par le Parlement d'une sentence du prévôt de Villeneuve-l'Archevêque, ordonnant que la question et la torture seraient appliquées, avant qu'elle fût pendue, à Joachime Ravyon, pour connaitre d'elle ses complices dans le meurtre de son mari (24 janvier 1545). — Arch. nation., X^{2a} 97.

1081. — Renvoi devant le bailli de Sens du procès d'entre François Thiboust, prieur commendataire de Sainte-Vertu, et les religieux de Pontigny (1) (31 janv. 1545). — Arch. nation., X^{2a} 97.

1082. — Réception à juger du procès par écrit d'entre la femme de Jean de Louvain, écuyer, capitaine de Saint-Valérien, appelant du bailli de Sens, et Louise de La Ronce (2) (11 février 1545). — Arch. nation., X^{2a} 97.

1083. — Réception à juger du procès par écrit d'entre Pierre Goriot et Claude de Lenfernat, seigneur de Villevallier (5 mars 1545). — Arch. nation., X^{2a} 97.

1084. — Hommage au Roi par Jean Michau et Louis Henriet, du quart du fief dit de la Tour jolie, assis à Coulanges sur-Yonne (Paris, 6 mars 1545). — Arch. nation , P 14, n° 295.

(1) Voy. 19 mars 1545, *ibid.*

(2) Voy. 17 mars 1545, *ibid.*

1085. — « La Court [de Parlement], advertie par le procureur general du Roy, que en la ville de Sens et ès envyrans d'icelle y a plusieurs personnes infectées de blasphemés et heresies contre l'honneur de Dieu et du Saint-Sacrement de l'autel, de la religion chrestienne et des tradicions de notre mere sainte Eglise, contre lesquelz n'a esté aucunement informé ne procedé a la facture et perfection de leurs procès, selon et ensuivant l'edict sur ce faict par le Roy, a ordonné, ordonne et enjoinct aux bailly et prevost de Sens ou a leurs lieutenans et autres officiers royaux audict lieu de eulx informer dilligemment, secretement et bien desdictz blasphemateurs, heretiques et lutheriens, et au substitut dudict procureur general du Roy audict Sens de administrer tesmoings qui sachent deposer desdictz blasphemés et heresies, faire et parfaire les proces extraordinaires de ceulx qui se trouveront coupables et, lesdictz procès instruire, faiz et parfaiz, les renvoyer avec les delinquans prisonniers par devers ladicte Court,.. le tout sur peine de suspension des offices royaux et d'amende arbitraire a la discretion de ladicte Court » (27 mars 1545). — Arch. nation., X^{2a} 97.

1086. — Procès entre Etienne Debrye, marchand à Auxerre, naguère tuteur des enfants de feu François Liger, seigneur de La Celle, et de feu Marguerite de Bruillart, d'une part, et Louis de Matz, écuyer, seigneur de Villiers-Vineux, Gabrielle de Matz, femme de Jean de Courcelles, seigneur de Messon, héritiers de Gaston de Matz, en son vivant seigneur de Villiers-Vineux, d'autre part (1^{er} avril 1545). — Arch. nation., X^{2a} 97.

1087. — Comparution au greffe du Parlement de Jean Brosset, de Villeneuve-les-Genêts, « intimé, contre le conte de Saint-Fergeau, seigneur dudit lieu et de Villeneuve les Genestz, prenant la cause pour les officiers audict lieu » (2 avril 1545). — Arch. nation., X^{2a} 97.

1088. — Comparution au greffe du Parlement de François Moret, seigneur en partie de Malay-le-Roi (27 avril 1545). — Arch. nation., X^{2a} 97.

1089. — Commutation en la peine des galères perpétuelles de la sentence de mort prononcée par le « maieur de Gigny » contre Lupien Pompon, manouvrier audit lieu, reconnu coupable d'un meurtre et « espion du seigneur duc de Guyse » (6 mai 1545) — Arch. nation., X^{2a} 99.

1090. — Elargissement de Jean Collinot condamné par Jean Guisot, barbier à Vézelay, soi-disant lieutenant du prévôt des maréchaux, à avoir la langue percée et à être étranglé. En même temps Jean Guisot est cité devant le Parlement pour répondre à l'accusation d'avoir usurpé un titre qu'il n'a pas (7 mai 1545). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1091. — Informations faites à la requête de Avoye de Montyeulx, abbesse de La Pommeraye, contre Madeleine de Herouet, « commise au gouvernement de ladite abbaye ». Injonction est faite à ladite de Herouet, « de garder, observer et entretenir les statuz et ordonnances, selon la reformacion des Peres reformateurs d'icelle » (13 mai 1545). — Arch. nation., X^{2a} 99.

1092. — « La Court,.... congnoissant la premiere et principale partie de la justice devoir estre employée en l'honneur de Dieu et conservation de la religion chrestienne et foy catholique de ce royaume très crestien et extirpation des heresies qui encomencent de repuller en ce dict royaume plus avant que jamais, mesmement, ainsi qu'elle est deuement advertye, ès villes de Meaulx et de Sens, et qu'il estoit necessaire et besoing y obvier promptement, a commis et comect pour aller en ladite ville de Sens, le plus promptement et diligemment que faire se pourra, maistres Jehan Corbin et Jacques Leroux, conseilliers du Roy en ladite Court, et pour aller en ladite ville de Meaulx maistres Nicole Sanguin et Christophe Demarle, aussi conseilliers du Roy en icelle; ausquelz et a chascun d'eulx elle a donné et donne pouvoir exprès et mandement special de illec informer contre tous ceulx qui seront entachez de la secte et heresie lutherienne et, l'information faicte, les decretter d'adjournemens personnelz et prinse de corps selon l'exigence des cas » (22 mai 1545). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1093. — Nouveau délai pour comparoir accordé à Guillaume Pellissier, évêque de Montpellier et abbé des Echarlis, présentement « occupé pour les affaires du Roy » (9 juin 1545). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1094. — Procès entre Claude de Prye, veuve de Claude de Saint-Maure, chevalier, comte de Joigny, et Guillaume Bouron, avocat au Parlement (23 juin 1545). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1095. — Comparution personnelle au greffe criminel du Parlement, de Guillaume Pellissier, abbé des Echarlis (25 juin 1545). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1096. — Comparution au greffe criminel du Parlement de divers, poursuivis à la requête de Raoul Hurault, prieur de Saint-Martin-du-Tertre-lez-Montereau (26 juin 1545). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1097. — Evocation devant le Parlement du procès examiné par le bailli de Sens d'entre Michel Jolin et Pierre Pithou (27 juin 1545). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1098. — Elargissement provisoire dans les limites de la ville de Paris de Colombe Calabre, femme de Nicolas Lenoir, sergent royal au bailliage de Sens, inculpé de « propos scandaleux et erronez, proferez contre l'honneur de Dieu, des Saintz et Saintes de Paradis, de la sainte foy et religion crestienne, constitucions et tradicions de notre mere Sainte Eglise ». Nicolas Calabre, procureur à Sens, se porte garant de sa sœur (2 juillet 1545). — Arch. nation., X^{2a} 38.

1099. — Arrêt du Parlement absolvant du crime d'hérésie Colombe Calabre et Anne Le Hongre et condamnant, pour le même crime, Jean de La Chambre et Marion, servante de Jean Masle, « a assister chacun d'eulx a une grande messe parrochiale qui seront dictes et celebrées a diacre et soubz diacre a deux divers jours de dimanche ou aultre feste solennelle en deux parroisses de la ville de Sens, desquelles lesdictz Jehan de La Chambre et Marion sont parroissiens, eulx respectivement estlan a genoulx et nue teste quant audict de La Chambre, tenans chacun d'eulx un cierge de cire ardent, du poix chacun d'une livre de cire, lesquelz ilz seront tenuz porter et presenter a l'offrande de chascune desdictes messes. Et fait ladite Court inhibicions et defenses auxdictz de La Chambre et Marion de plus a l'advenir eulx trouver ne converser avec gens suspectz d'heresie, ne avoir livres en leur possession reprouvez par la Faculté de theologie et ne eulx trouver en assemblées, conventicules ne lieux suspectz d'heresie avec gens soustenans erreurs et faulses doctrines, sur peine de feu » (2 juillet 1545). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1100. — Arrêt du Parlement à l'encontre de Nicolas Berturault, dit Pot-de-Beurre, « libraire et mercier, natif de Rochefort près Bonnelles », trouvé porteur à Sens de livres hérétiques. Ledit Berturault sera conduit tête et pieds-nus, en chemise, depuis les prisons du bailliage de Sens jusqu'au parvis de la cathédrale où il

fera amende honorable, déclarant que « scandaleusement, seditieusement et temerairement, il a dict et proferé plusieurs propos scandaleux et erronez contre l'honneur de Dieu » ; puis les livres dont il a été trouvé porteur seront brûlés en sa présence et, après avoir été fustigé, la corde au col, un jour de marché, par les places et carrefours de Sens, il sera banni du royaume. La Cour défend en outre à tous les habitants de Sens de lire des livres suspects, « mesmement ceulx qui ont été censurez par la faculté de theologie » ; le catalogue des livres ainsi censurés sera placardé « aux posteaulx et lieux des places publiques audict Sens, ou l'on a accoustumé de mettre affiches et exploitz » et les détenteurs de ces livres devront, dans la huitaine, en faire le dépôt au greffe criminel du bailliage (9 juillet 1545). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1101. — Elargissement de Jean Coppé, praticien à Sens, prisonnier à la Conciergerie du Palais, trouvé possesseur de livres hérétiques. Injonction est faite audit Coppé de vivre dans l'orthodoxie ; il devra assister, en présence du bailli de Sens, ou de son lieutenant, en la chambre du Conseil du bailliage, au brûlement de ses livres, « sans que pour raison de ce ledict Coppé encoure note d'infamie » (1) (11 juillet 1545). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1102. — Requête de Guillaume Pellissier, évêque de Montpellier et abbé des Echarlis, tendant à obtenir, « actendu sa grande indisposition et maladie a luy survenue, tel temps et délai qu'il plairoit a la Court ordonner pour comparoir par devant les commissaires deputez par ladicte Court » (18 juillet 1545). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1103. — Requête présentée par frères Blaise Broué, Jehan de Chassy et Mathurin Courtin, religieux des Echarlis. Venus à Paris pour être confrontés avec Guillaume Pellissier, leur abbé, ils n'ont pu l'être à cause de la maladie de ce dernier et ils ont reçu l'ordre de réintégrer leur abbaye, « ce qu'ils n'osent faire, craignans estre maltraictez en ladicte abbaye ». Ils demandent donc qu'il soit enjoint par la Cour au prieur et aux autres officiers de l'abbaye de les traiter « comme freres et religieux de ladicte abbaye » (24 juillet 1545). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1104. — Elargissement d'Etienne Le Lasseur, greffier en chef de la prévôté de Sens et contrôleur pour le Roi des deniers com-

(1) Voy. X^{2a} 98, 15 juillet 1545.

muns de ladite ville, poursuivi sur l'accusation contre lui portée par Nicole Gibier, avocat au bailliage de Sens, et Claude Dauffigny, d'avoir chassé aux bêtes rousses en la forêt de Biere (1^{re} août 1545). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1105. — Elargissement de Jean de Beaujeu, chevalier, « seigneur de Chazeulx et de Geauges, gentilhomme de la maison du Roy » (3 août 1545). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1106. — Requête adressée au Parlement par divers prisonniers des prisons archiépiscopales de Sens, tendant à ce que leur procès, qui traîne depuis longtemps, soit instruit par l'official dans le délai de deux mois, et que le régime de la prison soit amélioré. Ils sollicitent « le pain archiépiscopal et l'eau freische deux foyes le jour, de la paille de quinze jours en quinze jours », et demandent que défense soit faite au geôlier de s'approprier les aumônes qu'ils pourraient recevoir des personnes charitables et de les « mettre en basse fosse sans ordonnance préalable de l'official » (8 août 1545). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1107. — Sursis à statuer sur l'appel de Guillaume Marchant, condamné à mort par le prévôt de Villiers-Saint-Benoît pour violences envers Catherine Tardy, jusqu'à ce qu'il soit informé « *ex officio*, par douze des prouchains voisins de ladicté Catherine, si ladicté Catherine et sa fille sont paillardes publiques et si en la maison de ladicté Catherine elle tient bordeau publique » (13 août 1545). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1108. — Suspension pendant deux ans de son office de juge de la prévôté de Vézelay prononcée contre Pierre Vernayne, coupable de l'emprisonnement arbitraire d'un insensé (27 août 1545). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1109. — Rejet de la requête de Pasquet Lelong, de Paroy-en-Othe, tendant à ce qu'il soit renvoyé comme clerc tonsuré devant son juge ecclésiastique, et confirmation de la sentence capitale prononcée contre lui pour deux meurtres par le prévôt de Brienon-l'Archevêque (28 août 1545). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1110. — Supplément d'enquête ordonné dans le procès instruit en juin précédent par Potentien Hodouart, conseiller au bailliage de Sens, « exerçant la jurisdiction dudict bailliaige en

l'absence du baillif de Sens et ses lieutenans » (31 août 1545). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1111. — Elargissement de Pierre de Lesconat, « escuyer, clerc tonsuré, prisonnier ès prisons de l'officialité d'Auxerre » (3 sept. 1545). — Arch. nation., X^{2a} 99.

1112. — Procès entre Jean Bouyn, marchand de bois à Paris, et Guyon de Certaines, prisonnier en la Conciergerie. Jean Bouyn réclame à de Certaines 1.000 livres de dommages intérêts à cause du meurtre de son neveu, « qui avoit servy l'espace de six ans ou plus ledict demandeur, entendoit et congnoissoit les challans, train de marchandise et trafficque d'icelluy demandeur qui ne pourra instruire de deux ans autre facteur si bien entendant et congnoissant ses negociation et trafficque » (3 sept. 1545). — Arch. nation., X^{2a} 99.

1113. — Demande d'élargissement par frère Guillaume Barabarot, religieux profès de l'abbaye des Echarlis, emprisonné au Châtelet, « sans charges et informations », sur une simple requête de Guillaume Pellissier, « en haine que ledict suppliant a poursuivy les abbys que commect ledict Pellissier et ses gens en ladicte abbaye ». La Cour ordonne le transfert du prisonnier au monastère des Bernardins de Paris (1) (5 sept. 1545). — Arch. nation., X^{2a} 99.

1114. — Elargissement de Guyonne Bachet, prisonnière ès prisons d'Auxerre pour injures proférées contre Claudine Caveau, femme de Nicolas Bargedé (19 septembre 1545). — Arch. nation., X^{2a} 99.

1115. — Réformation par le Parlement d'une sentence du prévôt d'Auxerre prononcée pour bigamie contre Claude Louvey. Le prévôt l'avait condamné « a estre pendu et estranglé aux fourches patibulaires de la ville d'Aucerre, ausquelles il seroit conduit, ayant en sa teste ung bonnet de papier ouquel seroient escriptz ces motz en grosses lettres : *« C'est pour avoir espousé deux femmes vivantes contre la religion crestienne »*. Le Parlement décide qu'il fera amende honorable devant la porte principale de l'église Saint-Loup d'Auxerre, où il devra « declairer que mal et indeue-

(1) Voy. aussi 19 septembre (*ibid.*).

ment il a espousé Claudine, fille de Jean Lange [boulangier à Auxerre], estant sa première femme encore vivante, et en ce faisant abusé du saint sacrement de mariage » ; le bigame est en outre banni pendant un an du bailliage d'Auxerre (6 octobre 1545). — Arch. nation., X^{2a} 99.

1116. — Le Parlement, vu le procès instruit par Potentien Hodouart, « plus ancien conseiller au bailliage de Sens », à l'encontre de Anne Blanchet, femme de Jean Masle, inculpée de propos hérétiques, enjoint à ladite Anne de vivre dans l'orthodoxie (20 octobre 1545). — Arch. nation., X^{2a} 99.

1117. — Sur informations faites à la requête de Claude d'Ancienville, commandeur de Launay et de Cerisiers, le Parlement condamne Antoine de Vernier, « escuyer, seigneur de Chasteaubon près Sens et demourant a Laly près dudict Sens, naguères maistre d'hostel du bailly de Sens, » reconnu coupable d'avoir, à la tête d'une bande d'aventuriers, pénétré par surprise dans la ville de Cerisiers, d'y avoir tué trois personnes, d'y avoir pillé et incendié plusieurs maisons, à faire amende honorable devant l'église dudit lieu, à payer une amende de 100 livres parisis au Roi et de 20 livres à chacune des veuves de ses victimes, aux frais du procès et au bannissement pendant cinq ans de la seigneurie de Cerisiers (24 octobre 1545). — Arch. nation., X^{2a} 99.

1118. — Citation à comparaître devant le Parlement décernée contre diverses personnes mentionnées dans l'information faite par Pierre de Bèze, bailli de Vézelay, à l'occasion du procès contre Isabelle d'Arces (29 octobre 1545). — Arch. nation., X^{2a} 99.

1119. — Hommage au Roi par Erard de Marbury, baron de Courson en partie, pour le tiers de ladite baronnie de Courson, à lui advenue par le décès de Hélène de Chastellux, sa mère (16 novembre 1545). — Arch. nation., P 14.

1120. — Réception à juger du procès par écrit d'entre Claude des Essarts, écuyer, seigneur de Saultour et Beugnon, appelant du bailli de Saint-Florentin, et Michel Montfilz, intimé (14 décembre 1545). — Arch. nation., X^{2a} 100

1121. — Hommage à Guy comte de Laval et Claude de Foix, sa femme, par Jean de La Boissière, écuyer, sieur de Chailly en partie, grand louvetier de France, au nom de Hilaire Raguiet, sa

femme, veuve en premières noces de Antoine Piédefer, sieur de Champlost et de Linant, pour ladite seigneurie de Champlost, mouvant de la vicomté de Saint-Florentin (29 janvier 1546). — Arch. nation., M 611.

1133. — Renvoi devant les requêtes de l'hôtel du procès d'entre Damien Quelin et Pierre de Bèze, « archer de la garde du corps du Roi », appelant d'un ajournement personnel décerné contre lui par les maîtres ordinaires des Requêtes de l'Hôtel (15 février 1546). — Arch. nation., X^{2a} 100.

1133. — Elargissement de Charlotte Pinon, accusée « par gens prins a poste, ses hayneux et malveillans », d'avoir tenu des propos hérétiques et détenue sur cette dénonciation, depuis huit mois, ès prisons d'Auxerre (20 février 1546). — Arch. nation., X^{2a} 100.

1134. — Réformation par le Parlement de la sentence du prévôt de Sens condamnant Antoine Robert, maréchal au faubourg d'Yonne, à Sens, coupable d'un meurtre, à être pendu et étranglé « en la place et pervys Saint Etienne » de Sens. Robert ira ès galères du Roi « pour en icelles demourer a perpetuité comme forsaire, a la charge que s'il eschappe ou evade d'icelles galleres, sera pendu et estranglé sans autre forme ne figure de procès » (20 février 1546). — Arch. nation., X^{2a} 100.

1135. — Arrêt du Parlement condamnant Jean Delestre, d'Auxerre, « pour raison des propos scandaleux et erronez dictz et proferez contre l'honneur de Dieu et de nostre mere Sainte Eglise », à faire amende honorable pendant la messe, en présence des officiers du bailliage (23 février 1546). — Arch. nation., X^{2a} 100.

1136. — Injonction à Charles Blosset, seigneur de Saint-Maurice Thizouaille, de se présenter devant le Parlement pour être confronté avec les témoins de sa partie, Louis de Laduz, seigneur de La Pommeraye. Au cours d'une précédente confrontation, en présence des commissaires du Parlement, ledit Blosset « se seroit prins a blaphemer et renyer le nom de Dieu, usant de menaces tant contre lesdictz commissaires que lesdictz tesmoins et faict telle insolence et scandalle.... que lesdictz commissaires auroient esté contrainctz cesser le negoce » (25 février 1546). — Arch. nation., X^{2a} 100.

1137. — Le Parlement, vu le procès criminel instruit par le bailli d'Auxerre à l'encontre de Jacqueline des Ruaulx, accusée d'hérésie, rend la délinquante à ses parents, attendu son jeune âge, « pour la chaslier, corriger et administrer de doresnavant se bien conduire et gouverner, sans plus tenir aucuns mauvais propos contre la foy catholique » (13 mars 1546). — Arch. nation., X^{2a} 100.

1138. — Réception à juger du procès par écrit d'entre Nicolas Veau, appelant du bailli d'Auxerre, et Antoine de Saint-Quentin, chevalier, seigneur de Fouronnes (27 mars 1546). — Arch. nation., X^{2a} 100.

1139. — Arrêt du Parlement condamnant André Jubelot, inculpé d'avoir tenu des propos hérétiques, à faire amende honorable devant l'église de Villeneuve-l'Archevêque (9 avril 1546). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1140. — Ordonné que Jean Brivet, prisonnier à la Conciergerie, inculpé d'hérésie, nommera dans les trois jours les témoins qu'il entend opposer aux témoins à charge (10 avril 1546). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1141. — Comparution au greffe du Parlement de Robert Boyvinet et Christophe Gilles, échevins de Tonnerre, anticipés, contre Oger Le Vuyt, procureur fiscal du comté de Tonnerre, anticipant (29 avril 1546). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1142. — Arrêt du Parlement condamnant Jean de Remigny, écuyer, seigneur de Gigny, à restituer à Pierre Claude Grognet les 200 livres de l'amende à laquelle ledit Claude a été injustement condamné par le « maieur » de Gigny (17 mai 1546). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1143. — Communication à Jeanne Le Hongre, veuve de Pierre Bochart, en procès avec Pierre de Chenu, « seigneur de Charentonnay », d'un procès-verbal à l'encontre de Louis Boucher, seigneur de Carisey (21 mai 1546). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1144. — Procès entre François de La Fontaine, lieutenant criminel au bailliage d'Auxerre, et Hélié Le Bryois, lieutenant particulier audit bailliage (22 mai 1546). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1135. — Procès entre Philbert Vaulteron, prévôt d'Auxerre, et François de la Fontaine, lieutenant criminel du bailliage (24 mai 1546). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1136. — Renvoi devant le bailli d'Auxerre du procès en matière d'excès, intenté accessoirement au principal par Jeanne Le Hongre, veuve de Pierre Bochart, ancien avocat au bailliage de Sens, Jacques Le Hongre et Lubin Maucourt, contre Pierre de Chenu, « seigneur de Charentonnay » et sa femme Avoye de Soilly, veuve de Louis Boucher (29 mai 1546). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1137. — Requête de Jean Hamart, prêtre commis à lever, pour l'hôpital du Mont-Saint-Bernard en Savoie, « les deniers provenant des aulmosnes des bonnes gens ès diocèses de Meaulx, Auxerre et Nevers », tendant à ce que, sur ces deniers, qui ont été saisis à la requête du procureur des Quinze-Vingts de Paris, une somme de 20 livres lui soit allouée pour vivre (5 juin 1546) — Arch. nation., X^{2a} 98.

1138. — Réception à juger du procès par écrit d'entre Pierre Maignan, chanoine et sous-chantre de Saint-Etienne d'Auxerre, et Jean Jullien (8 juin 1546). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1139. — Elargissement de Pierre de Lanvaux, seigneur de la Brosse (8 juin 1546). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1140. — Elargissement de divers « serviteurs et officiers » de Guillaume Pellissier, évêque de Montpellier et abbé des Echarlis, poursuivis à la requête « des religieux, prieur et couvent de ladite abbaye » et appelant, comme de juge incompetent, de l'ajournement personnel décerné contre eux par le bailli de Sens (10 juin 1546). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1141. — Réception à juger du procès par écrit d'entre Jean Delacourt, appelant d'une sentence définitive donnée par Girard Rémon, conseiller au bailliage d'Auxerre, en l'absence du lieutenant criminel et du lieutenant particulier dudit bailliage, et Claude d'Aulnay, écuyer, seigneur d'Arcy (21 juin 1546). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1142. — Information contre certains habitants d'Avrolles au sujet de l'exécution de l'arrêt donné le 1^{er} décembre 1543 par

Regnault Chevallier, lieutenant général au bailliage d'Auxerre, dans le procès pendant entre les habitants d'Avrolles et les religieux de Pontigny (31 juillet 1546). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1143. — Citation à comparaître devant le Parlement, décernée contre Jean de Cressensac dit Tuffin, prévôt des maréchaux de l'Auxerrois (14 août 1546). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1144. — Elargissement dans Paris de M^e Antoine Compagnon, notaire à Sens, poursuivi à la requête de Colombe Faron, épouse de Pierre Fortier (16 août 1546). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1145. — Citation à comparaître devant le Parlement décernée contre Roch Parceval, receveur des tailles en l'élection de Tonne-
renne, Jehan Cocquiot, receveur du magasin à sel et « une nommée Antoinette, fille de Pierre Parceval », inculpés de propos hérétiques. Une enquête est ordonnée sur la vie des inculpés, laquelle sera communiquée au procureur général du Roi et à « maistre Pierre Cathin, dénonciateur » (1). (31 août 1546). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1146. — Procès entre Jacques de Montery, avocat au Parlement, seigneur de Gisy-les-Nobles, demandeur en cas d'excès, et Jean de Castres, défendeur (7 septembre 1546). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1147. — Procès au sujet de la vente de cent arpents de bois par Jacques de Jaucourt, abbé de Pontigny (9 sept. 1546). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1148. — Confirmation de la sentence du lieutenant en la mairie de Saint-Florentin, portant que la torture et question extraordinaire seraient appliquées à Antoine Guenin, « pour savoir par sa bouche la vérité des larcins de brebis et moutons », en raison desquels il est poursuivi à la requête de Jean Stuard, seigneur de Fontaine-Géry (20 septembre 1546). — Arch. nation., X^{2a} 98.

1149. — Mandement d'appréhender, même en lieu saint, et de conduire ès prisons des Grandsjourns de Riom, Jean de Cressensac, soi-disant prévôt des maréchaux de l'Auxerrois, et ses complices, poursuivis à la requête de la duchesse de Nivernais (6 octobre 1546). — Arch. nation., X^{2a} 101.

(1) Ils comparaissent le 20 novembre 1546 (X^{2a} 102).

1150. — Réception à juger du procès par écrit d'entre François Gillet et le fermier « de la terre, justice et seigneurie de Bessy pour l'archediacre de Vezelay, seigneur dudict lieu » (24 novembre 1546). — Arch. nation., X^{2a} 102.

1151. — Mandement au bailli d'Auxerre de recevoir les dépositions des témoins du procès intenté contre Roch et Antoinette Parceval et Jean Cocquinot, de Tonnerre (9 décembre 1546). — Arch. nation., X^{2a} 102.

1152. — Arrêt du Parlement condamnant Jeanne Pied, poursuivie pour injures à la requête de Michel Berger, avocat à Sens, « a se desdyre en la présence dudict Berger et sa femme et de six telles personnes qu'il voudra choisir et eslire, en la chambre du Conseil de la prévosté de Sens, a huys cloz », et à des amendes de 40 sols envers le Roi et de 4 livres envers ledit Berger (11 décembre 1546). — Arch. nation., X^{2a} 102.

1153. — Procès entre Pierre Pinard et le cardinal de Bourbon, abbé de Vézelay (7 janvier 1547). — Arch. nation., X^{2a} 102.

1154. — Autorisation à Jean Boucher, chanoine de Sens, d'instruire seul le procès d'Antoine Leconte, prieur claustral de Sainte-Colombe de Sens. Il différerait cette instruction parce que, d'après un arrêt précédent du Parlement, elle devait être menée par deux commissaires désignés par l'archevêque de Sens, abbé de Sainte-Colombe ; or, l'autre commissaire, le chanoine François Maçon, a été récusé par Antoine Leconte (11 janvier 1547). — Arch. nation., X^{2a} 102.

1155. — Comparution au greffe du Parlement de Edme Cerveau, marchand à Tonnerre, appelant, comme de juge incompetent, de l'ajournement personnel contre lui décerné par Claude Genton, prévôt des maréchaux de France (17 janvier 1547). — Arch. nation., X^{2a} 102.

1156. — Arrêt du Parlement condamnant Robert Cabet, cordonnier à Auxerre, prisonnier en la conciergerie du Palais, coupable d'avoir tenu des propos hérétiques, à faire amende honorable, « piedz et teste nudz, en chemise, ayant la corde au col et tenant en ses mains une torche de cire ardant du poix de deux livres », devant l'église cathédrale d'Auxerre, à être battu de

verges par les carrefours de ladite ville, et au bannissement hors du bailliage pendant un an (20 janvier 1547). — Arch. nation., X^{2a} 102.

1157. — Le Parlement, vu le procès instruit par Ambroise Luillier, lieutenant criminel au bailliage de Sens, condamne l'hérétique Jean Langlois « a estre mené dedans ung tombereau depuis les prisons de Sens jusques au devant de l'église Saint Eslienne et lieu accoustumé a faire exécutions, et illec estre soubzlevé a une potence, a l'encontre de laquelle sera faict ung grant feu, et en icelluy estre ars et bruslé; et seront les livres, requeste (1) et chansons trouvez en sa possession ars et bruslez en sa présence audict feu ». Préalablement ledit Langlois « sera mis en torture et question extraordinaire pour savoir par sa bouche qui sont ses complices et la demourance d'iceulx ». « Et est retenu *in mente Curie* que si ledict Langlois ne persevere es dictz blaphemes et faict acte de bon chrestien, sera estranglé auparavant que d'estre bruslé; et où il voudra perseverer en iceulx blaphemes, luy sera couppé la langue au partir des prisons et bruslé vif » (22 janvier 1547). — Arch. nation., X^{2a} 102.

1158. — Autorisation à Claude des Essarts, écuyer, seigneur de Saultour et de Sormery, de faire prendre au corps, « a ses perilz et fortunes », Martin Lespagnol (25 janvier 1547). — Arch. nation., X^{2a} 102.

1159. — Elargissement de Hector de Blondeaux, écuyer, seigneur de Villefranche (29 janvier 1547). — Arch. nation., X^{2a} 102.

1160. — Requête du cardinal de Châtillon, abbé de Vaultuisant, tendant à ce que Guillaume Fortier, religieux de ladite abbaye, « lequel depuis sa profession a contracté mariage », soit réintégré en ladite abbaye, pour être procédé contre lui par le prieur claustral, « par correction et discipline reguliere selon l'exigence du cas ». Le Parlement fait droit à la requête et interdit aux parents de la femme du moine « de le recevoir ou recepter en leurs maisons » (1^{er} février 1547). — Arch. nation., X^{2a} 102.

1161. — Requête de Pierre Cattin, greffier en l'élection de Tonnerre, tendant à ce que l'arrêt du 9 décembre précédent, or-

(1) « Requeste intitulée *Aux saintz et fidelles Chrestiens*, recogneue et confessée par ledict Langlois icelle avoir dicté, escripte et signée de sa main ».

donnant l'audition de témoins dans le procès d'hérésie intenté contre Roch Parceval et autres, soit exécuté. Des différends entre Regnault Chevalier, lieutenant général, et Hélie Le Bryois, lieutenant particulier du bailliage d'Auxerre, en ont retardé l'exécution (9 février 1547). — Arch. nation., X^{2a} 102.

1163. — Procès entre Guillaume Barjot, substitut du procureur général du Roi à Mâcon, d'une part, Imbert de la Platière, seigneur de Bourdillon, et Claude de Damas, sa femme, veuve en premières noces de Gérard de La Madeleine, d'autre part ; ces derniers reprennent le procès commencé entre ledit Barjot et feu Odouard de La Madeleine, frère de Gérard (15 février 1547). — Arch. nation., X^{2a} 102.

1163. — Injonction aux bailli et prévôt d'Auxerre d'envoyer dans les trois semaines au Parlement, conformément à l'édit du Roi, les procès-verbaux des « ruines et démolitions » des hôpitaux « de la paroisse Saint Spire (Saint-Pierre-en-Vallée ?), Saint-Anthoine, Sainte-Catherine- [des-Aulx], Saint-Vigille et Saint-Cir » d'Auxerre, en même temps que la copie de leurs titres et les comptes des trois dernières années (25 février 1547). — Arch. nation., X^{2a} 102.

1164. — Citation à comparaitre devant le Parlement décernée contre Louis de La Borde, seigneur de Serin, et Claude de La Borde, son fils (28 février 1547). — Arch. nation., X^{2a} 102.

1165. — Entérinement des lettres de rémission obtenues par Jean Charlot, marinier, qui, logé à Auxerre à l'hôtellerie du *Coippeau*, avait au cours d'une rixe dans l'hôtellerie du *Renard*, tué Antoine Leconte (9 mars 1547). — Arch. nation., X^{2a} 102.

1166. — Réformation par le Parlement d'une sentence du bailli d'Auxerre à l'égard de Pierre Breschot, faux monnayeur. Le bailli avait ordonné que le coupable serait pendu aux fourches patibulaires d'Auxerre et que les coins et instruments trouvés en sa possession seraient rompus et brûlés, « en telle manière qu'il n'y ait plus de congnoissance ». Le Parlement, aggravant la sentence du bailli, condamne ledit Breschot, après avoir été étranglé, « a estre boullu en une grande chaudière plaine d'eaue boullant » qui sera placée « au grant marché public de ladicte ville d'Auxerre » ; le cadavre du supplicié sera ensuite « porté et pendu

aux fourches patibulaires dudict Auxerre » (11 mars 1547). — Arch. nation., X^{2a} 102.

1167. — Confirmation par le Parlement de la sentence du bailli d'Auxerre, portant que Guillaume Bridoin et Laurent Paillard « respondroient par leur bouche, en la torture et question, du faict et crime de faulce monnoye a eulx imposé ». « Et est retenu *in mente Curie* que si les dicts Bridoin et Paillard confessent en ladicte question ledict crime de faulce monnoye, ils ne pourront revocquer leur confession et seront condempnez a estre estranglez en une chaudiere plaine d'eau bouillante ; et où ils ne confesseront aucune chose en leur prejudice, ce neantmoins seront condempnez a assister a execution de mort de Pierre Breschot, leur complice, ce jourd'huy condempné a mort, et, ce faict, battuz et fustigez de verges, la corde au col, banniz a perpetuité et leurs biens confisquez. » (11 mars 1547). — Arch. nation., X^{2a} 102.

1168. — Ordonné qu'avant de procéder au jugement définitif du procès intenté contre Jean Bertrand, d'Auxerre, inculpé d'hérésie, divers témoins seront entendus (28 mars 1547). — Arch. nation., X^{2a} 102.

1169. — Opposition par Claude de La Borde, écuyer, seigneur de Mouffy, et Barbe Triboulé, veuve de Jean de La Borde, à l'entérinement des lettres de rémission obtenues par Guillaume et Pierre Chuyn, meurtriers de Jean de La Borde (30 mars 1547). — Arch. nation., X^{2a} 102.

1170. — Procès entre divers et « frere Jehan de Gelin, celerier de Molesmes, prieur de Jully, seigneur de Stigny » (5 avril 1547). — Arch. nation., X^{2a} 102.

1171. — Requête de Roch Parceval et Jean Coquinot, tendant à être autorisés à établir par témoins que Pierre Cattin, qui les a accusés de « mal sentir de la foy », a suborné divers témoins pour étayer cette calomnieuse accusation (6 avril 1547). — Arch. nation., X^{2a} 102.

1172. — Dénonciation d'hérésie par Pierre Cattin contre Regnault Fouquier, menuisier [à Tonnerre ?] (26 avril 1547). — Arch. nation., X^{2a} 102.

1173. — Comparution au greffe du Parlement de Jean Trouvé,

« clerc tonsuré, curé de la cure de Véron », appelant, comme de juge incompetent, du bailli d'Orléans (26 avril 1547). — Arch. nation., X^{2a} 102.

1174. — Arrêt du Parlement condamnant Edmond Thévenin, inculpé d'hérésie, à faire amende honorable devant l'église Saint-Etienne d'Auxerre, à être battu de verges pendant trois jours par les carrefours de ladite ville et au bannissement perpétuel hors du royaume (29 août 1547). — Arch. nation., X^{2a} 102

1175. — Mandement d'appréhender, même en lieu saint, Jean Chateaufort, ajourné à comparaître devant le Parlement, « pour estre oy et interrogé sur certains faicts du procès, auquel le procureur général est demandeur, en cas de crime de leze majesté contre feu Edouard de La Magdalaine, en son vivant seigneur du Bouchet, et Girard de La Magdalaine, escuyer, en son vivant baillly d'Auxois, seigneur de Raigny et de Corcelle » (2 mai 1547). — Arch. nation., X^{2a} 103.

1176. — Enquête ordonnée par le Parlement « *super vita et moribus* » d'Antoine Constant, inculpé d'hérésie, pour savoir « comme il a vescu par ci-devant, et s'est gouverné, conduit et entretenu en la religion chrestienne et veneration des saintz » (4 mai 1547). — Arch. nation., X^{2a} 103.

1177. — Procès entre Jean Delacourt, appelant d'une sentence de Girard Rémon, conseiller au bailliage d'Auxerre, et Claude d'Aulnay, seigneur d'Arcy, appelant *a minima* de ladite sentence (20 mai 1547). — Arch. nation., X^{2a} 103.

1178. — Renvoi devant le plus ancien conseiller du bailliage de Sens du procès d'entre Pierre Catin, greffier en l'élection et magasin à sel de Tonnerre, Denis Catin, notaire audit lieu, d'une part, et la veuve d'Oger Le Vuyt, d'autre part (7 juin 1547). — Arch. nation., X^{2a} 103.

1179. — Confirmation par le Parlement de la sentence de mort prononcée par le prévôt de Saint-Privé contre Denis Morlon, « compagnon suyvant les guerres », coupable du meurtre du lieutenant du juge de ladite prévôté de Saint-Privé. L'exécution aura lieu à une potence qui sera plantée sur le lieu du crime, sur le chemin de Saint-Privé à Bléneau (8 juin 1547). — Arch. nation., X^{2a} 103.

1180. — Arrêt du Parlement condamnant Antoine Constant, « maistre de la forge de Cruisy », inculpé de propos hérétiques, à une amende de 30 livres parisis envers le Roi (18 juin 1547). — Arch. nation., X^{2a} 103.

1181. — Citation à comparaître devant le Parlement à divers témoins du procès d'entre Guy, comte de Laval, seigneur et baron de Chaource, et Antoine de Vienne, abbé de Molême, seigneur d'Arthonnay (20 juin 1547) — Arch. nation., X^{2a} 103.

1182. — Procès entre divers et Claude de Lenfernat, seigneur de Villevallier (23 juin 1547). — Arch. nation., X^{2a} 103.

1183. — Requête des échevins de Tonnerre exposant que François du Bellay et Louise de Clermont, comte et comtesse de Tonnerre, s'approprient les revenus de l'hôpital fondé en 1293 par Marguerite, reine de Sicile, et tendant à ce que les 4.000 livres de revenus de cet établissement soient uniquement affectées, selon la fondation, au soin des pauvres (30 juin 1547). — Arch. nation., X^{2a} 103.

1184. — Comparution au greffe du Parlement de Jean Frémy, « maistre de la grosse forge de Tannerre », appelant, comme de juge incompetent, d'une sentence du bailli de Sens portant « inhibitions et deffenses audict Frémy de ne couper ni abatre les boys », sur lesquels les habitants de Villeneuve-les-Genêts prétendent des droits (1) (4 juillet 1547). — Arch. nation., X^{2a} 103.

1185. — Citation à comparaître devant le Parlement décernée à Jean Champaigne, pour répondre aux informations faites à la requête de Pierre Herviet, prieur de Dyé (11 juillet 1547). — Arch. nation., X^{2a} 103.

1186. — Procès entre Jean Auffroy, écuyer, seigneur de Jussy, et Christophe Seurrat, sergent au bailliage d'Auxerre (12 juillet 1547). — Arch. nation., X^{2a} 103.

1187. — Citation à comparaître devant le Parlement, sous peine de bannissement hors du royaume, décernée contre Louis Delafosse, Nicolas Gouron, Antoine Compagnon, André Le Vingeon,

(1) Voy. *ibid.* 13 juillet.

notaires à Sens, poursuivis à la requête de Potentien Hodouart, notaire audit lieu (13 juillet 1547). — Arch. nation., X^{2a} 103.

1188. — Comparution au greffe du Parlement de Etienne Marchand, « maistre de la forge a fer de la Mothe-lez-Saint-Privé », appelant d'une sentence du bailli de Sens rendue contre lui au profit des habitants de Villeneuve-les-Genêts (26 juillet 1547). — Arch. nation., X^{2a} 103.

1189. — Sursis à statuer sur l'appel de Nicolas Vimont, condamné à mort pour meurtre par le juge de la prévôté de Bléneau, jusqu'à ce qu'il ait produit ses lettres de tonsure, qu'il prétend avoir reçues du représentant de l'évêque d'Evreux, seize ou dix-sept ans auparavant, en l'église de Longessart, près Bernay, lors de la dédicace de ladite église (1) (5 août 1547). — Arch. nation., X^{2a} 103.

1190. — Comparution devant le Parlement des notaires de Sens (2), poursuivis à la requête de Potentien Hodouart, conseiller en l'élection de Sens, « ayant les deulx parts, dont les troys font le tout, du tabellionage dudict Sens » (8 août 1547). — Arch. nation., X^{2a} 103.

1191. — Arrêt du Parlement condamnant Guillaume Barjot, substitut du procureur général du Roi au bailliage de Mâcon, à la suspension de son office pendant un an, à une amende de 200 livres envers le Roi et de 3.000 livres envers Imbert de La Platière et Claude de Damas sa femme, « sens par ledict Barjot, pour raison de ce présent arrest, encourir notte d'infamie ». Guillaume Barjot était poursuivi par Imbert de La Platière pour avoir, de connivence avec Antoine Périer, procureur du Roi en l'élection de Mâcon, et Robert Chaudon, avocat du Roi au bailliage dudit lieu, instruit à l'encontre d'Odouard de La Madeleine, son ennemi personnel, une information pour crime de lèse-majesté, sans aucun fondement. A la mort de son frère, Gérard de La Madeleine avait poursuivi le procès de réhabilitation et obtenu, le 13 mars 1538, un arrêt du Parlement absolvant le défunt du crime de lèse-majesté (13 août 1547). — Arch. nation., X^{2a} 103.

1192. — Comparution au greffe du Parlement de Adrien du

(1) Voy. *infra*, n° 1219.

(2) Voy. *supra*, n° 1187 (13 juillet).

Chesnay, écuyer, seigneur des Barres, appelant d'une sentence des juges de la prévôté de Toucy (19 août 1547). — Arch. nation., X^{2a} 103

1193. — Citation à comparaître devant le Parlement décernée contre Jean Dagelain, religieux de Molême, poursuivi « en cas d'excès, crimes et delictz » par Pierre Falaiseau, célerier de ladite abbaye de Molême, prieur de Jully (26 septembre 1547). — Arch. nation., X^{2a} 103.

1194. — Réformation par le Parlement d'une sentence du prévôt d'Auxerre, condamnant la femme de Regnault Leclerc, rôtisseur, a « estre menée et conduite des prisons du chastel d'Aucerre jusques au devant de la chapelle de Notre Dame des Vertus dudict Aucerre, en chemise et nudz piedz, ayant une torche de cire ardent du poix de troys livres, et illec crier mercy a Dieu et a la glorieuse Vierge Marie, et dire qu'elle se repentait de n'avoir revellé le sacrilege et larcin que ledict Leclerc, son mary, et Jehan Hardouyn, serrurier, auroient faict des lampes d'argent estans en ladicte chappelle ; et, ce faict, estre fustigée par les carrefours et bannye a tousjours de la prevosté et banlieue d'Aucerre ». Le Parlement lui « baille le chemin pour prison », à charge par elle d'entendre publiquement, à jour de plaid, en la salle de la prévôté d'Auxerre, le présent arrêt (27 septembre 1547). — Arch. nation., X^{2a} 103.

1195. — Emancipation par Philippe de Chastellux, écuyer, vicomte d'Avallon, seigneur de Bazarnes, Sainte-Pallaye, Prégilbert, Séry, Trucy, Fontenay, d'à Olivier de Chastellux, fils dudit Philippe et d'Anne Raguier (24 avril 1548). — Biblioth. nation., Gaignières, DCLVIII.

1196. — Elargissement de Pierre Brancion, avocat à Chablis, accusé de luthérianisme. D'après lui cette accusation est mensongère et aurait été dictée à son auteur, un archer du lieutenant du prévôt des maréchaux au bailliage d'Auxerre, par la vengeance. Néanmoins, sur sa simple dénonciation, le lieutenant du prévôt, Quentin Lesueur, se serait, sans information préalable, transporté à Chablis ; il aurait enfermé ledit Brancion ès prisons dudit lieu et, malgré son appel comme de juge incompetent, il l'aurait transféré ès prisons d'Auxerre, d'où Brancion ne put obtenir son renvoi devant le bailli qu'en versant treize écus d'or audit Lesueur. Renvoyé par le bailli devant le Parlement, Brancion sollicite son élar-

gisement jusqu'à ce que son procès soit en état d'être jugé (8 mai 1548). — Arch. nation., X^{2a} 105.

1197. — Elargissement de Pierre Caillot, poursuivi à la requête de Jean Delynes, vicaire de Marsangy (9 mai 1548). — Arch. nation., X^{2a} 104.

1198. — Arrêt du Parlement condamnant Jacques Dumouchet, reconnu coupable d'avoir tenu des propos « scandaleux contre l'honneur de Dieu », à assister à une messe en l'église Saint-Etienne de Sens, « nue teste et a genoulx, tenant en ses mains ung cierge ardent », à être battu de verges par les carrefours de la ville et à être banni du bailliage pendant trois ans ; après la messe, « sera faicte une prédication par quelque bon et notable personnage, qui fera son debvoir de faire les remonstrances necessaires au peuple pour l'extirpation des heresies et secte lutherienne » (14 mai 1548). — Arch. nation., X^{2a} 105.

1199. — Condamnation aux dépens de la cause d'appel de Jeanne Hérard, veuve d'Oger Le Vuyt, Jean Le Maistre et Maclou Le Vuyt, prévôt de Tonnerre, appelants du bailli de Sens (18 mai 1548). — Arch. nation., X^{2a} 104.

1200. — Appel interjeté par Jean de La Baume, chevalier, comte de Montrevel, « seigneur et vicomte de Ligny-le-Chastel », d'une sentence du bailli de Sens (18 mai 1548). — Arch. nation., X^{2a} 104.

1201. — Commission au bailli de Saint-Pierre-le-Moustier de procéder à la vérification des lettres de rémission obtenues par Guillaume et Pierre Chuyn, écuyers, seigneurs de Chéry, meurtriers de Jean de la Borde (24 mai 1548). — Arch. nation., X^{2a} 87.

1202. — Comparution au greffe du Parlement de Claude Baudot, vicaire de Roffey, appelant du refus par le bailli de Sens de le renvoyer devant l'official de Langres, son juge ecclésiastique (24 mai 1548). — Arch. nation., X^{2a} 104.

1203. — Arrêt du Parlement condamnant Pierre Guyon, hérétique, sur le vu du procès instruit par le bailli d'Auxerre, « a avoir la langue coupée au sortir de la chappelle de la Conciergerie », à être transporté en un tombereau aux Halles où il sera pendu et « brulé tout vif en l'air », en même temps que les pièces de son

procès seront jetées au feu. « Et pour rendre la correction et punition plus exemplaire, sera aussy ce present arrest executé par figure en la ville d'Auxerre, en laquelle, au grant marché et lieu public d'icelle ville, sera préparée et affixée une potence, a laquelle sera soubzlevée une pourtraicture et effigie, et audict lieu sera ce présent arrest leu et publié a haulte voix ; et après sera ladicte effigie dudict prisonnier gectée dedans ung grant feu qui sera faict a l'entour d'icelle potence ». Le Parlement décide que, si Guyon offre des marques de repentir, il n'aura point la langue coupée et qu'il sera étranglé avant d'être brûlé (26 mai 1548). — Arch. nation., X^{2a} 105.

1504. — Le Parlement, après les aveux faits par Pierre Guyon en la torture, ordonne au bailli d'Auxerre « soy informer secrettement et dilligemment a l'encontre de messire Jehan Lore dict Guillon, prieur de Perreuze, maistre Jehan Rousseau, le nepveu d'icelluy prieur, un nommé Guyon, cousin dudict Pierre Guyon et Georges Legouteux, serviteur du curé de Saint Pere, et proceder extraordinairement a l'encontre de ceulx qu'il trouvera chargez du crime d'heresie et secte lutherienne » (26 mai 1548). — Arch. nation., X^{2a} 105.

1505. — Comparution au greffe du Parlement de Quiriace Leprieur, prieur-curé de Vaumort, appelant du bailli de Sens (29 mai 1548). — Arch. nation., X^{2a} 104.

1506. — Procès entre Leonard Day, prieur de Vieupou et Pierre Richard, fermier et amodiateur dudit prieuré (1^{er} juin 1548). — Arch. nation., X^{2a} 104.

1507. — Injonction à Pierre Catin, défendeur au procès intenté par Anne Parceval, veuve de Jean Piget, grenetier de Tonnerre, de bailler dans la huitaine ses causes de récusation contre les juges qu'il déclare suspects (4 juin 1548). — Arch. nation., X^{2a} 104.

1508. — Arrêt du Parlement condamnant Gilbert Petit, inculpé d'hérésie, à faire amende honorable en l'église de sa paroisse, à Sens, et enjoignant au bailli de Sens de s'informer « secrettement et dilligemment de la vie et renommée de Marguerite, femme dudict Petit, ensemble de frère Pierre Desbrosses, jacobin, et Jehanne Desbrosses, sa seur, femme de Pierre Bize, bourrelier » (6 Juin 1548). — Arch. nation., X^{2a} 105.

1209. — Requête de Claude Séjournant, prisonnier ès prisons de Sens, condamné par le prévôt dudit lieu, pour faux, au bannissement hors du royaume, tendant à être transféré à Paris, « pour illec ester a droict » (8 juin 1548). — Arch. nation., X^{2a} 104.

1210. — Arrêt du Parlement ordonnant à Leonard Day, prieur de Vieupou, de recevoir en son prieuré frère André Linot, et lui interdisant « de faire festes, nopces ne autres choses dissonantes et difformes a la religion » (9 juin 1548). — Arch. nation., X^{2a} 104.

1211. — Procès entre Jean Nézondel, de Villethierry, et Gilles de Barville, archidiacre de Melun en l'église de Sens, seigneur des Bergeries (15 juin 1548). — Arch. nation., X^{2a} 104.

1212. — Le Parlement condamne Nicolas Joly, de Chevannes, inculpé d'hérésie, à faire amende honorable en l'église de Chevannes ; après quoi « une predication sera faicte par ung bon et notable personnaige, qui fera son devoir de faire les remontrances necessaires au peuple pour l'extirpation des hérésies et secte lutherienne » (26 juin 1548). — Arch. nation., X^{2a} 103.

1213. — Comparution au greffe du Parlement de Nicolle Jullien, prêtre, appelant du décret de prise de corps contre lui décerné par les officiers de Pierre de Labbaye, seigneur en partie de Chaumot (30 juin 1548). — Arch. nation., X^{2a} 104.

1214. — Elargissement de Jacques Chalmeaux, prévôt d'Auxerre, prisonnier en la maison de Mathurin Martin, huissier au Parlement. Il devra se rendre à Auxerre pour y réunir la somme de 2.900 livres, qu'en vertu d'un arrêt du Parlement il doit consigner au greffe pour être reçu appelant d'une sentence par contumace rendue contre lui par le sénéchal de Poitou au profit de Jean Limosin. L'élargissement est accordé avec le consentement de Pierre Le Briois, avocat au Parlement, à qui Jean Limosin a cédé ses droits (13 juillet 1548). — Arch. nation., X^{2a} 104.

1215. — Commutation en la peine des galères perpétuelles de la sentence de mort prononcée par le prévôt d'Auxerre à l'encontre de Philippe Martin, coupable de vol en l'église Saint-Eusèbe. Préalablement, le coupable sera battu de verges, trois jours durant, par les carrefours d'Auxerre et aura l'oreille coupée (2 octobre 1548). — Arch. nation., X^{2a} 105.

1316. — Arrêt de la « Chambre ordonnée par le Roy pour la visitation et jugement des procès faictz contre les heretiques, perturbateurs du repox et tranquillité de ce royaume très chrestien », condamnant Blaise Chuppiere, « pour raison du blapheme par luy dict et proferé contre l'honneur et reverence du saint sacrement de l'autel et autres propos scandaleux et erronez contre la sainte foy catholique ». Ledit Chuppiere sera mené « dedans ung tombereau, depuis les prisons dudict Auxerre jusques au grand marché dudict lieu et illec soubzlevé a une potence qui pour ce faire sera afixée, a l'entour de laquelle sera faict un grant feu, et en icelluy ars et bruslé vif et son corps consommé et converti en cendres ». Si cependant, avant le supplice, l'hérétique fait « démonstration de vraye conversion a la sainte foy catholique, il sera estranglé après avoir senty un peu le feu » (2 octobre 1548). — Arch. nation., X^{2a} 105.

1317. — Arrêt de la Chambre ordonnée pour le jugement des hérétiques, condamnant Guillaume Secart à faire amende honorable en l'église de sa paroisse, à Auxerre (10 octobre 1548). — Arch. nation., X^{2a} 105.

1318. — Citation de divers témoins à la requête de Pierre Dormon, prieur de Toucy (22 octobre 1548). — Arch. nation., X^{2a} 105.

1319. — Renvoi devant l'official d'Auxerre de Nicolas Vimont, condamné à mort pour meurtre par le juge de la prévoté et chàtellenie de Bléneau, ledit Vimont ayant pu établir qu'il avait été tonsuré le 30 mai 1534 (1). (24 octobre 1548). — Arch. nation., X^{2a} 105.

1320. — Comparution au greffe du Parlement de Edouard Bourgeois, appelant du bailli d'Auxerre à l'encontre de Germaine de La Porte, Gilles Drouard, écuyer, et Jacques de La Porte, seigneur de Soleine (11 décembre 1548). — Arch. nation., X^{2a} 106.

1321. — Citation à comparaitre devant le Parlement décernée contre Nicolas Ferrand, contrôleur des deniers communs de la ville de Joigny, pour répondre aux informations faites à la requête du procureur général du Roi « sur la mauvaise administration et entretenement de la maladerie Saint-Jacques, assise ès forsbourgs

(1) Voy. *supra*, n° 1189.

de Joigny, bailliage de Troyes » (1) (18 décembre 1548). — Arch. nation., X^{2a} 106.

1332. — Citation à comparaître devant le Parlement, décernée contre divers, poursuivis à la requête de Pierre Le Maignan, chanoine d'Auxerre (12 janvier 1549). — Arch. nation., X^{2a} 106.

1333. — Comparution au greffe du Parlement de M^e Médard Ferrand, lieutenant du bailli de Joigny (12 janvier 1549). — Arch. nation., X^{2a} 106.

1334. — Elargissement de Jean Mousset, « prisonnier en la Conciergerie du Palais pour raison des erreurs lutheriens a luy imposez » (19 janvier 1549). — Arch. nation., X^{2a} 106.

1335. — Requête des religieux de Sainte-Colombe-lès-Sens, tendant à ce que Antoine Lecointe, ancien religieux de ladite abbaye, contre lequel ils ont obtenu un arrêt le condamnant à tenir prison pendant dix ans au prieuré de Saint-Martin-des-Champs à Paris et le déclarant inhabile à tenir office claustral, soit appréhendé et emprisonné, nonobstant l'appel comme d'abus par lui interjeté (21 janvier 1549). — Arch. nation., X^{2a} 106.

1336. — Arrêt du Parlement ordonnant la restitution à Jacques Chalmeaux, licencié ès lois, prévôt d'Auxerre, des deniers consignés par lui en vertu d'une sentence contre lui rendue par contumace par le sénéchal de Poitou, et depuis annulée en appel par le Parlement (21 janvier 1549). — Arch. nation., X^{2a} 106.

1337. — Arrêt du Parlement ordonnant que la « question modérée » sera appliquée à Jean Austrignot l'ainé et la « torture extraordinaire » à Jean Austrignot le jeune, inculpés l'un et l'autre d'hérésie d'après l'information du bailli de Sens. « Si lesdictz prisonniers confessent lesdictz cas en ladicte question, ilz ne pourront revocquer leur confession et seront bruslez ; et ou ilz ne confesseront riens, seront neantmoins condemnez, c'est assavoir ledict Jehan Austrignot l'aisné a faire amende honorable et a assister a une predication et ledict Austrignot le jeune a estre puny *citra mortem*, selon les conclusions des gens du Roy » (23 janvier 1549). — Arch. nation., X^{2a} 106.

1338. — Arrêt du Parlement ordonnant l'application de la

(1) Voy. 4 janvier 1549 (n. s.) *ibid.*

« torture et question extraordinaire » à Nicolas Baudry, inculpé d'hérésie par le bailli de Sens. En cas d'aveu, il sera brûlé vif; s'il n'avoue rien, il fera amende honorable, assistera à une prédication et sera banni pendant un an (24 janvier 1549). — Arch. nat., X^{2a} 106.

1539. — Le Parlement, vu les dénégations faites par Jean Austrignot l'ainé, Jean Austrignot le jeune et Nicolas Baudry, en la question et torture, les condamne à faire amende honorable, « devant la principale porte de la grande eglise cathedrale de la ville de Sens, a jour de dimanche ou autre feste solennelle, estans a genoulx, teste et piedz nudz et en chemise, tenans chacun d'eulx en leurs mains une torche de cire ardente, chacune du poix de deux livres de cire, en declairant a haulte voix que follement, temerairement et indiscrettement ilz ont dict et proferé les propox scandaleux et erronez a plain mentionnez oudict procès, dont ilz se repentent et en requierent pardon et mercy a Dieu et au Roy et a sa justice; et oultre assisteront a une predication qui y sera faicte par ung bon et notable personnaige, exhortatoire au peuple principalement de la reverance et adoration a Dieu, ensemble de l'observance de notre mere Saincte eglise et doctrine d'icelle ». Jean Austrignot le jeune sera en outre fustigé de verges par les carrefours de Sens et banni perpétuellement du royaume et et Nicolas Baudry banni pendant un an. Le Parlement adjuge enfin au procureur général du Roi tel profit que de droit à l'encontre de Denis Raguenier, Nicolas Gruel, Pierre Gruel, Pierre Guyotet, défaillants, qu'il déclare convaincus de l'hérésie à eux imputée. En conséquence, il condamne Denis Raguenier « a estre soubzlevé a une potence qui sera dressée au grant marché et halle publique de la ville de Sens, a l'entour de laquelle sera faict un feu; et en icelluy estre ars et bruslé et son corps converty en cendres, si aprehandé peut estre; sinon, sera faict ung tableau ouquel sera painct par effigie ledict Raguenier en une potence, qui semblablement sera paincte oudict tableau avec un feu au dessoubz, lequel tableau sera attaché a ung poteau qui sera affiché en ladicte place publique de ladicte ville de Sens ». Les complices de Raguenier sont condamnés au bannissement perpétuel (31 janvier 1549). — Arch. nation., X^{2a} 106.

1539. — Requête de Jean Béjart, curé de Saint-Thibaut de Joigny, tendant à être reçu partie dans le procès intenté à Médard Ferrand (1). (1^{er} février 1549). — Arch. nation., X^{2a} 106.

(1) Voy. 22 mars 1549, *ibid.*

1331. — Requête de Louis des Costes, écuyer, seigneur de Vinneuf, tendant à ce que des témoins soient entendus pour établir son *alibi* (8 février 1549). — Arch. nation., X^{2a} 106.

1332. — Comparution au greffe du Parlement de Jean de Montluc, « abbé de Saint-Pierre-le-Vif-lez-Sens et de Haute-fontaine, ambassadeur ordinaire du Roy et maistre des requestes dudict Seigneur », appelant du prévôt de Sens (11 février 1549). — Arch. nation., X^{2a} 106.

1333. — Comparution au greffe du Parlement de Edme Le Royer, chanoine d'Auxerre, poursuivi à la requête de Pierre Maignen, chanoine d'Auxerre (18 février 1549). — Arch. nation., X^{2a} 106.

1334. — Hommage au Roy par Pierre Riotte, chanoine d'Auxerre, pour la seigneurie de Villeneuve-Saint-Salve, mouvant du comté d'Auxerre et advenue audit Riotte, partie par le décès de sa mère, partie par acquisition (20 février 1549). — Arch. nation., P. 14, n° 298.

1335. — Comparution au greffe du Parlement de Jean Jurede, juge de la châtellenie d'Annay pour les religieux de Saint-Germain d'Auxerre, appelant, comme de juge incompetent, de l'emprisonnement de sa personne ordonné par Quentin Lesueur, prévôt des maréchaux à Auxerre (4 mars 1549). — Arch. nation., X^{2a} 106.

1336. — Confirmation par le Parlement de la sentence du bailli de Sens portant que la torture et question extraordinaire seraient appliquées à Antoine Guichard et Nicolas Jeune « Et est retenu *in mente Curie* que ledict Nicolas sera seulement attaché en ladict question, sans luy faire autre mal » (16 mars 1549). — Arch. nation., X^{2a} 106.

1337. — Arrêt du Parlement confirmant la sentence du bailli de Sens par laquelle Pierre Charronyer, faux-monnayeur, est condamné « a estre bruslé et son corps mis en caue chaulde » (21 mars 1549). — Arch. nation., X^{2a} 106.

1338. — Elargissement de Jean Bertin, inculpé d'hérésie par le bailli de Sens. Interdiction lui est faite de fréquenter « gens mal sentans de la foy » et de « retenir en sa possession aucuns livres reprouvez et censurez » (29 mars 1549). — Arch. nation., X^{2a} 106.

1339. — Confirmation par le Parlement d'une sentence du bailli de la châtellenie de Rousson condamnant Michel Damand, « pour raison des malefices, homicides, renimens et blaphemes du nom de Dieu et autres crimes et delictz par luy commis », à faire amende honorable devant l'église de Rousson, à rétracter ses blasphèmes, à avoir « la langue percée d'un fer chault et estre pendu et estranglé aux fourches patibulaires dudict Rousson » (29 mars 1549). — Arch. nation., X^{2a} 106.

1340. — Réception à juger du procès par écrit d'entre Jean Doublot et Michel de Castres, seigneur de Michery (30 mars 1549). — Arch. nation., X^{2a} 106.

1341. — Mandement d'appréhender Claude Séjournant, poursuivi pour faux à la requête de Jean Royer, marchand à Sens (5 avril 1549). — Arch. nation., X^{2a} 106.

1342. — Hommage au Roi par Charles Volant, écuyer, pour la châtellenie de Dollot et ses dépendances, « compris en icelles les fiedz des Moulins-les-Vaurobert, Mardelle, Vallin et Villedignon », le tout mouvant de la grosse tour de Sens (8 avril 1549). — Arch. nation., P 14, n° 299.

1343. — Arrêt du Parlement ordonnant à Robert Aubier, huissier au Parlement, de se transporter au bailliage d'Auxerre « et illec soy informer secrettement et diligemment » des personnes hérétiques (11 avril 1549). — Arch. nation., X^{2a} 106.

1344. — Mesures prises par le Parlement pour combattre les progrès du protestantisme dans le bailliage d'Auxerre. « La Court, advertie que au bailliage d'Auxerre, mesmement en la ville de Gyen et autres lieux circumvoysins estans dudict bailliage, latement et occultement plusieurs infestez de la secte hereticque luthérienne, perturbative du repos et tranquillité de la republicque très chrestienne, se sont efforsez et efforsent icelle secte semer et introduire audict pays, tenans plusieurs propox scandaleux et erronez contre la sainte foy catholique, et ayans, retenans et lisans aucuns livres d'icelle doctrine pestiferée et hereticque », ordonne les mesures suivantes :

« Les articles dressez par la faculté de theologie de l'Université de Paris, contenant la vraye doctrine chrestienne, et contraires a toutes les propositions et assertions pestiferées de la secte here-

ticque lutherienne et autres adherantes — lesquels ont esté aprouvez et auctorisez par edict special du Roy en tant que luy appartenoit comme conservateur de la foy catholique en son royaulme très chrestien » — seront adressés à tous les curés des paroisses du bailliage d'Auxerre, lus aux prônes chaque dimanche et « explicquez en langue vulgaire, en maniere que tout le peuple les puisse entendre ». Les marguilliers des églises sont chargés de veiller à l'exécution de cette ordonnance, sous peine d'être réputés fauteurs des hérétiques.

Il est enjoint « a ceulx qui scauront ou congnoistront aucuns estre infectez de ladicte secte hereticque lutherienne les venir reveler a la justice du plus prochain siege royal ou autre qui par ladicte Court seroit a ce commis et deputé, dans troys jours après qu'ils l'aurent entendu », sous peine d'être réputés fauteurs desdits hérétiques.

Les avocats et procureurs du Roi audit bailliage, devront, sous peine de la privation de leurs offices, toutes affaires cessantes, faire informer diligemment par les juges royaux sur les cas à eux dénoncés, « faire et parfaire les procès jusques a jugement definitif ou de torture exclusivement et, ce fait, envoyer les prisonniers avec leurs dictz procès en ladicte Court selon la forme de l'édict du Roy ».

Les habitants du bailliage qui auraient entre les mains des livres censurés devront les apporter dans les trois jours au greffe de chaque siège royal, sous peine d'être réputés hérétiques. Injonction est faite à tous de dénoncer les recéleurs de pareils livres.

Les avocats et procureurs du Roi audit bailliage feront publier « lettres monitoires en termes generaux pour la revelation de ceulx qui sont infectez de la dicte secte ». Les curés recevront les révélations en présence des marguilliers de la paroisse ; ces révélations, signées par leurs auteurs, seront transmises aux officiers du plus prochain siège royal.

Injonction est faite aux marguilliers, sous peine de 400 livres d'amende, d'obliger les curés à tenir « ung registre et roolle de tous les parroissiens qui sont en aage de disposition pour recevoir le saint sacrement de l'autel, et a noter et marquer en marge ceulx qui ne seront venuz [au jour de Pasques] le recevoir ». Ce registre sera adressé au plus prochain siège royal qui informera.

« Pour obvier plus amplement a ce que ceste pestiferée secte ne pullule plus avant », l'évêque d'Auxerre est exhorté « de commettre bons et notables personnaiges pour prescher en son diocese et admonester le peuple de vivre tousjours en la sainte foy catho-

lique, selon la doctrine de notre mere sainte eglise, et de n'entendre aulcunement ne oyr aulcuns propox ou parolles contraires a icelle » (12 avril 1549). — Arch. nation., X^{2a} 106.

1545. — Hommage au Roi par Jacques d'Albon, seigneur de Saint-André, maréchal de France, premier gentilhomme de la Chambre, pour les seigneuries de Vallery et des Bergeries, par lui acquises de Jacques de Poisieu et mouvant de la grosse tour de Sens (Vauluisant, 25 avril 1549). — Arch. nation., P 14, n° 300.

1546. — Hommage au Roi par Philippe d'Arcy et Antoine Guerreaut, écuyers, seigneurs de Beaulieu, pour la moitié de la seigneurie de Chitry, mouvant du comté d'Auxerre. Ladite seigneurie est advenue audit d'Arcy par le décès de Jeanne du Plessis, sa mère, et audit Guerreaut par son mariage avec la fille de feu Jean d'Arcy, frère de Philippe d'Arcy (22 mai 1549). — Arch. nation., P 14, n° 301.

1547. — Accord entre Imbert de la Platière, chevalier, seigneur de Bourdillon, Songy et Franay, gentilhomme de la chambre du Roi, lieutenant au gouvernement de Champagne et de Brie, Claude de Damas, sa femme, veuve de Gérard de la Madeleine, en son vivant bailli d'Auxois, et Anne de Jaucourt, dame des Bordes et de Marrault, veuve de François de la Platière, au sujet de la seigneurie de Magny et Estrée. Gérard de La Madeleine avait acquis cette terre moyennant 7.200 livres ; mais Marie de Jaucourt, femme d'Antoine de Veilhan, seigneur de Merry-sur-Yonne, Giry, *Michaulgue* ? Nugez, Blannay et Chevroches, demanda l'annulation de cette vente et un arrêt du Parlement de Dijon du 28 juin 1543 lui adjugea ladite terre. Anne de Jaucourt en obtient la restitution, moyennant certaines charges. A cet accord, passé « en la maison-fort et chastel de Ragny », est jointe la procuration donnée le 19 septembre 1548 par Anne de Jaucourt à François Bréchillat, contrôleur des deniers communs d'Avallon, et Antoine Goureau, greffier en chef de la prévôté d'Avallon (Ragny, 11 octobre 1549). — Arch. d'Epoisses.

1548. — Confirmation par le Parlement d'une sentence du prévôt de Sens condamnant Michel Petit, coupable de vol, à être pendu à une potence élevée sur le marché au blé, près les halles de Sens (22 novembre 1549). — Arch. nation., X^{2a} 107.

1549. — Confirmation par le Parlement de la sentence prononcée par le prévôt d'Auxerre à l'encontre de Jacques Delatour,

meurtrier de Thomas Delavau, en son vivant greffier du bailliage d'Auxerre et contrôleur du domaine du Roi. Le criminel sera « trayné sur une claye, des prisons du chastel d'Auxerre, ayant la corde au col, par le maistre des haultes euvres, jusques devant le logis ou pend pour enseigne le *Barbeau*, ou auroient esté faictes les conspirations par luy confessées,... et de ladicte hostellerie en une ruelle appellée le Pont Selau (le Poncelot) ou auroit esté perpétré ledict homicide » ; après avoir fait amende honorable en la ruelle du Poncelot, Delatour sera mené sur la place de la Fénerie où seront dressés « ung eschaffault et, joignant de luy, une roue » ; ses membres seront brisés et rompus par le maitre des hautes œuvres, puis il sera transporté de l'échafaud sur la roue, « sa face regardant au ciel », et il y restera jusqu'à ce que mort s'ensuive (23 novembre 1549). — Arch. nation., X^{2a} 107.

1350. — Arrêt du Parlement condamnant Antoine Boutet inculpé d'hérésie, à faire amende honorable devant l'église Saint-Etienne d'Auxerre (26 novembre 1549). — Arch. nation., X^{2a} 107.

1351. — Vu le procès « faict par l'official de l'archevesque de Sens, assistant pour le cas previllégié le lieutenant criminel du bailliage de Sens », à l'encontre de Jean Denyeau, prêtre, prisonnier « pour raison de propoz scandalleux et erronez », le Parlement prononce l'élargissement dudit Denyeau, avec interdiction de tenir dorénavant « aucuns propoz scandaleux ou erronez contre l'honneur de Dieu » (27 novembre 1549). — Arch. nation., X^{2a} 107.

1352. — Charles Chevalier, « clerc compaignon de la plume, » est condamné à être fustigé sur la place du marché au blé de Sens et devant la maison du substitut du procureur du Roi audit lieu, pour avoir dérobé audit substitut un « brochet d'estain » et l'avoir vendu à Savinien Bocquerant, potier d'étain (11 décembre 1549). — Arch. nation., X^{2a} 107.

1353. — « Déclaration des boys de la seigneurie de Chastellux assis du cousté de Bourgogne » (1549). — Arch. de Chastellux.

1354. — Procès entre Germain et Eusèbe Ferroul, seigneurs de Junay, et François du Bellay, comte de Tonnerre (18 janvier 1550). — Arch. nation., X^{2a} 107.

1355. — Comparution au greffe du Parlement de Guillaume Morin, « nagueres maistre de forges, a present marchant demeu-

rant à Villiers-Saint-Benoist », ajourné à la requête de Charles d'Anlezy, prieur de Villiers-Saint-Benoit (1) (3 février 1550). — Arch. nation., X^{2a} 107.

1556. — Citation à comparaître devant le Parlement décernée contre Jean de Longpré, concierge des prisons de Sens, poursuivi à la requête de Blanchet de Tournebranle, prévôt des maréchaux ès elections de Sens, Montargis et châtellenie de Courtenay (10 février 1550). — Arch. nation., X^{2a} 107.

1557. — Arrêt du Parlement ordonnant que la torture et question extraordinaire seront préalablement appliquées à Louis Rouet, condamné pour meurtre par le prévôt de Sens à être pendu sur la place du marché au blé de cette ville ; la sentence du prévôt porte en outre que la tête du supplicié sera coupée et « affichée sur ung poteau de bois en la place commune de Veron », d'où ledit Rouet est natif (4 mars 1550). — Arch. nation., X^{2a} 107.

1558. — Citation à comparaître devant le Parlement décernée contre Philbert de Bailly, chevalier, seigneur de Jaulges, poursuivi à la requête de Jacques Belin, écuyer, seigneur de Cheney (15 mars 1550). — Arch. nation., X^{2a} 107.

1559. — Comparution au greffe du Parlement de Pierre Richard, « tireur de mynes a fer, demeurant en la paroisse de Dracy, près Villiers-Saint-Benoist », appelant d'un décret de prise de corps décerné contre lui par le prévôt des maréchaux d'Auxerre (20 mars 1550). — Arch. nation., X^{2a} 107.

1560. — Requête de Louise du Belloy, dame de Villeneuve-la-Guyard, tendant à ce que la torture, ordonnée par un arrêt du Parlement à l'encontre de Pierre Vaucher, soit appliquée, non pas à Villeneuve, « ou n'y a gens ni lieu commode pour bailler ladicte torture », mais à Paris, par le « questionneur ordinaire » du Parlement (24 mars 1550). — Arch. nation., X^{2a} 107.

1561. — Confirmation par le Parlement de la sentence capitale prononcée par le bailli d'Auxerre contre « maistre Denis Cottenoire », pour faux. Ledit Cottenoire sera pendu à une potence érigée sur la place de la Fénerie, à Auxerre, où il restera exposé un jour entier, pour être transféré le lendemain aux fourches patibulaires (27 mars 1550). — Arch. nation., X^{2a} 107.

(1) Voy. X² 107, 17 et 18 février 1550 (n. s.).

1362. — Comparution au greffe du Parlement de Jean Seguin, curé de Lavau, appelant du bailli d'Auxerre (1^{er} avril 1550). — Arch. nation., X^{2a} 107.

1363. — Réception à juger du procès par écrit d'entre Rogerin Blosset et Robert de Beauvoir, écuyers, d'une part, et Charles Blosset, d'autre part (18 avril 1550). — Arch. nation., X^{2a} 107.

1364. — Ajournement devant le Parlement de divers, poursuivis à la requête de Guy Boullard, curé de Mélisey (21 mai 1550). — Arch. nation., X^{2a} 108.

1365. — Réformation par le Parlement d'une sentence du prévôt de Briennon-l'Archevêque, condamnant Jean Allais, coupable de meurtre, à être pendu après avoir eu le poing coupé devant la maison de sa victime. Jean Allais sera fustigé par les carrefours de Briennon, puis mené aux galères où il restera durant cinq ans ; il devra payer à la veuve de sa victime 40 livres parisis et, s'il ne s'en est acquitté à son retour des galères, il sera maintenu en prison jusqu'à plein paiement de ladite somme (2 juin 1550). — Arch. nation., X^{2a} 108.

1366. — Ajournement devant le Parlement de Hélie Le Briois, lieutenant particulier au bailliage d'Auxerre, pour répondre aux informations faites contre lui à la requête de Philippe Boucher, « lieutenant et enquesteur » audit bailliage (1^{er} juillet 1550). — Arch. nation., X^{2a} 108.

1367. — Mandement aux sénéchaux de Bourbonnais, Lyon, Auvergne et Marche, aux baillis d'Auxerre, Orléans, Berry, Mâcon, Saint-Pierre-le-Moustier, Montargis, Gien, Forez, Beaujolais, Montferrand et Montaigut-en-Combraille, de faire « mener tous les prisonniers qui sont detenez en leurs prisons, desquels les procez sont jugez ou près en estat de juger ès prisons de Molins », où vont être tenus les Grands jours. Les procès, « feablement cloz et scellez », seront pareillement adressés au greffe criminel des Grands Jours (19 juillet 1550). — Arch. nation., X^{2a} 108.

1368. — Requête de Edme Beaulle, vicaire de Chéroy, tendant à être renvoyé devant le plus prochain juge royal de son domicile, pour répondre aux poursuites à lui intentées par Blanchet de

Tournebranle, prévôt des maréchaux (17 août 1550). — Arch. nation., X^{2a} 108.

1569. — Hommage au Roi par Jean Spifame pour la seigneurie de Passy, mouvant de la grosse tour de Sens, à lui advenue par donation de son oncle Jacques Spifame, évêque de Nevers (7 octobre 1550). — Arch. nation., P. 14, n° 305.

1570. — Arrêt du Parlement portant que François de La Fontaine, lieutenant criminel au bailliage d'Auxerre, tiendra prison en la maison de Marin Cousin, clerc du greffe criminel du Parlement (26 novembre 1550). — Arch. nation., X^{2a} 109.

1571. — Procès entre Jean Dagonneau et Jacques de Courtenay, écuyer, seigneur de Chevillon (26 novembre 1550). — Arch. nation., X^{2a} 109.

1572. — Elargissement dans Paris de François de La Fontaine, lieutenant criminel d'Auxerre, jusqu'à ce que son procès soit en état d'être jugé. L'arrêt est rendu à la suite d'une requête de François de La Fontaine, exposant que « aucuns particulliers de ladicle ville d'Aucerre, ayans machiné et conclud contre ledict suppliant plusieurs impostures le chargeant de son honneur, combien que par l'issue du procès il esperoit toutes les accusations contre luy imposez estre trouvées faulces, et [que], pour donner coulleur, ung nommé maistre Robert Bonnemain, soy disant conseiller ou bailliage d'Aucerre, en son nom, a la promotion et instigation des aultres conseillers dudict bailliaige, auroit faict informer, tellement que ledict suppliant auroit durant les Grans Jours de Molins esté prisonnier » (4 décembre 1550). — Arch. nation., X^{2a} 109.

1573. — Mandement à Louis Marie, procureur au bailliage d'Auxerre et à divers autres, de comparaître devant le Parlement pour y témoigner dans le procès intenté à François de La Fontaine par Robert Bonnemain et Antoine Chevalier, avocat au bailliage d'Auxerre (9 décembre 1550). — Arch. nation., X^{2a} 109

1574. — Condamnation à l'amende honorable en l'auditoire du bailliage de Sens, aux verges et au bannissement perpétuel hors du royaume, prononcée contre Guillaume et Nicolas Garnier, pour avoir accusé faussement d'hérésie Edme Picot, auquel ils paieront,

à titre de dommages et intérêts, 100 livres parisis (5 janvier 1551). — Arch. nation., X^{2a} 109.

1375. — Réformation par le Parlement d'une sentence du maire de Saint-Florentin condamnant Florentin Pert, pour vol, à la peine des verges et au bannissement pendant trois ans hors de la vicomté de Saint-Florentin. Le Parlement réduit à un an la durée du bannissement (5 février 1551). — Arch. nation., X^{2a} 109.

1376. — Procès entre Erard de Marbury, écuyer, baron de Courson, et Guillaume Boucher, lieutenant du grand prévôt de la connétablie de France (14 février 1551). — Arch. nation., X^{2a} 109.

1377. — Quittance de 41 l. 13 s. 4 d. l., délivrée par Olivier de Chastellux, seigneur de Coulanges-les-Vineuses et du Val-de-Mercy, à Madeleine de Savoisy, dame de Seignelay, sa tante. Cette somme est le tiers des arrérages d'une rente que le recteur de l'Université de Paris prétend sur la seigneurie de Coulanges et qu'une sentence du prévôt de Paris du 27 juillet 1549 a déclarée à la charge de Marguerite de Savoisy (15 février 1551). — Arch. de Chastellux ; original.

1378. — Comparution au greffe du Parlement de frère Edme David, religieux de Sainte-Colombe-lès-Sens, prieur de Gron, ajourné à la requête de Jean Baltazar (17 février 1551). — Arch. nation., X^{2a} 109.

1379. — Renvoi devant l'official de l'archevêque de Sens du procès de Edme David, religieux de Sainte-Colombe (13 mars 1551). — Arch. nation., X^{2a} 109.

1380. Procès entre Pierre de Chenu, écuyer, seigneur de Charentonnay, et Juvénal de Belleville, écuyer, seigneur de Thorigny (19 mars 1551). — Arch. nation., X^{2a} 109.

1381. — Procès entre divers et Louis d'Etampes, chevalier, seigneur du Mont-Saint-Sulpice (2 avril 1551). — Arch. nation., X^{2a} 109.

1382. — Poursuites de Jean de Bourron, curé de Saint Martin de Chaumot, contre Didier Garnier, pour recel « du corps mort de

feu maistre Edme Thomas, dict Jodon », dernier curé de Chaumot (10 avril 1551). — Arch. nation., X^{2a} 109.

1553. — Procès entre Potentien Hodouard, élu de Sens, seigneur en partie de Michery, et Jean de Castres, écuyer, seigneur en partie dudit lieu de Michery (11 avril 1551). — Arch. nation., X^{2a} 109.

1554. — Confirmation de la sentence capitale prononcée pour faux par le « juge du lieu de Pourry et autres justices dependantes de la chastellenie d'Esgliny pour les doyen et chappitre Saint-Estienne d'Aucerre » (14 avril 1551). — Arch. nation., X^{2a} 109.

1555. — Hommage au Roi par Jean Spifame pour le fief de Cochepie, mouvant de la seigneurie de Villeneuve-le-Roi, à lui advenu par donation de son oncle Jacques Spifame, évêque de Nevers (21 avril 1551). — Arch. nation., P 14, n° 306.

1556. — Elargissement de Jean Jouvin, poursuivi à la requête de Christophe Dauge, marchand à Villeneuve-l'Archevêque (29 avril 1551). — Arch. nation., X^{2a} 109.

1557. — Réception à juger du procès par écrit d'entre Juvénal de Belleville, écuyer, seigneur de Thorigny, et Marie de Crève-cœur, sa femme, d'une part, et Pierre de Chenu, écuyer, seigneur de Charentonnay, d'autre part (4 août 1551). — Arch. nation., X^{2a} 110.

1558. — Comparution au greffe du Parlement de Jean de Lavau, procureur fiscal du duc de Nivernais en sa châtellenie de Druyes, appelant du bailli d'Auxerre (12 août 1551). — Arch. nation., X^{2a} 110.

1559. — Arrêt du Parlement condamnant à faire amende honorable seize habitants de Bazarnes, coupables d'« excès, monopoles, assemblées illicites, voyes de faict et injures contre Philippe de Chastellux, seigneur de Bazarnes, et Anne Raguier, sa femme. Le Parlement enjoint aux habitants de « porter honneur et reverence ausdits seigneur et dame de Bazarne », et fait défense « ausdiz seigneur et dame de sevir ès personnes des subjectz dudict Bazarne et les exceder, vexer et travailler et de procedder

contre eulx sinon par voye de justice, ains leur enjoinct de traicter leurs diz subjectz humainement et doucement, comme seigneurs doibvent faire » (7 septembre 1551). — Arch. nation., X^{2a} 110.

1390. — Arrêt du Parlement portant que Hélié Le Briois, lieutenant particulier au bailliage d'Auxerre, nommera dans les trois jours les témoins qu'il veut opposer à ceux de Philbert Boucher, « lieutenant et enquesteur au bailliage d'Auxerre », à la requête duquel il a été informé contre lui. Lesdits témoins seront entendus par le bailli de Troyes ou son lieutenant (9 sept. 1551). — Arch. nation., X^{2a} 110.

1391. — Elargissement de divers habitants de Champignelles, poursuivis à la requête du cardinal de Chastillon, abbé de Vaultuisant (18 septembre 1551). — Arch. nation., X^{2a} 110.

1392. — Requête de Hélié Le Briois, tendant à ce que l'interrogatoire des témoins de son procès soit enlevé au bailli de Troyes. Le lieutenant dudit bailli a épousé en effet la cousine germaine de Philbert Boucher, partie adverse, et Nicolas Boucher, procureur du Roi à Troyes, est cousin germain de Philbert. Le Parlement renvoie les témoins devant le bailli de Sens (18 septembre 1551). — Arch. nation., X^{2a} 110.

1393. — Arrêt du Parlement portant renvoi devant le prévôt de Paris du procès d'entre Robert Bonnemain et Antoine Chevalier, conseillers au bailliage d'Auxerre, d'une part, et François de La Fontaine, lieutenant criminel audit bailliage, d'autre part. La Cour leur fait défense à tous « de procedder par injures de faict ou de parolles les ungs contre les autres, soit en l'auditoire du bailliage d'Auxerre ou hors icelluy, ains leur enjoinct de vivre et se contenir en toute modestie, honnesteté et pacifiquement, selon que leurs estatz le requierent, et ausdiz Bonnemain et Chevalier de porter honneur et reverence audit lieutenant criminel et de luy obeir comme a son estat appartient, et audit lieutenant de les traicter doucement et humainement ». La Cour décide que l'appel interjeté par Bonnemain, d'une sentence du lieutenant criminel (du 2 août 1547) le condamnant à 20 livres d'amende sera jugé après le procès principal. « Et enjoinct ladict Court aux bailli d'Auxerre et ses lieutenans generaulx, criminelz et particuliers, et prevost dudict lieu, de doresnavant mectre sur leurs dictons et

sentences les espices qu'ilz auront eues et taxées, et pareillement aux greffiers desdiz bailliaige et prevosté de icelles escrire sur les sentences qui seront par eulx grossoyées en parchemin et delivrées » (25 sept. 1551). — Arch. nation., X^{2a} 110.

1554. — Renvoi devant le prévôt de Paris de la cause d'entre Philbert Boucher et Hélié Le Briois (26 sept. 1551). — Arch. nation., X^{2a} 110.

1555. — Procès entre Jean Hay et Tristan de Lescagne, official de Saint-Julien-du-Sault (6 octobre 1551). — Arch. nation., X^{2a} 110.

1556. — Arrêt du Parlement portant que les informations faites à la requête de Jacques Spifame, évêque de Nevers, seigneur de Passy, « sur les excès, malversations et vie dissolue » des religieux Célestins du couvent de Sens, seront « tenues en surveillance », autorisant les poursuites par le prévôt de Passy contre frère Pierre Givray, religieux dudit couvent, et enjoignant « au supérieur desdictz Celestins de Sens de soy transporter au couvent desdictz Celestins pour s'enquerir et informer de ce qui y sera a refformer tant en general que en particulier » (9 décembre 1551). — Arch. nation., X^{2a} 111.

1557. — Condamnation à une amende de 600 livres envers Guillaume de Morvilliers et de 200 livres envers le Roi de Jean Barillaut, marchand à Langres, « acteint et convaincu de l'assemblée illicitement faicte avec port d'armes devant le chastel de Pailly ». La sentence sera lue publiquement es auditoires des bailliages de Chaumont et d'Auxerre (17 décembre 1551). — Arch. nation., X^{2a} 111.

1558. — Confirmation par le Parlement d'une sentence du juge de la châtellenie de Beaulche pour le duc de Nivernais, condamnant Pierre Joubert à être pendu, à raison d'un meurtre au lieu de Vaux, « membre dependant de ladicte châtellenie » (24 déc. 1551). — Arch. nation., X^{2a} 111.

(A suivre).

L'INSTRUCTION PRIMAIRE

A AUXERRE

PENDANT LA RÉVOLUTION DE 1789

Par M. CH. DEMAY.

CHAPITRE I^{er}

Les écoles Saint-Charles au commencement de la Révolution ; les maîtres deviennent instituteurs primaires de la commune.

En parcourant les registres des délibérations du district d'Auxerre, j'ai été agréablement surpris d'y rencontrer, à la date du 26 octobre 1791, un rapport très intéressant sur l'instruction primaire au chef lieu du département. Cette situation, bien des villes plus importantes auraient pu la lui envier. Ce n'est pas que l'instruction dispensée aux filles le fût largement ; les mœurs de l'époque n'en admettaient pas la nécessité ; mais pour les garçons, grâce à la fondation d'un de ses évêques, M. de Caylus, elle laissait bien peu à désirer. Animé de l'ardent désir de faire participer aux bienfaits de l'instruction les enfants de sa ville épiscopale, dont les parents étaient trop pauvres pour les envoyer aux nombreuses petites écoles, où une modique rétribution était demandée, ce prélat, rigide dans ses mœurs, mais d'une grande bonté et d'une générosité dont les habitants d'Auxerre eurent maintes fois à se louer, fonda en 1729 une école primaire gratuite qu'il mit sous la protection du saint dont il portait le nom. Bien modestes furent les débuts de l'œuvre, qui vit le jour dans une vieille maison canoniale mise par le Chapitre à la disposition de l'évêque. Cette maison était attenante à la chapelle Notre-Dame-des-Vertus. Elle fut plus tard démolie, et sur son emplacement fut bâtie en 1765 celle affectée aujourd'hui au presbytère de la paroisse Saint-Etienne. Mais l'exiguité du local força l'évêque à en chercher un plus vaste ; il le trouva dans une maison que possédait le Chapitre, rue descendant de la Maison-Fort à la Boucherie (actuellement rue

Joubert) près de l'endroit où s'ouvrait dans les remparts de la cité la porte Fecault ou Balnéaire. Cette translation, qui eut lieu vers 1746, permit de recevoir un plus grand nombre d'enfants ; ce qui exigea l'adjonction d'un second maître. La prospérité de cet établissement, malgré les graves péripéties qu'elle eut à subir, alla toujours en grandissant. Plusieurs locaux disséminés dans les différents quartiers de la ville devinrent par la suite nécessaires pour recevoir les nombreux enfants que les parents y envoyaient. A un certain moment on compta jusqu'à douze maîtres pour y tenir les classes. Ces maîtres étaient tirés d'une maison établie à Paris, au faubourg Saint-Antoine. Bien que qualifiés de frères, ils portaient le costume laïque, et l'on n'eut jamais qu'à se louer, comme le porte le rapport, de leur conduite irréprochable, de leurs talents, et de leur vie exemplaire. Ils vivaient en commun dans une maison dont la jouissance leur était concédée et tous les jours chacun d'eux se rendait à la classe qui lui était confiée. Ces classes étaient divisées en grandes et en petites. Dans les grandes on enseignait l'écriture, l'orthographe, l'arithmétique et les principes de la grammaire française ; dans les petites on apprenait seulement à lire.

Il est évident que l'instruction qui était donnée était loin de correspondre à celle que les programmes actuels, peut-être un peu trop chargés, font un devoir aux maîtres d'inculquer à leurs élèves ; mais elle n'était pas inférieure à celle qui était donnée dans d'autres villes, aussi importantes qu'Auxerre, et répondait aux exigences sociales de l'époque.

Pour les filles existait une seule école gratuite, dirigée par les Dames Ursulines depuis leur établissement, remontant à l'année 1617. Malheureusement peu d'enfants pouvaient la fréquenter, parce que la place qu'elle occupait dans le couvent lui avait été trop chichement ménagée (1).

Après mention de deux écoles primaires supérieures pour les garçons, le rapport se termine par une décision du Conseil du district formulant le vœu que l'Administration supérieure prenne en considération la pénurie dans laquelle se trouve l'établissement des Frères Saint-Charles, et avise aux moyens de subvenir à ses besoins.

(1) Le couvent des Ursulines, aujourd'hui caserne Gouré, a subi peu de remaniements depuis sa nouvelle destination. Le bâtiment affecté aux classes existe encore. (Voir le *Bulletin de la Société des sciences*, année 1894.)

RAPPORT PRÉSENTÉ AU CONSEIL DU DISTRICT D'AUXERRE A LA SÉANCE DU
26 OCTOBRE 1791.

« L'établissement des écoles gratuites de cette ville, dites de Saint-Charles, a commencé en l'année 1729. M. de Caylus, évêque d'Auxerre, fit venir à cette époque de Paris, un maître de la maison des Frères du faubourg Saint-Antoine; mais, par la suite, le nombre des enfants ayant beaucoup augmenté, on fut obligé en 1746 d'en faire venir un second. La seconde année, M. Guigot fut établi par M. de Caylus supérieur des écoles gratuites de cette ville. Il prit avec lui trois ou quatre de ses confrères pour partager ses travaux. Ils furent payés et entretenus aux frais de l'évêque jusqu'à son décès arrivé en 1754.

« Cette institution aurait fini avec son fondateur sans les charités de quelques pieux chanoines, et en 1762 était sur le point de se détruire, faute de moyens, lorsque M. l'abbé Clément, trésorier (1), et Etienne Salomon (2) et d'autres curés zélés pour le bien public vinrent au secours des maîtres, et réunirent tous leurs efforts pour leur procurer une existence moins précaire. Ils s'adressèrent à M. Defoy, conseiller à la Cour des Aydes, et à M. de Barville, avocat général de la même Cour (3). Leurs sollicitations ne furent pas infructueuses. Ils obtinrent un traitement fixe, mais toujours fondé sur la vie incertaine de leurs bienfaiteurs et sur la durée de leurs moyens.

« Lorsqu'on fut assuré des fonds annuels, on joignit cinq autres maîtres aux quatre déjà établis. Ils furent destinés à l'éducation, un à la régie, et un huitième à la cuisine.

« Le nombre des classes fut fixé à sept, dont trois dans une maison canoniale à côté de la cathédrale, savoir une grande, une moyenne, et une petite, deux autres, sur la paroisse de Notre-Dame la d'hors, et les deux dernières sur la paroisse Saint-Pierre. Quelque temps après leurs bienfaiteurs achetèrent la maison qu'ils occupent maintenant rue d'Egleny.

« Vous voyez, Messieurs, que nous ne pouvons établir l'état des revenus de cette maison, puisqu'on lui envoie de Paris des secours

(1) Chanoine d'Auxerre nommé trésorier en 1751, devint évêque constitutionnel de Seine-et-Oise. Il mourut en 1804.

(2) M. Salomon fut curé de Saint-Regnolbert de 1740 à 1788.

(3) Ce M. de Barville était oncle de Clément, trésorier.

au fur et à mesure de ses besoins. Les ressources diminuèrent sensiblement. Enfin, en 1787, elles devinrent absolument insuffisantes. Les denrées ayant augmenté et M. Defoy s'étant trouvé dans l'impossibilité de continuer ses bienfaits, les maîtres résolurent, il y a quatre ans, de quitter Auxerre pour retourner à Paris, et ils étaient sur le point d'effectuer ce projet, lorsqu'un ecclésiastique, qui s'est toujours dévoué au bien public et qui désire même être inconnu, alla au-devant de leurs plus pressants besoins, et depuis ce moment a continué à fournir de ses deniers à la subsistance et nourriture des huit maîtres qui composent cet établissement.

« Vous voyez, Messieurs, l'état critique où il se trouve. D'un instant à l'autre la mort de son bienfaiteur peut lui enlever sa dernière ressource. Il est donc indispensable, pour le bien de cette ville, de s'occuper de l'entretien d'écoles aussi utiles à la classe indigente. La conduite irréprochable des maîtres, leurs talents, leur vie exemplaire, leur ont à tous concilié l'estime publique, et la meilleure preuve qu'on puisse en donner est que les pauvres et les riches leur confient également la première éducation de leurs enfants.

« Pénétrés de l'avantage et de l'utilité qui en résulteraient en retenant en cette ville des citoyens aussi recommandables par la nature de leurs travaux que par leur zèle, nous pensons qu'il est urgent d'aviser aux moyens de fixer d'une manière stable les traitements des maîtres et l'entretien des bâtiments des écoles.

« Quelques détails sur les fonctions qui leur sont confiées augmentent, s'il est possible, l'intérêt qu'on doit prendre aux établissements aussi essentiels aux éléments de l'éducation, surtout dans un moment où la Révolution fait un devoir impérieux à tout Français de savoir lire et écrire.

« Le nombre des enfants envoyés aux écoles est de 380 à 400, plus ou moins selon les saisons et les volontés des père et mère. En voici la répartition : la grande classe de Saint-Eusèbe contient 48 à 50 enfants, la petite 80 à 90 ; l'école mixte de la ci-devant paroisse Saint-Mamers en renferme de 40 à 50 ; celle de la rue du Champ 72 à 80 ; celle de Saint-Pélerin 70 à 75, et enfin celle de Saint-Pierre 56 à 70. Les classes sont en général trop petites, et peu commodes. On apprend dans les grandes à écrire, l'arithmétique, l'orthographe, et les principes de la grammaire française. Dans les petites on apprend à lire, et dans toutes les deux le catéchisme et les vérités de notre religion.

« Telles sont, Messieurs, nos réflexions sur l'éducation de ce pays et le nombre des maîtres. Leur traitement devant être subor-

donné au parti que l'on prendra, nous n'en parlerons pas en ce moment.

« Outre les écoles gratuites, il existe dans ce pays plusieurs pensions. On enseigne dans celle tenue par le sieur Amé, les principes de la religion, la lecture dans les anciennes et nouvelles écritures, les langues française, latine, anglaise, les mathématiques, l'histoire, la géographie, la mythologie, et la manière de dresser les comptes et de faire les lettres de change.

« Celle tenue par le sieur DeFrance réunit les mêmes avantages.

« La seule école gratuite pour les filles est tenue par les Ursulines, mais il résulte de leur position et de la petitesse du local que peu de pauvres profitent de cet établissement.

« Les autres écoles sont tenues par des maîtresses distribuées dans la ville.

« Tels sont, Messieurs, les renseignements que nous avons pu rassembler sur l'éducation des enfants de cette ville.

« Oui le rapport, M. le Procureur syndic entendu, et les opinions prises, le Conseil du District arrête que l'Administration supérieure sera priée de prendre en considération la pénurie de l'établissement mentionné au dit rapport, et d'aviser dans sa sagesse aux moyens de pourvoir à ses besoins.

« Signé : GIRARD, président. »

Cette requête reçut-elle un accueil favorable ? Il y a lieu d'en douter, en raison de l'absence de toute délibération sur les registres de l'administration départementale. Il était du reste impossible à cette administration de disposer de fonds ayant leur emploi déterminé par les décrets, au profit d'un établissement très intéressant, il est vrai, mais en somme d'intérêt local. D'autre part, les registres des délibérations municipales, où se trouvent consignés souvent des faits de la plus minime importance, ne contiennent rien de relatif à un secours qui aurait alors été accordé aux maîtres instruisant les enfants de la commune. Les charges considérables qui depuis la Révolution pesaient sur la ville, difficilement soldées au moyen de recettes insuffisantes, devaient faire redouter aux officiers municipaux le moment où de nouvelles dépenses, causées par l'entretien des écoles, allaient s'imposer à leur sollicitude.

A la fin de l'année 1792, il est fait mention des écoles St-Charles dans les registres des délibérations du Département. A la date du 25 décembre, « sur le rapport d'une pétition des citoyens instituteurs des écoles gratuites, dites de Saint-Charles, expositive que le local qu'ils occupent est trop peu considérable pour loger

170 enfants dont l'éducation leur est confiée, les administrateurs leur permettent d'occuper provisoirement une chambre dans le ci-devant couvent des Ursulines, en se basant sur cette considération, « que l'administration doit favoriser de tout son pouvoir « l'instruction publique, et ledit établissement qui tend à propager « les principes élémentaires de l'instruction (1) ».

Cependant la cherté des subsistances augmentant de jour en jour, les modiques ressources dont pouvaient disposer les frères Saint-Charles, surchargés par l'instruction qu'ils avaient à donner à un plus grand nombre d'enfants, par suite de l'adjonction du nouveau local, devenaient complètement insuffisantes. A la fin de 1793, se sentant hors d'état de remplir plus longtemps la noble mission à laquelle ils se dévouaient, à cause des privations qu'ils étaient obligés de s'imposer, ils implorèrent le secours de la Commune, exposant, dans une pétition datée du 22 octobre, que la *personne généreuse* qui subvenait à leurs besoins se trouvait dans l'impossibilité de continuer de faire les mêmes sacrifices ; que le prix des denrées ayant considérablement augmenté, leur dépenses s'en étaient accrues dans de grandes proportions, qu'en conséquence ils priaient le Conseil général de la Commune de venir au secours de ce *magnanime citoyen* pour la dépense du pain et du vin (2).

En apostillant cette pétition, Maure, représentant du peuple, recommandait chaudement à la Commune, comme dignes de toute sa sollicitude, ces maîtres qui instruisaient depuis si longtemps gratuitement les enfants d'Auxerre, alors que partout les écoles étaient à la charge des habitants.

Le Directoire du district, à qui le visa était demandé, émettait l'avis que pour subvenir aux plus pressants besoins de ces maîtres, faisant fonction d'instituteurs primaires, le Département accordât au citoyen Bridault, supérieur, la somme de 1.000 livres à prendre sur les fonds de secours mis à sa disposition.

A cette pétition le Conseil de la Commune mettait cette apostille qu'il était vrai « que depuis de longues années, les exposants élevaient gratuitement les enfants d'Auxerre, notamment ceux de la classe indigente » ; qu'en conséquence elle serait déposée sur le bureau de l'administration départementale, avec prière de donner aux impétrants le pain et le vin qu'ils demandaient.

Nul fut le résultat de cette pétition. Les jours, les mois s'écoulèrent sans qu'aucune aide leur fût apportée. Leur situation déjà si

(1) Archives du département.

(2) Archives de la ville. Voir cette pétition aux pièces justificatives.

précaire alla même en s'aggravant, par suite de la mise en vente de la maison dans laquelle le propriétaire les logeait gratuitement, et du départ aux armées de deux jeunes gens qui leur rendaient de grands services pour la tenue de leurs classes. Alors, poussés à la dernière extrémité, accablés par la maladie, suite de leurs privations, en proie à la plus grande anxiété, et se voyant à la veille d'être sans domicile, ils tentèrent, quoique complètement découragés, une nouvelle démarche auprès du Conseil général de la Commune. Le 6 pluviôse an II (29 janvier 1794), quatre mois après l'échec de leur première pétition, ils lui adressèrent une lettre, dans laquelle, après avoir assuré les magistrats municipaux de tout leur dévouement, et démontré le peu de services que la Commune pouvait attendre de quatre maîtres déjà âgés et affaiblis par la maladie, ils dépeignaient en ces lignes navrantes leur lamentable situation :

« Voilà, magistrats, tout ce que la commune d'Auxerre a maintenant de maîtres pour l'éducation de 4 à 500 enfants.

« Sans fortune et sans asile, sans ressources, sans sujets d'espérance, sans autres moyens, sans santé, réduits enfin à un trop petit nombre, incapables de grands services, vous concevez aisément que nous ne pouvons plus tenir nos écoles » (1).

Cette lettre dans laquelle se faisait jour, avec tant de cordialité dans sa forme respectueuse, l'expression sincère des sentiments de filiale affection des pauvres maîtres à l'égard des magistrats de la Commune, ne pouvait trouver ces derniers insensibles. Outre le reproche d'ingratitude qu'ils auraient encouru en les laissant dans l'abandon, ce refus pouvait avoir pour conséquence la disparition de ces écoles si utiles qui, au milieu de la débâcle des institutions du passé, avaient continué à fonctionner à peu près régulièrement. Il leur fut donc répondu qu'on leur donnerait deux bichets de blé par décade, en leur faisant entrevoir qu'aussitôt qu'il serait possible, on leur délivrerait du vin, ou son équivalent en argent.

C'était déjà quelque chose d'être assuré de ne pas mourir de faim ; mais il restait une grande difficulté à résoudre, celle de procurer aux maîtres privés de domicile un local suffisamment grand pour les loger et tenir leurs classes. Le prieuré de Saint-Eusèbe était alors vide des hôtes qui l'habitaient avant la Révolution, et le dernier, Ducrest de Montigny, curé de la paroisse depuis 1791, venait de le quitter pour être incarcéré comme suspect, malgré

(1) Archives de la ville. Voir cette lettre aux pièces justificatives.

l'amitié que Maure lui portait. L'endroit était donc tout désigné pour y transporter les écoles primaires. Il était de plus assez spacieux pour y loger les maîtres, et pouvait être obtenu facilement de l'autorité supérieure. Le 14 pluviôse an II (3 février 1794), le Conseil de la Commune en faisait la demande au Directoire du district, rappelant dans la lettre qu'il lui écrivait « que la Commune a le plus grand intérêt à conserver les écoles Saint-Charles, qui sont entièrement gratuites ; que le propriétaire de la maison qu'occupent les maîtres vient de la vendre ; qu'ils cherchent des logements, et se proposent de se consacrer à l'enseignement tant qu'ils le pourront, et toujours gratuitement envers les citoyens, s'ils obtiennent le secours du pain et du vin et des lieux propres à faire leurs classes ; que l'utilité des écoles dont il s'agit pour tous les citoyens, et surtout pour la classe indigente et la plus précieuse, a déterminé le Conseil à donner le pain aux maîtres de ces écoles ; s'il le peut il y ajoutera le vin, ou l'équivalent, mais il n'a pas de lieu pour la tenue des classes. »

Au milieu des nombreuses préoccupations qui les assiégeaient, les officiers municipaux n'oubliaient donc pas la promesse qu'ils avaient faite aux maîtres de leur donner du vin. Ces derniers en attendaient d'autant plus vivement la réalisation qu'ils en étaient privés depuis quelque temps, la personne qui leur faisait cette générosité ne pouvant la continuer. Aux termes d'une délibération du 16 ventôse an II (6 mars 1794), le Conseil arrêta qu'il leur serait accordé une feuille de vin par mois. Cette délibération, inconnue parce que le registre dont elle est extraite a été détruit (1), mérite, ce nous semble, d'être reproduite comme un témoignage de la haute estime dans laquelle étaient tenus par les représentants de la Commune les maîtres dirigeant ces écoles, et de leur vif attachement au principe de la gratuité.

« Sur le rapport d'une pétition des citoyens au sujet des écoles gratuites et publiques de cette commune, connues sous le nom d'écoles Saint-Charles, expositive que la diminution des secours qu'ils recevaient a déterminé le Conseil à leur accorder gratuitement deux bichets de blé par décade ; que cette diminution s'est portée depuis et successivement sur presque toutes les parties de la vie ; que celui qui leur donnait du vin ne peut leur continuer cette ressource ; que les fatigues de leur état ne leur permettent pas cependant qu'ils s'en privent, et qu'ils en ont l'expérience, puisqu'ils en manquent depuis quelques décades, et tendante à ce qu'il plaise

(1) Les registres relatant les délibérations prises du 28 décembre 1792 au 1^{er} thermidor an II (19 juillet 1794) manquent aux archives de la ville.

au Conseil de pourvoir à ce besoin, ou qu'il les mette à même de s'en procurer ;

« Vu ladite requête et le substitut de l'agent national entendu ;

« Le Conseil général de la Commune, considérant que les maîtres des écoles gratuites et publiques n'ont pas de ressources personnelles ; qu'ils ne se sont jamais soutenus que par les bienfaits des particuliers, et qu'ils ont perdu beaucoup des secours qui leur étaient donnés ;

« Considérant que cette Commune a le plus grand intérêt à conserver ces écoles ; que l'enseignement y est bon ; que les maîtres sont vertueux et dans les principes de la Révolution, et qu'ils ont toujours fait d'excellents élèves ;

« Considérant enfin que les classes des écoles sont composées d'environ 400 enfants, citoyens d'Auxerre ; que tous reçoivent gratuitement la première éducation, et qu'en reconnaissant l'insuffisance des moyens des maîtres, c'est à la Commune d'y suppléer à la charge de tous les citoyens *au lieu d'admettre des taxes qui seraient plus lourdes à chacun d'eux* ;

« Arrête qu'indépendamment du blé il leur sera donné une feuille de vin par mois, et vu que la Commune n'a pas la facilité d'acheter ce vin à 150 livres, prix actuel de cette feuille qui augmentera ou diminuera selon le cours, et que la présente sera homologuée par l'autorité supérieure (1). »

Le 16 germinal (5 avril), le Directoire du district homologua cette délibération, émettant l'avis que deux chambres spécifiées du ci-devant prieuré de Saint-Eusèbe soient provisoirement accordées à la Commune pour y établir ses écoles primaires, à la charge de payer à la nation un loyer annuel de 75 livres. Trois jours plus tard, l'administration départementale autorisa la Commune à conserver à titre d'écoles primaires les écoles Saint-Charles, à faire délivrer aux maîtres le pain et le vin dans les proportions susdites ; enfin à prendre possession des deux chambres accordées par le district dans le ci-devant prieuré de Saint-Eusèbe ; le tout sous la condition « que deux commissaires du Conseil de la Commune feront la visite de ces écoles, se feront représenter les livres élémentaires, prendront note de l'enseignement qui s'y donne, des noms des jeunes citoyens qui les fréquentent, et dresseront procès-verbal de leur visite. »

Le 9 floréal (27 avril), Liegeard et Degousse, membres du Conseil de la Commune, chargés par leurs collègues de faire cette visite dans les trois écoles tenues par les ci-devant frères Saint-

(1) Archives de la ville.

Charles se transportèrent d'abord dans l'école établie dans deux chambres du ci-devant prieuré de Saint-Eusèbe, « où étant, porte le procès-verbal, nous avons trouvé le citoyen Bridault, maître de la grande classe, auquel nous avons fait part de notre mission ; lequel nous a représenté la liste de ses élèves, que par la vérification faite par nous nous avons trouvé monter à 52. Nous a alors observé le citoyen Bridault, que pendant l'hiver le nombre en est plus grand. Examen fait des livres trouvés dans les classes, nous avons vu avec satisfaction qu'ils consistent dans les Droits de l'Homme, la Constitution, l'abrégé de l'orthographe française, des chansons républicaines, et le Bulletin, dont la lecture se fait tous les jours. Cette classe est composée de citoyens de 6 à 13 ou 14 ans. » Les commissaires, conduits par le citoyen Bridault, constatèrent que dans une salle à coté 121 enfants s'y trouvaient réunis, sous la direction de leur maître le citoyen Denouh, « que l'on y voit le syllabaire républicain, les Droits de l'Homme, la Constitution, et que cette jeunesse est élevée et instruite dans les principes désirés » (1).

Le lendemain ils visitèrent les deux autres écoles, l'une tenue par le citoyen Dérode dans la ci-devant cure de la ci-devant paroisse Saint-Loup, où se trouvaient 68 enfants, et où ils constatèrent avec satisfaction que l'on se servait des mêmes livres qu'à l'école Saint-Eusèbe ; « que les jeunes citoyens savaient pour la plus grande partie *les Droits et les devoirs du bon citoyen*, que l'âge et la raison leur apprendront à pratiquer » ; l'autre tenue rue du Puits-des-Dames par le citoyen Moncuit : 38 enfants s'y trouvaient réunis, et les livres employés étaient les mêmes que dans les deux autres.

L'enquête préalable à la reconnaissance des ci-devant écoles Saint-Charles comme écoles primaires communales avait donc justifié les espérances de la municipalité, mais leur entretien allait constituer une nouvelle charge, dont l'étendue ne semblait pas bien déterminée. Pour être fixés sur ce point si important, les officiers municipaux s'adressèrent au district, faisant observer dans leur lettre datée du 7 prairial (26 mai) que les instituteurs et institutrices des petites écoles n'ont jamais été salariés sur aucun revenu public ; qu'à l'égard des instituteurs tenant les ci-devant écoles Saint-Charles, en commisération de la détresse dans laquelle ils se trouvaient, ils leur délivraient gratuitement depuis le mois d'octobre 1793 deux bichets de blé par décade, et depuis ventôse une feuillette de vin par mois, « ce qui est tout ce que coûtent ces

(1) Archives de la ville.

maîtres qui entr'eux enseignent environ 400 enfants. Si vous ne pensez pas, ajoutent-ils en terminant, que cette sorte de salaire doive être supportée par la Nation, du moins jusqu'au 15 germinal, nous en ajouterons la dépense à l'état de nos charges locales, dont nous nous occupons maintenant (1).

Après l'assemblée du district, rouage bien inutile, il fallait recourir à l'autorité départementale. Le 18 prairial (6 juin), le Conseil de la ville adressa à cette administration une pétition, à laquelle il fut répondu le 19 par un arrêté, dont le dispositif était ainsi conçu :

« Le Département, considérant que la loi du 4 ventôse an II (22 février 1794) a mis les dépenses de l'école primaire à la charge des communes ; que ce n'est qu'à l'époque du 15 germinal qu'elles ont commencé à être supportées par la Nation, et qu'il est contraire à ses dispositions de continuer aux instituteurs des écoles de la commune d'Auxerre un traitement en nature prohibé par la loi ;

« Arrête que les avances faites par le Conseil général de la Commune seront portées sur l'état des charges locales, et que le remboursement en sera d'abord fait par les dix plus forts contribuables, sauf à en faire la répartition au marc la livre des contributions foncière et mobilière de 1793.

« A l'égard du prix du blé et du vin livrés, arrête qu'il en sera fait retenue aux instituteurs sur leur traitement, et qu'à dater du 1^{er} prairial (20 mai) il leur sera payé suivant le mode déterminé par la loi sur l'instruction publique » (2).

Débarassés de toute inquiétude sur leurs moyens d'existence, les maîtres des ci-devant écoles Saint-Charles, devenues écoles primaires, pouvaient donc se consacrer sans réserve à l'éducation de la jeunesse auxerroise, à laquelle des liens si anciens les attachaient. Ce traitement, auquel ils avaient droit, avait été fixé par les lois du 13 frimaire an II (9 décembre 1793) et 4 ventôse. Dans la première de ces lois, il était dit, à l'article IV du titre III, qu'il serait payé aux instituteurs 20 sols par mois, par élève, et aux institutrices 15 sols ; dans la seconde, que les instituteurs et institutrices, dont le traitement fixe ou casuel ne s'élèverait pas à 400 livres dans les communes ayant une population de 5.000 âmes, ou à 600 dans les autres, recevraient une augmentation pour toute l'année 1793, et jusqu'au 15 germinal.

La France traversait alors une des époques les plus sombres de

(1) Archives de la ville.

(2) Archives de la ville et archives du département.

son histoire. La terreur, érigée comme moyen de gouvernement afin d'assurer le triomphe de la République sur ses ennemis du dedans et du dehors, venait de puiser de nouvelles forces dans la loi du 22 prairial (10 juin 1794) qui, en supprimant dans chaque affaire l'instruction, les témoignages, et les plaidoiries, faisait de tous ceux conduits devant le tribunal révolutionnaire autant de condamnés à mort. En province, comme à Paris, les prisons regorgeaient d'individus enfermés comme suspects, qui attendaient, dans la plus grande anxiété, le moment où on allait les appeler pour les conduire devant le redoutable tribunal. La vie publique était en quelque sorte suspendue, chacun n'ayant d'autre préoccupation que le souci de ce qui l'attendait le lendemain.

Pendant cette époque néfaste les cours du collège furent suspendus (1) ; mais qu'advint-il de l'instruction primaire ? Il y a tout lieu de supposer que les classes cessèrent d'être tenues jusqu'à la fin de thermidor. Ce qui semble autoriser cette hypothèse, c'est la mention sur le registre des délibérations municipales du paiement des quatre maîtres : Bridault, Derode, Moncuit et Denouh de leur traitement pour les mois de fructidor an II, vendémiaire, brumaire et frimaire an III, c'est-à-dire pour les quatre derniers mois de l'année 1794. Le mois de fructidor fut même payé isolément, tandis que vendémiaire, brumaire et frimaire formant le premier trimestre de l'an III, le furent le 1^{er} nivôse (21 décembre 1794). Bridault reçut alors 450 livres pour 90 enfants, Derode 440 livres pour 89, Moncuit 485 livres pour 98 et Denouh 287 livres pour 60 enfants.

L'an III (1795) s'ouvrit sous les plus tristes auspices. La disette

(1) La désorganisation du collège eut pour point de départ les démissions des quatre professeurs : Laporte, Ducastel, Marie et Monnot, acceptée par le Directoire du Département le 25 avril 1793. Ces démissions furent suivies de la destitution de Rosman, principal, en vertu d'un arrêté du Directoire du 8 juin suivant portant « que n'ayant pu obtenir de certificat de civisme, il ne peut continuer la surveillance de l'éducation physique et morale des enfants, ni continuer non plus la régie du Pensionnat National. Rosman fut peu après incarcéré comme suspect. Quant aux quatre professeurs démissionnaires, ils ne purent échapper à la réclusion requise contre eux par le Procureur de la Commune que grâce à un arrêté du Directoire du département du 26 mai 1793 pris en leur faveur. L'arrêté destituant Rosman lui donna pour successeur le citoyen Balme. Cette épuration eut pour conséquence le départ des élèves. Les quatorze derniers en étant sortis en octobre de la même année, les portes de la maison furent fermées ; cet établissement occupait encore les bâtiments de la ci-devant abbaye de Saint-Germain.

des subsistances qui s'était fait sentir dès la fin de l'année 1794 alla toujours en croissant. [L'hiver de 1795, remarquable par l'intensité du froid qui, en immobilisant les cours d'eau empêchait les moulins de fonctionner, fut terrible à passer. Les blés provenant de réquisitions souvent entravées se trouvèrent insuffisants pour nourrir la population, dont la partie la moins aisée, et elle était nombreuse, n'était sustentée qu'au moyen du pain de section, parcimonieusement réparti entre chacun. Les établissements publics comme la Maison d'humanité (hôpital de la Madeleine), l'hôpital général, les prisons, étaient plongés dans la plus grande détresse. Le 7 germinal (27 mars), les administrateurs de la Maison d'humanité venaient déclarer au Conseil général de la Commune que leur caisse était vide, et que leurs magasins ne contenaient plus que pour dix jours de vivres. En même temps sévissaient des fièvres pernicieuses et d'autres maladies. Obligés de se préoccuper avant tout de la tranquillité publique, de l'approvisionnement, et de l'exécution des décrets du gouvernement, comment les magistrats municipaux auraient-ils pu trouver le temps et les moyens d'assurer le service régulier de l'instruction primaire et le paiement des traitements des maitres ?

C'est de cette époque que date la désorganisation des écoles primaires de la Commune, dont les conséquences désastreuses se firent sentir si longtemps, laissant dans le souvenir des contemporains une impression qui, trente ans plus tard, était aussi vive que le premier jour, et qu'évoquait en ces termes le premier magistrat de la cité dans la séance du Conseil municipal du 5 mars 1829. « Rappelez vous, Messieurs, ce qu'était à cette époque la nombreuse population d'enfants inoccupés et non contenus. Nos rues, nos places publiques étaient le théâtre de leurs désordres. La vieillesse, l'infirmité insultées, nos maisons souvent assiégées, enfin on semblait ne voir dans cette multitude d'enfants que des ennemis du bien et des perturbateurs du repos public, contre lesquels la police la plus active était insuffisante et sans moyens de répression. »

Avant de nous occuper de la réorganisation des écoles, il n'est pas hors de propos de retracer, dans un résumé aussi bref que possible, le régime sous lequel l'instruction était donnée à la première enfance. Un des premiers actes de l'Assemblée législative fut, en établissant ses comités, de décréter qu'il serait formé un comité de l'instruction publique. L'œuvre capitale de ce comité fut le plan de l'organisation de l'instruction lu par Condorcet, à la tribune, les 20 et 21 avril 1791. Ce plan ne put recevoir son exécution, les esprits étant alors emportés bien loin des vues et des méthodes

d'instruction. Mais il inspira les lois de la Convention des 19 frimaire an II, 27 brumaire an III, 3 brumaire an IV, et de la Constitution de l'an III. La loi de l'an II relative à l'organisation de l'instruction publique portait :

« L'enseignement est libre, il sera fait publiquement. Les citoyens et citoyennes qui voudront user de la liberté d'enseigner seront tenus de déclarer à la municipalité leur intention d'ouvrir une école, de désigner l'espèce de science qu'ils se proposent d'enseigner, de produire un certificat de civisme et de bonnes mœurs. Les citoyens et citoyennes qui se vouent à l'enseignement prendront le nom d'instituteurs et d'institutrices. Ils seront surveillés par tous les citoyens et dénoncés s'ils enseignent des principes contraires à la morale républicaine, ou ne se servent pas des livres élémentaires prescrits par la Convention. Les enfants devront être envoyés aux écoles pendant trois ans, et les parents qui négligeront de les y envoyer seront déférés à la police correctionnelle, et condamnés pour la première fois à une amende égale au quart de leurs contributions. En cas de récidive l'amende sera doublée et les infracteurs seront privés pendant dix ans de l'exercice du droit de citoyen. De plus les jeunes gens qui, au sortir des écoles, ne s'occuperont pas du travail de la terre, seront tenus d'apprendre une science ou un métier utiles à la Société; et ceux qui ne se seront pas conformés à cette obligation seront, à l'âge de vingt ans, privés pendant vingt ans de l'exercice des droits de citoyen, ainsi que les pères et mères qui auraient concouru à cette infraction. »

La loi du 27 brumaire an III (17 novembre 1794) relative aux écoles primaires, plus explicite et en même temps plus pratique, traitait dans son chapitre I^{er} de la proportion du nombre des écoles à établir avec celui de la population ; dans son chapitre II, du choix des instituteurs et institutrices, réservé au peuple, après la cessation du gouvernement révolutionnaire, et jusque là à un jury d'instruction composé de trois membres du district et de trois pères de famille ; dans le chapitre III, de la nomination des instituteurs et institutrices par l'administration du district et de leur salaire payé par la République. Ce salaire était ainsi fixé : 1.200 livres pour les instituteurs et 1.000 livres pour les institutrices dans les communes ayant moins de 20.000 âmes ; et dans les autres 1.500 livres pour les instituteurs et 1.200 livres pour les institutrices.

Dans le chapitre IV relatif à l'instruction et au régime des écoles, il était dit que l'instruction serait élémentaire, qu'il y serait adjoint la pratique de la gymnastique, des exercices militaires et de la natation ; que plusieurs fois par an les élèves visiteraient les hôpi-

taux de la région et les manufactures, où se fabriquent les marchandises d'une consommation commune, et certains jours aideraient les vieillards dans leurs travaux domestiques et champêtres ; que ceux qui n'auraient pas fréquenté les écoles seraient examinés, en présence du peuple, le 10 germinal de chaque année, jour de la fête de la jeunesse, et déclarés écartés dans l'avenir de toutes fonctions publiques, si leur examen n'était pas satisfaisant. L'article 15 et dernier consacrait en ces termes le principe de la liberté d'enseignement : « La loi ne peut porter aucune atteinte au droit qu'ont les citoyens d'ouvrir des écoles particulières et libres sous la surveillance des autorités constituées. »

L'enseignement obligatoire suppose l'enseignement gratuit. En effet tous les actes législatifs, de 1789 à 1795, annoncent ou consacrent par des dispositions formelles la gratuité de l'enseignement. La Constitution de 1791, en annonçant qu'il serait créé et organisé une instruction commune à tous les citoyens, ajoute : « gratuite à l'égard des parties d'enseignement indispensables pour tous les hommes ». Dans la Déclaration des Droits de l'Homme il est dit : « l'instruction est le besoin de tous, la société doit favoriser de tout son pouvoir le progrès de la raison publique, et mettre l'instruction publique à la portée de tous les citoyens ». Enfin les deux lois que nous venons d'analyser, rendues sur le rapport de Lakanal, décidèrent que les instituteurs du premier degré seraient payés par la République, et que l'instruction y serait donnée gratuitement (1). Ces belles promesses, ces obligations solennelles prises en face de la Nation restèrent à l'état de lettre morte. Les luttes violentes des partis, et la pénurie du trésor public en empêchèrent la réalisation ; il était réservé à notre époque de les voir s'accomplir.

Cette question de l'instruction primaire, dont la Convention sentait toute l'importance et qui réunissait dans un commun accord tous les partis dont elle se composait, comptait aussi dans le sein de l'administration départementale des partisans non moins dévoués. Le désarroi dans lequel était ce qui restait des petites écoles devenues écoles primaires, et l'ancienne école militaire d'Auxerre, par suite du manque de surveillance, provoqua les administrateurs à prendre, à la date du 12 mars 1793, un arrêté pour en prévenir la disparition complète. « Devançons, est-il dit dans le préambule, l'ouvrage du législateur par l'ouvrage de la surveillance. Que le coup d'œil de cette surveillance porte sur tous les établissements d'instruction ; que leur conduite ne soit plus

(1) Coquelin et Guillaume : *Dictionnaire d'économie politique*.

confiée qu'à des mains dont vous dirigerez vous mêmes tous les mouvements ». Il sera établi, portait l'article 1^{er}, dans les maisons d'instruction publique des bureaux d'administration chargés de surveiller l'éducation physique et morale, et l'emploi des revenus qui sont affectés au maintien de ces établissements. L'article 11 et les suivants traitaient de la composition de ces bureaux et de leurs principales fonctions. Dans le chef-lieu de département où est établie l'école nationale militaire (1), le bureau devait se composer de quatre membres pris dans le sein du Directoire du département, de deux dans le sein du Directoire du district, et de deux dans la municipalité d'Auxerre. Dans les chefs-lieux de district de quatre membres, dont deux du district, et deux membres de la municipalité ; enfin, dans les autres communes, de quatre membres choisis dans la municipalité. Leurs fonctions consistaient en la présentation des économes et professeurs, l'examen des comptes et l'appréciation des travaux des élèves (2).

Se préoccupant de la surveillance des écoles à un autre point de vue, la Société des Sans Culottes d'Auxerre adressait au Conseil de la Commune une pétition, à la date du 12 pluviôse an II (31 janvier 1794), dans laquelle elle se disait « instruite que quelques personnes qui se sont chargées de l'instruction des jeunes citoyennes, paraissant méconnaître les lois, particulièrement celle qui établit le jour du repos, contraignent leurs élèves à assister aux écoles les jours de décadis et ferment les jours appelés dimanches, fêtes et jeudis. » Elle demandait en conséquence que la municipalité exerçât une surveillance plus active sur les maisons d'éducation, et retirât à ceux ou celles qui contrevenaient aux lois, leurs certificats de civisme, en les dénonçant en même temps au comité de surveillance. Elle ajoutait toutefois que, « considérant qu'un travail de neuf jours peut contrarier l'éducation physique des enfants, elle vous invite à examiner s'il ne serait pas possible de leur accorder un repos intermédiaire, dans le cours de chaque décade, qui pourrait être indiqué au quintidi seulement ».

Cette pétition était signée Voirin, vice-président, et Monnot, secrétaire.

Le Conseil, faisant droit aux demandes des pétitionnaires, prit un arrêté par lequel il ordonna que visite serait faite de toutes les écoles, ainsi que du collège, par les citoyens Degousse et Bréon, et à l'égard des congés décida que les classes vaqueraient les tridis et septidis, l'après-midi, et les décadis la journée entière.

(1) L'école militaire d'Auxerre fut convertie en établissement libre d'instruction publique par décret de la Convention du 9 septembre 1793.

(2) Archives de l'Yonne.

Les lois de la Convention, en accordant la liberté de l'enseignement sous la surveillance très étroite de l'administration, et n'exigeant de ceux déclarant vouloir tenir une école que la justification de leur instruction, un certificat de civisme et un autre de bonnes vie et mœurs, laissaient le champ libre à quiconque voulait se consacrer à l'instruction de l'enfance, en même temps qu'elles donnaient aux pères de famille les plus larges facilités pour confier l'éducation de leurs enfants à une personne de leur choix. Le nombre de ces instituteurs et institutrices libres ne s'élevait pas à moins de 17 à Auxerre, parmi lesquels trois ou quatre avaient des pensionnaires (1).

La pétition des Sans-Culottes était du 31 janvier ; quinze jours plus tard, le 16 février qui était précisément un dimanche, eut lieu la visite des écoles. Les commissaires enquêteurs, auxquels avaient été adjoints les citoyens Balme, principal du collège, et Defrance, régent de sixième, semblent avoir dédaigné d'inspecter les écoles de minime importance, ou bien avoir reculé devant le travail que leur aurait imposé leur multiplicité, car le procès-verbal n'en fait pas mention. Ce procès-verbal est curieux à plus d'un titre. Rien à reprocher aux ci-devant frères Saint-Charles. Chez la citoyenne Chapotin, beaucoup d'enfants en bas-âge ; les principes qui y sont enseignés sont bons ; plusieurs enfants connaissent la Déclaration des Droits de l'Homme, mais sur les

(1) Voici la liste des titulaires de ces écoles particulières d'après l'état délivré aux commissaires enquêteurs par l'administration municipale :

Edmée Moreau, veuve de Jean-Baptiste Ferrard, rue du Département, 18 ;
 Edmée Chapotin, rue de l'Orme ;
 Madeleine Monnot, rue du Champ ;
 Marie Borgnat, rue Haute-Perrière ;
 Thérèse Gadé, rue Bureteau, 19 ;
 Joseph Blot, rue Croix-de-Pierre, 25 ;
 Cécile-Marie Baurin, Cul-de-sac-Maison-Fort, 9 ;
 Jeanne Brisset, veuve de Jacques Pougeois, rue de Biau, 2 ;
 Françoise Renault, femme de François Denouh, rue des Tanneurs, 16 ;
 Julie Cercueil, rue Helvetius, 4 ;
 Jeanne Catherine Amé, rue Croix-de-Pierre, 9 ;
 Nicolo Daviou, Madeleine Altier, rue Saint-Germain, 11 ;
 Julie Gauthier, rue du Grand-Renard ;
 Marie Danguy, veuve Tortera, rue Saint-Siméon, 16 ;
 Madeleine Lenfernat, rue du Temple, 17 ;
 Marie-Rosa Gigué, femme Claude, veuve Moinat, rue de Joie, 1 ;
 Marie, Marie-Claire, Madeleine, Catherine Thumereau, rue du Grand-Renard, 1.

tables ont été trouvés des évangiles et des catéchismes. « Nous l'avons engagée à les faire disparaître de son école, ainsi que des tableaux, l'un entr'autres représentant le cy-devant Christ ». Chez la citoyenne Lenfernat, tenue parfaite : « L'institutrice se conforme aux vues du Conseil général ; son caractère, qui nous a paru doux, est dégagé de cette rudesse pédantesque et magistrale ; ce qui nous a fait croire qu'on ne saurait mieux faire que d'y placer les enfants d'un âge si tendre ». Chez la citoyenne Julie Gonthier, maison du citoyen Roblot, relieur, rue du Grand-Renard, leur présence inattendue semble avoir jeté l'émoi parmi les maitresses, et l'impression des commissaires est assez vague. La classe est-elle tenue ouverte ou fermée ? Ils n'osent se prononcer. « Nous ne pouvons assurer que la classe fût ouverte, seulement nous avons trouvé quatre jeunes femmes qui écrivaient quoiqu'endimanchées, et autant qui lisaient, auprès d'une fille que nous avons reconnue pour être sa domestique. Nous n'avons trouvé pour livres que la grammaire française de Restaut, des livres de géographie et la morale en actions ». Chez les citoyennes Thumereau, même rue, qui devaient tenir une maison assez importante, l'impression des commissaires est franchement mauvaise. « Les classes de ces femmes étaient fermées, leurs pensionnaires n'étaient point à leur travail, elles étaient très endimanchées ». Réprimandées sur leur inobservation du calendrier républicain, elles répondent carrément : « qu'elles ne feront jamais la classe le dimanche, qu'on ne travaillait jamais chez elles en ce jour consacré à chanter les louanges de Dieu ». Rien à censurer au collège (1). Mais ce qui les enchantait, ce fut la réception qui leur fut faite à la Maison de bienfaisance (ancien hôpital général). Les enfants étaient à leur travail. Ils se levèrent à leur arrivée, criant bien haut : vive la

(1) Le personnel enseignant était ainsi composé :

Jean Balme, principal ;

Fournier, régent de rhétorique ;

Mathon, seconde ;

Millon, troisième ;

Prévo, quatrième ;

Sigaut, cinquième ;

Defrance, sixième ;

Amé fils, septième ;

Louis Roux, mathématiques ;

Lecomte, dessin ;

Beaume, dessin ;

Nouet-Duplessis, langues anglaise et allemande.

liberté, vive la République! puis se mirent à chanter un cantique républicain (sic). Aussi les commissaires enquêteurs ne tarissent-ils pas de louanges sur la bonne éducation qui est donnée à ces enfants. « L'ordre, la tenue, la propreté et l'habillement nous assurent que ces enfants ont retrouvé leur père dans le citoyen à qui la conduite de cette maison est confiée (1).

Il ressort de cette courte analyse que le calendrier républicain, qui rompait si brusquement avec des usages établis depuis de longs siècles, était mal observé, et qu'une résistance des plus opiniâtres avait accueilli la proscription de la religion dans les établissements où la main de l'administration ne se faisait pas sentir.

CHAPITRE II

Réorganisation des écoles primaires.

Cependant une loi des plus importantes venait d'être promulguée, celle du 3 brumaire an IV (25 octobre 1795) sur l'organisation de l'instruction publique. Son titre 1^{er}, ayant pour objet l'instruction primaire disposait qu'il serait établi dans chaque canton une ou plusieurs écoles; qu'il serait institué dans chaque département plusieurs jurys d'instruction, pour examiner les candidats instituteurs, sur la présentation qui en serait faite par l'administration municipale; que les instituteurs seraient nommés par les administrations départementales, et ne pourraient être destitués que par le concours des mêmes administrateurs, de l'avis du Jury, et après avoir été entendus; qu'il serait fourni par la République aux instituteurs un local, tant pour leur servir de logement que pour recevoir les élèves; que les instituteurs recevraient de chaque

(1) L'hôpital général fondé en 1680 par Nicolas Colbert, évêque d'Auxerre, pour y recevoir les orphelins, les enfants trouvés et des vieillards sans ressources, renfermait alors 120 enfants. Nicolas-Edme Duplessis, né à Auxerre le 21 septembre 1760, ci-devant chanoine de la Cathédrale, avait été nommé recteur de cet établissement par décision du Conseil municipal du 20 octobre 1791. En l'an VI, le Conseil municipal, animé d'autres sentiments, le destitua par délibération du 25 frimaire (15 décembre 1797). « Attendu qu'il ne réunit pas le talent administratif aux vertus civiques, et qu'un prêtre célibataire ne peut exercer qu'une influence funeste sur la vie morale et publique de cette maison ». Après la Révolution il fut curé de Vaux, puis de Saint-Bris. Il mourut à Auxerre, le 13 novembre 1830.

élève une rétribution annuelle, dont seraient exemptés les parents des enfants indigents, sans que le nombre de ces enfants jouissant de la gratuité pût dépasser le quart des élèves de chaque école primaire ; qu'enfin les règlements relatifs au régime de ces écoles seraient arrêtés par les administrateurs du département, la surveillance de ces écoles étant confiée aux administrations municipales. Les quatre autres titres de la loi traitaient de l'établissement d'une école centrale par département ; de la création d'écoles spéciales ; d'un Institut national des sciences et arts, résidant à Paris, et des fêtes nationales.

En dehors des innovations capitales faisant l'objet des quatre derniers titres, la loi de brumaire reproduisait, dans son essence, les principes déjà formulés dans les lois antérieures sur l'instruction primaire, et laissait aux administrations départementales une tâche importante à accomplir. Elles avaient à déterminer les règles à observer pour le choix de l'emplacement des écoles dans chaque canton, à composer les jurys d'instruction, à graduer le quantum de la rétribution scolaire pour chaque élève d'après l'étendue des matières à lui enseigner ; enfin à arrêter les règlements relatifs au régime de ces écoles.

Pour obéir aux prescriptions de cette loi, l'administration départementale prit un arrêté en date du 21 floréal an IV (10 mai 1796), aux termes duquel, « considérant qu'il est de son devoir de faire jouir promptement les habitants de son ressort des bienfaits d'une bonne éducation qui doit être commune à tous, et que le seul moyen d'y pourvoir est d'organiser promptement les écoles primaires », elle ordonnait l'établissement d'une ou plusieurs écoles par canton, dont les emplacements seraient fixés par les administrations municipales, en prenant pour base l'éloignement des communes « de manière que les élèves puissent, dans toutes les saisons, fréquenter assidûment l'école, sans exposer leur santé, et sans alarmer la tendresse de leurs parents ». Ces écoles seraient divisées dans les communes populeuses en deux sections : une pour les garçons, une autre pour les filles, tenues, la première par des instituteurs, et la seconde par des institutrices. Si le nombre des élèves venait à excéder celui qu'un instituteur peut diriger par lui-même, un ou plusieurs adjoints présentés et salariés par lui, mais agréés par l'administration municipale, lui seraient imposés. Le montant de la rétribution à payer par élève à l'instituteur était abandonné à la discrétion de chaque municipalité (n'oublions pas qu'il n'y avait alors, en vertu de la Constitution de l'an III, qu'une seule municipalité par canton, siégeant au chef-lieu du canton). Cette rétribution devait être établie en prenant pour base

la somme de connaissances enseignées, « de manière que celui qui n'apprendra qu'à lire paiera moins que celui qui apprendra à lire et à écrire, et celui-là moins que celui à qui on enseignera en outre le calcul ». Les municipalités pourraient exempter, pour cause d'indigence, de cette rétribution annuelle, un quart au plus des élèves de chaque école.

La constitution des jurys d'instruction occupe une place importante dans le dispositif de cet arrêté. Un jury était établi dans chaque chef-lieu d'arrondissement. Il était composé de membres nommés directement par l'administration départementale, et choisis parmi les citoyens se recommandant à la confiance de l'administration par leur savoir, leurs fonctions, et leur attachement à la République (1). Sur le rapport du Jury d'instruction, la municipalité du chef-lieu d'arrondissement présenterait à la nomination de l'administration départementale ceux qu'elle jugerait digne de son choix.

Les mobiles pouvant influencer les jurys d'instruction, et les municipalités, le mérite étant égal entre les candidats, sont énoncés sous forme de recommandation dans l'article 13 ainsi conçu :

« L'administration du département rappelle aux administrations municipales des chefs-lieux d'arrondissement, et aux jurys d'instruction ces grands principes de morale et de politique :

« Les bons exemples font plus d'impression sur le cœur des enfants, que les meilleurs préceptes.

« L'homme qui tient par le plus de liens à la société, est celui qui doit prendre le plus d'intérêt à la tranquillité, et par conséquent à la liberté de cette même société.

« Elle les invite donc à écarter les êtres isolés qui professent le

(1) Ledit arrêté désignait en même temps les personnes devant composer ces jurys, savoir : Pour l'arrondissement d'Auxerre, les citoyens Monnot-Villetard, Laporte, président de l'administration municipale, et Lefebvre, notaire public.

Pour l'arrondissement de Sens, les citoyens Benoist-Lamothe, Boulley, secrétaire de l'administration municipale, et Regley fils, administrateur municipal.

Pour l'arrondissement de Joigny, les citoyens Ragon, administrateur du ci-devant district, Lacam, administrateur municipal, et Piochard de la Brûlerie, gendre Grasset, tous demeurant à Joigny.

Pour l'arrondissement de Tonnerre, les citoyens Paul Carré, propriétaire à Vézennes, Campenon le jeune, officier de santé à Tonnerre, et Fouinat dit Brécy, administrateur à Tonnerre.

Pour l'arrondissement d'Avallon, les citoyens Gueniot, médecin, Male, professeur et administrateur du Département, et Artaut, médecin.

célibat par état, et à lui désigner de préférence les citoyens qui pratiquent au sein de leur famille la morale républicaine, qu'ils doivent enseigner à leurs jeunes élèves ».

L'arrêté se terminait par la déclaration que la surveillance des écoles primaires incombait aux administrations municipales (1).

En exécution de cet arrêté, le Conseil général de la commune, dans sa délibération du 9 messidor (27 juin), prenant en considération que son territoire avait une lieue de rayon, avec une population de 12.000 âmes ; qu'elle comptait 800 enfants environ, prit la décision suivante :

ART. 1^{er}. — Il sera ouvert huit écoles primaires, quatre pour les garçons, et quatre pour les filles.

ART. 2. — Les élèves des deux sexes seront partagés en quatre classes.

ART. 3. — Les classes seront partagées selon le degré d'instruction acquis par les enfants.

ART. 4. — Chaque classe aura son instituteur particulier.

ART. 5. — Ces quatre classes seront établies dans le même local pour les garçons et pour les filles.

ART. 6. — Les écoles primaires des garçons seront établies dans le ci-devant presbytère de Notre-Dame la d'hors ; celles des filles dans celui de Saint-Eusèbe (2).

Cependant, dès le 21 prairial (9 juin), en vertu d'une délibération municipale, un registre avait été ouvert au secrétariat de la Maison commune, pour, en exécution de l'arrêté de l'administration départementale, recevoir les noms des citoyens et citoyennes voulant se consacrer à l'instruction primaire dans l'arrondissement d'Auxerre. Les premiers qui se firent inscrire pour être instituteurs à Auxerre, furent les citoyens Dérode, instituteur, âgé de 51 ans, Amé père, instituteur, âgé de 60 ans, Moncuil, instituteur, âgé de 33 ans, demeurant cour Saint-Pierre, maison du ci-devant presbytère, Ponchard Antoine, âgé de 38 ans, demeurant rue Croix-de-Pierre (3).

Le 15 messidor (3 août) eut lieu l'examen, à la suite duquel le jury d'instruction déposa son rapport sur le bureau du Conseil municipal, concluant, par une fausse interprétation de l'arrêté du Département, à la nomination comme instituteurs à la résidence d'Auxerre des citoyens Antoine Ponchard, Mathurin Delafaix,

(1) Archives du département : registre des délibérations de l'administration départementale.

(2) Registre des délibérations municipales.

(3) Archives de la ville.

Amé père, et Philippe Chindé; d'où grand mécontentement du Conseil, froissé du mépris qui était fait de son droit de présentation. Le 29 fructidor (15 septembre), il prenait en conséquence l'arrêté suivant : « L'administration, considérant que la Commune a le choix des instituteurs à présenter au Département, sur toute la liste des examinés, et que le jury d'instruction ne peut lui imposer ses instituteurs, arrête : que le jury d'instruction est invité à transmettre à l'administration municipale son rapport de l'examen de tous les citoyens qui se sont présentés pour remplir en cette commune les fonctions d'instituteurs primaires, pour être fait le choix et la présentation au Département de ceux que l'administration croira plus capables de remplir ces fonctions. » Le jury d'instruction, pour donner satisfaction aux justes réclamations du Conseil, lui remit un nouveau rapport, sur le vu duquel l'administration municipale fit choix des citoyens Dérode pour la première division (petits enfants), Delafaix pour la deuxième, Amé pour la troisième, et Ponchard pour la quatrième (délibération du 29 brumaire an V (19 novembre 1796). Nominés instituteurs par l'administration départementale, par arrêté du 15 frimaire (5 décembre), ils furent installés le lendemain.

Cette réorganisation fut sans effet pour ramener dans les écoles publiques les enfants qui depuis si longtemps les avaient abandonnées, et vivaient dans le désœuvrement. Elle ne put triompher de l'indifférence des parents trop pauvres pour pouvoir les confier aux maîtres des écoles particulières. Cet état se maintint pendant toute l'année 1797, et jusqu'au commencement de 1798, où il fut procédé à une nouvelle réorganisation qui ne donna que des résultats bien médiocres. Le silence des registres municipaux, en ce qui concerne le paiement des maîtres et la surveillance des écoles, serait un indice déjà suffisant de cet abandon, si nous n'en trouvions la preuve manifeste dans un mémoire anonyme et manuscrit, auquel on peut accorder toute confiance parce qu'il fut rédigé par un ardent partisan de la Révolution. Il est daté du 27 thermidor an VI (14 août 1798), et commence ainsi : « Avant la Révolution, l'éducation publique en cette commune était presque entièrement confiée à des prêtres et à des moines (frères Saint-Charles). Elle se soutint quelque temps avant la Terreur, mais à l'époque de l'établissement de l'Ecole centrale était presque nulle » (1).

(1) Archives de la ville. Ce mémoire est intitulé : *Renseignements sur l'instruction dans la commune d'Auxerre.*

La loi du 3 brumaire avait ordonné qu'il serait établi dans chaque

CHAPITRE III

Deuxième réorganisation des écoles.

Il était donc urgent de tenter une nouvelle réorganisation des écoles. Le 17 pluviôse an VI (5 février 1798), l'administration communale donna un règlement concernant le régime intérieur des écoles, lequel devait être soumis à l'appréciation du jury d'instruction, et ensuite à l'approbation du Département. Ce règlement déterminait la durée des heures de classe, les jours de congé et la durée des vacances, invariablement fixées à une décade en germinal, à partir de l'ouverture des assemblées primaires, et deux

département une Ecole centrale, où pendant trois années les enfants âgés de 12 ans au moins à leur entrée recevraient un enseignement comprenant dans sa généralité les sciences, les lettres et les arts. Le siège de l'Ecole centrale de l'Yonne fut fixé à Auxerre, dans la ci-devant abbaye de Saint-Germain, qui avait abrité depuis la Révolution l'Ecole militaire, jusqu'à sa suppression en 1793.

L'inauguration du nouvel établissement eut lieu solennellement le 15 messidor an IV (3 juillet 1796). La cérémonie à laquelle donna lieu cette inauguration, telle qu'elle est consignée sur le registre des délibérations municipales, mérite d'être rapportée :

« La fête sera annoncée le 14 par une salve d'artillerie et par une proclamation de l'administration municipale qui sera faite dans les lieux accoutumés par un administrateur et un membre du jury d'instruction, escortés d'un peloton de la garde nationale.

Le 15 réunion de toutes les autorités avec le jury d'instruction dans la grande salle du Département ; et lorsque le signal en aura été donné par une salve d'artillerie, elles se rendront, escortées par la garde nationale et la gendarmerie, tambours et musique en tête, dans la grande salle de la ci-devant abbaye de Saint-Germain.

Le Président de l'administration prononcera un discours sur l'utilité des sciences et des arts. Lecture sera donnée ensuite, par un membre du jury d'instruction, des sujets des divers concours, et proclamation sera faite des professeurs et du bibliothécaire. Un membre du jury d'instruction prononcera un discours sur les ravages du Vandalisme, et sur ce qu'on doit attendre de la résurrection des sciences et des arts. Après ce discours la musique entonnera l'air chéri : *Où peut-on être mieux qu'au sein de sa famille.*

Le citoyen Dudesert est nommé commissaire pour l'organisation de cette fête, et est autorisé à l'embellir par tous les accessoires que son goût et les nécessités pourront lui inspirer. »

décades consécutives à partir de la veille de l'ouverture de la vendange; le quantum de la rétribution à payer au maître par chaque élève, selon le degré d'instruction qui lui était donné, la nature des punitions et des récompenses dont pourrait user le maître. Il s'étendait encore sur certaines parties non moins importantes, telles que les rapports des maîtres avec les professeurs de l'Ecole centrale (1). En somme ce règlement, élaboré par des personnes parfaitement au courant des questions intéressant l'instruction primaire, présente un intérêt réel, surtout en ce qu'il nous montre combien l'autorité municipale avait à cœur de voir prospérer ses écoles, en stimulant l'émulation des élèves, et en offrant aux maîtres le moyen d'élever le niveau de leurs connaissances par de fréquentes conférences avec les professeurs de l'Ecole centrale.

Avant de procéder à l'installation des instituteurs primaires, ce qui prouve bien que les classes n'étaient plus tenues, la municipalité convoqua à la Maison commune les instituteurs particuliers. Ils s'y trouvaient au nombre de neuf (2), parmi lesquels quatre ci-devant frères Saint-Charles, et prirent l'engagement de se conformer aux arrêtés du Directoire exécutif et aux lois concernant les instituteurs. Ils s'obligèrent en outre à se servir pour leurs leçons des livres élémentaires prescrits par le Gouvernement.

L'installation eut lieu le 30 pluviôse (18 février 1798), à 2 heures, en la salle décadaire (3), en présence d'une imposante assemblée composée du Jury d'instruction, du Jury Central, des professeurs de l'Ecole centrale, des autorités et des tribunaux. La cérémonie dut perdre cependant beaucoup de son intérêt en raison de l'absence de trois maîtres : Amé père, Derode, et Ponchard, qui peu de jours auparavant avaient été forcés de donner leur démission pour n'avoir pas pu fournir de certificat de civisme. Amé père (4), à qui ce certificat fut accordé, fut renommé le 20 ventôse suivant (13 mars) avec Jean Louis Sevestre (5); le troisième ne put être remplacé.

(1) Archives de la ville. Voir ce document aux pièces justificatives.

(2) Archives de la ville. — Ces maîtres particuliers étaient les citoyens : Jean Louis Sevestre, François Mathon, Girard aîné, Hubert Pinon, Prix Dérole, Jean Bridault, Joseph Blot, Jacques-François Moncuit, et Jean-Louis Denouh.

(3) Les assemblées décadaires se tenaient dans l'église du ci-devant couvent des Ursulines, dont on voit encore le fronton au coin des rues Michel Lepelletier et du Nil.

(4) Amé père donna sa démission le 13 messidor an VI (1^{er} juillet 1798). Il fut remplacé par le citoyen Jean-Louis Denouh le 2 thermidor suivant.

(5) Il donna sa démission le 7 fructidor (24 août).

Cette deuxième tentative de réorganisation des écoles primaires, qui fut aussi la dernière, ne donna pas de plus brillants résultats que la précédente. Quatre mois plus tard elles n'étaient encore fréquentées que par 117 élèves, au lieu de 400 qui, jusqu'au règne de la Terreur, y avaient été admis. Néanmoins l'auteur *des renseignements sur l'instruction dans la commune d'Auxerre* s'en félicite, surtout au point de vue du recrutement de l'Ecole centrale, dont les élèves étaient peu nombreux (1). « L'école primaire, dit-il, établie depuis quatre mois, et *non entièrement organisée*, secondera les efforts du premier établissement (de l'Ecole centrale) et lui préparera des élèves. Quoiqu'il y ait encore si peu de temps que l'école primaire pour les garçons ait été mise en activité, elle doit prospérer, elle compte déjà 117 élèves. Elle sera dirigée par quatre instituteurs, dont il reste encore un à nommer. Les trois qui enseignent aujourd'hui sont très républicains, et deux d'entr'eux montrent beaucoup de zèle et d'intelligence. »

Mais autant végétaient péniblement les écoles publiques, autant florissaient les écoles particulières. Elles étaient nombreuses, et nombreux étaient aussi les élèves qui les fréquentaient. A quoi devaient-elles cette prospérité ? La capacité des maîtres pouvait en être une des causes, car ils comptaient parmi eux trois ci-devant frères St-Charles : Dérode, Bridault, et Moncuit, qui jouissaient de la réputation, comme l'avait reconnu en son temps le Conseil municipal, de faire d'excellents élèves. De plus dans ces écoles l'enseignement religieux était donné, en secret il est vrai, car la religion catholique, qualifiée alors de fanatisme dans le langage officiel, était proscrite, et tous signes extérieurs : tableaux, crucifix, livres d'église, motivaient la fermeture de l'école où ils étaient trouvés, peine qui était encore encourue dans le cas de l'inobservation des décadis et de l'assistance des élèves aux offices des Dimanches et jours fériés par le culte catholique. Mais la population auxerroise, quoique très républicaine, sauf une partie qui sous l'ancien Régime était connue sous le nom de haute bourgeoisie, n'avait pas abandonné ses anciennes croyances, convaincue qu'elle était que la pratique de la religion est indépendante de la forme du gouvernement (2).

La surveillance exercée sur les écoles particulières par le Conseil

(1) Les Ecoles centrales eurent de la peine à s'établir. Plusieurs furent transformées en lycées dès 1802. L'Ecole centrale d'Auxerre fut supprimée en 1804.

(2) Voir Annuaire de l'Yonne année 1866, p. 247. — *Journal d'un Auxerrois*, du 19 novembre 1796 au 7 septembre 1797.

municipal était donc très sévère. Le 6 floréal (25 avril), les commissaires chargés de cette surveillance : Defrance, commissaire du Département, Laporte, commissaire du jury d'instruction, François-Charles Robert, et Charles Chesneau, commissaires de la municipalité, visitèrent les écoles de Bridault, demeurant rue Chantepinot, et de la citoyenne Robinet, demeurant rue des Bureaux (aujourd'hui rue Belle Pierre). Ils constatèrent que les murs étaient couverts de tableaux religieux ; que les livres dont se servaient les enfants, au lieu d'être ceux prescrits par la Convention étaient « contraires à la tolérance universelle », que le règlement était calqué sur les jours du calendrier Grégorien ; que la classe était fermée les jours affectés à la célébration du culte catholique « et comme preuve de l'aversion profonde pour les institutions républicaines qu'on employait le langage servile ». Trop nombreuses étaient ces infractions aux lois et règlements, pour que la fermeture de ces écoles n'en fût la conséquence. Elle fut ordonnée par arrêté du Conseil municipal du 11 floréal (30 avril), approuvé par le Département le 29 du même mois, et confirmé par décision du Ministre de l'Intérieur, François de Neufchâteau, le 13 prairial suivant (1^{er} juin).

Le 6 messidor (24 juin), nouvelle visite chez les instituteurs et institutrices, Dérode, Hubert Pinon, Denouh, Moncuit, Caron, Paulevé, Mathon, Mocquot, Boursin, et chez les citoyennes Lavau, Ducastel, Guignard et Sauvé (1). Cette visite eut pour résultat la fermeture des écoles tenues par les citoyens Dérode et Hubert Pinon, et la citoyenne Lavau. Les griefs qui leur étaient reprochés étaient les mêmes que ceux relevés ci-dessus. Un arrêté du Département du 29 messidor (17 juillet) approuva la décision du Conseil de la Commune. Ces fermetures d'écoles qui mettaient dans l'embarras pour l'éducation de leurs enfants un grand nombre de familles reçurent leur exécution, sans provoquer de protestations, tant était grand le respect porté aux magistrats, représentation vivante de la loi. On ne saurait en effet qualifier de ce nom l'humble supplique ou requête en faveur de la citoyenne Robinet, adressée au Conseil municipal par les mères de famille, dont les enfants fréquentaient cette école. Cette requête dénote bien par son style qu'elle était l'œuvre personnelle des signataires. Elle faisait valoir, en premier lieu, que la citoyenne Robinet s'était attachée à inspirer à ses élèves le respect et l'amour de la Répu-

(1) Madeleine Ducastel était ci-devant religieuse Ursuline. Des sœurs Sauvé, deux, Marie-Zénobie, et Julie-Joséphine avaient été religieuses Bénédictines à l'abbaye de Saint-Julien.

blique ; qu'elle leur faisait apprendre la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, base véritable de la Société. Elle faisait observer que le Corps législatif ayant autorisé l'établissement des écoles particulières, « la liberté veut que chacun puisse en user, comme bon lui semble, pourvu que l'ordre public soit respecté, et l'éducation ne peut exister réellement sans cette liberté ». Cette pièce porte les noms de dix-sept mères de famille, parmi lesquelles on remarque celui de la veuve Maure, probablement la veuve du Conventionnel, car son domicile, rue de la Draperie, aujourd'hui rue de Paris, n° 23, se trouvait à la porte de l'école, ou pensionnat tenu par la citoyenne Robinet.

Le principe de la liberté de l'enseignement primaire, conséquence naturelle du régime de liberté, au nom duquel s'était faite la Révolution, et que tous les corps législatifs avaient reconnu, comptait, comme on le voit, de ferventes adeptes à Auxerre parmi les mères de famille. Cette requête, suivie d'une déclaration de la citoyenne Robinet de se conformer aux lois et règlements, fut accueillie favorablement par le Conseil municipal, et un arrêté du Département ordonna la réouverture de cette école. Cet arrêté fut approuvé par le Ministre de l'Intérieur, le 20 ventôse an VII (10 mars 1799) (1).

Presque toutes les écoles particulières auraient pu tomber sous le coup de la loi et être fermées, si l'administration n'eût apporté une certaine tolérance, réservant ses rigueurs pour celles où les infractions étaient trop flagrantes, ou tenues par des maîtres expérimentés, et jouissant, en raison de leur capacité, d'une plus grande influence. C'est ainsi que l'auteur précité du mémoire sur l'instruction dans la commune d'Auxerre en 1798, signale une de ces écoles, où l'enseignement religieux était mêlé à l'enseignement républicain « La citoyenne Grignard et les sœurs Sauvé, ex-religieuses, tiennent pensionnat. Ces institutrices qui ne manquent pas de talent pour enseigner à lire, à écrire, un peu de géographie

(1) Archives de la ville. (Voir cette requête aux pièces justificatives).

La lettre du Ministre était ainsi conçue :

Citoyens administrateurs,

J'ai reçu l'arrêté par lequel vous rétablissez la citoyenne Robinet dans ses fonctions d'institutrice. J'approuve les dispositions qu'il renferme, parce qu'il est fondé sur le changement de cette institutrice, et sur l'intention formelle qu'elle a manifestée de se soumettre aux lois et arrêtés sur l'instruction publique.

Le Ministre de l'Intérieur,
François de NEUFCHATEAU.

et d'arithmétique, et les travaux de l'aiguille, ont, il est vrai, mis entre les mains des enfants quelques livres conformes aux principes du républicanisme, mais elles mettent concurremment, et avec plus de prédilection, les eucologes, paroissiens et le catéchisme de Cicé. Elles promettent de se conformer aux vœux du gouvernement, mais les jours fériés par les catholiques elles ne peuvent tenir à l'ordinaire leurs classes, puisqu'elles se font un devoir de conscience de conduire assidûment, soir et matin, leurs élèves à tous les exercices du culte. Mais elles croiraient offenser Dieu en conduisant leurs élèves aux instructions des magistrats. Du reste les jeunes personnes sont tenues chez elles très proprement et très décemment ; elles y peuvent conserver leurs mœurs et fortifier leur santé. »

Les années 1799 et 1800 s'écoulèrent sans qu'il fût apporté de changements au régime des écoles communales. Parvinrent-elles à contrebalancer la vogue dont jouissaient les écoles particulières ? aucun indice ne me l'a fait connaître. Il y a lieu d'en douter, en argumentant de ce fait que deux nouvelles écoles particulières furent encore ouvertes ; l'une le 27 thermidor an VI (14 août 1798) par la citoyenne Anne de Lenfernat, ci-devant religieuse Ursuline, l'autre le 11 brumaire an VIII (2 novembre 1799) par le citoyen Bruley ; ce qui ne se serait pas produit si ces écoles eussent été en décadence.

Notons, en terminant, que Dérode, estimant le moment opportun, au commencement de l'année 1800, pour demander la réouverture de son école, vit sa demande favorablement accueillie par le Conseil municipal dans sa séance du 21 janvier. Les considérants qui précèdent cette délibération méritent d'être rapportés comme un témoignage de l'impartialité des magistrats municipaux, et de l'estime générale que s'était acquise le ci-devant frère Saint-Charles par sa soumission à la loi, la droiture de son caractère, et ses talents d'instituteur : « L'administration, considérant que la soumission à l'arrêt qui l'a suspendu lui a mérité l'estime de ses concitoyens ; considérant qu'il donne la promesse dans sa pétition de se conformer à l'avenir aux lois ; qu'il a tous les talents nécessaires pour faire de bons élèves, qu'il est père de famille, et n'a d'autres ressources que son état, estime qu'il y a lieu de l'autoriser à reprendre ses fonctions. »

CONCLUSION

Arrivé au terme de cette étude, dont nous avons parcouru les différentes étapes en nous appuyant uniquement sur les documents authentiques que nous avons eus entre les mains, nous avons pensé qu'il pouvait être à propos d'en donner le résumé, rappelant en même temps les causes qui entravèrent le développement des écoles communales, et rendirent extrêmement difficile le fonctionnement des écoles libres ou particulières.

La fondation de M. de Caylus, en 1729, d'écoles gratuites avait pour but d'attirer par cette gratuité même les parents dans l'indigence, ou vivant péniblement de leur travail, ou même jouissant d'une aisance si faible que le moindre sacrifice leur était interdit ; de les déterminer enfin à faire instruire leurs enfants. Le but du fondateur fut atteint, et même dépassé ; car à ces enfants, issus de parents pauvres ou peu aisés, vinrent se joindre ceux nés de parents riches, des fils de magistrats, ou de personnes vivant d'un commerce fructueux ; de sorte que ces écoles, fréquentées par 400 ou 500 enfants, et dirigées par huit maîtres, parvinrent à un haut degré de prospérité. La cause de cette prospérité résidait dans ce que ces maîtres étaient pourvus d'une solide instruction et qu'ils avaient été formés à l'art si difficile de l'enseignement dans une maison, sorte d'école normale, sise au faubourg Saint-Antoine à Paris, d'où on les envoyait dans les villes de province, où leur logement, leur nourriture et leur entretien pouvaient leur être assurés.

Dès le début de la Révolution, l'établissement des frères Saint-Charles commença à périliter, par suite de la diminution des ressources que les maîtres tenaient de leurs bienfaiteurs : puis la gêne augmenta, la maison qu'ils habitaient fut vendue par son propriétaire, et, dans le dénuement le plus complet, ils se virent réduits à implorer le secours de la municipalité. Craignant de voir disparaître cette utile fondation, le Conseil général de la Commune, aux prises lui aussi avec les dures nécessités du moment, ne put leur accorder que de faibles secours en pain et en vin. Cet état bien précaire continua jusqu'au commencement de l'année 1794, où ils furent reconnus comme instituteurs primaires communaux, et reçurent un traitement régulier de la Commune. Mais cette même année 1794, qui fut l'époque de la Terreur, porta un coup funeste

aux écoles, elles cessèrent de fonctionner jusqu'à la réorganisation qui en eut lieu en l'an IV (1796), en vertu de la loi du 3 brumaire de la même année. De nombreuses écoles particulières furent alors ouvertes et vécurent péniblement, gênées qu'elles étaient par une surveillance ombrageuse, dont la proscription de la religion était la cause.

Une nouvelle réorganisation fut tentée en l'an VI (1798). Les résultats n'en furent pas meilleurs. Quatre mois plus tard, en effet, les écoles primaires de la Commune, incomplètement organisées et dirigées par trois maîtres seulement, n'étaient fréquentées que par un très petit nombre d'élèves, tandis que les écoles particulières recevaient la plus grande partie de la population enfantine. La cause de cette prédilection, faut-il la chercher dans un esprit d'hostilité au régime républicain ? Nous sommes loin de le penser. Les Auxerrois, dès le début de la Révolution, embrassèrent avec ardeur les idées nouvelles, et pendant tout le cours de cette époque mouvementée l'administration départementale n'eut toujours qu'à se louer de ses rapports avec le Conseil général de la Commune. La tranquillité la plus complète ne cessa de régner dans la vieille cité bourguignonne, sauf en ce jour néfaste, où, sous les coups de quelques misérables, succombèrent MM. Duché et Potherat (1). La véritable cause, comme nous l'avons déjà dit, était que dans les écoles particulières, où une ombre de liberté existait encore, la religion catholique, à laquelle les Auxerrois étaient fort attachés, faisait partie de l'enseignement, en dépit des lois et règlements ; tandis que dans les écoles communales, elle était tournée en dérision, ainsi que ses dogmes qualifiés de contes et de superstitions. L'instituteur particulier se trouvait dans l'alternative, ou de satisfaire aux lois en mécontentant les parents, ou de se refuser à y obéir en leur donnant satisfaction. Un de ces instituteurs crut pouvoir sortir d'embarras, en demandant au Conseil municipal la permission de déférer aux volontés des pères de famille. Il lui fut répondu par un refus. C'était en effet s'abuser étrangement que

(1) Cette douceur de mœurs des habitants, nous en relevons la preuve dans une délibération du Conseil municipal du 1^{er} messidor an V (19 juin 1797). Le ministre de la guerre ayant le dessein d'envoyer en garnison une compagnie d'infanterie, il fut décidé qu'on lui écrirait « que dans cette commune renommée par sa tranquillité, son amour de l'ordre, où le peuple est bon et ne se porte pas aisément à des excès, si on ne peut pas affirmer qu'elle ne renferme pas de malveillants, c'est qu'aucune réunion un peu nombreuse ne peut avoir ce privilège, et pour l'assurer qu'il n'est pas besoin de force armée pour maintenir l'ordre ».

de penser que des magistrats chargés d'appliquer les lois pouvaient lui donner l'autorisation de les enfreindre (1).

L'observation du calendrier républicain ne put jamais être obtenue complètement des instituteurs particuliers. Pouvait-il en être autrement quand la majeure partie de la population avait continué de suivre les anciens usages, les boutiques étant fermées et les travaux suspendus le dimanche (2), et que les décadis s'écoulaient silencieusement sans aucune manifestation extérieure que, de temps en temps, une réunion à la salle décadaire, où le peuple était appelé pour entendre la lecture des lois nouvelles ou quelques discours de membres de l'administration ? C'était un véritable gâchis. Qu'arrivait-il en effet ? que dans une décade se rencontraient souvent deux Dimanches et qu'en y ajoutant le quintidi et le décadi le temps affecté au repos égalait presque celui consacré à l'étude. Heureux temps pour les écoliers paresseux ! Une idée lumineuse surgit alors du sein du Conseil municipal, devant faire cesser cet état de choses si préjudiciable à l'enseignement : c'était de prier les catholiques de faire du décadi leur dimanche, et de reporter à ce jour les fêtes tombant dans la décade. De cette manière, tout le monde serait satisfait, et la loi serait observée. Quoique la nécessité d'une entente avec le clergé parût assez risquée, il convenait cependant de faire les démarches pour y arriver. Deux conférences furent donc tenues par le Conseil avec les ministres du culte les 29 pluviôse et 12 ventôse an VI (17 février, 2 mars 1798). Il en fut dressé procès-verbaux, ainsi que le relate le registre des délibérations, sans nous en faire connaître la teneur, preuve évidente que le résultat ne répondit pas aux intentions du Conseil.

Vexée de cet échec, l'administration municipale sévit avec plus de rigueur contre ceux qui n'observaient pas les décadis (3). Le

(1) Registre des délibérations municipales, séance du 11 ventôse an III (1^{er} mars 1795).

« Vu la pétition du citoyen Blot, instituteur particulier, expositive que les parents, dont les enfants lui sont confiés, exigent qu'en vertu de la liberté des cultes, il enseigne à ses élèves les principes de la religion catholique, et tendante à y être autorisé ;

Passe à l'ordre du jour. »

(2) *Annuaire de l'Yonne*, année 1866, journal d'un Auxerrois.

(3) Registre des délibérations municipales, séance du 19 ventôse an VI (9 mars 1798).

« Arrêté qu'il sera informé contre certains citoyens qui se sont livrés à un travail le jour du décadi : 1^o contre Nicolas Millot, qui condui-

6 floréal an VI (25 avril 1798), était publié dans la commune un arrêté du Directoire exécutif du 14 germinal précédent, édictant des peines sévères contre ceux qui refuseraient de se servir du calendrier républicain. Le 23 messidor (11 juillet) l'administration départementale défendait à Bailly, imprimeur à Auxerre, de n'imprimer d'autre calendrier que le calendrier républicain. Le 17 thermidor (4 août), était rendue une loi touchant la stricte observation des décadis. Cette loi fut publiée très solennellement dans la Commune par les administrateurs municipaux, escortés de 200 hommes de la garde nationale. Efforts inutiles pour arrêter le courant qui entraînait le peuple à suivre ses anciens usages. Moins de deux années plus tard, l'inobservation de cette loi, malgré tous les moyens de répression employés était devenue encore plus générale; les instituteurs et institutrices de la Commune n'en tenaient plus compte et l'administration municipale se voyait dans la nécessité de leur prescrire de l'observer (1).

Cette impuissance de l'autorité à faire exécuter une loi contraire à des usages qui avaient pour eux la sanction des siècles, dont les conséquences étaient de nous isoler des autres nations et de rendre très difficiles nos relations commerciales avec elles, est loin de nous étonner. Elle confirme les enseignements de l'histoire et la vérité de cet axiôme que les lois restent sans effet quand elles sont en désaccord avec les mœurs, ou, comme l'a dit un des plus grands poètes de l'antiquité :

Quid leges sine moribus
Vanæ proficiunt.

sait une voiture de fagots chez un boulanger ; 2^o Reviron, fripier, rue du Temple, pour étal de marchandises ; Laumet, couvreur, rue du Pont, qui travaillait sur le toit d'une maison Cour Saint-Pierre ; et Chavany, gendre Greffet, qui a chargé des terres dans un tombereau rue du Pont et a tenu de plus des propos injurieux contre l'administration.

(1) Registre des délibérations municipales, séance du 11 ventose an VIII (2 mars 1800).

Les instituteurs et institutrices publics et particuliers de la Commune, contrevenant à la loi du 17 thermidor an VI, sur le repos qui doit avoir lieu les jours fériés par le calendrier républicain, et fermant leurs classes des jours autres que ceux prescrits, seront rappelés à l'observation de la loi.

PÉTITION DES FRÈRES SAINT-CHARLES

Le deuxième jour du premier mois de l'an II (23 septembre 1793)

Aux citoyens, officiers municipaux et membres du Conseil de la Commune d'Auxerre.

Les citoyens maîtres des écoles dites de Saint-Charles, que vous avez constamment pris sous votre protection comme de vrais pères, viennent déposer leurs prières dans votre sein paternel.

Ils ne sont pas embarrassés de trouver du blé, vous leur en avez promis deux bichets par semaine, et vous leur avez tenu parole. Leur inquiétude présente n'est pas de manquer de pain, mais leur difficulté est de le payer. Ce n'est pas, citoyens, que la personne qui, jusqu'à ce moment a pourvu avec tant de générosité à tous leurs besoins ait rien rabattu de son amour pour le bien public, ni de son zèle à nous obliger ; mais nos dépenses ayant augmenté de plus de la moitié par l'augmentation de toutes espèces de denrées, et ses facultés ayant diminué, comme celles de tous les autres citoyens, elle ne peut plus faire ce qu'elle a fait.

Nous vous prions donc, vrais amis du peuple, de venir au secours de ce magnanime citoyen pour la dépense du pain et du vin seulement ; il nous a promis de pourvoir à tout le resté, et il le fera avec le plaisir qu'il éprouve à faire le bien de sa patrie.

Nous sommes en état, citoyens, de vous donner des preuves des excessives dépenses qu'il a faites pour les écoles de cette ville, en vous mettant sous les yeux le dernier compte de recette et de dépense du quartier de juillet, que nous lui avons porté les premiers jours du présent mois. Vous verrez, citoyens, qu'il se monte à près de 1.800 livres.

Signé : BRIDAULT, le jeune,
Supérieur des écoles gratuites, au nom de tous
ses confrères.

APOSTILLE DE MAURE

Le Représentant du peuple dans le département de l'Yonne, à qui cette pétition a été communiquée, et qui a connaissance des services rendus par cet établissement à la commune d'Auxerre, estime que la demande des exposants doit être accueillie par tous les habitants d'Auxerre, qui ont si longtemps joui gratuitement de ce bienfait ; et que, si on considère que partout les écoles ont été à la charge des habitants, on ne peut, sans aller contre le salut du peuple, refuser d'y faire droit, jusqu'à la prochaine organisation des écoles nationales.

A Auxerre, le 10 octobre l'an II de la République une et indivisible.

Signé : MAURE, aîné.

OBSERVATIONS DE LA COMMUNE

Le Conseil général de la commune d'Auxerre qui a vu la présente pétition et l'apostille du citoyen Maure, représentant du peuple, et ouï le procureur de la Commune ;

Considérant que depuis de longues années, les exposants élèvent gratuitement les enfants d'Auxerre, et notamment ceux de la classe indigente des citoyens, et qu'à ce titre la Commune leur doit une reconnaissance particulière ;

Considérant aussi, que le renchérissement excessif de toutes choses et les circonstances actuelles peuvent diminuer les ressources des exposants, et qu'il est juste de venir à leur secours ;

Considérant enfin que les écoles dont il s'agit peuvent être considérées comme écoles primaires, et que, comme telles, elles doivent être entretenues par la Nation ;

Arrête que l'administration supérieure demeure invitée à prendre l'objet dont il s'agit en grande considération, et arrêter que les frais du pain et du vin nécessaires aux maîtres des écoles de Saint-Charles soient provisoirement à la charge de la Nation, et désigner la caisse dans laquelle les dits frais seront pris et à en ordonner le paiement de la manière qu'elle jugera convenable.

Le Conseil général de la Commune arrête de plus que le présent arrêté sera porté à l'administration supérieure par deux de ses membres.

Fait le deuxième jour de la troisième décade du 1^{er} mois de l'an II de la République française une et indivisible.

Signé : ROBINET, maire.

FAULTRIER, secrétaire général.

APOSTILLE DU DISTRICT

Vu la présente requête, l'apostille du citoyen Maure, les observations du Conseil général de la commune d'Auxerre.

Le Directoire du district ; le procureur syndic entendu ;

Considérant qu'une institution dont le but est aussi utile, et les succès aussi bien établis que ceux de la maison des écoles de Saint-Charles, à Auxerre, mérite toute la sollicitude des administrateurs populaires ; que si les écoles primaires étaient formées, et les fonds destinés à leur entretien décrétés, il ne serait question que d'en faire l'application sur le champ en faveur des pétitionnaires ; qu'une loi sage et prévoyante a commis provisoirement aux administrations la surveillance des écoles publiques jusqu'à la nouvelle organisation, que si elle n'a pu déterminer quels fonds seraient dans ce cas destinés à leur soutien, c'est qu'elle s'est reposée sur la sagesse des administrations supérieures ;

Estime qu'il y a lieu d'accorder sur les fonds de secours mis à la disposition du département, ordonnance de 1.000 livres au citoyen Bridault,

supérieur de la maison dite des écoles Saint-Charles, pour subvenir aux dépenses du premier trimestre, à la charge d'en rendre compte à la fin du dernier mois.

Espérant que la réduction prochaine du prix des denrées pourra rendre cette somme suffisante avec celles que la main bienfaisante qui les a répandues jusqu'ici sur cet établissement sera invitée de lui continuer.

Fait au Directoire du district, et envoyé à celui du département à Auxerre le 15 octobre 1793, l'an II de la République française.

Signé : RATHIER, président.

MASSOT, BAILLET, CHARDON, secrétaires.

(Archives communales d'Auxerre.)

REQUÊTE

des frères des écoles Saint-Charles à la Commune

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ OU LA MORT

Auxerre, le 6 pluviôse an II de la République française une et indivisible (25 janvier 1794).

Aux citoyens membres du Conseil général de la commune d'Auxerre.

Les maîtres des écoles gratuites et publiques de cette commune vous doivent, comme magistrats du peuple, par reconnaissance et par attachement, de déposer dans votre sein toute l'amertume de leur situation actuelle :

Vous n'avez jamais su parfaitement peut-être que les écoles que nous professons n'ont toujours été soutenues que par les bonnes œuvres et la charité de quelques citoyens, même étrangers à la Commune ;

Tous pauvres nous avons été élevés pour entretenir cet établissement. Nous avons fait de longs et de pénibles efforts pour nous acquitter fidèlement de nos devoirs, et s'il nous a été permis de jouir de quelque satisfaction, la plus précieuse est l'estime que les Auxerrois nous ont toujours marquée ; et nous ne l'oublierons jamais quel que soit l'éloignement que les circonstances pourront mettre entr'eux et nous.

1^o Le propriétaire de la maison que nous occupons nous a fait annoncer qu'il ne pourrait plus nous aider de cette ressource ; que réduit à la médiocrité, il était même forcé à nous discontinuer ses secours. En un mot il a fait mettre en vente sa maison, et sous peu vraisemblablement nous allons être obligés de l'abandonner.

2^o Nous étions encore à la charge de ce vertueux citoyen, lorsque les réquisitions que nécessite la défense de la République contre les tyrans coalisés en ont emmené deux. Leur âge, leurs forces les rendaient capables de servir ; leur âge et leurs forces nous les rendaient utiles aussi. Ils faisaient des écoles, ils nous aidaient dans les nôtres, et notre fardeau partagé était encore supportable ; maintenant il pèse sur nous tout entier, lorsque nous devrions toucher au moment de jouir de la tranquillité que des années d'études semblaient nous promettre.

Mais quel que soit notre zèle, nous ne devons pas nous dissimuler, ni à vous, citoyens, que nous ne pouvons suffire, et nous tromperions votre attente si quelqu'intérêt pouvait nous faire céder la vérité.

L'un de nous, le citoyen DESBOUEZ, âgé de 51 ans exerce depuis 31 ans. Il est attaqué d'un asthme qui le fait souffrir considérablement. Les indispositions qui l'accompagnent, puisqu'elles en sont la suite, sont très fréquentes. Sa respiration en est extrêmement gênée, souvent même il la perd, et ne peut se faire entendre.

Le citoyen DERODE, âgé de 50 ans et faisant les classes depuis 26 ans est menacé de perdre la vue, autant par fatigue que par suite de maladie.

Le citoyen MONCUIT, qui n'est âgé que de 31 ans à la poitrine très faible. L'air des classes lui est contraire, et dans ce moment il éprouve une maladie grave qu'on craint qui ne devienne dangereuse.

Le citoyen BRIDAULT, qui eut le mieux supporté à son tour l'exercice pénible des écoles ; le travail de 21 ans l'a cependant affaibli, et c'est par des ménagements nécessaires à sa santé qu'il les a quittées depuis quelques années.

Voilà, citoyens magistrats, tout ce que la commune d'Auxerre a maintenant de maîtres pour l'éducation de quatre à cinq cents enfants.

Sans fortune et sans asile, sans ressources, sans sujets d'espérance, sans autres moyens, sans santé, réduits enfin à un trop petit nombre ; incapables de grands services, vous concevez aisément que nous ne pouvons plus continuer nos écoles.

Appréciez, citoyens et magistrats, cette explication ; elle nous coûte des chagrins cuisants, mais en vous la faisant nous devons compter sur votre justice. Conservez-nous dans votre amitié, nous avons pensé que nous n'en sommes pas indignes, parce que nous l'avons constamment ambitionnée ; nos sentiments pour vous ne peuvent pas paraître douteux ; vous les méritez tous, et vous avez trop fait pour nous, pour que nous n'en conservions pas une éternelle reconnaissance.

Signé : BRIDAULT, le jeune ; DESBOUEZ, DERODE.

(Archives communales d'Auxerre.)

RÈGLEMENT

*pour les écoles primaires de la commune canton d'Auxerre
arrêté par l'administration municipale en sa séance du 17 pluviôse an VI
de la République une et indivisible*

ART. 1^{er}. — Les classes s'ouvriront depuis le 1^{er} vendémiaire jusqu'au 1^{er} germinal à 8 h. 1/2 et depuis le 1^{er} germinal jusqu'au 1^{er} vendémiaire à 8 heures.

ART. 2. — Les instituteurs enseigneront le matin jusqu'à 11 heures et le soir depuis 2 heures jusqu'à 5 heures, et jusqu'à la nuit quand elle arrive plus tôt.

ART. 3. — Les classes vaqueront tous les quintidis et décadis, ainsi que les autres jours de fêtes nationales.

ART. 4. — Chaque classe sera ouverte et fermée par le chant d'un couplet moral ou patriotique, dont les originaux seront fournis par l'administration municipale.

ART. 5. — Les classes vaqueront une décade à partir de l'ouverture des assemblées primaires et deux décades consécutives à partir de la veille de l'ouverture de la vendange.

ART. 6. — Quand l'un des instituteurs sera indisposé au point de ne pouvoir enseigner, il sera tenu d'en faire avertir sur le champ l'administration municipale qui pourvoira momentanément à son remplacement.

ART. 7. — Deux jours avant la fête de la jeunesse (1), les élèves subiront un examen public. Toutes les autorités constituées seront invitées à y assister, au moins par députation. L'administration municipale fera les frais et les préparatifs de cette fête.

ART. 8. — Le 10 germinal des prix seront décernés aux élèves qui se seront le plus distingués.

ART. 9. — Les instituteurs ne pourront enseigner que ce qui leur est prescrit par la loi du 3 brumaire an IV.

ART. 10. — Les élèves ne seront pas reçus au-dessous de l'âge de 7 ans.

ART. 11. — Les parents ou tuteurs payeront pour chaque enfant savoir : pour les élèves du 1^{er} degré 1 fr. 50 par mois ; pour ceux du 2^e degré 1 fr. 75 ; pour ceux du 3^e degré 2 francs ; et pour ceux du 4^e degré 2 fr. 25.

ART. 12. — La municipalité fera la recette du salaire des instituteurs (2).

ART. 13. — A cet effet, chaque instituteur tiendra un registre, où il énoncera les nom, prénoms, âge et domicile de chaque élève, et la date de son entrée à l'école.

ART. 14. — Ce registre sera visé et signé deux fois le mois par un administrateur municipal.

ART. 15. — L'administration municipale, sur la notoriété de l'indigence des parents, pourra excepter de la rétribution un certain nombre d'élèves, jusqu'au quart, s'il y a lieu.

ART. 16. — Tout mois commencé sera payé en entier.

ART. 17. — Tous les enfants, dont les parents solvables auront été trois mois sans payer la rétribution due seront renvoyés, et les parents poursuivis.

ART. 18. — Les élèves qui manqueront à une classe seront tenus d'apporter à la classe suivante une excuse par écrit de leurs parents ; s'ils ne savent pas écrire ils les conduiront eux mêmes ce jour là.

(1) La fête de la jeunesse était célébrée le 10 germinal (30 mars).

(2) Ce mode de paiement fut changé en celui de paiement direct par les parents aux maîtres par décision du Conseil de la Commune du 1^{er} messidor an VI (19 juin 1798) sous le prétexte « que les rapports qui en résulteront entre les parents et les maîtres permettront à ces derniers de s'entretenir des progrès des enfants et de leur conduite ».

ART. 19. — Les châtimens corporels réservés aux esclaves seront bannis des écoles primaires.

ART. 20. — Les élèves perturbateurs et insoumis seront punis par des positions gênantes, par des écriteaux, par des places humiliantes, par des notes communiquées à l'administration, et elle, par l'organe de l'un de ses membres, ira faire aux insubordonnés une réprimande personnelle.

ART. 21. — Tous les trois mois chaque instituteur sera tenu d'apporter à la Maison commune un tableau contenant les noms, prénoms, âge et domicile de tous les élèves, avec une colonne d'observations sur leur conduite, leurs progrès et leurs dispositions.

ART. 22. — Il sera imprimé, aux frais de l'administration municipale, plusieurs grands tableaux contenant les figures et toutes les formes des diverses écritures de l'alphabet français et des chiffres arabes.

ART. 23. — Ces tableaux, suspendus aux murs d'une classe, seront le seul livre des commençans.

ART. 24. — L'administration municipale fera imprimer un petit livre contenant les droits et les devoirs de l'homme et la Constitution de l'an III. La première partie sera divisée par syllabes, et exécutée sous les yeux et par les soins du professeur de grammaire générale de l'Ecole centrale; et ce sera le premier livre qu'on mettra entre les mains des élèves.

ART. 25. — Quand les instituteurs le jugeront à propos, ils mettront entre les mains des élèves les *principes de lecture* par le citoyen Martineau.

ART. 26. — On mettra entre les mains de ceux qui sauront lire couramment la petite grammaire française de Lhomond, et le traité des nouveaux poids et mesures.

ART. 27. — D'après le vœu du gouvernement, il est enjoint aux instituteurs primaires de se concerter avec les professeurs de mathématiques, de grammaire générale, de morale et d'histoire, pour avoir avec eux les quintidis, une conférence, où ils s'éclaireront et s'affirmeront dans les principes de leur art.

ART. 28. — Pour exciter l'émulation, et par forme de récompense, tous les nonidis, le soir, chaque instituteur désignera ceux de ses élèves dont il sera le plus satisfait. Ces élèves seront par lui, le lendemain, conduits à la réunion des citoyens, dans la salle des fêtes décadiers, où l'administration municipale leur aura désigné une place honorable, et leurs noms y seront proclamés chaque fois par un administrateur.

ART. 29. — Les noms des élèves qui auront mérité des punitions y seront dénoncés au mépris public.

ART. 30. — Les élèves de la première classe, les plus jeunes sortiront de classe cinq minutes avant les autres, la seconde classe cinq minutes avant la troisième, et les deux dernières à la fin.

ART. 31. — Les instituteurs veilleront à ce que les élèves sortent en silence et ne restent pas attroupés sur la place voisine.

ART. 32. — Les articles trois, quatre, huit et dix-huit sont rendus communs et obligatoires pour tous les instituteurs et institutrices de ce cen-

ton. L'administration municipale fera fermer les classes de ceux ou celles qui y contreviendront.

Les commissaires de police sont spécialement chargés de veiller à leur exécution, et d'en informer l'administration.

REQUÊTE

De mères de famille au Conseil municipal d'Auxerre (1).

Aux citoyens composant l'administration municipale de la Commune, canton d'Auxerre.

Les soussignées, mères de famille, exposent qu'elles ont vu avec une douleur profonde leurs enfants privés de l'éducation que leur donnait la citoyenne Robinet, et elles ont appris avec étonnement quel était le motif de la clôture de sa maison d'éducation.

C'est, suivant votre arrêté et celui de l'administration centrale parce que la jeunesse y reçoit une éducation incivique.

Cette accusation est grave, mais elle ne doit pas rester vague. Les soussignées y opposent des faits, et là, réside le motif d'une décision.

L'éducation des hommes a paru pendant longtemps devoir seule occuper ; celle des femmes a toujours été trop négligée, et si quelques-unes ont paru avoir des talents et des connaissances soit agréables, soit abstraites, on les a regardées comme des phénomènes. Ce n'est pas que les femmes doivent prétendre aux sciences nécessaires pour gouverner, mais enfin elles ont droit à l'éducation, elles ne sont pas condamnées à vivre dans l'ignorance.

Le Corps législatif, en instituant les écoles primaires, en a établi pour les femmes, mais aussi il a permis les maisons d'éducation particulières. Il a reconnu que le commencement de ces établissements publics ne pouvait être que très faible. Il faut que ceux qui s'adonnent à l'éducation soient formés s'ils veulent former les autres, et l'insouciance de l'ancien Régime avait frappé de nullité tout ce qui peut les concerner.

D'ailleurs la liberté veut que chacun puisse en user, comme bon lui semble, pourvu que l'ordre public soit respecté, et l'éducation ne peut exister réellement sans cette liberté.

Mais les instituteurs particuliers doivent respecter le gouvernement, ils doivent inspirer à leurs élèves le respect et l'amour de la République. Ce principe est vrai ; a-t-il été méprisé par la citoyenne Robinet ? voilà la question. La Déclaration des Droits de l'Homme et les devoirs du citoyen, rappelle les bases véritables de la société, la citoyenne Robinet l'a fait apprendre à ses élèves.

L'histoire de la chute des trônes, et la supériorité du gouvernement républicain doit dicter et inspirer l'amour de la République. L'histoire Romaine en présente le tableau. Elle apprend encore que si les Républi-

(1) Archives de la ville.

ques peuvent souffrir quelqu'atteinte, c'est par la lâcheté des citoyens. Elle confirme par là le sentiment de fidélité au gouvernement républicain ; la citoyenne Robinet l'a fait apprendre à ses élèves.

Des exercices publics ont lieu chaque année ; ils présentent le résultat du travail ; y a-t-on vu rien de contraire à la Révolution ? Au contraire, outre le récit des leçons données, les élèves instruites par la citoyenne Robinet répètent des conversations et de petites pièces toutes patriotiques.

Des prix sont distribués. La citoyenne Robinet y a établi un ordre décadaire. Il est impossible sans doute de faire plus pour la Révolution.

Veuillez donc, citoyens administrateurs, rapporter votre arrêté. Nous vous en conjurons avec l'empressement de la reconnaissance et du besoin. Nous voulons que nos enfants reçoivent de l'éducation, qu'ils apprennent à aimer la Révolution ; ils l'aimeront avec une éducation sage, et douce et républicaine, et certes on ne peut rien lui reprocher à la citoyenne Robinet, si on n'a pas de reproches à faire aux autres institutrices.

Ce 6 messidor an VI.

Signé veuve Disson ; Delaloge f. Chardon ; Martineau f. Sauvalle ; f. Barins ; veuve Maure ; f. Regnauldin ; f. Latour ; f. Fournier ; veuve Duplessis ; f. Heuvrard ; Jeanne Marchand ; Duché f. Bachelet ; f. Mention ; veuve Mérat ; f. Robin ; f. Delaloge ; f. Gauthier.

La maison dans laquelle étaient installés les frères Saint-Charles pendant la Révolution, rue d'Eglény, n° 9, est devenue la propriété de M. Olivier Charton, président du Tribunal civil. Elle est aujourd'hui occupée par M. Gonat.



LOUIS-HENRI DE GONDRIN

ARCHEVÊQUE DE SENS (1620-1674)

ÉTUDE HISTORIQUE

Par M. le chanoine BLONDEL, doyen du Chapitre de Sens.

PRÉFACE

La vie de L.-H. de Gondrin mérite d'être mise en lumière ; car si elle est généralement connue dans son ensemble, il y a bien des faits inexpliqués, des détails inédits, des points restés dans l'ombre, des soupçons téméraires, dont il faut chercher l'origine et montrer le peu de fondement.

Ce prélat a joué un rôle prépondérant dans les affaires de l'Eglise de France. Il assistait habituellement aux assemblées du haut Clergé, et parfois y présidait ; il y conquérait tous les suffrages, grâce à son talent oratoire et à son entente des affaires. Il eut la principale part dans ce qu'on a appelé la « paix de Clément IX. »

Ses adversaires l'ont qualifié de janséniste. Pourtant, on ne saurait sans injustice le taxer d'hérésie. Sans doute, il faisait partie de la minorité des évêques de ce temps qui avaient des sympathies très accentuées pour les écrivains de Port-Royal et pour leurs doctrines ; mais fut-il positivement hérétique ? Assurément non, et il ne nous sera pas difficile de le laver de cette accusation. En effet, c'est, à proprement parler, la révolte qui constitue l'hérésie. Or, Henri de Gondrin n'a jamais fait acte de révolte contre le Saint-Siège ; il s'est montré toujours soumis aux décisions du chef de l'Eglise. S'il eut un moment d'hésitation, lors de la publication de la Bulle d'Innocent X, en 1653, il ne tarda pas à céder aux conseils de ses collègues ; il fit sa soumission sans restriction ni réserve. Donc, il n'a jamais cessé d'être en règle avec le Saint-Siège.

En résumé, Henri de Gondrin était un prélat pieux, zélé, de

mœurs austères, s'occupant très activement de l'administration de son diocèse. Seulement, il manquait de modération dans le caractère. Il était jaloux de ses droits jusqu'à l'opiniâtreté; impérieux, inflexible jusqu'à la rudesse (1), intraitable, lorsque son autorité était en cause. De là les nombreux et affligeants démêlés qu'il eut avec les communautés ecclésiastiques et religieuses; de là, le désordre général qui en résulta; de là, enfin, les colères qu'il excita dans le diocèse et les imputations calomnieuses dont il fut l'objet.

Toutefois, s'il eut des torts, il les a largement expiés par la vie si édifiante de ses dernières années; il les a effacés par l'humble et public aveu qu'il a fait avant de quitter ce monde, et surtout par sa mort, qui fut vraiment celle d'un saint.

Et puis, il a laissé après lui des œuvres très utiles, dont il eut l'initiative et dont plusieurs subsistent encore, notamment les Conférences ecclésiastiques et le Séminaire diocésain. A ces différents titres, il a bien mérité de l'Eglise sénégalaise, et nous avons cru bon de raconter sa vie, d'après le récit qui nous en a été fait par deux de ses contemporains, le doyen Fenel et le franciscain Guichard, tous deux parfaitement dignes de foi, et dont les Mémoires manuscrits sont conservés à la Bibliothèque de notre ville

CHAPITRE PREMIER

Naissance d'Henri de Gondrin. — Son éducation. — Sa nomination comme coadjuteur, puis comme archevêque. — Débuts de son épiscopat.

Louis-Henri de Gondrin de Montespan (2), issu d'une des plus illustres familles de l'Armagnac, naquit en 1620, au château de Gondrin (3). Il était le cinquième fils d'Antoine-Arnaud de Pardailhan, maréchal de camp et chevalier des ordres du roi, et de Paule de Saint-Lary de Bellegarde. Celle-ci était sœur de Roger, duc de Bellegarde, grand-écuyer de France, et de César-Auguste, marquis

(1) Nous publierons intégralement, et on lira plus loin, la lettre plus que raide qu'il adressa à l'un de ses curés, lequel ne partageait pas son opinion sur certaines questions théologiques.

(2) Tels sont ses noms patronymiques, d'après la dédicace d'une tragédie chrétienne jouée en 1657, au collège des Grassins, à Paris.

(3) *Gondrin*, commune du canton de Montréal, arrondissement de Condom (Gers).

de Termes. Antoine Arnaud était seigneur de Gondrin, marquis de Montespan (1) et d'Antin (2).

Conformément aux idées reçues à cette époque, d'après lesquelles les cadets de famille étaient généralement destinés à l'état ecclésiastique, le jeune Henri fut envoyé de bonne heure au collège de La Flèche (3), pour y faire ses humanités sous la direction des PP. Jésuites. Ce fut dans l'université de Paris qu'il acheva sa philosophie. Vivement impressionné par la réputation de sainteté de M. Olier, le jeune étudiant entra dans la communauté que ce vertueux prêtre venait d'établir à Vaugirard (avant de fonder le séminaire de Saint-Sulpice), et ce fut là qu'il termina son cours de théologie (4).

Un an environ après son ordination sacerdotale, l'archevêque de Sens, Octave de Bellegarde (son cousin, issu de germain), le demanda à la Reine-régente pour coadjuteur, et l'obtint. Il le sacra lui-même, le dimanche 4 mai 1645, sous le titre d'archevêque d'Héraclée, dans l'église des Bénédictines de Notre-Dame du Lys, près de Melun (5), ayant pour prélats assistants François Malier du Houssay, évêque de Troyes, et Etienne Puget, évêque de Marseille.

La même année, le nouveau pontife fut député par les évêques de la province ecclésiastique de Sens à l'assemblée générale du clergé de France. Il y défendit avec énergie les immunités de l'épiscopat, et fit admirer, outre sa facilité de parole, sa dextérité dans le maniement des affaires. Vers cette époque, il fut nommé abbé commendataire de Saint-Remi de Sens et de Saint-Pierre de Chaumes. Déjà, il avait été pourvu du prieuré de Saint-Orens d'Auch, son diocèse natal.

Octave de Bellegarde étant mort le 26 juillet 1646, Henri de Gondrin prit possession par procureur du siège archiépiscopal le 16 août suivant ; mais son intronisation n'eut lieu que le 18 décem-

(1) *Montespan*, commune du canton de Salies, arrondissement de Saint-Gaudens (Haute-Garonne).

(2) *Antin*, commune du canton de Trie, arrondissement de Tarbes (Hautes-Pyrénées).

(3) Au collège de La Flèche, il s'était lié d'une étroite amitié avec Bernard de Barès, de Béziers, qui fut pendant quelque temps trésorier et chanoine de Sens, prieur de Notre-Dame de Joigny et de Saint-Paterne de Sergines.

(4) *Vie de M. Olier*, t. I^{er}, p. 336.

(5) On voit encore, sur le territoire de Dammarie-les-Lys, les ruines imposantes de cette église abbatiale.

bre, jour où il fut installé par Leblanc du Rollet, grand archidiacre de Sens. Cinq jours après, il recevait le *Pallium* dans sa Métropole, des mains de Pierre de Broc, évêque d'Auxerre, l'un de ses suffragants.

Les contemporains d'Henri de Gondrin durent augurer les plus heureux succès pour son épiscopat. « Sa noblesse, dit-un de ses biographes (1) était rehaussée par un esprit élevé, un air imposant, des manières distinguées et une extrême facilité pour s'exprimer en public. » De plus, on pouvait juger de ses sentiments de piété par ce fait qu'il avait été, pendant plusieurs années, sous la direction du vénérable M. Olier et d'un autre prêtre, qui avait également une haute réputation de vertu, M. Caulet, membre de la communauté de Vaugirard. Ce dernier fut nommé évêque de Pamiers par la Régente, à la sollicitation de saint Vincent de Paul (2). Notons que Gondrin fut appelé à l'épiscopat la même année que Caulet (1645), par conséquent sur la recommandation du même saint, lequel était « chef du Bureau de conscience, » et qui ne proposait que des sujets absolument dignes.

Cependant, il faut le dire, les débuts de son épiscopat furent marqués par une assez grande dissipation extérieure. Il voulut avoir un train de maison en rapport avec sa haute naissance. Il avait de brillants équipages, auxquels étaient attelés des chevaux de prix (3). De nombreux domestiques, portant sa livrée, dénotaient le grand seigneur ; dans sa suite on remarquait même des pages, qui étaient de jeunes gentilshommes. On le voyait très souvent à Paris et à la Cour de Versailles, où l'appelaient, il est vrai, ses fonctions de Conseiller d'Etat et de membre du Conseil des Finances.

Il donnait de fréquentes et splendides réceptions, dans lesquelles sa table était somptueusement servie. Citons à ce propos une piquante anecdote, rapportée par Fenel : « J'ai ouï dire qu'une dame de la plus haute qualité, voyant servies chez lui des asperges qu'elle savait avoir coûté un prix excessif, disait : « Je m'en vais avaler toute une forêt, car chaque asperge vaut au moins le prix d'un chêne. » C'était une fine allusion aux coupes de bois que M. de Gondrin était obligé de faire pour subvenir à ses énormes dépenses. » Nous parlerons plus loin du conflit qui s'éleva entre l'Archevêque et le Chapitre au sujet de ces coupes de bois.

Cet attrait pour le luxe et la mondanité « ne dura qu'un temps, »

(1) Le P. Guichard.

(2) *Vie de M. Olier*, par l'abbé Faillon.

(3) « Il avait l'équipage *le plus lesté* de ce temps-là », dit Fenel.

dit Fenel ; des pensées plus élevées s'emparèrent de l'esprit du jeune prélat. Il prit le parti de songer enfin au soin du troupeau que Dieu lui avait confié, et de vaquer en même temps à son salut personnel. Ces pensées, au reste, il ne les avait pas complètement oubliées au milieu de ses dissipations, vu les sentiments de profonde piété dans lesquels il avait été élevé, comme nous l'avons dit.

Il s'empessa donc d'obéir aux prescriptions de l'Eglise, formulées par le Concile de Trente, en s'occupant d'une manière toute spéciale de l'instruction chrétienne des enfants et de la préparation des clercs au sacerdoce, puis des Conférences ecclésiastiques, qu'il fut un des premiers à établir en France.

CHAPITRE II

Synode diocésain. — Statuts synodaux. — Fondation du grand Séminaire. — Catéchisme. — Les Vicaires généraux de l'Archevêque.

Le 4 septembre 1658, M. de Gondrin tint un synode, dans lequel il publia les Statuts qui devaient être observés dans toute l'étendue du diocèse. De plus, il y promulgua trois Ordonnances : l'une pour l'établissement d'un Séminaire dans la ville de Sens ; l'autre pour l'institution des réunions mensuelles d'ecclésiastiques, sous le nom de Conférences ; la troisième pour obliger les curés à faire, les dimanches et fêtes, des instructions familières, en forme de catéchisme, aux enfants et à tous les fidèles de leur paroisse (1).

Les *Statuts synodaux*, imprimés à Sens in-8°, en 1659, (réédités in-12 en 1665) sont divisés en sept chapitres, savoir : 1° Des personnes ecclésiastiques ; 2° Des églises et des lieux saints ; 3° De la messe et de l'office divin ; 4° Du baptême, de la confession et de la communion ; 5° Du mariage ; 6° Des coutumes et abus divers ; toutes les superstitions sont prohibées, telles que les préférences ineptes pour certains jours ou certains mois, comme si les uns étaient heureux et les autres malheureux. A la fin du volume, il y a un Catalogue des livres dont les curés doivent faire l'acquisition. Il y est enjoint de représenter ledit livre des Statuts à l'archidiaacre, lors de ses visites.

Ces Statuts synodaux contiennent des règles excellentes de disci-

(1) Nous avons sous les yeux la 3^e édition du Catéchisme, imprimé à Sens par Louis Prussurot, en 1670.

pline, mais d'une discipline parfois sévère, comme elle l'était généralement à cette époque. Ainsi, « les curés devront exhorter « leurs paroissiens à être assidus le Dimanche à la messe de « paroisse, et les prévenir qu'il leur est commandé d'entendre la « messe paroissiale, de trois dimanches l'un, *sous peine d'excommunication*. » Aujourd'hui, aucune loi générale n'oblige d'assister à la messe paroissiale, l'usage contraire ayant prévalu. L'Eglise exhorte les fidèles à assister à la messe de paroisse, mais elle n'y oblige pas (1).

On commençait à peine à former en France des séminaires pour l'éducation des jeunes clercs; le zèle de M. de Gondrin le porta à en établir un dans sa ville épiscopale. Octave de Bellegarde, son prédécesseur, s'était borné à faire donner des retraites de dix jours, dans une maison à ce destinée, aux jeunes lévites qui se disposaient à la réception des saints Ordres. M. de Gondrin se mit en devoir de combler cette grave lacune et d'exécuter un projet qu'il avait conçu dès l'an 1649. Le 16 juillet de cette année, il y avait eu un concordat entre l'archevêque et le Chapitre, duquel il obtint cession de la cure de Saint-Hilaire de Sens, jusque-là attachée à la mense capitulaire. Ce fut dans le presbytère de cette paroisse qu'il installa provisoirement le nouvel établissement. En échange, il abandonna au Chapitre les cures de Fouchères et de Maisoncelles. L'ordonnance de fondation est du 19 août 1651 (2).

En 1659, le Séminaire fut transféré dans une maison de la Grande-Rue, en face de l'archevêché (3). Le prélat en confia la direction à des prêtres séculiers, et non à des religieux, « étant « persuadé, dit ingénument l'abbé Fenel, que l'évêque est plus le « maître de la doctrine qui s'y enseigne sous des prêtres qu'il peut « destituer du moment qu'il en est mécontent (4) ». Mais, en 1675, le nouvel archevêque, Montpezat de Carbon, s'empressa d'en confier l'administration aux Pères Lazaristes, qui s'y sont maintenus jusqu'à la Révolution.

Henri de Gondrin fut aussi l'un des premiers à qui l'on doit l'utile institution des Conférences ecclésiastiques, que ses successeurs en notre siècle ont rétablies et perfectionnées autant que possible. Voici un extrait du Règlement de fondation (1658) :

Le diocèse est divisé en 40 Conférences, comprenant chacune

(1) Mgr Goussel, *Théologie morale*, tome 1^{er}.

(2) *Bulletin de la Société archéologique*, t. XVIII, p. 154.

(3) Sur l'emplacement de ce pâté de maisons situé entre la rue des Cordeliers et celle du Tambour-d'Argent.

(4) Vie de L. H. de Gondrin, p. 87.

20 ou 25 ecclésiastiques, ayant à leur tête un président, un promoteur et un secrétaire. Il y a une réunion tous les mois ; en décembre, janvier et février, la Conférence sera centrale ; dans les autres mois, elle pourra se tenir, à tour de rôle, chez les curés du district. Au jour fixé, on se réunira à 9 heures du matin, en l'église de la localité, où tous les membres, revêtus de l'habit de chœur, assisteront à la grand'messe, précédée de la procession, du chant du *Veni Creator* et du *De profundis*. Après l'office divin, les membres se rendront au presbytère et prendront un frugal repas, composé d'un seul plat de viande, auquel on pourra joindre légumes, salade et fruits de la saison ; le tout à frais communs ; chacun donnera 10 ou 12 sols, payés à l'avance. Pendant le repas, on fera lecture d'un chapitre du Nouveau-Testament et de quelque livre de spiritualité.

La Conférence commence à midi précis, précédée du *Veni Sancte-Spiritus* et suivie du *Sub tuum*. Elle devra durer deux heures, deux heures et demie au plus. Quant à l'ordre des Conférences, il était à peu près le même qu'aujourd'hui, ainsi que les matières traitées et les comptes-rendus, lesquels étaient envoyés à l'Archevêché.

Nous avons sous les yeux le Recueil imprimé des Conférences, portant en tête l'Ordonnance de M. de Gondrin qui les établissait, datée du 4 septembre 1658 (1). Il contient le programme des matières traitées depuis l'année 1658 jusqu'à 1675 et le résumé des solutions données. Relevons ici quelques incidents assez curieux des Procès-verbaux :

« Le 18 juin 1669, sommation est faite par le prieur-curé de Nemours, doyen de la chrétienté (2) de Milly, à messire Jean Bouret, bachelier en droit canon, curé de la Chapelle-la-Reine, de faire préparer, à ses frais et dépens, le dîner pour 30 ecclésiastiques, faisant le corps de la Conférence du *détroit* du dit Milly : faire provision de foin et avoine, pour la nourriture des chevaux de leurs *carrosses* ; s'assurer aussi d'*escuyeries* (écuries) ou estables pour les loger. — 25 juin. Un sergent royal, immatriculé au Grenier à sel de Nemours, signifie la réponse et opposition de Jean Bourret ; il fournit des preuves de l'insuffisance de son revenu. »

« 31 janvier 1667. Plainte de la Conférence de Milly-en-Gâtinais, à M. Quéras, vicaire général de Sens, contre des curés et des chanoines de la collégiale, toujours absents de la Conférence. Lecture est donnée d'une lettre de M. Quéras. M. de Tousson répond : Que

(1) Imprimé à Sens en 1682, chez Auguste Prussurot.

(2) « La chrétienté, le détroit : » c'était la circonscription d'un doyenné.

ni M. Quéras, ni M. de Sens ne les pouvaient obliger, et que LE PARLEMENT ÉTAIT AU-DESSUS D'EUX. » — Voilà des paroles significatives ! Elles indiquent la grande plaie de l'époque, le trouble profond de la hiérarchie, le pouvoir temporel se subsistant à l'autorité spirituelle. C'était là un des effets des prétendues « libertés de l'Eglise gallicane ! »

Avant de faire connaître les faits se rapportant à l'administration de M. de Gondrin, il ne sera pas inutile de donner ici quelques détails biographiques sur ses cinq vicaires généraux.

1° Le plus remarquable fut Jacques Boileau, frère aîné du satirique. Né à Paris en 1635, il fut nommé doyen du Chapitre de Sens. Il avait beaucoup d'esprit ; c'était un érudit consommé ; aussi lui doit-on beaucoup d'ouvrages, la plupart anonymes, l'un notamment sur « l'ancienne Discipline ». Il partageait les opinions erronées de M. de Gondrin sur « l'insuffisance de l'attrition pour la Confession », et il composa sur ce sujet un livre qui ne fut publié qu'après la mort du prélat, sous ce titre : « *De la contrition nécessaire pour obtenir la rémission de ses péchés dans le sacrement de Pénitence*, par un abbé, docteur en théologie. Louvain, 1676. Boileau se retira à Paris, où il devint chanoine de la Sainte-Chapelle. Il mourut en 1716, à 82 ans.

2° Mathurin Quéras était, comme le précédent, docteur de Sorbonne. Né à Sens ou dans le diocèse, il ne manquait ni de vertu ni de savoir, mais il était fortement imbu des erreurs du jansénisme ; aussi fut-il exclu de la Sorbonne, pour avoir refusé de signer le Formulaire et de voter la censure d'Arnauld. M. de Gondrin le nomma supérieur de son Séminaire. Il était, en outre, prieur de Saint-Quentin, de Troyes. Il se retira dans cette ville, où il mourut en 1695.

3° Alexandre Varet, janséniste déclaré, et, par conséquent, grand ennemi des jésuites, naquit à Paris en 1631. Il y fut ordonné prêtre ; mais craignant d'être inquiété, à cause de son refus de signer le Formulaire, il quitta son diocèse et vint se réfugier à Provins, d'où M. de Gondrin le fit venir à Sens pour lui confier les fonctions de grand-vicaire. Il fut destitué après la mort du prélat et alla mourir à Port-Royal de Paris.

4° Dom-Hugues Mathoud, bénédictin, prieur de Saint-Pierre-le-Vif, puis de Sainte-Colombe-lès-Sens. Il était né à Mâcon en 1622. Il ne partageait pas, croyons-nous, les idées jansénistes des vicaires généraux ses collègues, et il dut donner sa démission en 1699, ayant été nommé prieur de Saint-Bénigne de Dijon. Il mourut en 1705, à 83 ans.

5° Le cinquième grand-vicaire était l'abbé de Benjamin. Il était

ils de Pierre de Hannicques de Benjamin, écuyer du Roi, et de Louise de Lambert. Son père était seigneur de Cheny, Bonnard et autres lieux. L'abbé de Benjamin devint docteur en décrets et protonotaire apostolique. Il fut nommé, en 1652, chanoine de Sens, et, en 1661, vicaire général et official. En 1671, il accepta la cure de Saint-Nicolas du Chardonnet, à Paris, où il mourut en 1677. On voit encore dans l'église de Cheny la pierre tumulaire de sa mère, Louise de Lambert, qui y fut inhumée en 1624 (*Inscriptions du diocèse de Sens*, tome II, p. 297).

Il est un autre personnage que l'on ne saurait passer sous silence, car il était fort estimé de M. de Gondrin et il a joué un rôle important dans le diocèse. C'était Jean Burluguay, prêtre du diocèse de Paris. Janséniste opiniâtre, il n'avait jamais voulu signer le Formulaire et il fut condamné par l'Officialité de Paris. En 1669, il devint chanoine théologal de Sens et supérieur du grand séminaire. C'est lui qui, plus tard, fut chargé par l'archevêque Fortin de la Hoguette de rédiger le bréviaire semi-janséniste de Sens, qui parut en 1702. Il eut pour collaborateurs dans cette œuvre : le doyen Taffoureau de Fontaine ; Fenel, chanoine ; Delon, curé de la Madeleine, et Besnault, curé de Saint-Maurice, qui composa les hymnes nouvelles. Jean Burluguay mourut à Sens le 17 janvier 1702 (1), et fut inhumé dans le cimetière de l'Hôtel-Dieu, dont il était l'un des gouverneurs.

CHAPITRE III

Les Jansénistes et la morale sévère. — Le livre d'Arnaud : *De la fréquente Communion*. — La discipline diocésaine sur la pénitence publique. — Du Hamel, curé de Saint-Maurice. — Le marquis de Mauny, seigneur du Mont-Saint-Sulpice. — Lettre de M. de Gondrin au curé d'Aunay.

Nous l'avons dit : on ne saurait contester ni le zèle d'Henri de Gondrin, ni la droiture de ses intentions. Il voulait le bien, et ne manquait pas de l'intelligence nécessaire pour l'accomplir ; malheureusement, il était lié avec les écrivains de Port-Royal ; il partageait les opinions gallicanes de ceux qu'on a appelés depuis « Jansénistes », et qui avaient pour chef le trop fameux Arnaud.

(1) *Bulletin* d'Auxerre, t. VI, p. 40. — *Institutions liturgiques* de dom Guéranger, t. II, p. 555.

Comme lui, il était un adepte de la morale sévère, et ce fut avec une rigueur implacable qu'il voulut en appliquer les principes dans l'administration de son diocèse, où il se proposa de rétablir la pénitence publique, telle qu'elle se pratiquait aux premiers siècles de l'Eglise. A cet effet, il ordonna aux confesseurs de ne donner l'absolution, en règle générale, qu'à ceux qui s'étaient acquittés préalablement de la pénitence sacramentelle ; de plus, il prescrivait la pénitence publique pour les péchés graves commis extérieurement (1).

En 1643, Antoine Arnaud avait publié un livre ayant pour titre : *De la fréquente Communion*, et qu'il eût mieux fait d'intituler : *Contre la fréquente Communion*. Il prétendait y exposer les sentiments des Pères, des Papes et des Conciles, touchant l'usage des sacrements de Pénitence et d'Eucharistie. « C'était, disait-il, un abus qui s'était glissé dans la discipline, depuis cinq ou six siècles, de donner l'absolution aussitôt après la confession ; on devait la différer jusqu'à ce que le pénitent fût disposé par une peine proportionnée au péché. » Quant à la Communion, il en détournait les chrétiens ; il prétendait, toujours en s'appuyant sur des textes qu'il interprétait à sa guise, que la Communion n'est permise qu'aux parfaits, qu'elle doit être longtemps attendue et justifiée par une privation, qui est le plus bel hommage à Dieu. En apparence, cette doctrine visait à entourer d'un profond respect la sainte Eucharistie. En fait, elle tendait à préconiser l'abstention et l'éloignement de la table sainte, en réprouvant la pratique de l'Eglise, qui pousse les fidèles à la Communion fréquente (2).

La condamnation d'un écrit si malheureux souffrit des difficultés à Rome, attendu qu'il avait été approuvé par quinze évêques français, lesquels écrivirent même au Saint-Père pour défendre l'ouvrage (3). Rome, en 1647 se borna à condamner la Préface, dans laquelle il était dit que « l'Eglise avait déserté la tradition aposto-

(1) Le P. Rapin (tome III, p. 27) prétend que l'archevêque « faisait pratiquer la pénitence publique pour les péchés les plus secrets, et se faisait rendre compte par ses curés des scandales de leurs paroisses les plus cachés et des désordres qu'ils n'apprenaient que par la confession. » Il suffit de signaler des assertions aussi odieuses pour en faire apprécier la valeur.

(2) Mgr Fèvre : *Hist. de l'Eglise*, t. XVII.

(3) Cette lettre du 5 avril 1644 est signée, en premier lieu, par l'archevêque de Sens (O. de Bellegarde), lequel écrivit aussi, au nom des mêmes prélats, au cardinal Barbarini pour réclamer ses bons offices en faveur du livre d'Arnaud.

lique, et n'était plus qu'une épouse infidèle. » La condamnation définitive ne fut prononcée qu'en 1690, c'est-à-dire après la mort des prélats approbateurs.

M. de Gondrin avait une telle estime pour cet ouvrage d'Arnaud, qu'il en fit faire un résumé par un de ses grands vicaires, sous ce titre : *De l'usage des sacrements de pénitence et d'Eucharistie*. Toutefois, cet extrait ne fut édité qu'en 1673. On attribue au vicaire général Varet la composition d'une autre œuvre, intitulée : *Défense de la discipline de Sens touchant la pénitence publique*. Cet écrit ne fut imprimé, comme le précédent, qu'en 1673. Rome le condamna en 1679.

Cette prescription de la pénitence publique, que M. de Gondrin voulait faire observer dans son diocèse, fut-elle imposée par lui dans toute sa rigueur ? Nous n'oserions l'affirmer, si nous n'avions pour preuve que le fait suivant, raconté par Tarbé sans référence : une servante du quartier Saint-Pierre, s'étant rendue coupable d'un péché fort grave, s'agenouilla pendant deux mois chaque dimanche à la grand-messe, devant la porte de l'église paroissiale (1). Nous ne savons où l'auteur a puisé cette anecdote, que nous n'acceptons que sous bénéfice d'inventaire.

Un prêtre du diocèse de Sens se fit, à cette époque, remarquer entre tous par son zèle outré pour les nouvelles prescriptions disciplinaires. C'était Henri du Hamel, curé de Saint-Maurice-sur-Aveyron (2). Il divisait les pénitents en quatre ordres : ceux qui n'étaient coupables que de péchés secrets formaient le premier ; ils assistaient à la messe au bas de l'église et séparés des autres paroissiens de quatre pas de distance ; le second se composait de ceux qui avaient eu quelques démêlés avec le prochain, mais sans scandale : c'était sous le vestibule de l'église qu'ils se plaçaient. Le troisième degré comprenait ceux qui avaient commis quelque péché scandaleux : on les reléguait dans le cimetière. Enfin, ceux qui étaient demeurés longtemps dans le péché, allaient se placer sur une petite colline, d'où ils découvraient le portail de l'église. Tous ces pénitents devaient demeurer nu-pieds et tête nue pendant l'office. — Henri du Hamel devint, grâce à l'appui de Port-Royal, curé de Saint-Merry, à Paris, où il fit adopter les mêmes pratiques avec quelques modifications (3). Plus tard, il quitta la capitale pour se retirer dans son ancienne paroisse, où il mourut, le 13 novembre 1682. Il était doyen du district de Ferrières.

(1) *Histoire de Sens*, p. 105.

(2) Saint-Maurice-sur-Aveyron, canton de Châtillon-sur-Loing (Loiret).

(3) *Vie de M. Olier*, par l'abbé Faillon.

Voici un autre fait parfaitement authentique, il est raconté par les historiens Fenel et Guichard.

« Le marquis de Maulny, seigneur du Mont-Saint-Sulpice, s'était rendu formidable dans les cantons de Joigny, Brienon, Saint-Florentin, etc., par des attentats sur la vie de plusieurs personnes de distinction, notamment sur le duc de Retz, seigneur de Joigny. Poussé par une haine violente contre l'archevêque, — parce qu'il opposait un puissant obstacle à ses déprédations, disent les uns ; ou par suite d'une jalousie insensée, disent les autres, — il résolut de l'assassiner. Accompagné d'un certain nombre de cavaliers, il le vint chercher dans une des maisons où il séjournait fréquemment pendant la belle saison (1) ; mais le prélat était allé ce jour-là présider une conférence ecclésiastique dans une ville voisine (Saint-Florentin). Le marquis n'ayant trouvé que les domestiques, les insulta, maltraita ces gens, tua l'un d'eux et se répandit en injures grossières et en menaces contre leur maître. De là, il partit au galop avec ses cavaliers, se dirigeant sur Saint-Florentin, toujours dans le dessein de tuer l'archevêque ; mais les cris et les menaces qu'il proférait firent tant de bruit que les habitants, effrayés et appréhendant un exécrable attentat, se précipitèrent à sa rencontre, et leur attitude résolue força M. de Maulny à se retirer.

« Quelques jours après, le marquis crut savoir que M. de Gondrin irait rendre visite à un noble personnage, son voisin ; il alla, pour l'attendre, se poster sur le chemin de Turny, avec nombre de gens armés. Par bonheur la visite de l'archevêque n'eut pas lieu ce jour-là. Une autre fois, il se rendit, toujours accompagné de ses cavaliers, au château de Brienon, où il savait que se trouvait le seigneur archevêque ; il eut l'audace d'afficher sur la porte d'entrée un placard fort injurieux pour le prélat et de réitérer ses menaces de l'assassiner à la première occasion, menaces qu'il tenta, plusieurs fois depuis, de mettre à exécution.

Ces inqualifiables procédés devaient nécessairement avoir une suite judiciaire. Le prélat saisit le Parlement, qui l'autorisa à faire une enquête sur les faits dont il avait à se plaindre. En conséquence, M. de Benjamin, official de l'Archevêché, lança un monitoire, en date du 27 octobre 1659, adressé à tous les curés du diocèse, avec ordre de le publier au prône, mandant à tous ceux qui sauraient quelque chose à ce sujet de comparaître devant lui, dans les neuf jours et sous peine d'excommunication, pour lui

(1) C'était le château épiscopal de Brienon.

révéler ce qu'ils ont vu ou entendu dire, relativement aux griefs énumérés ci-dessus.

L'affaire, après enquête, fut portée au Parlement de Paris qui exerça des poursuites contre les inculpés. Alors, ceux des parents et amis du marquis de Maulny qui avaient été complices de ses méfaits, voyant que l'affaire prenait une mauvaise tournure pour eux et qu'ils pouvaient s'attendre à une punition des plus sévères, commencèrent à parler d'accommodement et de soumission. Le prélat, qui *ne voulait pas la mort du pécheur, mais sa conversion et sa vie*, qui, d'ailleurs, croyait devoir user de ménagements envers certains des inculpés, — lesquels étaient membres du Parlement, — voulut bien condescendre aux sollicitations qui lui furent faites en faveur de M. de Maulny et de ses complices, à condition qu'ils comparaitraient devant lui pour lui demander pardon et qu'ils se soumettraient à la pénitence qui leur serait imposée.

La proposition fut acceptée. L'archevêque voulut que la cérémonie de réparation se fit avec un appareil des plus imposants. Il avait convoqué, pour le jour fixé, l'assemblée du synode à la cathédrale, et y avait fait dresser une estrade sur laquelle était placé son trône, avec des sièges pour les assistants notables. Le marquis monta sur cette estrade en pénitent, avec quelques-uns de ses complices ; les autres ne purent se décider à entrer dans l'église, ne voulant pas se soumettre à une humiliation qui révoltait leur amour-propre. Le prélat adressa aux coupables, humblement agenouillés, un discours fort pathétique, faisant ressortir l'énormité de leurs crimes ; puis, il leva l'excommunication prononcée contre eux et leur imposa une pénitence. Ainsi finit cette pénible affaire.

Nous avons parlé plus haut d'un livre composé par le grand vicaire Varet, sous ce titre : *Défense de la discipline de Sens touchant l'imposition de la pénitence publique* (1), dans lequel l'auteur prétend établir que cette discipline a été préconisée par les Pères de l'Eglise et les conciles, et que, à l'époque où il écrivait, elle était observée dans vingt-et-un diocèses de France. Or, on sait qu'avant la Révolution, l'épiscopat français comprenait cent quarante archevêques ou évêques ; ces vingt-et-un diocèses ne formaient qu'à peu près la septième partie de l'Eglise de France. D'où il suit que si la loi alléguée par Varet a été décrétée par certains conciles, elle était, à cette époque, tombée en désuétude, comme

(1) Ce livre fut approuvé par neuf évêques, qui étaient ceux d'Alet, de Pamiers, Lectoure, Soissons, Grenoble, Troyes, Nevers, Beauvais et Angers.

l'a prouvé le P. Ménétrier, jésuite, dans un discours qu'il prononça en l'église Saint-Paul, à Paris, discours qui fut, de la part de M. de Gondrin, l'objet d'une sentence de condamnation.

Ce prélat avait fait de fortes études théologiques, mais, malheureusement, imprégnées des idées jansénistes, comme nous l'avons dit, et les principes qu'il avait une fois adoptés étaient à ses yeux inflexibles comme une règle de foi, et une règle qui devait être uniforme pour tout son diocèse. Là-dessus il n'entendait pas contradiction, et il fallait que tout pliât sous ses ordres. En voici un exemple.

Un certain curé, ancien supérieur du grand Séminaire, s'était rendu coupable d'un double méfait aux yeux de M. de Gondrin : 1^o Il avait osé émettre un blâme au sujet des Ordonnances épiscopales relatives à la pénitence publique ; 2^o Il réprouvait hautement la *Traduction du Nouveau Testament*, composée par MM. de Port-Royal et imprimée à Mons, traduction que M. de Sens estimait beaucoup. L'archevêque lui adressa cette lettre hautaine et cinglante.

« L'employ que vous avés eu dans mon séminaire, Monsieur,
 « m'a empêché jusques à cette heure d'agir comme j'aurais fait
 « sans cette considération sur les emportemens que vous avés
 « dans les conférences, en faveur du relaschement et contre les
 « règles sévères que je veux estre suivies dans mon diocèse. J'avois
 « chargé M. de Benjamin de vous avertir que je les improuvois,
 « et que je désirois que vous changeassiez de conduite ; mais
 « j'apprends qu'au lieu de profiter de ces avis, vous avés fait pis
 « que devant, aussy bien que le curé de Chevreux (1), au sujet de
 « la traduction du nouveau testament imprimée à Mons, que vous
 « osés condamner, quoy que je ne l'aye pas condamnée, sous
 « prétexte d'une prétendüe censure de Rome, que vous ne devés
 « pas reconnaître si vous ne la recevés de ma part (2), ; c'est
 « pourquoy je vous prie de n'en plus user de la sorte, et de vous
 « souvenir que votre capacité est si médiocre que vous ne pouvés
 « pas juger par vous mesme d'une bonne ou mauvaise doctrine ;
 « ce qui vous oblige de vous adresser à moy, quand vous crain-
 « drés quelque chose, sans faire le bruit que vous avés fait. Si
 « vous en usés autrement, je feray plus de bruit que vous ; et ne

(1) Chevreux, ou plutôt Chevru, canton de la Ferté-Gaucher (Seine-et-Marne).

(2) Le pape Clément IX avait condamné ce livre le 20 avril 1668. Déjà, l'archevêque de Paris, de Péréfixe, en avait défendu la lecture le 8 novembre 1667.

« voulant pas que ce que je vous mande soit secret, je feray pro-
 « céder contre vous à l'officialité et vous éprouverés qu'on ne
 « trouve point de protection en aucun tribunal, quand on s'élève
 « mal a propos contre la raison et contre les droits de son supé-
 « rieur, qui suit les règles saintes de l'église et qui ne doit jamais
 « suivre le caprice des gens peu éclairés. Je suis à votre service. »
 Signé : « M. de Gondrin, Arch. de Sens. »

« A Paris, le 21 août 1668. »

Suscription : « M. Vaillant, curé d'Aunay, au détroit de l'archi-
 diaconé de Provins (1). »

Il résulte de cette lettre, froidement et cruellement offensante, que si M. de Gondrin n'était nullement convaincu de l'infailibilité des enseignements de Rome, il se réservait pour lui-même et pour ses idées personnelles ce privilège d'infailibilité. C'est Fenel qui nous a conservé la susdite lettre. Le vénérable doyen, parlant des pénitences publiques, ne conteste pas au prélat le droit de les imposer ; seulement il déplore la rigueur avec laquelle ce droit était exercé. Il montre les inconvénients de ces pratiques, si profondément humiliantes qu'elles éloignaient beaucoup de personnes des sacrements. Quelques-unes préféraient quitter le diocèse plutôt que de s'y soumettre. Il conclut en disant que cette sévérité du prélat faisait plus de mal que de bien. Il aurait pu ajouter qu'elle lui aliénait certainement les cœurs de ses diocésains.

CHAPITRE IV

Démêlés de M. de Gondrin avec les Jésuites et les Capucins. — Sentence solennelle d'excommunication. — Les prétendues libertés de l'Eglise gallicane.

Il nous faut parler maintenant des démêlés de M. de Gondrin avec les religieux du diocèse, notamment les Jésuites et les Capucins. Les querelles portaient sur deux questions, au sujet desquelles quelques mots d'éclaircissement ne seront pas inutiles. L'une se rapportait à la théologie ; elle avait trait à ce que M. de Gondrin appelait la « morale relâchée ; » la seconde question se rattachait au Droit canonique ; elle avait pour objet la juridiction

(1) Aulnoy, aujourd'hui Courchamp, canton de Villiers-Saint-Georges (Seine-et-Marne).

qui appartient aux évêques sur les ecclésiastiques de leur diocèse, relativement à la dispensation des sacrements.

M. de Gondrin partit résolument en guerre contre les *Casuistes*. On appelait ainsi les théologiens qui avaient pour mission, soit dans leurs chaires de professeurs, soit au tribunal de la pénitence, de décider les divers cas de conscience qui pouvaient se présenter dans telles ou telles circonstances de la vie. Ces théologiens étaient principalement des religieux qui avaient fait une étude spéciale de la morale, et notamment des Pères de la compagnie de Jésus. L'archevêque accusait ces derniers d'être trop faciles, d'avoir des principes trop relâchés, de « corrompre la morale ». Les Jésuites, loin d'accepter ces reproches, soutenaient que le prélat était d'une sévérité outrée, plus propre à éloigner les chrétiens des sacrements qu'à les leur faire aimer. *Indéiræ*. Aussi, l'archevêque fut-il des premiers à censurer un livre du P. Pirot, intitulé : *Apologie des Casuistes*, livre que, du reste, les PP. Jésuites désavouaient eux-mêmes (1).

Une question bien plus grave mit aux prises M. de Gondrin et les réguliers du diocèse. Il s'agissait de la défense faite aux ordres religieux, par le Concile de Trente, de prêcher et de confesser sans la permission de l'évêque diocésain, nonobstant tout privilège contraire. Ce règlement était plus ou moins bien observé ; mais il fut renouvelé dans l'Assemblée du Clergé de France, à laquelle assistait Henri de Gondrin en 1645.

« Ce fut, dit le P. Guichard, à l'occasion de ce Règlement que commencèrent les grandes brouilleries de M. de Gondrin avec les Jésuites. Avant qu'elles éclatassent, le Père recteur du collège, pour remplir son devoir à l'égard de Sa Grandeur, l'alla voir en juillet 1646, lui fit son compliment comme nouvellement installé. Il lui demanda pour lui et pour ceux de sa communauté, destinés au ministère de la prédication et de la confession, les pouvoirs et approbations nécessaires : ce que l'archevêque lui accorda de très bonne grâce, ainsi que le faisait M. de Bellegarde, son prédécesseur.

« Monseigneur n'eut pas moins de bienveillance pour le Recteur qui succéda à celui dont nous venons de parler ; quand, au mois d'octobre 1649, il lui rendit visite, il lui répéta par deux fois que, très volontiers, il lui accordait, et à ceux de sa communauté, tous ses pouvoirs. En vertu de ces permissions verbales octroyées de si bonne grâce, les Jésuites prêchèrent et confessèrent dans leur

(1) *Apologie pour les Casuistes contre les calomnies des Jansénistes*. Cologne, 1658.

église, à la cathédrale et dans le diocèse, sans obstacle ni contradiction aucune.

« En 1650, les dispositions de l'archevêque changèrent du tout au tout. Ce changement fut attribué aux personnes de l'entourage du prélat, lesquelles, étant ennemies des RR. PP., lui suggéraient des desseins hostiles à leur égard. Les choses allèrent très loin. Les Pères ayant coutume, pendant le Carnaval, d'exposer le Saint Sacrement dans leur église, pour les prières des Quarante Heures, l'Archevêque leur envoya défendre d'exposer le Saint Sacrement, avec menace d'aller lui même l'enlever et le transporter dans une autre église. On ne sait pour quel motif il prit cette mesure extraordinaire ; on ne put l'attribuer qu'à un travers d'esprit. »

Ce ne fut là que le premier éclair qui précède la foudre. Les fêtes de Pâques approchaient. L'archevêque voulut faire exécuter à la lettre le Règlement de l'Assemblée du Clergé de 1646, dont nous avons parlé. M. Crétineau-Joly (1) nous donne un extrait des *Registres du Conseil privé du Roi*, où se trouvent relatées les principales circonstances du débat.

« Le différend qui est entre les parties, y lit-on, a commencé par
« des défenses que ledit Archevêque leur voulut faire, quatre ou
« cinq jours avant le dimanche des Rameaux de l'an 1650, d'en-
« tendre les confessions pendant la semaine de Pâques, bien qu'ils
« fussent en possession de les entendre en tout temps, à Sens,
« comme dans toutes les autres villes du royaume, suivant le droit
« et la liberté octroyée par les bulles des Papes : ce qui est reçu
« par la coutume universelle de l'Eglise, de temps immémorial ; et,
« pour parvenir à ce dessein, il s'avisa de quereller ces religieux
« sur leur approbation, sachant qu'ils ne la pourraient faire voir
« par écrit, ne l'ayant reçue de lui que verbalement ; ce qui était
« suffisant, et avait été pratiqué jusqu'à ce temps de la sorte
« dans tous les autres diocèses. A cette fin, il donna ordre au sieur
« Benjamin, son official, de faire assigner par devant lui le Père
« recteur du collège pour dire en vertu de quoi lui et les autres
« Pères du collège entendaient les confessions ; et, à faute de com-
« paroir le troisième jour, qui fut le samedi devant les Rameaux,
« contre toutes formes de justice, ledit official prononça une sen-
« tence, qui fut suivie de trois ou quatre autres, et d'une ordon-
« nance dudit sieur Archevêque, portant défense aux Pères
« Jésuites, d'entendre les confessions par tout son diocèse, faute
« de montrer leur approbation. »

(1) *Histoire de la Compagnie de Jésus*, t. IV, p. 60.

L'auteur ajoute : « Le Père Nicolas Godet, recteur du collège de Sens, fit appel au Saint Siège ; cet appel suspendait l'exécution des sentences de l'Ordinaire. Les Jésuites, légitimement approuvés, ne cessèrent point d'administrer le sacrement de Pénitence. Le Souverain-Pontife intervint enfin ; il accordait un juge-arbitre à désigner entre trois prélats. La Compagnie choisit l'évêque de Senlis, et le promoteur de la Métropole fut assigné devant lui. Il fit défaut, et appela comme d'abus du Reserit apostolique. Ainsi, les Jésuites portaient leur recours à Rome ; M. de Gondrin, au contraire, invoquait l'autorité du Parlement. Ce prélat, dont les écrivains de Port-Royal encourageaient les excès de pouvoir, ne cessait de lancer des lettres monitoires contre les Jésuites, qui, sûrs de la justice de leur cause, ne voulaient pas céder à certaines inimitiés dont l'origine leur était connue. Ils résistaient aux injonctions du Prélat ; le Prélat se décide à les excommunier.

« Le 26 janvier 1653, il paraît dans la chaire de sa cathédrale. D'après une lettre du Père Godet, l'archevêque fit descendre la gravité sacerdotale au niveau des passions de parti, et il s'écria : « La morale des Frères de l'Ordre surnommé de Jésus est plus digne « de l'Alcoran que de l'Evangile ; pour théologie, ils n'ont qu'une « philosophie hérissée de subtilités plus païennes que chré- « tiennes. » Puis, s'adressant aux fidèles : « Ils vous menaceront, « ajouta-t-il, de fermer leur collège, mais ils n'auront garde de « le faire ; sinon, je vous donnerai des maîtres bien supérieurs à « ces rebelles. Ainsi, expulsez ces ordres hérétiques, schismati- « ques, pernicieux. Habitants du diocèse de Sens, je vous avertis « que, dès publiques monitions faites contre eux, toutes confes- « sions que vous leur aurez faites ou que vous leur ferez, sont « nulles, sacrilèges, et je me réserve à moi seul la censure par « vous encourue. »

« Alors, — continue la relation manuscrite du Père Godet, adressée au Général de la Compagnie de Jésus (1), — alors, prenant en main une torche allumée, l'Archevêque, revêtu de ses ornements pontificaux et entouré de son clergé, lit à haute voix la formule d'excommunication. A l'instant même, les cierges s'éteignent. Il y avait tant de véhémence dans sa voix, tant de désordre dans son geste, que plusieurs hommes graves m'ont assuré qu'après une telle scène, leur attachement à la foi catholique n'avait pu se soutenir que par une grâce spéciale de Dieu. Voyez si votre Paternité ne pourrait pas, par elle-même ou par ses

(1) Créteineau-Joly, *ibid.*

amis, engager le Saint Père à prendre des mesures pour ramener Mgr notre archevêque à une conduite plus équitable envers nous, plus conforme à sa haute dignité, et moins funeste à la religion ».

La sentence d'excommunication était évidemment arrachée par les solitaires de Port-Royal. Les Cours de Rome et de France en connaissaient la source, aussi bien que les Jésuites ; elles avaient intérêt à s'y opposer. Le Général de l'Ordre sentit qu'une nouvelle lutte aggraverait la position ; il enjoignit aux Pères de Sens d'accepter l'interdit. Cet état de choses, que des négociations souvent entamées, encore plus souvent rompues, ne purent jamais améliorer, dura jusqu'à la mort de M. de Gondrin ; aussi disait-on couramment que le diocèse de Sens était le Purgatoire des Jésuites ; mais, en 1675, le premier acte de son successeur, Jean de Carbon de Montpezat, fut de lever l'excommunication lancée. Il fit rouvrir aux Jésuites leurs églises, fermées depuis plus de vingt ans ; il leur rendit visite, et, pour gage de réconciliation, il voulut que le Père Chaurand prêchât l'Avent et le Carême dans sa cathédrale.

M. de Gondrin sévit également contre les Capucins de Joigny et contre ceux de Saint-Florentin, qui, pendant assez longtemps, refusèrent de se soumettre à ses injonctions, et qui, eux aussi, eurent à subir maintes procédures judiciaires, voire même l'excommunication. Nous ne croyons pas devoir raconter par le menu ces affligeants débats, qui font voir en quelle triste situation était la discipline religieuse au xvii^e siècle. Ce n'étaient que conflits de juridiction temporelle et spirituelle. N'avons-nous pas entendu un ecclésiastique du district de Nemours s'écrier : « Ni le grand vicaire, ni l'archevêque ne peuvent rien sur nous. Le Parlement est au-dessus d'eux ! » (C'était là le résultat des prétendues *libertés* de l'Eglise gallicane. « Libertés à l'égard du pape, servitudes à l'égard du roi, » disait Fénelon (1). « Ces fameuses libertés, dit à son tour Joseph de Maistre, ne sont qu'un accord fatal signé par l'Eglise de France, en vertu duquel elle se soumettait à recevoir les outrages du Parlement, à la charge d'être déclarée *libre* de les rendre au Souverain-Pontife (2). » En effet, presque toujours l'autorité du Pape était annihilée ; on pensait qu'il n'avait pas à intervenir dans les questions contentieuses des diocèses. La subordination hiérarchique était brisée. Il n'en est pas de même aujourd'hui, où la juridiction du Souverain-Pontife est parfaitement respectée et exerce son action, indistinctement, sur tous les membres de la milice sacerdotale.

(1) Fénelon, t. XXII, p. 586.

(2) *De l'église gallicane*, p. 294.

CHAPITRE V

Bulle d'Urbain VIII. — Polémique à ce sujet. — Publication de la Bulle d'Innocent X par M. de Gondrin. — Critique de son mandement. — Il s'interpose entre le Saint-Siège et les prélats réfractaires. — Conclusion.

Nous allons maintenant, dans une étude aussi impartiale que possible, examiner quelle a été l'attitude d'Henri de Gondrin dans l'affaire du Jansénisme.

Le 6 mars 1642 paraissait la bulle *In eminenti*, que donnait le pape Urbain VIII, mais qui ne fut publiée que le 19 juin de l'année suivante. Elle défendait la lecture de l'*Augustinus*, le livre de l'évêque d'Ypres, comme reproduisant des erreurs déjà condamnées par le Saint-Siège. Un peu après, le docteur Cornet, syndic de la faculté de théologie, tira de ce livre plusieurs propositions erronées, qu'il déféra à la Sorbonne et qui furent condamnées. Mais les évêques ne voulurent pas se prononcer sur les cinq propositions de Jansénius : ils crurent préférable de les déferer au Saint-Siège par une lettre rédigée par Habert, évêque de Vabres, et revêtue de 85 signatures épiscopales.

Cette démarche d'un si grand nombre d'évêques fut blâmée par onze de leurs collègues (dont M. de Gondrin), qui adressèrent au pape Innocent X une contre-lettre. Elle avait pour but, non pas assurément, de favoriser les erreurs janséniennes, mais de se plaindre du procédé de leurs 85 collègues, dont le recours à Rome leur semblait être une injure à l'épiscopat : « lequel, disaient-ils, avait le droit de connaître des contestations, de les examiner et juger, *avant* que Rome en eût pris connaissance. » Et puis, selon eux, on avait mis trop de précipitation dans cette affaire : « Il fallait, ajoutaient-ils, entendre les parties, avant de porter un jugement, distinguer clairement les divers sens des propositions, et ne pas laisser croire, par une censure générale, qu'on portait atteinte à la doctrine de S. Augustin... »

Nonobstant cette seconde requête, le pape signa, le 31 mai 1653, la bulle *Cum occasione*, condamnant solennellement les cinq propositions de Jansénius. Elle fut reçue en France d'un consentement unanime, et promulguée dans tous les diocèses par des mandements épiscopaux. Il n'y eut que l'évêque de Comminges et l'archevêque de Sens qui se distinguèrent par la singularité de

leurs Mandements, *tout en demandant la soumission à la bulle*. Ce dernier eut à cœur de recommander, dans le sien, la doctrine de Saint-Augustin contre ceux qu'il appelait « les anciens et les nouveaux ennemis de la grâce, » qu'il accusait d'avoir fabriqué les cinq propositions de Jansénius, dans le dessein de décrier les sentiments de l'évêque d'Ypres. Il déclarait que ce qui avait été fait par Innocent X ne dérogeait en rien à la puissance que Jésus-Christ a donnée aux évêques de juger en première instance les causes majeures qui concernent la foi. A cette occasion, il déplorait vivement la défaillance de l'Episcopat « qui s'abattait, disait-il, de jour en jour par les intrusions de ceux qui en ignoraient la grandeur, ou en méprisaient la sainteté, ou en redoutaient la puissance. » Il n'en ordonnait pas moins de recevoir la bulle avec soumission (*Mandement* du 23 septembre 1653) (1).

Ce Mandement fit grand bruit en France, et surtout à Rome. Le pape n'en eût pas plus tôt connaissance qu'il chargea plusieurs prélats d'informer sur cette affaire, et aussi au sujet de quatre autres évêques, qui avaient également inséré dans leurs mandements des observations jugées inconvenantes. De Marca, archevêque de Toulouse, chargé par le nonce d'accommoder le différend du pape et de l'archevêque de Sens, voulut persuader à ce dernier de désavouer sa doctrine ; mais il échoua et ne put obtenir de lui qu'une déclaration dans laquelle M. de Gondrin disait qu'il n'avait point eu l'intention de blesser le pape, ni de contredire à la censure des cinq propositions condamnées, et qu'il était disposé à désavouer ce qu'on lui prouverait être erroné dans son mandement. Il adhérait bien à la condamnation des cinq propositions, mais il se persuadait qu'elles n'étaient pas contenues dans le livre de Jansénius, et que ledit livre ne contenait que la doctrine de Saint-Augustin.

Le 9 mars 1654, 38 évêques se réunirent au Louvre pour délibérer sur l'interprétation de la bulle papale. Après dix séances, l'assemblée déclara que les cinq propositions existaient dans le livre de l'évêque d'Ypres, et qu'elles avaient été condamnées dans le sens même de l'auteur. L'archevêque de Sens et l'évêque de Comminges se soumirent à cette décision, qu'ils signèrent. Elle fut envoyée au Souverain-Pontife, qui, le 25 avril, condamna de nouveau la doctrine de Jansénius. De plus, par un Bref du 29 septembre, il remercia les évêques de leur belle et ferme délibération (2).

(1) Le P. Guichard.

(2) Le 23 avril 1654, on présenta au pape la liste des ouvrages composés pour la défense de l'évêque d'Ypres, liste dans laquelle était compris le

M. de Gondrin assista aux assemblées du Clergé de 1655 et 1656. Dans celle du 17 mars 1657, il fut arrêté qu'on enverrait le Bref du pape à tous les évêques, et que l'on y joindrait un *formulaire* que l'on ferait souscrire par le clergé séculier et régulier, formulaire par lequel on reconnaîtrait être obligé en conscience de condamner de cœur et de bouche les cinq propositions, comme étant dans le livre de Jansénius. M. de Gondrin fut du nombre des prélats qui signèrent ce document sans restriction aucune; mais cette résolution ne reçut son exécution en France qu'en 1661. Cette année-là, l'archevêque de Sens publia un mandement, daté de Paris le 28 juin, dans lequel il déclara nettement que les cinq propositions étaient condamnées comme hérétiques dans le sens de Jansénius, et que ce sens n'était pas celui de Saint-Augustin. Dès son retour à Sens, il tint un Synode, et fit signer purement et simplement le Formulaire par tous les ecclésiastiques exempts et non exempts (1).

Mais quatre prélats, Pavillon, évêque d'Aleth, de Buzenval, d'Amiens, Caulet, de Pamiers, et Arnould, d'Angers, refusèrent de se soumettre. Ils publièrent des mandements dans lesquels ils disaient qu'on était obligé d'obéir à la Bulle du pape *quant au droit*, c'est-à-dire, de croire que les cinq propositions étaient condamnables, mais qu'on n'était pas tenu d'y acquiescer *quant au fait*, c'est-à-dire, de croire que ces propositions étaient dans le livre de Jansénius. Le roi supprima les lettres pastorales; le pape les mit à l'index (18 février 1667) et décida que neuf évêques feraient le procès aux prélats réfractaires. La mort d'Alexandre VII ne lui permit pas d'achever le procès. A l'avènement de Clément IX, il fut repris. Ce fut alors que les quatre prélats songèrent aux voies d'accommodement et eurent recours à l'appui de leurs collègues.

M. de Gondrin, le premier, parla au Nonce, Mgr Bargellini, de cette affaire, pour la solution de laquelle il se portait comme médiateur. Il représenta à Son Excellence combien il serait glorieux pour le Saint-Père de pacifier l'Eglise de France : « La chose serait facile, ajoutait-il, pourvu qu'on n'exigeât de ces prélats rien qui blessât leur dignité. » Le nonce se prêta avec empressement aux ouvertures qui venaient de lui être faites. Des négociations furent entamées par l'archevêque de Sens, les évêques de Châlons et de Laon, avec les évêques réfractaires, qui promirent de signer le Formulaire, pourvu qu'on leur épargnât la confusion de rétrac-

Mandement de M. de Gondrin. « Le pape signa le Décret de l'Inquisition » dit Fenel, qui ajoute que l'Inquisition n'était pas reconnue en France.

(1) Le P. Guichard.

ter leurs lettres pastorales. Clément IX y consentit dans sa charité. Les quatre évêques lui adressèrent donc une lettre pleine de sentiments respectueux et de soumission aux constitutions apostoliques. Le pape apprit, dans la suite, que leur conduite n'était pas sincère, qu'ils épilogaient sur la distinction du fait et du droit, et s'en tenaient au silence respectueux. Néanmoins, Clément se montra digne de son nom et à la hauteur de son ministère de paternité ; il accepta, sans arrière pensée, l'acte de soumission des évêques et les admit à la paix ; ce fut la paix *clémentine* : elle clot la première période de l'histoire du jansénisme (1).

CONCLUSION. — De l'exposé que nous venons de faire des polémiques suscitées par la question jansénienne, il ressort, si nous ne nous trompons, que M. de Gondrin ne mérite nullement la qualification d'hérétique, dont quelques-uns de ses adversaires ont voulu le flétrir. Avec tous les évêques de France, il a reçu et publié la bulle du pape Innocent X, qui condamnait les cinq propositions. « Or, a dit Bossuet, on ne peut pas dire que ceux qu'on appelle communément jansénistes soient hérétiques, puisqu'ils condamnent les cinq propositions condamnées par l'Eglise ; mais on a droit de leur reprocher de se montrer favorables à un schisme et à des erreurs condamnées (2). »

Oh ! sans doute, il a mérité un blâme sévère à cause des commentaires dont il avait accompagné la publication de la Bulle d'Innocent X ; mais on a vu que, dans l'assemblée du Clergé de 1656, il s'est rallié à l'opinion de ses collègues et a signé leurs conclusions, ce qui était un désaveu implicite de son mandement. Toutefois, il faut avouer qu'il ne s'est montré que trop favorable à certains partisans déclarés de Jansénius, tels qu'Arnaud et Launoy, avec lequel, notamment, il échangeait de fréquentes correspondances, et à qui il soumettait ses doutes sur les questions controversées (3). C'est une preuve, selon nous, qu'il était de bonne foi, et que, séduit par le grand talent et l'immense érudition de ces docteurs, il croyait leurs arguments recevables. Il eût mieux fait de se soumettre, humblement et sans réserve, à l'autorité de l'Eglise.

(1) Le P. Guichard. — Cfr. *Histoire de l'Eglise*, t. XXXVII, par Mgr Fèvre.

(2) Beausset, *Histoire de Bossuet*, t. IV.

(3) Nous avons sous les yeux 31 lettres de M. de Gondrin à Launoy, copiées à la Bibliothèque d'Auxerre par M. l'abbé Chartraire.

CHAPITRE VI

Ses démêlés avec son Chapitre. — Ses Mandements, Ordonnances et Lettres pastorales. — Son talent oratoire.

Henri de Gondrain n'eut pas de démêlés qu'avec les Jésuites et d'autres ordres religieux, il eut aussi quelques différends avec son Chapitre, contre lequel il soutint des procès qui eurent du retentissement. Un premier procès lui fut intenté par les chanoines. Ils l'attaquèrent en Parlement, pour avoir fait abattre des arbres de haute futaie dans des bois dépendant de l'Archevêché ; à cet effet un contrat de vente avait été passé entre l'Archevêque et le sieur Favin, marchand de bois à Voisines, et cela sans lettres-patentes vérifiées par le Parlement. Sur cette plainte, le Chapitre obtint un arrêt qui permettait : 1^o de faire une enquête pour constater l'étendue des dégâts commis ; 2^o de faire poursuivre par devant le juge royal le plus voisin, autre que celui de Sens. Il paraît que la valeur des bois coupés était estimée un millier de francs.

Le Chapitre avait chargé le chanoine Claude-Simon Cassin (1) de poursuivre l'affaire au Parlement. Quelques jours après, pendant que cet ecclésiastique s'occupait activement du mandat qui lui était confié, il reçut une lettre de cachet qui l'exilait à Brives-la-Gaillarde. Ce qui prouve qu'à cette époque M. de Gondrain jouissait d'un grand crédit à la Cour.

Bien que sensible à ce coup, qui arrêtait les poursuites, le Chapitre ne se découragea pas ; il envoya à Paris deux de ses membres, MM. Fauvelet et Gibier, pour solliciter le retour de l'exilé. Les deux chanoines n'aboutirent pas plus que leur confrère. Il leur fut signifié, toujours par lettres de cachet, qu'ils eussent à quitter Paris et à regagner leur résidence.

Néanmoins, le Parlement fit droit à la réclamation du Chapitre et lui donna également satisfaction au sujet de quelques autres griefs qui avaient motivé justement ses plaintes. Plusieurs sentences des requêtes du Palais intervinrent contre l'archevêque : la première, le 8 mars 1667, le condamnant à une amende de douze cents livres, au profit de l'Eglise de Sens, à cause d'une indemnité

(1) Est-ce le même Cassin dont on donna le nom à l'une des rues du faubourg Saint-Savinien ?

dont il lui était redevable ; la seconde, le 17 mars, lui intimant le paiement de douze cents livres pour la coupe générale, ordonnée par lui, des bois de haute futaie ; la troisième l'obligeant à fournir une chapelle d'ornements qu'il devait à son Eglise, comme droit de joyeux avènement (7 mars 1668).

Ce n'est pas tout : le Chapitre se plaignait des entreprises du Seigneur archevêque et de son Official, et il crut devoir à ce sujet appeler au Parlement comme d'abus. Le prétendu abus consistait en ce que l'Official avait assigné à son tribunal plusieurs membres du Chapitre de Bray-sur-Seine et d'autres prêtres placés sous le patronage de cette collégiale, lesquels étaient justiciables, non de l'Officialité diocésaine, mais bien du Chapitre métropolitain. Ainsi, le Chapitre prétendait qu'il était exempt de la juridiction archiépiscopale et qu'il dépendait immédiatement du Saint-Siège. En conséquence, il ne voulait pas recevoir les Statuts diocésains dressés par l'Archevêque, ni se soumettre à ses ordonnances, ni assister à ses synodes, ni s'assujettir à ses visites.

On est étonné de voir le Chapitre, — qui avait alors dans son sein des hommes distingués, tels que Charles de Ris, Charles Le Boiteux, les deux Ferrand (Robert et Nicolas), et surtout Charles Driot (1), — élever de pareilles prétentions, qui, aujourd'hui, nous paraissent si évidemment contraires au droit canonique (2). Quoi qu'il en soit, MM. les chanoines jouaient gros jeu, car ils devaient savoir que M. de Gondrin, si jaloux des prérogatives attachées à sa dignité, n'était pas homme à céder, dans une affaire où il y avait tout lieu d'espérer que justice lui serait rendue. Il était trop éclairé, en effet, pour ne pas voir l'inanité des preuves sur lesquelles les chanoines fondaient leurs prétendus droits. Il entreprit donc et soutint vaillamment le procès, qui dura quatre ans, et, après avoir coûté des peines et des frais énormes, de part et d'autre, se termina le 2 septembre 1670 par un arrêt définitif, dont voici en abrégé la conclusion :

« La Cour reçoit les appellations comme d'abus, interjetées par ledit de Gondrin, archevêque de Sens, et, faisant droit sur le tout, maintient ledit archevêque en la juridiction et droit de visite sur l'Eglise de Sens et le cloître des chanoines, et pouvoir d'ordonner de toutes les choses qui sont de la police ecclésiastique et qui peu-

(1) Les chanoines, à cette époque, étaient au nombre de trente-six.

(2) Le Chapitre se fondait sur une exemption qui lui aurait été accordée par l'antipape Clément VII, résidant à Avignon (1378-1394) ; mais cette exemption ne le dispensait pas de se soumettre à la visite épiscopale, d'après un décret du Concile de Trente (V. Session XXV, chapitre VI).

vent être instruites sur le champ et sans autorité de justice ; maintient pareillement l'Archevêque en ses droits de juridiction sur les cures du patronage dudit Chapitre et du Chapitre de Bray. L'official devra informer dans les trois jours sur les délits commis. Condamne Legris et Videt à une amende de 75 livres, dépens compris. »

M. de Gondrin sortait donc vainqueur de la lutte, mais, comme on dit vulgairement, il n'en sortait pas *par la bonne porte*. En cette affaire, son devoir eût été de soumettre le différend au jugement du Saint-Siège, arbitre obligé dans toutes les causes graves qui divisent l'épiscopat et le clergé : seulement, à cette époque, l'autorité du Chef de l'Eglise était généralement méconnue, et cela en vertu du fameux principe des « libertés gallicanes. »

Ce fut en vain que le Chapitre appela de cette sentence au Conseil privé, alléguant que le Parlement, juge laïc, était incompétent en l'espèce, — ce qui était parfaitement vrai, — et interjeta appel au Saint-Siège de l'Ordonnance de l'archevêque qui prétendait le soumettre à sa juridiction. De ce double appel on ne tint aucun compte, et le prélat fit sa visite officielle le 7 février 1671. Le Chapitre protesta ; il y eut maints compulsoires et force procédures, de telle sorte que l'affaire n'était pas terminée à la mort de M. de Gondrin (1).

Etant donnés l'activité de M. de Gondrin et son zèle ardent pour tout ce qui concernait l'administration de son diocèse, on doit bien penser qu'il a publié nombre d'Ordonnances et de Lettres pastorales. Nous avons déjà parlé des Ordonnances relatives à la publication d'un Catéchisme et à l'établissement des Conférences. En 1656, il fit une Ordonnance concernant : 1° l'abus des ondolements à domicile ; 2° la négligence des curés qui reçoivent des parrains et marraines n'ayant pas rempli le devoir pascal, et une autre Ordonnance sur la discipline et les mœurs des ecclésiastiques. En 1656 et 1673, Lettre pastorale sur le Jubilé. En cette dernière année, le 12 mai, Ordonnance pour l'établissement des Confréries de charité en faveur des malades pauvres, et, le 26 novembre, Règlement contenant le tarif des rétributions dues au clergé paroissial. On a encore du même prélat un Mandement remarquable, publié le 12 mars 1674, sur les Masques et les désordres du carnaval. Au rapport de Fenel, les mandements de M. de Gondrin sont autant de petits traités sur les matières religieuses très solides et bien écrits, qu'on recherchait de son temps avec avidité. Le

(1) Fenel.

susdit biographe ajoute que cet archevêque était vraiment éloquent, surtout dans ses improvisations, et qu'il était moins goûté dans ses sermons, lesquels manquaient de cette spontanéité, de cette vivacité d'expressions que l'on admirait dans ses allocutions non préparées. Notons encore, quant à l'en-tête des mandements de cet archevêque, qu'il se servait constamment de la formule suivante : « Louis-Henri de Gondrin, par la grâce de Dieu, archevêque de Sens... », et non de celle employée par ses collègues « par la grâce de Dieu *et du Saint-Siège apostolique*. »

CHAPITRE VII

Calomnies lancées contre l'archevêque. Il y répond par la dignité de sa vie austère et laborieuse. — Réfutation du P. Rapin. — M. de Gondrin et la marquise de Montespan.

M. de Gondrin, nous l'avons dit, s'était créé beaucoup d'ennemis, par ses violents démêlés avec les Jésuites, les Capucins et les Cordeliers de son diocèse, et aussi par sa sévérité outrée en matière disciplinaire. Aussi les injures, la diffamation, la calomnie ne lui furent point épargnées. Ce qui mit le comble au mécontentement fut la sentence solennelle d'excommunication qu'il fulmina, du haut de la chaire de sa cathédrale, contre les Jésuites, le 23 janvier 1653. Trois jours après il la fit imprimer ; elle fut, par son ordre exprès, affichée à la porte des églises et publiée au prône de toutes les paroisses du diocèse. Bien plus, il en fut distribué un nombre considérable d'exemplaires dans Paris. Le prélat a déclaré qu'il n'était pour rien dans cette publication hors de son diocèse, qui produisit un vrai scandale. Comme aussi il a hautement affirmé que, dans tous les actes de son administration, il a agi de bonne foi et par une intime conviction que tel était son devoir. Voici ce qu'il écrivait, en 1659 ou environ, à M. de Launoy, docteur de Sorbonne :

« J'oubliais de vous parler de complots de curés de mon diocèse. « Je serais fâché qu'ils fussent contre leur devoir, mais il ne peut « arriver rien de plus avantageux que d'estre engagé à faire con- « netre à tout le monde le détail et le fons de ma conduite, parce « qu'on ne trouvera pas que j'aye jamais rien fait par passion et « que j'ay essayé de suivre toujours les règles de l'Eglise selon ma « lumière. Ainsi je suis tout prest d'en rendre compte à toute la « terre et je ne ferai pas une demande pour arrester le dessein de

« ces gens là. Il me semble que la disposition où je suis là dessus
« est celle où doit estre un Evêque qui a la crainte de Dieu. »

En 1650, parut un pamphlet dont on attribua la composition aux Jésuites. Il était intitulé : *Théotime, ou Dialogue instructif sur l'affaire présente des Jésuites de Sens*. M. de Gondrin se hâta de faire condamner ce libelle par un Synode provincial tenu en son Hôtel de Paris, où il avait convoqué ses suffragants de Nevers, Troyes et Auxerre (17 mai 1650).

Tous les biographes de M. de Gondrin, sans exception, s'accordent à dire que, pendant les sept dernières années de son existence, il se livra entièrement aux exercices d'une vie austère et laborieuse. Il ne se prêtait à aucun genre de divertissement, comme s'il eût voulu se présenter lui-même aux prêtres et aux fidèles comme le modèle de cette morale sévère qu'il prêchait à tout son diocèse. Au début de son épiscopat, il avait beaucoup aimé le séjour de Brienon ; dans les derniers temps, il préférait le château de Noslon, situé à un peu plus d'une lieue de sa ville épiscopale. Il fit restaurer cette antique forteresse et la rendit habitable. C'était pour lui un lieu de retraite, où il allait quelquefois pour se délasser de ses graves occupations, et aussi pour vaquer à la grande affaire de son salut ; ce qui était le sujet le plus habituel de ses conversations avec quelques amis. Il s'appliquait uniquement à l'étude de la théologie, des Pères, des Conciles, de la sainte Ecriture et de l'histoire ecclésiastique, étude qui lui était facilitée par la riche bibliothèque qu'il s'était créée.

Les chanoines avaient pour M. de Gondrin une vénération singulière (1), malgré les dissentiments suscités par les procès dont nous avons parlé. Ils ne le considéraient pas seulement comme un prélat éminent et vertueux, mais comme un véritable pénitent. En effet, ils le voyaient jeûner régulièrement, se contenter d'un seul repas pendant le Carême, passer deux ou trois heures par jour en prière ou en méditation dans son oratoire, mater son corps par divers instruments de mortification, « que l'on trouva, dit dom Mathoud, dans sa chambre après son décès, quand la justice leva les scellés qu'on y avait mis. » Et il ajoute : « Ses sentiments de piété, augmentant avec les années, lui firent faire de très grands progrès dans cette sainte carrière et recueillir de précieux fruits de salut. »

Il semble qu'une telle régularité de vie aurait dû désarmer la critique ; il n'en fut rien ; les ennemis du prélat ne cessèrent de le

(1) Fenel et Guichard, *passim*.

poursuivre de leurs attaques passionnées. En 1669, ils publièrent un pamphlet anonyme, intitulé : *La Toilette (sic) de M. l'archevêque de Sens*, ouvrage dicté par un sentiment de haine peu déguisée. On exagérait les fautes qu'il avait pu commettre pendant sa jeunesse ; on émettait des doutes sur la pureté de ses mœurs ; on l'accusait d'une ambition démesurée, d'une fierté outrée ; on le traitait d'hypocrite, de faux dévôt, d'hérétique et de Janséniste ; on interprétait à mal ses meilleures actions.

Nous croyons l'avoir suffisamment vengé du grief d'hérésie. Quant aux imputations sur les mœurs, nous n'en trouvons pas trace dans les deux auteurs locaux dont nous résumons les récits. Il n'y a pas, d'ailleurs, à tenir compte de certains propos émis par un Bussy-Rabutin ou par un Paul de Gondî, qui ne sont, au reste, que des allusions, sans allégation de faits déterminés. Cela n'est pas sérieux ; passons. Mais il faut bien nous arrêter quelques instants devant les attaques odieuses qu'a lancées contre sa mémoire le P. Rapin, un de ses contemporains, non pas que nous ajoutions foi à ses dires, mais parce que certaines personnes se sont émues de ses accusations et ont pu les croire fondées jusqu'à un certain point. Heureusement, il n'en est rien, ainsi que l'a démontré un éminent critique de nos jours, Sainte-Beuve, qui, dans son *Histoire de Port-Royal*, a tout discuté et déclaré que le P. Rapin, loin d'être un censeur impartial, ne cherchait qu'à venger les Jésuites de Sens, ses confrères, des persécutions que le Prélat leur avait fait subir.

« Le P. Rapin, dit-il, n'était pas très curieux de la vérité ; il recherchait surtout ce qui pouvait rendre ridicules les Jansénistes.... Ses *Mémoires* sont remplis d'anecdotes scandaleuses sur M. de Gondrin. Il va jusqu'à reprocher à cet archevêque l'éloignement des sacrements et des autels, autorisé par la nouvelle morale ; il n'hésite pas à dire qu'il passait des six ou sept années sans dire la messe (tome III des *Mémoires*, p. 208). » Qui pourra jamais croire, sur la seule affirmation du P. Rapin, une pareille énormité, et comment pourrait-il se faire que d'autres récits contemporains ne nous en aient pas transmis les échos ?

« Le P. Rapin, ajoute Sainte-Beuve (t. III, p. 599), est un homme de parti ; il ramasse des propos, des mémoires de toutes mains ; il n'est pas scrupuleux. Tout ce qui est contre les Jansénistes de Port-Royal lui est bon. Il est à la merci des *ou dit* (page 601). Il n'est sorte de propos qu'il n'accueille. Ce qu'il ne sait pas, il l'insinue, à mots couverts, de manière à faire croire à des énormités. » Enfin, Sainte-Beuve qualifie de *contes* la partie des *Mémoires* qui concerne cet archevêque. Avaient-ils bien pesé ces réflexions si

judicieuses, ces écrivains, qui, comme M. Coquille, dans le journal *l'Univers* (1), ou comme Mgr Justin Fèvre, dans son *Histoire de l'Eglise* (2), se sont permis de traiter M. de Gondrin de prélat scandaleux ?

Fidèle au programme qu'il s'était tracé pour la répression des mauvaises mœurs, l'archevêque déploya une juste sévérité à l'égard de la trop célèbre marquise de Montespan, et en cela il ne craignit pas d'attirer sur lui la colère de Louis XIV. Aussitôt qu'il eut été informé de l'inconduite de cette dame, qui était sa propre nièce, « il lui parla fortement et en véritable évêque, dit Fenel, lui enjoignant, au nom de son salut éternel, de quitter sa vie de désordre et de rentrer dans le devoir. Mais cette femme altière reçut fort mal ses conseils, et, oubliant ce qu'elle devait à son caractère d'évêque et à sa qualité d'oncle, lui fit une réponse pleine de hauteur et de dédain. Indigné d'un tel procédé, M. de Gondrin s'emporta, dit-on, jusqu'à lui donner un soufflet. D'aucuns prétendent que le soufflet n'a pas été donné, mais qu'il échappa au prélat, dans son emportement, quelques paroles injurieuses pour le roi. Nous ne croyons guère à l'anecdote du soufflet.

Ce qui est certain, c'est que Sa Majesté fit défendre à l'archevêque de se présenter désormais à la Cour, et même à Paris. Quelque temps après, Louis XIV étant en voyage et devant traverser Sens, ne voulut point loger à l'archevêché ni même avoir aucun contact avec le prélat ; il s'arrêta et coucha à Pont-sur-Yonne, et le lendemain alla dîner à Villeneuve-le-Roi. La *Biographie Michaud* rapporte que le roi aurait exilé M. de Gondrin dans sa ville épiscopale. « Que fait l'exilé ? Il assemble un synode, et demande si un évêque interné dans sa ville épiscopale peut être empêché de faire la visite de son diocèse. La réponse unanime est pour la négative. La Cour va à Fontainebleau ; le prélat s'y rend, prêche, confesse, exerce toutes les fonctions de son ministère, et dit que, si le roi le force de retourner à Sens, il l'excommuniera, ainsi que Madame de Montespan. « Il le ferait comme il l'a dit, » observa Louis XIV, à qui le propos fut rapporté. On le laissa tranquille. Le roi emmena à Versailles Madame de Montespan, qui ne reparut plus à Fontainebleau, tant que vécut son oncle.

(1) Numéro du 30 avril 1884.

(2) Continuation de l'abbé Darras, tome XXXVII, page 265, année 1886.

CHAPITRE VIII

Dernière maladie de M. de Gondrin. — Ses édifiantes dispositions au moment suprême. — Son testament. — Mort et obsèques du Prélat.

La fin de M. de Gondrin approchait, bien qu'il fût relativement jeune, étant à peine âgé de 54 ans ; mais, depuis quelques années, il était atteint d'une maladie de foie, qui parfois le faisait cruellement souffrir. Un jour du mois d'août 1674, il venait d'assister à une tragédie chrétienne, au collège de Provins, tenu par les PP. de l'Oratoire, il eut à subir une crise violente, qui le força de se rendre au plus vite à sa maison abbatiale de Chaumes (1), où il s'alita. M. Dubé, célèbre médecin de Monl'argis, fut mandé ; il constata tout de suite la gravité du mal et n'en dissimula point le danger au prélat, lequel reçut cette terrible nouvelle avec une soumission à Dieu si parfaite qu'on vit bien qu'il était préparé depuis longtemps au redoutable passage du temps à l'éternité. Il s'y disposa avec soin par une confession générale, qu'il fit au R. P. Macaire, de Paris, gardien du couvent de Bréau (2). Il reçut le Saint-Viatique des mains du curé de Chaumes, qui lui donna également l'Extrême-Onction. Sa piété profonde, en cette solennelle circonstance, édifia les personnes présentes et ne contribua pas peu à les consoler, après sa mort, de la perte qu'elles avaient faite.

Après la réception des sacrements, il donna ses ordres relativement à ses affaires temporelles, et fit, ou plutôt dicta son testament, exprimant hautement le désir de satisfaire à toutes ses obligations et de faire payer ce qui était dû à ses créanciers et domestiques. Le lecteur sera bien aise de savoir comment ce prélat a parlé lui même, dans l'article 3 de ce testament, des démêlés qu'il a eus avec son Chapitre et avec les réguliers :

« ARTICLE 3. — Ledit sieur Archevêque prie et conjure MM. du

(1) Chaumes, canton de Tournan (S.-et-M.), où il y avait une abbaye de Bénédictins fondée au XII^e siècle. Plus tard, en 1747, Mgr Lauguet y établit un petit Séminaire.

(2) A trois lieues de Chaumes. Il y avait à Bréau (canton de Mormant), un couvent de Pénitents du tiers-ordre de Saint-François, fondé en 1609, et qui subsista jusqu'à la Révolution. (Mgr Allou.)

Chapitre d'être persuadés qu'il les honore et qu'il n'a jamais eu dessein d'en blesser aucun, dans ce qu'il a cru devoir entreprendre pour les intérêts de son caractère et de la juridiction qui y est attachée, déclarant ledit seigneur testateur qu'il meurt dans les mêmes sentiments pour tous ses curés et pour tout le clergé de son diocèse, les conjurant de se souvenir de lui dans leurs saints sacrifices ; et à l'égard des réguliers de son diocèse, ledit sieur archevêque est bien aise de déclarer, devant Dieu et le public, qu'il a toujours estimé et honoré leur profession ; que les démêlés qu'il a pu avoir avec eux n'ont été que pour satisfaire à sa conscience et maintenir les droits de son caractère et de la hiérarchie, les prie d'en être persuadés, et de prier aussi pour le repos de son âme, tant dans leurs sacrifices que dans leurs autres exercices de piété. »

M. Quéras, vicaire général, publia, le 10 septembre, un mandement pour annoncer à tout le diocèse la maladie de l'archevêque et ordonner des prières pour le rétablissement de sa santé. Comme on apprit que le mal s'aggravait et que tout espoir de guérison semblait illusoire, le Chapitre députa vers le prélat MM. Hersant, archidiacre, et Fauchot, chanoine, pour l'aller visiter. Ils arrivèrent à Chaumes le 18 septembre, veille de sa mort, et lui demandèrent sa bénédiction au nom de tout le diocèse. M. de Gondrin leur répondit, avec une humilité touchante, qu'il ne devait pas, dans l'état où il se trouvait, donner aucune marque d'autorité ou de juridiction N'EN AYANT PAS TOUJOURS FAIT L'USAGE QU'IL AURAIT DU. Sur ce, ces deux messieurs s'étant mis à genoux auprès de son lit et l'ayant conjuré de leur accorder cette consolation, l'archidiacre prit la main du prélat et le força pieusement de faire sur sa tête le signe de la croix.

Fenel s'étend longuement sur les édifiantes dispositions de M. de Gondrin pendant ses deux derniers jours et sur les actes de foi, d'amour de Dieu, de profonde humilité et de vive contrition de ses fautes, dont il fit à plusieurs reprises l'aveu à son confesseur. Ce fut dans ces admirables sentiments qu'il mourut doucement, dans le baiser du Seigneur, le mercredi 19 septembre 1674, dans la 54^{me} année de son âge et la 30^{me} de son épiscopat.

Le corps demeura exposé tout le jour dans la chambre mortuaire, et, le lendemain, il fut déposé dans son église abbatiale, où l'on fit un service solennel. Son cœur et ses entrailles furent inhumés au pied du maître-autel. On y a, depuis, posé un tombeau de marbre blanc, avec l'inscription ci-après, composée par le doyen Boileau :

D. O. M.

Hoc cippo includitur ardens caritate Christi cor magni archiepiscopi Senonensis Ludovicus-Henricus de Gondrin, hujus monasterii abbatis. Viscera ejus, misericordiâ in pauperes toties commola, hic quoque requiescunt. Ossa jacent in ecclesiâ Metropolitanâ Senonensi, expectantia resurrectionem, donec sol convertetur in tenebras et luna in sanguinem, antequam veniat dies Domini magnus et mirabilis. Obiit XII kalendas Octobris MDCLXXIV (1).

Le 21, le corps fut placé sur un char drapé de noir et transporté à Montereau, accompagné d'un nombreux clergé et d'officiers à cheval. Il fut déposé successivement dans les églises de Montereau, de Pont-sur-Yonne et de Sainte-Colombe où il y eut célébration de vigiles et de services solennels. Ce ne fut donc que le 24 que les religieux de ce monastère accompagnèrent le corps jusqu'à l'entrée du faubourg Saint-Didier et le remirent au doyen et aux membres du Chapitre, qui s'y étaient rendus processionnellement, accompagnés de tous « les corps de ville », et suivis d'une foule considérable. Le convoi entra en ville par la porte d'Yonne et pénétra dans l'église métropolitaine, où le corps fut placé sur un riche catafalque environné d'un grand nombre de cierges. A l'issue de la messe solennelle de *Requiem*, laquelle avait été précédée du chant des matines, le corps de M. de Gondrin fut déposé dans le caveau de M. de Bellegarde, son parent, devant les degrés du maître-autel, côté de l'épître. Voici le texte de l'épithaphe composée par M. Boileau, doyen du Chapitre, et que relate le *Gallia christiana* :

D. O. M.

Ludovicus-Henricus de Gondrin, Senonensis archiepiscopus quintus et centesimus, Galliarum es Germaniæ primas, celebratâ per orbem magni nominis famâ, expletâque spiritu consilii et fortitudinis quatuor et quinquaginta annorum vitâ, hic dormiens silet somnoque suo requiescit cum regibus et consulibus terræ, qui ædificant sibi solitudines (2). Rexit ecclesiam Senonensem annos 29. Obiit XII kalendas Octobris MDCLXXIV.

(1) *Gallia christiana*, t. XII. Le coffret de plomb, dans lequel étaient renfermés le cœur et les entrailles, demeura en cette place jusqu'en 1846. Il fut alors trouvé sous les ruines de l'abbatiale et déposé au Musée de Melun, puis réintégré dans l'église de Chaumes en 1865. (*Bulletin*, tome XVI).

(2) *Job*, III, 14.

Cette inscription n'a pas été, comme l'assure le P. Guichard, gravée sur la sépulture du défunt, attendu que la place était occupée par la longue épitaphe qu'on lisait alors sur la tombe de M. de Bellegarde; on se borna à poser en 1705 une pierre sur laquelle étaient inscrits le nom et les titres de M. de Gondrin (1). Aujourd'hui, il n'y a plus, à cette même place, qu'une simple dalle, sur laquelle on lit : *Henric. de Savoisy, M. 1423.*

Au service solennel, qui se fit le quarantième jour, le P. Thorentier, de l'Oratoire, qui prêchait alors l'Avent à Sens, prononça l'oraison funèbre, dans laquelle il compara l'archevêque défunt à une colonne que Dieu avait posée en son temple; puis, expliquant et développant sa pensée, il fit voir dans le prélat les trois qualités de la colonne : sa hauteur, sa droiture et sa fermeté. Un autre discours fut prononcé par M. Chaumoret, chanoine du Trésor, à l'issue d'un autre service célébré huit jours après, en l'église Saint-Maximin.

CHAPITRE IX

Plusieurs faits détachés de l'épiscopat de M. de Gondrin. — Son éloge par le Cardinal La Camus, évêque de Grenoble. — Combien il aimait les cérémonies de l'Eglise.

Maintenant nous croyons devoir, dans une revue rétrospective, relever quelques faits omis dans les pages précédentes.

Le 27 mars 1647, M. de Gondrin inhuma, en l'église de Vallery; Henri II, prince de Condé, décédé le 26 décembre précédent, et à la mémoire duquel le grand Condé, son fils, fit ériger un superbe mausolée qui subsiste encore.

La même année vinrent s'établir à Sens les *Annonciades-célestes*, fondées quarante-trois ans auparavant par la B. Victoire Fornari, de Gènes. Ces religieuses, dont le but était l'instruction et l'éducation des jeunes filles, observaient la clôture. Elles occupaient le pâté de maisons compris entre la Grande-Rue, les rues Champfeuilard et Sinson. Leur habillement consistait en une robe blanche, un scapulaire, une ceinture, un manteau bleu céleste et le voile noir. Ce couvent a été supprimé en 1792.

Au mois d'avril de la même année (1647) l'archevêque de Sens sacra, à Paris, Gabriel de Roquette, évêque d'Autun. Le 17 novem-

(1) *Bulletin*, t. XVI, p. 190.

bre, il bénit, dans la cathédrale de Sens, sa sœur, abbesse de Notre-Dame des Prés, près Troyes (de l'ordre de Cîteaux), assistée de l'abbesse de Notre-Dame-lez Sens et de la coadjutrice de l'Abbaye-aux-Bois. La cérémonie eut lieu au chœur, à la messe solennelle. D'après Fenel, le 15 avril 1664, il consacra l'église des Capucins de Sens, à laquelle il donna pour patron Saint Nicolas. La première pierre de cette église avait été posée, le 16 juillet 1622, par Charlotte-Catherine de la Trémoille, épouse (1) de Henri II de Bourbon, prince de Condé. C'est au même prélat qu'est due la dédicace, à Saint-Florentin, de l'église des Capucins de cette ville, le 16 octobre 1667. Ce fut à son influence que les Pères de l'Oratoire eurent la direction du collège qui fut établi à Provins en 1660.

« On admirait, dit Fenel, l'imposante majesté avec laquelle ce prélat célébrait ou présidait les offices. Il y assistait avec assiduité, même aux heures de la nuit, les dimanches et fêtes, notamment pendant les deux dernières années de sa vie, bien qu'il souffrit beaucoup de la maladie de foie qui causa sa mort. » Le P. Guichard dit, d'autre part, que M. de Gondrin aimait beaucoup les cérémonies de l'Eglise. Il avait à cœur de donner l'exemple au clergé et au peuple, en assistant aux processions solennelles, surtout à celle que la cathédrale fait, le 1^{er} septembre de chaque année, à l'abbaye de Sainte-Colombe ; il y offrait un cierge, à la tête de son clergé. Il ne cessa d'y aller que le jour où les moines se plaignirent qu'il faisait en cela acte de juridiction, de laquelle juridiction ils se disaient exempts.

Il renouvela l'ancien usage de la célébration solennelle des fêtes de Saint Etienne, le 3 août et le 26 décembre. Il ne manquait pas, ces jours-là, d'officier pontificalement, assisté des treize curés de la ville, qu'on appelait prêtres-cardinaux, revêtus de riches chasubles. Il a voulu baptiser plusieurs enfants de la ville, la veille de Pâques et de la Pentecôte, après avoir procédé lui-même à la bénédiction solennelle des fonts, à l'instar de ce qui se pratiquait dans les premiers siècles de l'Eglise.

On raconte, à ce propos, un trait touchant : un pauvre artisan de la ville vint un jour trouver M. de Gondrin, pour le prier de lui faire l'honneur d'être parrain d'un garçon qui lui était né. Bien loin de décliner l'invitation, l'archevêque s'empressa de l'accepter pour contenter ce brave homme, dont il tint l'enfant sur les fonts baptismaux.

(1) Mère, et non épouse, d'après Tarbé (*Recherches historiques*), p. 462.

Si notre prélat eût vécu plus longtemps, il aurait certainement fait des dons considérables à son église ; mais ses dettes ne lui permirent pas de satisfaire ses désirs. On rappelle seulement qu'il fit confectionner, pour abriter le Saint Sacrement, un *ciborium* (ou pavillon) d'argent massif, artistiquement ciselé, ouvrage estimé cinq ou six mille livres. On y voyait ses armes en relief, et en outre, il avait fait graver dans le contour intérieur ce verset d'un psaume : *Miserere mei, Deus, secundum magnam misericordiam tuam*. L'archevêque étant mort fort endetté, le Parlement décida que cet objet d'art viendrait en compensation de la chapelle qu'il devait à son église.

M. de Gondrin portait pour armes : *Ecartelé : au 1^{er} et au 4^e, d'or, à la tour de gueules, maçonnée de sable, donjonée de trois pièces, surmontées de trois têtes de Maure de sable, mises de profil, tortillées d'argent ; au 2^e et 3^e d'argent, à trois faces ondées d'azur.*

Avant de clore cette notice, nous voulons résumer en quelques mots l'idée qu'on doit se faire du prélat dont nous venons de retracer la vie. On ne peut évidemment lui refuser d'éminentes qualités : c'était un évêque instruit, un administrateur habile, un pontife pieux et zélé, qui avait à cœur de faire observer, comme il les pratiquait lui-même, les règles imposées par la religion aux clergé et aux fidèles. Seulement, chez lui, la note sévère était trop accentuée ; il allait trop loin en voulant ramener ses diocésains aux usages de la primitive église.

Et puis, il eut le malheur de vivre en un temps agité par de grandes querelles religieuses, et surtout il eut le tort de se lier avec les partisans de Port-Royal. Sa lutte contre les Jésuites lui attira des ennemis puissants et nombreux, qui cherchèrent à noircir sa réputation, en attaquant sa vie privée. Nous croyons avoir vengé pleinement sa mémoire sur ce point ; un fait seul suffirait à l'innocenter : c'est qu'il avait pour ami intime un personnage d'une éminente vertu : le cardinal Le Camus, évêque de Grenoble. Voici en quels termes ce prélat écrivait, le 1^{er} novembre 1674, à l'abbé de Ponchâteau :

« J'ai lu avec grand empressement le récit que vous m'avez fait des derniers jours de la vie de M. de Sens.

« Ce sont de grandes leçons pour ceux qui vivent. Il faut tâcher d'en faire son profit et de vivre dans les mêmes dispositions dans lesquelles il est mort. Les Religieux ont fait courir *tant de bruits ridicules* sur son sujet que cela fait la plus grande compassion du monde. Si l'on cherchait des avantages temporels ou de la réputation dans l'épiscopat, il y aurait, au temps où nous sommes, de grandes mesures à garder avec eux ; mais, qui ne cherche que

Jésus-Christ et le salut des peuples, ne se met pas beaucoup en peine de prendre les devants là-dessus.

« On ne saurait trop regretter M. de Sens : il avait toutes les qualités nécessaires pour défendre les intérêts de l'église et il voulait s'en servir. Et où est l'évêque en France qui puisse prendre sa place ? Pour moi je n'en connais pas. Je regarde sa mort, dans un temps de disgrâce, comme un effet de sa prédestination ; car avec son amour pour la visite et la discipline, il aurait eu peine à se sauver, s'il fût demeuré à la Cour (1). »

On peut lire une autre lettre non moins intéressante du même Cardinal, adressée à son frère Jean le Camus, lieutenant civil au Châtelet de Paris, et publiée dans le *Bulletin* de notre Société (Tome XV, p. 341).

Sans doute, ils ne connaissaient pas ces documents ceux qui ont parlé avec si peu de réserve du caractère, des actes et de la mémoire de Louis-Henri de Gondrin.

APPENDICE

Observations sur une biographie de Mgr de Gondrin, parue en 1902

Notre présente étude était depuis assez longtemps composée, lorsque vint à notre connaissance un ouvrage de longue haleine, intitulée : *H. de Pardaillan de Gondrin, archevêque de Sens* (1646-1674), par M. Dubois, professeur au lycée d'Alençon. C'est une thèse pour le doctorat, très documentée, grand format, de 582 pages (Alençon, 1902).

Comme il se trouve que notre modeste étude a pour objet le même personnage que M. Dubois a pris pour sujet de sa savante biographie, nous nous croyons obligé de montrer à nos lecteurs en quoi nos appréciations diffèrent de celles de l'éminent professeur, et de relever certaines erreurs formulées dans son ouvrage. Hâtons-nous de dire que ladite monographie a un mérite incontestable, celui d'être complète et munie de nombreuses références. Elle est le fruit d'un réel labeur, et, à ce titre, nous y applaudissons sincèrement, ayant coutume d'estimer et de louer les labo-

(1) *Œuvres d'Arnauld*, t. I, p. 732. Cfr *Dictionnaire inédit d'Histoire ecclésiastique*, du P. Lelasseur, S. J.

rieux, quand bien même nous ne partageons pas toutes leurs opinions.

L'ouvrage s'ouvre par une préface de 37 pages, laquelle est elle-même une thèse en l'honneur du gallicanisme. Cette thèse, nous ne nous arrêterons pas à la réfuter ; à quoi bon ? Ce serait perdre notre temps. Il y a longtemps que le gallicanisme est mort, et bien mort ; le concile du Vatican lui a donné le coup de grâce. Quelques observations suffiront :

Cette erreur religieuse des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, l'auteur en est ouvertement partisan. Il prise beaucoup l'autorité des docteurs gallicans : les Pithou, les du Tillet et les Durand de Maillane. Il exprime le mécontentement que lui cause l'apparition des décrets du Concile de Trente, sur la discipline ecclésiastique. Ces décrets, il les met en opposition avec les prescriptions de l'ancien droit canonique. Il va jusqu'à dire (page 23) que les procédures du Tiers-Etat et des Parlements contre les actes de la Papauté ont été « inspirées par une foi très vive et par un dévouement sincère aux intérêts du catholicisme. » Quelle aberration !

M. Dubois affirme (p. 17) que les décrets du Concile de Trente « n'ont pas été reçus en France. » Il y a ici une distinction à faire. Voici comment il s'exprime dans le cours de son ouvrage (p. 361) : « Les décisions du Concile de Trente n'ont pas force de loi, puisqu'elles n'ont pas été reçues officiellement par la puissance publique. » Qu'elles n'aient pas été reçues intégralement par les pouvoirs publics, c'est un fait ; mais s'ensuit-il qu'elles n'avaient pas force de loi au for ecclésiastique ? Non assurément.

Avant de clore ses séances, le Concile de Trente avait enjoint à tous les évêques de promulguer dans leur plus prochain synode les actes de la sainte assemblée et d'y recevoir solennellement *toutes les choses* définies et ordonnées par le Concile ; il leur en faisait un devoir de conscience.

Ce fut dans la réunion des Etats généraux de 1614-1615 que ces décrets furent reçus solennellement. L'instance au roi pour leur publication fut faite par le cardinal du Perron, archevêque de Sens ; et, comme le gouvernement ne voulait pas prendre de détermination sur ce point, l'assemblée du clergé prit le parti de faire elle-même, au nom de tout l'épiscopat, l'acceptation solennelle du Concile. Voici les termes de cette importante déclaration :

« Les cardinaux, archevêques, évêques, prélats et autres ecclésiastiques, assemblés au couvent des Augustins, à Paris, après avoir mûrement délibéré sur la publication du Concile de Trente, ont unanimement reconnu et déclaré qu'ils sont obligés par un devoir de conscience à recevoir, comme de fait ils reçoivent ledit

Concile et promettent de l'observer ; et pour en faire une plus ample, plus solennelle et plus particulière réception, sont d'avis que les Conciles provinciaux de toutes les provinces du royaume doivent être convoqués dans six mois au plus tard ; et dans le cas que quelque empêchement retarderait la réunion desdits Conciles provinciaux, le Concile sera néanmoins reçu par les synodes diocésains. Ce que lesdits prélats soussignés ont promis et *juré* de procurer et faire effectuer, autant qu'il leur est possible (1) ». — En 1625, on demanda à Louis XIII que le Concile de Trente soit reçu le plus tôt possible par l'autorité temporelle, « comme il avait été reçu dix ans auparavant par l'autorité spirituelle des prélats. » Ces faits permettent à l'historien Rhorbacher de conclure : 1° que l'épiscopat français a solennellement et authentiquement reçu le Concile de Trente ; 2° qu'il l'a reçu sans aucune exception ni réserve (2). Tel n'est pas l'avis de M. Dubois, qui approuve Henry de Gondrin d'avoir contrevenu aux règles données par ce Concile.

Pesons maintenant les jugements de l'auteur sur le personnage objet de notre commune étude. Comme nous, M. Dubois est loin de prendre pour paroles d'Evangile tout ce que raconte le Père Rapin des légèretés de jeunesse d'Henri de Gondrin. Il fait justice des imputations calomnieuses de cet écrivain, qu'il qualifie de « venimeux chroniqueur ». « On ne saurait trop se méfier, dit-il, des anecdotes que conte d'un ton souvent plaisant et alerte le P. Rapin ; ses haines acharnées ne laissant guère place en son esprit au souci de la vérité, et même les invraisemblances chronologiques ne l'arrêtent guère (3) ». Par exemple, « on ne saurait lire sans étonnement que la morale nouvelle (c'est celle de Port-Royal qu'il entend) favorisait le libertinage de Gondrin et lui permettait de rester longtemps éloigné des sacrements et des autels, car il passait, dit le Jésuite, des six ou sept ans sans dire la messe ; détail dont il serait, du reste, aisé de prouver l'absolue inexactitude (4). »

Mais nous sommes loin de partager l'avis de M. Dubois au sujet des doctrines d'Henri de Gondrin. Le docte professeur fait de lui un janséniste avéré, un parfait sectaire. D'après nous, il n'a pas été janséniste dans le sens absolu du mot ; justement, le principal but de notre présente étude a été de démontrer qu'il n'a pas été hérétique. C'est qu'ici il faut distinguer entre le dogme et la morale.

(1) *Histoire de l'Eglise*, t. XXIV, p. 406.

(2) *Ibid.*

(3) P. 9.

(4) P. 75.

Au point de vue du dogme, ce prélat n'a pas erré, bien qu'en plusieurs circonstances il ait prêté son appui à la secte. Quant à la morale, oui, nous en convenons, il a adopté la morale ultra-sévère que professaient les jansénistes ; et encore ceci a besoin d'explication.

Prenons pour thème de discussion le Catéchisme d'Henri de Gondrin, publié par lui en 1669. « Il est resté en usage jusqu'en 1720, époque à laquelle, dit notre auteur (1), l'archevêque Languet de Gergy, tout dévoué au parti jésuite, le proscrivit complètement. C'est véritablement un catéchisme janséniste. » D'après cela, il semblerait que Mgr Languet aurait condamné, au moins *in pello*, ce catéchisme, comme entaché d'erreurs janséniennes. Rien n'est moins exact.

Mgr de Gondrin avait publié deux catéchismes différents, l'un en 1669 (lequel a eu trois éditions ; l'autre en 1672, intitulé : *Abbrégé de la doctrine chrétienne, à l'usage du diocèse de Sens*). Ces deux manuels faisaient double emploi ; le premier était diffus et trop compliqué ; le second trop abrégé. Ainsi en jugeait Mgr Languet, et c'est ce qu'il explique dans l'Ordonnance qui précède le nouveau catéchisme de 1720, lequel n'était autre que le Catéchisme de Soissons, édité par le même prélat, alors qu'il était évêque de ce diocèse. On ne voit pas dans tout cela qu'il soit question d'erreur jansénienne.

M. Dubois consacre huit pages à l'examen du Catéchisme de 1669, dans lequel il veut à toute force trouver des traces de jansénisme, tandis qu'à notre humble avis, tout, ou à peu près tout, est absolument correct au point de vue catholique. Qu'on lise les passages que notre auteur critique, en les soulignant, par exemple : page 294 (chute d'Adam, état du premier homme après la chute) ; page 295 (gratuité et effets de la grâce), tout ce qui y est dit est exact. Certaines autres propositions qui choquent le savant professeur s'expliquent très bien. Il est dit, par exemple (p. 294), que « nous ne pouvons rien sans la grâce ; il faut sous-entendre : dans l'ordre du salut. D'après M. Dubois, « dans le chapitre 24 du Catéchisme, la pratique de la Communion fréquente est combattue. » Il n'en est rien ; les conditions qui y sont énoncées sont celles de nos catéchismes modernes. Il est faux également que, dans le chapitre 30, « la pratique des Indulgences soit considérée avec quelque méfiance par Gondrin et qu'il tende à mettre les fidèles en garde contre elles. » Il est, au contraire, d'accord avec la vraie doctrine. Ce que blâme encore notre professeur (page 297),

(1) Page 293.

c'est l'énumération que fait le catéchisme des maximes de la piété chrétienne. Il oublie que les pratiques y indiquées ne sont que des conseils, conséquemment non obligatoires; ce sont des règles d'une vie parfaite; voilà tout. Toutefois notre censeur a eu raison de relever (page 296) comme erronée la proposition suivante : « La seule crainte des peines ne suffit pas, même jointe au sacrement, pour obtenir le pardon du péché »; et il ajoute en note : « La doctrine contraire est aujourd'hui formellement admise par l'Eglise. » On sait, en effet, que l'attrition, c'est-à-dire, la contrition imparfaite suffit pour recevoir l'absolution, pourvu que l'on joigne à la crainte des peines l'espérance du pardon, qui est un commencement d'amour de Dieu.

Nous concédons aussi (nous l'avons déclaré ci-dessus) que M. Dubois a eu raison de blâmer les principes adoptés par M. de Gondrin en matière de morale, la rigueur excessive avec laquelle ils les appliquait et l'idée qu'il se faisait de la prépotence du pouvoir épiscopal. Sa lettre au curé d'Aunay, que nous avons citée, est un type à jamais mémorable de ce qu'il croyait être son infailibilité.

COMMENT ON ÉCRIT L'HISTOIRE

Au chapitre VI de son livre, intitulé : *Visite du diocèse, — Etat moral et religieux du diocèse vers 1674*, sous cette rubrique qui attire l'œil : MOEURS DU CLERGÉ (p. 349), M. Dubois publie une statistique très peu édifiante, qu'il résume en ces termes : « L'irrégularité semble être *très grande* dans le clergé diocésain; l'ivrognerie, la cupidité, parfois la licence des mœurs sont des vices *habituellement* reprochés aux prêtres des campagnes; *beaucoup* apportent peu de soin à leurs fonctions, et, parmi les mieux intentionnés, il y en a *un bon nombre* que leur médiocrité d'esprit empêche d'accomplir utilement leur tâche (1). » Et plus loin : « Les notes les plus complètes sont celles qui proviennent du doyenné de Provins, et si nous admettons, ce qui est assez légitime, que le clergé de ce doyenné devait n'être ni meilleur ni pire que la moyenne du clergé diocésain, nous sommes amené à concevoir de celui-ci une assez fâcheuse idée. »

Ceux qui ont étudié l'histoire ecclésiastique savent que le clergé du XVII^e siècle, contemporain de saint Vincent-de-Paul et de saint Pierre Fourier — qui tous deux ont été curés de campagne — était généralement très régulier, et ils seront grandement étonnés en

(1) Nous avons souligné les expressions qui nous paraissent empreintes d'une évidente exagération.

lisant les accusations formulées ici par M. Dubois. Il y a donc lieu d'examiner et de contrôler sérieusement ses dires. C'est ce que nous allons faire.

L'auteur a extrait des Archives de l'Yonne (G. 91 et G. 96) le compte-rendu des visites faites par le doyen rural de Provins dans une partie de son district, en 1670. Une vingtaine de paroisses seulement ont été visitées. Or, que reproche-t-on aux curés de ces paroisses ? Quelques-uns sont « fort réglés », mais d'autres sont négligents, ou intéressés et exigeants pour leurs droits, ou un peu libres en paroles, quelques-uns même adonnés au jeu ou au vin. Notons que plusieurs de ceux-ci étaient en mauvais termes avec leur seigneur ou bien avec les habitants, lesquels ne se faisaient pas faute, en ce cas, de dénigrer leur pasteur. Nous n'avons remarqué que *trois accusations* de mœurs suspectes, ou plutôt de soupçons fondés sur des on-dit et manquant de preuves.

Ce que l'auteur ne nous dit pas, c'est que ces vingt curés formaient à peine le quart, ou même le demi-quart du clergé du district. En effet, le doyenné de Provins était très étendu ; il contenait quatre-vingt-huit paroisses, tant cures que prieurés, et dans la plupart de ces paroisses il y avait des chapelains et des vicaires (1). Que devient donc la statistique soi-disant « complète » de M. Dubois ? Et de quel droit conclut-il du particulier au général ?

Le savant professeur dit avoir puisé ses renseignements dans les *Archives de l'Yonne*, G. 91 et G. 96. Nous n'avons rien trouvé dans ce dernier, mais nous avons pu consulter le premier, où il est rendu compte des visites faites par le doyen de Provins dans son district, d'abord en 1670, puis deux ans après. Il y a donc là une liste de *44 paroisses*, dont le plus grand nombre ont été visitées deux fois. Eh bien, les notes exprimées sont généralement satisfaisantes, et parfois très élogieuses par les curés de ce district. A part les trois cas que nous avons signalés plus haut, d'après l'auteur (Melz, Aunoy et Pierrelaye), où il est question de soupçons plus ou moins fondés, nous ne rencontrons aucune trace d'inconduite ou de licence dans les mœurs.

Était-ce donc bien la peine de crier au scandale, comme l'a fait M. Dubois, dans sa tirade sur les *mœurs du Clergé* ? Certes, nous ne l'accuserons pas de mauvaise foi ; nous croyons seulement qu'il a agi un peu à la légère. Il a cru rendre sa narration plus piquante, plus intéressante pour ses lecteurs ; mais son tableau est trop chargé en couleur ; il a exagéré l'état des choses. En somme, le proverbe a raison : *Qui veut trop prouver ne prouve rien*.

(1) Cfr. *Pouillé de l'ancien diocèse de Sens*, par MM. Quesvers et Stein (Fontainebleau, 1894).

INVENTAIRE
DE LA
COLLECTION DE CHASTELLUX

(Suite)⁽¹⁾

Par M. Charles PORÉE.

1399. — Lettre de Guillaume Filzjehan à M. de Bourdillon, bailli d'Auxois. « Monseigneur, je suys asseuré que en ce lieu et ressort n'y a entreprinse malle, grâce a Dieu ; car l'auctorité de ce dict lieu est toute au Roy... Toustesfoys, pour ce que Messieurs des Comptes, a Dijon, veulent ouyr les comptes des deniers commungs et d'ottroy des villes de votre dit bailliage, dont aultrefoys ay vehu le feu seigneur de Jonvelles, vivant bailly d'Auxois, les ouyr, et depuis mesditz sieurs des Comptes se sont entremis ; me semble que a vous l'auctorité en appartient et, ne vouldriés prendre la peine les ouyr, les commectre a tel qui vous plairoit, sy que ainsy sont les baillifz en France auditeurs de telz comptes des villes de leurs ditz bailliages... Madame s'est trouvée fort mal d'une migraine de catarre et n'a volu medecin ny medecine ; touttesfoys elle a tenu si bon régime que grâce a Dieu elle se porte bien de present... Ledit present messaigé, mon nepveu, a grand desir de vous faire service. Je vous suplie très humblement qui vous plaise luy en bailler le moyen. Il a moyen de se monster et armer ; par quoy, si votre bon plaisir estoit le mectre en estat d'archier en votre compaignie, luy, son père et moy serons de plus en plus vos hommes et obligés » (Avallon, 25 déc. 1551). — Arch. d'Epoisses.

1300. — Vente à remeré par Louis de Chastellux, seigneur dudit lieu et de Saint-Germain-des-Champs, à Nicolas Picard, marchand à Avallon, moyennant 300 livres, de l'étang et du moulin de Saint-Germain-des-Champs (1^{er} mars 1552). — Arch. de Chastellux ; original.

(1) Voir Bulletins des 2^{me} semestre 1903 et 1^{er} semestre 1904.

1301. — Arrêt du Parlement condamnant Jean de Castres à être décapité « sur ung eschafault, au pillory » de Paris ; sa tête sera « portée en la ville de Sens et mise et affichée au bout d'une lance, a l'une des portes de ladite ville tendant sur le chemin de Michery ». S'il ne peut être appréhendé, l'exécution aura lieu par effigie à Paris et à Sens. Sur ses biens confisqués seront prises une amende de 400 livres envers Potentien Hodouart, et « la valeur du molin neuf assis sur le ru d'Oreuse, appartenant audit Hodouart, par ledict Jehan de Castres et ses complices et par son commandement abatu, desmoly et brulé » (19 mars 1552). — Arch. nation., X^{2a} 111.

1302. — Condamnation de Jean Penon, avocat au bailliage de de Sens, à une amende de 800 livres au profit de Jacques Penon, procureur audit bailliage (1^{er} avril 1552). — Arch. nation., X^{2a} 111.

1303. — Le procureur de Pierre de Chenu, écuyer, seigneur de Charentonnay, s'inscrit en faux sur le refus prétendu dudict Pierre d'ouvrir son château de Carisey à un sergent royal (1^{er} avril 1552). — Arch. nation., X^{2a} 111.

1304. — Arrêt du Parlement condamnant Catherine Sabourin à la peine des verges et au bannissement perpétuel hors de la seigneurie de Piffonds et du bailliage de Sens ; ladite Sabourin est inculpée d'infanticide, en dépit des dénégations par elle faites à la torture et question, ordonnées par le juge ordinaire de Piffonds « pour messire Annet de Terrieres, seigneur de Chappes et dudict lieu de Piffonds » (8 avril 1552). — Arch. nation., X^{2a} 111.

1305. — Réception à juger du procès par écrit d'entre Barbe Tappereau, veuve de Michel de Castres, coseigneur de Michery, et Potentien Hodouart, tabellion à Sens, coseigneur de Michery (20 juin 1552). — Arch. nation., X^{2a} 112.

1306. — Partage entre Pierre Chevreau, curé de Châtel-Censoir, et autres héritiers de Philbert Chevreau, de divers biens sis au finage dudit lieu (26 juin 1552). — Invent. des titres de Faulin.

1307. — Procès entre Claude Caudeau, d'une part, Antoine Le Bascle, écuyer, seigneur d'Argenteuil, et René Béthoulat, écuyer, fils de feu Jeanne Le Bascle et de Guillaume Béthoulat, d'autre part (30 juillet 1552). — Arch. nation., X^{2a} 112.

1309. — Requête de Pierre Roulleau, « prieur curé de Beaumont et de Chisseau, naguères curé de Chevillon », à l'encontre de Jacques Douin, procureur fiscal du seigneur de Château-Renard (15 octobre 1552). — Arch. nation., X^{2a} 112.

1309. — Confirmation par le Parlement d'une sentence du bailli de Montargis, condamnant à être rompus vifs les meurtriers de Jean Juneau, de Chéroy. Edme Beaulle, vicaire de Chéroy, impliqué dans les poursuites, est élargi ; Thomas Dimbert, prêtre, également poursuivi, est renvoyé devant l'official de l'archevêque de Sens pour répondre de son concubinage avec Jeanne Roulland (16 décembre 1552). — Arch. nation., X^{2a} 113.

1310. — Procès entre le cardinal de Bourbon, archevêque de Sens, et Marc de Langeac, écuyer, seigneur d'Esnon, d'une part, et les habitants d'Esnon et Paroy-en-Olhe, au sujet de l'usage des bois desdits lieux (19 décembre 1552). — Arch. nation., X^{2a} 113.

1311. — Le Parlement, vu le procès instruit par le bailli de Nemours, renvoie Jean Petit, tisserand, attendu l'indisposition de sa personne, devant l'official de Sens, pour répondre sur l'accusation d'hérésie, « a luy imposée par maistre Jehan Poictevin » (29-30 décembre 1552). — Arch. nation., X^{2a} 113.

1312. — Comparution au greffe du Parlement de Gauvain Jacob, chanoine de Saint-Pierre-de-Tonnerre, curé de Percy, ajourné par ordonnance de la Cour (22 février 1553). — Arch. nation., X^{2a} 113.

1313. — Défaut accordé à Noël Petit, prêtre, prieur commendataire du prieuré de Saint-Vinnemer, à l'encontre de Jean Cepperot (1^{er} mars 1553). — Arch. nation., X^{2a} 113.

1314. — Arrêt du Parlement portant que les témoins entendus à la requête de Noël Petit, « curé de Trichery (Trichey) et prieur de Saint-Vinemer », contre Gauvain Jacob, chanoine de Saint-Pierre de Tonnerre, seront confrontés avec ce dernier (29 mars 1553). — Arch. nation., X^{2a} 113.

1315. — Arrêt du Parlement condamnant les frères Legrand, de Lavau en Puisaye, coupables du meurtre de leur beau-frère, Edme Rameau, à une amende de 30 livres envers le seigneur de

Saint-Fargeau et de 40 livres envers la veuve de leur victime, et au bannissement pendant cinq ans hors du bailliage d'Auxerre. Les meurtriers avaient bénéficié de lettres de rémission octroyées par Catherine, reine de France, en juin 1549, à l'occasion de sa « nouvelle et joyeuse entrée en la ville de Paris » (17 avril 1553). — Arch. nation., X^{2a} 113.

1316. — Citation à comparaître devant le Parlement décernée contre Guillaume Nourry, serviteur de Madeleine de Savoisy, poursuivi à la requête de Jean Potin, marchand à Auxerre; « commissaire commis au regime et gouvernement des terres de Segnelay et Haulterive » (2 mai 1553). — Arch. nation., X^{2a} 114.

1317. — Requête de Potentien Hodouart, seigneur de Michery, tendant à ce que commission lui soit baillée, adressante au premier des juges royaux du lieu où Jean de Castres pourra être rencontré, à fin d'exécution de la sentence par lui obtenue à l'encontre dudit Jean de Castres, le 19 mars 1552 (10 mai 1553). — Arch. nation., X^{2a} 114.

1318. — Procès entre deux marchands d'Abbeville et Germain Billard, « procureur du faict commun de la ville d'Aucerre », d'une part, et Simon Divolé, marchand à Auxerre, d'autre part. Les marchands se plaignent de la non-livraison de deux muids de vin payés par eux. Le Parlement condamne Divolé à une amende de 24 livres parisis et à entendre la lecture dudit arrêt, « debout et nue teste, » en l'auditoire de la prévôté d'Auxerre, « sans que, pour raison de ce present arrest, il encoure aucune note d'infamye ». La Cour défend en outre « a tous marchans de vins de doresnavant innover et changer les marques faictes par les marchans achepans vins » (6 juin 1553). — Arch. nation., X^{2a} 114.

1319. — Partage des bois d'Uzy entre Louis de Chastellux et Jacqueline de Vésigneux (9 juin 1553). — Arch. de Chastellux ; original.

1320. — Suspension pendant un an de son office de notaire royal prononcée pour faux contre Nicolas Gouron, notaire à Sens. (17 juin 1553). — Arch. nation., X^{2a} 114.

1321. — Continuation du procès entre Edme David, religieux de Sainte-Colombe-lès-Sens, et Jean Baltazar, l'aîné, licencié ès lois, avocat à Sens. Interdiction est faite audit Baltazar d'intimider les témoins cités au procès (1^{er} juillet 1553). — Arch. nation., X^{2a} 114.

1333. — Requête de Jean Pichot et Pierre Coppin, tendant à ce que leur procès soit jugé au plus tôt. Prisonniers depuis dix-huit mois « soubz la fosse de la chambre du Conseil du Chastelet de la ville d'Aucerre », ils accusent François de La Fontaine, lieutenant criminel au bailliage dudit lieu, d'ajourner le jugement de leur procès, instruit depuis un an, par faveur pour leur partie et à l'encontre des instructions de M^e Antoine Fumée, conseiller au Parlement, qui, lors de l'établissement du présidial d'Auxerre, ordonna « aux juges et officiers dudit Aucerre, tant civilz que criminelz, procedder diligemment au jugement des procez ». Le Parlement ordonne à François de La Fontaine de comparaître en personne, « pour respondre au procureur general du Roy sur la negligence et la longueur par luy faicte en la saction et perfection dudit procès » (18 juillet 1553). — Arch. nation., X^{2a} 114.

1333. — Renvoi devant le bailli d'Auxerre de la cause d'entre Jacques de La Rivière, prétendu religieux profès de l'abbaye de Pontigny, et Adrien de La Rivière, écuyer, seigneur de Champlemy. Adrien de La Rivière et la veuve de François de La Rivière, seigneur de Corvol, réclamaient la réintégration, au monastère de Pontigny, de Jacques de La Rivière qui avait contracté mariage (3 août 1553). — Arch. nation., X^{2a} 114.

1334. — Comparution au greffe du Parlement de Jean de Bèze, écuyer, grenetier de Vézelay, ajourné par ordonnance de la Cour (4 août 1553). — Arch. nation., X^{2a} 114.

1335. — Arrêt du Parlement au sujet de la sentence prononcée par le bailli de Sens à l'encontre de Eracle Popelet, inculpé d'avoir arraché « la table et lame de plomb de dessus la couverture de l'une des tours » de la cathédrale de Sens, Pierre Bouverin, accusé d'avoir recélé le plomb volé, Henri Fuzelier, Ciret Moussot et Lubin Laurent, marguilliers de ladite église, coupables de négligence. Le bailli de Sens avait condamné Eracle Popelet à faire amende honorable devant le portail de la cathédrale, à être fustigé par les carrefours de la ville et banni pendant trois ans du bailliage. Le Parlement ordonne qu'après l'amende honorable « ledict Eracle sera mis et attaché au carcan estant en la ville de Sens, pour y demourer le temps et espace de deux heures ». Il confirme entièrement les sentences du bailli relatives à Pierre Bouverin, qui fera amende honorable et restituera aux chanoines le produit du larcin, et aux trois marguilliers sur la conduite desquels il sera plus amplement informé (30 août 1553). — Arch. nation., X^{2a} 114.

1326. — Procès entre Benoît Ferry, curé de Merry-sur-Yonne, résignataire de ladite cure au profit de Louis Arnoul, et Pierre Ranconnet, prétendant au bénéfice de ladite résignation (4 sept. 1553). — Arch. nation., X^{2a} 114.

1327. — Elargissement de Jean Foucher, procureur au bailliage d'Auxerre, poursuivi, « pour raison de certaines prétendues injures verbales, » à la requête de Jacques Chalmeaux, prévôt d'Auxerre (21 novembre 1553). — Arch. nation., X^{2a} 115.

1328. — Procès entre Jean Paris, laboureur aux Guérins, paroisse de Moulins, et Marguerite d'Assigny, dame de Leugny (1^{er} décembre 1553). — Arch. nation., X^{2a} 115.

1329. — Confirmation par le Parlement d'une sentence du prévôt de Sens condamnant Germain Girard, pour violences sur la personne de son maître Jean Thierry, marchand à Sens, à faire amende honorable devant la maison de la *Leorrière* et au bannissement pendant trois ans hors de la prévôté de Sens (1^{er} décembre 1553). — Arch. nation., X^{2a} 115.

1330. — Le Parlement fait droit à la requête « présentée a la court de ceans par le cardinal de Bourbon, arcevesque de Sens, le procureur general du Roy joinct avec luy, tendant a ce que commission luy feust delivrée, adressant au bailli de Sens, pour informer a l'encontre de plusieurs prisonniers, lesquels sement de jour en jour faulses doctrines, dampnées et reprouvées, et sont assemblées et conventicules occultes contre l'honneur de Dieu, des saintz de Paradis, constitutions et traditions de nostre mere sainte Eglise » (5 décembre 1553). — Arch. nation., X^{2a} 115.

1331. — Commission donnée au bailli de Sens pour informer sur le crime d'hérésie dont Germain Teste est inculpé (19 janvier 1554). — Arch. nation., X^{2a} 115.

1332. — Elargissement de Jean Béjard, curé d'Epineau près Joigny (20 janvier 1554). — Arch. nation., X^{2a} 115.

1333. — Réception à juger du procès par écrit d'entre Charles d'Anlezy, seigneur de Villiers-Saint-Benoît, et Jean Poulot (12 fév. 1554). — Arch. nation., X^{2a} 115.

1334. — Autorisation à Marc de Langeac, seigneur d'Esnon, de faire appréhender Pierre Bousquet, condamné aux galères (14 février 1554). — Arch. nation., X^{2a} 116.

1335. — Confirmation par le Parlement de la sentence du bailli de Sens à l'encontre de Jacques Royer, poursuivi à la requête de François du Bellay, comte de Tonnerre, pour injures et violences vis-à-vis de Pierre Branche, procureur fiscal dudit comte, et de Maclou Le Vuyt, prévôt de Tonnerre (27 février 1554). — Arch. nation., X^{2a} 115.

1336. — Arrêt du Parlement condamnant René Lionnet, « de Laval en Brethaigne », coupable d'avoir pénétré de nuit par une fenêtre dans l'église Saint-Ayoul de Provins et d'y avoir dérobé des « ymaiges, croix et joyaux d'argent », à faire amende honorable devant le portail de la cathédrale de Sens, à être pendu et étranglé « au pertuys de ladicte eglise » et à être ensuite attaché à un arbre sur le chemin de Sens à Provins (8 mars 1554). — Arch. nation., X^{2a} 115.

1337. — Vente par Pierre de Tournès à François Le Bourgoing, seigneur de Faulin, de deux tiers de la dime de Lichères, dont le curé dudit lieu perçoit le tiers restant (5 avril 1554). — Invent. des titres de Faulin.

1338. — Procès entre Hélié Colas, curé de Merry-sur-Yonne, et Benoît Ferry (14 avril 1554). — Arch. nation., X^{2a} 115.

1339. — Hommage au roi par Claude de Launoy, fils de Louis de Launoy, en son vivant seigneur de Molinons et de la Mothe-lès-Villeneuve-l'Archevêque, pour la partie du fief de la Mothe qui lui revient par droit d'hérédité, ledit fief mouvant de la grosse tour de Sens (25 juin 1554). — Arch. nation., P 14, n° 308.

1340. — « Concession par M. le duc de Nivernais, à cause de sa châtellenie de Châtel-Censoir, à M^e François le Bourgoing, doyen de Nevers, et à Jean Le Bourgoing, écuyer, de la haute et moyenne justice de Folin, membres et appartenances d'icelle situés ès paroisses de Lichères et de Lucy », suivant les limites précédemment tracées, à charge de la tenir en plein fief du duc de Nivernais et moyennant 400 livres tournois (19 octobre 1554). — Invent. des titres de Faulin.

1341. — Comparution au greffe du Parlement de Pierre Desjardins, religieux profès de l'abbaye de Saint-Denis, prieur du prieuré de Saint-Loup en la paroisse de Champigny-sur-Yonne, prenant la cause de ses serviteurs, appelants du bailli de Sens (12 nov. 1554). — Arch. nation., X^{2a} 116.

1342. — Réformation par le Parlement de la sentence du bailli de Sens condamnant Pierre Bray à abjurer son hérésie en la salle du bailliage, à faire amende honorable devant l'église Saint-Etienne, à assister au brûlement des livres hérétiques trouvés en sa possession, et à être pendu au-dessus de ces livres brûlés « sans aucunement sentir le feu ». Le Parlement commue la peine capitale en celle du bannissement hors de Sens pendant un an (20 décembre 1554). — Arch. nation., X^{2a} 116.

1343. — Fragments de comptes, portant paiements à Jean Morillon, sergent du guet à Sens, et à Etienne Bon, sergent à cheval au bailliage de Sens (1554). — Biblot. nation., fonds français, n° 26.136.

1344. — Arrêt du Parlement condamnant Léger Pasticier, coupable d'avoir dérobé divers objets du culte en l'église Saint-Martin de Chablis, à la peine des verges et au bannissement pendant cinq ans hors de la prévôté de Chablis (17 juillet 1555). — Arch. nation., X^{2a} 117.

1345. — Concession à François Le Bourgoing, doyen de Nevers, seigneur de Faulin, moyennant 600 livres tournois, de divers cens et de la justice haute, moyenne et basse en la paroisse de Lichères, « selon que ladite justice s'étend et comporte, joignant les justices de Faulin, de Pousseaux, de Lucy, d'Avrigny, de Frasse, d'Armes ; en laquelle justice y a soixante feux, en ce non compris les deux Musses et la Grange, appartenant aux religieux de Reigny, qui ont en icelles moyenne et basse justice, la haute justice comprise au profit dudit seigneur de Folin » (20 juillet 1555). — Invent. des titres de Faulin.

1346. — Le Parlement confirme l'amende de 300 livres en laquelle Henri de Bragelogne a été condamné par le bailli de Sens, mais réduit à trois ans la peine de sept années de bannissement hors du bailliage (11 septembre 1555). — Arch. nation., X^{2a} 117.

1347. — Renvoi devant le bailli de Troyes du procès d'entre Jean Béjard, curé de Saint-Thibaut de Joigny, et Médard Ferrand, « lieutenant dudict Joigny » (1^{er} octobre 1555). — Arch. nation., X^{2a} 117.

1348. — Citation à comparaitre à Joseph Piat, prêtre, vicaire de Dyé, ajourné à la requête de Guillaume Rozée, « prieur seigneur de Dyé » (20 janvier 1556). — Arch. nation., X^{2a} 118.

1349. — Hommage au Roi par Jacques d'Anglure, chevalier, pour la seigneurie de Quenne, mouvant du comté d'Auxerre, et le tiers de la seigneurie de Romilly, mouvant du chastel de Pont-sur-Seine ; lesdites seigneuries sont advenues audit d'Anglure par suite de son mariage avec V... de Nicey (14 mars 1556). — Arch. nation., P 14, n° 309.

1350. — Procès entre Louis Truchon, « demeurant à Cudot en Precy », appelant d'une sentence du bailli de Courtenay, et Antoine du Prat, chevalier, seigneur de Nantouillet et de Précy, prévôt de Paris (21 janv. 1556). — Arch. nation., X^{2a} 118.

1351. — Confirmation par le Parlement d'une sentence du prévôt de Sens à l'encontre de Edmée DeFrance, pour « exposition » de sa petite fille. Ladite Edmée sera fustigée par l'exécuteur de la haute justice « ès quatre carrefours ordinaires de la ville de Sens » ; elle fera amende honorable « devant le grand hostel Dieu de la ville de Sens, a la porte ou a esté faicte ladicte exposition », et sera bannie pendant un an de la ville, prévôté et banlieue de Sens (31 janv. 1556). — Arch. nation., X^{2a} 118.

1352. — Procès entre Jacques d'Albon, maréchal de France, seigneur de Saint-André et de Vallery, et Marguerite de Vélú (11 fév. 1556). — Arch. nation., X^{2a} 118.

1353. — Renvoi devant l'official de Troyes du procès d'entre frère Jean Martin, prêtre, « religieux de l'hospital neuf lez les ponts de Joigny », et frère Jean Privé, prêtre, religieux dudit hôpital (22 fév. 1556). — Arch. nation., X^{2a} 118.

1354. — Procès entre Potentien Hodouart, tabellion à Sens, et les notaires de ladite ville et des lieux circonvoisins, « sur les contraventions faictes par lesdictz notaires aux arrestz de ladicte court, mesmes a certain arrest » du 26 août 1553 (28 fév. 1556). — Arch. nation., X^{2a} 118.

1355. — Procès entre Geneviève Boucher, appelant comme d'abus de l'official de Sens, et Pierre Fromont, « precepteur des paiges du Roy » (10 mars 1556). — Arch. nation., X^{2a} 118.

1356. — Comparution au greffe du Parlement de Pierre Colail, chanoine de Châtel-Censoir, appelant d'une sentence du bailli du duc de Nivernais, seigneur de Châtel-Censoir (16 mars 1556). — Arch. nation., X^{2a} 118.

1357. — Requête de Geoffroy Cenamy, écuyer, « gentilhomme lucquois, » et François Pinot, bailli de Tonnerre, exposant qu'en haine de l'exécution par eux des arrêts obtenus par Louise de Clermont, comtesse de Tonnerre, contre les habitants de ladite ville, « aucuns d'iceulx habitans auroient conspiré la mort desdictz supplians » et les auraient chargés du crime d'hérésie. Ils demandent que le procès à eux intenté sur cette accusation soit jugé au plus tôt par le bailli de Sens, et qu'il soit passé outre à l'appel, interjeté par les habitants dans le seul but de prolonger la procédure (1) (26 mars 1556). — Arch. nation., X^{2a} 118.

1358. — Arrêt du Parlement à l'encontre de Jean Linguet et sa femme pour vols divers. Ledit Linguet sera mené avec sa femme par l'exécuteur de la haute justice, accompagné du greffier et de la trompette jurée des prisons, « par le long de la grant rue [de Sens], ayant ledict Linguet une corde au col jusque devant la maison ou il faisoit sa demourance ; et illec sera, en présence de sa dicte femme, battu et fustigé de verges, lecture de la sentence prealablement faicte, ladicte trompette sonnant pour assembler le peuple ; et le jour ensuivant, au matin, sera ledict Linguet mené, en la compagnie et assistance de sa dicte femme, par ledict exécuter, la corde au col, accompagné comme dessus, par ladicte grant rue, jusques à la place et parvis de devant la grant église saint Estienne dudict Sens, et là mis au colier et carcan de la justice par une heure, et après pour la seconde foys battu de verges par ledict exécuter de la haulte justice, lecture de ladicte sentence et son de trompette precedens ; et le samedi ensuivant sera mené par la rue du Bailliaige, en l'assistance de sa dicte femme, par ledict exécuter, une corde au col, accompagné comme dessus, au marché au bled et au lieu ou souloit estre le pilory, ladicte lecture et son de trompette precedans, sera pour la tierce foys battu et fustigé de verges ; ce faict, banni a toujours de la ville, faulxbourgs et banlieue, prevosté de Sens et sieges particuliers d'icelle qui sont Compertrix-lez-Chalons-en-Champagne, Langres, Gisy, Fleurigny, Michery et les territoires en dependans » (16 avril 1556). — Arch. nation., X^{2a} 118.

1359. — « Roolle de la monstre et veue faicte en robbe a Ravières, le xxxiii^e jour de janvier l'an mil cinq cens cinquante cinq, de cinquante hommes d'armes et soixante quinze archers, faisant

(1) Voy. 25 nov. 1555, X^{2a} 117.

le nombre de cinquante lances fournies des ordonnances du Roy notre sire, estans soubz la charge et conduite de M. de Bordillon, chevalier de l'ordre dudict sire, et son lieutenant général en Champagne, Brie et Luxembourg, leur cappitaine, sa personne y comprise, par nous Philippes de Poitiers, chevalier, seigneur de Mailly, commissaire ordinaire des guerres, commis et ordonné a faire ladicte monstre et veue ». Le lieutenant est Louis de Chastellux ; le guidon Claude de Rochefort ; l'enseigne Jean du Chesnay ; parmi les hommes d'armes, Hugues de Changy, Philippe et Jean de Loron, François de Challemaison, Georges de Senetaire, Jacques de Chintré, etc. (Ravières, 23 avril 1556). — Bibl. nation., fonds français, 21.523 ; original.

1560. — Annulation par le Parlement d'une sentence du prévôt de Sens condamnant Claude Leclerc, chapelier, pour blasphèmes et « irrégiosités », à faire témoignage de son repentir en présence du prévôt, du curé de sa paroisse, des officiers du Roi et de son dénonciateur, à offrir à l'église de sa paroisse un cierge de trois livres, à payer une amende de 8 livres, applicable par tiers au Roi, à l'église et au dénonciateur, et « pour l'offense par luy commise en abusant du vin par lui versé contre l'honneur de Dieu, a repaistre troys pauvres, par troys vendredis ensuivans, en pain et vin ». Le Parlement élargit Claude Leclerc, auquel est ordonné de « bien vivre a l'advenir » (4 mai 1556). — Arch. nation., X^{2a} 118.

1561. — Autorisation à Potentien Hodouart, seigneur de Michery, de faire exécuter l'arrêt du 19 mars 1552 obtenu par lui à l'encontre de Jean de Castres (5 mai 1556). — Arch. nation., X^{2a} 118.

1562. — Vente par Marie Le Bourgoing, fille de feu Philbert Le Bourgoing, « seigneur de Rally et de Chizy », femme de Jean de Lanty, écuyer, seigneur du Mouland en la paroisse de Saint-Genoul, à Gilbert du Craet, seigneur de Ponay, son beau-frère, d'un quartier de vigne à Sœuvres (14 mai 1556). — Arch. de Chastellux ; original.

1563. — Réformation par le Parlement de la sentence du bailli de Sens à l'encontre de Jean Hardy, originaire de Normandie, trouvé porteur de livres « blasmez et sensurez, tant par l'inquisiteur de la foy au diocese dudict Sens que par messire Urbain Reversé, docteur en théologie ». Le bailli avait condamné ledit

Hardy à être pendu à une potence, sur le parvis de la cathédrale de Sens, après avoir assisté, dans la cour du bailliage de Sens, au brûlement de ses livres. Le Parlement décide qu'il fera amende honorable en la cathédrale, « teste et piedz nuz, en chemise, a genoulx, ayant la corde au col et tenant en ses mains une torche de cire ardent du poix de deux livres », et entendra la prédication d'un docteur en théologie ; il lui est interdit en outre « de doresnavant aller frequenter et soy retirer en la ville de Genefve », et lui est enjoint « de se bien conduire et gouverner » (19 mai 1556). — Arch. nation., X^{2a} 118.

1364. — Procès entre Angélique de Popincourt, veuve de Jean Le Sourt, dame en partie de la Tournelle, et Scipion de Popincourt, chanoine d'Auxerre, d'une part, et Pierre de Popincourt, d'autre part (30 mai 1556). — Arch. nation., X^{2a} 118.

1365. — Hommage au Roi par PierreGuillaume, seigneur de Marsangy, « pour raison des censives portans lotz et ventes, deffaulx et amendes, assises sur plusieurs maisons et heritaiges scituez aux faulxbourgs et Isle d'Yonne, paroisse de Saint-Maurice-lez-Sens », mouvant de la grosse tour de Sens (30 juin 1556). — Arch. nation., P 14, n° 310.

1366. — Elargissement de M^e André d'Assigny, curé de Rogny, appelant du bailli de Montargis (1^{er} juillet 1556). — Arch. nation., X^{2a} 120.

1367. — Transfert de François de La Fontaine, lieutenant criminel au bailliage d'Auxerre, des prisons du grand Chatelet de Paris ès prisons de la Conciergerie du Palais, où il doit être détenu jusqu'à plein paiement de la somme de 1800 livres, adjugée par le Parlement à la veuve d'Etienne Jehanneau (5 août 1556). — Arch. nation., X^{2a} 120.

1368. — Procès entre Antoine de Prie, curé de Champcevrains, et Georges d'Autry (31 août 1556). — Arch. nation., X^{2a} 120.

1369. — Sentence du bailli d'Auxerre, condamnant Charles Berger, « seigneur de Beauregard près Blezé », à faire amende honorable devant le portail de la cathédrale d'Auxerre, à assister au brûlement des livres hérétiques trouvés en sa possession et à payer 80 livres d'amende au Roi. Le Parlement, reconnaissant le cas privilégié invoqué par Berger qui se prétend sous-diacre, le renvoie devant l'official de l'évêque de Paris. Parmi les livres saisis sur

Berger figurent : « Ung livre commençant les prieres qui se font ordinairement avant le sermon, cousus et attachez avec les psaulmes oclante trois par Clement Marot et trente quatre par Theodore de Bese...; ung aultre livre intitulé le *Nouveau Testament aultrement la nouvelle alliance de Nostre Seigneur et seul saulveur*;... un Nouveau Testament de Martin Luter, traduit en langue d'Allemagne, et plusieurs cahiers de papier escriptz par ledict Bergier, mesmes les *Commentaires sur la premiere Epistre de Sainct Paul aux Corinthiens* » (1^{er} septembre 1556). — Arch. nation., X^{2a} 120.

1370. — Supplément d'information dans le procès de Jean Rigault, dit le moine Saint Evroul, et Simon Trabuchet, « accusez d'avoir mis le feu a Tonnerre » et condamnés par le bailli de Troyes à être brûlés vifs. Les échevins de Tonnerre demandent qu'aux pièces de leurs procès soient joints le procès-verbal de l'exécution des précédents condamnés et les interrogatoires des prisonniers détenus à Semur (24 octobre 1556). — Arch. nation., X^{2a} 120.

1371. — Condamnation à l'amende honorable en l'église cathédrale d'Auxerre prononcée contre Edme Valesvrè, inculpé de propos hérétiques (24 novembre 1556). — Arch. nation., X^{2a} 120.

1372. — Elargissement de Angélique de Popincourt, veuve de Jean Le Sourt, chanoine d'Auxerre et chantre de Varzy, et de Robert Le Sourt, écuyer, coseigneurs de la seigneurie « de La Tournelle et Maigny le Hongre en Brie » (28 novembre 1556). — Arch. nation., X^{2a} 120.

1373. — Procès entre Jean Guyard, procureur en cour d'église à Auxerre, Jeanne Debrye, fille de feu Etienne Debrye, et Jacques Chalmeaux, prévôt d'Auxerre (31 décembre 1556). — Arch. nation., X^{2a} 120.

1374. — Confirmation par le Parlement de la sentence du bailli de Sens à l'encontre de Jean Lasville, pour crime de sodomie et bestialité. Le coupable sera « mené depuis les prisons de Sens, en ung tumbereau au cul duquel sera attachée l'anesse, jusques au vieil marché a pourceaux près et hors la ville de Sens; et illec, en ung feu qui sera faict, estant ledict prisonnier monté sur l'eschelle contre une potence qui y sera plantée, après que en sa presence ladicte anesse aura ezté brûlée vifve, sera pendu et estranglé et son corps mis et gecté au mesme feu pour y estre ars, brûlé et consommé en cendres ». En outre la sentence sera lue

publiquement, à jour de plait, au lieu de Chaumot, d'où ledit Lasville est originaire (5 janvier 1557). — Arch. nation., X^{2a} 119.

1375. — Evocation devant le Grand Conseil du procès d'entre le comte et les habitants de Tonnerre, « pour raison du feu advenu en ladite ville » (14 janvier 1557). — Arch. nation., X^{2a} 119.

1376. — Arrêt du Parlement confirmant une sentence prononcée par le prévôt de Sens contre Sebastien Pernet, « berger de la bergerie commune du village de Soucy », coupable d'avoir vendu à des bouchers de Sens des moutons confiés à sa garde. Il sera fustigé aux quatre carrefours de Sens, « au milieu de la grande boucherie de ladite ville, en laquelle il entrera par la porte qui a son issue devant la maison maistre Pierre Mousset, chirurgien », puis devant la boucherie de Saint-Pierre-le-Vif. En même temps défense est faite aux bouchers, d'acheter des bêtes ailleurs qu'aux foires et marchés « et d'autres que de gens bien renommez, qui vraysemblablement seront d'apparence et qualité d'avoir bestes a eulx appartenans » (14 janvier 1557). — Arch. nation., X^{2a} 119.

1377. — Citation à comparaitre devant le Parlement décernée contre divers, poursuivis à la requête de Toussaint de Mallesecq, « maistre et administrateur de l'hospital et monastere de Nostre-Dame de Fontenilles de Tonnerre » (20 janvier 1557). — Arch. nation., X^{2a} 119.

1378. — Elargissement de Pierre de Givray, religieux célestin de Sens, poursuivi à la requête de Pierre de Labbaye, écuyer, seigneur de Chaumot (22 janvier 1557). — Arch. nation., X^{2a} 119.

1379. — Arrêt du juge de « la prevosté et ancien ressort de Villeneuve le Roy », condamnant Claude Botelon à la peine capitale, après qu'il aura fait amende honorable « devant la chappelle de la Vierge Marie devant l'église dudict Villeneuve » (9 février 1557). — Arch. nation., X^{2a} 119.

1380. — Sentence du prévôt de Sens condamnant Colas Chenault, coupable d'avoir derobé une écuelle, « a estre mis au carquan pendant au pillier de la justice dressé au parvis de la grand eglise de Sens, par un jour de marché, depuis neuf heures jusques a dix ; et sera, pour tesnoignage de sa faulte, mise l'escuelle qu'il a robbée au-dessus dudict pillier » ; Colas Chenault sera en outre banni pendant un an de la prévôté. Le Parlement, annulant

cette condamnation, élargit Chenault et lui enjoint « de doresnavant se bien conduire et gouverner » (16 février 1557). — Arch. nation., X^{2a} 119.

1391. — Citation à comparaître devant le Parlement, décernée contre Antoine Dunebert, dit le capitaine Delacroix, et ses complices, poursuivis à la requête de « François de Courtenay, chevalier, seigneur de Bleneau, bailli d'Aucerre et seigneur usuffruitier des terres et seigneuries de Mailly le Chastel, Mailly la Ville et Coulanges sur Yonne » (20 février 1557). — Arch. nation., X^{2a} 119.

1392. — Renvoi devant le bailli de Sens de la cause d'entre les habitants de Tonnerre et Louis Le Bouteiller, ex-administrateur de l'hôpital dudit lieu (27 mars 1557). — Arch. nation., X^{2a} 119.

1393. — Requête de Toussaint de Mallesecq, « seigneur de Chastellus, conseiller et maistre des requestes ordinaires de l'hôtel de la Royné, maistre et administrateur perpetuel des hospital et monastere de Nostre Dame de Fontenilles de la ville de Tonnerre », tendant à ce que les informations faites à sa requête sur les malversations d'un nommé Lefort, soi-disant commis de Louis Le Bouteiller, ex-administrateur dudit hôpital, soient renvoyées devant le bailli de Sens (1) (3 avril 1557). — Arch. nation., X^{2a} 119.

1394. — Procès entre Médard Saffroy, prieur claustral de l'abbaye de Dilo, et Louis de Sainte-Maure, comte de Joigny, marquis de Nesle, au sujet des droits d'usage es bois de Brion, Bussy et Migennes (2) (4 mai 1557). — Arch. nation., X^{2a} 119.

1395. — Citation à comparaître devant le Parlement à Pierre Nicot, lieutenant de robe courte au bailliage de Troyes, ajourné à la requête de Parceval Thierriat, lieutenant général du bailliage de Saint-Florentin (10 mai 1557). — Arch. nation., X^{2a} 119.

1396. — Informations faites à la requête d'Etienne Gerbault, « receveur des deniers communs de la ville d'Auxerre, payeur des gaiges du siege presidial dudit lieu », à l'encontre de François de La Fontaine, lieutenant criminel du bailliage d'Auxerre (14 mai 1557). — Arch. nation., X^{2a} 119.

(1) Voy. *ibid.* 16 juin.

(2) Voy. *ibid.* 12 et 13 avril.

1357. — Autorisation aux habitants de Tonnerre de faire publier « monicions et censures ecclesiastiques a fin de revelation » des faits relatifs à l'incendie de la ville, et « de compulser et contraindre toutes personnes publiques, comme juges, notaires et greffiers, ayans par devers eulx les confessions et declarations d'aucuns executez a mort pour raison du feu mis en la ville de Tonnerre » (17 mai 1557). — Arch. nation., X^{2a} 119.

1358. — Procès entre Pierre Baillet et « dame Gabrielle de Gouffier, vefve de maistre Claude des Essartz, en son vivant chevalier, conseiller et maistre d'hostel de Monsieur le Daulphin, dame baronne de Saultour et dudict Sormery » (20 mai 1557). — Arch. nation., X^{2a} 119.

1359. — Procès entre Parceval Thierriat, lieutenant général du bailliage de Saint-Florentin, et Gilles Raoul, bailli dudit lieu (22 mai 1557). — Arch. nation., X^{2a} 119.

1360. — Comparution au greffe du Parlement du lieutenant pour les religieux de Molesmes en la prévôté de Nitry, appelant d'une sentence de Michel Josselin, lieutenant des eaux et forêts au bailliage de Sens (26 mai 1557). — Arch. nation., X^{2a} 119.

1361. — Poursuites de Françoise Liger, veuve de Michel de Buffévant, seigneur de Chaumont, contre Etienne du Mesnil, écuyer (29 mai 1557). — Arch. nation., X^{2a} 119.

1362. — Hommage au Roi par Pierre Guillaume, seigneur de Marsangy, pour partie des « terrages et censives » de la seigneurie de Montacher, ladite seigneurie tenue en plein fief de l'archevêché de Sens, actuellement en la main du Roi, par droit de régale, à cause du décès du cardinal de Bourbon (14 juin 1557). — Arch. nation., P. 14, n° 311.

1363. — Communication au procureur général du Roi des informations faites à la requête des habitants de Tonnerre contre Geoffroy Cenamy, serviteur de Louise de Clermont (26 juin 1557). — Arch. nation., X^{2a} 119.

1364. — Hommage au Roi par Jacques Penon, praticien au siège présidial de Sens, pour les deux tiers du fief de Rû Couvert, mouvant de la baronnie archiépiscopale de Nailly, actuellement en la main du Roi par droit de régale (21 juillet 1557). — Arch. nation., P. 14, n° 312.

1395. — Hommage au Roi par Catherine Gautier, veuve de Jean Guérard, bourgeois de Sens, pour le tiers restant du fief de Rû-Couvert (21 juillet 1557). — Arch. nation., P. 14, n° 313.

1396. — Hommage au Roi par François Leprince, marchand à Auxerre, pour la seigneurie de Villeneuve-Saint-Salve, mouvant du comté d'Auxerre, à lui advenue par acquisition (26 juin 1559). — Arch. nation., P. 14, n° 315.

1397. — Continuation de la procédure entre Jean de Castres, écuyer, seigneur de Michery, homme d'armes de la compagnie du duc de Guise, et Potentien Hodouart(1) (1^{er} juillet 1558). — Arch. nation., X^{2a} 121.

1398. — Comparution au greffe du Parlement de Nicolas Richer, notaire à Thorigny, assigné à la requête de Christophe de Crévecœur, écuyer, et Françoise du Chesnay, veuve d'Eustache de Crévecœur, seigneur de Vienne, reprenant le procès de feu Marie de Crévecœur, veuve de Hector de Saint-Blaise, écuyer, seigneur de Pouy (23 juillet 1558). — Arch. nation., X^{2a} 121.

1399. — Arrêt du Parlement déclarant « tortionnaire » l'emprisonnement, par les officiers de Philippe Le Prevost, seigneur de Senan, de deux habitants de Volgré (12 août 1558). — Arch. nation., X^{2a} 121.

1400. — Comparution au greffe du Parlement de Galas de Bérulle, écuyer, seigneur de Vieux-Verger, Jacques de Neuvy, écuyer, seigneur de Thorigny (2), Charles des Réaux, écuyer, seigneur de Linant, et Galas de Sallazar, écuyer, seigneur de Ferrières, défenseurs (3) à l'encontre de Christophe de Crévecœur et Françoise du Chesnay (4) (13 août 1558). — Arch. nation., X^{2a} 121.

(1) Voy. 16 et 21 juillet.

(2) Dans un acte du 26 août, Jacques de Neuvy est qualifié seigneur de Gumery (*ibidem*).

(3) Ultérieurement se joignent aux susdits défenseurs Gratien de Pontville, seigneur de Vulaines, et Nicolas Boucher, seigneur de Marcilly.

(4) Voy. 26 août, 2 septembre 1558 (X^{2a} 121), 20 juin, 1^{er}, 14, 17, 21 juillet 1559 (X^{2a} 123), 23 septembre (X^{2a} 124), 9 décembre 1559 (X^{2a} 125), 25 juin 1560 (X^{2a} 126).

1401. — Comparution au greffe du Parlement de Pierre Rigolat, de Champlost au bailliage de Saint-Florentin, appelant d'une sentence des officiers de Jean Piedefer, écuyer, et autres seigneurs de Champlost (9 octobre 1558). — Arch. nation., X^{2a} 121.

1402. — Elargissement de la veuve Edmond Duru, poursuivie à la requête de frère Jean Daiz, commandeur de la commanderie d'Auxerre (19 octobre 1558). — Arch. nation., X^{2a} 121.

1403. — Procès entre les habitants de Lasso et Gabrielle de Gouffier, dame de Sormery, baronne de Saultour, au sujet de la revendication par celle-ci d'un droit de rouage (21 octobre 1558). — Arch. nation., X^{2a} 121.

1404. — Elargissement de Sebastien Brion, avocat au présidial de Sens, à charge de consigner les amendes auxquelles il a été condamné par le bailli de Sens envers Louis de Leschenau, avocat au bailliage dudit lieu (12 décembre 1558). — Arch. nation., X^{2a} 122.

1405. — Comparution au greffe du Parlement de Charles Grillet, chanoine et archidiacre de Puisaye en l'église d'Auxerre, curé de Mézilles, ajourné à la requête de Martin Rousseau, avocat en Parlement (14 décembre 1558). — Arch. nation., X^{2a} 122.

1406. — Comparution au greffe du Parlement de Médard Ferrand, lieutenant au bailliage de Joigny, et de ses fils Médard Ferrand, curé de Villechien, et Etienne Ferrand, ajournés à la requête de Jean Bédard, curé de Saint-Thibaud de Joigny (24 janvier 1559). — Arch. nation., X^{2a} 112.

1407. — Procès entre Pierre Baroche, demeurant à Pimelles, et les religieux de Saint-Michel de Tonnerre, « eulx disans seigneurs de Pimelles » (31 janvier 1559). — Arch. nation., X^{2a} 122.

1408. — Arrêt du Parlement portant que le procès pendant entre Antoine de Crussol et Louise de Clermont, comte et comtesse de Tonnerre, d'une part, le syndic des habitants dudit lieu et Macc Le Vuyt, prévôt de Tonnerre, d'autre part, au sujet des incendiaires de ladite ville, sera jugé en Parlement, nonobstant « la delegacion d'icelluy [procès], cy-devant faicte » par le Roi au Grand Conseil (11 février 1559). — Arch. nation., X^{2a} 122.

1409. — Confirmation par le Parlement d'une sentence du prévôt de Sens, condamnant Didier Guyot, coupable de vol, « a estre battu et fustigé de verges par l'exécuteur de la haulte justice devant la pierre du bailli, au parvis Saint Estienne de Sens », et au bannissement hors de la prévôté pendant deux ans (28 février 1559). — Arch. nation., X^{2a} 122.

1410. — Informations faites à la requête de Thierry Grassin, seigneur de Trémont, sur les délits commis dans ses bois (20 mars 1559). — Arch. nation., X^{2a} 122.

1411. — Réception à juger d'un procès par écrit où est partie Jacques d'Aulnay, « escuier, seigneur de Pensefolle, de Marchès-Beton et de Villeneuve-la-Guiard » (27 avril 1559). — Arch. nation., X^{2a} 122.

1412. — Renvoi devant le bailli de Troyes du procès d'entre Gilles Raoul, bailli de Saint Florentin, et Jeanne Desbordes, sa femme, d'une part, et Parceval Thierriat, lieutenant général dudit bailliage (1^{er} juillet 1559). — Arch. nation., X^{2a} 123.

1413. — Informations faites à la requête du cardinal du Bellay, abbé de Pontigny, sur les excès commis par les habitants de Turny à l'égard d'un sergent royal (3 juillet 1559). — Arch. nation., X^{2a} 123.

1414. — Elargissement de Claude Despineau, avocat au bailliage de Sens, prévôt de Dixmont, appelant de « l'injurieux emprisonnement fait de sa personne, sans cause ni occasion, par maistre Christoffe Ferrant », lieutenant particulier du bailliage de Sens (13 juillet 1559). — Arch. nation., X^{2a} 123.

1415. — Renvoi devant le bailli d'Auxerre du procès d'entre Etienne de Douhet, chanoine et official de Vézelay, prieur de Bois-d'Arcy, et le procureur général du Roi, prenant la cause du « maistre enquesteur et general refformateur des eaux et forestz » (27 juillet 1559). — Arch. nation., X^{2a} 123.

1416. — Visite par Antoine Guichard, maître maçon à Montréal, et Nicolas Pacotin, maître charpentier, des bâtiments du château de Ragny et des métairies qui en dépendent. Cette visite a lieu à la requête d'Imbert de la Platière, capitaine de 500 hommes d'armes, lieutenant général au gouvernement de Champagne,

Brie et Luxembourg, seigneur de Bourdillon, Prye, Frannay, Imphy, Songy et Montréal, reconnu usufruitier de la seigneurie de Ragny par les fils et héritiers de feus Girard de la Madeleine et Claude de Damas : Jacques de la Madeleine, « seigneur dudit lieu et de Coulanges, conseiller et aulmosnier ordinaire du Roy, abbé commendataire de Saint-Mauges-lès-Challons, prieur de Brétigny et de Brassy », Jean et François de la Madeleine. De cette visite, faite en présence de Claude de Changy, « prieur et seigneur de Varennes », procureur de Jacques de la Madeleine, et de Guillaume Gaffey, notaire à Avallon, représentant Imbert de la Platière, il résulte que des réparations sont nécessaires en la salle basse, en la cuisine, « en la tour du poeste attenant a ladite cuisine », « en la gallerie près la chappelle dudit chastel », en la tour de Beauregard et en la grande tour, au moulin « assiz soubz Guillon près de la maladerie », à deux métairies sises à Tréviselot (26-28 juillet 1559). — Arch. d'Epoisses.

1417. — « Roolle de la monstre et reveue faicte en robbe a Saint Florentin, le dernier jour de juillet l'an mil cinq cens cinquante neuf, de cinquante hommes d'armes et de soixante quinze archers, faisant le nombre de cinquante lances fournies des ordonnances du Roy notre sire, estans soubz la charge et conduite de M. de Bordillon .., par nous Emard de Varacins, chevalier, commissaire ordinaire des guerres ». Le lieutenant est Louis de Chastellux, l'enseigne Guy de la Tournelle, le guidon René de la Platière; parmi les hommes d'armes : Philippe du Bascoing, Roch de la Platière, François de Changy, etc. (31 juillet 1559). — Biblioth. nation., fonds français, n° 21 524.

1418. — Confirmation par le Parlement d'une sentence du bailli de Sens contre Marin Marie, originaire de Normandie, « mercier residant a Genesve », condamné à mort « pour les propos erronnez, faulx et contraires a la foy et religion chrestienne, et signamment au Saint Sacrement de l'autel, par luy obstinement et heretiquement soustenuz, port de livres malheureux et reprouvez ». L'exécution, qui devait avoir lieu sur le parvis de la cathédrale, à Sens, sera faicte à Paris sur la place Maubert (1^{er} août 1559). — Arch. nation., X^{2a} 124.

1419. — Vente par Pierre Drohin, chanoine d'Avallon, à Simon Courtois, d'une pièce de pré aux environs d'Avallon. Acte passé devant Hugues Lefoul, notaire audit lieu (29 août 1559). — Arch. de Chastellux.

1430. — Appel d'une sentence de Jean de Sainction, lieutenant du prévôt des maréchaux d'Auxerre, comme de juge incompétent, interjeté par Sebastien Delaroche, Georges Didier, Jean Mandelon, Antoinette Miette, « egiptiens, prisonniers ès prisons d'Avallon » (23 janvier 1560). — Arch. nation., X^{2a} 125.

1431. — Arrêt conforme à la requête de Jean Briçonnet, président en la cour des Aides, et Gallas de Bérulle, écuyer, seigneur de Bailly, tendant à ce qu'il soit interdit à quiconque de « bailler confort et ayde a Claude Hodouart pour transporter les grains et autres biens meubles de la succession de feue Anne de Ponnard » (27 février 1560). — Arch. nation., X^{2a} 125.

1432. — Réception à juger du procès par écrit d'entre Jean Pelletier, de Mailly-le-Château, et Louise Boisselet, veuve de Julien de Cocqueborne, « en son vivant escuyer, seigneur de Haulterippe, archer de la garde du corps du Roy du nombre des vingt quatre », agissant comme ayant la garde noble de ses enfants, Marguerite, Christine et Antoine de Cocqueborne (6 mars 1560). — Arch. nation., X^{2a} 125.

1433. — Procès entre Edmond Belin et Etienne Le Muet, prieur et seigneur d'Andryes (9 mars 1560). — Arch. nation., X^{2a} 125.

1434. — Ordonnance de 40 livres, délivrée sur la caisse du receveur du domaine à Auxerre, au profit de Germain Sixdeniers, messenger ordinaire d'Auxerre, pour le transfert dudit lieu à Paris de Nicolas Dupont, « appellant de la sentence de mort contre luy donnée pour heresie » ; Sixdeniers déclare avoir été obligé de louer sept hommes et un marinier, « au moyen du danger qui est a la conduicte de telz prisonniers » (19 mars 1560). — Arch. nation., X^{2a} 125.

1435. — Procès entre François de Guillemet, écuyer, soi-disant seigneur de Soucy, appelant du bailli de Sens, et le Chapitre de l'église Saint Etienne de Sens (20 mars 1560). — Arch. nation., X^{2a} 125.

1436. — Arrêt du Parlement condamnant Jean Rouet à faire amende honorable à la porte de l'église de Véron, pour raison des blasphèmes par lui proférés ; en cas de récidive, il aura la langue percée d'un fer chaud (26 mars 1560). — Arch. nation., X^{2a} 125.

1427. — Hommage au Roi par Claude Leclerc, conseiller au présidial d'Auxerre, fils de feu Jean Leclerc, pour un fief sis à Coulanges-sur-Yonne, mouvant du comté d'Auxerre (26 mars 1560). — Arch. nation., P 14, n° 314.

1428. — Elargissement de divers, poursuivis pour dégradation de bois par Jean Spifame, conseiller au Parlement de Paris, seigneur de Passy (9 avril 1560). — Arch. nation., X^{2a} 125.

1429. — Arrêt du Parlement ordonnant la mise en liberté, en vertu de l'édit d'Amboise, de Nicolas Dupont, condamné pour hérésie à être pendu en la place de la Fènerie, à Auxerre (27 mai 1560). — Arch. nation., X^{2a} 125.

1430. — Réception à juger du procès par écrit d'entre Pierre Juin et Claude Richard, meunier des moulins de Fossemore pour le grand prieur de France, d'une part, Léger de Montsauljon, seigneur de Theil, et Peronnelle de Labbaye, sa femme, d'autre part (8 juin 1560). — Arch. nation., X^{2a} 126.

1431. — Comparution au greffe du Parlement de Claude Maslard, conseiller au bailliage de Sens, et Louis de Leschenau, avocat audit bailliage, appelant d'un décret de prise de corps contre eux décerné par Christophe Ferrand, lieutenant particulier, et Noël Moncourt, avocat du Roi audit bailliage (17 juin 1560). — Arch. nation., X^{2a} 126.

1432. — Mandement d'appréhender Pierre Barrault, capitaine de Vézelay, poursuivi à la requête de Jean de Bèze, élu audit lieu (12 juillet 1560). — Arch. nation., X^{2a} 126.

1433. — Elargissement de Raoul Spifame, « naguères tresorier des cent gentilshommes de la maison du Roy », à charge de bailler caution et de se représenter à jour fixé pour satisfaire à ses créanciers. Il donne pour caution Philippe Delantier, bourgeois de Paris, et « pour certifficateur Jerosme Spifame, prevost de Chablis » (7 septembre 1560). — Arch. nation., X^{2a} 126.

1434. — Arrêt du Parlement condamnant Nicolas Dauge, notaire royal au bailliage de Sens, pour violences à l'égard de Jeanne Malet, de Villeneuve-l'Archevêque, à une amende de dix livres envers le seigneur de Villeneuve et de cent sols envers ladite Malet (25 septembre 1560). — Arch. nation., X^{2a} 126.

1435. — Informations faites à la requête de Jacques de Goué, de Gabrielle d'Aulnay, sa femme, et de Jean Dumez, maître des forges de Villiers-Saint-Benoit (1), à l'encontre de Jacques d'Aulnay, seigneur de Pense-Folle, et Jeanne Perdrier, sa femme (2) (1^{er} février 1561). — Arch. nation., X^{2a} 127.

1436. — Elargissement de divers habitants de Courson-la-Ville, appelant d'une sentence du bailli d'Auxerre, le seigneur haut justicier dudit Courson, Louis Picot, chevalier, baron de Pommeuse, joint avec eux, à l'encontre de Jacqueline de Vésigneux, dame de Courson-le-Châtel (20 mai 1561). — Arch. nation., X^{2a} 128.

1437. — Procès entre Renée Millereau et Jacques de Léoville, écuyer, seigneur de Lézigny en la paroisse de Mailly-la-Ville, capitaine de Girolles (23 juin 1561). — Arch. nation., X^{2a} 128.

1438. — Renvoi devant l'official de Langres de Jean Langlois, prêtre, appelant d'une sentence du prévôt de Dannemoine, à l'encontre de la veuve Claudin Langlois, mère de feu Pierre Langlois, en son vivant curé de Dannemoine (3 juin 1561). — Arch. nation., X^{2a} 128.

1439. — Procès entre Antoine de La Noue et Nicolas d'Anjou, « conte de Saint Fergeau et des pays de Puisaye, seigneur de Charny », prenant la cause de Jacques de Vaugirault, administrateur de l'hôtel-Dieu de Charny (8 août 1561). — Arch. nation., X^{2a} 128.

1440. — Procès entre Tristan et Nicolas de Hémery, écuyers, seigneurs de Sergines, d'une part, et Jean de Trouseauville, sois-disant prieur et chapelain de Saint-Paterne de Sergines, seigneur dudit lieu, d'autre part (22 décembre 1561). — Arch. nation., X^{2a} 129.

1441. — Arrêt du Parlement portant que le prévôt de Sens entendra les témoins cités par les frères Jacques et Joachim de Montery, écuyers, seigneurs de Gisy-les-Nobles (16 janvier 1562). — Arch. nation., X^{2a} 129.

(1) Dans un acte du 17 septembre 1561 (X^{2a} 128) ledit Dumetz est qualifié « maistre de la forge Sainct Martin d'Ouenne et Villiers Sainct Benoist ».

(2) Voy. 19 mars 1561 (*ibidem*).

1443. — Condamnation à cinq années de galères prononcée pour violences contre Etienne Roux par le prévôt des seigneuries de Vauluisant et Courgenay (16 janvier 1562). — Arch. nation., X^{2a} 129.

1443. — Procès entre divers et Louis d'Etampes, chevalier, seigneur de la Ferté-Imbault et du Mont-Saint-Sulpice (5 février 1562). — Arch. nation., X^{2a} 129.

1444. — Arrêt du Parlement condamnant Thevenin Poussot, coupable de divers larcins, à cinq ans de galères et à une amende de 240 livres au profit de Jeanne Hurault, veuve de Jean Bernard, seigneur de Champigny-sur-Yonne (12 mars 1562). — Arch. nation., X^{2a} 129.

1445. — Procès entre Pierre Leclerc, de Germigny, appelant du bailli de Saint-Florentin, et Jacques de La Rouere, chevalier, seigneur de Charmoy, reprenant la cause de Hilaire Raguier, veuve de François de La Rouere, écuyer, seigneur de Charmoy (4 janvier 1563). — Arch. nation., X^{2a} 130.

1446. — Requête de Jérôme de Lespine, avocat au Parlement, seigneur de Gisy-les-Nobles, tendant à être autorisé à saisir entre les mains de qui ils seront trouvés un cheval et un mulet lui appartenant (8 janvier 1563). — Arch. nation., X^{2a} 130.

1447. — Sur les informations faites par ordonnance de la Cour, à la requête du procureur général du Roi, le Parlement ajourne à comparoir par devant lui « le seigneur de Vilhabert, maistre Claude Gouste, prevost de Sens, maistre Christofle Boulanger, conseiller, maistre Claude Maslard, conseiller [au bailliage de Sens], ung nommé maistre Gibier, advocat du Roy, maistre Jehan Penon, procureur du Roy, maistre Jehan Charloms (?), advocat, maistre Anthoine Guyot, advocat, maistre Jacques Coustier, medecin, maistre Charles Ferrand, advocat, maistre Jacques Penon, maistre Guillaume Gastebois, maistre Claude Aubert, maistre Pierre Guyot, maistre Jehan Garnier, maistre Pierre Lefevre, procureur, maistre Jehan Baltazart, aussi procureur, maistre Pierre Labbaye, seigneur de Chaumot, maistre Jehan Michel, clerc, maistre Gilles Garnier, maistre Michel Bochet et maistre Pierre Collet ». « Et est retenu *in mente Curie* que, en comparaissant par les dessusdictz au jour qui leur sera assigné en ladict Court, qu'ilz seront rete-

nuz et envoyez prisonniers ès prisons de la Conciergerie du Palais à Paris ». (1) (9 février 1563). — Arch. nation., X^{2a} 130.

1448. — Assignation à comparaitre devant le Parlement, pour répondre aux informations faites par ordonnance de la Cour à la requête du procureur général du Roi, décernée contre Michel Perrot, doyen du guet, Jérôme Mariette, prévôt des maréchaux, Etienne Bouvier, apothicaire, Jean Cartaut, Guillaume Brissot, procureur, Jean Vérot, Gervais Vérot, André Jouan, sergents, Jean Desbrosses, Claude Hérault et autres habitants de Sens. « Et est retenu *in mente Curie*, que en comparaissant par les dessusdictz au jour qui leur sera assigné en ladict Court, qu'ilz seront retenuz et envoyez prisonniers ès prisons de la Conciergerie du Palais à Paris » (9 février 1563). — Arch. nation., X^{2a} 130.

1449. — Requête de Pierre Pélerin, grand archidiacre de Sens, exposant que « jaçoit ce qu'il ayt tousjours bien vescu, sans aucun scandalle ne suspicion de la nouvelle religion et mesmement qu'il n'ayt esté aucunement notté ne chargé par les notables bourgeois de la dizaine en laquelle il est demourant », il a été néanmoins emprisonné, sur les dénonciations de gens avec lesquels il est en procès. Le Parlement le renvoie devant le prévôt de Paris, qui devra l'interroger en présence du capitaine de son quartier et prendre ensuite telle mesure qu'il appartiendra (13 février 1563). — Arch. nation., X^{2a} 130.

1450. — Arrêt du Parlement portant élargissement d'Etienne Bouvier, apothicaire à Sens, inculpé d'hérésie. Il devra « faire profession de sa foy par devant son diocésain ou vice-gerend, de laquelle il sera tenu faire apparoir a ladict Court dedans ung mois prochainement venant. Et neantmoins luy faict inhibitions et defences ladict Court de doresenavant hanter, frequenter ne converser en aucunes assemblées, conventicules, presches faictz a la mode de Genevve, et personnes suspectes de la nouvelle opinion; ains luy enjoinct se bien conduyre, gouverner et vivre sellon les constitutions de l'Esglise catholique et romaine » (1^{er} mars 1563). — Arch. nation., X^{2a} 130.

(1) L'arrêt ne dit point la nature des informations sur lesquelles les susdits ajournés auraient à répondre; mais il n'est point douteux que ce fût pour faits d'hérésie; plusieurs des personnages cités sont connus comme ardents réformés.

1451. — Congé accordé à Jean Chaceraat, écuyer, sieur de Chaumont (Saumont) (6 mars 1563). — Arch. nation., X^{2a} 130.

1452. — Défaut accordé au profit de Jean Guyon et Jean Bazard, « commissaires commis par le Roy au régime et gouvernement de l'hospital de Tonnerre » (13 mars 1563). — Arch. nation., X^{2a} 130.

1453. — Procès entre Nicolle Regnault, prêtre, « chappelin de la chappelle Saint-Jehan Baptiste fondée ou lieu de Pacy en Tonnerrois », demandeur en cas d'excès, et Odet Bossart, prêtre, défendeur ès dits cas (26 mars 1563). — Arch. nation., X^{2a} 130.

1454. — Mandement d'appréhender, même en lieu saint, divers habitants de Bussy, Brion et Migennes, inculpés de violences lors de l'exécution de l'arrêt rendu au sujet des bois desdits lieux au profit de Louis de Sainte-Maure, marquis de Nesle, comte de Joinville (19 avril 1563). — Arch. nation., X^{2a} 130.

1455. — Comparution au greffe du Parlement de Jean Pasquot, curé de Roffey, ajourné à la requête d'Edme Picart (24 avril 1563). — Arch. nation., X^{2a} 130.

1456. — Renvoi devant le bailli de Sens de la cause d'entre Gaspard de Saulx, lieutenant du Roi au pays de Bourgogne, et divers habitants de Ligny-le-Châtel et Varennes, d'une part, et les maître, frères et sœurs de l'hôpital Notre-Dame de Fontenilles de Tonnerre, d'autre part (4 mai 1563). — Arch. nation., X^{2a} 131.

1457. — Mandement à Jean Pasquot, prêtre, de comparaître devant le Parlement pour y répondre aux informations faites à la requête d'Edme Picart, « prieur de Saint Martin de Roffey » (22 mai 1563). — Arch. nation., X^{2a} 131.

1458. — Citation à comparaître devant le Parlement décernée contre René Colas, ajourné à la requête de François Mouraut, prieur de Charentenay (25 mai 1563). — Arch. nation., X^{2a} 131.

1459. — Citation à comparaître devant le Parlement décernée contre Edme Dreux, et Renaud de Bezannes, ajournés à la requête de Guillaume Babé, curé de Villiers-Louis (28 mai 1563). — Arch. nation., X^{2a} 131.

1400. — Comparution au greffe du Parlement de « frere Regnault de Bezannes, presbtre, relligieux profex de l'ordre de Saint Benoist, curé de la cure et eglise parrochiale de Villiers Loys, » (1) défendeur, contre Guillaume Babé, demandeur (8 juin 1563). — Arch. nation., X^{2a} 131.

1401. — Procès entre divers, appelant du prévôt de Leugny, et Claude de Brandon, écuyer, seigneur de Leugny (30 juin 1563). — Arch. nation., X^{2a} 131.

1402. — Renvoi devant le bailli de Montargis du procès d'entre Jean des Marquetz, écuyer, seigneur de la Boissière et Villeblevin, et Perrette de Laval (3 août 1563). — Arch. nation., X^{2a} 131.

1403. — Procès entre Claude de Chenu et Michel Bouchet, seigneurs de Ravières, d'une part, et Nicolas Thomassin, marchand à Ravières, d'autre part (7 août 1563). — Arch. nation., X^{2a} 131.

1404. — Comparution au greffe du Parlement de Florentin Fovet, appelant d'une sentence du maire de Saint-Florentin contre Henriette de Clèves, comtesse de Saint-Florentin (27 sept. 1563). — Arch. nation., X^{2a} 131.

1405. — Sentence du bailli d'Auxerre, en exécution des lettres patentes de mai 1563, portant adjudication à Gabriel Le Bourgoing de la terre et seigneurie de Lucy-sur-Yonne, détenue précédemment par le Chapitre de Châtel-Censoir et le prieur du Pré. Ladite adjudication est faite moyennant 2.130 livres et à charge par le seigneur de Faulin « de faire ses foi et hommage au Roi, à cause de son comté d'Auxerre, dont relèvera dorénavant en fief ladite terre et seigneurie de Lucy-sur-Yonne ».

Le revenu de ladite terre est détaillé comme suit : « amendes de la prévôté valant 10 l. t., évaluées 250 l. ; amendes arbitraires et confiscations, estimées 60 s., évaluées 62 l. 10 s. ; les cens valant 12 l. t. chaque année, évalués 300 l. ; les lods et ventes valant par an 100 s. t., évalués 125 l. ; les rentes estimées 10 l. s. 3 d. par an, évaluées 252 l., 16 s. 3 d. ; dix bichets d'avoine de rente valant par an 30 s. t., évalués 37 l. 10 s. ; un boisseau avoine et une demi-poule, valant par an 2 l. 6 d. t., évalués 62 l. 6 s. ; un bi-

(1) Dans un acte du 23 juin 1563, Regnault de Bezannes est qualifié « vicair de l'abbaye Saint Remy de Sens ».

chet de froment de rente valant 10 s., évalué 12 l. 10 s. ; une poule de rente valant 2 s. t., évaluée 50 s. ; le droit de la rivière valant 2 s. t. par an, évalué 124 l. ; le droit de four banal valant par an 60 s. t., évalué à 75 l. ; les deux arpents de pré valant par an 4 l. 10 s., évalués 112 l. 10 s. ; le quartier de pré valant par an 5 s. t., évalué 31 l. 5 s. ; les trois quartiers de pré valant par an 50 s., évalués 52 l. 10 s. t. » (13 octobre 1563). — Invent. des titres de Faulin.

1466. — Sentence du bailli de Sens condamnant Léon François, « filz bastard de feu Mathurin François, en son vivant escuier seigneur de Bryon en partie », coupable de meurtre, excès, violences, port d'armes, « assemblée illicite », à être décapité en la place publique de Joigny. Ces violences avaient eu lieu lors de l'exécution de l'arrêt du Parlement obtenu, au sujet des bois de Brion, Bussy et Migennes, par le comte de Joigny (20 oct. 1563). — Arch. nation., X^{2a} 131.

1467. — Vente par Hugues Cassard, lieutenant général du bailliage d'Auxois, « député pour le faict de l'alyénation du bien temporel de l'Eglise », à Imbert de la Platière, seigneur de Bordillon, baron d'Epoisses, capitaine de cent hommes d'armes, maréchal de France, de 30 sols tournois de rente, dûs sur la baronnie d'Epoisses à l'abbaye de Notre-Dame de Marcilly-lès-Avallon, moyennant 30 livres (12 nov. 1563). — Arch. d'Epoisses.

1468. — Elargissement dans Auxerre de Claude Dappoigny, seigneur d'Asnières, bourgeois d'Auxerre, poursuivi à la requête de Pierre Thierry, procureur au bailliage et siège présidial d'Auxerre (26 nov. 1563). — Arch. nation., X^{2a} 132.

1469. — Réception à juger du procès par écrit d'entre Michel Guignard, curé de Subligny-le-Bois, et Jean Tenelle, marchand à Sens (29 nov. 1563). — Arch. nation., X^{2a} 132.

1470. — Mandement d'appréhender Guillaume Berault, poursuivi à la requête d'Etienne Le Muet, chanoine et pénitencier d'Auxerre (14 déc. 1563). — Arch. nation., X^{2a} 132.

1471. — Procès entre Jean Charles, grenetier d'Auxerre, et Pierre Foudriat (16 déc. 1563). — Arch. nation., X^{2a} 132.

1472. — Vente par Tristan de Blondeaux, écuyer, seigneur de la Brosse, à Gabriel Le Bourgoing, seigneur de Faulin, de diverses

terres à Lucy, dont l'une chargée de cens au profit de Guy de Boisselet, seigneur de la Cour-[des-Maillys] (23 déc. 1563). — Invent. des titres de Faulin.

1473. — Requête de Sébastien Ingrand, « receveur en partie de la terre et seigneurie à Nitry et de Lichères », poursuivi à la requête de Antoine de Vienne, abbé de Molesmes, seigneur de Nitry, tendant à « estre mis en la saulvegarde du Roy et de la Court, ensemble tous ceulx de la pretendue nouvelle religion, habitants dudit Nitry ». Le Parlement fait droit à la requête et prononce l'élargissement dudit Ingrand, « en ensuivant les edictz dernièrement publiez sur l'interpretacion de l'edict faict sur la pacification des troubles » (25 janvier 1564) — Arch. nation., X^{2a} 132.

1474. — Procès entre Guillaume David, marchand à Entrains, seigneur de Villiers-Saint-Benoît, appelant du bailli de Montargis, et Jean Thibault (3 fév. 1564). — Arch. nation., X^{2a} 133.

1475. — Réception à juger du procès par écrit d'entre Lazare Chaussefoin, Edmon Allie, Clément Broth (?), Etienne Garnier, Jean Dongois, Etienne Bazard, échevins de Tonnerre, appelants du bailli de Sens, d'une part, et Nicolas Banoyttes, corroyeur à Tonnerre, d'autre part (4 février 1564). — Arch. nation., X^{2a} 132.

1476. — Requête des doyens et chanoines de Sens exposant que, lors de l'exécution d'une sentence par eux obtenue à l'encontre des habitants de Véron, dont ils sont seigneurs, lesdits habitants « auroient rompu et brisé l'auditoire de leurs officiers et le bastiment et faict plusieurs autres violances, tellement qu'aucun sergent ne se y auseroit transporter » ; ils réclament en conséquence que commission soit donnée au bailli de Sens pour se transporter à Véron, y réintégrer leurs officiers et s'informer des excès commis (1) (22 fév. 1564). — Arch. nation., X^{2a} 133.

1477. — Mandement d'appréhender Lazare Guestard, poursuivi à la requête de Louis Segulier, chanoine de Notre-Dame de Paris et prieur de Dyé (1^{er} mars 1564). — Arch. nation., X^{2a} 132.

(1) Le 10 avril 1564 le Parlement ordonne d'appréhender Noel Roux, Colin Leclerc, Jean Rousseau et Jean Chesneau, tous habitants de Véron, compromis dans la rébellion contre le Chapitre (X^{2a} 133):

1478. — Procès entre divers habitants de Courson, d'une part, et Jacques Chalmeaux, lieutenant général du bailliage d'Auxerre, Germain Delye, Jean Pion, Claude Leclerc, Claude Defrançoy, Edme Bargedé, Eusèbe Fournier, Guillaume Delaporte et François Légeron, conseillers au siège présidial d'Auxerre, d'autre part (20 mars 1564). — Arch. nation., X^{2a} 132.

1479. — Requête des maitre, frères et sœurs de l'hôpital de Tonnerre, exposant que, « pour la contention de juridiction d'entre les manans et habitans de Sens et ceulx de Villeneuve-le-Roy sur le règlement de leurs justices et juridicions », le procès qu'ils ont avec Laurent Jacob, avocat à Ligny-le-Châtel, ne peut être vidé, et tendant à ce qu'il soit renvoyé devant le bailli de Troyes (28 mars 1564). — Arch. nation., X^{2a} 132.

1480. - Requête de divers habitants de Courson, Louis Picot, chevalier, seigneur de Pommeuse et de Courson, joint avec eux, exposant que « pour raison de certains excès, portz d'armes, forces, violences, saccagemens d'églises et corruptions d'ymaiges contre les edictz du Roy, injures, blasphemés et voyes de faict commises et perpétrées par Sébastien Donzain, sa femme, Jean Bué le Borgne, sa femme, Pasquier Saije, Benoist les Oulines, naguères prebstre, et autres leurs alliez et complices, » des informations avaient été faites contre eux à la requête de Georges Lamy, curé de Fontenailles, et décret de prise de corps prononcé par le prévôt des maréchaux d'Auxerre, sur le réquisitoire des gens du Roi. Mais le lieutenant du bailliage, [Jacques Chalmeaux], « favorable ausdictz delinquans, leur auroit permis d'informer contre les tesmoins d'iceulx supplians » qui, intimidés, ont été emprisonnés par le juge de Courson, lui-même partisan des délinquans. Le Parlement surseoit à statuer sur le règlement de juges (1) (28 mars 1564). — Arch. nation., X^{2a} 132.

1481. — Appel interjeté par Sebastien Ingrand du décret de prise de corps décerné contre lui par Maclou Le Vuyt, juge de Nitry pour les religieux de Molesmes (19 avril 1564). — Arch. nation., X^{2a} 132.

1482. — Citation à comparaitre devant le Parlement, décernée contre Gallas de Bérulles, seigneur de Vieux-Verger, pour répondre

(1) Voy. aussi 24 avril 1564 (X^{2a} 132.)

aux informations faites à la requête de Gabrielle Gouffier, baronne de Saultour, dame de Sormery, et de François des Essarts, son fils (2 juin 1564). — Arch. nation., X^{2a} 133.

1483. — Comparution au greffe du Parlement de Jean Trudet, curé de Vieupou, procureur de Nicolas Dangu, évêque de Mende, et son receveur en l'abbaye de Juilly, au diocèse Meaux, appelant d'une sentence des juges et maire dudit lieu de Juilly (16 juin 1564). — Arch. nation., X^{2a} 133.

1484. — Comparution au greffe du Parlement de Guillaume Jobelin, prêtre, vicaire de Courlon, appelant d'une sentence du bailli de Bray-sur-Seine, contre le duc de Nemours, baron de Bray (17 juin 1564). — Arch. nation., X^{2a} 133.

1485. — Comparution au greffe du Parlement de dame Louise de Coligny, veuve de Gaucher de Dinteville, en son vivant seigneur de Vanlay, ajournée à la requête de Gabrielle Gouffier, veuve de Claude des Essarts, en son vivant seigneur de Saultour (20 juillet 1564). — Arch. nation., X^{2a} 134.

1486. — Elargissement de Jean Dumetz, bailli de Villiers-Saint-Benoît, poursuivi à la requête de Prosper Bouyn, conseiller du Roi en la Cour des Aides (27 juillet 1564). — Arch. nation., X^{2a} 134.

1487. — Arrêt du Parlement confirmant la sentence prononcée par le bailli de Sens à l'égard des frères Pierre et Gilles Moreau pour « forçement de femmes, excès, juremens et blasphèmes execrables contre l'honneur de Dieu et la Vierge Marie ». Pierre Moreau sera traîné « au cul d'un tombereau, des prisons criminelles de Sens jusques au parvis de l'église Saint Estienne », où, après avoir fait amende honorable, il sera pendu à une potence ; son frère Gilles assistera à son exécution, « la corde au col et la teste découverte », subira la peine des verges, puis sera envoyé aux galères pendant trois ans (12 août 1564). — Arch. nation., X^{2a} 134.

1488. — Réformation par le Parlement d'une sentence du bailli de Sens à l'encontre de Robert Thuilleau, procureur fiscal en la justice d'Egriselles. Le bailli l'avait condamné à faire amende honorable sur le parvis de la cathédrale de Sens et devant l'église d'Egriselles, et à la peine des verges ; il l'avait banni pendant deux ans du bailliage et déclaré inhabile à tenir l'office de procureur

fiscal. Le Parlement ramène la peine à une amende de dix livres envers le Roi et lui fait « deffences de contrevenir a l'edict de pacification, sur les peynes y contenues » (22 nov. 1564). — Arch. nation., X^{2a} 134.

1489. — Requête de Jeanne Raju, détenue ès prisons de Sens, tendant à ce que, « au moien de son antien aage et grande infortune de maladie », la peine des verges à laquelle elle a été condamnée soit commuée « en bannissement ou amende pecuniaire » (2 déc. 1564). — Arch. nation., X^{2a} 134.

1490. — Procès entre Eudes Guignard, prêtre, appelant du bailli de Saint-Florentin, et Gabriel de Bruillart, écuyer, seigneur en partie de Coursan et de Jaulges (12 déc. 1564). — Arch. nation., X^{2a} 134.

1491. — Citation à comparaitre devant le Parlement décernée contre Antoine de Melun, seigneur de Dennemois, pour répondre aux informations faites à la requête de Louis de Buffévant, écuyer, seigneur de Chaumont, sur « les degastz et démolicions pretendues avoir esté faictes ès boys de la Chaulme », dépendant de la seigneurie dudit Chaumont (15 décembre 1564). — Arch. nation., X^{2a} 134.

1492. — « Transaction entre le Chapitre de Châtel-Censoir et Gabriel Le Bourgoing, seigneur de Licherès et de Folin, par laquelle les chanoines se désistent de la moitié de la terre de Lucy, en ce non compris leur droit de dîme, qui leur avait été vendue par les commissaires du Roi; laquelle vente ledit Chapitre aurait enfin ratifiée, moyennant que ledit sieur Le Bourgoing leur aurait payé la somme de 200 livres pour ce qu'ils pouvaient prétendre en ladite moitié » (2 fév. 1565). — Invent. des titres de Faulin.

1493. — Procès au sujet des prétentions du procureur du Roi au bailliage d'Avallon d'obliger les habitants de Saint-Germain-des-Champs, le Meix et autres terres de Chastellux, à faire guet et garde en la ville d'Avallon. Par sentence du 16 juin 1565 et grâce à l'intervention de Louis de Chastellux, les habitants de ladite seigneurie de Chastellux furent déchargés de cette obligation (16 juin 1565). — Arch. de Chastellux; analyse.

1494. — Vente par Christophe de Tournès, écuyer, seigneur de Champroux, à Gabriel Le Bourgoing, seigneur de Faulin, de

tous ses droits en la paroisse de Lichères (23 juil. 1565). — Invent. des titres de Faulin.

1495. — Hommage au Roi par Anne d'Est, veuve du duc de Guise, pour « les terres de Courtenay, baronnies de Toussy et Champignelles », mouvant de la grosse tour de Sens, par elle acquises du seigneur de Rambures (Moulins, 8 fév. 1566). — Arch. nation., P 14, n° 316.

1496. — Hommage au Roi par Claude Thomas et François Thorel, procureurs au bailliage d'Auxerre, pour le fief de Rivelles, mouvant du comté d'Auxerre (Auxerre, 18 avril 1566). — Arch. nation., P 14, n° 317.

1497. — Hommage au Roi par Jacques de Montery, écuyer, fils d'autre Jacques, pour la seigneurie de Gisy-les-Nobles, mouvant de la grosse tour de Sens (20 juillet 1566). — Arch. nation., P 14, n° 318.

1498. — Testament d'Etienne Le Muet, chanoine et pénitencier d'Auxerre. Il veut être inhumé en la chapelle du pénitencier, à la cathédrale. Il lègue : au Ghapitre, 200 l. pour son anniversaire, et 45 l. pour trois services ; — à l'hôpital d'Auxerre, 100 l. t., avec lesquelles sera achetée une rente de 8 livres ; — à Hélène Le Muet, sa nièce, 100 écus d'or, « pour l'ayder a marier » ; — à Charles Le Muet, son neveu, la terre et seigneurie de Merry-Sec, plus 300 l. « pour payer les quints deniers » ; — à François Le Muet, son neveu, la terre de Vesvre-les-Varzy, acquise de M. de Bouras, plus 500 l. ; — à Jean Bérault, procurcur au bailliage d'Auxerre, son neveu, la seigneurie de Raix ; — à Guillaume Bérault, son neveu, la seigneurie d'Usselot, en la paroisse d'Ouanne, plus ses vignes d'Irancy et de Granchamp ; — à Mathias Bérault, son neveu, une rente de 100 bichets de blé, à prendre « sur les moulins de la Doue, assis au fauxbourg de Dreux », plus 500 livres une fois payées ; — à Anne Le Muet, sa sœur, demeurant à la Charité, la quarte partie de la terre de Sauzay, qu'il a acquise d'elle et de son mari, Jean Gentil ; — à Cécile Le Muet, femme de M^e Nicolas Chacheré, 500 livres ; — aux Cordeliers et aux Jacobins d'Auxerre, 10 livres ; — à Pierre Bérault, chanoine d'Auxerre, son neveu, 500 livres, « deux coupes d'argent et deux esguierres d'argent telles qu'il voudra, sa robbe doublée de velours, une autre de satin, une saye de velours » ; — à chacun des enfants de Jean, Guillaume et Mathias Bérault, 100 livres ; — à Guillaume Lucenay,

avocat à Clamecy, la 5^e partie de la terre de Sauzay, à lui échue par succession de sa mère ; — à Pierre Grasset, son neveu, demeurant à Varzy, 300 livres. Il institue exécuteurs testamentaires M^e Edme Vincent, son « cousin et bon amy », auquel il lègue 50 l. sa « robe de camelot de soye bordée de velours » et tous ses « livres de Sainte Escriptrue et docteurs qui ont escript sur icelle », et Nicole Tribolé, avocat au bailliage d'Auxerre (30 oct. 1566). — Arch. de Bellombre.

1499. — Transaction entre Louis de Sainte-Maure, marquis de Nesle, comte de Joigny, et Jean Mesmin dit Segault, abbé commendataire de Dilo, par laquelle ledit comte, pour mettre fin à un long procès, abandonne aux religieux de Dilo 130 arpents de bois en la forêt d'Othe, lieux dits les Usages de Brion, Bussy et Migennes, où ils pourront prendre du bois pour les réparations de leur monastère et pour leur chauffage seulement (25 fév. 1567). — Bibliot. Nat., Coll. de Champagne.

1500. — Contrat de mariage entre Claude de Chassy, demeurant à Vitteaux, fils de François, écuyer, et de Jeanne Joly, représenté par Mammès Fremyot, écuyer, seigneur de Saulx, et Claire de Sennevoy, fille d'Aubert de Sennevoy, seigneur en partie dudit lieu, et de Jeanne de Baugis ; la future reçoit 1000 livres de dot. Acte passé devant Pierre Delacroix, écuyer, seigneur de Beauregard, garde des sceaux du bailliage de Cruzy-le-Châtel (Sennevoy, 9 avril 1567). — Biblioth. nation., fonds français, n^o 26.270.

1501. — Hommage au Roi par Baptiste du Verger, écuyer, homme d'armes de la compagnie du marquis de Nesles, pour partie de la seigneurie de Saint-Cyr, mouvant du comté d'Auxerre (9 mars 1568). — Arch. nation., P 14, n^o 320.

1502. — Vente par Jean Defert à Louis de Chastellux, baron dudit lieu et d'Alonne, gentilhomme ordinaire de la Chambre, gouverneur de Marsal, représenté par Sebastien Filsjean, licenciés-droits, à Avallon, de diverses terres sises à Pontaubert (18 juin 1568). — Arch. de Chastellux ; original.

1503. — Lettres de rémission en faveur de Noël Destlaiz, voluturier par eau à Auxerre. Il avait été décidé par le gouverneur d'Auxerre que, pour éviter une surprise de la ville, des gardes seraient placés de jour et de nuit aux portes et poternes. Le 26

avril 1568, Noël Destaiz reçut avis du caporal de son quartier qu'il serait de guet pendant la nuit ; il s'arma donc « d'un moruz, espée, dague et harquebuze, » et se rendit, à la nuit tombante, devant la poterne Saint-Germain, « lieu accoustumé a se rendre chascun jour pour illec asseoir les gardes et sentinelles de ladicte paroisse ». Bientôt, « se fit ung bruict près ladicte poterne, en laquelle on disoit y avoir gens estrangers qui vouloient forcer ladicte poterne et entrer en la ville, que l'on disoit estre gens de la religion pretendue reformée ; qui fut cause que le peuple estoit en grand doubte et crainte, parce que ledit jour ledit caporal de ladicte compaignie remonstra audit Destaiz qu'il falloit faire bon guet, parce que les ditz de la religion se vantoient d'entrer ledit jour en ladicte ville ». Noël Destaiz ayant aperçu sur les murailles des hommes qui semblaient en pourparlers avec ceux du dehors, leur cria : « Qui va là ? » Sa sommation, réitérée, n'ayant point reçu de réponse, il tira son harquebuse, dont la charge alla tuer un marchand d'Auxerre, Germain Brocard (Paris, juin 1568). — Arch. nation., X^{2a} 55.

1504. — Comparution au greffe du Parlement de Germain Delyc, conseiller au présidial d'Auxerre, ajourné à la requête de Gabriel Thierriat, avocat audit lieu (1) (12 novembre 1568). — Arch. nation., X^{2a} 137.

1505. — Procès entre Guillaume Florette, « prieur du prieuré de Sainct A[gnan] de Tonnerre, » et André Richer, vicaire d'Yrouerre (26 janvier 1569). — Arch. nation., X^{2a} 137.

1506. — Procès entre Claude Regnard, vigneron à Sens, appellant du bailli dudit lieu, et Olivier Le Crec, abbé de Notre-Dame de Jouy (2), chanoine des églises de Sens et de Paris (19 février 1569). — Arch. nation., X^{2a} 137.

1507. — « Veu par la Court les informations faictes par ordonnance d'icelle, a la requeste du procureur general du Roy, a l'encontre d'aulcuns manans et habitans de la ville d'Aucerre et autres qui se sont elevez et prins les armes contre le Roy, portant faveur et ayde aux rebelles,... ladicte Court a ordonné et ordonne que

(1) Un arrêt du 23 novembre met les parties « hors de court » et leur enjoit « de vivre en paix et amytié » (X^{2a} 137).

(2) Jouy, commune de Chenaise, canton de Provins (Seine-et-Marne).

M^e Marin de Dinteville, abbé de Saint Michel lez Tonnerre, Noël Robin, cordonnier, Germain Deschamps, Claude Gallereux, Jehan Bouchot, le cappitaine Laborde, seigneur de Serin, les seigneurs de Garchy et de Venarré, ung appelé Phelipes de la Fontaine, soy disant cappitaine, le seigneur de la Maison-Blanche (1), le cappitaine Le Boys, le seigneur de la Ville Ferté, soy disant mestre de camp soubz le dict de Laborde, le cappitaine Sarrazin, La Grange d'Avallon, ung nommé Rabutin, le recepveur Pruny, Estienne Amur le Roy, ung nommé la Roze, Jehan Barbarault praticien, Laurens Hilaire, Phelipes Druide, Jehan Rabolin, Germain Gaultier, maistre Guillaume du Broc, lieutenant criminel au bailliage d'Aucerre, le cappitaine Blosset, ung nommé Villedieu, La Borde Petau autrement le moyne Petau, les sieurs d'Arcy, de Gimarot, de Sainte More, d'Avantigny l'esné et Luzeneue, ung nommé Tachaule d'Esgligny, le sieur de Chardon le vieil et jeune, Delaroché de Gi l'Evesque, l'abbé de Cessi nommé Marafin, ung nommé Berger de Tula, soy disant seigneur des Baudiaux, maistre Estienne Fermier, soy disant advocat, cappitaine enseigne des Enfans d'Aucerre, maistres Loys et Savinien Girardins, assesseurs et conseil desditz cappitaine La Borde et Garchy. M^e Estienne Jembe advocat, Claude Bureteau, Claude Tournay, Jehan de Chaulnès, Anthoine Marie, Germain Bonnefoy, Jacques de la Court, M^e Jehan Mareault advocat, M^e Nicole Royer notaire, M^e Phelipes Boucher advocat, M^e Germain Tribolé procureur, Pierre Delacourt, Palamedes Roy advocat, Thomas Bouzard procureur, Jehan Lessoré, Thomas Lessoré, Charles Le Minier advocat, Jacques Duvau sergent roial, Germain Regnard, Jehan Mercier, charpentier, André Lamy, Jehan Clopet cordonnier, Hugues Dunoyer procureur, Nicolas Chargeré advocat, ung appelé le Gros Colas, Jacques Moreau, Phelipot Grasset, Hierosme Moreau advocat, Jehan Cochon advocat, Pierre Charles advocat, Nicole Remon advocat, Claude Pitoyz, Pierre Crochoz Robert Brocart, Joseph Aucolot sergent roial, Pierre Bassillon, Jehan Duart, François Delorme, Germain Garet, Simon Folleville, Vincent Lefoul, Estienne Vivant advocat, Jacques Fremyn, Jehan Bossuat, Germain Bossuat, Edme Leger advocat, Jehan Cottenoyre, Pierre Duverd, Pierre Barbarat son frere, ung nommé Le Rasle cordonnier, Edme Delavau, Claude Villette, Claude Buisson charpentier, Claude Foyn, Claude Roty, Guillaume Roty, Michel Roty, Jehan Soufflet, Jehan Hay, Mathieu Artel drappier, Jehan Jaillard, Guillot Monerôt orfevre [Mamerot?], Thomas Gendret lieutenant de Fleury, Jehan Baron procureur audit Fleury, Benoist Le Jollivet, prebstre marié demourant a Courson, ung nommé Hésert mareschal demourant a Appoi-

gny, Estienne Sottiveau, avocat du Roi au bailliage d'Aucerre, les sieurs d'Avignau, de Pesselières, d'Arthé, ung nommé Beauregard, Claude Guiard, ung nommé la Perrière, François Roussin sergent royal, ung nommé Daffey mareschal de camp, Jehan de Fouscheres sergent a cheval, Guillaume Delafousse sergent a cheval, Odes et Gabriel de Raoulz freres, seront prins au corps et amenez prisonniers ès prisons d'Aucerre », où le bailli instruira leur procès. Ils sont préalablement déclarés déchus de leurs offices ou bénéfices; leurs biens seront vendus, leurs biens immeubles saisis et « mis en la main du Roy et soubz icelle regiz et gouvernez par bons et suffisans commissaires »; le produit de la vente des meubles et du revenu des immeubles sera employé « aux necessitez de la guerre contre les rebelles » (28 février 1569). — Arch. nation., X^{2a} 137.

1508. — Citation à comparaitre devant le Parlement, décernée contre le sieur de Vault, bailli d'Auxerre, pour répondre aux informations faites par ordonnance de la Cour à la requête du procureur général du Roi. En attendant, le Parlement « luy deffend l'exercice de sesditz estatz et offices et ordonne que tous et chascuns ses biens meubles, immeubles, terres et seigneuryes, seront saiziz et mis ès mains du Roy et soubz icelles regiz et gouvernez par bons et suffisans commissaires » (28 février 1569). — Arch. nation., X^{2a} 137.

1509. — Arrêt du Parlement portant que Yolande Labbé sera « battue et fustigée, nue, de verges, » par les carrefours de Villeneuve-l'Archevêque, pour vol au préjudice de Marguerite Guillemet, veuve de Jean Jamard (3 mars 1569). — Arch. nation., X^{2a} 137.

1510. — Procès entre Pierre Méresse, « bedeau en l'Université de Paris », appelant du bailli de Sens, et Jean Cordelier, marchand à Sens (4 mars 1569). — Arch. nation., X^{2a} 137.

1511. — Annulation de l'appel interjeté d'une sentence du bailli de Saint-Florentin par Etienne Pouget, procureur au bailliage dudit lieu, à l'encontre d'Antoine de Montjou, écuyer, « gouverneur pour le Roy audit Saint-Florentin » (9 mars 1569). — Arch. nation., X^{2a} 137.

1512. — Arrêt du Parlement recevant André de Grandmont, chanoine de Sens, à se départir de l'appel interjeté par lui d'un

décret de prise de corps décerné par le bailli de Sens (21 mars 1569). — Arch. nation., X^{2a} 137.

1513. — Renvoi devant le bailli de Sens, pour supplément d'information, du procès de Guillaume de Longueville, écuyer, seigneur de Châtres. Après enquête faite sur la dénonciation de Jean Michel, sieur de la Perrière, capitaine de 200 harquebusiers à pied, le bailli de Sens avait condamné ledit de Longueville, « pour reparacion des effortz, violences, meurdres, homiciddes et excès commis a port d'armes et en assemblée en ladicte ville de Sens », à être décapité sur un échafaud dressé au parvis de la cathédrale et au paiement de diverses amendes au profit des héritiers de ses victimes (24 mars 1569). — Arch. nation., X^{2a} 137.

1514. — Procès entre Louis Michallon, maçon à Chevillon, et Jacques de Crévecœur, chevalier, seigneur de la Mothe-aux-Aulnais (29 mars 1569). — Arch. nation., X^{2a} 137.

1515. — Arrêt du Parlement fixant à 400 livres l'indemnité que Noël Destaiz devra servir à la veuve de Germain Brocard, tué par lui accidentellement (1) (31 mars 1569). — Arch. nation., X^{2a} 137.

1516. — Confirmation d'une sentence du prévôt de Flogny pour Etienne Boucher, évêque de Cornouaille, seigneur de Flogny, condamnant Etienne Leger, coupable d'homicide, à être pendu sur le lieu du meurtre (19 avril 1569). — Arch. nation., X^{2a} 137.

1517. — Arrêt du Parlement déclarant Guillaume du Broc, lieutenant criminel au bailliage d'Auxerre, suspendu de son office et statuant qu'il sera plus amplement informé de la « faveur, ayde d'argent, revellation et advertissement » que ledit du Broc a prêtés aux rebelles. L'accès d'Auxerre est interdit à du Broc qui est élargi sous conditions. L'arrêt est rendu sur « acte faict par le pénitencier de l'église d'Aucerre » et sur procès-verbal, daté du 19 septembre 1568, « de maistre Jehan Bouchard, conseiller du Roy et maistre des requestes ordinaire de son hostel, commis par le Roy pour l'exercice de la justice du bailliage d'Aucerre » (7 mai 1569). — Arch. nation., X^{2a} 138.

1518. — Arrêt du Parlement déclarant vacants les offices de

(1) Voy. *supra* n° 1503 (juin 1568).

François Roueys, sergent royal, Nicole Royer, notaire, et Jacques Davau, sergent à cheval au bailliage d'Auxerre (7 mai 1569). — Arch. nation., X^{2a} 138.

1519. — Arrêt du Parlement déclarant vacants les offices du sieur de Vaulx, bailli d'Auxerre, de Jean Foucher, lieutenant des eaux et forêts, Joseph Amelot, sergent royal, Etienne Cœurderoy, mesureur au grenier à sel, Guillaume Delafosse et Jean de Fouchères, sergents à cheval au bailliage d'Auxerre, prévenus d'avoir prêté aide aux rebelles (21 mai 1569). — Arch. nation., X^{2a} 138.

1520. — Arrêt du Parlement déclarant Marin de Dinteville, abbé de Saint-Michel de Tonnerre, déchu du possessoire de ladite abbaye (21 mai 1569). — Arch. nation., X^{2a} 138.

1521. — Citation à comparaitre devant le Parlement, à peine de 200 livres d'amende, décernée contre les marguilliers des paroisses de Savigny, Verney, Villeneuve-la-Donnagre, Fouchères, Domats et autres (8 juin 1569). — Arch. nation., X^{2a} 138.

1522. — Hommage au Roi par Christophe de Harlay, pour les seigneuries de Dollot, Vaurobert et les Moulins, mouvant de la grosse tour de Sens, « et a luy appartenans par adjudication qui luy en a esté faicte par arrest » de la Court du Parlement, du 26 mars 1569 (6 juillet 1569). — Arch. nation., P 14, n° 321.

1523. — Confirmation d'une sentence du bailli d'Auxerre condamnant Mathias Berault, marchand à Auxerre, « sieur de la Saulvin », à une amende de 12 livres au profit de Edme Thévenon, chantre et chanoine d'Auxerre, et de Sebastien Pohy, curé de Laduz, en réparation des violences contre eux faites (7 juillet 1569). — Arch. nation., X^{2a} 138.

1524. — Réception à juger du procès par écrit d'entre Claude de Monterey, écuyer, archer de la garde du corps du Roi, et Simon Colin, substitut du procureur du Roi en l'élection de Tonnerre (1) (9 juillet 1569). — Arch. nation., X^{2a} 138.

1525. — « Sur la requeste présentée a la Court par les maire et eschevins de la ville de Sens, par laquelle ils auroient remonstré

(1) Voy. 27 août 1569 (X^{2a} 138).

que par possession immémoriale la garde de ladite ville leur appartenoit, en l'absence du lieutenant du Roy, son gouverneur, privativement a tous autres ; et suivant ceste charge, pour la tuition et defense de ladite ville, auroient estably et ordonné cappitaines et lieutenans et autres chefs de compaignye ; et depuis, en l'assemblée generale des plus notables citoyens catholiques d'icelle ville, avoit esté arresté, pour le bien et seureté de ladite ville, que ceulx desditz citoyens qui estoient suspectz et difamez de la nouvelle pretendue relligion ne seroient receuz en personne pour la garde d'icelle ville et, oultre, que ceulx qui pour le faict de ladite relligion s'estoient absentez ne seroient receuz pendant les troubles, ce qui auroit esté exactement gardé et depuis confirmé par le seigneur de Villegaignon, lieutenant pour le Roy en ladite ville ; neantmoins, soubz pretexte que, par arrest de ladite Court du XXII^e jour de decembre dernier, avoit esté ordonné que tous officiers et ministres de justice feroient profession de la relligion catholique, le bailly de Sens ou son lieutenant auroit faict appeler en general tous les officiers, advocatz, procureurs, sergens et autres ministres de justice dudit bailliage, a laquelle proclamation se seroient presentez indifferemment toutes sortes d'officiers, tant catholicques que autres feignans eulx vouloir reduire a l'union de l'Eglise catholique et soubz ce pretexte vouloir rentrer en ladite ville et y demourer, combien que volontairement ilz s'en soient absentez, se sentant coupables du faict de ladite pretendue relligion ; ce que les president et juges presidiaux de ladite ville de Sens dient ne leur pouvoir refuser actendu ledit arrest, qui seroit chose fort dangereuse pour le repos de ladite ville et qu'ilz estimoient estre fort esloigné de l'intention de ladite Court ; parlant, requeroient qu'il pleust a ladite Court, en interpretant ledit arrest, declairer n'avoir entendu comprendre en ladite profession de foy ceulx qui se sont cy devant absentez hors de ladite ville pour le faict de ladite pretendue relligion ». Le Parlement ordonne que les officiers de justice, notoirement connus comme réformés, ne pourront rentrer à Sens, « nonobstant l'offre de faire par eulx profession de foy » ; « et quant aux autres nottez, suspectz et difamez de ladite nouvelle pretendue relligion, qui ne se sont absentez de ladite ville ou sont ja rentrez en icelle, y sera pourveu suivant l'arrest de ladite Court, a la charge d'eulx contenir en leurs maisons, soubz bonnes et seures gardes qui leur seront baillées a leurs despens » (6 août 1569). — Arch. nation., X^{2a} 138.

1578. — Comparution au greffe du Parlement de Pierre Soufflet, prêtre, de Coulanges-la-Vineuse, appelant d'une sentence du

bailli d'Auxerre, à l'encontre de Philippe de Chastellux, seigneur de Coulanges, Claude Dheu, procureur du Roi au bailliage d'Auxerre, et divers habitants de Coulanges (15 septembre 1569). — Arch. nation., X^{2a} 138.

1597. — Réception à juger du procès par écrit d'entre frère Georges de Mandelot, abbé de Saint-Pierre de Molosme-la-Fosse, et Laurent Trussot, marchand à Tonnerre (15 septembre 1569). — Arch. nation., X^{2a} 138

1598. — Requête de Edme Berthou, seigneur de Donjon, exposant que, « en consideration du devoir qu'il avoit faict a la reprinse du chasteau de Noyers, precedemment occupé par les ennemys et rebelles », le seigneur d'Aumale, gouverneur de Bourgogne, l'avait nommé capitaine de la ville de Noyers, « pour y commander et la tenir en l'obéissance du Roy ». Nonobstant sa provision, les échevins de Noyers refusèrent de le reconnaître pour capitaine et de lui bailler les clefs. La ville ayant été de nouveau occupée par surprise par les rebelles, ledit de Berthou s'est réfugié à Auxerre, où les échevins, croyant à une trahison de sa part, l'ont fait prisonnier. Il requiert que son procès soit instruit au plus tôt par le bailli d'Auxerre (14 octobre 1569). — Arch. nation., X^{2a} 138.

1599. — Amodiation par Louis de Chastellux, seigneur de Coulanges, du Luot et en partie de Champois, en la paroisse de Rigny-le-Ferron, guidon de 30 hommes d'armes en la compagnie de M. de Dinteville, à Guillaume Péliesson, laboureur à Flacy, de plusieurs arpents de terre au finage de Flacy (1), sur lesquels Denis de Ponville, maréchal de camp en l'armée de Champagne et Brie, seigneur des Châteliers, la Cave et en partie de Champois, prétend quelques droits (17 décembre 1569). — Arch. de Chastellux ; expédition de 1660.

1599. — Comparution au greffe du Parlement de Martin Levrat, laboureur à Aillant, appelant d'une sentence du juge dudit lieu, à l'encontre de Louis de Sainte-Maure, marquis de Nesle, comte de Joigny, seigneur d'Aillant (14 novembre 1570). — Arch. nation., X^{2a} 139.

(1) Quelques pièces de terres sont dites tenir à celles d'Antoine de Ponville, seigneur de Flacy.

1531. — Requête de Jeanne Perdrier, exposant que durant sa détention, ordonnée « a tort et contre raison », son mari Jacques d'Aulnay, seigneur de Villeneuve-la-Guyard et de Pense-Folie, et son frère jumeau, Guillaume Perdrier (2), se sont emparés de tous les biens qu'elle possédait au village de Machau, « de valeur de plus de dix mil livres » ; elle sollicite du Parlement la restitution de ces biens (21 novembre 1570). — Arch. nation., X^{2a} 139.

1532. — Réception à juger du procès par écrit d'entre François Thierriat, de Ligny-le-Châtel, et Jean Dupin, écuyer, seigneur de Vezannes (23 novembre 1570). — Arch. nation., X^{2a} 139.

1533. — Procès entre Jean Viaul, laboureur à Saint-Florentin, et le cardinal de Bourbon, « tuteur et curateur créé par le Roy a demoiselle Marie de Cleves, marquise d'Isles, comtesse de Beaufort et vicomtesse de Saint Florentin » (29 novembre 1570). — Arch. nation., X^{2a} 139.

1534. — Procès entre Jean Hodouard, écuyer, sieur de Foissy, et Pierre Fusée, marchand à Rigny (1^{er} décembre 1570). — Arch. nation., X^{2a} 139.

1535. — Procès entre Charles Bernard, écuyer, seigneur de Villemanoché, et Jean Grappin, laboureur audit lieu (15 décembre 1570). — Arch. nation., X^{2a} 139.

1536. — Comparution au greffe du Parlement de Claude Rétif, « curé doyen de Ravieres », ajourné à la requête de Jacques Vautrouiller, curé de Stigny, étudiant en l'Université de Paris (1) (14 février 1571). — Arch. nation., X^{2a} 139.

1537. — Continuation de la procédure entre François Thierriat, hôtelier à Ligny-le-Châtel, et Jean Dupin, « escuier, seigneur de Vezannes, cappitaine du chastel de Ligny et gouverneur pour le Roy en la ville de Chablyes » (23 mars 1571). — Arch. nation., X^{2a} 139.

(1) Dans un acte du 11 avril 1571, Guillaume Perdrier est qualifié « escuier, seigneur de Mesvres, Bobigny et la Commune » (X^{2a} 139).

(2) Voy. 23 mars 1571 (X^{2a} 139).

1538. — Réception à juger du procès par écrit d'entre Joseph Catin, licencié-ès-lois, avocat au bailliage de Tonnerre, et Agnan Cerveau, marchand audit lieu (7 mai 1571). — Arch. nation., X^{2a} 140.

1539. — Réception à juger du procès par écrit d'entre Nicolas Jazu, lieutenant particulier au bailliage de Tonnerre, appelant du bailli de Sens, d'une part, et Claude Jazu, licencié ès lois, bailli de Molesme, et Anne Catin, sa femme, d'autre part (7 mai 1571). — Arch. nation., X^{2a} 140.

1540. — Arrêt du Parlement portant que, dans l'instruction du procès fait à Edme Morin à la requête du seigneur de Saint-Phalle, seront annexées au dossier les pièces du procès criminel de feu Aimé de Boulainvilliers, « naguères executé a mort, » et les informations au sujet de la « vollerye commise en la maison de maistre... Travers, prebstre, curé de Chevannes » (10 mai 1571). — Arch. nation., X^{2a} 140.

1541. — Réception à juger du procès par écrit d'entre Anne de Béthune, veuve de Ferry de Choiseul, en son vivant capitaine de cinquante hommes d'armes des ordonnances du Roi, seigneur de Praslin et du Plessis-Saint-Jean, et divers habitants de Pailly (22 mai 1571). — Arch. nation., X^{2a} 140.

1542. — Comparution au greffe du Parlement de Jacques Coulon, lieutenant général au bailliage de Vézelay, appelant du bailli d'Auxerre, à l'encontre de François Le Prince, substitut du procureur général du Roi, et François Herbelin, avocat à Auxerre (30 mai 1571). — Arch. nation., X^{2a} 140.

1543. — Sur le vu des informations faites en Auxerrois à l'encontre de Jean Delacave, dit le capitaine Caban, et des interrogatoires subis par ledit Delacave en présence des « commissaires deputez pour l'exécution de l'edict de pacification », le Parlement ordonne l'élargissement provisoire de Delacave à l'intérieur de Paris (1^{er} juin 1571). — Arch. nation., X^{2a} 140.

1544. — Procès entre Bonnet Le Maistre, marchand à Coulanges-la-Vineuse, et Olivier de Chastellux, chevalier, seigneur dudit lieu de Coulanges (13 juin 1571). — Arch. nation., X^{2a} 140.

1545. — Assignation à comparaitre devant le Parlement, décernée contre Etienne Texier, procureur fiscal à Courlon, poursuivi à la requête de Jean Tellier, « lieutenant particulier de Bray sur Seyne au siege de Courlon » (11 juillet 1571). — Arch. nation., X^{2a} 140.

1546. — Comparution au greffe du Parlement de Madeleine de Choiseul, veuve de Ferry de Nicey, demanderesse à l'encontre du comte et de la comtesse de Tonnerre, Antoine de Crussol et Louise de Clermont (11 juillet 1571). — Arch. nation., X^{2a} 140.

1547. — Procès entre Simon Tribolé, « religieux de Saint Eusebe d'Aucerre et curé de Saint Mamer dudict lieu », et Simon Jourdan, religieux de Saint Martin de Nevers (19 juillet 1571). — Arch. nation., X^{2a} 140.

1548. — Renvoi « hors de court » de Edme Morin, bailli de Courtenay, poursuivi à la requête de Nicolas de Saint-Phal, écuyer, seigneur dudit lieu, et précédemment condamné par le bailli de Sens à la privation de son office pour avoir, comme bailli de Courtenay, autorisé la levée d'une taille sur les sujets du Roi (16 août 1571). — Arch. nation., X^{2a} 140.

1549. — Renvoi à quinzaine de la cause de Pierre Colas, chanoine et syndic du Chapitre d'Auxerre, ajourné à la requête du procureur général du Roi pour avoir fait couper et vendre des bois de la forêt de Merry (28 août 1571). — Arch. nation., X^{2a} 140.

1550. — Vente par Louis Picot, chevalier, baron de Dampierre en Champagne, seigneur de Pommeuse, de Courson-la-Ville, la Chapelle et Villepot, et Edme d'Aulnay, seigneur d'Arcy-sur-Cure et de Courson-le-Châtel, à Pierre de Chaseray, général des finances, notaire et secrétaire du Roi, moyennant 38,000 l. t., des seigneuries de Courson-la-Ville, Courson-le-Châtel, la Chapelle et Villepot, le tout assis dans le ressort du bailliage d'Auxerre (1) (3 juin 1572). — Arch. de Chastellux ; original.

1551. — Hommage au Roi par Michel Boucher, conseiller au présidial de Sens, « pour raison d'ung petit estang assiz et scitué

(1) Dans la vente est comprise « la quatriesme partie des dismes de la seigneurie de la Rue du Boys, indivise avec les chanoines et chappitre de l'esglise collégiale Saint Martin de Clamecy ».

en la paroisse de Montacher appelé le petit Montregnauld », mouvant de la grosse tour de Sens, à lui advenu par le décès de son père, Guillaume Boucher (15 juin 1572). — Arch. nation., P 14, n° 324.

1552. — Hommage au Roi par Pierre de Chaseray pour les seigneuries de Courson-la-Ville, Courson le Chestel, La Chapelle et Villepot (9 juil. 1572). — Arch. nation., P 14.

1553. — Arrêt du Parlement de Dijon, adjugeant à Louis de Chastellux la terre de Marcheseuil. Cette terre avait été vendue par Barbe de Hochberg à Sébastien de Vésigneux ; elle était passée à Jacqueline de Vésigneux (1), nièce et seule héritière de Sébastien, puis, par l'intermédiaire de Charles de la Porte, seigneur de Pes-selières, à François David, époux de Perronelle de la Porte ; mais la vente primitive avait été faite avec faculté perpétuelle de reméré (30 juillet 1572). — Arch. de Chastellux ; original.

1554. — Hommage au Roi par François de Terrières, pour la châtellenie de Piffonds, mouvant de la grosse tour de Sens, à lui advenue par le décès de son père Anne de Terrières, chevalier, seigneur de Chappes (14 janvier 1573). — Arch. nation., P 14, n° 327.

1555. — Echange de terres entre Gabriel Le Bourgoing, seigneur de Faulin, et Madeleine de Boisselet, femme de François de Veilhan, veuve en premières noces de Philippe de Longueval (22 fév. 1573). — Invent. des titres de Faulin.

1556. — Sentence arbitrale entre Gabriel Le Bourgoing, seigneur de Lucy, et Jean d'Angeliers, seigneur de Bèze, au sujet des limites des justices de Lucy et de Bèze (29 déc. 1573). — Invent. des titres de Faulin.

1557. — Vente par Edme de Masquin, écuyer, seigneur de Malfontaine, demeurant à la forge d'Andryes, paroisse de Surgy, à Gabriel Le Bourgoing, seigneur de Faulin, d'un pré au finage de Châtel-Censoir (19 février 1574). — Invent. des titres de Faulin.

1558. — Hommage au Roi par Charles de Harlay, écuyer, pour

(1) Mère de Saladin de Montmorillon, seigneur de Vésigneux.

la seigneurie de Dollot et Vaurobert, mouvant de la grosse tour de Sens, à lui advenue par le décès de son père, Christophe de Harlay, conseiller au Conseil privé du Roi et président au Parlement (30 avril 1374). — Arch. nation., P 14, n° 328.

1559. — Hommage au Roi par Vincent Miolat, pour partie du fief de la Mothe-lès-Villeneuve-l'Archevêque, mouvant de la grosse tour de Sens, à lui advenue par le décès de Péronne Daval, sa femme (13 juillet 1575). — Arch. nation., P 14, n° 330.

1560. — Vente par Saladin de Montmorillon, baron de Saint-Martin-du-Puy, seigneur de Vésigneux et de Saulx, à Louis de Chastellux, gouverneur de Metz, des terres et seigneuries de Lingoult, Montigny et la Ronce. Acte passé en présence de Nicolas Filzjean, docteur ès droits, avocat du Roi à Avallon (6 août 1575). — Arch. de Chastellux ; original.

1561. — Etat des avances faites par Louis de Chastellux pour la construction du pont, « puis naguères basti au dessous de Chastellux, sur la rivièrre de Chore » : à Jean Radigon, « maistre masson du pais de Limoges », 900 l. ; pour « les vins dudit marché » passé avec Jean Radigon, 200 l. ; « a Jehan Marot, charpentier, pour un pont de boys qu'il a construit au dessoubz dudict pont de pierre, affin de donner libre accès pour passer et repasser », 35 l. ; pour le charroi des pierres tirées de Tharoiseau, « a raison que la pierre proche dudict Chastellux n'est bonne a vouster », 100 l. ; « a Mercier, charpentier pour le boys et fasson des ceintres qu'il falloit pour vouster les arches », 200 l. ; à Jean Biard chafournier à Island, pour 66 muids de chaux, 66 l. ; à Guillaume Laurent, serrurier à Avallon, pour crampons, 73 l. ; « a noble Lazare Doyen, seigneur de Chaulmont, cappitaine du chastel dudict Chastellux, pour les peynes par luy prises a conduire la besongne et devis dudict pont et aussy a chercher et conduyre les charretiers », 150 l. ; au total, 5.448 livres (1576). — Arch. de Chastellux.

1569. — Hommage au Roi par Louis Bernage, avocat en Parlement, pour partie des « haultes censives et terraiges de Dymon, les Bordes et Villechetive », mouvant de la grosse tour de Sens, à lui advenues par le décès de sa mère et par échange avec les hoirs Mathurin Pichelin (8 août 1578). — Arch. nation., P 14, n° 332.

1563. — Hommage au Roi par Adrien Moreau, archer des

gardes du Roi, pour la moitié du fief de la Mothe-lès-Villeneuve-l'Archevêque, mouvant de la grosse tour de Sens et à lui advenue par acquisition (6 janvier 1579). — Arch. nation., P 14, n° 333.

1564. — Transaction entre Olivier de Chastellux, seigneur dudit lieu, et les habitants de Lingoult et des Boutis. Ces derniers pourront mener leur bétail, gros et menu, ès bois de haute futaie dits « les bois Lambert, les Porrois, les Corvées, le bois Gaulvin », excepté « le temps de grenier qui se prendra au jour et feste Saint Mathieu en septembre et finissant au jour et feste Saint Nicolas ensuivant ». Ils devront payer, en retour, une redevance de 3 sols et une poule par feu (30 avril 1581). — Arch. de Chastellux ; original.

1565. — Hommage au Roi par François d'Allonville, seigneur d'Oisonville et de Vertron, pour l'étang dit le grand Montregnault, mouvant de la grosse tour de Sens, à lui appartenant à cause de sa femme, Jeanne de Billy (17 février 1582). — Arch. nation., P 14, n° 335.

1566. — Hommage au Roi pour la seigneurie de Gisy-les-Nobles par Michel Carrier, praticien à Sens, « curateur créé par justice à la terre et seigneurie de Gisy, vaccant par le decedz de defunct Jacques de Monterey, en son vivant escuier, seigneur dudit lieu » (19 juin 1582). — Arch. nation., P 14, n° 336.

1567. — Procès entre Madeleine de Malleville, veuve de défunt Mathurin Barrault, « chevauteur d'escurie et servant la poste pour le Roy à Briare », et René de Prie, chevalier, gentilhomme ordinaire de la Chambre du Roi, demandeurs, d'une part, Nicolas Cosnart, Jacques de Perreau, écuyer, seigneur de Catillon, et Antoinette de Prie, sa femme, défendeurs, d'autre part. Les demandeurs accusaient le seigneur de Catillon de donner asile dans son château de Prie à Nicolas Cosnart, meurtrier de Mathurin Barrault (23 nov. 1582). — Arch. nation., X^{2a} 142.

1568. — Procès entre Amatre Bussière, potier d'étain à Auxerre, et Nicolas Royer, notaire audit lieu, qui refuse à son voisin de placer sur un mur mitoyen « ung arbre de fer pour porter une roue servant à l'estat de potier d'estain » (9 juillet 1583). — Arch. nation., X^{1a} 243.

1569. — Procès au civil entre Jacques de Crévecœur, sieur de Pailly, et François de Blondeaux, sa femme, fille de feu Hector de Blondeaux, sieur de Villefranche, d'une part, et Louis de La Grange, sieur de Trianon, greffier du baillage de Sens, d'autre part (9 juil. 1583). — Arch. nation., X^{1a} 243.

1570. — Procès au sujet de la propriété de deux moulins à eau sis à Vermenton, où interviennent Jean de Remigny, écuyer, seigneur de Joux, fils de Edme de Remigny, Philbert Moreau, « sieur de Courtenay lès Vermenton », Claude d'Aulnay, sieur d'Arcy, puis Etienne d'Aulnay (6 août 1583). — Arch. nation., X^{1a} 243.

1571. — Procès-verbal de visite du pont de Chastellux par Philibert Robert, « trésorier général de France en Bourgogne, faisant les visitations et chevauchées de sa charge ès bailliages d'Auxois et Aucerre », assisté de Nicolas Filzjean et Jean Boursault, avocat et procureur du Roi à Avallon, de Louis Ducamp et Nicolas Radot, maîtres maçons à Avallon, de Jean Radigon, Bernard Lutry et Clément Liénard, maîtres maçons de la Marche. Il constate que les crues de la Cure et le passage des trains de bois ont endommagé le pont et il est d'avis de satisfaire à la requête du seigneur de Chastellux qui, pour assurer l'entretien du pont, sollicite l'autorisation de percevoir un péage de 12 deniers sur chaque « mosle de bois passant au bois perdu », de 3 deniers sur chaque cheval non chargé, de 6 deniers sur chaque cheval avec charge, de 6 deniers sur chaque bête « aumaille », de 15 deniers sur chaque voiture de charroi, de 2 deniers sur chaque porc ou mouton (23 août 1583). — Arch. de Chastellux ; original.

1572. — Confirmation par le Parlement d'une sentence du bailli de Saint Florentin réintégrant dans la possession et jouissance de la seigneurie de Jaulges Christophe de Beaujeu, fils de feu François de Beaujeu, sieur de Jaulges, à l'encontre de Claude de Méry, veuve dudit François (7 sept. 1583) — Arch. nation., X^{1a} 243.

1573. — Procès entre Jacques, Louis, Edme et Pierre de Jaucourt, sieurs de Villarnoul, fils de Jean de Jaucourt, François de Courtenay, sieur de Bontin, leur tuteur, Louis de Chastellux capitaine et gouverneur de la citadelle de Metz, leur curateur, requérant l'entérinement des lettres royaux obtenues les 28 février

1540 et 2 mai 1578 d'une part, Saladin de Montmorillon, baron de Saint-Martin-du-Puy et Beauregard, sieur de Vésigneux et Saulx, fils de feu Saladin de Montmorillon, capitaine de cent chevau-légers et de Jacqueline de Vésigneux (1), défendeur audit entérinement. Le Parlement « condamne ledict de Montmorillon souffrir le rachapt de la rente de quarente livres tournois mentionné au procès et, en ce faisant, soy desister et departir de la detention et occupation de la terre de la Maison-Dieu et choses baillées pour assignat de ladicte rente » (7 sept. 1583). — Arch. nation., X^{1a} 243.

1574. — Arrêt des Grands Jours de Troyes condamnant Antoinette Rousselet, coupable du vol d'un mouton au préjudice de M^e Odot Boussard, curé d'Argenteuil, a être exposée pendant deux heures au carcan et pilori d'Argenteuil, « ayant la peau dudit mouton sur ses espaulles » (15 septembre 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1575. — Arrêt des Grands Jours de Troyes condamnant à l'amende honorable, à diverses amendes pécuniaires et au bannissement perpétuel hors du bailliage de Saint-Florentin Jean Finot et Jean Moreau, de Saint-Flórentin, pour « des blasphemes execrables contre l'honneur de Dieu, de l'Eglise et des ministres d'icelle, » et pour injures envers Merle Thierriat, bailli de Saint-Florentin (16 sept. 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1576. — « Ce jour, les officiers du bailliaige d'Auxerre ont, en la presence des gens du Roy, faict recit a la court [des Grands Jours de Troyes] de l'estat du pays. A esté arresté que les nommez Rougemont, seigneur de Bazanne (Bazarnes), La Mothe-Culon, Vaudoizy dict Jambe de Bois, La Borde-Pestau et ung autre appellé Monfilz seront prins au corps et admenez en la conciergerie du Palais ». A faute de les appréhender, ils seront ajournés « a trois briefs jours, a son de trompe et cry public, leurs biens saisis, commissaires y establiz et garnisons mises en leurs maisons,

(1) « Ladicte Jacqueline fille de feu Jehan de Vezigneux, filz aîné de feu Lucas de Vésigneux et de Clère de Clairemont, ses père et mère, et heritiere universelle de feu Sebastien de Vésigneux, son oncle et frere germain dudit Jehan de Vésigneux, lesdictz Jehan et Sebastien de Vésigneux enfans seulz et heritiers dudit deffunct Lucas de Vésigneux et Guillemette de Cussigny ».

jusques a ce qu'ilz ayent obey » (16 sept. 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1577. — Mandement d'appréhender Guillaume Duval, écuyer, seigneur du Fay, Mâlay-le-Roi et Villechétive, pour « rebellions faictz a justice » (22 septembre 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1578. — Arrêt des Grands Jours de Troyes renvoyant au bailli de Sens les informations faites contre divers à la requête de Maximilien de Sallazar, écuyer, seigneur des Sièges et de Vendevre (22 sept. 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1579. — Citation à comparaitre devant les Grands Jours décernée contre le seigneur d'Avigneau, Jacques Chorbin, dit Chardon et François Fautemoul (22 septembre 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1580. — Mandement d'appréhender et de transférer à Auxerre, où leur procès sera instruit par le bailli, le capitaine Chesnay, le capitaine Pétau et les nommés Lespine et Chanton (22 septembre 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1581. — Sur le vu des informations des prévôts des maréchaux d'Auxerre et de Sens, les Grands Jours de Troyes ordonnent d'appréhender les capitaines Bourg et Tiret et leurs « complices » (24 sept. 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1582. — Ajournement devant le bailli d'Auxerre de Gabriel Boisselet, sieur du Bois-Taché, et du curé de Brosse, poursuivis à la requête de Hugues Bargedé, juge des terres de Vézelay (26 sept. 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1583. — Ajournement devant les Grands Jours de Troyes de Claude Pierre, greffier en l'élection de Sens (27 sept. 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1584. — Lettres de Henri III confirmant à Guy de Laval, marquis de Nesle, comte de Joigny, gentilhomme ordinaire de la Chambre, capitaine de cinquante hommes d'armes, le titre de « doyen et premier pair des sept comtes et pairs des comtes » de Champagne, en tant que comte de Joigny ; ce titre, qui entraînait pour les comtes de Joigny le privilège d'être assis, aux Grands

Jours et dans les autres assemblées, au-dessus des autres comtes, était contesté audit Guy de Laval, « sous prétexte qu'aucuns de nos predecesseurs n'avoient fait leur actuelle residence audit Joigny » (Paris, septembre 1583). — Biblioth. nation., Collect. de Champagne.

1585. — Ajournement devant le bailli d'Auxerre de R. de Blosset, écuyer, seigneur de Chassy (3 octobre 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1586. — Ajournement devant les Grands Jours de Troyes, de Nicolas Bargédé, « president au bailliage d'Auxerre », poursuivi à la requête du procureur général du Roi (6 oct. 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1587. — Mandement d'appréhender « maistre Loys Penon » et de le transférer devant le bailli de Sens qui instruira son procès (7 oct. 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1588. — Réception à juger du procès par écrit d'entre Antoine de Melun, écuyer, seigneur de Courlon, d'une part, Jean de Chaumont, écuyer, sieur de Vernoy, Louise de Bernard, sa femme, Jean de Bernard, écuyer, seigneur de Champigny, d'autre part (7 oct. 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1589. — Mandement d'appréhender « Denys Chappu, prebstre, demourant a Chevannes, le cappitaine Rougemont seigneur de Bazarne, Vaudoisy dict la Jambe de Bois, de Mailly la Ville, la Borde Petau de Collange, la Mothe Cullon de Trussi près Bazarne, Leonard Le Muet, seigneur de Corbelin, Gabriel de Blamont », etc. (7 oct. 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1590. — Délégation par les Grands Jours de Claude de Bragelonne, conseiller au Parlement, pour informer es villes d'Auxerre et Vézelay des crimes dont la cour des Grands Jours s'est réservé la connaissance. Injonction est faite aux prévôts des maréchaux de Sens, Auxerre et Vézelay, aux échevins des villes et à tous officiers du Roi, de lui prêter main-forte pour l'exécution de ses mandements (7 octobre 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1591. — Mandement d'appréhender le sieur de Magny, « mary de la dame d'Avigno » (10 octobre 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1599. — Ajournement devant le bailli de Sens de Jean Laproste, curé de Villiers Vineux (14 octobre 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1598. — Commission donnée par les Grands Jours de Troyes à Jacques Maslard, conseiller au présidial de Sens, « pour informer, oyr et examiner ung nommé Devarillac, orfèvre de Sens, sur la congnoissance et advertissement qu'il a de ceulx qui fabriquent de la faulse monnoye » (15 octobre 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1594. — Invitation à Grégoire Maslard, substitut du procureur général du Roi au bailliage de Sens, d'envoyer sans délai aux Grands Jours, à Troyes, « le registre ou roolle de ceulx qui ont cy devant et depuis cinq ans présenté lettres de remission audict bailliage de Sens sans qu'elles ayent esté entherinées » (15 octobre 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1595. — Transfert de divers condamnés aux prisons de Sens, « pour y demourer jusques a ce qu'il passe ung conducteur de forsaires, pour iceulx enlever et mener ès gallaires » (17 oct. 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1596. — Mandement d'appréhender Jean Regnault, dit Chitry, prévôt des maréchaux de Vézelay, poursuivi à la requête de Hélie Bargedé, bailli de Vézelay (17 octobre 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1597. — Comparution au greffe de la cour des Grands Jours, à Troyes, de Denis Mousseau, lieutenant en la châtellenie de Saint-Sauveur, appelant du bailli d'Auxerre, à l'encontre de Hélie Le Clerc, substitut du procureur général du Roi au bailliage d'Auxerre (26 oct. 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1598. — Invitation à Claude Séjournant, greffier du bailliage de Sens, d'apporter en personne au greffe de la Cour des Grands Jours, à Troyes, le procès criminel instruit à l'encontre de Le Bourgoing, écuyer, seigneur de Vernoy (14 nov. 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1599. — Procès entre Jean Chichée, lieutenant au bailliage de Dannemoine, et Robert d'Anstrude, écuyer, seigneur de Tronchoy (15 nov. 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1600. — Ajournement devant les Grands Jours, à Troyes, de Simon Colin, substitut du procureur du Roi en l'élection de Tonnerre, poursuivi à la requête de Claude Arneau, enquêteur au bailliage de Sens (19 nov. 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1601. — Commission donnée à M^e Jacquot, prévôt de Troyes, de se rendre à Auxerre, pour « informer contre les officiers du bailliage d'Auxerre des prétendues concussions et autres malversations comises en leurs estats » (22 nov. 1583). — Arch. nat., X^{2a} 143.

1602. — Arrêt des Grands-Jours de Troyes, portant que la maison sise à Lixy d'Antoine Hodouart, dit le capitaine Michery, condamné à mort par contumace, sera rasée et démolie, « avec deffences à l'advenir de y rebastir » (23 nov. 1583). — Arch. nat., X^{2a} 143.

1603. — Ajournement devant le bailli de Sens de Hector de Saint-Blaise, seigneur de Pouy, poursuivi à la requête du procureur de la seigneurie de Courgenay (23 nov. 1583). — Arch. nat., X^{2a} 143.

1604. — Arrêt des Grands-Jours de Troyes, condamnant Jean Garnot, lieutenant fiscal au bailliage de Joigny, à faire amende honorable au parquet de la Cour, à l'incapacité de tenir désormais aucun office de judicature et au bannissement pendant cinq ans hors des bailliages de Troyes et de Joigny. Ledit Garnot est accusé d'avoir, « sans advis de conseil et de nuict, condamné ung nommé Guyot aux galleres, et icelluy delivré au cappitaine des galleres, nonobstant l'appel » (28 nov. 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1605. — Renvoi devant le bailli de Troyes, du procès criminel instruit par Claude Le Clerc, président en l'élection de Saint-Florentin, à l'encontre de Guillaume Mathieu (29 nov. 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1606. — Arrêt des Grands-Jours de Troyes condamnant Martin Aumont à être pendu, après avoir fait amende honorable, sur la place de la halle de Bray-sur-Seine. Ledit Aumont est coupable de « blasphèmes execrables » et de vols au préjudice de Jean Bachelier, seigneur en partie de Serbonnes (5 déc. 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1607. — Renvoi devant le bailli de Melun du procès intenté par Jean Guérard, marchand à Sens, contre Jean Toison, fils de Louis Toison, lieutenant particulier au bailliage de Sens (5 déc. 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1608. — Renvoi devant le Parlement de Paris du procès criminel instruit par le bailli d'Auxerre à l'encontre de François Durant, sur la requête de Daniel du Verger, seigneur de Bonnard (5 déc. 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1609. — Bannissement pendant un an hors du bailliage d'Auxerre, prononcé par la Cour des Grands-Jours de Troyes contre Adam de Coqueborne, écuyer, seigneur de la Rippe (10 déc. 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1610. — Arrêt des Grands-Jours de Troyes condamnant Nicolas Bargedé, président au siège présidial d'Auxerre, à la suspension de son office pendant trois ans (12 déc. 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1611. — Réquisition des gens du Roi tendant à ce que Germain Le Clerc, lieutenant général du bailliage d'Auxerre, et Henri Le Clerc, substitut du procureur général du Roi audit bailliage, soient suspendus de leurs offices pendant trois ans (12 déc. 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1612. — Procès entre Marie de Fontaine, abbesse de Saint-Julien d'Auxerre, et le seigneur de Migennes, au sujet de la possession de certains bois (12 déc. 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1613. — Procès entre Avoye Colombat, de Sceaux, bailliage d'Auxois, appelant d'une sentence du bailli de l'Isle-sous-Montréal, et François aux Espaulles, chevalier, seigneur de Pizy (13 déc. 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1614. — Interdiction par la cour des Grands-Jours aux officiers du bailliage d'Auxerre de recevoir indûment des épices et « d'eslargir les prisonniers pendant les recollemens et confrontations des tesmoins » (14 déc. 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1615. — Arrêt des Grands-Jours de Troyes condamnant : 1° Germain Le Clerc, lieutenant général du bailliage d'Auxerre, à la suspension de son office pendant trois mois et à une amende de 50 écus au profit des pauvres de la ville ; 2° Henri Le Clerc, sub-

stitut du procureur du Roi audit bailliage, à une amende de 20 écus au profit des pauvres d'Auxerre (15 déc. 1583). — Arch. nat., X^{2a} 143.

1616. — Arrêt des Grands-Jours de Troyes condamnant pour faux Guillaume du Broc, lieutenant criminel au bailliage d'Auxerre, au bannissement perpétuel hors du royaume et à la confiscation de ses biens (15 déc. 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1617. — Renvoi devant le Parlement de Paris du procès criminel instruit par le bailli d'Auxerre à l'encontre de Michel Privé, élu à Auxerre, à la poursuite de la veuve de Luc Blondel dit Darras, « maistre imagier » [à Auxerre] (1) (16 déc. 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1618. — Arrêt des Grands-Jours de Troyes, condamnant par contumace Jean de la Borde dit Petau, de Coulanges-sur-Yonne, Jean de Rougemont, de Bazarnes, La Mothe-Cullon de Trucy, à « estre decapitez sur ung eschaffault qui sera dressé en la place du marché au bled de ceste ville de Troyes, si prins et apprehendez peuvent estre, sinon par effigie » ; « leurs biens estans en pays de confiscation seront acquis et confisquez a qui il appartiendra » ; sur ceux non sujets à confiscation seront prélevées diverses amendes au profit du Roi et des établissements religieux de Troyes ; en outre, « le chasteau et maison dudict de la Borde Petau sera razé et desmoly et les fossez d'icelluy, si aucuns y a, comblez ». Le complice des condamnés ci-dessus, Vaudoisy dit Jambe-de-Bois, est banni pendant cinq ans du bailliage d'Auxerre (16 déc. 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1619. — Renvoi devant le bailli de Sens du procès instruit par Jean Guenin, conseiller au bailliage d'Auxerre, sur la poursuite de la veuve de François Piedefer, chevalier, seigneur du Bois-de-la-Raye, à l'encontre de Etienne Moreau (17 déc. 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1620. — Requête de Jean Regnault, prévôt des maréchaux de Vézelay, tendant à ce que la connaissance du procès à lui intenté par Nicolas Bargedé et Hélie Bargedé, son fils, bailli de Vézelay, soit enlevée au bailli de Troyes (19 déc. 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

(1) M. Drot a relevé dans ses *Documents tirés des anciennes minutes des notaires*, etc., (p. 228) une dynastie de sculpteurs du nom de Blondel, établis à Auxerre au xvi^e siècle ; mais Luc Blondel lui était resté inconnu.

1631. — Renvoi devant le Parlement de Paris du procès criminel intenté à Louis de la Borde, écuyer, seigneur en partie de Mouffy (19 déc. 1583). — Arch. nation., X^{2a} 143.

1632. — Procès entre Joseph Catin, avocat au bailliage de Tonnerre, et Edme Barbette, doyen de l'église Notre-Dame dudit lieu (31 déc. 1583). — Arch. nation., X^{2a} 144.

1633. — Arrêt du Parlement accordant à Guillaume du Broc, ancien lieutenant criminel au bailliage d'Auxerre, a cause de « son vieil âge » et de l'indisposition de sa personne, un nouveau délai de deux mois avant de satisfaire à l'arrêt, du 15 décembre précédant, des Grands-Jours de Troyes qui le condamne au bannissement (3 mars 1584). — Arch. nation., X^{2a} 144.

1634. — Procès entre Louise de Sallazar, veuve de Galas de Sallazar, et Savinien de Launay, sieur de Molinons, « guydon de cinquante hommes d'armes soubz le sieur de Sautour » (12 mars 1584). — Arch. nation., X^{2a} 144.

1635. — Informations faites à l'encontre de François Le Bascle, écuyer, seigneur d'Argenteuil, sur la requête de Denise Hériot (19 mars 1584). — Arch. nation., X^{2a} 144.

1636. — Confirmation par le Parlement d'une sentence du bailli de Lavau et des pays de Puisaye, portant que Marguerite Servant, « pour avoir celé sa grossesse et enterré son enfant en terre profane, encore respirant », sera pendue à une potence dressée devant la halle de Saint-Fargeau, puis exposée à un gibet sur le chemin de Lavau. Le Parlement ordonne en outre que la sentence sera lue « par chascun dimanche aux prosnes des messes parrochiales du duché de Saint-Fergeau » (5 avr. 1584). — Arch. nation., X^{2a} 144.

1637. — Arrêt du Parlement condamnant Pasquier Ténot, charpentier, pour bigamie, a être fustigé par les carrefours d'Auxerre, « mis au pillory de ladite ville le temps et espace de deux heures, ayant sur sa teste une mieure contenant la cause de ladite execution », et banni du bailliage pendant un an (27 avril 1584). — Arch. nation., X^{2a} 144.

1638. — Poursuites exercées pour malversations contre Jean de Jouy, maître particulier des eaux et forêts du bailliage de Sens (18 mai 1584). — Arch. nation., X^{2a} 144.

1630. — Conflit de juridiction entre Geoffrine de La Rue, dame de Sergines, et Philippe du Moulin, veuve de Charles de Fleurigny (26 mai 1584). — Arch. nation., X^{2a} 144.

1630. — Citation à comparaître devant le Parlement décernée contre Patrice Hériot, seigneur de Moulins, Barbe de Chastenay, sa femme, et autres, poursuivis à la requête de Claude de Longueville, tuteur ordonné par la Cour à Ambroise Le Bascle, seigneur d'Argenteuil (5 juin 1584). — Arch. nation., X^{2a} 145.

1631. — Crispinien Vigier, abbé de Saint-Jean-lès-Sens, récuse le lieutenant du bailliage de Sens, désigné pour visiter les bois de son abbaye (21 juin 1584). — Arch. nation., X^{2a} 145.

1632. — Arrêt du Parlement portant qu'Antoine Hodouard, dit le capitaine Michery, prisonnier en la Conciergerie, aura la tête tranchée en la place des halles de Paris, le corps porté au gibet de Montfaucon, la tête portée à Sens et fichée en un poteau sur la place publique de ladite ville ; préalablement ledit Hodouard sera soumis à la question (1) (23 juin 1584). — Arch. nation., X^{2a} 145.

1633. — Condamnation à l'amende honorable et au bannissement hors du bailliage de Joigny pendant neuf ans, prononcée contre Jean Nardeux, avocat à Joigny, pour « usures énormes et griefves » (23 juin 1584). — Arch. nation., X^{2a} 145.

1634. — Réformation par le Parlement d'une sentence du prévôt d'Aillant à l'encontre de Jean Lemoine, pour blasphèmes et « propos maisonans et scandaleux contre l'honneur et pudicité de sa mère ». Le prévôt avait condamné le coupable à faire amende honorable, à « avoir la levre ouverte d'un fer chaut jusques a apparence de dent », à être marqué d'un fer chaud sur l'épaule droite et à faire cinq ans de galères. Le Parlement réduit l'ensemble de la peine à une année de bannissement hors du bailliage de Joigny (11 juillet 1584). — Arch. nation., X^{2a} 145.

1635. — Procès entre Jean Foulon, receveur fermier de la prévôté de Chablis, et Samuel Spifame, grand prévôt de Chablis (9 août 1584). — Arch. nation., X^{2a} 145.

(1) L'arrêt fut exécuté (Voy. 27 septembre 1584, *ibidem*).

1636. — Arrêt du Parlement condamnant Catherin Vinette, sergent royal au bailliage d'Auxerre, à une amende de 10 écus, « applicable a la reparacion de l'hostel des pauvres pestiferez de la ville d'Aucerre » (4 sept. 1584). — Arch. nation., X^{2a} 145.

1637. — Procès entre Etienne Haton, avocat au bailliage de Sens, Catherine Dauphigny, sa femme, d'une part, et Christophe de Leschenau, d'autre part (15 sept. 1584). — Arch. nat., X^{2a} 145.

1638. — Arrêt du Parlement portant que Louis de la Borde, écuyer, seigneur en partie de Mouffy, prisonnier en la Conciergerie du palais aura la tête tranchée en place de Grève. Le condamné avait été poursuivi à la requête de « Pierre de Saint-Martin et consorts, heritiers de deffunct maistre Christoffe Ferrant, vivant lieutenant au bailliage de Sens » (18 sept. 1584). — Arch. nation., X^{2a} 145.

1639. — Lettres d'Etienne Filzjean, lieutenant au bailliage d'Auxois, entérinant les lettres patentes du 12 avril 1584, par lesquelles Olivier de Chastellux est autorisé à percevoir sur le pont de Chastellux les péages, établis d'après l'avis du trésorier Robert (11 mai 1585). — Arch. de Chastellux ; original.

1640. — Hommage au Roi par le cardinal de Vendôme pour la seigneurie de Vallery, à lui appartenant par l'acquisition qu'il en a faite à faculté de remerer du prince du Condé (14 janv. 1586). — Arch. nation., P 14, n° 340.

1641. — Hommage au Roi par Pierre Sourhouette du Halde, chevalier, baron d'Avrilly, « seigneur chastellain de Beauche », pour la seigneurie de Vincelottes, mouvant du comté d'Auxerre (3 février 1586). — Arch. nation., P 14, n° 341.

1642. — Hommage au Roi par Palamèdes de Foudriat, en son nom et en celui de Marie Charles, veuve d'Etienne Gerbault, secrétaire du Roi, puis d'Olivier de Foudriat, lieutenant particulier au bailliage d'Auxerre, pour la seigneurie de Champlay, mouvant de la grosse tour de Villeneuve-le-Roi, à eux advenue par le décès de Pierre de Foudriat (4 août 1586). — Arch. nation., P 14, n° 342.

1643. — Quittance donnée par Mathurin Péry, maçon de la Marche, à Olivier de Chastellux, de 400 écus à lui dûs pour les réparations du pont de Chastellux (26 nov. 1586). — Arch. de Chastellux.

1644. — Ventes à Olivier de Chastellux par divers — dont Lazare de Loron, seigneur de Domecy-sur-Cure — de vignes situées au finage de Sœuvre (1585-1586). — Arch. de Chastellux ; originaux.

1645. — Procès entre Mathieu Dalençon et Miles Gibier, avocat du Roi au bailliage de Sens, au sujet de la levée d'un moulin (11 avr. 1587). — Arch. nation., X^{1a} 253.

1646. — Procès entre Louis de Carrouble, sieur du Plessis et de Magny, légataire de feu Christine d'Aulnay, veuve de Jacques de Meung, « sieur de la Ferté-Challamand », d'une part, Jacob de Meung, sieur de Leugny, Louise de Brandon, sa femme, Antoine de Humes, sieur de Cherisy, et Claude d'Aulnay, sieur d'Arsy, d'autre part, au sujet de l'exécution du testament de ladite Christine d'Aulnay (15 avr. 1587). — Arch. nation., X^{1a} 253.

1647. — Procès entre Etienne Jullien, curé de Champigny [sur-Yonne], et Claude Frecot, lieutenant en la justice de... (18 avril 1587). — Arch. nation., X^{1a} 253.

1648. — Hommage au Roi par Joachim de Monterey, écuyer, homme d'armes de la compagnie du duc du Maine, pour partie de la seigneurie de Gisy-les-Nobles, mouvant de la grosse tour de Sens (19 juin 1587). — Arch. nation., P 14, n° 343.

1649. — Procès entre Pierre de l'Abbaye, chevalier, seigneur de Chaumot, ayant la garde noble de Paul de l'Abbaye, fils dudit Pierre et de feu Aimée Millaut, d'une part, et Rolland Larcher, notaire royal à Sens, d'autre part (27 juin 1587). — Arch. nation., X^{1a} 253.

1650. — Procès au civil entre Jean Daiz (ou David), chevalier de Saint-Jean-de-Jérusalem, commandeur d'Auxerre, et Guillaume Lhoste (4 juil. 1587) — Arch. nation., X^{1a} 253.

1651. — Procès entre les détenteurs du moulin des Merles, en la paroisse de Parly, et les religieux du couvent de Saint-Séverin de Château-Landon (24 juillet 1587). — Arch. nation., X^{1a} 254.

1652. — Procès entre François de la Magdeleine, gentilhomme ordinaire de la Chambre, bailli d'Auxois, seigneur de Ragny, requérant l'entérinement de lettres royaux du 11 août 1571, et Françoise de la Platière, dame des Bordes, héritière de feu Imbert de

la Platière, sieur de Bourdillon, maréchal de France, femme de Louis d'Ancienville, défenderesse audit entérinement. Les deux parties appellent d'une sentence des Requêtes du Palais, du 22 août 1583, annulant deux contrats de 1555 et 1559. Le Parlement confirme cette annulation, mais ne tranche point les revendications de Françoise de la Platière sur l'héritage de Claude de Damas, mère de François de la Magdeleine (17 oct. 1587). — Arch. nation., X^{1a} 254.

1653. — Procès entre Pierre Joullé, chanoine de Vézelay, et Jacques Olivier (28 novembre 1587). — Arch. nation., X^{1a} 255.

1654. — Revendications par Antoine Carlier, « herault d'armes de France au tiltre de Bourgoingne », comme ayant les droits de Jean Anchez, trésorier général des finances du prince de Condé, de 1.375 livres qu'il prétend lui être dues par Jacques Hay, ancien fermier de la seigneurie de Vallery. (23 décembre 1587). — Arch. nation., X^{1a} 255.

1655. — Vente par Olivier de Chastellux, seigneur dudit lieu, à Claude Olina, docteur en médecine à Avallon, moyennant 3.000 écus d'or, de la seigneurie de Saint-Germain-des-Champs. Acte passé à Avallon, en présence de Philibert de Lanty, seigneur de Railly, et de Lazare Ramonnet, chirurgien audit lieu (1^{er} janvier 1588). — Arch. de Chastellux ; original.

1656. — Procès au civil entre Jean Gautier, élu en l'élection de Tonnerre, et Sébastien Filzjehan, avocat à Avallon (16 janvier 1588). — Arch. nation., X^{1a} 255.

1657. — Confirmation par le Parlement d'une sentence du bailli de Montargis déboutant Denis Ménage, curé de Champcevais, de sa prétention de faire restituer à Edme Noirot les dimes de la paroisse ; ces dimes avaient été données à bail audit Noirot par le prédécesseur de Denis Ménage, Antoine Joureau (30 janvier 1588). — Arch. nation., X^{1a} 255.

1658. — Procès entre Anne Guimier, femme de « Nicolas Legras, sieur de Fontaines, receveur héréditaire des décimes au diocèse de Sens », et Simon Legras, au sujet du rachat d'une rente (30 janvier 1588). — Arch. nation., X^{1a} 255.

1659. — Procès au sujet de partage de biens entre Edme Bargédé, conseiller au présidial d'Auxerre, et Claire Charles, sa

femme, d'une part, Jean Rousselet, grenetier d'Auxerre, Perrette Vincent, sa femme, veuve en premières noces de Claude Charles, avocat, Etienne Fernier, enquesteur au bailliage d'Auxerre, Marie Charles et Claude Charles, d'autre part (6 février 1588). — Arch. nation., X^{1a} 255.

1660. — Procès entre Marguerite de Vêlu, veuve de Michel de Poisieu, chevalier, seigneur de Vallery, Gaspard de Poisieu, baron de Marolles, son fils, demandeurs, d'une part, et Jean Saladin d'Anglure, sieur de Longueville, intimé, d'autre part. Les demandeurs réclament l'annulation d'une sentence du prévôt de Paris du 13 février 1559, rendue entre Christophe de Louan, comme tuteur de Jacques Saladin d'Anglure, étudiant à Paris, fils de Jacques d'Anglure, avoué de Théroüanne, et de Nicolle de Louan, d'une part, Marguerite de Velu, veuve de Michel de Poisieu, comme ayant la garde noble de son fils aîné, Jacques de Poisieu, et de ses petits-fils, Emery, Gaspard, Etienne et Philippe de Poisieu ; par cette sentence le prévôt de Paris cassait la vente des seigneuries de Thou et de Fontaine-Aubrain, passée entre Guillaume et Jacques d'Anglure et Louis de Poisieu (20 février 1588). — Arch. nation., X^{1a} 255.

1661. — Procès entre Jacques Maslard, conseiller au présidial de Sens, et Jeanne Perron, sa femme, d'une part, Charlotte Volant, veuve de Pierre Lhuillier, et Fiacre Baillet, substitut du procureur du Roi au siège de Villeneuve-le-Roi, héritier par sa femme de Pierre Lhuillier et de Madeleine Ferrand, son aïeule (27 février 1588). — Arch. nation., X^{1a} 255.

1662. — Procès entre Fiacre Pélerin, archidiacre de l'église de Sens, demandeur, et Valentin Duglas, abbé de Saint-Rémi-lès-Sens, défendeur. Le demandeur revendique le droit exclusif, en sa qualité de grand archidiacre de Sens, « d'installer, introniser et mettre en possession ledit deffendeur de sa dicte abbaye et, pour son droit, avoir et prendre d'icelluy deffendeur ung marc d'or ». Le Parlement confirme les prétentions de l'archidiacre, déjà admises par arrêt des maîtres des Requêtes du Palais du 19 décembre 1583 (19 mars 1588). — Arch. nation., X^{1a} 255.

1663. — Attestation par François Naudot, notaire ecclésiastique, que Reine Simon, veuve de Jean Fribourg, récemment décédé de la contagion, s'est présentée à lui dans le cimetière de Sainte-Magnance et là, devant divers témoins, « s'est dessainte

sur la fosse » de son feu mari; « lors de son decez, elle estoit contagiée et malade en sa maison et ne pust sortir d'icelle pour venir à son enterrement; maintenant elle veult faire la dessaincte sur sa fosse, comme elle avoyt voulonté de faire si elle eust pu estre audict enterrement »; les témoins de l'acte refusent de le signer, « pour le danger de contagion » (13 avril 1588). — Arch. d'Epoisses.

1584. — « Sentence du bailliage de Chastellux qui condamne tous les habitants, sujets au droit de guet et garde, à reprendre l'exercice d'icellui interrompu par la contagion » (31 mai 1588). — Arch. de Chastellux; pièce perdue.

1585. — « Etat arrêté par M. de Tavannes, lieutenant de Bourgogne, pour la solde du quartier de juillet de douze soldats à pied français établis en garnison au château de Chastellux, sous la conduite du seigneur de Chastellux » (7 août 1588). — Arch. de Chastellux; pièce perdue.

1586. — Confirmation par le Parlement d'une sentence du bailli d'Auxerre condamnant Claude de Meung, chevalier, seigneur de Dracy, à servir une rente viagère de 16 écus à Bertrand Roland, curé de Dracy, et à payer au Roi une amende de 200 écus, applicables savoir : 20 écus à la réparation de l'église de Dracy, 10 écus aux pauvres de l'hôpital d'Auxerre, et le reste à la « construction et réparation des prisons royaulx d'Auxerre » (19 novembre 1588). — Arch. nation., X^{2a} 148.

1587. — Procès entre Adrien Moreau, écuyer, sieur de la Mothe, archer des gardes du corps du Roi, et Claude Frenet, sa femme, veuve en premières noces de Claude Grapillard, les hoirs de Jacques Rousselin, en son vivant capitaine de Villeneuve-l'Archevêque, d'une part, et Jacques Lebailly, receveur des amendes de la cour du Parlement (23 novembre 1588). — Arch. nation., X^{2a} 148.

1588. — Procès entre Jean Miette, grand archidiacre et official de Sens, et Grégoire Taveau, avocat au présidial de Sens (1^{er} décembre 1588). — Arch. nation., X^{2a} 148.

1589. — Supplément d'information au procès de Martial Bertin, de Cravant, « convaincue d'estre vaudoise et sorcière » et condamnée pour ce fait à la peine capitale par le prévôt des maréchaux d'Auxerre (3 décembre 1588). — Arch. nation., X^{2a} 148.

1570. — Requête de Toussaint Thiénot tendant à ce que la confiscation de ses biens, prononcée au profit de Louis de Magny, sieur d'Avigneau, et Marie de Chuyn, sa femme, pour raison d'un homicide dont il a été reconnu innocent, soit levée (3-5 décembre 1588). — Arch. nation., X^{2a} 148.

1571. — Procès criminel où interviennent Edme de Castres, curé de Villemanoché, Grégoire Taveau, avocat au présidial de Sens, Claude Pluot, notaire à Sens, ancien greffier en la justice de Villemanoché, et X... Fauvelet, substitut du procureur du Roi au bailliage de Sens (12 décembre 1588). — Arch. nation., X^{2a} 148.

1572. — Informations contre Nicolas Jazu, lieutenant particulier au bailliage de Tonnerre, faites à la requête de Pierre Thureau, lieutenant général audit bailliage (2 janvier 1589). — Arch. nation., X^{2a} 148.

1573. — Ajournement devant le Parlement, à la requête du procureur du Roi, de Germain Delye, conseiller au siège présidial d'Auxerre (23 janvier 1589). — Arch. nation., X^{2a} 148.

1574. — « Ordonnance de M. de Tavannes pour lever sur chaque particulier sujet au droit de guet et garde 15 sous par mois pour l'entretien de vingt soldats au château de Chastellux, à cause de la suspicion des dits particuliers qui étaient dans le parti de la Ligue et ennemis du Roi, ainsi que les villes voisines » (27 juin 1589). — Arch. de Chastellux ; pièce perdue.

1575. — « Brevet du Roi, donné au camp à Etampes, qui, en considération des bons et fidèles services de Messieurs de Chastellux et de Blanchefort, leur fait don de tous les bois étant sur la rivière de Cure appartenant aux marchands résidant parmi les rebelles » (8 novembre 1589). — Arch. de Chastellux ; pièce perdue.

1576. — « Ordonnance de M. de Tavannes qui permet à M. de Chastellux de lever sur tous les bénéficiers favorisant le parti de la Ligue, même sur l'abbaye de Reigny, les dîmes et revenus d'iceux, pour être employés à l'entretien de vingt soldats en garnison à Chastellux » (6 janvier 1590). — Arch. de Chastellux ; pièce perdue.

1577. — « Procédures en 1591 au bailliage d'Avallon, à la requête de M^e Olivier de Chastellux, contre les habitants de

Ménades et de Précy, pour les astreindre au guet et garde du château de Chastellux, attendu la démolition du château de Pierre-Pertuis, duquel ils étaient retrayants ; sur lesquelles il y a eu sentence, tant contre lesdits habitants que contre dame Claude de Bellanger, dame de Pierre-Pertuis, intervenante le 15 septembre 1591, qui adjuge la demande du dit seigneur » (15 septembre 1591). — Arch. de Chastellux ; pièce perdue.

1578. — Procuration donnée par Loup de la Ferté, écuyer, seigneur de Saint-Martin et Fouronnes, gentilhomme ordinaire de la Chambre, capitaine de cent harquebusiers à cheval, et Marie de la Borde, sa femme, à Barbe Tribolé, pour acquérir moitié des seigneuries de Merry-Sec, Usselot et Pierrefitte. Acte passé au château de Leugny, en présence de Arthur Franc de Duisant, écuyer, « seigneur de la Geneste et d'Homme en partie » (7 août 1593). — Arch. de Chastellux ; original.

1579. — Lettres de Jean Odebert, lieutenant criminel au bailliage d'Auxois au siège d'Avallon, seigneur des Moulins-Saint-Martin et de l'Etang-aux-Moines, bailli de l'Isle-sous-Montréal, portant que Gabrielle de Laval, marquise de Nesle, comtesse de Joigny, dame de Thizy, Presles, Ferrières et de l'Isle-sous-Montréal, veuve de François aux Espauls, capitaine de 50 hommes d'armes, a vendu à Barbe Tribolé, dame de Pesteau et Misery, veuve de Denis d'Etampes, seigneur de la Pinaudière, et à Loup de la Ferté, écuyer, seigneur de Fouronnes, les terres et seigneuries de Merry-Sec, Usselot et Pierrefitte, moyennant 2.000 écus d'or (1), plus 216 écus 2/3 « pour les épingles ». Acte passé à l'Isle, en présence de Jean de Vézon, écuyer, coseigneur d'Annoux (26 août 1593). — Arch. de Chastellux ; original.

1580. — Procès entre Antoine Lecaron, notaire à Saint-Florentin, d'une part, Marie Le Clerc, veuve de Baltazar Jeanneau, élu à Saint-Florentin, et Nicolas Jeanneau, avocat audit lieu, d'autre part (29 novembre 1593). — Arch. nation., X² 149.

1581. — Main-levée de la saisie des biens de Nicolas Gaudion, sergent royal à Chablis. Bien qu'il se soit toujours montré fidèle à « l'obéissance des princes tenant le party de la sainte union des catolicques », malgré « la bonne diligence et vaillance qu'il a portée à la deffence de ladicte ville de Chablis », où il a été commis à

(1) Dont 1.400 écus pour les terres de Merry-Sec et Pierrefitte.

la recette des deniers communs en 1590 et 1591, ses ennemis ont réussi à obtenir du duc de Guise, gouverneur de Brie et de Champagne, « au destroit desquels ladictte ville de Chablis est scituée », un décret de prise de corps que le sieur de Cessac, soi-disant gouverneur de Chablis pour le duc de Guise, s'est efforcé de faire exécuter (11 décembre 1593). — Arch. nation., X^{2a} 149.

1593. — Arrêt du Parlement interdisant au sieur de Cessac, prévôt des maréchaux de Sens, d'inquiéter Denis de Paris, procureur fiscal du grand prévôt de Chablis, accusé « d'être homme factieux et d'avoir voulu remuer le repos des habitans dudict Chablis ». Cette accusation est une calomnie répandue par Jean Foulon, avec lequel ledit de Paris est en procès (11 décembre 1593). — Arch. nation., X^{2a} 149.

1593. — Ajournement devant le Parlement de Jean Seurrat, contrôleur au grenier à sel d'Auxerre, poursuivi à la requête de Guillaume Berault, maire d'Auxerre, « pour raison des blasphèmes et efforz tendans a emotion populaire » (11 décembre 1593). — Arch. nation., X^{2a} 149.

1594. — Sentence du bailli d'Auxerre condamnant Pierre Pourrain, inculpé d'injures à l'égard de Claude Delaprimé, capitaine de Cravant, à rétracter ses paroles et à payer une amende de 20 écus, applicables par moitié à la réparation des murailles de Cravant et à celle du château d'Auxerre (15 décembre 1593). — Arch. nation., X^{2a} 149.

1595. — Arrêt du Parlement portant que d'un monitoire de l'official de Sens seront rayés les mots suivants : « le dict Guidon, officier, est en partie cause de la vendition qui pensa estre faicte de la ville de Sens au roy de Navarre ; s'est retiré en la maison du gouverneur auquel il demanda si la composition n'estoict pas faicte avec le roy de Navarre, le priant de la faire ; et veoyant que la composition ne se pouvoit, s'en alla cacher en ung monastère ou il se voulut habiller en religieux et faire faire une tonsure au lieu de deffendre la ville » (5 janvier 1594). — Arch. nation., X^{2a} 149.

1595. — Traité entre le Roi et Edme de Rochefort-Pluvot, gouverneur de Vézelay, au sujet de la reddition de la dite ville (1) (8 avril 1594). — Biblioth. nation., Clairambault, vol. 1116, p. 55.

(1) Publié par Challe : *Le Calvinisme et la Ligue dans le département de l'Yonne*, t. II, pièce justificat. n° X.

1557 — Sentence du prévôt d'Auxerre, condamnant Antoine Champeaux, maçon audit lieu, convaincu de recel, à une amende de dix écus sur lesquels seront pris un écu pour la nourriture des pauvres de l'hôpital de la Madeleine, un écu pour la nourriture des prisonniers et un écu pour le luminaire de la chapelle des Dominicains (7 mai 1594). — Arch. nation., X^{2a} 149.

1558. — Renvoi devant le bailli d'Auxerre du procès instruit par Pierre Tureau, lieutenant général au bailliage de Tonnerre, à l'encontre de Benigne Le Clerc, religieux dominicain, poursuivi pour crime de lèse-majesté (25 mai 1594). — Arch. nation., X^{2a} 149.

1559. — Mandement d'appréhender Jacques Garnier, poursuivi à la requête de Louise Lebeuf, veuve de Louis Perille, élu et contrôleur en l'élection de Joigny (8 juin 1594). — Arch. nation., X^{2a} 149.

1560. — Procès entre Denis Marie, marchand à Chablis, et Hugues de Montbéliard, écuyer, sieur de Lantages, soi-disant gouverneur du dit Chablis (12 juillet 1594). — Arch. nation., X^{2a} 149.

1561. — Procès entre Abdenago Dauphigny, marchand à Sens, et Jean Cothias, chirurgien audit lieu, comme tuteur de Nicolle Morillon, fille de Jean Morillon et d'Etienne Fusée (21-23 juillet 1594). — Arch. nation., X^{2a} 149.

1562. — Procès entre « Jehan de La Saulsaye, prebtre, bachelier en theologie, prieur curé de Saint Maximin en la ville de Sens, chapelain du Roy en sa chappelle Saint Loys fondée au pallais royal de Sens, lieutenant en l'officialité et doyen de Marolles, demandeur en injures atroces tendantes a sedition et émotion populaire », et Jean Doublet, quincaillier, défendeur. Le Parlement ordonne que ledit Doublet déclarera en audience publique au demandeur « qu'il le tient et repute pour homme de bien, non notté d'usure ny mal sentant de la religion catholicque, apostolicque et romayne » (10 septembre 1594). — Arch. nation., X^{2a} 149.

1563. — Requête de Jean Garnier, avocat, et Pierre Garnier, élu en l'élection de Sens, tendant à ce que la sentence de mort prononcée contre les frères Rémy, coupables du meurtre de Jean

Garnier, doyen des conseillers du bailliage de Sens, soit exécutée à Paris et non à Sens, les environs de cette ville étant occupés par le capitaine La Mouche, « qui a cent chevaulx courans le pays pour la Ligue » et qui « espie de recouvrer lesdictz prisonniers ». Le Parlement, faisant droit à la requête, ordonne que l'exécution aura lieu en place de Grève et qu'ensuite les têtes des suppliciés seront portées à Sens et mises par l'exécuteur de la haute justice « sur la potence dressée en la place de Saint Estienne » de Sens, où les condamnés auront été préalablement exécutés en effigie (17 septembre 1594). — Arch. nation., X^{2a} 149.

1694. — Ordonnance de 1.100 écus au profit de Claude Murot, grenetier et receveur du grenier à sel de Joigny (1^{er} janvier 1597). — Biblioth. nation., Fonds français, n° 18.160, f° 1.

1695. — Réduction à 1.500 écus de la somme de 3.000 écus à laquelle la ville de Sens a été imposée. Dans sa demande en dégrèvement, la ville fait valoir qu'elle a été « surchargée plus qu'en l'année précédente de la somme de quinze cens escus, encore que depuis elle soit diminuée et dépeuplée de plus d'un quart desdiz habitans, morts de la contagion, et apauvrie par le trafic de leurs vins qui est cessé à l'occasion de la gellée qui a gasté tout le vignoble des environs » (2 janvier 1597). — Biblioth. nation., Fonds français, n° 18.160, f° 4.

1696. — Réduction à 500 écus de la somme de 1.000 écus à laquelle la ville de Joigny a été taxée « pour la subvention des villes closes ». Cette remise est accordée aux habitants de ladite ville, « en consideration de leur pauvreté et de la stérilité de leurs héritages et vignes, qui ont été gastées par la gellée » (3 janvier 1597). — Biblioth. nation., Fonds français, n° 18.160, f° 8.

1697. — Arrêt au Conseil portant qu'un impôt de 2 000 écus sera perçu sur les marchandises passant durant un mois à Auxerre et Monéteau, et répartie par des délégués des marchands « au sol la livre » (23 janvier 1597). — Biblot. nation., Fonds français, n° 18.160, f° 77.

1698. — Arrêt du Conseil déchargeant le seigneur de Chastellux des poursuites à lui intentées par le prévôt des marchands de Paris, à l'occasion de la levée, au pont d'Auxerre, d'un écu sur chaque muid de vin, ordonnée par arrêt du 23 janvier précédent (29 janvier 1597). — Biblioth. nation., Fonds français, n° 18.160, f° 95 v°.

1699. — Requête de Denis Le Jay, receveur des tailles en l'élection de Sens, exposant qu'il lui est impossible d'obtenir paiement, sans contrainte, de la taxe de subvention des villes closes (25 février 1597). — Biblioth. nation., Fonds français, n° 18.160, f° 114.

1700. — Ajournement devant le Parlement de Jean Dupuis, procureur syndic et receveur de la ville de Joigny, accusé d'avoir tenu des propos séditieux « pour esmouvoir le peuple et empêcher l'exécution de l'édit des mestiers » (16 novembre 1599). — Arch. nation., X^{2a} 150.

1701. — Comparution au greffe du Parlement de Olivier Foudriat, avocat au Parlement, poursuivi à la requête de Jean Duvoigne, fils de Melchior Duvoigne, lieutenant particulier au bailliage d'Auxerre (24 janvier 1600). — Arch. nation., X^{2a} 150.

1702. — Poursuites exercées pour usure à l'encontre d'Etienne Trousseau, chantre et chanoine de Châtel-Censoir (10 février 1600). — Arch. nation., X^{2a} 150.

1703. — Procès entre François Boucher, prévôt de Joigny, et Paul Pesnot, lieutenant en la prévôté dudit lieu (4 mars 1600). — Arch. nation., X^{2a} 150.

1704. — Opposition par Jean Le Mur, conseiller en l'élection de Joigny, Louise Pérille, sa femme, Léger Marchant, sergent au bailliage de Troyes, Edmée Pérille, sa femme, Jean Hatton, procureur au bailliage de Joigny, et Françoise Pérille, sa femme, tous héritiers de Louise Lebeuf et de Louis Pérille, en son vivant contrôleur en l'élection de Joigny, à l'entérinement des lettres d'abolition obtenues par feu Jacques Garnier (28 mars 1600). — Arch. nation., X^{2a} 150.

XVII^e siècle.

1705. — Injonction aux habitants de Tharoiseau de se rendre à Chastellux pour y faire guet et garde (15 juillet 1602). — Arch. de Chastellux ; pièce perdue.

1706. — Hommage au Roi par François de Ténance, écuyer de

la petite écurie du Roi, pour la baronnie de Champignelles, mouvant de la grosse tour de Villeneuve-le-Roi et à lui advenue par donation de Christophe de Ténance (14 janvier 1603). — Arch. nation., P 14, n° 348.

1707. — Hommage au Roi par Pierre de Bernage, aumônier ordinaire du Roi, chanoine de Notre-Dame de Paris, en son nom et en ceux de Gabrielle Danna, veuve de Louis de Bernage, avocat au Parlement, Gilles de Bernage, écuyer, fils dudit Louis, Jean de Bernage, avocat au Parlement, et Pierre de Bernage, avocat au Grand Conseil, « pour raison de la justice et seigneuries de Dymont, les Bordes, Arneau, la Villechétive », mouvant de la grosse tour de Sens (20 février 1603). — Arch. nation., P 14, n° 350.

1708. — Transaction entre François Le Bourgoing, seigneur de Faulin, et les habitants de Lichères, au sujet des usages dudit lieu (29 octobre 1607). — Invent. des titres de Faulin.

1709. — Hommage au Roi par Jean Spifame, comme procureur d'Antoine de la Rivière, gentilhomme ordinaire de la Chambre du Roi, pour les seigneuries de Cheny et Bonnard, mouvant de la grosse tour de Villeneuve-le-Roi, et pour celle de Pars en Champagne, mouvant du chastel de Pont-sur-Seine (29 décembre 1607). — Arch. nation., P 14, n° 353.

1710. — Donation par Marie Legueux, veuve de Nicolas Rivière, « en son vivant prévost et garde pour le Roy en la ville de Chablis », au Chapitre d'Avallon, d'une rente de 8 livres t., à charge de dire certaines prières le jeudi-saint. La donation est acceptée par Lazare Morot, doyen, Pierre Guérin, Claude de Denesvre, Ant. Belin, Léonard Bardin, Claude Bourrellier, Raphaël Lefoul, André Goureau, Nicolas Perdu, chanoines (11 mars 1611). — Arch. d'Epoisses.

1711. — Hommage au Roi par Louis de Boulainvilliers, baron de Courtenay et de la Mothe-aux-Aulnais, pour la seigneurie de Cuivre, mouvant de la grosse tour de Villeneuve-le-Roi, par lui acquise du duc de Montpensier (12 janvier 1613). — Arch. nation., P 14, n° 357.

1712. — Requête de Pierre Ribouleau, chirurgien à Fleurigny, exposant que « pour parvenir à l'abolition de l'homicide commis en la personne de messire Pierre Gonnet, curé dudit Fleurigny,

il se seroit rendu prisonnier en la ville de Reims, lors de l'entrée, sacre et couronnement du Roy a present regnant ». Elargi par le grand aumônier de France, il aurait obtenu sa grâce ; mais, comme il se rendait à Sens pour faire entériner ses lettres de rémission, il a été emprisonné par le prévôt des maréchaux de Champagne. Le Parlement ordonne qu'il soit rendu au bailli de Sens (1^{er} août 1613). — Arch. nation., X^{2a} 186.

1713. — Condamnation à l'amende honorable et à cinq ans de galères de Pierre Bedan, inculpé de « paroles contre l'honneur de Dieu ». Le coupable aura en outre les lèvres fendues (3 août 1613). — Arch. nation., X^{2a} 186.

1714. — Condamnation à l'amende honorable devant l'église cathédrale d'Auxerre et à cinq ans de bannissement prononcée pour « sortilege et malefices » contre Jean Tureau et Jacques Cauchois. Ils devront « dire et declarer que malheureusement et contre l'honneur de Dieu et des saintes constitutions de l'église catholique, apostolique et romayne, abusant du sacrement de mariage, ils ont par charme et sortilleges empesché l'effect du mariage a l'endroit de plusieurs particulliers habitans de ladicté ville d'Auxerre ; desquels pour cest effect et pernicieuse action, ilz ont illicitement tiré et reçu proffict par argent et autrement, dont ilz se repentent et requierent pardon et mercy à Dieu » ; en outre « le billet dont ilz se sont servis, contenant molz incogneuz et diaboliques, sera rompu et bruslé en leur presence » (6 août 1613). — Arch. nation., X^{2a} 186.

1715. — Procès entre Edme Rousseau, praticien à Theil, et Paul de l'Abbaye, écuyer, sieur de Theil, Noé, Pont-sur-Vanne et Chavan (9 août 1613). — Arch. nation., X^{2a} 186.

1716. — Réception à juger du procès par écrit d'entre Loup Girardot, sergent au bailliage d'Auxerre, et François Le Bourgoing, chevalier, seigneur de Faulin, Lichères et Coulanges-sur-Yonne (19 août 1613). — Arch. nation., X^{2a} 186.

1717. — Procès entre Pierre Seurre, appelant d'une sentence du bailli de Sens, et Philippe Salladin de Cussigny, chevalier, seigneur de Lézinnes, Vireaux et Sambourg (2 septembre 1613). — Arch. nation., X^{2a} 186.

1718. — Réception à juger du procès par écrit d'entre Denis Dubois, élu en l'élection d'Auxerre, et Jean Ragon, lieutenant des

chirurgiens de la ville d'Auxerre (4 septembre 1613). — Arch. nation., X^{2a} 186.

1719. — Procès entre Marguerite Spifame, « femme séparée de biens de Antoine de La Riviere, sieur de Cheny », et Paul Hurault de l'Hospital, archevêque d'Aix, conseiller d'Etat (7 septembre 1613). — Arch. nation., X^{2a} 186.

1720. — Procès entre Pasquet Guénot et Guillaume Duval, écuyer, sieur du Fay, la Magdeleine et Malay-le-Roi (12 septembre 1613). — Arch. nation., X^{2a} 186.

1721. — Poursuites contre Georges Gueniot, vigneron de Vinneuf, intentées à la requête de Pierre Seguin, prieur curé dudit lieu de Vinneuf (13 septembre 1613). — Arch. nation., X^{2a} 186.

1722. — Requête de Jean Ledoux, procureur fiscal au comté de Joigny, tendant à ce que les témoins produits contre lui par le cardinal de Gondi, comte de Joigny, ne soient pas examinés en cette ville (17 septembre 1613). — Arch. nation., X^{2a} 186.

1723. — Procès entre Philbert de Guibert, écuyer, ancien président au siège présidial d'Auxerre, Jeanne Estienne, sa femme, d'une part, et François de Lanty, écuyer, sieur du Vivier, d'autre part (20 septembre 1613). — Arch. nation., X^{2a} 186.

1724. — Arrêt du Parlement confirmant la sentence capitale prononcée par le bailli de Sens, à la requête d'Antoine Olivier, sieur de Surpalis et baron de Sergines, contre Pierre Ribouveau, chirurgien, convaincu de l'assassinat, avecguet apens, dans l'église de Fleurigny, de Pierre Gonnet, curé dudit lieu de Fleurigny. La sentence du bailli portait qu'il serait rompu vif sur le parvis de Sens, « estranglé au quatriesme coup », puis exposé sur une roue dressée sur le chemin de Sens à Fleurigny. Le Parlement ordonne que l'exécution aura lieu à Paris ; et « est retenu que, avant qu'il soit donné aucun coup, ledict Ribouveau sera secrettement estranglé » (10 décembre 1613). — Arch. nation., X^{2a} 186.

1725. — Procès entre Jacques Chalmeaux, substitut du procureur du Roi en la maîtrise des eaux et forêts d'Auxerre, et les habitants de Mailly-le-Château (30 décembre 1613). — Arch. nation., X^{2a} 186.

1726. — Comparution au greffe du Parlement de Claude Le

Blanc, chanoine et archidiacre de Sens, curé de Béon, lesquels'inscrit en faux contre deux bulles(1), diverses chartes(2) et « un livre couvert de cuir noir » dit l'ancien cartulaire, présentés par l'abbé de Sainte-Colombe-lès-Sens (17 janvier 1614). — Arch. nation., X^{2a} 187.

1727. — Réception à juger du procès par écrit entre Charles de La Forest, sieur de Glatigny, et Maximilien de Béthune, duc de Sully, pair de France, seigneur de Bontin (23 janvier 1614). — Arch. nation., X^{2a} 187.

1728. — Réception à juger du procès par écrit entre Laurent Deserin, marchand, Claude Deserin, élu en l'élection d'Auxerre, Jean Delafaye, dit Francœur, greffier des eaux et forêts, d'une part, Henri Lalouat, étudiant en droit en l'Université de Bourges, Louis Baujard, chanoine d'Auxerre, fils de feu Etienne Baujard, procureur au bailliage d'Auxerre, d'autre part (10 février 1614). — Arch. nation., X^{2a} 187.

1729. — Comparution au greffe du Parlement de Etienne Esmé, « trésorier et chanoine en l'église collégiale Saint-Laurent-lès-Villeneuve-le-Roy, naguères vicaire de l'église Nostre-Dame dudict Villeneuve », appelant d'une sentence de l'official de Sens (18 février 1614). — Arch. nation., X^{2a} 187.

1730. — Arrêt du Parlement portant que Jean Ledoux, procureur fiscal au comté de Joigny, remettra au cardinal de Gondi les « tiltres et pappiers qu'il a par devers luy concernans les droitz du comte de Joigny, mesmes ceulx des fiefz et droictz de Villecien » (3) (19 février 1614) — Arch. nation., X^{2a} 187.

1731. — Poursuites exercées par Anne Le Clerc, épouse de Nicolas Lefebvre, bourgeois de Sens, veuve en premières noces de Joachim Le Clerc, avocat au bailliage de Sens, à l'encontre de Sé-

(1) Bulles des papes Innocent et Adrien.

(2) L'une, datée de 1096, commençant par : *Michael Dei gratia* ; l'autre datée de 1219, commençant par : *Omnibus presentes litteras inspecturis magister Hugo officialis Senonensis* ; la troisième, datée de 1213, commençant par : *Falco decanus et Guido de Campanis* ; la quatrième, datée de 1244, commençant par : *Omnibus presentes litteras inspecturis magister Robertus officialis*.

(3) Voy. 6 mai 1614 (X^{2a} 189).

bastien Farinade, avocat, beau-frère dudit Joachim, et Nicolas Farinade, marchand à Sens, impliqués dans le meurtre de Joachim Le Clerc, pour lequel Germain Blesnon et Nicolas Jossey, marchands à Sens, ont déjà été exécutés en décembre 1610 (1) (10 mars 1614). — Arch. nation., X^{2a} 187.

1739. — Elargissement de Germain Martin, couvreur à Joigny, inculpé d'avoir volé du plomb « estant sur la porte du pont dudit lieu » (15 mars 1614). — Arch. nation., X^{2a} 187.

1733. — Arrêt du Parlement condamnant Paul de l'Abbaye, seigneur de Theil, à 300 livres de dommages et intérêts envers Edme Rousseau, sergent royal demeurant à Theil (17 avril 1614). — Arch. nation., X^{2a} 189.

1734. — Comparution au greffe du Parlement de Philbert Collyon, juge royal à Mailly-la-Ville, appelant d'un décret de prise de corps décerné par Edme Le Clerc, élu en l'élection d'Auxerre, soi-disant maître particulier des eaux et forêts dudit lieu, et Jacques Chalmeaux, procureur du Roi en la grurie d'Auxerre (21 avril 1614). — Arch. nation., X^{2a} 189.

1735. — Procès entre Jean de Rigault, écuyer, sieur de la Bruyère, « accusé de vingt chefz d'accusation, le moindre desquelz est de faulse monnoye », et Jean de Sallazar, sieur de Ferrières (23 avril 1614). — Arch. nation., X^{2a} 189.

1736. — Comparution au greffe du Parlement de Claude de la Bussière, femme d'Antoine de Chastellux, chevalier, seigneur de Bazarnes et d'Avigneau, appelant à l'encontre d'Anne Boulacre, veuve d'Antoine Chevalier, sieur de Miniers (2), d'une sentence du bailli d'Auxerre. (26 avril 1614). — Arch. nation., X^{2a} 189.

1737. — Hommage au Roi par Claude de Brunes, écuyer, pour la moitié des censives de Dixmont, mouvant de la grosse tour de Sens, à lui advenues par le décès de Claude de Brunes (10 mai 1614). — Arch. nation., P 14, n° 361.

1738. — Réception à juger du procès par écrit entre Edmée Guidamour et Pierre de Boucher, écuyer, seigneur de Hauterive (26 mai 1614). — Arch. nation., X^{2a} 189.

(1) Voy. 9 avril 1614 (X^{2a} 189).

(2) Voy. 12 mai 1614 (*ibidem*).

1739. — Arrêt du Parlement mettant Edmée d'Assus, veuve de René de Prix, en possession de la seigneurie de Leugny, détenue par Jacob de Meung, sieur de Challemant (11 juillet 1614). — Arch. nation., X^{2a} 190.

1740. — Procès entre Louis Bouquot, avocat au bailliage de Sens, appelant d'une sentence du bailli de Sens portant entérinement de lettres de rémission, et Bon de Polangis, greffier en l'élection de Sens, intimé (16 juillet 1615). — Arch. nation., X^{2a} 190.

1741. — Procès entre Pierre Le Clerc, chanoine et trésorier de l'église Saint-Etienne d'Auxerre, Nicolas Simonnet, chanoine de ladite église, d'une part, Jean Dacier, grand archidiacre en ladite église et conseiller au présidial d'Auxerre, d'autre part (19 juillet 1614). — Arch. nation., X^{2a} 190.

1742. — Condamnation à 10 livres d'amende de Pasquet Guenot, pour avoir brûlé un titre relatif aux droits de Guillaume Duval, écuyer, seigneur du Fay et de Mâlay-le-Roi (29 juillet 1614). — Arch. nation., X^{2a} 190.

1743. — Arrêt du Parlement autorisant Edmée d'Assus à « faire faire ouverture des portes et ponts-levis de la maison et chasteau de Leugny par bris et rupture d'iceux et a ceste fin se faire assister du prévost des maréchaux ». Jacob de Meung refusait en effet de satisfaire à l'arrêt du 11 juillet (21 août 1614). — Arch. nation., X^{2a} 190.

1744. — Procès entre Claude Lemuet, « esleu particulier de Saint Leonard, demeurant à Vézelay », appelant d'une sentence du lieutenant à Moret du bailli de Melun, et Edme Morin, procureur en la justice de Druyes (28 août 1614). — Arch. nation., X^{2a} 190.

1745. — Procès entre Denis Delavau, lieutenant au bailliage de Vézelay, Claude Lemuet, fermier des aides en l'élection de Vézelay, d'une part, Nicolas Gourault (1), élu en l'élection dudit lieu, et Huguette Legrand, sa femme, d'autre part (17 janvier 1615). — Arch. nation., X^{2a} 191.

(1) Appelé Lairault dans une autre partie de l'acte.

1740. — Procès entre Patrice le Bascle, écuyer, sieur de Moulinet, et Colombe Boucher, sa femme, demandeurs en cas d'excès, d'une part, Jean de Beaujeu, écuyer, sieur de la Tuilerie, et Catherine de Saint-Blaise, sa femme, d'autre part (29 janvier 1615). — Arch. nation., X^{2a} 191.

1747. — Informations contre Paul François de Beaujeu, écuyer, sieur de Villiers-Vineux, Anne de Saint-Blaise, sa femme, et Jean de Beaujeu, écuyer, sieur de Jaulges et la Tuilerie, à la requête de Etiennette Douyne, veuve de Hector Jallet, sieur du Bois (5 février 1615). — Arch. nation., X^{2a} 191.

1748. — Arrêt du Parlement ordonnant à tous officiers du Roi, aux échevins des villes de Sens, Auxerre, Vézelay, Troyes, Joigny et Saint-Florentin, de donner main-forte pour appréhender Antoine de La Rivière et forcer son château de Cheny. Condamné à mort « pour énormes crimes » par arrêt du Parlement du 25 octobre 1608, Antoine de la Rivière, contre lequel, par nouvel arrêt du 3 décembre 1611, il avait été « enjoinct aux communes de s'assembler en armes au son de la cloche pour courir sus », avait réussi à empêcher l'exécution de ces arrêts, « tant pour la crainte que avoient les officiers dudict de la Rivière que pour s'estre fortifié dans sa dicte maison [de Cheny] et en icelle mis garnison ». En février 1613 cependant, sa forteresse fut prise au canon, mais Antoine de la Rivière échappa. Par décret du 19 février 1614 la seigneurie de Cheny fut adjugée à Mathurin Lambert, huissier des ordres du Roi, moyennant 60.000 livres, avancées sur les deniers de Pierre de Hannicque, écuyer, sieur de Benjamin. Mais, depuis, Antoine de la Rivière a reparu ; le jour de la Purification Notre-Dame, accompagné d'une escorte de gens masqués, il a repris le château de Cheny, en a chassé les gens du sieur de Hannicque, l'a fait fortifier, « contreignant les paisans dudict lieu d'aller garder ladicte maison, les menassant pour les y faire aller de les brusler tous vifz dans leurs maisons, ce qui trouble le repos et tranquillité desditz habitans et a donné et donne une grande alarme des villes et lieux circonvoisins qui croient que la guerre soit ouverte » (16 février 1615). — Arch. nation., X^{2a} 191.

1749. — Procès entre Madeleine de Leschenau, femme de Nicolas Rocquet, procureur au bailliage de Sens, et Louis Rondeau, marchand audit lieu (27 février 1615). — Arch. nation., X^{2a} 191.

1750. — Procès entre Loup Girardot et François Le Bourgoing,

chevalier, sieur de Faulin et de Coulanges-[sur-Yonne] (7 mars 1615). — Arch. nation., X^{2a} 191.

1751. — Procès entre Nicolas Rousselin et Jean Girard, curé de Chassy (14 mars 1615). — Arch. nation., X^{2a} 191.

1752. — Condamnation à trois ans de bannissement hors du comté de Tonnerre, prononcée contre Jeanne Gogois et Etienne Trosselot, pour « crime de sortilege ». Le bailli du comté de Tonnerre les avait d'abord condamnés à mort (18 mars 1615). — Arch. nation., X^{2a} 191.

1753. — Requête du procureur du Roi, tendant à ce que le prévôt des maréchaux de Nemours instruisse sans délai le procès d'un nommé Lapré, fait prisonnier lorsque ledit prévôt des maréchaux investit avec ses archers le château d'Antoine de la Rivière, à Cheny. Grâce à l'obscurité de la nuit, Antoine de la Rivière avait pu fuir, après avoir tué deux archers (27 mars 1615). — Arch. nation., X^{2a} 191.

1754. — Procès entre François Ragulier, chevalier, sieur de Migennes, et Augustin Roullin (6 mai 1615). — Arch. nation., X^{2a} 189.

1755. — Arrêt du Parlement portant que les témoins entendus par Germain Le Clerc, lieutenant criminel au bailliage d'Auxerre, seront confrontés avec Claude de Saint-Etienne, poursuivie à la requête de Louis Leroyer, écuyer, sieur de la Vallée, et sur information de Jean Grillot, prévôt royal de Chablis (13 mai 1615). — Arch. nation., X^{2a} 192.

1756. — Réception à juger du procès par écrit entre Jean Piédefer, chevalier, « sieur et baron de Bazoches et Champlost, » appelant du bailli de Saint-Florentin, et divers habitants de la paroisse de Bœurs (26 mai 1615). — Arch. nation., X^{2a} 192.

1757. — Comparution au greffe du Parlement de François de la Chaume, écuyer, sieur de Saligny (29 mai 1615). — Arch. nation., X^{2a} 192.

1758. — Arrêt du Parlement ordonnant l'envoi au greffe de la Cour des informations faites sur les prétendues concussions de Pierre Cousin, procureur fiscal au bailliage de Sormery (5 juin 1615). — Arch. nation., X^{2a} 192.

1759. — Comparution au greffe du Parlement de Louis Jodril-lat, commis au greffe des juges consuls de la ville de Sens, ajourné à la requête de Pierre Gigot, marchand de Paris (1^{er} juillet 1615). — Arch. nation. X^{2a} 192.

1760. — Arrêt du Parlement condamnant Jean Hattier, procureur fiscal du prince de Condé en la seigneurie de Champigny, à retracter ses injures à l'égard de Jeanne de Goué, veuve de Louis de Bernard, écuyer, seigneur en partie de Champigny-sur-Yonne (6 juillet 1615). — Arch. nation., X^{2a} 192.

1761. — Procès entre Anne Faultrier, femme de Jean Poursin, avocat au bailliage d'Auxerre, et Bénigue Evrart, femme de Melchior Duvoigne, avocat en Parlement (9 juillet 1615). — Arch. nation., X^{2a} 192.

1762. — Condamnation à neuf ans de galères prononcée contre Nicolas Dupré, pour vol d'objets du culte dans l'église de Saint-Sauveur (23 juillet 1615). — Arch. nation., X^{2a} 192.

1763. — « Procès-verbal des officiers du bailliage de Chastellux, contenant visite et reconnaissance des cadavres du capitaine Pantin et d'un de ses soldats, qui s'étaient emparés du château de Chastellux pour M. le Prince et qui avaient été tués au recouvrement dudit château par M^e Hercule de Chastellux pour le service du Roi » (3 novembre 1615). — Arch. de Chastellux ; pièce perdue.

1764. — Procès entre Nicole Froussard et François de la Chaume, écuyer, sieur de Saligny (26 novembre 1615). — Arch. nation., X^{2a} 193.

1765. — Elargissement de François Boyton, maréchal à Gigny, condamné à mort pour sortilèges par le juge dudit lieu, afin de pouvoir réaliser les 48 livres de l'amende en laquelle la peine primitive a été commuée par le Parlement (1) (27 nov. 1615). — Arch. nation., X^{2a} 193.

1766. — Procès entre Jacques Crenier et Eusèbe Féroul, sieur de Junay (8 janvier 1616). — Arch. nation., X^{2a} 194.

(1) Voy. 24 et 27 octobre 1615 (X^{2a} 193).

1707. — Requête d'Antoine Olivier, écuyer, sieur de Surpallis, baron de Sergines, tendant à ce que la qualité de « seigneur en partie de Sergines », prise par Henri de Fleurigny, écuyer, sieur de Fleurigny, ne puisse préjudicier à ses droits (1^{er} fév. 1616). — Arch. nation., X^{2a} 194.

1708. — Condamnation à cinq ans de bannissement hors du bailliage de Sens contre Gabriel Haguenier, manouvrier à Nailly, inculpé d'incendie volontaire. Une sentence du bailli de Sens l'avait d'abord condamné à être pendu sur le parvis de Sens, portant un écriteau avec ce mot « en grosse lecture » : *Boule/en* (12 mars 1616). — Arch. nation., X^{2a} 194.

1709. — Comparution au greffe du Parlement de Patrice Le Bascle, sieur de Moulins, ajourné à la requête de Catherine de Saint Blaise, femme de Jean de Beaujeu (17 mars 1616). — Arch. nation., X^{2a} 194.

1710. — Procès entre François Mourceau et Claude Charles, « conseiller au grenier à sel d'Auxerre, seigneur de Vincellottes » (28 mars 1616). — Arch. nation., X^{2a} 194.

1711. — Procès entre « Claude de Picquet, escuyer, sieur de Saultour », et Charles Briçonnet (7 avril 1616). — Arch. nation., X^{2a} 194.

1712. — Condamnation de Edmond Guyot à trois ans de bannissement hors du bailliage de Saint-Florentin pour avoir détroussé des voyageurs sur le grand chemin de Saint-Florentin à Troyes (15 avril 1616). — Arch. nation., X^{2a} 194.

1713. — Procès entre Etienne Sotiveau, avocat au bailliage d'Auxerre, et Etienne Ancelot, élu en l'élection d'Auxerre (21 avril 1616). — Arch. nation., X^{2a} 194.

1714. — Procès entre Erard de Rochefort, abbé de Vézelay, seigneur dudit lieu, et Jacques Le Bègue, lieutenant en la justice d'Asquins (23 avril 1616). — Arch. nation., X^{2a} 194.

1715. — Confirmation par le Parlement d'une sentence du prévôt des maréchaux d'Auxerre, condamnant Claude Burat, « pour réparation des blasphèmes et reniements » par lui pro-

férés, à l'amende honorable devant l'église Saint-Etienne d'Auxerre et à trois ans de galères (10 mai 1616). — Arch. nation., X² 195.

1776. — Confirmation par le Parlement de la sentence capitale prononcée pour meurtre par le bailli de « Venisy en Champagne » contre Charles Groscœur, fauconnier, de Champlost (18 juin 1616). — Arch. nation., X² 195.

1777. — Bannissement perpétuel hors du finage de Sligny prononcé par le juge dudit lieu contre Marie Junot, pour « crime de sortilège » (28 juin 1616). — Arch. nation., X² 195.

1778. — Procès entre Etienne Palassier, d'une part, les frères et sœurs de l'hôpital de Tonnerre et Pierre Le Boucher, écuyer, sieur en partie de Roffey, d'autre part (4 juil. 1616). — Arch. nation., X² 195.

1779. — Appel par Guillaume Menant, président en l'élection de Vézelay, du décret de prise de corps décerné contre lui par le prévôt de Paris (13 juil. 1616). — Arch. nation., X² 195.

1780. — Lettre de la duchesse de Nevers aux habitants de Châtel-Censoir, leur annonçant qu'elle a délégué M. de Blanchefort pour la visite des villes et places dépendant du duché de Nevers (Nevers, 16 janv. 1617). — Biblioth. nation., Clairambault, vol. 1076.

1781. — Hommage au Roi par Gilles Le Maistre, pour la seigneurie de Gisy les-Nobles, à lui advenue par le décès de Jean Le Maistre, écuyer, « sieur de la Bretesche et dudit Gisy, commissaire ordinaire de l'artillerie » du Roi, frère de Gilles (17 janv. 1617). — Arch. nation., P 14, n° 362.

1782. — « Traité entre M^r Hercule de Chastellux et les habitants de Montgaudier, par lequel lesdits habitants s'obligent de payer annuellement pour chacun d'eux la somme de vingt sous pour être exempts du guet et garde, hors le temps de guerre et d'éminent péril » (29 avril 1618). — Arch. de Chastellux ; pièce perdue.

1783. — Donation par Marie Legueux, veuve de Nicolas Rivière, prévôt de Chablis, à l'église Saint-Pierre de Tonnerre, d'une rente de 24 liv. ass se sur une maison du faubourg Bourberault à

Tonnerre, à charge « de faire dire et sonner en ladicte église de Saint-Pierre la Passion de Notre-Seigneur Jésus-Christ, selon Saint-Jehan, par chascun jour, heure de midy ; et auparavant que commencer ladicte Passion, faire compter avec la cloche neuf coups et en fin d'iceulx faire sonner ladicte cloche, ou aultre moindre, a branle, et ce faict, commencer la Passion et la sonner lentement a la manière accoustumée ». La proposition de ce legs, accepté par les fabriciens Vincent Delafaye et Claude Lasche, avocat, est faite par Michel de Denesvre, chanoine d'Avallon, procureur de Marie Lequeux (13 déc. 1618). — Arch. d'Epoisses.

1764. — Procès-verbal d'assemblée des habitants de Saint-Florentin, réunis par devant Jean Court, licencié ès lois, bailli de Saint-Florentin, à l'effet de délibérer sur un mandement du bailli de Troyes prescrivant la levée de gens de guerre « pour le secours du Roy, armez ou souldoyez par les habitans ». L'assemblée déclare que « le peuple dudict Saint-Florentin est grandement incommodé et pauvre ; en considéracion de quoy il ne peult exécutter le mandement envoyé », auquel du reste il a déjà été satisfait par l'enrôlement volontaire de plus de trente habitants. Les habitants font en outre cette réserve que, n'étant pas du ressort de Troyes », ils ne peuvent obéir au mandement dudict sieur bailli de Troyes, ains a celluy » de leur seigneur. Parmi les notables de l'assemblée : Thierriat, maire, Benoit Legros, grenetier, Claude Bouscherat, lieutenant en la mairie, Louis Lemaire et Edme Janneau, élus, Charles Viardot, échevin, Eudes Bargedé, avocat, Jean Beauvais, syndic de la communauté (Saint-Florentin, 2 août 1622). — Biblioth. nation., Coll. de Champagne.

1765. — Arrêt du Parlement portant que François Raguier, baron de Migennes, jouira « de tout le droict de suite et des trois cinquièmes parts et portions, dont les cinq font le tout, des dixmes de la parroisse de Saint-Maurice-Thizouaille et Saint-Maurice-le-Vieil, son annexe ». Les 2/5 restants des dimes seront prélevés par les curés de Saint-Maurice (1) (11 mai 1624). — Arch. nation., X^{1a} 363.

1766. — Arrêt du Parlement déchargeant les habitants de Vermenton des obligations auxquelles le louvetier en la maîtrise

(1) En 1611 André Perchois, curé de Saint-Maurice, revendiquait les dimes en entier, revendication renouvelée en 1624 par son successeur Jean Henry.

des eaux et forêts d'Auxerre voudrait les astreindre à l'occasion des battues aux loups (24 mai 1624). Arch. nation. X^{1a} 363.

1787. — Procès entre les habitants de Chablis, d'une part, le Chapitre de Saint-Martin-de Tours, seigneur de Chablis, et M^e Mathieu Boucher, « prévost dudict Chablis en ladicle église de Chablis, » d'autre part, au sujet des fours banaux. Le Parlement maintient le Chapitre en la possession de ses trois fours banaux, ordonne que ses fermiers « feront chauffer lesdicts fours en sorte que les pastes portées par les dicts habitants soient bien cuittes et que poix et ballances y soient apposées pour estre les dictes pastes pesées et sur icelles estre pris pour le droict de fournage a raison de vingt livres une » (15 juin 1624). — Arch. nation., X^{1a} 363.

1788. — Procès entre Françoise Chouard, dame de Grandchamp et de la Grange-au-Roi, et Aliënor Le François, dame des Brussards, appelant d'une sentence du bailli d'Auxerre, par laquelle lui est ordonné « faire oster la cloison et fermeture faicte en la chapelle dont est question au procès » (22 juin 1624). — Arch. nation., X^{1a} 363.

1789. — Donation par « Louis d'Ansienville de Bordillon, chevalier des ordres du Roy, conseiller en ses conseils d'Estat et privé, capitaine de cinquante hommes d'armes des ordonnances de Sa Majesté, maréchal de camp en ses armées, lieutenant de cent hommes d'armes dans la compagnie de Mgr le duc de Nevers, marquis d'Espoisse, seigneur vicomte de Soilly, » et Claude de Saux, sa femme, aux ermites de Sainte-Magnance, de 22 journaux de terres labourables, 4 soitures de pré et divers bâtiments sis à Sainte-Magnance, à charge par eux d'entretenir en bon état la chapelle de l'ermitage et de faire célébrer en l'église paroissiale de Sainte-Magnance deux messes annuelles, l'une le lendemain de la Nativité de Saint-Jean-Baptiste, l'autre le 2 janvier, à laquelle ils devront assister. En cas de défaut d'ermites, les fabriciens de Sainte-Magnance percevront les revenus de la donation, à charge de faire célébrer les deux messes qui porteront le nom de « fondation du marquisat d'Espoisse ;... ce qui sera gravé en une pierre de taille en ladicle esglise de Sainte-Magnance ». Frère Charles Boucheron, ermite, accepte les conditions de ce legs. Acte passé en présence de François de Morillon, écuyer, « seigneur de Montjallain » (Epoisses, 4 décembre 1625). — Arch. d'Epoisses.

1790. — Attestation par les gens des Comptes que Emmanuel de Gondi, comte de Joigny, général des galères de France, a prêté entre les mains du garde des sceaux du Vair, le 6 août 1616, l'hommage qu'il était tenu de faire au Roi à raison du comté de Joigny, mouvant de la grosse tour de Troyes (3 juillet 1626). — Biblioth. nation., collect. de Champagne.

1791. — Donation par « Louis d'Ancienville de Bordillon, chevalier des ordres du Roy, conseiller en ses conseils d'Estat et privé, capitaine de cinquante hommes d'armes des ordonnances de sa Majesté, maréchal de camp en ses armées, lieutenant de cent hommes d'armes de la compagnie de Mgr le duc de Nemours, marquis dudict Espoisses, vicomte de Soilly », à la cure d'Athie-sous-Montréal — « lequel lieu d'Asties dépend dudict marquisat d'Espoisse » — d'une rente de 4 livres tournois, à percevoir par le curé sur les revenus de la seigneurie, le 3 octobre de chaque année, à la charge de célébrer un anniversaire perpétuel avec diacre et sous-diacre. La donation, avec ses clauses, est acceptée par le curé d'Athie, Nicolas Perdu (13 août 1628). — Arch. d'Espoisses.

1792. — Nomination de Louis d'Ancienville de Bourdillon, marquis d'Espoisses, à la charge de capitaine et gouverneur de la ville d'Avallon, dont s'est démis en sa faveur lesieur de Rochefort, marquis de Pluvault et de la Boulaye (Paris, 31 décembre 1630). — Arch. d'Espoisses.

1793. — Transaction entre le Chapitre de Châtel-Censoir et François Le Bourgoing, seigneur de Faulin, au sujet de la seigneurie de Lucy-sur-Yonne. Cette terre avait été vendue en 1563 à Gabriel Le Bourgoing, père de François, moyennant 500 livres, par les commissaires du Roi, pour subvenir au paiement de la part du Chapitre de Châtel-Censoir dans l'imposition du capital de 500 écus de rente mise sur les biens ecclésiastiques du diocèse d'Auxerre. Le Chapitre réclama, par acte du 26 février 1626, l'annulation de cette vente, parce que la terre n'avait pas été vendue sa juste valeur et que la taxe imposée avait été excessive. François Le Bourgoing consent à abandonner au Chapitre, en supplément du prix de vente, une rente de 7 livres 19 sous 9 deniers plus trois bichets froment. Acte reçu M^e Edme Delumes, notaire au duché du Nivernais. (27 août 1629). — Invent. des titres de Faulin.

1794. — Hommage par Edme Boucherat, maître des requêtes ordinaire de la Reine, bailli de Beaulche, comme procureur de

Antoine Ruzé, marquis d'Efflat, seigneur de Beaulche, surintendant des finances et maréchal de France, à Monsieur, frère du Roi, duc d'Orléans, etc., pour le fief de la rivière d'Yonne, mouvant de la châtellaine de Perreuse au duché de Saint-Fargeau (22 mai 1631). — Arch. de Bellombre.

1705. — Dénombrement, rendu au duc de Nivernais par François Le Bourgoing, des seigneuries de Faulin et Lichères. Les dites seigneuries comprennent : le château de Faulin ; deux domaines près ledit château ; le domaine des Rouesses ; le neuvième de la dime de Faulin dont le reste se partage entre le curé de Lichères et le Chapitre de Châtel-Censoir ; la garenne de Faulin, « contenant 10 arpents » ; la justice haute, moyenne et basse, de Faulin ; un cens de 6 deniers par arpent, portant profit de lods et ventes, payable le dimanche après la Saint-Rémi ; des redevances, sur chaque feu, de deux boisseaux de méteil pour le droit de fournage, de 2 boisseaux d'avoine pour le droit d'usage des bois de Faulin, de 5 sous et une poule pour le droit de bourgeoisie ; une corvée de charroi par chaque possesseur de charrue ; divers près et bois. (4 mars 1634). — Invent. des titres de Faulin.

1706. — Hommage au duc d'Orléans, comme usufruitier des terres à lui advenues par le décès de sa femme, par Henri d'Efflat, capitaine au régiment des gardes du Roi, pour le fief de la rivière d'Yonne « et les prez de Beaulche », mouvant de la châtellenie de Perreuse (13 décembre 1635). — Arch. de Bellombre.

1707. — Arrêt du grand Conseil, condamnant Gabriel Le Bourgoing à se dessaisir de ce qui, dans la seigneurie de Lucy-sur-Yonne, provient du domaine aliéné de l'abbaye de Notre-Dame du Pré (1) (4 janvier 1635). — Invent. des titres de Faulin.

1708. — Vente par Denis Toussaint, meunier, à Lazare Delaplace, curé de Lichères, d'une grange audit lieu (6 juillet 1644). — Invent. des titres de Faulin.

1709. — Testament de David de Montballoux, co-seigneur de Santigny, et de Marie de Humes, son épouse. David de Montballoux élit sépulture « au lieu de Santigny, au cimetière qui a été

(1) Le prieur en est alors Gabriel de Beauvau.

donné par le Roi à ceux de l'église réformée » ; Marie de Humes en laisse le choix à ses héritiers. Il sera distribué 15 d. t. et donné à diner aux pauvres qui assisteront aux obsèques. Les testateurs se lèguent mutuellement tous leurs meubles et fruits de leurs immeubles, à charge par le survivant de payer les dettes de la communauté. Ils donnent à l'église « en laquelle ils font profession », pour l'entretien du pasteur, 300 l. ; à Jacques de Montballoux 2.000 l. ; à leurs domestiques, 10 l. ; aux enfants de feu Philibert de Conclloy, en son vivant sieur des Menois, Anne-Gabriel, François et Catherine, 2.000 l. à partager entre eux trois. Ils établissent comme héritiers universels : François de Montchauvran, écuyer, demeurant à Marmeaux, Anne-Gabriel de Montchauvran, enfants de feu Jacques de Montchauvran, écuyer, sieur de Santigny ; les enfants de Cristophe de Montchauvran, écuyer, sieur des Dam..... cousins et consines du testateur ; Claude de Fautray, épouse de Jean de Herny, écuyer, sieur de Charmoy ; Marie de Fautray, épouse de Charles de Lagon, écuyer, nièces du testateur ; Guillemette de Paradis, épouse de Joseph de Roiry, Marie de Roiry, fille de ladite Guillemette, parentes de la testatrice. Ils choisissent comme exécuteur testamentaire François Cullier, lieutenant criminel au bailliage d'Avallon. Acte passé à Guillon, en la maison du testateur, en présence de Jean Chapeot, notaire royal (13 mars 1645). — Arch. d'Epoisses.

1600. — Donation au couvent de la Cordelle de l'Isle par Louis d'Ancienville-Bordillon, conseiller d'Etat, maréchal de camp, gouverneur de Châtillon-sur-Seine, comte de Soilly, marquis d'Epoisses, bailli d'Auxois, de plusieurs journaux de terre sis à Thisy et par lui acquis de Dimanche Raignard par acte du 2 février 1640. La donation, acceptée par Denis Petit, gardien du couvent, est ratifiée par les religieux. Jean Theurreau, curé de l'Isle-sous-Mont-réal, assiste comme témoin à l'acte, reçu M^e Jean Durey, notaire à Epoisses. (Epoisses, 11 déc. 1645). — Arch. d'Epoisses.

1601. — Partage des biens de la succession de feu Jean Le Bourgoing, par laquelle sont échus à Charles le Bourgoing, l'un de ses six enfants, « la terre, justice et seigneurie de Folin, » avec les domaines annexés au château et les domaines des Carillons ; la « terre, justice et seigneurie de Lichères », avec le domaine des Rouesses et un domaine à Lichères ; « la terre, justice et seigneurie de Lucy-sur-Yonne et celles de Pousseaux et de Coulanges-sur-Yonne » (26 avril 1668). — Invent. des titres de Faulin.

1803. — « Transfert par M^e Jacques Le Bourgoing, seigneur de Charentonnay, à M^e Charles Le Bourgoing, chevalier, marquis de Folin, son frère aîné, de tous ses droits ès successions paternelles, maternelles et collatérales, lors ouvertes, moyennant 4.000 l. payées comptant et 2.000 l. de pension viagère » (9 janvier 1676). — Invent. des titres de Faulin.

1803. — Renonciation par Marie Guillemette Le Bourgoing, en faveur de Charles Le Bourgoing, son frère aîné, à tous ses droits sur les successions de ses père, mère, frères et sœurs, moyennant une pension viagère de 1.000 livres (13 juin 1676). — Invent. des titres de Faulin.

1804. — Autorisation à M. de Courtenay, abbé des Escharlis, ordre de Cîteaux, diocèse de Sens, de faire certaines coupes de bois à employer aux réparations des bâtiments de l'abbaye (camp de Valenciennes, 14 mars 1677). — Arch. nation., X^{1a} 8674.

1805. — Erection en marquisat de la terre de Tanlay, dont le « beau domaine est accompagné d'une belle maison et d'un gros bourg composé de trois cens cinquante feus », et dont dépend la terre de Saint-Vinnemer avec « quantité de bois ». Le Roi veut ainsi récompenser les longs et bons services de Louis Phelippeaux, seigneur de La Vrillière, Châteauneuf-sur-Loire, Ervy-le-Chastel et Saint-Florentin en Champagne, Tanlay en Bourgogne, qui exerce depuis quarante ans la charge de secrétaire d'Etat en laquelle il a succédé à son père, le sieur d'Herbaut, qui l'avait remplie pendant plus de dix ans (Paris, mars 1771 ; enregistré en Parlement le 31 août 1678). — Arch. nation., X^{1a} 8674.

1806. — Lettres de garde gardienne pour l'église métropolitaine de Sens (7 sept. 1678). — Arch. nation., X^{1a} 8674.

1807. — Hommage au duc de Nevers par Charles Le Bourgoing, pour les fiefs de Faulin, Lichères, la grange de Lichères et Bèze, mouvant de la châtellenie de Châtel-Censoir, et pour les deux tiers de la seigneurie de Pousseaux, mouvant de la châtellenie de Clamecy (22 décembre 1684). — Invent. des titres de Faulin.

1808. — Accord entre Marguerite-Françoise Amelot, veuve de Charles Le Bourgoing, marquis de Faulin, comme tutrice de Marguerite-Françoise Le Bourgoing, sa fille, et les créanciers de la

succession dudit marquis de Faulin. Sont réservés à Marguerite, comme héritière de son père, la seigneurie de Faulin, les deux métairies du Château-Vert et du Château-Gaillard proche le château de Faulin, la terre de Coulanges-sur-Yonne, les fiefs de Pousseaux, Misery, la Grange-Folle, les Grands-Vergers, les seigneuries de Lucy et de Lichères (9 août 1698). — Invent. des titres de Faulin.

1609. — Lettre de M. Forestier à Madame de Guitaut. Il se plaint de la résidence à Rouvray du curé Bertheau, alors que la paroisse de Sainte-Magnance fournit, conjointement avec les religieux de Moutier-Saint-Jean, 450 livres pour sa portion congrue (4 février 1689). — Arch. d'Epoisses.

1610. — Lettre de M. Savin à Madame de Guitaut. Il la remercie de vouloir bien s'entremettre pour obtenir de l'évêque d'Autun que le curé de Sainte-Magnance réside audit lieu et non à Rouvray. « Sainte-Magnance est un prieuré curial dont il y a un bénédictin de Moutier-Saint Jean, qui en est pourvu, qui est nominateur de la dite cure et dudit Rouvray comme son annexe, lequel Rouvray n'est devenu bourg que depuis cinquante ans en ça ». Le moyen le plus rapide d'obtenir la résidence du curé à Sainte-Magnance serait sans-doute l'érection de Rouvray en cure ; le curé Bertheau ne s'y opposerait point (19 octobre 1695). — Arch. d'Epoisses.

1611. — Lettre de M. Oudin, curé de Cussy, à Madame de Guitaut, au sujet du différend entre M. Berthault, curé de Sainte-Magnance, et les habitants dudit lieu. « L'église de Sainte Magnance, [autrefois sous le nom de Saint-Pierre-de-Cordois,] a toujours esté crue la mère église de Rouvray... Il y'a 40 ans que je suis curé et voisin de Sainte-Magnance. Je me souviens fort bien que le prédécesseur du sieur Berthault, [M. Drouhin], fit bastir à ses propres despens la maison curiale dudit lieu ou il demouroit, et y a mesme demeuré plusieurs années, n'ayant dans Rouvray qu'un vicaire. Et mesme, venant pour lors aux assemblées synodales d'Avallon, non seulement il s'y présentoit en cette qualité de curé audit Sainte-Magnance, mais mesme on ne lui donnoit pas une autre qualité. » (Cussy, 7 août 169...). — Arch. d'Epoisses.

1612. — Requête des fabriciens de la paroisse de Sainte-Magnance à l'évêque d'Autun. Ils exposent que leur église a toujours été considérée par le peuple comme église principale et celle de

Saint-Didier-de-Rouvray comme annexe. Cette tradition se trouve confirmée : 1° par un acte de 1139 portant concession de neuf églises au monastère de Saint-Jean, parmi lesquelles Sainte Magnance, Varennes et Rouvray ; 2° par le pouillé du diocèse d'Autun, fait du temps du cardinal Rolin, où Sainte-Magnance figure avant Rouvray ; 3° par divers arrêts, qualifiant le titulaire de ces deux églises de « curé de Sainte-Magnance et de Rouvray » ; 4° par ce fait que « de tout temps Sainte-Magnance a esté un prieuré curial, que le prieur nommé par les religieux de Moutier-Saint-Jean en estoit curé primilif, ce qui ne peut convenir a une esglise qui auroit esté annexe ». Néanmoins les curés, se prévalant de la règle d'après laquelle ils peuvent résider *ubi est major concursus*, ont souvent résidé à Rouvray, où le casuel est plus considérable et le service plus facile ; d'où une infinités de procès, qui cesseraient si Rouvray et Sainte-Magnance constituaient deux cures distinctes.. (169..). — Arch. d'Epoisses.

1613. — Requête adressée au comte de Guitaut, marquis d'Epoisses, par Joachim Farol, desservant de Sainte-Magnance. Louis d'Ancienville et Claude de Saux, seigneur et dame d'Epoisses, léguerent à l'ermitage de Sainte-Magnance, par acte du 4 décembre 1625, divers biens à charge de deux messes par an pour le repos de leurs âmes. L'ermitage étant vacant depuis huit mois, ledit Farol a acquitté les messes et réclame la jouissance des biens légués pour leur célébration (169..). — Arch. d'Epoisses.

1614. — Hommage à Michel-Robert Le Peletier des Forts, conseiller d'Etat, comte de Saint-Fargeau, baron de Perreuse, par Pierre Doublet de Crouy, chevalier, pour le fief de la rivière d'Yonne et la seigneurie de Beaulche, mouvant de la châtellenie de Perreuse (7 janvier 1719). — Arch. de Bellombre.

1615. — Testament de Zacharie Nigot. Il déclare faire ce testament pour éviter les procès « qu'il a toujours regardés comme une source de discorde et de malheurs ». « Considérant la dépense qui se fait pour les funérailles comme un effet de la vanité des hommes plutôt qu'un devoir dans la religion chrétienne, je veux, ajoute-t-il, que les frais de mon enterrement n'excèdent pas la somme de 250 l. ou 300 l. au plus, en ce non compris la rétribution aux prestres qui y assisteront, qui ne pourront estre de plus de soixante ; il n'y aura aucune tenture, seulement un lé à la porte de la maison et un lé à la porte de l'église, ni sonnerie ; les frais et messes du bout de l'an ne pourront excéder la somme de

150 l. » Il lègue : au curé de Saint-Sauveur et à M. Moupeau, chanoine de Varzy, 60 l. pour dire des messes ; à la charité des pauvres de la paroisse où il décédera 400 l. ; à la paroisse de Saint-Merry, à Paris, où son père est enterré, 200 l., et, s'il y décède lui-même, 500 l. ; à l'hôpital général de Paris, 500 l. ; à l'hôtel-Dieu de Paris, 500 l. ; à l'hôpital général d'Auxerre, 500 l. ; à l'hôtel-Dieu de la Madeleine d'Auxerre, 500 l. ; à l'hôpital de Saint-Sauveur-en-Puisaye, « restabl par les soins et libéralités de M. Pierre Nigot, de Saint-Sauveur, président en la Chambre des Comptes », son frère, 1000 l., à employer selon l'agrément de « M. le Président de Saint-Sauveur, » son neveu ; à ses serviteurs, ses habits et diverses sommes d'argent ; à Henri-Pierre-Gilbert Coignet de Courson, son petit-neveu, fils de M. le comte de Courson et de feu Charlotte Colbert de Villacerf, une rente de 100 l. au capital de 4000 l., à lui constituée par le grand'père dudit Henry de Coignet, Pierre-Paul Coignet de Courson ; au chevalier de Courson, oncle dudit Henry, capitaine d'infanterie au régiment de Noailles, les arrérages de deux années de cette rente ; à M^{me} de Laistre, sa sœur, avec laquelle il vit depuis nombre d'années, 2.000 l. ; à M. le Président de Saint-Sauveur, sa bibliothèque, son fusil et ses pistolets, avec prière de ne pas s'en dessaisir. Par l'inventaire de ses biens, on connaîtra la modicité de sa fortune, « diminuée par le malheur des temps ». Une fois les legs précédents effectués, il sera fait 7 parts qui seront tirées au sort : l'une reviendra à M. de Saint Sauveur, son neveu ; une autre à l'abbé Moreau, doyen de la cathédrale d'Auxerre, à ses deux frères qui sont dans le monde et à M^{me} de Ribodon, ses neveux et nièce, enfants de Catherine Nigot, à charge par eux de servir une rente viagère à leur frère, Pierre Moreau, prieur de Saint-Avit ; une autre à MM. Gentil de la Seigne, capitaine de cavalerie au régiment de Gesvres, et Gentil de Morlay, ses neveux, à la charge de donner 1.000 l. à leur frère l'abbé ; une autre à Geneviève Nigot, sa sœur, veuve de M. le comte de Courson, grand-bailli d'Auxerre ; une autre à MM. d'Avigneau, ses trois neveux, fils de Marguerite Nigot, et de feu M. d'Avigneau, lieutenant-général au baillage d'Auxerre ; les 6^e et 7^e parts à Marie Nigot, sa sœur, veuve de M. de Laistre, conseiller au Parlement, l'une en propriété, et l'autre en usufruit qui reviendra à M. le Président de Saint-Sauveur ou à celui de ses fils qu'il désignera. En outre il lègue à M. le Président Rolland, qui « l'a honoré d'une amitié particulière, » un diamant de 1.000 l. et le prie de vendre sa charge de conseiller au Parlement au mieux des intérêts de ses héritiers (Paris, 12 juillet 1738). Dans une codicille du même jour il lègue à M. Thierriat, son cousin, prévôt d'Auxerre, un diamant

de 500 l. ; à M. Grasset, substitut du procureur du Roi à Auxerre, 300 l. « pour acheter des livres de droit à son fils aîné, avocat et bailli de Saint-Germain » ; à chacune des dames Nigot, religieuses de la Providence d'Auxerre, une pension viagère de 30 l., etc. (12 juillet 1738). — Arch. nation., Y. 55^{re} 12.

1516. — Testament de Louis-Marie de Sainte-Maure. Il institue pour héritier universel Louis-Marie de Sainte-Maure d'Origny ; les parents du légataire, Louis, marquis de Sainte-Maure d'Origny, et Marie de Guérin, auront l'usufruit de la succession jusqu'à ce que leur fils ait atteint vingt ans ; le légataire devra acquitter les dettes du testateur qui déclare, « comme s'il était prêt de paraître devant son Dieu, » qu'il ne met point au rang de ses dettes légitimes la créance de la comtesse de Sainte-Maure, son épouse, séparée de lui de biens et de corps. (Paris, palais des Tuileries, 20 octobre 1744). — Arch. nation., Y 69.

1517. — Hommage par Michel Doublet de Crouy, chevalier, baron de Beaulche, à Michel-Etienne et à Madeleine Charlotte Le Peletier, frère et sœur, seigneur de Saint-Fargeau et de Perreuse, pour le fief de la rivière d'Yonne (1) (17 mai 1754). — Arch. de Bellombre.

1518. — Hommage par Etienne-Pierre Masson de Maison-Rouge, écuyer, receveur général des finances de Picardie, à Michel-Etienne Le Peletier, comte de Saint-Fargeau, avocat général au Parlement, gouverneur et grand-bailli des ville et château de Gien, pour le fief de la rivière d'Yonne, par lui acquis le 1^{er} mai 1756 de Michel Doublet de Crouy. (23 juillet 1756). — Arch. de Bellombre.

1519. — Vente de la seigneurie de Faulin, Lichères, Lucy, Pousseaux, Misery, la Grange-Folle, les Grands-Vergers et Coulanges-sur-Yonne, consentie à David-Pierre Perrinet du Pesseau par les créanciers de feu Paul de Grivel, comte d'Ouroy, époux en son vivant de Marguerite-Françoise Le Bourgoing, et d'Alexandre-

(1) Sont énumérés dans l'acte les hommages précédents de Jeanne de Meleau à Jean de Bar (1320 et 1340), de Hubert de Jaucourt à Antoine de Chabannes (1487), du duc de Braban au comte de Dammartin (1490), du comte de Laval au duc d'Anjou (1542), de Lucrèce du Maine, veuve de Pierre du Souchet à Henri de Bourbon, duc de Montpensier (1604), d'Antoine Ruzé à Gaston d'Orléans (1631).

Auguste de Grivel, marquis d'Ouroy, fils et héritier des précédents (20 mars 1763). — Invent. des titres de Faulin.

1820. — Hommage à Michel-Etienne Le Peletier, « chevalier, comte de Saint-Fargeau et du pays de Puisaye, baron de Perreuse, seigneur du Pont-de-Rémy, Dumy, Ménilmontant, Moutiers, marquisat de Montjeu, baronie de Dracy, chatellenie de Glennes et autres lieux, gouverneur pour le Roy et grand-bailly d'épée des ville et comté de Gien, conseiller de sa Majesté en ses conseils d'Etat et privé, et président de sa cour de Parlement », par Joseph-Christophe Le Muet de Bellombre, lieutenant-général d'épée au bailliage d'Auxerre, et Edme-Germain Villetard, écuyer, seigneur de Vincelles, Pomard et Sauvegenou, pour le fief de la rivière d'Yonne, acquis par eux le 26 juillet 1770 des créanciers d'Etienne-Pierre Masson de Maison-Rouge. Le dit fief, relevant de la chatellenie de Perreuse, « consiste dans le droit de pesche, ensemble dans les isles et islots dépendant du dit fief et droits de justice haute, moyenne et basse sur les dits lieux » (20 novembre 1777). — Arch. de Bellombre.

(A suivre).

LE TEMPLE DE MERCURE

SUR LE MONTMARTRE D'AVALLON

Par M. Ernest PETIT.

A sept kilomètres d'Avallon s'élève une montagne dominant la contrée, et affectant la forme d'un cône tronqué assez régulier, lorsqu'on en approche par la route d'Auxerre ou par le chemin de fer. C'est le Montmartre, dont l'altitude de 357 mètres, et de 208 mètres au-dessus d'une vallée jadis traversée par une voie romaine, permet d'admirer de son sommet un superbe panorama. Il faut une bonne demi-heure d'une montée pénible pour parvenir sur la plate-forme, en suivant des chemins escarpés et rocaillieux, mais le visiteur est dédommagé de sa course par le coup d'œil enchanteur qui embrasse à l'est une immense étendue de plaines, et laisse voir de nombreux villages.

Le sommet a une circonférence de quelques centaines de pas seulement, et est entouré dans son pourtour par un escarpement assez rapide formé par des bancs de rochers de couleur grisâtre. La dénomination de la montagne est Montmartre, « Mons Martyrum », au lieu de Montmarte « Mons Martis », nom qui avait été adopté au moment de la découverte du Temple dont nous allons parler, et que l'on supposait d'abord dédié au dieu Mars, ce qui flattait d'avantage l'amour-propre et le patriotisme local. Le plan original du cadastre portait en indication des lieux dits, *le Montmartre*.

A peu de distance du sommet, et sur la déclivité méridionale de la montagne, s'élevait jadis une localité connue par des diplômes de Charles-le-Chauve, de Carloman et de Charles-le-Gros, au IX^e siècle, sous le nom d'Oligny, et désignée dans les textes latins, tantôt par *Oloniacum*, tantôt par *Auloniacum*. Une seule fois, on trouve le nom d'*Iliniacum*, Iligny, en 877, lorsque Charles-le-

Chauve approuve un échange passé entre les religieux de Saint-Martin-de-Chablis et ceux de Saint-Martin-d'Autun, relativement à la terre de Girolles, sise dans la vicairie d'Illigny, au pays Avalonnais, « in pago Avalinse, in vicaria Iliniacense, in loco qui dicitur G[ir]oillis... » (1) Mais la publication de cette pièce dont nous n'avons plus l'original, porte d'autres noms manifestement altérés, et il faut s'en tenir à la dénomination d'Oligny, qui se rencontre dans quatre instruments des années 864 à 886, (2) c'est-à-dire antérieurs et postérieurs à ce diplôme de 877.

Oligny, chef-lieu d'une « vicairie » dans le pays d'Avallon, et de laquelle dépendaient divers villages et notamment Girolles, était une bourgade dont l'importance n'est pas contestable. Mais à quelle époque a-t-elle cessé d'exister ? c'est ce qu'aucun document ne nous apprend, car les chartes depuis le ix^e siècle ne citent que

(1) *Recueil des histor. de Fr.*, t. viii, p. 667. Le texte porte *Ilimacense* et *Goilis*, mais il faut lire *Iliniacense* et *Girolis*, car pour cette dernière localité, il s'agit de Girolles, qui a toujours appartenu depuis à Saint-Martin d'Autun, et dont le nom est souvent reproduit dans le cartulaire de cette abbaye.

(2) 864. — Les évêques des Gaules, réunis par ordre de Charles le Chauve, confirment à l'abbaye de Saint-Germain d'Auxerre la possession de la celle de Moutiers et la terre d'Annay-la-Côte échangée pour Oligny, «... cum quibus et villam unam, Abundiacum nomine, pro Auloniaco commutaverunt... » (*Cartul. de l'Yonne*, t. i. p. 87).

864. — Charles le Chauve confirme à Saint-Germain la possession de ses biens dans les mêmes termes, sauf que Auloniacum est remplacé par Oloniacum (*idem*).

875. — Charles le Chauve fait une donation à l'abbaye de Saint-Martin d'Autun pour restaurer le monastère de la villa de Girolles « Garillas » et deux chapelles (*Cartul. de l'Yonne*, t. i. p. 99).

877. — Charles le Chauve approuve l'échange entre Saint-Martin de Chablis et Saint-Martin d'Autun de biens à Girolles, dans la vicairie d'Illigny, dans le pays d'Avallon. *Recueil des histor. de Fr.*, t. viii, p. 667, et *Cartul. de l'Yonne*, t. ii, p. 6).

884. — Le roi Carloman confirme les biens de l'abbaye de Saint-Germain, et l'échange d'Annay-la-Côte avec Oligny (*Cartul. de l'Yonne* t. i. p. 114).

886. — L'empereur Charles le Gros confirme les privilèges concédés par Carloman à Saint-Germain d'Auxerre, et dans les mêmes termes, ou paraît toujours l'échange d'Annay avec Oligny (*Cartul. de l'Yonne*, t. i. p. 117).

On trouve encore le nom d'Oligny « Oloniacus » dans un pouillé d'Autun publié d'abord par M. de Charmasse, puis par M. Auguste Longnon.

rarement le nom de cette localité disparue dont l'origine remontait à une haute antiquité (1).

La visite de l'emplacement est particulièrement instructive, car si beaucoup de pierres taillées en ont été autrefois enlevées, si des pièces gauloises ou romaines y ont été trouvées, on peut encore, dans une grande étendue de terrain, recueillir de nombreux spécimens de briques, de tuiles à rebords et même des fragments de marbre, malgré les plantations de sapins qui menacent d'envahir les friches abandonnées. Après le ix^e siècle, les populations ont quitté Oigny, d'un si difficile accès, pour s'installer dans la vallée sur les bords de la rivière du Cousin. Elles se sont groupées autour d'un centre déjà habité à l'époque romaine par suite des constructions qu'on y retrouve. Ce village portait le nom de Vault de Loigny, en 1410, et n'est connu, depuis la fin du xv^e siècle, que sous la dénomination de Vault de Lugny. Le village d'en bas a conservé le souvenir de l'antique bourgade de la montagne depuis longtemps disparue.

Les trouvailles de monnaies étaient si abondantes, en 1822, que l'abbé Lombard, alors curé du Vault, avait en sa possession environ quatre-vingts pièces que ses paroissiens lui glissaient, soit à l'offerte, soit à la quête. L'un d'eux lui ayant apporté la même année une tête d'homme en pierre, des morceaux de marbre de différentes grandeurs, des mains, des doigts et autres débris de statues, des fouilles furent aussitôt entreprises par les soins de Ravisy, propriétaire à Avallon, qui s'était rendu acquéreur de l'emplacement.

Des comptes-rendus détaillés de ces fouilles faites sous la direction de Caristie, architecte, avec une vingtaine d'ouvriers qui ont travaillé du 25 novembre au 12 décembre 1822, furent publiés quelque temps après dans une brochure peu commune et difficile à se procurer, dont Préjean, ancien procureur du roi à Avallon, était l'auteur, sous le titre : *Découverte d'un temple romain à une lieue d'Avallon en Bourgogne*, avec un plan et deux planches de débris de statues et de têtes, le tout dessiné par Moreau.

Un autre procureur du roi, Malot, écrivit vers la même époque dix lettres dans lesquelles chacune des trouvailles faites jour par jour était longuement énumérée, pendant que son ami Laureau

(1) Le finage comprenant jadis la bourgade est toutefois encore indiqué dans quelques documents des xii^e et xiii^e siècles. En 1236, Josselin, d'Avallon, chevalier, donne aux religieux de l'ordre de Grammont, résidant à Charbonnières, une rente de dix sols sur ses cens d'Oigny, pour l'anniversaire de sa femme Alaïde (Arch. de l'Yonne, cartul. de Vieuxpou).

de Thory dressait un catalogue exact des cent quatre pièces de monnaies trouvées dans les fouilles. Ces deux notices ont trouvé place, longtemps après, dans la dixième année du *Bulletin de la Société d'Etudes d'Avallon*, 1870. Nous renvoyons à ces publications pour éviter de trop longues explications et des redites inutiles (1).

Aucune autre fouille n'a été faite depuis 1822, et pour retrouver l'emplacement du Temple découvert à cette date, il faut compter cent vingt pas au midi, depuis le bord du sommet de Montmartre jusqu'à un massif de ronces, d'épines, d'arbustes divers et de pierrailles. Car il s'est produit là ce qui se produit partout ailleurs ; les premiers chercheurs n'ont pas pris la peine d'indiquer les limites du terrain étudié pour guider ceux qui viendraient après eux, de sorte qu'il est difficile d'y rien reconnaître à moins de renseignements précis.

Nous donnons ici le plan de ce temple. Le monument formait un carré parfaitement régulier, dont l'ouverture était pratiquée dans la direction de l'est regardant Avallon. Il se composait d'un cloître ou galerie couverte de neuf pieds de largeur, dont chacun des côtés avait cinquante deux pieds de longueur, et dont un petit cailloutage formait le pavé. C'est dans la galerie Est, où était

(1) Indépendamment de la description en prose donnée par Malot, ce magistrat a publié un poème sur ces découvertes, à l'âge de 72 ans, sous le pseudonyme de frère Lazare, anachorète, *Avallon, Comynet*, 1826. Ce poème de six cents vers n'est pas sans valeur, et nous en citerons le préambule :

Aux lieux, ou du Cousin l'urne encor peu profonde
Voit l'aulne et l'églantier se mirer dans son onde,
Et, fuyant les rochers et les bois du Morvan,
Vient s'unir à la Cure et vogue à l'Océan,
S'élève un mont altier, dont le flanc se tapisse
D'un plan cher à Bacchus, aux poètes propice ;
Son front aérien, orgueilleux et désert,
Autrefois de tilleuls et de chênes couvert,
Aujourd'hui nu, pelé, deshonoré, sauvage,
Se couronne de mousse et de ronces s'ombrage.
Cet inculte sommet, ce sol abandonné,
Quel œil assez perçant eut jamais soupçonné
Qu'il recelait ainsi de superbes antiques,
Du génie et du goût précieuses reliques,
Chefs d'œuvre merveilleux, que le Dieu des beaux arts
Pour instruire et charmer étale à nos regards.

.

la porte d'entrée, qu'ont été trouvés la plupart des fragments divers et les statues en pierre ou en marbre. Les parois intérieures des murs s'élevant à deux pieds et demi au dessus du sol laissaient apercevoir des traces de peintures présentant des encadrements et des bandes de diverses couleurs rouges, bleues ou vertes. L'ensemble des trouvailles révélait la présence de douze à quinze statues en pierre ou en marbre d'une bonne époque mais la plupart mutilées, ainsi que les débris d'un cheval colossal, dont un jarret en pierre blanche était fort bien sculpté (1). Une partie seulement de ces découvertes a été déposée au musée de la tour d'horloge à Avallon, ou notre collègue M. Degoix a eu la complaisance de photographier pour notre société les principales pièces qui accompagnent cette notice. Il est regrettable de ne pas avoir tous les objets qui ont été dispersés et transportés ailleurs. M. Geoffroy Saint-Hilaire possède une tête en marbre provenant de ces fouilles. Il est certain aussi qu'un grand nombre de ces vestiges antiques avaient disparu bien antérieurement, car on avait enlevé jadis beaucoup de blocs de marbre et de

(1) Voici le détail de ces débris :

- 1° Une masse en pierre représentant le dos d'une statue colossale.
- 2° Cuisses également colossales en pierre.
- 3° Autres cuisses en pierre.
- 4° Un beau torse en marbre.
- 5° Coude et partie d'un bras en pierre.
- 6° Epaules revêtues d'un manteau ou vêtement à plis en pierre.
- 7° Une tête de Pallas ou de Junon en marbre.
- 8° Une tête en pierre que l'on croit représenter un gladiateur mourant.
- 9° Une statue en pierre de sept pieds de haut représentant un augure ou flamme.
- 10° Une statue d'homme en pierre de grandeur naturelle.
- 11° Une tête en pierre ornée d'une belle chevelure.
- 12° Une tête d'enfant en marbre.
- 13° Un pied chaussé du cothurne en marbre.
- 14° Une statue en pierre incomplète.
- 15° Une jambe droite en marbre.
- 16° Une main en marbre.
- 17° Un genou en marbre s'appuyant sur un palmier.
- 18° Un avant-bras en marbre.
- 19° Des doigts de femme en marbre.
- 20° Un jarret de cheval colossal en pierre.
- 21° Une tête de minerve en marbre.
- 22° Divers fragments en pierre et en marbre provenant de diverses statues.

pierre qui ont été cassés et utilisés dans les constructions faites dans les hameaux voisins, comme à Vermoiron, où l'on voyait encore dans certaines maisons et même dans des granges des sculptures détériorées par le marteau des maçons.

Lorsque je collaborais avec Victor Petit à la *Description des villes et campagnes de l'Yonne*, dont la partie de l'Avallonnais a seule paru, cet éminent dessinateur avait tenu à reconstituer le Temple, comme il le comprenait d'après le plan par terre dont on avait les dimensions exactes. Cette reconstitution est absolument fantaisiste, et une lecture plus attentive du détail des fouilles fait supposer un monument d'un tout autre aspect. Les cloîtres ou galeries couvertes étaient seuls protégés par une toiture dont les débris se sont trouvés mêlés aux statues. La partie intérieure du Temple ne devait pas être couverte, puisqu'on n'y a trouvé que quelques clous, des morceaux de vases en verre ou d'amphores. C'était une cour intérieure, sur laquelle s'ouvraient des galeries supportées par des colonnes. Les murs formant la paroi extérieure de la galerie devaient être à plain et sans ouvertures, sauf la porte qui s'ouvrait sur l'esplanade et les logements des prêtres. Les colonnes reposaient sur le mur du carré intérieur du Temple, non sur le mur du carré extérieur.

Un escalier de quelques marches donnait accès au monument du côté d'une esplanade qui avait vingt et un pieds de large sur soixante-quatre de long. Un aqueduc destiné à l'écoulement des eaux provenant de la montagne, séparait cette esplanade d'une grande construction de même longueur, mais de trente-cinq pieds de large, que soutenaient au midi quatre contre-forts. Cet important bâtiment, faisant face à l'est, était à n'en pas douter la résidence des desservants du Temple, qui avaient vue sur le magnifique panorama d'Avallon.

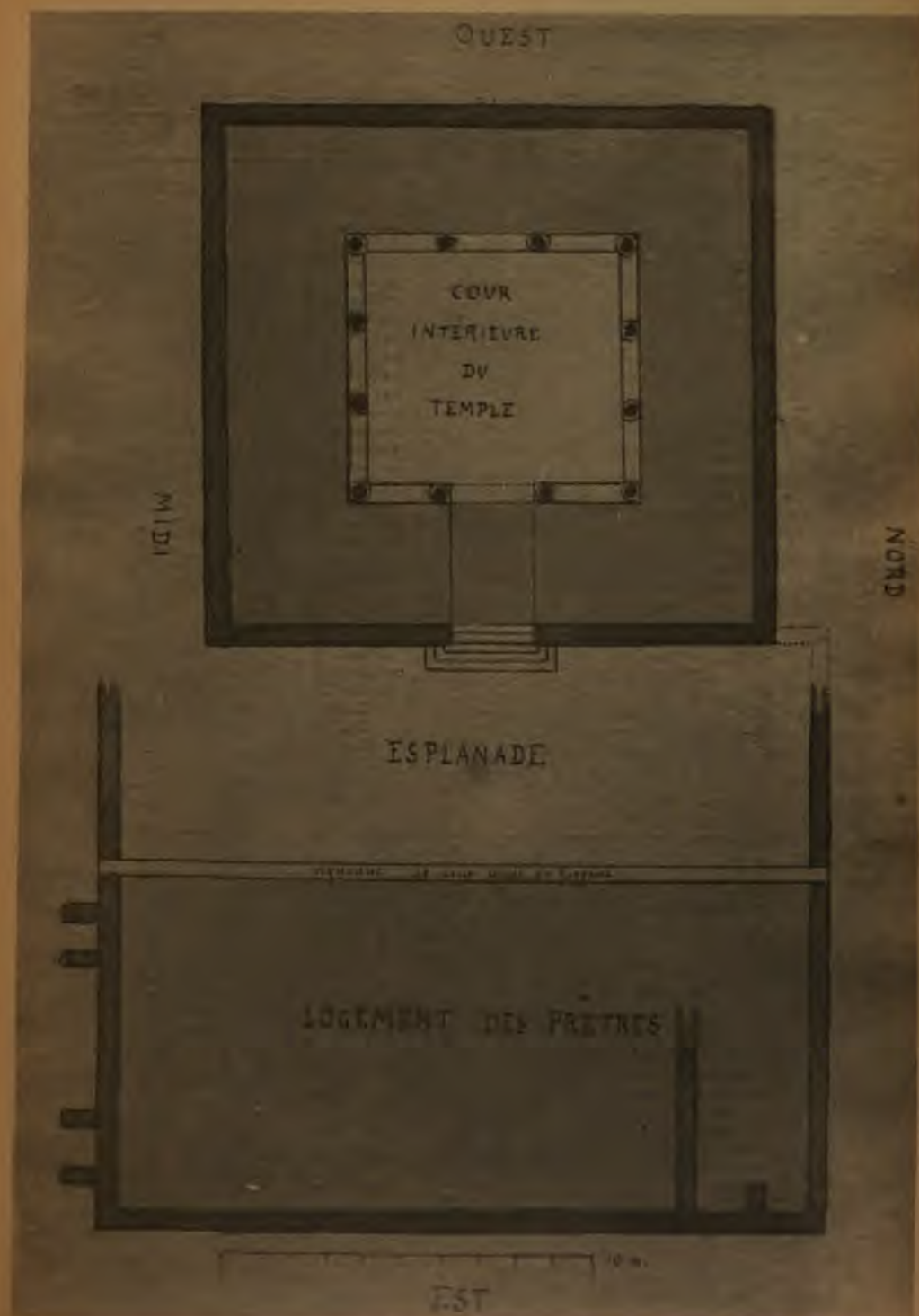
Les fouilles amenèrent à quatre ou cinq pieds de la porte d'entrée du temple la découverte d'une inscription, dont on ne retrouva que les fragments, gravés sur une plaque de marbre blanc fixée primitivement sur le fronton de l'édifice, et indiquant la divinité à laquelle il était dédié. Bien que cette inscription soit incomplète, la reproduction photographique que nous donnons ne laisse subsister aucune incertitude. Le temple était dédié à Mercure :

DEO MERC[VRI]O

EX STIPIBV[S]

[C]VRA IV.....

Une découverte non moins importante, et qui donnait, à peu



Plan du Temple de Mercure, au Montmartre d'Avalon.



Inscription trouvée devant la porte du temple de Mercure
au Montmartre d'Avallon.

•

•

•

10



Statue et fragments trouvés dans le temple de Mercure, au Montmartre d'Avallon.



Statue dans le temple de Mercure, au Montmartre d'Avallon.

10



Fragments de Statues provenant du temple de Mercure, au Montmartre d'Avallon.



d'années près, la date de destruction du monument fut faite à deux pas de là. Indépendamment des nombreuses pièces de monnaies trouvées en divers endroits, on en recueillit cent quatre réunies et accumulées devant la porte d'entrée, et qui composaient assurément le trésor ou la réserve des prêtres. Elles avaient été cachées, soit sous une grosse pierre à rebords, qui se trouvait près du portique et que l'on suppose avoir été destinée aux sacrifices, soit dans le piédestal d'une statue, soit dans la statue elle-même. Les pièces étaient de différents modules, en grand, moyen et petit bronze, deux étaient en argent, l'une représentant Gordien III, l'autre, la plus belle de toutes, à l'effigie de Marc Aurèle, à fleur de coin et admirablement conservée. Elles représentaient les empereurs depuis Trajan jusqu'à Valentinien I^{er}, embrassant ainsi une période de trois siècles (1). Les pièces à la frappe de Valentinien, qui se rapproche le plus de notre époque, permettent de supposer que le monument a été détruit à une date qui ne s'éloigne guère de l'année 375.

Ces trouvailles variées ont donc donné des résultats inespérés par les constatations qu'il est rare de faire aussi complètement dans les recherches de cette nature.

Ce n'est pas tout. En parcourant les champs voisins à l'est et au midi, on rencontre des monceaux de pierres, des briques, des tuiles qui paraissent avoir éprouvé l'action d'un feu violent. La destruction a été complétée par l'incendie. En même temps que les idoles étaient brisées, les prêtres païens ont péri, car aucun d'eux n'est venu chercher leur trésor dans la cachette que tous devaient connaître.

Les temples et les monuments élevés à Mercure étaient alors très répandus dans nos régions. On peut voir au musée d'Auxerre un cippe octogonal trouvé à Voutenay, et portant l'inscription DEO MERCVRIO. Le musée lapidaire de la *Commission des Antiquités de la Côte-d'Or* possède un *ex-voto* en pierre représentant Mercure, et provenant de Magny-sur-Tille. Le musée d'Autun conserve une statue de Mercure, en pierre, provenant du Val de Me-

(1) Voici l'énumération exacte de ces pièces, dont quelques-unes étaient un peu frustes : une de Trajan, deux de Marc Aurèle, une d'Alexandre Sévère, trois de Gordien III, une de Constance Chlore, deux de Maximin Daza, deux de Lucinius père, dix-huit de Constantin le Grand, six de Rome, quatre de Constantinople, sept de Crispus, onze de Constantin le Jeune, six de Constant, dix de Constance, seize de Magnence, dix de Decentius, une de Julien, une de Constance Gallus, une d'Hélène, une de Valentinien I^{er}, empereur en 365, mort en 375.

nevaux. M. Gabriel Bulliot possédait une statue de Mercure, trouvée dans les ruines du temple qui existait à Chassey, près Chagny, et dont les dernières monnaies recueillies dans cet endroit s'arrêtaient à Valentinien I^{er}, comme à Avallon. Une statue de Mercure avec l'inscription DEO MERCVRIO, et une statuette en bronze furent trouvées au temple sis jadis au-dessus de Santenay, près Nolay, et aucune des nombreuses monnaies qui en proviennent n'est postérieure au règne de Valentinien I^{er}.

A Villey-sur-Tille, une inscription MERCVRIO ET MINERVÆ est sortie de l'emplacement d'un temple ruiné. Des statuettes en bronze donnant l'effigie de la même divinité païenne ont été trouvées à Arc-sur-Tille. De semblables trouvailles ont été faites à Beaune, à Meursault, à Mercurey, à Mellecey, etc.

Nous n'avons pas la prétention de rappeler toutes les localités de nos régions possédant des ruines de temples édifiés en l'honneur de Mercure, mais on peut constater, d'après le relevé des monnaies retrouvées dans les fouilles, que la destruction de ces sanctuaires ruraux a eu lieu dans la seconde moitié du quatrième siècle, et que, par suite, la cessation du culte païen date également de cette époque.

C'est sur la fin du règne de Valentinien, vers l'an 375, qu'eut lieu le renversement des idoles, et c'est à ce moment que saint Martin parcourant nos provinces, y déterminait par son apostolat une véritable révolution, une révolution violente. Ces rapprochements, dont le regretté Gabriel Balliot a déjà fait ressortir l'importance dans son livre : *La Mission et le culte de saint Martin dans le pays Eduen*, Autun, 1889, peuvent servir également pour le Dijonnais et l'Auxerrois. L'apparition de saint Martin dans le Sénonais eut lieu vingt années avant sa mort, suivant Sulpice Sévère, c'est-à-dire vers l'an 377.

La participation active et militante de saint Martin ne peut être mise en doute, car sous son patronage, partout s'élevèrent plus tard des oratoires sur les débris des temples païens dédiés à Mercure. Le temple de Santenay fit place à une église dédiée à saint Martin. Toutes les églises du Val de Menevaux ont le même saint pour patron ; une paroisse de Beaune où fut trouvé le Mercure armé du marteau est sous le vocable de saint Martin. Arc-sur-Tille où l'on déterra les statuettes en bronze citées plus haut possède une église dédiée à saint Martin. Chagny, Mellecey sont dans le même cas. A Avallon même, l'église primitive de Saint-Martin-du-Bourg s'éleva sur un temple que l'on croit avoir été dédié à Mercure ; des débris de statues et une tête en marbre qui proviennent des fondations sont déposés au musée de la ville. Les quatre colonnes

en marbre verdâtre antique encore conservées dans cette église sont de même provenance, et ont été utilisées dans les constructions successives du sanctuaire. Nombre d'églises des villages voisins ont saint Martin pour patron : Lucy-le-Bois, Cussy-les-Forges, Blacy, l'Isle-sur-Serein, Dissangis, l'Abbaye-de-Cure, Vassy-sous-Pizy, dix-neuf communes de l'arrondissement de Semur, etc., etc.

Une pensée s'impose également à l'esprit, c'est la singulière analogie d'origine entre le Montmartre Avalonnais et le Montmartre de Paris, qui fut aussi appelé antérieurement au ix^e siècle mont de Mercure, sans cependant qu'on ait pu conserver, comme à Avallon, des trouvailles provenant d'un temple païen sur cette montagne dont le sol a été tant de fois remanié. Hilduin, abbé de Saint-Germain-des-Prés, de Saint-Denis et de Saint-Médard de Soissons, archichapelain de l'empereur Louis le Pieux, écrivant la vie de Saint Denis avant 840, et racontant les faits relatifs à ce saint martyrisé avec Rustique et Eleutère, dit : « quorum memoranda « et gloriosissima passio e regione urbis Parisiorum in colle qui « antea Mons Mercurii, quoniam inibi idolum ipsius principaliter « colebatur a Gallis, nunc vero Mons martyrum vocatur » (1).

Les fouilles faites sur le Montmartre Avalonnais, en 1822, n'ont pas été continuées ; l'emplacement du temple n'a même pas été entièrement exploré. On y voit des monceaux de pierrailles recouverts d'épines et de broussailles qui doivent encore receler des blocs de marbre et de statues dont on n'avait retrouvé que des fragments. La localité devrait être étudiée plus sérieusement, car le monument précité n'était pas isolé. Il y aurait également des recherches à faire à la fontaine de Belle et à la fontaine des Fées, qui prennent leur source dans le flanc de la montagne. On y avait découvert en 1770, des tuiles, des carreaux, des pavés, des débris de corniches en marbre provenant de salles de bains. Au dire de Courtépée, l'abbé Martenot y avait ramassé huit espèces de beaux marbres taillés, annonçant le luxe peu ordinaire des riches romains qui étaient venus y fixer leur résidence. Un entablement en marbre, trouvé à cette même époque, était conservé dans le cabinet de Denèvre de Domecy.

Maintenant encore, on rencontre dans la localité des objets antiques non seulement de l'époque romaine, de l'époque mérovingienne, mais de la période gallo-romaine, des silex, haches, cou-

(1) Voir un article de M. Auguste Longnon, membre de l'Institut dans le volume *Centenaire de la Société des Antiquaires de France*, p. 251-253.

teaux, pointes de flèches, etc. M. Buet, instituteur zélé de la commune du Vault-de-Lugny, auquel je dois d'intéressantes communications et un plan cadastral de Montmartre, conserve dans un meuble de son école quelques fragments de marbre et divers objets préhistoriques. Récemment, en construisant une maison dans le jardin de M. Content, on a trouvé des dalles en marbre blanc, des fragments de ciment romain, des colonnes formées de briques cylindriques. L'instituteur de Domecy a recueilli des restes de poteries noires trouvés, ainsi que des silex, sur le sommet de la montagne. On pourrait encore citer beaucoup de pierres taillées, haches, grattoirs, marbres, monnaies, pierres fines portant le buste de Jules César trouvés ça et là. J'ai vu chez M. Mailly, ancien receveur particulier à Avallon, maintenant résidant au château de la Louère, près Montbard, un morceau de marbre blanc trouvé sur le Montmartre, qui avait servi de polissoir, et qui portait l'empreinte d'une couleur rougeâtre. Ces années dernières, M. Joseph Prévost fils, y a encore ramassé une pièce de monnaie à l'effigie de Constantin. Les membres de la *Société d'études d'Avallon* ont relaté dans différents bulletins les donations d'objets divers provenant de cette localité.

Il y aurait encore beaucoup de trouvailles à faire au Montmartre, si l'on voulait se donner la peine de chercher, car si une seule fouille à mis à jour le temple de Mercure, il est probable que de nouvelles recherches amèneraient de curieuses découvertes dans cette bourgade jadis importante. Le plateau de la montagne n'a même pas été exploré. En le parcourant au mois d'avril de cette année, c'est-à-dire au printemps, j'étais étonné d'y voir en certains endroits une herbe plus verte, plus drue, et plus vigoureuse dessinant des cercles parfaitement réguliers, comme si elle avait poussé sur des terres remuées, indiquant des tours ou autres monuments. Je suis convaincu que des fouilles intelligemment conduites donneraient des résultats inattendus. On n'a pas besoin d'aller faire au loin des recherches dans des pays étrangers quand notre sol renferme encore tant de merveilles.

JEAN DU COGNOT

Par M. Ch. MOISSET.

I

Dans la cathédrale de Sens, entre deux colonnettes du premier pilier de gauche de la nef, on aperçoit à une hauteur de six à sept mètres, une petite tête en pierre dénommée « *Jean du Cognot* ». Cette figurine, d'une physionomie placide et sérieuse, provenant, paraît-il, d'une statuette d'ange décapité, n'a été encastree dans les colonnettes que depuis une centaine d'années, en remplacement d'une autre, exposée depuis le xiv^e siècle. D'après le témoignage de M. Victor Petit (1), la figurine actuelle aurait été gratifiée, à un certain moment, d'un appendice consistant en une paire de bras et de mains ; mais il n'en est resté aucune trace. Des Sénonais autorisés disent même n'en avoir jamais entendu parler. Quoiqu'il en soit de ce petit détail, c'est vers 1800 qu'a été établie la tête actuelle à la place qu'elle occupe aujourd'hui. Quelle a été la cause occasionnelle de ce remplacement ? Suivant une version, l'ancienne tête aurait été enlevée pendant la Révolution (ce qui n'a rien d'in vraisemblable) ; selon une autre, la substitution aurait été opérée par un employé de la cathédrale, suisse ou bedeau, qui, pour donner satisfaction au goût des esthètes raffinés venant, sur la foi de leur guide de voyage, voir la tête de du Cognot, aurait jugé plus attrayant de leur offrir une pseudo-portraiture plus agréable à l'œil. Non pas cependant que la primitive fut aussi grimaçante que l'a dit Tarbé, dans son *Histoire de Sens*. Les traits du visage, il est vrai, sont fortement accentués, l'air est sombre et attristé, mais n'a rien de répulsif. Ce qui peut seulement lui imprimer un

(1) Victor Petit. *Guide pittoresque dans le département de l'Yonne*. (Annuaire de l'Yonne, 1847).

certain caractère caricaturesque, c'est la sorte de bandeau bouffant avec bourrelet aplati sur le sommet de la tête, qui enveloppe du haut en bas la figure. On peut au reste juger de l'aspect de cette tête en allant la voir au Musée archéologique de Sens où elle est conservée par suite d'un legs fait par un amateur d'antiquités, M. Lorne, qui l'avait recueillie.

Mais quelle que soit la différence de date d'installation et de forme des deux figurines, elles sont reliées l'une à l'autre et comme unifiées par le sentiment de dérision et de haine dont elles sont l'expression. Quand autrefois (et peut-être ne faudrait-il pas remonter bien haut) les bedeaux éteignaient les lumières, ils ne manquaient pas de frapper d'un coup de leurs éteignoirs le nez du petit supplicié. Il y a une cinquantaine d'années encore, on laissait les enfants lui décocher des boulettes de pain et de papier mâché « Encore aujourd'hui, dit M. l'abbé Carlier (1), si l'on veut, un jour de marché, stationner sous l'orgue de la cathédrale de Sens pendant une demi-heure, on verra des mères amener leurs enfants devant Jean du Cognot, leur montrer les grimaces (2) de cet ennemi du peuple et leur apprendre à insulter à sa mémoire »

Qui a-t-on donc voulu personnifier par ces deux fantoches successifs ? Quelles noirceurs avait commises ce prétendu *ennemi du peuple* pour être pendant des siècles abreuvé d'humiliations sans trêve ?... Ce maudit, ce démoniaque, c'était un Avocat général au Parlement de Paris (3), Chevalier ès-lois, Commissaire d'enquête du Parlement en 1322-23-24 (4), second Président du Parlement

(1) *Le Gallicanisme et l'Ultramontanisme au moyen-âge*, par l'abbé Carlier. — (*Bulletin de la Société archéologique de Sens*, 1867).

(2) Grimaces imaginaires : à l'examiner d'un œil impartial, la tête actuellement exposée, dont veut parler M. l'abbé Carlier, a un caractère très calme et même assez insignifiant.

(3) Le titre d'*avocat général* semble avoir été au xiv^e siècle synonyme de celui d'*avocat du Roi*. Pour les contestations se rapportant à ses propres domaines le Roi avait deux avocats : l'un clerc, qui plaidait les questions civiles ; l'autre *lai* ou laïque pour les affaires criminelles.

(4) Ces commissaires étaient des membres du Parlement désignés pour procéder aux enquêtes concernant les affaires de toute sorte ressortissant à la Grand'Chambre. « Quoique son travail fut ingrat et silencieux (travail de la Chambre des enquêtes) dit M. Ducoudray dans son ouvrage *Les origines du Parlement de Paris*, 1902, la Chambre des enquêtes fut peut-être celle qui contribua le plus à la renommée et à la puissance du Parlement. Comme la plupart des enquêtes permettaient de décider la question en litige, les Maîtres rendirent sur pièces des arrêts qui pourtant étaient

en 1324, premier en 1336, Archidiacre de l'Eglise de Paris (1), Seigneur de Saintines (2), magistrat intègre et jurisconsulte apprécié, qui de son vrai nom s'appelait Pierre de Cugnières, mais dont le crime était de s'être élevé avec ardeur contre les empiètements des juridictions ecclésiastiques sur les juridictions laïques.

II

Depuis la réaction féodale contre la royauté commencée en 1315 sous Louis le Hutin, le Clergé, qui d'ailleurs avait toujours visé au monopole du pouvoir judiciaire, s'était efforcé plus que jamais de distendre le lien par lequel avaient essayé de le retenir quelques Rois. Fasciné par le mirage de la prépotence dont il avait joui jadis en matière de justice, par suite de l'incapacité et de la négligence des Seigneurs justiciers plus enclins au métier des armes qu'aux fonctions de juges, il franchissait sans cesse, en usant d'arguments subtils et d'artifices, les limites du droit de juridiction criminelle et civile qui lui était légalement conféré. En butte à ces empiètements devenus de jour en jour plus menaçants pour leurs prérogatives, les Justiciers laïques finirent par s'émouvoir et par songer à la résistance. Ils y étaient encouragés au reste par des précédents venus de haut. Dès le commencement du XIII^e siècle, époque à laquelle cependant l'action du Clergé avait

prononcés par la Grand'Chambre. Les Conseillers des enquêtes, quoique cédant le pas aux Maîtres de la Grand'Chambre, les égalaient en réalité. La Chambre des enquêtes était une représentation et ses arrêts furent des arrêts du Parlement. » — La qualification de *Maîtres* ou *Magistri* était le titre donné aux juristes qui avaient pris leurs degrés dans la Faculté des Arts ou de Théologie, ou dans les Ecoles de droit romain d'Orléans, d'Angers, de Toulouse et de Montpellier.

(1) « Ce qui, dit M. l'Avocat général Barbier, n'avait rien d'incompatible avec la profession d'Avocat. Il est certain, en effet, que lorsqu'il y eut des Avocats généraux en titre, le premier d'entre eux fut longtemps un homme d'Eglise ». — Notice sur Pierre de Cugnières publiée dans le journal *Le Droit*, numéros des 16 et 17 juillet 1859.

(2) Saintines, pays faisant aujourd'hui partie du département de l'Oise, avec ancien château ayant appartenu à Cugnières. D'après un article du *Magasin Pittoresque* (1855) sur le château de Saintines, Cugnières était devenu possesseur de ce domaine vers 1320 et y était mort en 1356.

« Le blason de Cugnières portait d'hermine à l'écusson en abîme de gueule chargé d'un lion d'or ». — Notice précitée de M. Barbier.

été plus tempérée, les Comtes d'Auxerre et de Nevers, le Seigneur de Courtenay et plusieurs autres personnages de haute marque avaient formé une sorte de ligue contre les usurpations des Cours ecclésiastiques. Plus tard (1225), un certain nombre de Seigneurs, réunis à Melun, avaient fait entendre au roi Louis VIII de vives doléances sur le même sujet. Depuis la lutte acharnée de l'empereur d'Allemagne, Frédéric II, contre la papauté et par extension contre le clergé, une correspondance active s'était établie entre les Seigneurs des deux côtés des Alpes, et des coalitions s'étaient organisées entre bon nombre d'intéressés de l'un et de l'autre pays (1). Ce n'avait été là toutefois qu'une défense par-

(1) Et ce n'étaient pas que les Seigneurs qui se soulevaient contre les empiétements cléricaux : les Baillis et les Prévôts exprimaient également leur mécontentement, parfois même par des moyens que les mœurs semi-barbares de l'époque pouvaient seules suggérer à des magistrats. Exemple : Un jour (1278), le Bailli d'Auxerre, Nicolas le Paigier, dit à son Prévôt ; « Nous n'aurons pas paix avec ces Clercs d'Auxerre que nous n'en aurons bâtonné une douzaine ». « Si je croyais, répond le Prévôt, que cela vous plût, ce serait tôt fait — « Je voudrais que cela le fut déjà », répliqua le Bailli. Tel souhait, telle exécution. Certain soir que deux Clercs de l'Eglise étaient allés se laver les pieds dans l'Yonne et se rafraîchir à la fontaine Saint-Ginain, des émissaires commissionnés *ad hoc* les assaillent par derrière et les meurtrissent. L'un des deux eut les talons et une portion de la jambe mutilés à tel point qu'il fut « afolez à touz jours » ; l'autre s'en remit que bien que mal. Mais le Prévôt jugea sans doute que le Bailli ne serait pas satisfait pour si peu. Quelques jours après, un troisième Clerc fut attaqué à son tour et si grièvement blessé qu'il resta longtemps entre la vie et la mort. Appréhendant pour son compte les conséquences qui pouvaient découler de ce triple guet-à-pens, Maître le Paigier, de loup se faisant renard, alla pour donner le change, voir le premier estropié, disant : « Je donnerais bien ma bourse pleine pour savoir qui a ce fait ». Dans l'espoir de laisser ignorer à d'autres ce qu'il ne savait que trop bien lui-même, il chercha, aidé de son compère le Prévôt, à circonvenir le malade et ceux qui le soignaient pour obtenir qu'il « fut fait paix sur la bateure », mais malgré ces manœuvres hypocrites (que ce fût le résultat d'une dénonciation directe ou celui de l'écho de la rumeur publique), le Parlement se saisit de l'affaire et condamna le Bailli à 200 livres d'amende (4.020 fr.) et le Prévôt à 100 livres (2.010 fr.).

(Résumé des faits tirés des *Olim*). — Les *Olim* — ainsi désignés on ne sait trop pourquoi, à moins que Ménage n'ait rencontré juste en disant que le nom vient de ce que le plus ancien de ces registres commence par un arrêt dont le premier mot est *Olim* — sont un Recueil des actes du Parlement à ses origines. Ils sont écrits en caractère du XIII^e siècle et contiennent des jugements en matière criminelle et civile, des *mandements*

tielle ou qu'une préparation à un mouvement général. Au début du règne de Philippe de Valois ce mouvement se manifesta au plein jour. Il avait été, pour une bonne part, fomenté et dirigé par une phalange d'esprits laborieux, versés dans la connaissance du droit romain qui régissait une partie de la France et dans celle des coutumes. Cette phalange, qui avait commencé à se constituer sous saint Louis et avait pris de rapides développements était celle des Légistes. Malgré les dédain fantasistes de grand Seigneur que le duc de Saint-Simon s'est plu à déverser sur eux dans ses *Mémoires*, les Légistes n'étaient pas, comme il l'a prétendu, des gens obscurs, des « souffleurs », selon son mot, agenouillés aux pieds des membres du Parlement pour leur indiquer les décisions qu'ils devaient prendre : c'étaient des hommes de valeur, appartenant aux classes élevées de la société, gradés comme Maîtres, comme Docteurs, comme Professeurs dans les différentes Universités. Rien donc d'étonnant ni que de très légitime dans l'action qu'ils ont pu exercer dans le conflit qui allait éclater.

A peine Philippe avait-il pris possession du trône que d'ardentes protestations lui furent adressées contre les usurpations cléricales. Tout étourdi qu'il fut par le bruit des fêtes fastueuses dont il comblait sa noblesse, le nouveau Roi ne put rester sourd à ce concert de plaintes. Pour juger de leur fondement il convoqua, en 1329, dans son palais, des représentants des deux parties adverses. Cinq Archevêques et quinze Evêques se rendirent au colloque. Le Roi, qui aimait la représentation, présida la réunion, siégeant sur son trône, entouré des Pairs, des Hauts-Barons et des Grands Officiers de son conseil. L'Avocat général Pierre de Cugnières avait été désigné par Philippe, qui le tenait en grande estime, comme défenseur des juridictions laïques, tant royales que seigneuriales. Il semble d'ailleurs que Cugnières avait une compétence toute spéciale en ces matières à la fois canoniques et juridiques. Loysel, dans son *Dialogue des Avocats*, dit être porté à croire qu'au commencement du siècle, étant encore jeune avocat, il avait été appelé à préparer avec Pierre du Bois une réponse royale faite

(ordres d'informations aux Baillis et aux Sénéchaux), des ordonnances et des lettres du Roi. Tenus pendant des siècles sous une sorte de voile mystérieux que soulevaient seuls les initiés parlementaires, ils en sortirent au XVIII^e siècle au moyen d'une copie secrète que put faire exécuter, en usant de subterfuges, Moreau, historiographe de France (originaire de Saint-Florentin). Cette copie permit aux Ministres de Louis XVI de répondre aux arguments que le Parlement, dans sa lutte contre la Cour, tirait de ce vieil arsenal, et qui souvent les embarrassait.

à une bulle impérieuse et menaçante lancée contre Philippe-le-Bel par Boniface VIII.

Dans le petit Parlement qui s'ouvrait, Cugnières eut donc à jouer l'un des rôles principaux. Il le fit « avec gaillardise », dit Loysel, « avec aigreur et violence », dit un autre historien. Par ces deux appréciations on peut juger du moins avec certitude qu'il ne faillit pas à la tâche, s'il ne la dépassa pas. A l'ouverture de la séance la parole lui fut donnée. Son discours n'a malheureusement pas été conservé. On n'en connaît la substance et les grandes lignes que par la réfutation qu'en a faite l'un des défenseurs du Clergé (1) qui a pris soin de reproduire le sien. Il a été possible néanmoins, à l'aide des informations qui nous sont parvenues, de combler en une certaine mesure cette lacune.

En commençant sa harangue, Cugnières, s'armant de ce texte de l'Évangile : « Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu », retraça avec précision la démarcation établie par les Coutumes et les Lois entre les deux ordres de juridictions cléricale et laïque.

Après ce début dogmatique, l'orateur entra dans le détail des faits imputés au Clergé, remplaçant pour être plus sûrement entendu de la partie laïque de l'assemblée, l'emploi de la langue latine qu'il avait parlée jusque-là par celui de la langue nationale. Les griefs qu'il articula contre les agissements de forme multiple du Clergé, furent au nombre de soixante-six. Pour donner une idée de l'ensemble, en voici quelques-uns :

« Par une interprétation subtile et fallacieuse le Clergé attribue au serment un effet extensif qu'il n'a pas. Il prétend que, tout acte juridique comportant le serment, il n'est aucun de ces actes qui ne tienne à la religion et dont les juridictions ecclésiastiques ne doivent connaître. — Les Prélats envoient leurs Notaires qui soumettent toujours les contractants à la juridiction des Cours d'Eglise. La juridiction ecclésiastique force les laïques à comparaître devant elle dans toutes les contestations avec les clercs au sujet de successions, de prêts d'argent, en un mot de toutes affaires d'un caractère purement civil. A chaque instant la tonsure est donnée à des bâlards, à des adultérins, à des enfants pour leur conférer la clergie et étendre par là la juridiction cléricale. — Qu'un meurtrier ou un voleur se disant clerc sans en fournir la

(1) Ce défenseur est Pierre Bertrand, évêque d'Autun à l'époque de la conférence et plus tard cardinal. La réfutation de Bertrand se trouve dans un manuscrit de la Bibliothèque de Troyes. Elle a été publiée dans le Livre des Libertés de l'Eglise Gallicane.

preuve, demande son renvoi devant une Cour ecclésiastique, sa demande doit être accueillie par le Juge laïque sous peine pour celui-ci d'être frappé d'une amende et excommunié. Les Evêques et Abbés excommunient ceux qui ne payent pas leurs dettes aux clercs, et si le Juge laïque ne les contraint pas à payer, il est lui-même excommunié. — Lorsque le Juge séculier a saisi un voleur, il faut qu'il remette au Juge ecclésiastique les objets volés, sinon on l'excommunie. — « Soudain, dit Etienne Pasquier (1), dans le relevé qu'il a fait des griefs, qu'un homme entre en prison ecclésiastique par la porte de fer, il en sort par la porte d'argent. — Un homme étant excommunié, continue le même historien, les Officiers prenaient plaisir de citer tous ceux qui avoient communiqué avec lui et ainsi mettoient quelquefois toute une contrée en désarroi par leurs indues citations. — Lorsqu'un riche étoit décédé, bien qu'il eust fait testament, mais ne laissant rien aux églises, et reçu les Saints-Sacrements, toutefois on lui faisoit dénier Terre-Sainte après son décès, sous quelques fausses imputations d'usure ou autrement, et pour se rédimier de cette vexation barbaresque, les amis et héritiers du défunt étaient contraints fonder le poignet des Officiaux, Archidiaques et autres Juges de l'Eglise ». Et Pasquier termine ses citations en disant que Cugnières alléguait encore « bien d'autres déportements pleins de mauvais et dangereux exemples » (2).

Lorsque Cugnières eut achevé de développer les griefs for-

(1) Etienne Pasquier. « *Recherches sur l'Histoire de France.* »

(2) A cette série de griefs on pourrait ajouter les abus fiscaux commis, quelques années auparavant, par l'Official Sénonais, sous l'administration de Philippe de Marigni (1309-1316), que Philippe le Bel avait imposé au pape Clément V de transférer de l'évêché de Cambrai au siège épiscopal de Sens, entrevoyant d'avance l'aide que ce prélat pourrait lui donner et lui donna en effet dans le procès des Templiers. « Dans la province de Sens, dit le continuateur de la *Chronique de Nangis*, beaucoup de gens du peuple se liguerent ensemble, contraints, pour ainsi dire, à se soulever par les extorsions iniques et vexatoires qu'ils avaient journallement à subir, dans les causes portées à la Cour de justice de l'Archevêque de la part des Avocats et Procureurs de cette Cour. Ces gens, parmi cette multitude toute laïque, élurent un Roi, un Pape et des Cardinaux, résolus à rendre le mal pour le mal et voulant répondre par une haine opiniâtre à la méchanceté de leur ennemis. Quoique le Clergé les eût excommuniés ils se déclaraient absous et s'administraient entre eux les sacrements ecclésiastiques ou se les faisaient administrer de force par des prêtres. Mais le gouvernement prit bientôt des mesures pour faire cesser ces désordres et le supplice de quelques-uns des chefs dissipa cette faction. »

mulés, vint le tour des deux défenseurs du Clergé qui étaient Pierre Roger, Archevêque de Sens (1) et Pierre Bertrand, Evêque d'Autun.

Roger parla le premier. C'était à la fois un esprit de haute culture et un homme de lutte. Le physique en lui s'harmonisait avec le moral, ainsi qu'en témoigne un portrait qui décore le grand salon de l'archevêché de Sens. Pétrarque qui l'avait connu à l'époque où il avait reçu mission des Romains d'aller à Avignon presser le nouveau Pape (1342) de rétablir la résidence du Saint-Siège à Rome, a loué sa prodigieuse mémoire, dont il était redevable, a-t-on dit (sans toutefois en fournir la preuve) à un coup de pierre à la tête qu'il avait reçu dans sa jeunesse. D'autre part, l'auteur de la *Gallia purpurata* le qualifie de « divinus litteris instructissimus ac juris pontifici scientissimus ». Ce double éloge, Roger montra par sa harangue qu'il le méritait. Le prenant de haut, l'orateur commença par déclarer qu'il ne parlerait pas pour être jugé, mais pour juger ses adversaires et pour instruire le Roi de ses devoirs. « Jésus-Christ, dit-il, étant Dieu et Homme, avait eu le pouvoir spirituel et temporel et l'avait transmis aux Ministres de son Eglise qui étaient les juges naturels de tous les hommes sans exception. » Après avoir longuement exposé ce thème avec grand renfort de citations dans lesquelles apparurent les grandes figures de la Bible depuis Noé et Melchisedech jusqu'à Esdras et Néhémie, le harangueur aborda le point qui était la pierre angulaire de tout son discours. « Deum time, regem honorificate » : de cet aphorisme, qui était pour lui un postulat, se déduisit toute son argumentation. Il l'enrichit d'un luxe de considérations tirées des Edits des Empereurs romains convertis, du « Décret de Gratien » et du code supplémentaire de ce *Décret* appelé « *Extra* », c'est-à-dire hors du décret de Gratien, que fit rédiger Grégoire IX. De l'esprit de ces différents documents Roger fit sortir cette conclusion : « Le Prince doit s'étudier plus à être aimé qu'à être craint. Le plus noble trésor qu'il puisse posséder, c'est le cœur de ses sujets et il a dans leur amour un boulevard inexpugnable. Mais il me semble que rien ne fait plus aimer un Prince que de conserver et d'accroître les libertés auxquelles ses sujets sont habitués et de ne point introduire de nouveautés contraires. C'est pourquoi si le Prince veut ôter les libertés accordées par ses prédécesseurs, son gouvernement n'est plus aimé et l'histoire nous

(1) Pierre Roger — ancien religieux de la Chaise-Dieu, ancien Abbé de Fécamp et Evêque d'Arras, puis Archevêque de Sens. Élu Pape en 1342, il prit le nom de Clément VI.

montre que c'est pour cela que bien des royaumes ont été transférés d'une nation à une autre. » Après quoi Roger rappela au Roi les exemples que lui avaient légués plusieurs de ses grands prédécesseurs, ainsi que le serment qu'il avait prêté à son sacre de protéger toujours les droits et privilèges des églises, lui demandant avec instance de rester fidèle à ce serment. S'il faut en croire Voltaire (Dictionnaire philosophique), l'orateur, sans doute pour condenser sa pensée et frapper plus fortement les esprits, aurait terminé par ce semblant de quatrain dans lequel la prosodie ne trouverait guère son compte :

Sers Dieu dévotement ;
Baille-lui largement ;
Revère sa gent dûment
Rends-lui le sien entièrement.

Après Roger, parla l'Évêque d'Autun. Moins altier et moins absolu que Bertrand, sans faire fléchir toutefois les principes que celui-ci avait proclamés, Bertrand se livra méthodiquement à la discussion des griefs qu'il répartit en trois catégories : 1° Ceux touchant les anciens droits de l'Eglise ; 2° Ceux dénonçant des abus et des erreurs ; 3° Ceux renfermant un mélange d'erreur et de vérité. Au sujet des premiers, dit-il, l'Eglise ne transigera pas et maintiendra ses privilèges imprescriptibles ; pour les seconds, elle cherchera à corriger les abus signalés, après avoir examiné si réellement ils existent ; quant aux troisièmes, elle est prête à faire le départ et à donner satisfaction sur les points reconnus fondés.

Ces débats terminés, les Prélats présents qui n'avaient pas pris la parole présentèrent un Mémoire dans lequel ils déclarèrent que l'Eglise devait continuer de connaître des actions réelles, personnelles et mixtes, de toutes actions intéressant les clercs, les veuves et les orphelins ; qu'elle ne renoncerait pas à procéder à l'exécution des testaments ; enfin que les Notaires de ses cours instrumentaient toujours dans toute l'étendue de leur juridiction.

De leur côté, les Seigneurs produisirent un autre Mémoire dans lequel ils revendiquaient leurs droits. En face de toutes ces contradictions, le Roi, habileté ou perplexité, n'émit pas d'avis. Cette réserve lui valut des remerciements de la part du Pape. Philippe, à quelques jours de là, avait cependant chargé Cugnières d'informer le Clergé qu'il lui donnait un an pour remédier aux abus, à défaut de quoi il y porterait lui-même le remède « qu'il plairait à Dieu et au peuple ». Cette injonction, toute comminatoire

qu'elle fût, demeura sans effet. Malgré cette résistance obstinée, Philippe, à l'expiration du délai fixé, se borna à défendre au Clergé de mettre en interdit « aucunes terres de son domaine, et à maintenir le plein exercice du droit de régale. » Malgré cette atténuation apportée par le Roi à ses premières menaces, l'ancien état de choses ne se prolongea pas longtemps. Enhardis par les menaces toujours suspendues sur la tête du Clergé, les Juges laïques réagirent de plus en plus contre l'absorption de la justice cléricale. Le Parlement accueillit nombre d'appels formés contre les sentences des Cours ecclésiastiques. Avec le temps il en résulta une tension telle que, dans les derniers mois de 1335, Philippe, pour mettre fin au différend, prit le parti de convoquer en son château du bois de Vincennes, une seconde assemblée.

Ce colloque, présidé encore par le Roi, eut la même solennité que le précédent. Pierre de Cugnières y représentait de nouveau les juridictions laïques. De longues et ardentes discussions s'engagèrent dans le cours des nombreuses séances qui se succédèrent. Plusieurs Prélats prirent la parole, entr'autres Pierre Bertrand, ancien champion du Clergé dans la conférence du Louvre, qui avait composé, à l'occasion de la nouvelle réunion, un *Traité* sur les juridictions, et Guillaume de Broce II, successeur récent de Pierre Roger à l'archevêché de Sens.

Le résultat de ce tournoi oratoire, à s'en tenir à l'apparence, fut encore moins favorable à l'élément laïque que ne l'avait été relativement celui de 1329. Déterminé par des mobiles qu'on ne peut que soupçonner — soit désir de complaire au nouveau Pape Benoît XII pour le conserver en France, d'où cherchaient à l'arracher les Romains, et commencer à l'asservir comme il avait fait de son prédécesseur ; soit crainte de soulever le Clergé contre son trône encore mal affermi, — bref, quels qu'aient été les motifs qui l'avaient inspiré, Philippe, à la fin de la conférence, déclara hautement que, loin de vouloir porter atteinte aux droits du Clergé, il aimerait mieux les augmenter que les diminuer. D'après une autre version toutefois, cette déclaration explicite n'aurait pas été faite par Philippe. Le Roi aurait seulement fait dire au Clergé par l'Archevêque de Bourges que « sous son règne rien ne serait intenté contre l'Eglise ». Les Prélats demandèrent qu'on fit disparaître cette clause des registres, trouvant apparemment que la promesse était faite pour un temps trop court et voulant faire dater les droits du Clergé en éternité. Mais le Roi ne tint pas compte de cette demande. On dit même que Philippe aurait recommandé en secret au Parlement de faire ce que la justice lui

commanderait (1) « Ainsi, dit Pasquier, se portèrent les uns les autres pensant avoir diversement la victoire de leurs opinions. » Le Clergé, pour sa part, s'en tenant à la déclaration publique qui avait eu lieu, exulta. En témoignage de reconnaissance il ajouta au nom du Roi le qualificatif de « *Catholique* ». Guillaume de Broce II fit placer une statue équestre de ce prince (2, au-dessus d'une porte latérale de la cathédrale de Sens, avec cette inscription :

« *Regnantis veri cupiens ego cultor haberi,
« Juro rem cleri libertatemque tueri* » (3).

L'exemple donné à Sens fut suivi avec empressement. Dans plusieurs villes de petites statues de *Philippe-le-Catholique* furent établies aux portes des églises. Mais le Clergé ne s'en tint pas à cette glorification du Roi. Il lui fallut encore assouvir sa haine contre celui qui avait été l'âme des attaques qu'il avait essuyées. Avec une fureur indicible il l'accabla de toutes sortes de persécutions. Sans l'énergique intervention du Comte de Sens il l'eut excommunié. Dans maintes églises on exposa des figures grotesques que l'on baptisa, pour ridiculiser le prétendu original, du sobriquet de « *Jean du Coignot ou Cognot* ». Parfois même devant ces caricatures, à défaut d'excommunication réelle, on simulait le cérémonial suivi dans la condamnation à cette peine. A Paris, les Clercs de Notre-Dame appliquèrent le surnom de « *Coignot* » à une hideuse tête de damné située dans un coin du Jubé au-dessus d'une représentation de l'Enfer, et se faisaient un devoir de soumettre cette tête au feu de la terre en attendant que le grand coupable subit les flammes éternelles. On attachait de petites bougies à son nez, et sa face servait à éteindre les flambeaux et

(1) « Désirant être considéré comme le représentant de la justice sur le trône, je jure de protéger la chose (c'est-à-dire les droits et privilèges) et la liberté du clergé. »

(2) Si réellement cette recommandation fut faite, elle ne dut l'être qu'aux laïques du Parlement ; leurs collègues Clercs de divers rangs étaient à peu près en même nombre qu'eux et, s'ils eussent connu l'avis donné par Philippe, ils n'auraient pas manqué de modérer l'enthousiasme du clergé.

(3) Cette statue détruite en partie à la Révolution, avait été repeinte en 1517 par un badigeonneur qui avait décoré le Roi du cordon de Saint-Michel, perdant de vue, dans l'excès de son loyalisme, que cet Ordre n'avait été institué que sous Louis XI, en 1469, c'est-à-dire plus d'un siècle après la mort de Philippe.

les cierges. Lorsque fut connue l'assimilation qui avait été faite de l'Avocat général au damné, la sinistre effigie eut une si grande vogue que Dubreuil, dans ses « *Antiquités de Paris* », dit : « Et n'est aucun avoir vu cette église s'il n'a vu cette grimace. » Pour attirer la foule d'ailleurs on avait publié une longue chanson dont les deux premiers couplets sont :

I

« Venez, venez, venez, venez
 Veoir maistre Pierre du Cognet,
 Sans causes il n'a pas renom,
 C'est une gratieuse imaigne ;
 Amoureux, doux et mignon,
 Et un souverain visaige.
 Il a un peu faute de nez,
 Mais surement, je vous promets
 Que ne connûtes onc si doucet.
 Le plus godin (joli) de tous les laïs
 C'est maistre Pierre du Cognet. »
 Venez, venez, etc...

II

« Par son maintien doux et courtois,
 Amoureux et non rebelle
 On lui a offert mainte fois
 Devant son saint nez des chandelles.
 Bourgeois, marchands, tous beaux
 Gâteurs de pavez ou palais, [que laids
 Rinceurs de tasses ou gobelets,
 A Notre-Dame devez aller
 Veoir maistre Jean du Cognet,
 Venez, venez, venez, venez
 Veoir maistre Jean du Cognet. »

Pour raviver ces souvenirs, s'il était besoin, deux siècles plus tard, Joachim du Bellay, dans sa *Pétroumachie* de l'Université de Paris, dédia en manière d'épithaphe à Jean du Cognot ces vers :

Visiteur, si tu as soucy
 De scavoir qui m'a mis icy,
 Quel homme ie suis et pourquoy
 Je demeure ainsi à requoy
 A garder ce petit coignet :
 Mon nom est Pierre du Coignet,
 Nommé de Cuignières iadis,
 Qui suyvant les royaux édits,
 L'Eglise voulut réformer :
 Qui fut cause de m'enfermer
 A part en ceste estroite place,
 Ou ie fais si laide grimace.
 Et que cela soit la raison
 Qui en ceste sainte maison
 Me fait servir de Marmouset.

Au mépris des outrages et des satires le soulèvement contre les prétentions du Clergé ne s'apaisa pas. Sous le règne de Charles V

dit le Sage, parut un livre intitulé « *Le Songe du Vergier* » (1) dans lequel sont repris les débats des anciennes conférences du Louvre et de Vincennes L'ouvrage, à personnages symboliques, s'ouvre en façon d'idylle : « Il me fut advis que je vis une merveilleuse vision en un Vergier qui estoit très délectable et très plein de roses et de fleurs et plusieurs autres délitz (délices); car là vous vis en vostre majesté royalle assis (Charles V); et lors regarday que au costé de vostre Majesté ayes deux reines très nobles et très dignes : l'une à dextre et l'autre à senestre; et en dormant commençay fort à songer quelles reines ce pouvait être; et vers la royne qui estoit à dextre lournay mes yeux, laquelle avait un très honneste et religieux habit, et sur la teste estoit escript : c'est la Puissance espirituelle. Puis regarday celle qui estoit à senestre, qui avoit de très nobles habits mais séculiers. Et sur sa teste avoit escript : c'est la puissance séculière. Et me semblaient toutes deux de manière assez piteuse; car en gémissant et en pleurant s'inclinoient très humblement. » Les deux Reines exposent au Roi leurs plaintes par l'organe de deux Avocats, l'un Clerc, l'autre Chevalier. Une interminable discussion s'engage entre les Avocats, discussion qui ne fait que reproduire les arguments échangés dans les Conférences. De l'avis de Pasquier, le Chevalier sort triomphant de la lutte. « Je m'assure, dit-il, que celui qui lira ces présens discours, sans être préoccupé de passion, lui donnera gain de cause. » En même temps, sur le terrain de la pratique, les conflits se multipliaient avec une acuité à mesure plus passionnée. Les appels des sentences ecclésiastiques n'étaient pas moins fréquents que bien accueillis. Mais le vase finit par déborder. Le mot « *abus* » était sur les lèvres de tous les Parlementaires. Que ne lui donnait-on une consécration juridique? — Un siècle et demi plus tard, dans les dernières années du règne de Louis XII, leur vœu fut réalisé. « Comme nous voyons l'ours, dit à ce propos Pasquier dans son langage pittoresque, en léchant souvent ses petits, les rendre en la perfection de leur espèce, lesquels auparavant ne paroissaient estre que lourde masse de chair : ainsi discourans souvent dans le Parlement des abus qui se commettoient en Cour d'Eglise, et reblutant cette même pâte, furent formées entre nous, sur la fin du règne de Louis XII, ces appellations comme d'*abus*, la naissance desquels donna fin et assoupissement à toutes les difficultés et les établismes (les appellations) sur quatre piliers sur

(*) Ce livre, attribué d'abord à Raoul de Presles, l'a été ensuite à neuf autres écrivains du temps sans qu'en parvienne à fixer le nom du véritable auteur. Aujourd'hui encore la question est en discussion.

lesquels aussi sont fondées les libertés de notre Eglise Gallicane : 1° Quand il y a contradiction aux conciles et décrets reçus et approuvés en la France ; 2° Contradictions aux ordonnances royaux ; 3° Ou bien que l'on entreprend sur la juridiction temporelle ; 4° Ou que l'on contrevienne aux arrêts du Parlement (1) ». Ce jour là, Jean du Cognot était vengé.

V

Ne l'avait-il pas été, au reste, de son vivant même ? Malgré le double jeu auquel a pu se livrer Philippe au sujet des juridictions, ce Prince n'avait pas retiré à Cugnières ses faveurs. On a vu précédemment qu'en 1336, année qui a suivi la dernière Conférence, Cugnières avait été nommé premier Président du Parlement. Plus tard, le Roi le chargea de négocier, de concert avec Guillaume Flotte, Chancelier de France, l'acquisition du Dauphiné à Humbert, Dauphin de Viennois : entreprise suivie de succès et qui, par un pacte du 23 avril 1343, assura cette province à la France.

Pour ce qui est des avanies et des symboles grotesques par lesquels on s'est évertué à ternir sa figure, il n'en reste probablement plus rien en France, rien sinon l'angélique fantoche qui dépare l'un des piliers de la cathédrale de Sens. Encore doit-on rendre cette justice à l'une des Municipalités de cette Ville qu'il n'a pas dépendu d'elle qu'il ne disparut. Dans une séance du 25 mai 1848 le Conseil municipal exprima le vœu que la statuette, dite de Jean du Cognot, fut enlevée. Communication officielle de ce vœu fut

(1) En parlant ainsi Pasquier n'a voulu, bien entendu, que faire adhésion rétrospective à un acte du Parlement auquel il n'a pu prendre part, puisqu'il n'est né qu'en 1429, et que Louis XII, sous qui la décision a été prise, est mort en 1515.

Ces appels comme d'abus, en eux-mêmes, sont à vrai dire, au point de vue pénal, assez anodins. Ce qu'on leur reproche aujourd'hui c'est précisément leur bénignité et leur manque de sanction. Par contre, on répond que leur objet est d'être plutôt preventifs que répressifs ; qu'une sentence d'abus est un blâme, pour ne pas dire une flétrissure morale dont la perspective est de nature à retenir ceux qui pourraient l'encourir. Il est probable aussi qu'à l'époque où il fut établi, l'appel d'abus était considéré par le Clergé d'un tout autre œil qu'il l'est aujourd'hui. Aussi bien la preuve en est-elle dans l'indignation que l'Institution souleva dans ses rangs.

faite à l'Architecte de la cathédrale qui fit savoir au Maire qu'il avait adressé les pièces au Ministère. Mais en dépit d'instances répétées, il ne fut donné aucune suite au vœu du Conseil.

Jean du Cognot serait-il donc condamné au pilori à perpétuité?... Tant pis vraiment ! Non pas pour la mémoire de Cugnières qui est à l'abri de toute atteinte, mais pour celle des détracteurs venimeux qui ont cherché, par tant de vils moyens, à la ternir.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DES SCIENCES
HISTORIQUES ET NATURELLES
DE L'YONNE

DEUXIÈME PARTIE

SCIENCES PHYSIQUES ET NATURELLES



CINQUANTE-HUITIÈME VOLUME
TOME VIII DE LA 4^e SÉRIE

1904

COMMISSION DU MUSÉE DÉPARTEMENTAL
(Sciences physiques et naturelles)

Conservateur :
M. PORÉE.

Classificateurs :

Botanique : M. E. RAVIN.

Conchyologie et minéralogie : M. GUYARD fils.

Géologie : M. PERON.

Zoologie (Vertébrés) : M.

Zoologie (Invertébrés) : M. GIRARDIN.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DES SCIENCES
HISTORIQUES ET NATURELLES DE L'YONNE.

Année 1904

—
II

SCIENCES NATURELLES

TROISIÈMES GLANURES ARCHÉOLOGIQUES

LE MUSÉE D'ARCY-SUR-CURE
ET LES MUSÉES COMMUNAUX

Par M. l'abbé A. PARAT, curé de Bois-d'Arcy.

Les premières Glanures archéologiques, où il est beaucoup parlé d'Arcy, sont déjà loin. Les fouilles nombreuses faites depuis 1897 en Girelles, berceau gallo-romain de l'Arcy actuel, fourniraient à elles seules la matière d'une notice. Aujourd'hui, nos Glanures prendront un nouvel aspect : au lieu de décrire une à une les découvertes, elles se présenteront, anciennes et nouvelles, dans un tableau d'ensemble classé, numéroté, catalogué qui s'appellera le Musée d'Arcy.

Le but qu'on se propose, dans cette notice des résultats, est, moyennant une propagande suffisante, de raviver et de vulgariser le goût de l'archéologie. Cette vulgarisation aurait pour conséquence de favoriser la création de musées communaux (1) et de faire connaître notre Société qui est l'interprète autorisé des sciences archéologiques. Ce serait un moyen de remplir nos cadres de zélés correspondants, de membres vraiment actifs, et de poursuivre le programme, qui s'est considérablement agrandi, de la connaissance de nos antiquités. Est-ce un beau rêve que ce plan d'avenir ? Des résultats déjà acquis permettent de penser qu'il

(1) Cette œuvre a été préconisée déjà par un de nos anciens collègues, M. Guillon, artiste peintre, de Vézelay. *Almanach historique de l'Yonne*, 1879.

renferme une part de vrai et que nous devons entrer dans cette voie.

Les musées sont à l'ordre du jour : jusqu'aux petites écoles qui ont leur musée de choses ! Mais qui donc pourrait s'offrir le luxe d'un musée d'antiquités nationales, si médiocre soit-il, à l'imitation de celui de Saint-Germain-en-Laye ? Passe encore pour Auxerre et les autres villes du département, qui ont une histoire et des ressources. Il faut tant de choses pour une installation de ce genre : un édifice approprié, assez d'argent, des fournisseurs de collections, des conservateurs initiés et des visiteurs. Comment trouverait-on dans un bourg de campagne tous ces éléments, quand les gros chefs-lieux de canton, à part deux ou trois, ne les trouvent pas.

Or, voilà qu'Arcy-sur-Cure annonce un musée qui sera, comme les plus grands, préhistorique, gaulois, gallo-romain, mérovingien, que sais-je ! Alors, c'est une énigme qu'il faut expliquer à ceux qui ne connaissent pas la vallée de la Cure ; les autres devineront sans peine.

Le territoire d'Arcy est, sans conteste, le plus riche de la France centrale pour ses vestiges de l'époque primitive. Ses grottes nombreuses ont apporté des témoignages curieux, étranges, admirables des populations de l'âge de la pierre. Il est en même temps un des plus favorisés de la Bourgogne pour ses ruines des temps gallo-romains et mérovingiens. On a les preuves d'un bourg, d'un *vicus* comme disent les archéologues, aux deux époques qui précèdent les temps féodaux, et où le castel d'Arcy a joué un rôle. Il y a donc à Arcy une mine, et les chercheurs sont venus longtemps y puiser. Le Musée d'Auxerre le sait mieux que personne, lui qui montre avec fierté son squelette superbe d'ours des cavernes sorti de la grotte des Fées (1). Arcy a la mine, point essentiel ; il a aussi le public. Ce n'est pas un bourg inconnu : toute la France, le monde des archéologues et celui des touristes, qui est légion, le connaissent ; et chaque année deux à trois mille visiteurs viennent lui demander des enseignements et des émotions.

Les deux clauses principales de l'affaire, c'est-à-dire du musée, existaient donc, le reste n'était plus que détails secondaires. De l'argent ? il n'en faut pas tant ! Un local ? le vestibule de la mairie, long, large, bien éclairé servira de galerie. Les objets ? ils ne seront pas longs à venir ; ils sortiront de partout. Ce musée sera si bien en vue, sur le passage des administrés ; il captivera telle-

(1) Ce bel échantillon de la salle de Zoologie mesure 2 mètres de longueur.

ment les yeux par son ordonnance que personne ne pourra l'oublier ; tous les habitants deviendront ses fournisseurs.

Oui, le vénérable M. Bailly, maire d'Arcy, était heureux quand je lui proposai cette grosse entreprise. Il fit bien quelques objections, comme on a coutume d'en faire à la campagne quand on vous propose une bonne affaire, et le conseil accepta d'enthousiasme, votant à l'unanimité des fonds pour le premier établissement. Les parrains n'ont pas manqué au nouveau venu pour favoriser ses débuts. Grâce au concours empressé de M. le docteur Delétang, de M. l'instituteur Mignot et de M. Maury, artiste peintre, il a conquis la popularité, signe d'un avenir prospère.

Dire qu'on a copié le Muséum de Paris ou le Musée de Saint-Germain, ce serait dire qu'un enfant a copié sur l'ardoise le modèle de calligraphie de son maître. Cependant, comme le dit Virgile, s'il est permis de comparer les petites choses aux grandes, on peut assurer que le Musée d'Arcy, dans ses très modestes proportions, est tout à la fois populaire et savant comme ces deux modèles.

Il est populaire, c'est-à-dire à la portée du public. Les échantillons, rangés le long du mur où s'étalant par catégories dans des vitrines plates fixées à la cloison, se montrent bien en vue. Des étiquettes et des pancartes multipliées, voyantes, explicatives les accompagnent. Le numéro de chacun d'eux renvoie à un catalogue où de plus amples détails, toujours compréhensibles, les décrivent. Un musée, en province surtout, doit être un livre grand ouvert, pour que celui qui n'a qu'une heure à dépenser, comme le touriste, puisse rapidement le consulter.

Il est savant aussi, le petit musée, disons-le sans fausse modestie, puisque cela est, en ajoutant bien vite qu'il doit la détermination de ses objets aux professeurs du Muséum et de Saint-Germain. En cela, il aura un intérêt et une garantie que les musées des villes sont loin d'offrir tous. Le rôle des musées ne doit pas se borner à instruire en gros les visiteurs ; il faut qu'ils offrent au savant des documents sûrs dont il tirera profit pour une généralisation. Or, comment arriver à ce résultat, s'il n'y a pas d'abord un bon certificat d'origine des objets, puis une détermination rationnelle ? Il faut que le progrès se mette dans les musées comme ailleurs ; trop souvent les collections n'étaient qu'un étalage de bibelots plus ou moins curieux qu'on achetait ou qu'on recevait de toutes mains ; n'en parlons plus !

Tout musée, se trouvant destiné à fournir des documents à l'histoire, doit être soumis à des règles qui font la valeur des établissements modèles. La première et la plus essentielle est d'avoir un *registre d'entrée* : on y inscrit, avec un numéro d'arrivée, la date,

le nom du donateur de l'objet, et surtout le lieu de la provenance exacte et la plus explicite ainsi que les circonstances de sa découverte. On fait aussi le signalement en notant les dimensions, la forme, la couleur, la nature, pour que l'objet ne soit pas confondu avec d'autres semblables. Tout cela est facile et à la portée de tous ; il n'est pas besoin d'être archéologue. Ce travail préalable étant bien fait, plus tard l'objet sera déterminé par des spécialistes et prendra place au musée et dans le catalogue avec son numéro de série. C'est ainsi que toutes les pièces d'une collection acquerront une valeur ; et dix objets classés d'après cette méthode vaudront plus que mille autres de provenance douteuse.

C'est sur ce modèle, emprunté aux grands musées, que les collections d'Arcy peuvent offrir aux visiteurs un ensemble de spécimens classés par époques et comprenant les objets suivants :

1° *L'époque préhistorique.* — Il y a des débris nombreux de la faune des cavernes presque au complet : lion, ours, hyène, éléphant, rhinocéros, bison, renne, etc. Le Musée d'Auxerre, avec une plus grande abondance, n'est pas plus riche en espèces. A côté, s'étale le mobilier paléolithique ou des hommes de la pierre éclatée. On y voit toutes les séries d'outils, des spécimens d'os travaillé et jusqu'à un os dessiné, dont le moulage impeccable, sorti des ateliers de Saint-Germain, semble défier l'original. La même époque, mais moins ancienne, dite néolithique ou de la pierre polie, nous offre un polissoir en gré ferrugineux, une belle meule en granit et sa molette, le tranchet en silex, la hache en silex et en jadéite, et une collection complète de la poterie primitive commune ou fine à glaçure noire et gravée. Une caisse d'éclats de silex des grottes complète ce mobilier qui compte près de 300 échantillons numérotés.

2° *L'époque celtique ou gauloise*, qui doit, un jour, s'enrichir des nombreux tumulus de la région, est représentée seulement par un vase funéraire du premier âge, qui renfermait des ossements humains.

3° *L'époque gallo-romaine* est assez fournie. Elle a un médaillier où, par une disposition particulière, les monnaies sont dans le sens vertical, ce qui permet de voir facilement les deux faces ; il y a une dizaine de bronzes différents. Les monuments lapidaires provenant presque tous de Girelles, l'antique Arcy, comptent des objets intéressants. Ce sont quatre fûts ou bases de colonnes en pierre tendre, à fines moulures ; une statue borne-fontaine représentant un homme, les jambes croisées (la tête manque) ; un fragment de jambe d'une statue en marbre blanc, d'un très-bon style (moulage en plâtre) ; un autel domestique à offrandes, composé

d'une colonne carrée en pierre dure avec piédestal à moulures ; enfin une petite frise en bas-relief, encadrée de moulures délicates, dont le sujet, dans le style du Haut-Empire, représente le combat de l'homme contre le lion. Cette collection est complétée par des plaques et carreaux de marbre blanc, gris veiné, noir (des schistes d'Autun), des tablettes de granit, des plinthes à moulures variées en calcaire rouge, des spécimens de mosaïque noire et blanche, un spécimen de l'hypocauste ou chaufferie des bains, des enduits multicolores, enfin des tables de béton, des tuiles à rebords, des conduites d'eau, des débris de poterie fine ou commune, de la ferraille, des restes de cuisine : os et coquilles d'huîtres, etc.

4° *L'époque mérovingienne ou franque* a son grand sarcophage caractéristique, sa meule en grès, des boucles en bronze de ceinturon, des bague et agrafe, des perles en pâte vitreuse de couleur, ces derniers objets trouvés dans les cercueils du cimetière mérovingien du haut d'Arcy.

5° *L'époque féodale ou du moyen-âge* ne comprend encore que quelques médailles et les ferrures trouvées dans les ruines du « Vieux Château de la Laume ».

Il y a au total près de 700 numéros ou objets de ces cinq époques.

Un musée local laisserait à désirer s'il ne présentait la carte du territoire illustrée des gisements qui l'ont enrichi. On voit donc indiqués, selon les teintes conventionnelles, tous les lieux cités dans le catalogue, depuis les stations des grottes jusqu'aux ruines modernes. C'était le vœu que faisait de Caumont dans les Congrès ; il se trouve réalisé pour cette petite région.

Tel est ce musée de village qui n'a qu'un an d'existence, mais qui pouvait compter sur la richesse du sol. Il faut le dire, cette œuvre des musées communaux n'est pas toujours réalisable. Il est des territoires trop petits et trop deshérités ; c'est alors au chef-lieu de canton à recueillir les vestiges du passé dans son rayon plus étendu. D'un autre côté, la tâche est singulièrement facilitée depuis que le champ des récoltes s'est agrandi en tous sens. Il y a la section de géologie où se rangeront les roches et les fossiles du finage ; puis celle de la préhistorique qui recueillera les instruments si variés de silex ; celle des temps gaulois et romains qui profitera des dépouilles des *mergers* et des villas détruites que l'on trouve partout quand on veut chercher. Mais pour être vraiment instructif et utile, le musée doit être local ou ne pas dépasser certaines limites. Il suffit de former d'abord un noyau bien en vue et bien étiqueté, avec les noms des donateurs ; la curiosité s'éveille, l'attention s'y porte et les tiroirs s'ouvrent pour laisser partir mille

choses oubliées. Laissez faire le temps, et le petit embryon arrivera à sa maturité : ici, ce sera un grand arbre, là, un arbuste ; mais tous porteront des fruits savoureux pour les générations instruites.

Arcy aura l'avantage de jouir tout de suite et d'espérer que la plante déjà forte deviendra un bel arbre. Pourtant qu'on ne croie pas que les pierres soient venues se placer d'elles-mêmes, comme sous la baguette des fées. Tels fûts de colonnes, aujourd'hui brillants, gisaient verdâtres, dédaignés au fond de la Cure ; l'autel était enfoui sous des immondices, attendant de servir à des fondations ; les plaques de marbre étaient condamnées au mouvement perpétuel sous le soc de la charrue, et la chasse au lion devait s'effriter à la première gelée. Il y a cinquante ans seulement, le musée d'Arcy aurait triplé sa collection lapidaire en sauvant quantité de choses intéressantes dont parlent les vieillards.

Cela dit, pour montrer que dans la fondation du moindre des musées, il ne faut pas ménager sa peine et négliger de se faire des collaborateurs. On doit s'informer sans relâche de la moindre fouille, courir à la recherche des objets disparus, solliciter, importuner les détenteurs d'antiquités, ne pas se reposer qu'on ait pour ainsi dire forcé les gens à s'intéresser à cette œuvre. Et la besogne n'est encore qu'à moitié faite, si l'on n'a pas trouvé un bon conservateur du musée, un homme de goût qui prenne soin de la collection : inscrivant régulièrement les objets à l'arrivée, entretenant les échantillons dans l'ordre et la propreté voulus, possédant bien son catalogue pour faire visiter avec intelligence, et intéresser les connaisseurs comme les simples visiteurs. Ce sera à la municipalité d'y pourvoir, et elle montrera l'importance qu'elle attache à son œuvre par le traitement qu'elle aura à faire au conservateur, sous peine de la voir languir et tomber.

Mais cette œuvre des campagnes va faire concurrence à l'œuvre des villes ? Et quand cela serait : la concurrence n'a jamais fait tort à la science pas plus qu'elle ne fait tort au commerce ; et c'est l'intérêt scientifique qu'il faut chercher avant tout. Auxerre a fait œuvre de décentralisation quand, un jour, ayant jeté un regard d'envie sur la capitale, il a fondé son musée. La chose était bonne, mais pour être excellente, la décentralisation, comme le progrès de l'instruction, doit s'étendre encore, apportant à nos populations des campagnes l'histoire du passé écrite dans les monuments du pays. D'ailleurs, qu'est-ce que le Musée d'Auxerre eût gagné à être seul ? il n'aurait hérité d'aucun des objets qu'abrite celui d'Arcy ; tout serait perdu sans retour. De plus, aujourd'hui que l'art de la reproduction par moulage s'est perfectionné, chaque musée local

peut devenir un fournisseur des plus riches. Au Musée de Saint-Germain vous trouverez les monuments de la collection lapidaire de Sens ; vous y verrez même la statue de Cérès de Saint-Moré.

On a émis cette idée qu'un musée d'archéologie n'est vraiment parlant que s'il est placé à l'endroit même où ses pièces ont surgi du sol : tels le Musée des Thermes à Paris et celui de Carthage. L'idée se trouve assez bien réalisée à Arcy : c'est des champs du voisinage que viennent les pierres de l'époque ancienne ; c'est des grottes de sa vallée que les ossements et les silex ont été extraits. Le beau, le merveilleux musée qu'on eût fait dans la galerie même de la grotte des Fées, près de sa porte monumentale ! Qu'on se figure l'ours et l'hyène dressant leur squelette énorme au sommet d'une tour faite d'ossements d'éléphant, de rhinocéros, et d'autres grandes espèces d'animaux. Puis des panoplies de silex taillés, d'os travaillés encadrant ces débris et rappelant que le chasseur des cavernes, roi de la création, avait vaincu tous ces colosses ! Comme les touristes seraient accourus, et comme l'enthousiasme eût débordé aux rives de la Cure ! Hélas ! la grotte des Fées n'est pas en Suisse, le pays de l'initiative, où les moindres curiosités deviennent des spectacles et de bonnes affaires.

La création des musées doit avoir pour résultat de susciter des fournisseurs, puis, à un rang plus élevé, des amateurs, et de former enfin des archéologues. Le musée sera la clef qui ouvrira les intelligences sur le sens du beau dans les arts, et les élèvera à la connaissance du passé. Ces influences rapporteront plus tard gains et profits à la *Société des Sciences de l'Yonne*, la représentante autorisée, la zélatrice des arts autant que des sciences. Par les musées, son nom arrivera jusqu'aux derniers rangs du peuple ; on voudra lire dans le Bulletin l'article qui parle des choses curieuses qu'on a admirées, qu'on a même fournies.

La *Société des Sciences* deviendra-t-elle un jour populaire ? C'est à souhaiter ; et pour le devenir, qu'elle encourage l'œuvre des musées. Son nom paraît encore trop caché dans les hauteurs ; on la confondrait presque avec l'Académie des Sciences ; et l'on s'imagine parfois qu'on ne peut en franchir le seuil qu'après des examens. Il faut que la vérité se fasse et qu'on sache que tous les degrés d'instruction, et toutes les bonnes volontés sont reçues et utilisées. Les uns s'intéressent seulement aux travaux de la Société ; les autres y contribuent par des informations ou des dons ; enfin quelques-uns, grâce au concours de tous, mettent en œuvre les documents et écrivent l'histoire qui est le patrimoine commun.

Tout cela est bien, mais comment l'Archéologie, jusqu'ici trop délaissée, peut-elle fleurir au sein de la Société ? Il faut qu'elle s'organise comme une branche distincte et qu'elle ait son programme, son manuel et son groupement. Le programme archéologique est maintenant aussi vaste que possible, car il n'est plus borné comme autrefois aux monuments de l'art et au mobilier rare ou précieux de l'antiquité, il offre un choix varié pour tous les goûts. Pour la partie préhistorique, il reste à faire la carte des stations de l'âge de la pierre, ébauchée par MM. Salmon et le docteur Ficatier. Pour l'époque gauloise, presque ignorée, il y a à entreprendre la carte des enceintes, des tumulus et des chemins qui sont nombreux. Pour les temps gallo-romains, il y a la carte des voies secondaires dont on n'a pas encore parlé, et des villas rurales qui sont partout. L'époque mérovingienne fournirait celle de ses cimetières. Ce sont les grandes lignes suivant lesquelles chacun peut apporter un document tout en faisant des trouvailles intéressantes pour sa collection.

Le programme serait lettre morte, s'il n'y avait un manuel pratique à proposer pour guider les pas du débutant. Ce *vade-mecum* de l'archéologue vient de paraître, il n'y a pas longtemps ; il s'appelle : *l'Archéologie sur le terrain*. Il est l'œuvre de M. Jobard, de Dijon, membre de la commission des antiquités de la Côte-d'Or. Ce manuel s'adresse à tous, tellement il est clair, simple et entraînant ; il doit donner le goût de l'archéologie aux plus réfractaires. Ce manuel se trouve à la bibliothèque de la *Société des Sciences*, à la Société d'Etudes d'Avallon et chez l'auteur de cette notice, et il ne demande qu'à circuler et à faire des adeptes.

Enfin, il faut le groupement. C'est ainsi que dans la Société de la Côte-d'Or, qui n'a pourtant pour objet que l'Archéologie, il s'est formé un groupe de sociétaires essentiellement chercheurs qui vont partout, soit isolément, soit ensemble, observer, fureter, interroger, rapportant chaque fois, comme l'abeille à la ruche, une provision de matériaux. Aussi ont-ils déjà des cartes illustrées de stations de toutes les époques. La force d'une Société des Sciences est toute dans la division du travail et dans le groupement des spécialités. Que les archéologues se connaissent, s'entraident, se groupent, et des résultats inespérés sortiront de l'entente amicale.

Il faudrait aussi parler des cours populaires d'archéologie qui s'établiraient dans les musées. Ces cours, qui se font aujourd'hui partout et sur tout, s'imposeront bientôt aux Sociétés des Sciences qui voudront vivre. Il y a une sorte de lassitude pour les choses de l'esprit, cela est visible, car si le nombre des membres payants

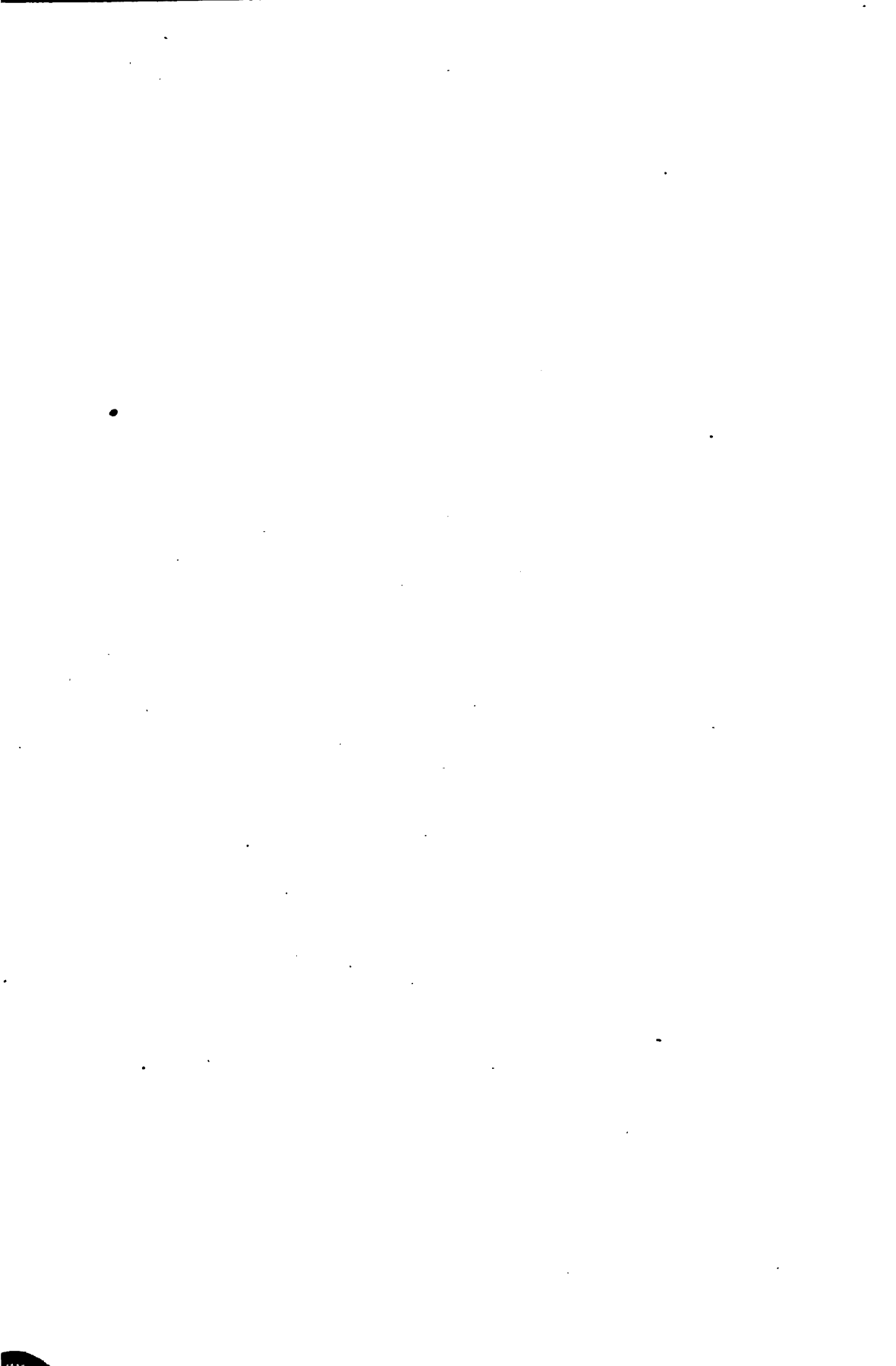
de la Société augmente, celui des producteurs se raréfie dans presque toutes les branches. Il est donc bon de voir ce qui se passe chez les autres et d'user de moyens nouveaux.

Cette notice, bien trop longue pour son objet immédiat, n'a pas en vue seulement de faire connaître le Musée d'Arcy ; c'est un point de départ et un exemple positif pour indiquer une voie féconde à parcourir. Il faut stimuler la sève dans l'arbre de nos connaissances, et quand une branche menace de se dessécher, attirer la sève sur une autre plus jeune. Chez nous, une section autrefois très importante, quoiqu'elle ne soit pas à la portée de tous, l'histoire documentée de la région, semble donner des signes de décadence : ne la laissons pas périr sans la remplacer. Appelons les recherches sur ce terrain presque neuf et des plus attrayants qu'on pourrait appeler l'archéologie champêtre.

L'Archéologie ainsi comprise est une science populaire ; aucune même ne s'adresse à plus de monde ; car chacun peut jouer son rôle dans l'armée des chercheurs. L'homme des champs apporte ses trouvailles et ses mille renseignements précieux ; le collectionneur enmagasine des objets menacés de la destruction ou de la dispersion ; les enfants mêmes sont de merveilleux pourvoyeurs (1). Il faut voir quelle est, à la campagne, la curiosité pour les choses anciennes, quel intérêt on y prend, quelles réflexions elles font faire ! Les auxiliaires, certes, ne manquent pas, il s'agit de les dresser, de les instruire, de leur interpréter le sens des découvertes. Il y a là, sans compter l'utilité scientifique, des jouissances sans nombre à recueillir et à faire partager qui récompensent tous les efforts.

Que de choses entrevues à l'horizon : des musées dans les bourgades, des collections dans les moindres maisons, des archéologues dans tous les villages, des collègues de la Société nous arrivant de partout, du sillon et de l'atelier, des relations de découvertes inespérées remplissant nos Bulletins ! Sont-ce des effets de mirage ? Je ne sais. En tout cas, n'est-ce pas le moment de nous rappeler le mot des Américains : « il y a quelque chose à faire, essayons. » Dans la foule des indifférents, il y a certainement des amis de l'Archéologie qui s'ignorent et qui répondront à l'appel en avant.

(1) Il n'y a tel que les enfants pour trouver les stations de l'Âge de la pierre et recueillir les silex.



LES EAUX D'ALLUVIONS DE L'YONNE

ET

L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE COULANGES-LA-VINEUSE

Par M. LE COUPPEY DE LA FOREST,
Ingénieur-Agronome,
Secrétaire de la Commission d'Études des Eaux de la ville de Paris.

AVANT-PROPOS

Chargé par la Municipalité de Coulanges-la-Vineuse d'étudier les différentes solutions qui pouvaient se présenter pour l'alimentation en eau potable de cette commune, nous avons eu l'occasion de faire certaines constatations sur les eaux d'alluvions de l'Yonne. Nous demandons la permission de les exposer ici.

Nous rappellerons d'abord en quelques mots la situation de Coulanges-la-Vineuse et ses besoins en eau potable.

Coulanges-la-Vineuse, ancien bourg fortifié, est juchée sur un éperon qui sépare deux vallons tributaires de la rive gauche de l'Yonne : la vallée du rû de Genotte et la vallée du Magny.

Le point culminant du village, celui où se trouve le réservoir communal, est à la cote 215. Il est distant de 1.600 mètres seulement du sommet du coteau qui borde la rive gauche de l'Yonne (cote 301) et 4 k. 600 de la rivière (cote 109).

Coulanges comptait, il y a environ 5 ans, 1.200 habitants. Mais n'en renferme plus que 960 depuis que ses dernières vignes ont été ravagées par le phylloxéra.

Le village, tire son eau potable depuis de longues années d'une petite source, dite *source Le Groy*, qui apparaît vers la cote 231 dans les premières assises du Kimméridien à l'origine d'un des petits vallons aboutissant à la vallée du Magny. Cette source a été captée au moyen d'une galerie fort bien conçue, qui, contournant le vallon à sa naissance, suit l'affleurement du Kimméridien sur une trentaine de mètres et est tracée suivant une ligne de niveau. Elle est dérivée jusqu'à Coulanges par une conduite de 600 mètres de long.

Cette source Le Groy est alimentée par les eaux qui tombent sur le Portlandien, s'infiltrant à travers le crible constitué par ce terrain perméable et fissuré, et circulent en définitive tant à la base du Portlandien, que dans les premières assises du Kimméridien. Elle jouit, de même que toutes les sources d'origine analogue, d'un régime très variable. Plus que suffisante pour l'alimentation de Coulanges en saison humide, elle voit son débit diminuer singulièrement en été. C'est ainsi que le 31 Juillet 1902, lors d'une visite que nous y avons faite, elle ne fournissait plus que 10 litres à la minute. A la fin de l'été elle descend même à 6 litres à la minute, ce qui représente moins de 10 litres d'eau de source par tête d'habitant et par jour.

Quoiqu'un grand nombre de maisons de Coulanges soit pourvues de citernes, on peut dire que cette ville se trouve, en été, dans une situation déplorable au point de vue de l'eau.

Depuis un certain nombre d'années, le Conseil municipal de Coulanges a cherché différents moyens de doter la commune d'une nouvelle alimentation en eau potable

Il s'occupa en particulier de la possibilité de l'adduction d'une nappe d'eau rencontrée près de Vincelles, dans la vallée même de l'Yonne au lieu dit *les Caves* et voulut bien nous consulter sur ce projet — Ce sont les travaux que nous eûmes l'occasion de faire à ce sujet que nous nous proposons de résumer ci-dessous.

POSITION DU TROU DES CAVES

Le village de Vincelles est situé sur la rive gauche de la rivière dans la vallée même de l'Yonne. Il est bâti sur un sol d'alluvions et possède un grand nombre de puits qui montrent à une faible profondeur une nappe circulant dans ces alluvions. Cette nappe ne paraît pas avoir un grand débit.

Mais il existe près de la gare de Vincelles un endroit appelé le *Trou des Caves* où il semble que l'on soit tombé sur une nappe plus abondante.

Ce trou des caves est une excavation creusée au pied du coteau de gauche de la vallée, à 320 mètres environ de la rivière. Profond de 2 à 4 mètres, il montre l'eau à un niveau variable mais oscillant en général entre 1 ou 2 mètres au-dessous du niveau du sol. Toutefois, à certaines époques, quand les eaux souterraines sont très abondantes, ce trou joue le rôle de source. Il déborde et ses eaux suivant une conduite tracée, tantôt en fossé à ciel ouvert, tantôt en aqueduc souterrain, passent sous le remblai du chemin de fer,

D'après les dires locaux, le trou des Caves déborde moins souvent depuis l'établissement de la ligne de chemin de fer de Cravant à Auxerre qu'avant l'édification du remblais de cette ligne; il semblerait, d'après ces dires, que les travaux exécutés aient jeté une certaine perturbation dans l'écoulement des eaux souterraines. Mais il n'y a peut-être là qu'une simple coïncidence dû à l'abaissement progressif de la nappe contenue dans le calcaire. Quoi qu'il en soit, le trou des Caves déborde encore actuellement, presque chaque année, au moment des grandes eaux : on est donc bien en présence, en ce point, d'une nappe plus abondante que celle qui alimente les puits de Vincelles et située à niveau supérieur à cette dernière.

ORIGINE GÉOLOGIQUE DE L'EAU DES CAVES

Désireux de nous rendre compte de la nature du terrain dans lequel le trou des Caves a été creusé et de l'origine de l'eau qui le remplit, nous avons fait procéder le 5 août 1902 au déblaiement et à l'approfondissement du trou, ainsi qu'à l'épuisement de l'eau.

On rencontre de haut en bas, dans la tranchée, les alluvions modernes, les alluvions anciennes et le calcaire.

Les alluvions modernes sont constituées par une terre franche assez peu caillouteuse d'environ 60 centimètres d'épaisseur.

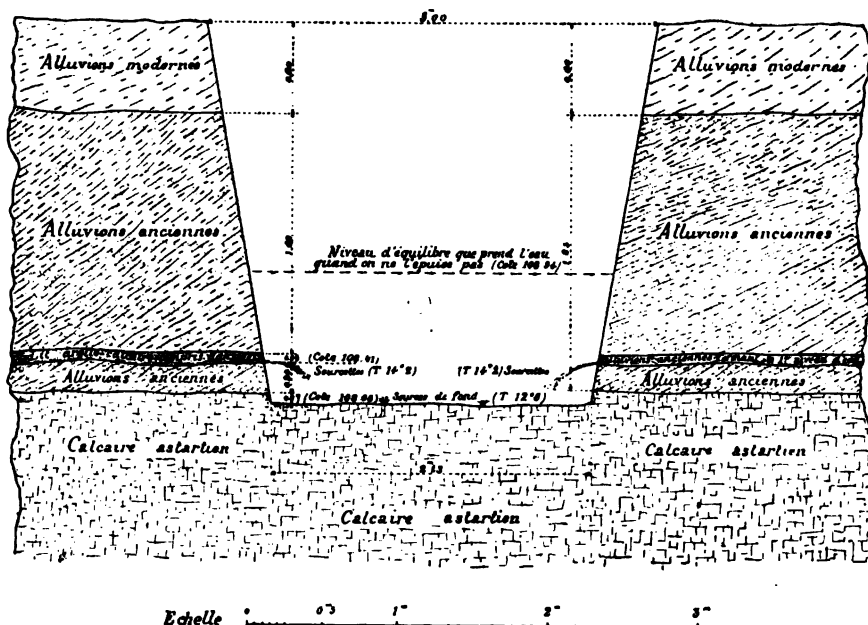
Les alluvions anciennes, beaucoup plus caillouteuses, sont loin d'être aussi homogènes que les précédentes. Elles ont une puissance de 1 mètre 85. Elles sont formées par une première assise sableuse et caillouteuse de 1 mètre 60 d'épaisseur. Elles renferment ensuite un lit argilo-calcaire blanchâtre de 5 centimètres de hauteur, qui forme un niveau d'eau à l'intérieur de ces alluvions, presque à leur base. Elles se terminent enfin par une nouvelle assise sableuse et caillouteuse de 20 centimètres de hauteur reposant directement sur le calcaire.

Le calcaire qui appartient ici au séquanien (astartien des anciennes cartes géologiques) est très fissuré dans ses premiers bancs, les seuls que nous ayons observés. Nous n'avons pu en effet le faire fouiller sur plus de 40 centimètres d'épaisseur, par suite du manque de temps et d'ouvriers.

Par les fissures de ce calcaire se faisait jour une nappe d'eau ascendante circulant dans le séquanien.

La coupe ci-jointe montre la succession de ces divers terrains et la disposition des deux niveaux d'eau tels qu'ils apparaissaient le

Coupe du Trou des Caves (près Vincelles)



5 août, tandis qu'une pompe à vapeur fonctionnait et que le fond de la tranchée était à sec.

DISTINCTION ENTRE LES DEUX NIVEAUX D'EAU.

Nous avons pris la température de l'eau en tous les points où elle apparaissait pendant que les épuisements étaient pratiqués. Cette température était :

1° De 14° 14' 2 et 14° 5 pour l'eau circulant dans le lit argilo-calcaire compris dans les alluvions ;

2° Uniformément de 12° 8 pour l'eau qui émergeait du séquanien, soit une différence de 1° 2 à 1° 7 pour deux niveaux distants de 32 centimètres de hauteur seulement.

D'autre part, nous avons effectué tant par nous-même que par les soins de M. Mennetré, agent-voyer cantonal à Coulanges, un

Sc. nat.

nivellement qui a porté sur les puits de Vincelles et sur le trou des Caves.

En prenant 109 comme cote de l'Yonne au barrage de Vincelles, ce nivellement nous a donné les résultats suivants :

PONTS NIVELÉS	DISTANCE DE L'YONNE	COTE DE L'EAU
Barrage de Vincelles.....	»	109 »
Puits Duret.....	200	108 47
— Mulet.....	240	108 45
— de la Gare.....	280	108 42
— de la Barrière.....	290	108 40
Trou des Caves, lit argilo-calcaire....	320	108 40
— calcaire séquanien....	320	108 08
— niveau d'équilibre de l'eau.....	320	108 94

Les observations faites dans la tranchée du Trou des Caves et les résultats donnés par le nivellement ci-dessus, permettent de déterminer l'origine des deux niveaux d'eaux constatés aux Caves.

Le premier est formé par les eaux qui, circulant dans les alluvions, alimentent les puits de Vincelles. Il provient des infiltrations de l'Yonne, car il se trouve à une cote d'autant plus basse que l'on s'éloigne plus de la rivière. L'Yonne traverse à Vincelles une région absorbante de son lit ce qui donne lieu à la formation d'une nappe phréatique circulant dans les alluvions et retenue par le lit argilo-calcaire signalé aux Caves.

Le second niveau provient des pluies qui, tombées sur les plateaux et les coteaux de la rive gauche de l'Yonne, s'infiltrant à travers les calcaires perméables constituant ces plateaux et ces coteaux. Il circule alors sous pression dans le séquanien et pénètre dans les alluvions lorsque le séquanien est assez fissuré comme aux Caves, pour lui livrer passage. C'est lui qui maintient aux Caves l'eau à la cote 108, 94 (5 août).

Si on se trouvait, en effet, aux Caves, uniquement dans la nappe des alluvions, l'eau prendrait ici, de même que dans les puits de Vincelles, qui ne sont creusés que dans les alluvions, le niveau piézométrique de la nappe phréatique, c'est-à-dire 108, 40. Mais on est situé sur des points d'émergence d'une nappe inférieure ascendante qui se déverse par des cheminées dans une nappe

supérieure et donne à celle-ci son propre niveau piézométrique 108, 94.

Ce second niveau, à l'encontre du premier, s'écoule du coteau vers la rivière, ainsi que le montre le sens de l'écoulement de l'eau, quand le trou des Caves vient à déborder.

DÉBIT DU TROU DES CAVES.

Nous avons mesuré le débit que pouvait fournir la tranchée pendant nos épuisements. Il était d'environ 6 litres à la seconde. Mais ce chiffre ne doit être considéré que comme une simple indication. L'eau que nous épuisions comprenait en effet l'eau du séquanien et celle des alluvions, c'est-à-dire de l'eau circulant réellement sous terre, et de l'eau provenant latéralement de l'Yonne. Or, par nos épuisements nous faisons un appel de l'eau de l'Yonne et augmentions par suite le débit naturel du trou des Caves.

CONCLUSION

Il résulte des faits notés ci-dessus que l'eau rencontrée aux Caves a une double origine :

1° Eau provenant du séquanien circulant sous pression à la cote 108, 08, et capable d'atteindre la cote 108, 94 lorsque le calcaire est assez fissuré ; cette eau était le 5 août 1902 à la température 12° 8 ;

2° Eau provenant des infiltrations de l'Yonne, située à la cote 108, 40, et étant ce même jour du 5 août à la température moyenne de 14° 2.

Ces deux eaux sont loin de présenter les mêmes garanties hygiéniques. La première provenant des pluies tombées sur les coteaux et les plateaux de la rive gauche de l'Yonne, n'est exposée qu'à des souillures lointaines. Elle se borne en effet à recevoir par infiltration les eaux usées des ruisseaux à lit perméable de la région, ruisseaux qui sont tous-situés à une assez grande distance des Caves. L'épuration de ces eaux usées par le fait d'un long trajet souterrain n'est pas impossible.

La deuxième eau au contraire est en communication constante avec l'Yonne qui coule à quelques centaines de mètres seulement des Caves. Elle se borne à circuler horizontalement dans un terrain d'alluvions inhomogènes, c'est-à-dire dans des conditions

excluant toute auto-épuration. Elle est à la merci de nombreuses contaminations voisines du fait de tous les villages situés en amont du Trou des Caves, dans la vallée de l'Yonne.

Il s'en suit que si l'on voulait utiliser l'eau des Caves pour l'alimentation d'une agglomération humaine quelconque, il faudrait avant tout la capter par des puits forés ne prenant que l'eau du Séquanien et en empêchant par des revêtements étanches l'eau des Alluvions de rejoindre ces puits.

Nous devons ajouter que le Conseil municipal de Coulanges, devant les conclusions de notre étude, et devant les difficultés que devait présenter la captation de l'eau des Caves, si l'on voulait se placer dans de bonnes conditions hygiéniques, renonça au projet d'utilisation de cette eau.

DESCRIPTION
DE
QUELQUES ÉCHINIDES NOUVEAUX

DE LA CRAIE SÉNONIENNE DU DÉPARTEMENT DE L'YONNE

Par Dom Aurélien VALETTE.

Malgré tous les savants travaux publiés sur la craie des environs de Sens par MM. Cotteau, Gauthier et Lambert, pour faire connaître les échinides nombreux qu'elle contient, on ne peut pas affirmer que toutes les richesses enfouies dans ces dépôts soient entièrement connues. Il y a des espèces qui s'y rencontrent en assez grande abondance et ont été depuis longtemps décrites par M. Cotteau dans ses *Echinides fossiles de l'Yonne*. Elles caractérisent parfaitement les différentes zones de la craie sénonienne. M. Lambert en a donné un tableau détaillé qui est souverainement précieux pour la stratigraphie, et a permis de faire des parallélismes très instructifs avec les zones de l'étage sénonien des autres régions. Mais à côté de ces types plus ou moins abondants, il en est d'autres beaucoup plus rares, que l'on a successivement découverts. Ces espèces nouvelles ont été signalées et décrites par MM. Gauthier et Lambert, dans des notes insérées dans notre *Bulletin des Sciences de l'Yonne*. Je présente aujourd'hui un nouveau complément aux espèces déjà connues. Je profiterai de l'occasion pour ajouter quelques observations inédites sur des types antérieurement décrits, mais qui manquaient jusqu'ici de certains détails essentiels pour leur connaissance parfaite. Je signalerai notamment les radioles du *Gauthieria radiata* Sorignet, qui n'étaient pas encore connus d'une manière certaine. Les comparaisons que j'ai dû faire pour étudier le *Salenia incrustata* Cotteau, espèce bien distincte du *Salenia granulosa* Forbes, m'ont conduit à créer une espèce nouvelle *Salenia garmunensis* pour un type trouvé par M. Peron dans le sénonien de l'Aude. J'ai aussi établi pour des radioles le *Cidaris Lamberti*, et pour un

petit oursin des environs de Sens le *Salenidia Gauthieri*. Enfin un très jeune exemplaire du *Micraster coranguinum* Agassiz m'a permis de confirmer les conclusions déjà présentées par M. Lambert sur le développement de l'*Echinospalangus neocomiensis*.

CIDARIS LAMBERTI, nov. sp.

Cette nouvelle espèce est établie à l'aide de petits radioles, dont la forme et l'ornementation sont toutes spéciales et ne répondent à aucun des types déjà connus et décrits.

Le premier de ces radioles vient de la zone H. à *Holaster placenta* de Rosoy près Sens. Son extrémité supérieure est malheureusement incomplète ; mais il est fort probable que le radiole ne devait pas être beaucoup plus long. Voici sa description :

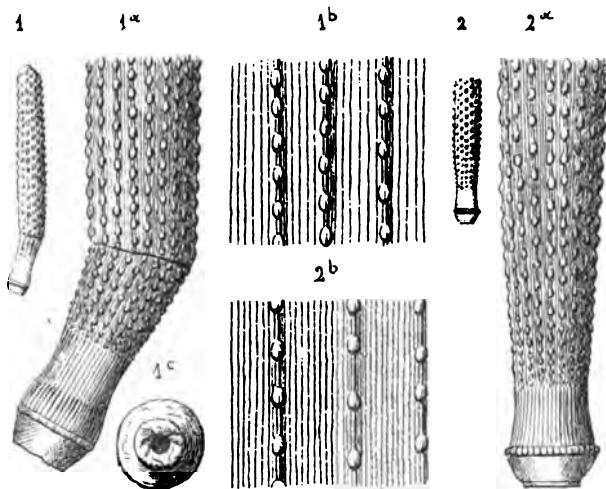


FIG. 1. — Radiole de grandeur naturelle de Rosoy du *Cidaris Lamberti*. — 1^a Le même grossi quatre fois ; 1^b Détails très grossis de la tige ; 1^c Facette articulaire grossie. — FIG. 2. — Radiole de grandeur naturelle de la même espèce de Saint-Bond. — 2^a Le même grossi quatre fois ; 2^b Détails très grossis de la tige.

Radiole allongé, cylindrique, assez grêle, sans renflement bien accusé au milieu de la tige, s'amincissant insensiblement vers le haut et diminuant très peu de largeur avant d'arriver à la colle-

retlc. — Tige ornée de fines côtes droites, très régulières, composées de granules elliptiques à peine saillants, assez serrés, non épineux, qui diminuent insensiblement de grosseur en se dirigeant vers le haut. On compte seize côtes granuleuses. Quelques-unes de celles-ci n'arrivent pas jusqu'au sommet. L'espace qui les sépare est à peine plus large que les côtes vers le bas de la tige; mais il a deux fois la largeur vers le haut. Les côtes granuleuses disparaissent à une certaine distance de la collerette qui fait un peu saillie et n'a qu'une faible étendue. Tout cet ensemble est entièrement recouvert par des stries d'une grande finesse, très droites, très régulières, qui passent aussi bien sur les côtes granuleuses, que sur l'espace qui les sépare. Ces stries continuent, sans s'interrompre, jusqu'à l'anneau qui est à peine saillant et étroit. Son état d'usure ne permet pas de voir bien nettement les stries dont il doit être orné. — Bouton peu développé. Facette articulaire fortement usée, avec une impression articulaire peu profonde, mais bien développée.

Le second radiole que j'ai recueilli dans la zone J. à *Echinoconus conicus* de Saint-Bond près Sens est encore moins complet que le précédent. La forme et l'ornementation sont à peu près les mêmes, avec quelques différences cependant. La collerette paraît faire défaut; du moins on n'en voit pas la moindre trace, ni aucun renflement qui la fasse supposer. La tige, qui est aussi large que dans le radiole de Rosoy, n'a que douze côtes granuleuses qui descendent un peu plus bas, mais s'arrêtent cependant à une certaine distance de l'anneau. Les granules des côtes, elliptiques, non épineux, sont plus espacés et reliés entre eux par un filet extrêmement mince. Les côtes sont séparées par un espace un peu plus de deux fois plus large. La tige est entièrement couverte par des stries plus fines encore que celles du radiole précédent. Elles arrivent sans s'interrompre jusqu'à l'anneau qui est à peine saillant, étroit et marqué par des stries beaucoup plus fortes que celles de la tige. — Bouton peu développé. Facette articulaire entourée par un petit rebord sans crénelures apparentes; impression articulaire bien développée.

RAPPORTS ET DIFFÉRENCES. — Parmi les radioles de *Cidaris* déjà décrits, il en est un surtout qui rappelle bien l'ornementation de ceux que je viens de faire connaître. Dans la *Paléontologie française* (t. VII, pl. 1056, fig 8, 9), Cotteau le place à titre de variété parmi ceux du *Cidaris sceptriifera*. C'est sans doute sa forme fusiforme qui a déterminé l'auteur à placer ce radiole parmi ceux de cette espèce, quoique son ornementation soit toute différente des radioles typiques qui sont couverts de côtes très

accentuées, épineuses, descendant très bas vers la collerette, qui est toujours circonscrite par une ligne d'arrêt. Il pourrait se faire cependant que ce radiole représenté fig. 8 et 9, n'appartienne pas réellement au *C. sceptri/era*, mais à la même espèce que mes deux radioles de Rozoy et de Saint-Bond. Pour s'en assurer, il faudrait avoir un grossissement exact du bas de la tige et de la collerette, qui indiquerait si ce radiole est très régulièrement et complètement strié dans ces deux parties comme le sont ceux que je viens de décrire. Il est, il est vrai, fusiforme, lorsque les miens n'ont, au milieu de la tige, qu'une très faible tendance à s'élargir ; mais cette différence pourrait résulter de la place tout autre occupée sur le test par ce radiole. En réalité, cette difficulté ne pourra être résolue que par la découverte d'un test portant des radioles de ce type, alors seulement il sera permis de constater s'il appartient ou non au *C. sceptri/era*, et s'il doit être réuni à ceux du *C. Lamberti*.

Je ne crois pas qu'il soit possible de songer à rapprocher mes radioles de ceux attribuées par Cotteau au *C. subvesiculosa* d'Orbigny. La forme générale de ces derniers rappelle un peu celle des radioles du *C. Lamberti* ; mais ils devaient être plus longs, et surtout l'ornementation de leur tige est toute différente. Les côtes sont bien plus accusées, épineuses ; l'espace qui les sépare est chagriné, tandis que chez *C. Lamberti* il est très finement strié. De plus la collerette est nettement arrêtée par une ligne qui manque dans l'autre espèce. Inutile donc de pousser plus loin la comparaison.

SALENIA INSCRUSTATA, Cotteau.

C'est dans le *Synopsis des Echinides fossiles* de Desor, page 152, que Cotteau a établi cette espèce pour une Salénie recueillie dans l'Eure par l'abbé Sorignet qui l'avait identifiée avec le *Salenia heliophora* Agassiz. Plus tard, dans la *Paléontologie française* (t. VII, p. 170), il a abandonné son espèce pour la mettre en synonymie avec le *Salenia granulosa* Forbes.

En 1891, M. Gauthier, dans une *Note sur quelques Echinides de l'Yonne* (1), ayant à décrire un grand exemplaire de Salénia trouvé à Michery (Yonne), le rapporte avec doute au *Salenia granulosa* Forbes et il en profite pour regretter que Cotteau ait

(1) *Bull. Soc. Sc. de l'Yonne*, 2^e semestre 1890.

abandonné son *Salenia incrustata* créé pour les exemplaires de l'Eure et des environs de Beauvais. Le type anglais diffère, en effet, en plusieurs points importants des Salénies françaises qui lui sont réunies. De plus, comme l'a très justement fait remarquer M. Gauthier, les horizons ne sont pas les mêmes. Tandis que Wright déclare expressément que le *Salenia granulosa* provient de couches nettement turoniennes, le *Salenia incrustata* Cotteau n'a été, en France, rencontré que dans l'étage sénonien de l'Eure, de l'Oise et de l'Yonne. Depuis 1891, l'opinion de M. Gauthier s'est raffermie dans le sens de la séparation. Et ce sentiment vient d'être partagé par M. Lambert qui ne cite que le *Salenia incrustata*, avec exclusion du *S. granulosa*, dans la nouvelle liste des échinides de la craie de l'Yonne qu'il a insérée dans l'ouvrage de M. de Grossouvre : *Recherches sur la craie supérieure*, p. 116.

En faisant une étude détaillée du type anglais et de celui que nous rencontrons en France, il est facile de constater qu'ils diffèrent très sensiblement l'un de l'autre, et doivent être considérés comme deux espèces bien distinctes. Il suffit pour cela de comparer les figures de la *Paléontologie française* et d'étudier, en même temps, les exemplaires recueillis depuis la composition de cet ouvrage.

C'est d'abord l'appareil apical qui diffère beaucoup. La figure 21 de la planche 1039, représente l'apex d'un exemplaire que Cotteau a reçu directement d'Angleterre. Il montre de nombreuses impressions suturales, tandis que les plaques génitales et ocellaires ne sont ornées que par de légères côtes irrégulières se dirigeant vers le centre des plaques. De plus, M. Gauthier (1) examinant les deux appareils figurés par Wright, et les comparant avec la figure 11, planche 1039 de la *Paléontologie française* qui représente un exemplaire de l'Eure, fait remarquer que « le périprocte est beaucoup moins excentrique, presque au milieu ; les sutures des plaques génitales ne sont pas visibles, quoique le grossissement soit de quatre diamètres ; il en résulte que nous ne pouvons pas distinguer la plaque suranale complémentaire. Les figures sont d'ailleurs mal orientées et l'ambulacre postérieur de droite nous paraît avoir été pris pour l'antérieur impair. Cette représentation de l'appareil a d'autant plus lieu de nous étonner que Wright, quand il l'a publiée, connaissait les planches de la *Paléontologie française* ; il cite la description de M. Cotteau, admet, sans hésiter, l'identité des types et ne fait pas la moindre observation sur l'aspect si dissemblable des figures dans les deux livres. »

(1) *Note sur quelques Echinides de l'Yonne*, p. 9.

Si maintenant on considère l'appareil apical de la figure 11 de M. Cotteau, planche 1039, on voit qu'il n'a pas les moindres traces d'impressions profondes coupant les sutures des plaques à angle droit. Ce caractère est même plus accentué dans un échantillon que j'ai recueilli aux Clérimois et que M. Lambert a signalé sous le nom de *Salenia granulosa* dans une note insérée à la fin de l'ouvrage de M. Peron sur le *Terrain de craie du bassin anglo-parisien* (1). Les sutures sont lisses et sans aucune impression. De plus, les côtes irrégulières rayonnantes qui ornent les plaques génitales sont bien plus accentuées que dans la figure 11 et elles s'arrêtent à une petite distance de la ligne suturale. Cependant, l'échantillon est un peu plus développé que celui représenté à la figure 21. Ces observations se retrouvent dans l'individu encore plus grand de Michery que M. Gauthier a fait connaître.

Comparons maintenant les ambulacres des deux figures 9 et 20 de la planche 1039 qui représentent le grossissement du type français et de celui d'Angleterre. On peut constater que la figure 9 qui reproduit l'ambulacre d'un échantillon de l'Eure a les paires de pores et les granules mamelonnés plus rapprochés que dans la figure 20 représentant l'ambulacre du type anglais. De plus, ce dernier paraît avoir les granules relativement plus gros près du péristome. Ces différences sont encore plus accusées dans l'échantillon des Clérimois où la zone porifère est très réduite en largeur quoique ses dimensions soient plus fortes que celles du type anglais. Quant à l'échantillon de Michery encore plus grand, ses ambulacres légèrement flexueux ont aussi une zone porifère très étroite et des granules relativement petits et plus serrés que le type anglais.

En l'absence de grossissement pour l'interambulacre de l'ex-emplaire d'Angleterre représenté à la planche 1039, il est difficile de se rendre compte des différences qui peuvent exister dans cette partie du test. D'après les figures de grandeur naturelle, il ne me paraît pas y en avoir beaucoup.

Quant au péristome, il semble plus grand chez le type anglais, même en tenant compte de la différence de taille. Mon échantillon des Clérimois est, dans cette partie, malheureusement un peu déformé. Malgré cela, il semble indiquer un péristome relativement plus petit que dans la figure 19 de la planche 1039.

En résumé, le *Salenia incrustata* diffère du *S. granulata* Forbes par des ambulacres ayant des paires de pores et des granules mamelonnés plus rapprochés, par son appareil apical sans

(1) Lambert in Peron, *Terr. de craie*, p. 257.

aucune impression suturale, et dont les bords extérieurs se distinguent ordinairement plus difficilement du reste du test; enfin par son péristome proportionnellement plus petit. J'estime avec M. Gauthier que ces différences sont bien suffisantes pour séparer les deux types, et rétablir l'espèce à laquelle Cotteau avait primitivement donné le nom de *Salenia incrustata*, et qu'il a ensuite considérée comme une simple variété du *Salenia granulosa* Forbes. Si en Angleterre et en France on trouvait des types intermédiaires qui fassent passer les espèces de l'une à l'autre, il serait préférable de les laisser réunies; mais il n'en est pas ainsi. Dans ces conditions on peut considérer les deux types comme bien distincts, surtout à cause de la différence de niveau, comme l'a fait justement observer M. Gauthier. Cette différence de niveau semble cependant perdre un peu de sa valeur, puisque dans le *Synopsis*, les additions et corrections de la fin de l'ouvrage de Desor signalent le *S. incrustata* comme ayant été rencontré à Ringelbert près Sulzgitter dans le Planer moyen que M. de Laparent parallélise avec le Turonien inférieur ou Ligérien. Il serait intéressant de s'assurer si cette dernière Salénie est bien le *Salenia incrustata*.

SALENIA GARUMNENSIS, nov. sp.

Ayant à décrire les *Echinides de la colonie du Garumnien de Leymerie*, M. Cotteau avait signalé en 1877 une petite Salénie qu'il avait rapportée au *Salenia granulosa* Forbes. Cet échantillon fait partie de la collection de M. Peron qui l'a recueilli au Tuco, sur la route de Marsoulas (Haute-Garonne). Je dois à sa bienveillance d'avoir pu étudier ce *Salenia* que je voulais comparer avec quelques types de la craie de l'Yonne. L'examen minutieux que j'ai fait de ce précieux échantillon m'a déterminé à en faire une espèce spéciale. Son état de conservation est loin d'être parfait. Mais ce qui reste du test détérioré dans bien des endroits, m'a permis de trouver cependant l'ambulacre et l'interambulacre complets, et de les reproduire exactement dans tous leurs détails.

C'est probablement la forme et l'ornementation de l'appareil apical, qui a engagé Cotteau à rapprocher ce type de celui de la craie sénonienne du bassin de Paris qu'il avait identifié avec le *Salenia granulosa* Forbes, mais qui, en réalité, est une espèce distincte et doit reprendre le nom de *Salenia incrustata*, comme nous l'avons dit précédemment. J'estime que les détails des ambu-

lacres et des interambulacres de la Salénie du Tuco sont trop différents pour maintenir le rapprochement proposé par Cotteau. Il suffit, en effet, de comparer les figures de la *Paléontologie française* (planche 1039, fig. 6 à 16) avec celles que je donne de l'individu du Tuco pour constater les grandes différences qui existent entre les deux types.

Je vais d'ailleurs donner une description exacte de la Salénie recueillie par M. Peron sur la route de Marsoulas.

Dimensions : diamètre, 11 mill. ; hauteur, 6 mill.

Espèce de petite taille, circulaire ; face supérieure un peu renflée ; face inférieure plane, arrondie sur les bords. Aires ambulacraires étroites, très légèrement flexueuses, garnies de deux rangées de petits granules au nombre de treize ou quatorze. Les quatre ou cinq de l'extrémité supérieure se touchent presque ; puis les granules s'espacent et sont séparés par des verrues qui forment une côte horizontale allant jusqu'au bord extérieur des plaques porifères. A la face inférieure les trois ou quatre derniers granules deviennent beaucoup plus forts et sont plus espacés ; celui qui touche au péristome est sensiblement plus petit. Les deux rangées de granules sont très rapprochées l'une de l'autre, et laissent un espace très restreint dans lequel on voit, vers l'ambitus et à la face inférieure, quelques petites verrues irrégulières. — Zones porifères composées de paires de pores très petits, très rapprochés l'un de l'autre, placés obliquement dans une dépression du test, et séparés par un petit granule qui ne paraît pas saillant. Il y a deux assules primaires qui correspondent à une plaque majeure supportant un granule qui correspond à une des assules primaires, tandis que l'autre porte les verrues granuliformes en forme de côte horizontale. — Aires interambulacraires avec des tubercules crénelés et imperforés, assez saillants, entourés par un scrobicule arrondi. Je compte quatre tubercules par rangée ; les plus forts sont autour de l'apex ; les autres diminuent rapidement de grosseur ; et ceux qui touchent au péristome sont à peine plus forts que des granules. Scrobicules entourés par de forts granules scrobiculaires placés aux angles des plaques ; quelques autres granules plus petits suivent la ligne suturale médiane. Enfin une rangée de granules très petite sépare horizontalement les plaques interambulacraires. Zone miliaire à peu près nulle ; quelques verrues se montrent seulement à la face inférieure le long de la suture médiane. — Péristome circulaire, non enfoncé, de grandeur moyenne, muni d'entailles très légères ; les lèvres interambulacraires sont aussi larges que celles qui correspondent aux ambulacres — Périprocte presque rond, relativement petit, entouré

d'un bourrelet peu apparent. Il est assez excentrique et placé aux angles des plaques génitales 2, 3 et de la plaque suranale (1). — Appareil apical très développé, peu épais, non saillant, presque rond; plaques génitales polygonales, ornées de granules irréguliers qui forment des rayons se dirigeant vers le centre; plaques ocellaires triangulaires recouvertes par des granules plus ou moins réguliers; sutures des plaques lisses, sans aucune impression. L'appareil apical n'étant pas saillant, paraît se confondre, à cause de la granulation, avec le reste du test, surtout avec les jeunes plaques granuleuses qui terminent la série interambulacraire de gauche; mais dans la série de droite la distinction est bien nette.

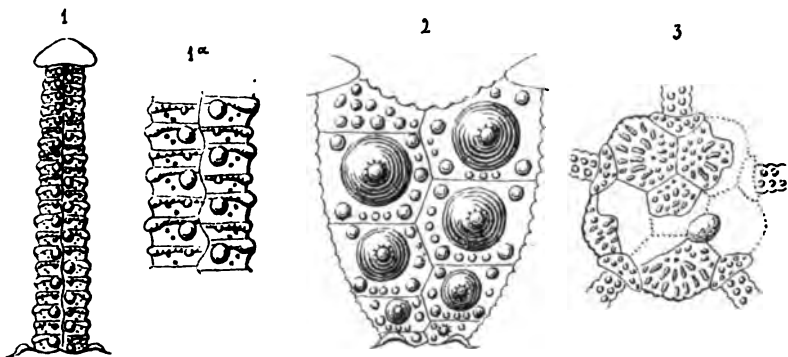


FIG. 1. — Ambulacre grossi du *Salenia garumnensis*. — 1^a Fragment du même très grossi. — FIG. 2. — Interambulacre grossi de la même espèce. — FIG. 3. — Appareil apical grossi de la même espèce.

RAPPORTS ET DIFFÉRENCES — C'est surtout avec le *Salenia incrustata* Cotteau que le *S. garumnensis* a le plus de rapports. L'appareil apical des deux espèces est, en effet, à peu près le même. La différence réside surtout dans les ambulacres et les interambulacres. Dans le *Salenia incrustata* les ambulacres ont des rangées de granules assez espacées, avec une zone intermédiaire remplie de verrues irrégulières d'un bout à l'autre, comme le montre bien la figure 9 de la planche 1039 de la *Paléontologie française*. Dans le *Salenia garumnensis* les rangées de granules se touchent pres-

(1) Je tiens à faire remarquer une erreur du dessinateur de Cotteau qui à la planche IV, fig. 8 et 9 des *Echinides de la Colonie du Garumnien* a représenté le péripacte dans l'axe de l'oursin. Il est dans l'original excentrique et placé à droite.

que, et l'on ne voit que quelques verrues microscopiques à l'ambitus et à la face inférieure. De plus, les granules ambulacraires de *Salenia incrustata* ne s'espacent pas et ne deviennent pas plus gros en approchant du péristome, tandis que dans *Salenia garumnensis* les quatre derniers de chaque série sont bien plus forts et plus espacés. Cette dernière remarque rappelle la particularité que l'on observe dans le *Salenia granulosa* d'Angleterre représenté par Colteau, planche 1039, fig. 20 ; mais c'est le seul rapprochement qu'il est permis de faire entre ces deux espèces qu'il n'est pas possible de confondre. — Dans les aires interambulacraires des deux espèces que nous comparons, les différences sont aussi très sensibles. Les granules scrobiculaires sont moins nombreux et un peu plus développés dans *Salenia garumnensis* ; la zone miliare est à peu près nulle comme le montre la figure 2, et c'est à peine si l'on peut découvrir quelques verrues microscopiques se mêlant aux granules scrobiculaires de la face inférieure. Au contraire dans *Salenia incrustata*, la zone miliare est bien développée sur toute la longueur des interambulacres, et sépare nettement les cercles de granules scrobiculaires. Enfin dans *Salenia incrustata* les lèvres interambulacraires sont sensiblement moins larges que les lèvres ambulacraires, lorsque dans *Salenia garumnensis* elles sont égales en largeur.

Pour toutes ces raisons, j'estime que la distinction des deux espèces est bien tranchée. D'ailleurs leur niveau est sensiblement différent. Le *Salenia garumnensis* est caractéristique du Garumnien supérieur de Leymerie que M. de Grossouvre, d'accord avec M. de Lapparent, plaçait dans le Danien inférieur ou Maëstrichtien, tandis que le *Salenia incrustata* est un Echinide du Sénonien supérieur ou Campanien. Dans les zones établies par M. Lambert pour la Craie de l'Yonne, elle ne se trouverait que dans les assises M et N caractérisées par la *Belemnitella quadrata*, et manquerait dans les zones O et P qui représentent le niveau de Saint-Agnan (Yonne) et de Meudon avec *Belemnitella mucronata*, qui est encore inférieur au Danien.

SALENIDIA GAUTHIERI, nov. sp.

Le petit Echinide que je vais décrire appartient à la section créée par Pomel pour les Salénies qui n'ont que des plaques primaires à leurs ambulacres, c'est-à-dire qu'il n'y a qu'une paire de pores sur chaque plaque portant un granule mamelonné. M. Lambert, dans des Notes sur quelques Echinides de la craie, ajoutées à la fin de

son *Essai d'une Monographie du genre Micraster*, à fait un genre de la section proposée par Pomel ; et il profite de l'occasion pour diviser les anciennes Salénies en trois genres basés sur la formule porifère : 1° Les espèces dont les ambulacres ne comprennent que des assules primaires, comme dans les *Cidaris*, appartiennent à la section proposée par Pomel et dont M. Lambert a fait le genre *Salenidia*. 2° Les espèces dont les majeures ambulacraires sont formées de deux assules primaires conservent le nom de *Salenia*. 3° Les espèces, dont les majeures sont constituées par trois assules primaires rentrent dans un genre nouveau, auquel M. Lambert a donné le nom de *Trisalenia*.

C'est au premier de ces genres qu'il faut rapporter mon petit Echinide que j'ai recueilli à Saint-Martin-du-Tertre, près Sens, dans la zone L à *Marsupites ornatus*.

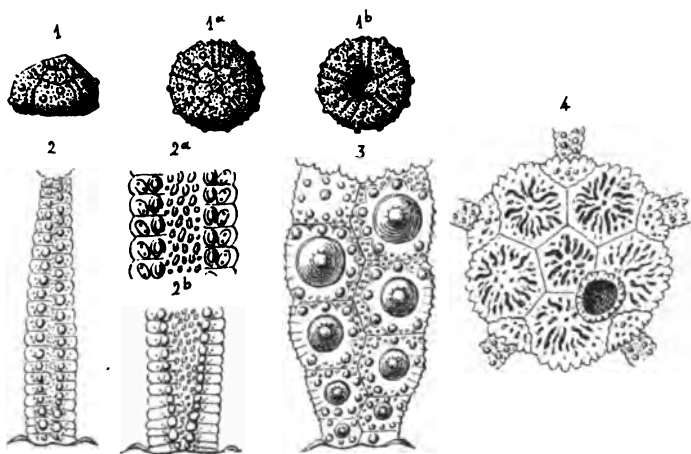


FIG. 1. — *Salenidia Gauthieri* vue de côté. — 1^a La même vue en dessus ; 1^b La même vue en dessous. — FIG. 2. — Ambulacre grossi. — 2^a Milieu de l'ambulacre très grossi ; 2^b Bas de l'ambulacre très grossi. FIG. 3. — Interambulacre grossi. — FIG. 4. — Appareil apical très grossi.

Dimensions : diamètre, 11 mill. ; hauteur, 8 mill.

Espèce de petite taille, circulaire ; face supérieure renflée, légèrement subconique ; face inférieure faiblement concave, arrondie sur les bords. — Zones porifères un peu flexueuses en dessus, et droites en dessous composées de paires de pores espacées ; les pores circulaires, disposés très obliquement, sont séparés par un renflement granuliforme qui tend à disparaître aux approches du

péristome ; et alors les petites plaques porifères deviennent sensiblement bien plus larges, tandis qu'elles diminuent un peu de hauteur ; les paires de pores très petites, touchent au granule, et laissent ainsi un espace vide sur le reste de la plaque du côté extérieur. On peut compter huit de ces plaques plus larges vers le péristome. Il n'y a qu'une paire de pores par plaque. Je signalerai cependant une exception pour les dernières plaques qui touchent immédiatement au péristome ; celles-ci étant moins hautes, et les granules devenant un peu plus gros, on voit deux plaques porifères placées en face d'un granule. — Aires ambulacraires assez étroites à la partie supérieure, puis augmentant un peu de largeur, et ne se rétrécissant pas vers le péristome à cause de la largeur de la zone porifère à cet endroit. Les ambulacres sont garnis de deux rangées de granules mamelonnés et saillants, au nombre de dix-neuf à vingt par série, dont les petits mamelons se touchent ; ces granules sont plus gros à l'ambitus, puis il diminuent un peu de volume en dessous, sauf les deux ou trois derniers de chaque série qui deviennent subitement plus forts près du péristome. L'espace intermédiaire entre les deux rangées de granules mamelonnés est rempli par de petites verrues irrégulières et inégales qui sont interrompues vers le péristome par le rapprochement des granules mamelonnés plus gros de la base qui se touchent. — Aires interambulacraires à peu près trois fois plus larges que les ambulacres, ornées de deux rangées de gros tubercules, crénelés, au nombre de cinq à six par série, arrivant très près de l'appareil apical, entourés de scrobicules ronds bien délimités par un petit rebord qui s'arrête à une petite distance de la circonférence formée par de gros granules mamelonnés. Ceux-ci sont séparés, aux sutures adorale et aborale, par une fine granulation miliaire. Les gros granules manquent du côté de la zone porifère. Les deux séries de tubercules interambulacraires, dans un même secteur, sont inégales : la série de droite commence par un gros tubercule, suivi en descendant de quelques autres qui diminuent régulièrement de grosseur jusqu'au péristome ; la série de gauche, a d'abord un très petit tubercule non crénelé, sans scrobicule bien apparent ; puis vient un tubercule bien plus fort, crénelé et scrobiculé, suivi de plusieurs autres de même nature, mais qui diminuent régulièrement de grosseur. Autre détail à noter : dans les gros tubercules de l'ambitus, la partie scrobiculaire qui touche à la zone porifère est marquée d'impressions rayonnantes qui correspondent exactement à chacune des plaques porifères en regard. — Zone miliaire étroite, avec de petits granules inégaux qui séparent de tous les côtés les cercles scrobiculaires, sauf la partie qui

borde les zones porifères. — Péristome petit, circulaire, un peu enfoncé, avec des entailles peu profondes, relevées sur les bords ; les lèvres interambulacraires sont à peine plus larges que celles qui correspondent aux ambulacres. — Périprocte presque rond, avec une tendance à devenir triangulaire, ayant un bord renflé et granuleux ; il est un peu excentrique en arrière et du côté de la droite. — Appareil apical arrondi, un peu saillant, assez étendu, très découpé sur les bords ; plaques génitales et ocellaires ornées de petites côtes inégales, très irrégulières, assez fortes, qui se dirigent vers le centre sur les plaques génitales. L'ocellaire postérieure de droite touche seule au cadre du périprocte. Les sutures des plaques sont à peu près lisses, sans aucune impression, et bien visibles. Le bord externe de l'appareil apical se distingue parfaitement du reste du test par la petite saillie qu'il fait, et par ses nombreuses et fines découpures. Quant aux pores génitaux et ocellaires, étant très petits, ils se perdent dans les sinuosités assez profondes produites par les côtes irrégulières.

Je rapporte à cette espèce un très petit exemplaire de 3 millimètres de diamètre que j'ai trouvé à Sens (côteau au-dessus de la gare P.-L.-M.) Il possède déjà les caractères essentiels de l'espèce. L'appareil apical est granuleux, mais les côtes vermiculées sont moins apparentes ; les ambulacres sont droits, avec une zone porifère qui ne se rétrécit pas vers le péristome ; il n'y a qu'une paire de pores par plaque ; les granules mamelonnés sont moins nombreux que dans le type, comme conséquence de l'âge ; pour cette même raison, il n'y a que trois tubercules par série.

RAPPORTS ET DIFFÉRENCES. — Le *Salenidia Gauthieri* se distingue nettement de ses autres congénères par les caractères suivants : autour du péristome les huit dernières assules porifères sont bien plus larges, et les trois ou quatre derniers granules mamelonnés de la base, devenus plus gros, se touchent par leur côté interne, laissant du côté externe un espace lisse assez large. Dans les interambulacres, les cercles de granules scrobiculaires sont nettement séparés par des granules miliaires aux sutures adorale et aborale. Les scrobicules de l'ambitus sont marqués, du côté de la zone porifère, d'impressions rayonnantes qui correspondent aux assules porifères des ambulacres. L'appareil apical arrondi et faiblement saillant, est orné de fortes côtes très irrégulières, rayonnant vers le centre des plaques génitales, ce qui leur donne une apparence vermiculée. Les plaques ocellaires sont elles mêmes couvertes de fortes côtes irrégulières. Enfin, la partie des plaques qui longe les sutures est lisse et sans aucune impression.

Si on compare le *Salenidia Gauthieri* avec ses congénères, on

voit que le *Salenidia Herberti* est l'espèce qui s'en rapproche le plus, si l'on excepte l'apex qui est très différent. Les zones porifères sont assez semblables, avec cependant ces différences : dans le *S. Herberti* les paires de pores sont un peu plus serrées et plus nombreuses à grandeur égale ; de plus le bas de l'ambulacre se rétrécit un peu, la zone porifère ne devient pas sensiblement plus large, et les granules mamelonnés du bas sont plus écartés. Dans les interambulacres, les tubercules sont un peu plus nombreux et moins gros ; les cercles scrobiculaires se touchent par la base. Au contraire, dans le *S. Gauthieri* ils sont séparés par des granules miliars qui vont jusqu'à la zone porifère. Cette particularité remarquable ne se retrouve dans aucune autre espèce de l'ancien genre *Salenia*, si l'on excepte le *Salenia Rejaudryi* Arnaud, qui d'ailleurs est très différent sous tous les autres rapports (1). Le caractère le plus saillant qui distingue le *S. Gauthieri* du *S. Herberti* réside dans l'appareil apical, pentagonal et presque lisse, avec des impressions suturales profondes dans *S. Herberti* ; et qui est arrondi, couvert de fortes côtes irrégulières et rayonnantes dans le *S. Gauthieri* ; il n'y a pas non plus d'impressions suturales.

A première vue, le *Salenidia Bonissenti* Cotteau, tel qu'il est interprété par M. Lambert (2), a certains rapports avec *S. Gauthieri*. Mais les ambulacres, chez *S. Bonissenti* sont à peu près droits, avec des granules mamelonnés plus espacés et des paires de pores beaucoup plus obliques ; l'espace entre les deux rangées de granules ne laisse voir que quelques petites verrues. De plus le bas de l'ambulacre est tout différent. Enfin l'appareil apical n'a pas la même ornementation, et possède des impressions suturales et angulaires.

La différence entre le *Salenidia gibba* Agassiz et *S. Gauthieri* est beaucoup plus grande. Les ambulacres dans *S. gibba* sont assez flexueux, avec une zone porifère relativement large dans toute la longueur ; les deux rangées de granules sont très rapprochées

(1) Dans une *Note sur quelques Echinides de l'Yonne* (Bull. Soc. Sc. de l'Yonne, t. XLIV, pl. I, fig. 12, 13), M. Gauthier a fait représenter une *Salenia* de Michery qu'il a rapportée avec doute au *Salenia granulosa*, dans lequel le dessinateur a figuré une granulation miliare dans le bas des cercles scrobiculaires. Or, dans l'exemplaire que j'ai examiné dans la collection de M. Gauthier, les cercles scrobiculaires se touchent par la base.

(2) Lambert. — *Note sur les Echinides de la craie de Ciply* p. 8, pl. II, fig. 13-16.

l'une de l'autre, et ne laissent qu'un faible espace intermédiaire ; c'est le contraire dans le *S. Gauthieri*. Quant aux interambulacres, chez *S. gibba* les plus gros tubercules sont à l'ambitus, et les cercles scrobiculaires se touchent par la base, tandis que dans *S. Gauthieri* ils sont séparés par des granules miliaires ; de plus la plupart des tubercules les plus gros touchent à l'appareil apical. Enfin *S. gibba* est très éloigné de *S. Gauthieri* par le développement anormal des ocellaires dans l'apex, et par ses larges impressions suturales et angulaires.

Reste à comparer le *Salenidia minima* Desor. Cette minuscule espèce est relativement beaucoup moins haute que le *Salenidia Gauthieri*. Son apex et son péristome sont bien plus grands. De plus, les plaques de l'appareil apical sont lisses dans *S. minima* et très ornées chez *S. Gauthieri*. Enfin les ambulacres du *S. minima* ont des granules mamelonnés plus gros et plus espacés.

Je me contenterai, parmi les vrais *Salenia*, de faire une seule comparaison avec le *Salenidia Gauthieri*. Je veux parler du *Salenia incrustata* Cotteau qui appartient, il est vrai, à un genre différent par ses essules porifères disposées par deux sur une plaque granuleuse, mais dont le rapprochement est assez grand sous bien des rapports. Ainsi l'appareil apical est le même dans les deux espèces. Et si l'exemplaire figuré par Cotteau dans la *Paléontologie française* (pl. 1039, fig. 11) ne présente que des côtes atténuées, je possède un individu des Clérimois, près de Sens, dans lequel ces côtes sont aussi fortes que celles du *S. Gauthieri*. Les ambulacres sont la principale différence non seulement à cause de la formule porifère, mais encore par le nombre des granules mamelonnés qui n'est que de douze à treize par rangée dans le *Salenia incrustata*, tandis qu'on en compte de dix-neuf à vingt chez le *Salenidia Gauthieri*. De plus, le bas des zones porifères, chez cette dernière, a des assules porifères beaucoup plus élargies. Pour les interambulacres, je ne trouve qu'une différence dans la granulation miliaire qui sépare les cercles scrobiculaires dans le bas chez le *Salenidia Gauthieri*, tandis qu'ils se touchent dans le *Salenia incrustata*. Je rappelle aussi les impressions rayonnantes que l'on voit sur les scrobicules du côté seulement de la zone porifère, chez *S. Gauthieri*, et qui manquent dans le *Salenia incrustata*.

GAUTHIERIA RADIATA Sorignet

(Radioles)

En 1887, M. Gauthier signalait dans l'ouvrage de M. Peron, *Histoire du terrain de craie dans le bassin anglo-parisien*, p. 354, des radioles recueillis dans la zone à *Holaster planus* de Villechien (Yonne), et il les rapportait provisoirement au *Cyphosoma radiatum* Sorignet qui a servi de type au nouveau genre *Gauthieria* Lambert. Voici ce que M. Gauthier écrivait pour légitimer son opinion : « On ne trouve dans cette carrière d'autre *Cyphosoma* que le *C. radiatum* Sorignet. Ces radioles lui appartiennent-ils ? Il n'est pas possible de l'affirmer pour le moment ; cependant ce rapprochement n'est pas sans probabilité. Le radiole que M. Cotteau, dans la *Paléontologie française*, a attribué à cette espèce diffère beaucoup, sous le rapport de la longueur, de ceux dont nous nous occupons ; mais cela ne prouve rien, car ce n'est évidemment qu'un radiole secondaire. Par contre, le bouton et la collerette sont complètement analogues et semblent autoriser le rapprochement que nous faisons. »

Depuis cette époque j'ai eu la bonne fortune de recueillir dans la zone H à *Holaster placenta* d'Eligny, la moitié d'un *Gauthieria radiata* bien caractéristique avec des paquets de radioles adhérents au test. Dans ces conditions il m'est permis de faire connaître aujourd'hui, d'une manière certaine, les radioles de cette espèce, et de confirmer l'opinion avancée par M. Gauthier au sujet des radioles du Turonien de Villechien. L'échantillon que je possède montre une quinzaine de radioles de plusieurs grosseurs différentes, placés surtout sur la face supérieure du test, et aussi sur les côtés.

Je vais décrire d'abord les radioles de cet échantillon qui était de moyenne taille. Je le représente figures 1 et 2 sur la face supérieure et sur la face inférieure. La figure 3 donne un grossissement des plaques ambulacraires et interambulacraires, pour faire bien voir les caractères certains de l'espèce.

Radiole très allongé, cylindrique dans une grande partie de sa longueur, devenant ovale, avec une tendance à s'aplatir vers son extrémité supérieure, qui s'amincit d'une manière insensible. La tige paraît lisse, mais en réalité elle était couverte de stries extrê-

mement fines, dont on aperçoit les traces sur un des radioles. Elle entre dans le bouton en conservant la même largeur. On voit à peine les traces de la collerette arrêtée par une ligne presque invisible ; elle est ornée de stries assez espacées, mais presque

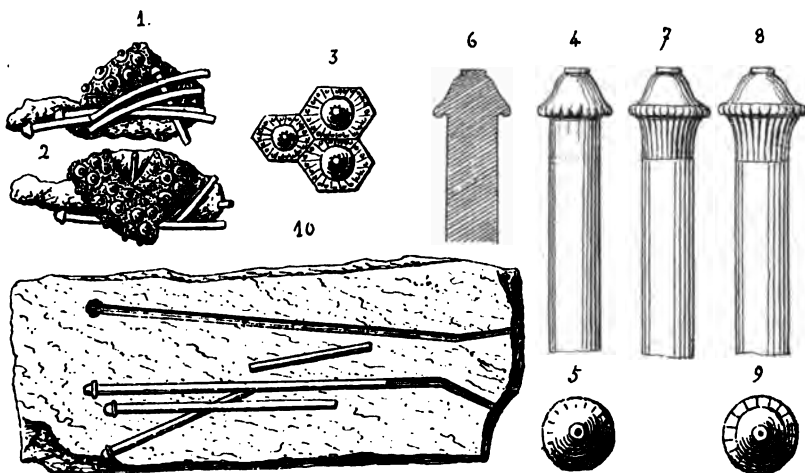


FIG. 1. — *Gauthieria radiata* avec ses radioles de grandeur naturelle (face supérieure). — FIG. 2. — La même (face inférieure). — FIG. 3. — Plaques ambulacraires et interambulacraires du même, grossies. — FIG. 4. — Fragment de radiole du même, très grossi. — FIG. 5. — Facette articulaire du même, grossie. — FIG. 6. — Coupe transversale du même. — FIG. 7. — Radiole de la collection de M. Peron (variété) grossi. — FIG. 8. — Fragment d'un des radioles de la plaque représentée fig. 10, grossi. — FIG. 9. — Facette articulaire du même. — FIG. 10. — Plaque de la collection de M. Peron avec quatre radioles du *Gauthieria radiata* (grandeur naturelle).

effacées. Bouton assez développé ; anneau saillant séparé de la tige par une gouttière bien prononcée comme l'indique la coupe transversale fig. 6 ; ses crénelures assez fortes ne sont pas nettement arrêtées du côté du bouton ; facette articulaire peu développée, avec des crénelures à peine indiquées.

Je ne puis donner la longueur totale des grands radioles qui sont tous incomplets. Les fragments les plus longs ont 25 mill. sur une largeur d'un millimètre environ.

Les radioles plus petits ont les mêmes caractères. Leur bouton paraît proportionnellement plus développé. Un des plus fins radioles qui paraît complet mesure 6 mill. de longueur, sur un

quart de mill. de largeur. Il ne finit pas en pointe, mais semble simplement aplati.

Voici maintenant la description des radioles recueillis par M. Peron dans le Turonien de Villechien. L'échantillon en question est une plaque de craie sur laquelle sont étalés quatre radioles, avec l'empreinte d'un cinquième. L'un de ceux-ci est presque complet et pourra nous donner d'une manière très approximative la longueur réelle des radioles de l'espèce. Je donne, figure 10, le dessin de l'échantillon de M. Peron.

La tige a les mêmes caractères que ceux déjà donnés précédemment. La collerette est ici parfaitement accusée. Elle est de longueur moyenne et couverte de stries ou plutôt de petites côtes assez fortes qui forment une courbe gracieuse pour aller rejoindre les crénelures de l'anneau auquel elles correspondent parfaitement. Elles deviennent de plus en plus accentuées à mesure qu'elles s'approchent de l'anneau, et sont séparées par des intervalles de plus en plus profonds. L'anneau est bien nettement arrêté des deux côtés. La facette articulaire, fig. 9, laisse voir difficilement ses crénelures. Le radiole le plus complet mesure 59 millimètres de longueur, sur un millimètre de largeur. L'extrémité supérieure n'est pas conservée.

Un autre radiole isolé, fig. 7, recueilli par M. Peron à Villechien, forme une variété intermédiaire entre les radioles de Villechien et ceux d'Etigny. La collerette a exactement la même longueur ; mais ses côtes sont plus fines, plus rapprochées, et forment une courbe moins accentuée.

Malgré les différences que je viens de signaler, je suis persuadé que ces radioles appartiennent tous au *Gauthieria radiata*. On peut tout au plus admettre une légère modification dans le type, qui s'est effectuée surtout dans la collerette et le bouton pendant l'espace de temps qui sépare les zones dans lesquelles ils ont été recueillis.

RAPPORTS ET DIFFÉRENCES. — Dans la *Paléontologie française* (t. VII, pl. 1148, fig. 15, 16), Cotteau a donné la figure d'un très petit radiole qu'il attribue au *Gauthieria radiata*. Il ne dit pas dans le texte si ce petit radiole qui fait partie de la collection de la Sorbonne, a été trouvé adhérent à un test. Ce radiole, comparé avec ceux que je viens de décrire, en diffère surtout par la longueur de sa tige qui paraît être beaucoup plus courte. Mais, comme l'a déjà fait remarquer M. Gauthier, « ce n'est évidemment qu'un radiole secondaire ». Une autre différence importante réside dans la longueur de la collerette qui, proportions gardées, est beaucoup plus considérable dans le radiole de la Sorbonne. Quant au bou-

ton, il a bien la forme de celui que j'ai représenté figure 7, qui est une variété intermédiaire.

Les radioles du *Gauthieria radiata* peuvent être comparés avec ceux du *Cyphosoma Kœnigi* Agassiz, que j'ai recueillis dans le Sénonien des environs de Sens. Le bouton de cette dernière espèce est à peu près celui du *Gauthieria radiata*, avec cette différence cependant que l'anneau du *C. Kœnigi* a des stries extrêmement fines. De plus, sa tige diminue beaucoup plus rapidement de largeur, ce qui annonce un radiole bien plus court.

Enfin on peut rapprocher les radioles du *Gauthieria radiata* de ceux que Cotteau a désignés sous le nom de *Cyphosoma elongatum*. Ce qui distingue surtout les radioles de cette dernière espèce c'est leur longueur extraordinaire qui dépasse de beaucoup celle des radioles du *Gauthieria radiata*, cependant très allongés. De plus, la tige du *Cyphosoma elongatum* se rétrécit un peu en s'approchant du bouton, ce qui ne se produit jamais dans *Gauthieria radiata*; le bouton est moins développé, et la collerette est plus courte. C'est donc avec beaucoup de raison que M. Gauthier ayant à comparer des fragments de radiole de cette espèce avec ceux du *Gauthieria radiata* a fait remarquer qu'on ne peut les identifier.

MICRASTER CORANGUINUM Agassiz.

Dans notre Bulletin, M. Lambert a publié, en 1889, une *Note sur le développement de l'Echinospatangus neocomiensis* d'Orbigny. Dans ce savant travail, notre sympathique confrère a fait bien ressortir tout l'intérêt qu'il y avait à suivre les phases diverses de développement qui s'effectuent dans un même type avant d'arriver à l'âge adulte. Une telle étude est d'abord très précieuse au point de vue morphologique, par les conclusions qu'il est permis d'en tirer pour le développement progressif des Echinides. De plus, elle est indispensable pour la bonne classification des espèces. Tout le monde sait, en effet, qu'il faut toujours tenir compte de l'âge des individus, lorsqu'il s'agit de déterminations à faire.

M. Lambert a été amené à la rédaction de sa Note par la découverte qu'il avait faite, dans une petite couche de l'étagé néocomien des environs d'Auxerre, de belles séries de l'*Echinospatangus neocomiensis* renfermant des exemplaires de tout âge. Ayant moi-même recueilli dans la craie de Paron près Sens, de jeunes *Micraster coranguinum* Agassiz, j'ai cru qu'il serait intéressant de les étudier au point de vue morphologique, et de comparer

mes observations avec celles de M. Lambert. Or mon étude n'a fait que confirmer ses conclusions qui, elles-mêmes, étaient conformes aux principes généraux établis par MM. Loven et Alex. Agassiz, et basés sur les travaux que ces deux échinologistes ont entrepris sur les oursins vivants.

Mes échantillons sont d'une taille un peu plus forte que ceux signalés par M. Lambert ; mais le *Micraster coranguinum* étant, à l'état adulte, un type sensiblement plus développé que l'*Echinospalangus neocomiensis*, il faudra en tenir compte dans la comparaison des jeunes des deux espèces.

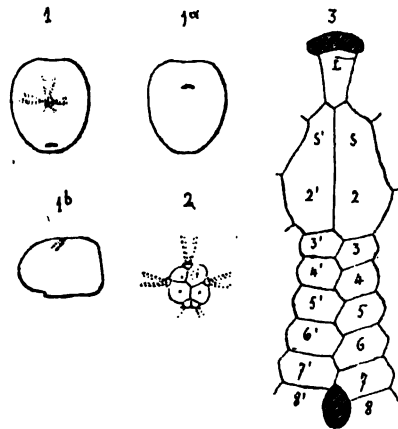


FIG. 1. — Jeune individu du *Micraster coranguinum* de Paron. — 1^a Le même vu sur la face inférieure ; 1^b Le même vu de profil. — FIG. 2. — Appareil apical grossi du même. — FIG. 3. — Plastron du même grossi.

Je vais d'abord décrire le plus jeune des échantillons que je possède. Il est représenté figure 1.

Parfaitement conservé, il laisse voir toutes les sutures des plaques. Il a 11 mill. au diamètre antéro-postérieur ; 10 mill. de largeur, et 7 mill. 1/2 de hauteur.

La forme générale est un peu globuleuse, assez allongée dans le sens de la longueur ; les ambulacres sont à peu près superficiels ; l'antérieur, cependant, se trouve dans un sillon très faible qui échancre à peine l'ambitus. On ne voit assez développés que les ambulacres du trivium ; les deux ambulacres pairs postérieurs se font seulement pressentir par la présence de petites plaques qui serviront à les composer ; celles de l'ambulacre gauche paraissent

plus avancées dans leur disposition régulière. En dehors de la partie pétaloïde des ambulacres, on voit très distinctement la forme des assules ; elles sont presque aussi larges que hautes. Les zones porifères ne sont visibles que dans l'ambulacre impair et dans les deux ambulacres pairs antérieurs. Il y a cinq à six paires de pores par rangée dans l'ambulacre impair ; elles sont placées dans un petit enfoncement au milieu duquel se distingue bien le granule qui sépare les pores. Les paires de pores sont assez espacées. Pour les ambulacres pairs antérieurs, la partie pétaloïde, très ouverte à son extrémité, laisse voir six paires de pores par rangée ; elles sont bien plus rapprochées les unes des autres que dans l'ambulacre impair. — Quant aux interambulacres, ils sont déjà parfaitement institués ; et la forme de leurs assules rappelle bien celle du type adulte. — Le plastron est relativement peu développé. Le labrum est plus large qu'à l'ordinaire ; les sternales sont peu développées dans le sens de la longueur, mais larges ; les épisternales sont assez comprimées par l'expansion des plaques sousanales des ambulacres postérieurs ; enfin les préanales s'élargissent progressivement. C'est entre les plaques 7, 8 et 7', 8', appelées *periproctales* par M. Lambert, que s'ouvre le périprocte. Celui-ci piriforme, est relativement élevé, et se trouve placé à la partie tout à fait supérieure de la face postérieure. Le péristome semilunaire, déjà labié, est assez éloigné du bord. — L'appareil apical est difficile à bien étudier. Cependant, après beaucoup d'attention, je suis parvenu à découvrir les plaques qui le composent. La forme est sensiblement arrondie ; la plaque madréporiforme saillante n'a qu'un très petit pore génital central, presque invisible ; la plaque génitale antérieure de gauche est très peu développée, avec son pore génital placé près de la suture de la plaque madréporiforme ; les deux plaques génitales postérieures contiguës sont assez visibles, avec un pore génital central, plus développé. Quant aux plaques ocellaires, elles sont reléguées aux angles des plaques génitales ; les deux postérieures se touchent et semblent ne former qu'une seule plaque placée en arrière des deux plaques génitales postérieures.

Un autre échantillon jeune du *Micraster coranguinum*, venant de Paron, mesure 27 mill. de longueur ; 27 mill. de largeur ; et 19 mill. de hauteur. Sa forme est déjà typique. L'ambulacre impair échancré d'une manière bien nette le bord antérieur ; sa partie pétaloïde est formée de paires de pores espacées ; les pores ronds ne sont séparés que par un petit granule. La partie pétaloïde des ambulacres pairs est faiblement creusée, avec des paires de pores ronds. Les pores placés dans un sillon sont séparés par un large

espace granuliforme. — Le périprocte est placé relativement plus bas, par rapport à la place qu'il occupe dans l'échantillon de 11 mill. — Pour le péristome, il est plus rapproché du bord, avec une lèvre plus saillante. — Enfin l'appareil apical est bien constitué; les génitales postérieures se touchent à peine par leur pointe interne.

Si maintenant on compare mes jeunes *Micraster coranguinum* avec ceux de l'*Echinospatangus neocomiensis* décrits par M. Lambert, on arrive aux mêmes conclusions. Je laisserai de côté l'échantillon de quatre millimètres et demi qui doit être beaucoup plus jeune que le plus petit de mes *Micraster*, et prendrai comme terme de comparaison l'échantillon de 7 mill. signalé par M. Lambert à la page 14 de sa note. « A la taille de 7 mill., dit-il, les pores ambulacraires sont toujours arrondis dans les ambulacres pairs antérieurs... A cet âge, les pores des ambulacres postérieurs sont encore très difficiles à distinguer. Dans l'ambulacre impair, on compte neuf paires de petits pores ronds, nettement séparés par un granule, assez espacés et obliquement disposés, l'interne au-dessous de l'externe. » Comme on le voit, ces remarques sont, à peu de chose près, celles que j'ai faites sur mon échantillon de 11 mill. qui n'a pas encore ses ambulacres pairs postérieurs constitués. Les pores des ambulacres pairs antérieurs, et ceux de l'ambulacre impair sont comme dans le type de M. Lambert ronds. Je serais toutefois porté à croire que mon échantillon, tout en ayant dans le diamètre antéro-postérieur 4 millimètres de plus, n'est pas aussi avancé dans son développement que celui de 7 mill. de M. Lambert, non seulement à cause du nombre moins grand de ses paires de pores dans l'ambulacre impair, ce qui pourrait s'expliquer par la constitution différente des deux types *Micraster* et *Echinospatangus* à l'état adulte, mais surtout par suite de l'état de l'appareil apical. Dans mon exemplaire, l'apex est, comme je l'ai dit, très difficile à bien étudier, quoique le test soit parfaitement conservé. On voit, cependant, que les plaques génitales postérieures se touchent et séparent bien nettement la plaque madréporiforme des ocellaires postérieures, ce qui est, comme je le ferai remarquer un peu plus bas, une disposition éloignée de l'apex adulte; au contraire, les petits échantillons de 7 mill. de l'*Echinospatangus neocomiensis* signalés par M. Lambert donnent déjà « tous les caractères de celui de l'adulte. »

Quant à la position du périprocte, les observations de M. Lambert, p. 8 de sa Note, sont justifiées par l'étude de l'interambulacre impair du *Micraster coranguinum* à l'état jeune. La place du périprocte reste toujours la même par rapport au péristome; mais il

n'en est pas de même si l'on considère l'intervalle qui sépare le périprocte de l'appareil apical. On voit, en effet, que le développement de l'oursin se produit, dans cette partie du test, par la naissance de nouvelles plaques interambulacraires qui s'ajoutent avec l'âge à celles qui surmontent le périprocte et l'éloignent de plus en plus de l'apex. Ainsi dans mes exemplaires, le périprocte s'ouvre invariablement au milieu des plaques 7, 8 et 7', 8'. Au-dessus, je compte 5 plaques dans l'exemplaire de 11 mill. ; 7 dans quatre exemplaires de 27, 32, 41 et 45 mill. ; et le commencement d'une huitième dans un exemplaire de 50 millimètres.

Ces différentes observations comparées avec celles fournies par les figures de M. Lambert, p. 9, font voir que les *Echinospatangus* comme les *Micraster* obtiennent, jusqu'à un certain âge, leur développement par l'adjonction de nouvelles plaques qui naissent au bord de l'appareil apical. Mais ensuite la multiplication des plaques s'arrête ; et j'ai constaté que l'accroissement se fait par l'agrandissement des plaques déjà constituées. J'ai pu m'en rendre compte par l'observation de bonnes séries soit du *Micraster coranguinum*, soit de l'*Echinospatangus cordiformis*. Il est à présumer que cette disposition est une règle générale chez tous les *Echinides atelostomes*. Il serait intéressant de constater quel est le nombre de plaques dans l'aire interambulacraire impaire des adultes de chaque espèce. Il pourrait se faire qu'il soit toujours le même dans chaque genre. Mais pour une telle étude il faudrait se livrer à un travail que je ne saurais entreprendre en ce moment.

Je parlerai maintenant de l'appareil apical du jeune *Micraster coranguinum* de 11 mill. que j'ai recueilli à Paron. On voit par la figure 2 ci-dessus que cet appareil n'est pas encore arrivé à sa forme typique. Les deux génitales postérieures se touchent, et séparent très nettement la plaque madréporiforme des deux ocellaires postérieures qui semblent ne former qu'une seule plaque. Cette disposition est précisément celle de l'apex de l'*Echinospatangus neocomiensis*. M. Lambert a donné à la page 8 la forme de deux appareils de cette espèce. L'un appartient à un exemplaire de 8 mill. de diamètre, et l'autre de 22 mill. Comme on peut le constater, chez l'*E. neocomiensis* l'apex a déjà, au diamètre de 8 mill., tous les caractères de l'adulte. Or il n'en est pas de même pour le *Micraster coranguinum* qui, à la taille de 11 mill., paraît encore très en retard sous le rapport de la forme typique de l'apex. Il faut arriver à la taille de 27 mill. pour constater le commencement de la séparation des deux plaques génitales par le développement simultané de la plaque madréporiforme et surtout de la plaque ocellaire postérieure de droite, qui tendent à se toucher

par le refoulement latéral des deux génitales postérieures. Cette dernière disposition persiste dans plusieurs exemplaires de 30 à 38 mill. A la taille de 40 mill., l'écart s'accroît davantage. Et il devient absolument typique dans les exemplaires de 45 à 50 mill. Alors l'appareil apical montre bien la forme indiquée par Cotteau (*Echinides fossiles de la Sarthe*, pl. LV, fig. 10), et encore mieux par Zittel, dans son *Traité de Paléontologie* (Tome I, p. 543, fig. 401). De son côté M. Loven a donné dans ses *Etudes sur les Echinoïdées* (pl. XI, fig. 95) le dessin d'un appareil apical typique du *M. coranguinum*.

Cette disposition est-elle absolue dans une même espèce ? Je ne le crois pas. Je n'ai pas, à la vérité, trouvé d'exception dans les nombreux échantillons que je possède du *M. coranguinum*. Mais ce n'est pas une raison péremptoire. Bien plus, en étudiant d'autres types parmi les *Micraster*, j'ai pu constater que, dans certaines espèces, la disposition des plaques génitales et ocellaires postérieures peut facilement varier si on les considère dans leurs rapports avec la plaque madréporiforme. Ainsi, par exemple, dans le *Micraster decipiens* (Bayle), la disposition la plus ordinaire montre les plaques génitales postérieures se touchant par la pointe interne; mais parfois aussi les ocellaires postérieures, ou au moins celle de droite, touchent à la plaque madréporiforme. Chez le *Micraster turonensis* (Bayle) les deux dispositions se rencontrent indifféremment sur des échantillons de même grandeur. Donc, sous ce rapport, rien d'absolument fixe dans une même espèce. Un caractère qui cependant ne souffre pas d'exception, et caractérise bien l'appareil apical du genre *Micraster*, c'est l'union constante des plaques ocellaires postérieures, qui arrêtent toujours la plaque madréporiforme, et l'empêchent de toucher à l'aire interambulacraire impaire.

Il faut passer à d'autres genres, comme les *Linthia* et *Hemiaster*, pour constater cet empiètement de la plaque madréporiforme, qui non seulement sépare les ocellaires postérieures, mais même, dans certains cas entre dans l'interambulacre impair. M. Gauthier (1) a bien fait ressortir la variabilité de ce caractère chez les *Hemiaster* d'Algérie si nombreux en espèces, et surtout répandus avec une profusion à nulle autre pareille. Ses observations lui ont donné l'occasion de prouver qu'il était impossible de se servir de ce caractère pour diviser les *Hemiaster* en deux genres, comme avait tenté de le faire M. Pomel.

(1) Gauthier, 1886. — *Recherches sur l'appareil apical des Hemiaster* (Assoc. franç. Avanc. des Sciences (Congrès de Nancy)).

Quant à la forme du péristome dans le *Micraster coranguinum*, elle ne subit pas de grandes modifications pendant le développement de l'oursin. Cependant, mon jeune exemplaire de 11 mill., tout en ayant sa lèvre bien formée, fait voir qu'elle est moins développée que dans l'adulte. Le labrum est surtout bien moins saillant que dans les grands individus. L'ouverture du péristome est loin d'être aussi large par le rapprochement des deux bords antérieur et postérieur. A la taille de 27 mill., le péristome a déjà subi toutes les modifications de l'adulte.

Dans mon jeune exemplaire, je ne trouve pas la moindre trace du fasciole sous-anal. Le test est, il est vrai, un peu détérioré par usure à cet endroit; mais je crois que l'on pourrait apercevoir quelque chose du fasciole, s'il avait réellement existé à cet âge.

I.A

CAPTATION D'EAU DE GY-L'ÉVÊQUE

Par M. PERON.

Le reproche que l'on peut faire aux sources de Vallan est d'être situées en aval d'un ou même de deux gros villages, dans une vallée dirigée sensiblement suivant le sens de l'inclinaison générale des couches du sous-sol et de courir par ce fait des risques de pollution.

C'est donc avec raison que le service des ponts et chaussées a porté ses recherches au-delà et en amont de Gy-l'Évêque, pour y trouver l'eau nécessaire à l'alimentation de la ville d'Auxerre.

A cet effet, plusieurs puits ont été creusés sur des points signalés par des sources temporaires, notamment dans le vallon de la Givernière et dans le vallon de la Ferrière, sur le bord de la route de Jussy.

En outre, une grande tranchée a été creusée près de Gy-l'Évêque, un peu au-dessous du confluent de ces deux vallons, à la base du coteau de la Garenne.

L'emplacement choisi paraît judicieux et la fouille exécutée sur ce point a donné des résultats satisfaisants. Une eau abondante et de bonne qualité y a été rencontrée, et dès lors MM. les Ingénieurs ont poussé les travaux et approfondi la tranchée de manière à pouvoir capter les eaux dans leur gîte géologique et les préserver de toute souillure.

Bassin d'alimentation. — Si l'on examine attentivement la situation de cette tranchée et celle des émergences qui y jaillissent et si, d'autre part, on tient compte de la disposition des terrains qui constituent le sous-sol de cette région et de l'inclinaison générale des strates calcaires et argileuses composant ces terrains, on peut conclure, avec une grande certitude, que le bassin d'alimentation de ces sources s'étend au sud et au sud-ouest de Gy-l'Évêque

et qu'il comprend une bonne partie du long coteau séparant le vallon de Gy-l'Evêque de la vallée de la Grilletière et d'Escamps.

Ce massif, dont les points culminants s'élèvent à la cote 284^m, présente au-dessus de la zone aquifère une épaisseur de couches qu'on peut évaluer à 80 mètres, environ, en mesurant cette épaisseur suivant la normale au plan d'inclinaison des couches.

Ces 80 mètres sont, en presque totalité, occupés par les bancs calcaires de l'étage portlandien, tel que nous le connaissons autour d'Auxerre, où l'épaisseur de cet étage a été évaluée à 70 mètres en moyenne.

Le terrain détritique superficiel et, sur les sommets, les premiers dépôts des terrains crétacés forment le surplus.

Tel est le réservoir où s'emmagasinent les eaux pluviales qui doivent alimenter les sources de Gy-l'évêque en même temps que quelques autres situées sur le versant occidental du massif.

Comme capacité, ce réservoir laisse à désirer. Il ne peut absorber qu'un volume d'eau assez restreint. Exclusivement constitué par les petits bancs portlandiens qui sont toujours enfaillés et fissurés et par conséquent très perméables, il absorbe rapidement les eaux pluviales, mais, par contre, il les laisse perdre de même.

On peut donc déduire *a priori* de cette situation que les eaux d'infiltration qui traversent ce massif jusqu'à l'assise argileuse qui en forme la base, doivent être par moments très abondantes, mais qu'elles doivent diminuer ou augmenter assez brusquement. Il en résulte manifestement que des variations considérables peuvent se produire dans le débit quotidien de ces sources. C'est là d'ailleurs un inconvénient qui n'est nullement spécial aux sources de Gy-l'Evêque mais qui, au contraire, se produit toujours dans les émergences issues des terrains calcaires, surtout quand la masse stratifiée qui sert de réservoir n'a pas une épaisseur et une étendue suffisantes.

Il semble donc qu'il est opportun de prémunir la ville d'Auxerre contre cette éventualité d'une insuffisance dans le débit et nous entendrons tout à l'heure avec intérêt M. l'Ingénieur en chef qui veut bien nous renseigner sur ces variations de débit qu'il a déjà pu constater et qui concordent absolument avec les prévisions théoriques que je viens de vous exposer.

Conditions hygiéniques. — Il faut nous hâter maintenant de dire que si, sous le rapport de la constance du débit, les sources de Gy-l'Evêque laissent à désirer, il n'en est pas de même au point de vue des conditions hygiéniques qui, au contraire, paraissent être absolument satisfaisantes.

Si vous voulez bien, en effet, jeter un coup d'œil sur la carte à grande échelle des environs d'Auxerre que j'expose ici, vous remarquerez que ce large espace s'étendant au sud-sud-ouest de Gy-l'Évêque et constituant, comme je viens de vous le dire, le bassin d'alimentation des sources de ce dernier pays, est complètement dépourvu d'habitation.

C'est seulement sur les hauteurs situées directement au sud de Gy qu'il existe quelques maisons, comme la ferme des Chaudins, la Métairie Foudriat, etc. Mais ces hauteurs, séparées de notre captation par le vallon de la Givernière, paraissent déverser, au moins en partie, leurs eaux du côté de la vallée de l'Yonne. C'est, si je ne me trompe, ce que prouveraient les expériences de coloration exécutées par notre collègue, M. l'ingénieur Breuillé.

Les massifs qui paraissent alimenter directement les sources captées, non seulement ne sont aucunement habités, mais sont, en bonne partie, couverts de forêts. L'idéal serait, évidemment, qu'ils fussent complètement boisés. Il n'en est malheureusement pas ainsi. De larges surfaces sont encore consacrées à la culture et, de ce chef, il reste encore quelques chances de contamination par les fumures. Il faut bien reconnaître toutefois que ces chances sont ici réduites au minimum car ce sont précisément les plateaux supérieurs, c'est-à-dire les espaces qui reçoivent le plus d'eau pluviale qui sont recouverts par les bois de la Garenne, de Nariné, de la Givernière, etc.

Enfin, dans l'examen des conditions hygiéniques de la captation, il importe de tenir compte de ce fait que les fouilles exécutées ont permis d'aller recueillir les eaux dans un gîte géologique profond, au sein des assises sédimentaires stratifiées, et à l'exclusion des eaux pouvant provenir des terrains superficiels.

Il est donc à peu près certain que les eaux des émergences du fond de la fouille ont dû faire, depuis la surface du sol jusqu'à ce point, un assez long parcours souterrain pendant lequel elles ont dû subir une très notable épuration.

Coupe de la tranchée. — Examinons maintenant les détails de la fouille et de la galerie de collection ainsi que la coupe de la colline au bas de laquelle elle s'étend.

D'après les renseignements fournis par M. l'Ingénieur en chef, la galerie a une longueur de 76^m75. Sa largeur à la surface du sol est de 3 mètres et, au fond, de 2^m seulement.

Sa profondeur totale au milieu est de 7^m70.

Le fond de la galerie forme deux plans synclinaux qui convergent à peu près au tiers aval de la longueur de la tranchée, avec

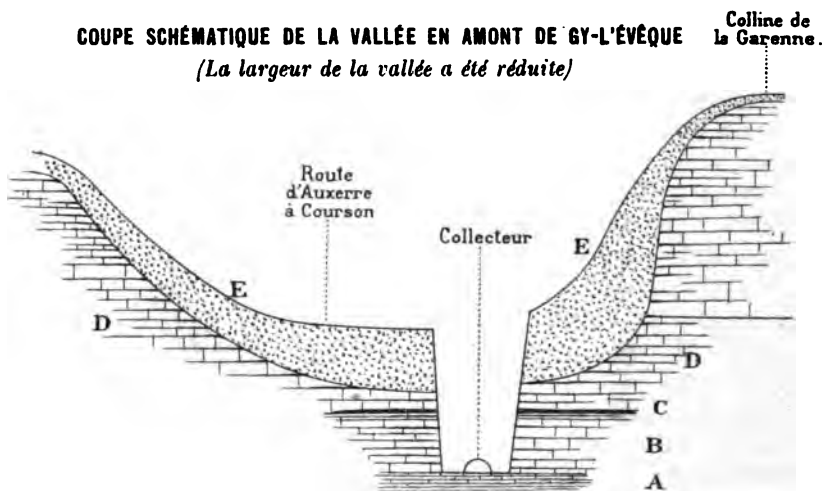
une inclinaison de 4 centimètres par mètre, environ, pour le plan nord et de 2° 5 pour la partie sud. Les buses de drainage sont posées directement sur ce fond. Elles recueillent les eaux des diverses émergences et les dirigent vers le puits de concentration qui est placé à l'intersection des deux plans inclinés.

La cote absolue de ce point au-dessus du niveau de la mer est de 186^m. La cote du fond, à l'extrémité nord, est de 186^m 80 et celle de l'extrémité sud de 187^m 40.

Enfin la cote moyenne de la surface du sol est d'environ 194^m.

COUPE SCHÉMATIQUE DE LA VALLÉE EN AMONT DE GY-L'ÉVÊQUE

(La largeur de la vallée a été réduite)



- A. — Calcaire et argile bleus à *Exogyra virgula*. (Étage kiméridgien supérieur).
- B. — Bancs calcaires gris, bien lités, avec interstices argileux. (Base de l'étage portlandien).
- C. — Lit d'argile ferrugineuse.
- D. — Calcaires portlandiens.
- E. — Terrain détritique ; éboulis des pentes.

Echantillons des roches. — Le service des ponts et chaussées a bien voulu faire recueillir à notre intention une nombreuse série d'échantillons de tous les terrains et de tous les bancs rocheux ou argileux rencontrés par la fouille.

Nous mettons sous vos yeux un certain nombre de ces échantillons qui permettent de se rendre convenablement compte de la situation géologique de la captation.

Voici tout d'abord les échantillons des couches qui forment le fond de la galerie.

Ils sont des plus importants.

Ce sont, comme vous le voyez, un calcaire assez tenace, d'une teinte bleuâtre assez prononcée et une argile très grasse, de nuance plus foncée encore.

Le caractère particulier de cette argile, c'est qu'elle est pétrie d'une petite coquille fossile, du genre *Exogyra*, à laquelle, en raison de sa forme arquée, on a donné le nom de *Exogyra virgula*. Ce caractère est significatif, car il nous montre que nous touchons ici à la partie supérieure de cette grande formation argilo-calcaire, appelée l'étage kiméridgien, qui, en raison de son imperméabilité, détermine un des plus importants niveaux d'eau de notre région.

Nous retrouvons, en effet, ici, non seulement ce même caractère paléontologique que je viens de signaler, mais la même nature lithologique des sédiments et la même couleur des roches que nous pouvons observer dans les nombreux affleurements de l'étage kiméridgien tel qu'il existe à Saint-Bris, puis au-dessus de Bailly, à Jussy, à Migé, etc.

C'est immédiatement au-dessus de ce rocher bleu et de son argile que se produisent au fond de la tranchée les plus grosses émergences.

Photographies de la tranchée. — M. l'ingénieur en chef Alby a bien voulu faire prendre, au moment de l'achèvement de la tranchée, les intéressantes photographies que je mets sous vos yeux, et vous pouvez y voir, au point que j'ai signalé, les grosses émergences en question.

Garanties contre l'enfouissement. — Il convient, Messieurs, d'insister un peu sur cette situation de la zone aquifère.

Cette situation est en parfaite concordance avec les données théoriques et confirme bien les prévisions.

On peut en conclure que toutes les grosses émergences de la région et les sources de Vallan, en particulier, doivent être dans les mêmes conditions.

C'est là, une constatation qui a une réelle importance, car elle est de nature à nous rassurer sur l'avenir de la captation, au point de vue de l'enfouissement des eaux.

On sait, en effet, et nous avons eu, récemment et à plusieurs reprises, l'occasion de vous entretenir de ce phénomène, que dans les massifs calcaires, les ruisseaux souterrains ont, aussi bien que les cours d'eau aériens, une tendance continuelle au ravinement et à l'approfondissement de leurs lits et de leurs canaux d'écoulement. Il en résulte que les plans d'eau s'abaissent constamment, s'enfouissent dans des couches de plus en plus profondes et que les sources qu'ils produisaient se déplacent et disparaissent.

Nous connaissons dans nos régions mêmes, un bon nombre d'anciennes sources qui ont ainsi disparu par enfouissement. Plusieurs captations ont dû être pour ce motif abandonnées ou au moins réparées, même à plusieurs reprises.

A Gy-l'Èvêque et à Vallan, grâce à l'existence, au-dessous des émergences, de l'épaisse couche imperméable constituée par les argiles kiméridgiennes, nous pouvons nous considérer comme étant à l'abri de ce danger.

C'est là un avantage qu'il est utile de signaler.

Série portlandienne.— Au-dessus de cette assise bleue du fond de la galerie, la fouille a mis à découvert onze bancs successifs de calcaire très régulièrement stratifiés, bien lités et toujours séparés entre eux par un mince lit d'argile.

Le premier, qui est formé d'un calcaire dur, gris cendré, présente toutefois des zones bleuâtres et forme pour ainsi dire transition entre le banc bleu du fond et les bancs supérieurs. L'argile elle-même qui l'accompagne présente des caractères transitoires. Elle est bleuâtre par places et on y voit des débris d'*Exogyra virgula*.

Les bancs suivants sont formés d'un calcaire gris cendré, dur, esquilleux, à cassure conchoïde, un peu marneux et rempli de mouchetures grises. On y remarque des stylolites et de minces veinules de chaux carbonatée cristallisée qui traversent la masse compacte.

L'argile est assez grasse et renferme encore quelques traces rares d'*Exogyra virgula*.

Un peu plus haut, le calcaire s'affine et, jusqu'au septième banc, inclusivement, les caractères lithologiques restent les mêmes. Aucun fossile n'est visible dans les échantillons.

Avec le huitième banc apparaissent quelques restes organisés qui semblent indiquer que ce banc doit être rattaché à l'étage supérieur ou portlandien.

Dans le calcaire, qui présente la même couleur et les mêmes caractères pétrographiques que les bancs sous-jacents, nous avons pu remarquer un petit pélécy-pode et des débris d'ostracées.

Dans l'argile on voit nettement une empreinte de bivalve du genre *Pinna* et quelques exemplaires de cette très petite exogyre que l'on a appelée *Exogyra virgula* variété *portlandica*.

Les *Pinna* sont des coquilles bivalves, vivant de nos jours sur les fonds vaseux. On en trouve de nombreux individus dans les couches portlandiennes des environs d'Auxerre.

Dans le neuvième banc ces caractères portlandiens s'accroissent



*Grosse
émergence*

Tranchée de Gy-L'Évêque

(PARTIE SUD)



Tranchée de Gy-L'Évêque

(PARTIE NORD)



encore. Nous remarquons dans nos échantillons plusieurs traces de fossiles, malheureusement incomplètes, qui ont l'aspect de certaines espèces connues de l'étage portlandien.

Au-dessus de ce neuvième banc, on observe sur toute la longueur de la galerie un petit lit très remarquable d'une argile sableuse, ferrugineuse, de couleur rouge très prononcée.

Ce lit, assez mince, dans lequel aucun reste organisé n'a été observé, nous avait paru d'abord pouvoir correspondre à un arrêt dans la stratification et il aurait pu par conséquent, servir de ligne de séparation entre les deux étages Kiméridgien et Portlandien ; mais nous venons de voir qu'en tenant compte des renseignements fournis par les échantillons des bancs n° 8 et 9, le début de ce dernier étage devait être placé plus bas.

La ligne de séparation reste, d'ailleurs, arbitrairement fixée et c'est ainsi qu'il en est généralement quand deux étages géologiques successifs sont superposés sans aucune solution de continuité dans la sédimentation et sans aucune discordance dans la stratification

Dans ces conditions, la présence de ce lit ferrugineux constitue un problème dont la solution reste à trouver. Il n'est pas impossible que cette partie des strates soit en communication par une fissure avec la surface supérieure, et cette argile ferrugineuse serait un produit de décalcification comme on en voit si fréquemment dans les poches et dans les crevasses des calcaires jurassiques.

Au-dessus du lit ferrugineux, deux bancs calcaires ont encore été traversés.

L'un d'eux, peu homogène et irrégulièrement bréchoïde, contient par places des grains ferrugineux. Certaines parties sont pétries de débris d'ostracées. L'argile subordonnée montre des moulages de *Pinna* et d'autres coquilles indéterminables.

Quant au banc supérieur, également peu homogène, il renferme aussi par places de très nombreux débris de petits *Ostrea* et constitue une véritable lumachelle comme on en rencontre dans les carrières de Saint-Amatre.

Ce banc, qui est le dernier de la série stratifiée visible dans la tranchée, est situé à 3^m 50 environ du fond de la galerie.

Tous les bancs étant très réguliers et sensiblement de même épaisseur, chacun d'eux mesure avec son argile environ 25 centimètres d'épaisseur.

Sous ce rapport donc, aussi bien que sous le rapport des caractères lithologiques et paléontologiques, les calcaires de la galerie de Gy-l'Évêque présentent une grande analogie avec ceux qui sont

exploités auprès du viaduc de Saint-Amatre et qui constituent cette zone inférieure de l'étage portlandien que Cotteau a appelée la zone à *Ammonites gigas*.

Nous devons dire cependant que dans les déblais de la tranchée nous n'avons aperçu aucune trace de ce dernier fossile, qui cependant est ordinairement assez fréquent.

Eboulis des pentes. — Comme le montre la coupe insérée ci-dessus, toute la partie supérieure de la tranchée, sur une hauteur de 4 mètres, environ, est ouverte à travers un terrain tout différent de celui qui constitue la partie inférieure.

Ce nouveau terrain, essentiellement meuble et détritique, n'est pas un terrain en place. Il appartient à cette forme de dépôts superficiels qu'on appelle « Eboulis des pentes » et qui constituent sur les versants des coteaux, surtout vers leur base, un placage ou revêtement parfois très épais. Ces dépôts, composés d'éléments désagrégés provenant du coteau voisin, masquent le terrain stratifié qui forme le sous-sol. C'est grâce à sa présence que le sol est cultivable sur des pentes parfois même très abruptes.

Le service des ponts et chaussées a fait recueillir aussi une série d'échantillons de ce terrain, prélevés de 25 en 25 centimètres sur toute la hauteur du front de taille.

Les 15 échantillons ainsi prélevés ont tous le caractère commun d'être composés de fragments de ce même calcaire gris clair qui constitue le massif portlandien de la colline.

Ils montrent seulement des différences dans la proportion et le volume de ces fragments, et dans la couleur et la nature de la terre qui les englobe.

Ceux de la base, c'est-à-dire les sept premiers, montrent une grande prédominance des cailloux calcaires. Ces cailloux y sont assez gros, anguleux et non usés, ce qui les distingue des cailloux des alluvions et dépôts de transport qui sont toujours roulés, polis et émoussés. La terre d'emballage y est assez rare et grisâtre, mais elle augmente sensiblement à mesure qu'on s'élève dans la tranchée.

Au huitième échantillon du terrain détritique et, par conséquent, à 2 mètres au-dessus du rocher, les fragments de roche deviennent plus petits, plus clairsemés et la terre prend une couleur rousse.

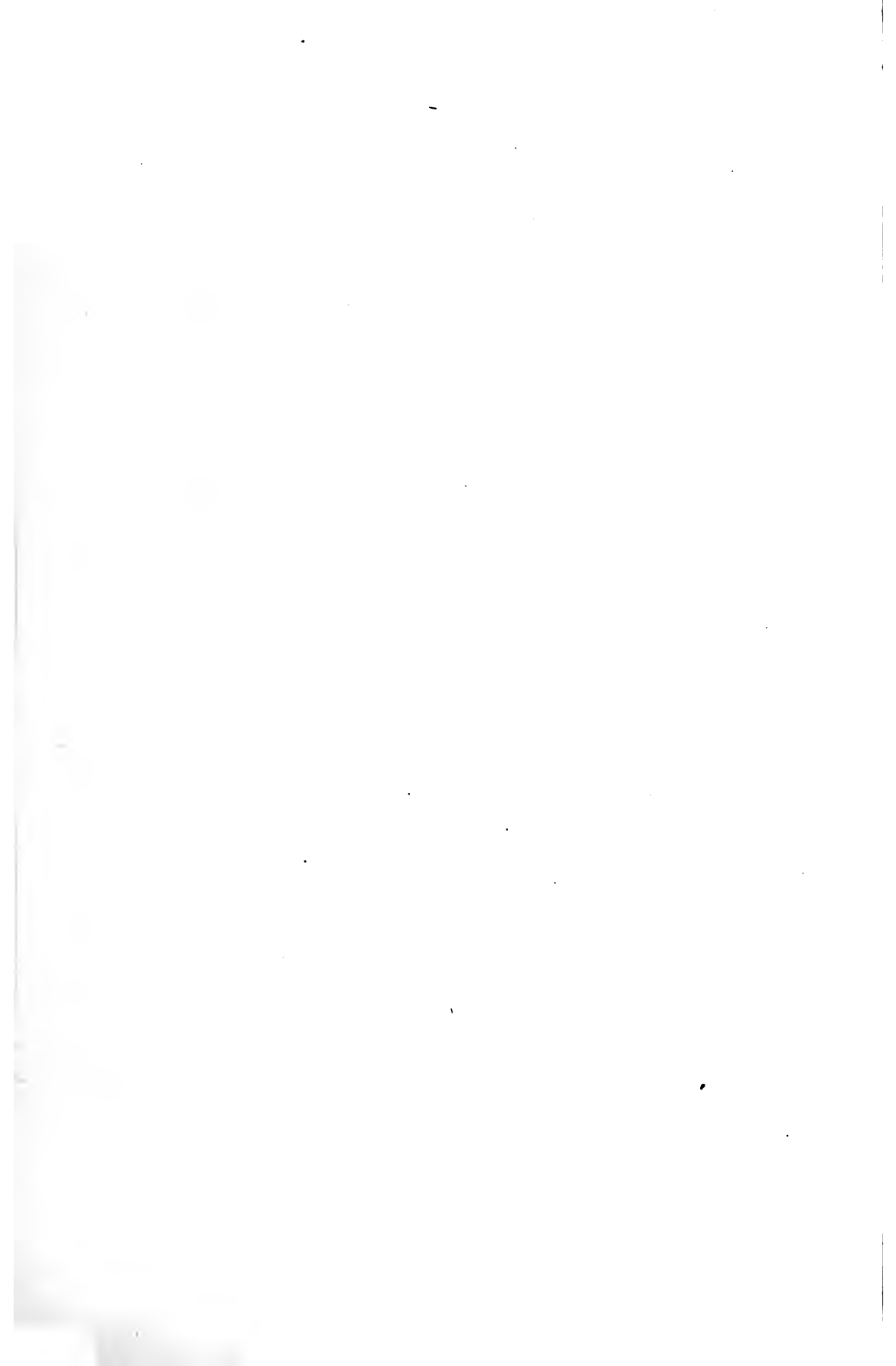
Cette teinte s'accroît au-dessus, mais les cailloux redeviennent plus gros et plus irréguliers et cet état persiste jusqu'à 3^m 75 de la base où l'on atteint la couche superficielle qui forme la terre végétale. Ici les fragments de roche sont moins volumineux, la

terre plus argileuse et la couleur très foncée et prenant une nuance chocolat.

Toute cette zone de terrain détritique des pentes que nous voyons se développer ici sur une épaisseur de 4 mètres est extrêmement perméable. Comme sa surface est généralement cultivée et que, d'autre part, les éléments grossiers qui constituent ce placage d'éboulis, n'ont que peu de qualités filtrantes, il en résulte que les eaux qui peuvent sortir du sein ou de la base de cette formation ne présentent pas les mêmes garanties de pureté que celles des émergences du fond.

Tels sont les renseignements que nous a fournis la fouille de Gy-l'Evêque. Ils nous permettent de dresser exactement la coupe de la vallée, et de reconnaître la provenance des eaux que l'on destine à l'alimentation de notre ville. C'est là un résultat intéressant.

Il nous a paru d'autant plus utile de le consigner dans nos bulletins que la tranchée de captation étant aujourd'hui comblée, on ne peut plus rien voir de la série de couches traversées. Il ne nous en restera donc que les souvenirs fixés par les communications de ce jour et par les belles photographies que M. l'Ingénieur en chef veut bien offrir à la Société.



LES GROTTES DE LA VALLÉE DE L'YONNE

Par M. l'abbé A. PARAT.

Quand on remonte la vallée de l'Yonne, en partant de son confluent avec la Cure, à Cravant, on rencontre les mêmes bandes de terrain jurassique, et l'on retrouve les mêmes paysages que dans sa vallée tributaire. Ce sont d'abord, de Cravant à Sery, les calcaires marneux lithographiques tels qu'ils se développent de Vermenton à Arcy. Puis on arrive à Mailly-la-Ville, dans le calcaire à polypiers qui forme un récif intercalé dans les calcaires stratifiés (1). Alors se dressent, sur les deux rives des méandres, des escarpements ruiniformes qui font l'admiration des touristes.

Une différence existe, cependant, entre les deux vallées : dans celle de la Cure, le massif corallien est seulement effleuré sur son bord oriental, et c'est grâce aux anses formées par la rivière que les abrupts acquièrent un développement de 2 à 3 kilomètres. Dans la vallée de l'Yonne, au contraire, on est au cœur même du massif qui s'étend de Mailly-la-Ville à Châtel-Censoir, sur 7 kilomètres. De là ces méandres encaissés montrant, tantôt sur une rive, tantôt sur une autre, ces beaux escarpements de Mailly-le-Château, du Bois-du-Parc et du Saussois. Mais, dans cette traversée, il n'apparaît plus rien des assises bathonienne et oxfordienne (Argovien) qui forment dans les talus de la Cure, la moitié ou le tiers de la hauteur. Cette différence est à signaler pour l'étude des accidents caverneux qui nous occupent, parce que c'est dans ces deux assises stratifiées, et à leur jonction avec le corallien massif que les diaclases se sont produites plus nombreuses et plus étendues, occasionnant, par suite, des excavations plus considérables.

(1) J. Lambert, *Études sur le terrain jurassique moyen de l'Yonne*.
Bulletin de la Société des Sciences de l'Yonne, 1^{er} semestre, 1881.

Nous trouvons donc des grottes dans la vallée de l'Yonne, mais en moins grand nombre et de moindre importance que dans la vallée de la Cure. Celle-ci, en effet, compte 58 grottes dont 47 dans la vallée principale et 11 dans les vallons adjacents. Tandis que la vallée de l'Yonne offre seulement 36 grottes dont 25 sur les rives et 11 disséminées ailleurs. Cette différence devient plus sensible si l'on considère la surface des escarpements bien plus grande à l'Yonne qu'à la Cure.

Les grottes sont distribuées presque toutes en groupes. L'anse profonde de Mailly-le-Château, encadrée sur un kilomètre d'une bordure d'escarpements couronnant des talus rapides et élevés, forme le premier groupe qui compte 9 grottes. Au milieu de cette anse, s'enfonce une sorte d'éperon rocheux dont le côté sud se développe sur 2 kilomètres en une haute muraille, bordant le Bois-du-Parc et encaissant le vallon de Ravereau : c'est le deuxième groupe avec 6 grottes. Un autre méandre, en amont, celui de Merry est bordé sur sa rive droite, au Saussois, d'une remarquable enceinte de 600 mètres où s'étagent 11 cavités, tandis que sur la rive gauche, la longue ligne de petits abrupts de la Tour en compte 4.

Avant de pénétrer dans les grottes, il nous faut jeter un coup d'œil sur les dépôts superficiels des plateaux qui bordent la vallée, car on les retrouvera dans ces abris comme des apports de l'homme primitif. La vallée, d'abord, a des alluvions caillouteuses beaucoup plus riches en quartz du Morvan qu'en granit, ce qui est le contraire sur les rives de la Cure. Mais ce qui domine, ce sont les rognons ou chailles en calcaire siliceux jaunâtre, provenant de la démolition de l'assise oxfordienne qui se montre dès Châtel-Censoir. Sur les talus de la vallée et sur les plateaux en bordure, élevés seulement de 60 à 70 mètres, s'étalent les sables quartzeux d'alluvion que l'on retrouve dans toutes les crevasses avec l'argile jaune produite par la dissolution du calcaire.

Des débris plus anciens sont disséminés à tous les niveaux, mais principalement sur les plateaux. Ce sont des blocs généralement arrondis de grès blancs, gris, jaunâtres, tachés de rouge, que l'on a pris quelquefois pour des mégalithes. Ces grès passent à des roches argilo-gréseuses qui renferment des amandes de quartz, des galets de quartzite et des rognons de silex pyromaque qui ont été utilisés pour l'outillage préhistorique. On trouve aussi, à côté de ces grès de l'époque tertiaire, des blocs et des cailloux de grès ferrugineux que l'on rapporte à l'Albien de la Puisaye; cette roche a servi de polissoirs ou de colorant.

Grâce au grand nombre et à la belle exposition des grottes de

l'Yonne, l'archéologue pouvait se promettre d'abondantes récoltes, d'autant plus que le silence était complet sur cette contrée. Or, c'est une longue série de déceptions qui l'attendaient : à part deux stations, dont l'une est remarquable, et qui rappellent celle d'Arcy, les autres sont de nul ou de maigre intérêt. Quelle explication donner à ce contraste entre les deux vallées ? On peut supposer que la vallée de l'Yonne ayant une pente plus faible que celle de la Cure devait être presque constamment inondée aux temps anciens, ce qui la rendait impropre au pâturage des herbivores et impraticable aux chasseurs primitifs.

XXXVI

LA ROCHE-AU-LOUP

DESCRIPTION

La description des grottes de la vallée de l'Yonne commencera par la Roche-au-Loup, ainsi que l'appellent les gardes-forestiers. Ce n'est pas l'ordre naturel, mais ce gisement, hors de pair, doit tout de suite fixer l'attention, pour qu'on puisse établir une comparaison avec les stations similaires de la Cure.

Comme il a été dit, le bord sud de l'éperon de Mailly-le-Château forme la grande muraille du Bois-du-Parc. Elle commence par des escarpements de 20 à 30 mètres de hauteur qui ont une surface fendillée dans tous les sens. On dirait un entassement de blocs, et dans les fentes, des touffes d'herbes de toutes sortes égayent l'aridité de la roche. Plus loin, le massif s'élève à 40 et 50 mètres avec des surfaces nues, toutes d'un jet, sans végétation, sillonnées de quelques diaclases. Parfois les rochers se découpent en pics ou s'excavent au sommet en formant corniche, et des cannelures s'y remarquent aussi bien sur le côté tourné vers l'aval que sur le front regardant la rive. La bordure forme une interruption dont profite la route de Mailly-la-Ville à Merry, puis se prolonge dans le vallon de Ravereau qu'elle suit sur 700 mètres, formant une ligne sinueuse et peu haute d'abrupts disloqués qui couvrent les pentes de leurs éboulis.

Le vallon étroit et toujours sec de Ravereau, commune de Merry-sur-Yonne, remonte dans une direction d'abord perpendi-

culaire à l'Yonne vers le plateau corallien sud de Mailly-la-Ville. Il sert de décharge, mais seulement dans les grandes pluies d'orage, à cette plaine de 10 kilomètres carrés environ, toujours altérée.

On n'indiquait, dans ce vallon, d'autre abri que la Chambre-à-l'Ermite située en face de la ferme solitaire de Ravereau. Mais un jour, apercevant de loin une tâche noire au pied des escarpements, je trouvai une sorte de niche dont les parois avaient un poli significatif. J'enlevai un mur de pierres qui masquait le fond, et je découvris une cavité que je parcourus en rampant jusqu'à vingt mètres. Un morceau de poterie, façon néolithique, que je trouvai à l'extrémité me prouva qu'il y avait là un gisement.

On ne saurait dire l'étonnement des gens du voisinage à la nouvelle qu'une *grande cave* existait près de Ravereau. Après le déblaiement, c'était une procession, le dimanche, pour visiter le monument souterrain. On ne se rendait pas mieux compte du travail des fouilles qui est si familier aux gens de la vallée de la Cure ; et c'était, le long du chemin, des questions curieuses. On ne pouvait pas croire qu'on pût chercher autre chose qu'un trésor ; et plusieurs fois, le dimanche, les garçons de ferme vinrent piocher dans la couche brune de la surface pour tenter la fortune. Le trésor, comme métal, se réduisit à un liard de Louis XIV.

Heureusement que telle n'était pas la pensée du brave homme de Merry qui gardait le bois appartenant à M^{me} Briet, d'Auxerre. Après lui avoir expliqué le but de mes recherches, M Adolphe Millercaux m'obtint de la propriétaire l'autorisation pleine et entière. Je n'oublie pas de le mentionner avec gratitude, car la science préhistorique aurait les ailes bien courtes, s'il n'y avait pas cette sympathie pour le chercheur. Et, ici, elle se montrait généreuse, car il fallait tout sortir de la grotte et verser les déblais sur la pente boisée.

La grotte est située à 300 mètres environ de l'Yonne, dans le pilier rocheux qui se dresse, à gauche, à l'entrée du vallon. On trouve dans ce massif un groupe de trois cavités, l'Abri, le Cachot et la Roche-au-Loup qui est à l'extrémité d'amont, formant l'angle d'une anse de la bordure. La grotte est à 37 mètres au-dessus du fond de vallon et à 42 mètres environ au-dessus de la vallée. Sa direction est S.-E. N.-O. c'est-à-dire parallèle à celle du vallon, et son ouverture est tournée vers l'amont, par conséquent à l'opposé de la vallée de l'Yonne (Fig. 1).

La Roche-au-Loup se présente actuellement comme une salle de 14 mètres de longueur sur 7 de largeur, au maximum, précédée d'un couloir de 6 mètres sur 3, en partie dépourvu de toit ; elle est suivie d'une galerie sinueuse de 15 mètres sur 3 qui se termine

par un boyau impraticable. C'est donc une longueur totale de 35 mètres, mais le dernier tronçon pourrait avoir plus d'étendue, car il n'a pas été fouillé (Fig. 2).

Le rocher, dans lequel la grotte est excavée, s'élève à 8 mètres au-dessus et forme une petite terrasse arasée que sillonnent de nombreuses diaclases et qui n'est pas dominée par d'autres. On voit par le profil en long (Fig. 3) que l'une d'elles, en attirant les infiltrations sur la même ligne, a subi les effets de corrosion qui ont donné naissance à la cavité. On constate, en effet, sur cette ligne principale, bien marquée à l'intérieur, une série de dômes et surtout de cheminées qui montent en s'effilant jusqu'au sol supérieur. Leur forme indique bien que ce sont les actions lentes de l'infiltration et non les puissants effets du ruissellement qui ont opéré le creusement de la roche.

Le plafond de la grotte montre, en outre de ces cavités, de nombreuses fractures qui sont actuellement remplies par la calcite ; ce qui donne à la voûte l'aspect d'un carrelage de grandes dalles réunies par de gros joints. Le plancher rocheux forme un plan incliné d'avant en arrière et de droite à gauche. Il forme ainsi, au pied de la paroi latérale gauche, une rigole correspondant à la diaclase principale et qui devient à l'extrémité de la salle une fosse de 5^m50 de profondeur, à partir du plafond. L'humidité devait être constante à cet endroit à en juger par l'état des ossements. On remarquera aussi, sur le plan, les ouvertures de canaux qui se trouvent au pied des parois ou peu au-dessus et qui recevaient les eaux corrosives d'infiltration.

Le remplissage arrivait à 50^c du plafond et mesurait ainsi 5 mètres d'épaisseur dans la fosse. Il comprenait deux couches distinctes d'aspect : la première, inférieure, composée d'argile jaune pénétrée de sable quartzeux et mêlée de pierres et pierraille en moindre volume que la terre ; elle contenait le gisement paléolithique. La seconde couche, supérieure, de 50 à 80^c, de couleur brune et nettement séparée de l'autre, avait la même composition, avec moins de pierres : c'était le gisement néolithique ou plus récent encore. Le remplissage n'a pas donné de débris de stalactites comme cela est arrivé dans des grottes aujourd'hui très sèches. Mais la calcite s'y était déposée, sans doute à l'époque actuelle, et avait soudé de place en place les matériaux, ce qui rendait le remaniement impossible. Dans la galerie terminale, par l'effet des cheminées, la concrétion a tellement consolidé le terrain que le pic, la masse ou la mine sont presque impuissants à l'entamer. Aussi cette partie est restée inexplorée ; elle est de peu d'étendue et son humidité constante ferait mal augurer du succès. Plus on avançait vers

cet endroit et plus la récolte journalière baissait ; à l'entrée de la galerie, elle était presque nulle. C'est une règle sans exception que l'homme et les animaux fuyaient les abris humides.

La nature exacte du remplissage peut en indiquer quelquefois la provenance : s'il s'est introduit, par exemple, par les infiltrations ou sous forme d'alluvions. J'ai donc fait, comme d'habitude, des prélèvements de terre à tous les niveaux, et je les ai analysés au lavage. Le niveau inférieur m'a donné 3 0/0 de sable quartzeux, le niveau moyen, 6 à 10, et le niveau supérieur, pris dans la couche brune, 20 0/0. Ce sable est uniformément très fin, tandis que sur les plateaux et dans les fentes, il est de toute grosseur. Ces fentes m'ont donné une proportion de 16 0/0 de ce sable d'alluvion mêlé d'argile où l'on reconnaît le quartz de décomposition du granit. De ces observations, on ne peut pas voir autre chose que des dépôts de l'infiltration dans ce sable très fin qui occupe tous les niveaux et devient plus abondant de la base au sommet.

LA FAUNE QUATERNAIRE.

Le déblaiement de la grotte s'est fait en deux campagnes, 1897 et 1898 ; toutes les terres étaient amenées et triées à l'entrée, au grand jour. Il y avait un avantage dans ces fouilles : les collectionneurs n'avaient pas paru. Mais il y avait un inconvénient : les fousseurs avaient fait quelques galeries dans ces terres peu pierreuses ; de là un peu de remaniement. L'inconvénient n'était pas grand, car, pour la faune, par exemple, les parties consolidées par la calcite montraient l'hyène arrivant jusque près de la couche brune à faune actuelle. Sous ce rapport, la Roche-au-Loup ressemble aux grottes de la Cure où la couche à faune quaternaire est en contact presque avec la couche à faune actuelle ; trois stations seulement ayant, intercalée, une couche à faune exclusive de renne.

La couche inférieure, ancienne, comprend deux niveaux archéologiques qui ne sont pas tranchés comme au trilobite et ne peuvent s'appeler des couches. De même, pour la faune : l'ours et l'hyène règnent sur toute l'épaisseur, mais le rhinocéros n'est qu'au niveau inférieur, et le renne est rare partout. Les déterminations ont été faites en grande partie par M. Marcellin Boule, aujourd'hui professeur de paléontologie au Muséum ; quelques pièces ont été déterminées par M. Albert Gaudry et par M. Edouard Dupont, directeur du Musée de Bruxelles, à qui j'adresse mes sincères remerciements.

Pour juger de la quantité relativement peu considérable de débris animaux, il faut savoir que le volume des terres déblayées s'élèverait à 240 mètres cubes environ; or les ossements ne pesaient que 230 kilos. Ces débris ne formaient nulle part de lit, mais ils étaient plus abondants à gauche sous la diacase; c'était le contraire pour le mobilier. Il y avait même, en un endroit de la rigole, accumulation d'ossements qui, par l'effet de l'humidité, s'étaient lessivés, déformés, ne gardant que les grandes mailles du tissu et formant brèche. Il y avait des os et des dents sur le plancher même, ce qui indique l'occupation de l'homme dès le début du remplissage.

Il a été récolté 903 fragments d'os épais et 701 minces, tous cassés dans le sens de la longueur. Il y a fort peu d'os longs entiers; ceux qui sont annoncés forment presque toujours des fragments munis de leur articulation. Il se trouve, mais en petit nombre, quelques pièces indéterminables. Voici la liste des fossiles :

LOUP (*canis lupus*, L. var. *fossilis*), canines 15, molaires 4, maxillaire inférieure 1, tibia 1, astragale 1.

RENARD (*canis vulpes*, L.), canines 5.

HYÈNES DES CAVERNES (*hyaena spelæa*, Goldf.), incisives 6, canines 43, molaires 34, maxillaires inférieures 4, tibia 1, métacarpiens et métatarsiens 5, phalange 1.

OURS DES CAVERNES (*ursus spelæus*, Blum), incisives 17, canines 30, molaires 7, cubitus (entier) 1, os carpiens 2, métacarpiens et métatarsiens 7, phalanges 6, phalanges unguéales (griffes) 5.

MARMOTTE (*artomys marmotta*), incisive 1, molaires 2, maxillaire inférieure 1.

ÉLÉPHANT PRIMITIF (*elephas primigenius*, Blum), fragment de molaire 1, fragments d'os qu'on peut rapporter aussi à une grosse espèce, comme le rhinocéros 29.

CHEVAL (*equus caballus*, L. var. *fossilis*, Mey.), incisives 98, canines 9, molaires 974, radius 2, cubitus 1, tibias 5, os carpiens et tarsiens 11, astragales 8, calcanéums 3, canons 26 (2 entiers) stylets 8, phalanges 11. Variété petite ou âne : calcanéum 1, canon (entier) 1.

RHINOCÉROS (*Rhinoceros tichorhinus*, Fioch.), molaires 7, astragale 1, carpien 1.

HIPPOPOTAME (*Hippopotamus*, conf. *amphibius*), petite incisive fragmentée 1.

AUROCIS OU BISON (*bison europæus* ou *priscus*, Boj.), incisives 5, molaires 105, humérus 6, cubitus 2, carpiens soudés 1, carpiens 2, tarsien 1, astragales 7, calcanéum 1, canon 7, phalanges 12.

- BOEUF PRIMITIF (*bos primigenius*, Boj.), vertèbres 2.
 BOUQUETIN (*capra ibex*), molaire 1.
 CERF ÉLAPHE (*ceruus elaphus*, L.), molaires 5, cornichon 1.
 CERF DU CANADA (*ceruus canadensis*, Bris), molaire 1.
 RENNE (*ceruus tarandus*, L.), molaires 29, maxillaires inférieurs 3, omoplates 3, humérus 8, cubitus 6, fémur 1, tibias 9, carpien 1, calcanéums 9, astragales 12, canons 15, phalanges 12, bois (fragments) 15, vertèbre 1.
 ÉLAN (*ceruus alces*, L.), molaires 4.

Le loup est ici relativement plus abondant qu'aux grottes de la Cure; l'ours et l'hyène le sont moins, mais cette dernière l'emporte sur son compagnon, ce qui est le contraire partout ailleurs.

L'éléphant est probablement le primitif ou mammoth; un petit paquet de lamelles de l'extrémité d'une molaire n'offre pas de caractères saillants.

Le cheval, avec 1081 dents, est comme toujours l'espèce dominante; et toutes les dents sont isolées sans trace de maxillaires. Il se trouve, comme ailleurs, une variété petite représentée par des molaires et surtout par un canon entier, pièce unique dans nos grottes. C'est un métacarpien qu'il est intéressant de comparer avec un autre, entier, de l'espèce commune provenant de la même grotte. Le grand canon mesure 23 cent. de longueur et 5 cent 2 de largeur à l'extrémité inférieure; le petit mesure 21 cent. et 3 cent. 7. On voit que la longueur est peu différente, et quelle devait être la légèreté de la variété petite. Lartet signale dans la grotte d'Aurillac, avec la faune quaternaire, un échantillon semblable qu'il rapporte à l'âne, avec un point d'interrogation. De même au Muséum, des canons analogues sont classés pour les ossements de l'âne.

Le bœuf, aurochs ou bison, fournit des débris qui sont dans la proportion d'un dixième de ceux du cheval. Il est à remarquer que cette proportion est assez constante dans toutes les grottes et à tous les niveaux. Il se trouve à la Roche-au-Loup une nouvelle espèce, le bœuf primitif qui a été déterminé par M. Dupont. Cette espèce n'est reconnaissable qu'à son crâne et à certaines de ses vertèbres (1). Elle n'a peut-être pas la rareté qu'elle semble offrir; mais, à défaut de données certaines, les dents et les autres débris des grottes sont attribués à l'aurochs. Le bœuf primitif, d'après G. Cuvier et la plupart des naturalistes, serait l'*urus* que Jules César chassait dans la forêt hercynienne, le même qu'on a

(1) Albert Gaudry, *Matériaux pour les temps quaternaires*, Paris, Savv, p. 43.

retrouvé dans les tourbières et les palafittes et qui se serait éteint au moyen-âge.

Le bouquelin est extrêmement rare dans nos grottes ; une seule molaire a été récoltée dans la vallée de la Cure.

Les cerfs, surtout l'élaphe, ne sont pas communs dans nos régions ; seule la grotte des Fées a donné à M. de Vibraye un certain nombre d'ossements de cette dernière espèce. Le renne, par sa rareté, annonce des couches les plus anciennes des cavernes. L'élan, le plus grand des cervidés, avec ses bois aux vastes empauures, donne pour la première fois signe de vie dans nos grottes. Il a été déterminé par M. Dupont, C'est une espèce assez rare dans les stations de l'Ouest de l'Europe ; il est dans les tourbières ; on l'a connu au moyen-âge dans la vallée du Rhin, et il existe encore en Suisse.

Le principal intérêt de la faune de la Roche-au-Loup se trouve dans la présence de l'hippopotame ; et, pour cette raison, la note sur cette espèce est mise à part. L'échantillon consiste en un fragment de 6 cent. d'une petite incisive ; il a été présenté par M. Peron à M. Gaudry qui a rappelé à cette occasion que le Muséum possédait des débris d'hippopotame de la Grande grotte d'Arcy. D'après cet éminent paléontologiste, cette dent aurait dû être associée au rhinocéros Merkii. Tel n'est point le cas, car cette espèce *chaude* se trouve en compagnie des espèces *froides* de l'époque du Moustier, C'est donc un fait contraire à d'autres observations ; aussi importe-t-il de préciser les circonstances de la découverte.

Je n'ai pas, en fouillant, distingué tout de suite cette dent recouverte d'argile comme les autres ; je l'avais prise pour la racine d'une canine d'ours. C'est en la nettoyant que sa nature d'ivoire et ses cannelures me firent soupçonner une autre espèce. Je ne puis donc pas indiquer la place exacte de son gisement. Il devait être au niveau le plus inférieur, avec l'ours, l'hyène et le rhinocéros tichorhinus. Mais le renne se trouvait aussi à ce niveau, comme dans toutes nos grottes à faune et à industrie du Moustier. Dans mon journal des fouilles, je vois que sur neuf journées employées à déblayer la couche qui recouvrait immédiatement le plancher, on a trouvé quatre jours du renne, en tout 5 molaires. Cette espèce est partout très rare à ce niveau.

Comment l'incisive a-t-elle été introduite dans la grotte ? Serait-elle venue avec des alluvions ? ce qui lui assignerait un âge plus ancien que celui des apports de l'homme. On pensera plutôt, d'après les observations notées plus haut, qu'elle a la même origine que les autres débris animaux. La grotte, en effet, est située à 42 mètres au-dessus de la vallée ; l'ouverture, étroite, tournée à l'opposé

du courant. Elle forme une galerie qui finit à rien en se perdant au sein du massif et dont les parois n'offrent aucune trace de sillage (Fig. 2 et 3). Son remplissage d'argile, comme on l'a dit, est pénétré, de haut en bas, d'un peu de sable quartzeux très fin, disséminé, qui est plus abondant au niveau supérieur, dans la couche néolithique récente. On ne trouve rien dans ces données qui ressemble à des effets d'alluvionnement. Et si les dépôts alluviaux des plateaux, qui pouvaient contenir des fossiles, ont pénétré par les diaclasses à toutes les époques, ce n'est qu'à l'état de sable uniformément fin, ce qui exclut le passage d'un débris de la grosseur de notre échantillon.

L'hippopotame quaternaire, que l'on rapporte à *H. amphibius* ou à une espèce similaire plus petite, est assez rare dans les alluvions et très rare dans les cavernes. Son association normale est avec l'éléphant antique et le rhinocéros de Merck. Mais « à l'époque quaternaire où les cours d'eau étaient plus puissants que de nos jours, on trouve aussi une multitude d'herbivores, et à côté d'animaux des régions froides, des espèces des régions chaudes et des régions tempérées. » (Alb. Gaudry) (1). Ainsi, dans les alluvions anciennes, *H.* est quelquefois associé à *E. primigenius* et *R. tichorhinus* du quaternaire moyen (2); et il paraît bien que l'hippopotame s'éteint le dernier des espèces *chaudes*. Quant au renne, dont la rencontre avec celui-ci semble très singulière, « il se rencontre dans le diluvium sans y être fort commun » (Alb. Gaudry). M. Hamy le signale dans les alluvions anciennes des vallées de la Somme et de la Seine (3); et Lubbock le cite même dans les graviers de Bedford en compagnie de l'hippopotame (4). La découverte la plus récente, faite dans une sablière de Vaugirard, montre associés, l'hippopotame, l'éléphant et le renne (5).

Sans doute, le remaniement des graviers est la règle générale, et les documents fournis par les grottes sont trop rares pour autoriser une conclusion. Mais c'est une règle aussi que le passage d'une faune à une autre n'est jamais subit; les derniers représentants des espèces *chaudes* ont dû se rencontrer avec les premiers immigrants des espèces *froides*, dans certains endroits et pendant un

(1) A. Gaudry, *Matériaux*, etc. Les autres phrases entre guillemets sont de cet ouvrage.

(2) Lubbock, *L'Homme préhistorique*, Paris, Alcan, 1888, t. 1, p. 282.

(3) Hamy, *Paléontologie humaine*, Paris, Baillière, 1870, p. 174.

(4) Lubbock, *L'Homme*, etc., t. 1, p. 282.

(5) *Exposition des actualités géologiques*, 1904 (au Muséum), p. 45, n° 200, Thieullen.

certain temps. La rencontre s'est-elle faite dans nos régions lors de la première occupation des grottes ? C'est la question à éclaircir et qui lentement sort de son obscurité ; car on sait déjà que le renne est descendu en France jusqu'à la Méditerranée et que l'hippopotame est monté en Angleterre.

La présence, à la Roche-au-Loup, de l'hippopotame avec le rhinocéros moustérien ne serait qu'une rareté ; mais celle du renne paraîtra sujette à la critique. En tout cas, elle devait être signalée en mettant sous les yeux des savants toutes les pièces du procès. Il n'est pourtant pas invraisemblable qu'au début du moustérien, qui coïncide avec la période finale des alluvions anciennes, on ne vit une faune de transition associant le renne à l'hippopotame. C'est encore l'époque des grands fleuves et la température, très humide, pouvait être parfois assez froide pour attirer quelques rennes et assez douce en certains temps pour retenir les derniers hippopotames. Il pouvait y avoir pour ces deux espèces, à cette époque de transition, des émigrations temporaires aux saisons moins favorables (1).

LE MOBILIER PALÉOLITHIQUE

Le remplissage jaune, de 3 à 4 mètres d'épaisseur, n'offrait point de divisions appréciables ; seule, une ligne rouge de quelques mètres de longueur, indiquait un niveau magdalénien, car l'hématite, cause de cette coloration, ne se trouve pas dans les gisements moustériens. C'est en déblayant méthodiquement qu'on a constaté deux niveaux archéologiques : l'un supérieur, de 2^m 50, en moyenne, d'épaisseur, contenant le mobilier de la Madeleine ; l'autre, inférieur, de 1 à 2 mètres, pénétré de l'industrie du Moustier.

Par suite de légers remaniements, quelques pièces de cette industrie avaient monté jusque dans la couche brune ; mais on ne trouvait pas celle de la Madeleine au-dessous de leur niveau ; le remaniement des fouisseurs s'était fait de bas en haut. Il était donc facile de séparer et de classer ces deux mobiliers distincts ; seulement, aux points de contact des deux niveaux, certains grattoirs latéraux, de même forme dans les deux industries, peuvent rendre le classement douteux. Toutefois on n'a pas observé,

(1) Dans le remplissage si lent des cavernes, une couche très mince séparant deux échantillons peut représenter une longue durée.

comme à la grotte de l'Ours, à Arcy, le passage d'une industrie à l'autre. Les silex, en somme peu abondants, ne formaient pas de lits, mais dans les deux niveaux, la base était bien plus riche que le reste. Quelques indices d'un petit foyer : paroi rougie, os carbonisés, silex craquelés, ont été relevés à l'entrée dans le niveau moustérien.

Nous retrouvons à la Roche-au-Loup toutes les roches signalées dans les dépôts de la vallée et des plateaux ; ce sont, par ordre de fréquence : 1° le silex de la craie provenant des poudingues tertiaires (un éclat garde encore la gangue siliceuse à amandes de quartz) ; cette sorte est de couleur terne avec des taches rugueuses. 2° Le silex pyromaque de carrière, très compacte et bien patiné. 3° Le quartzite, du Morvan sans doute, d'une couleur gris foncé, tel qu'on le trouve en galets dans le dépôt tertiaire du plateau d'Avillon. 4° Le calcaire siliceux zonaire, jaunâtre, en rognons, provenant des chailles de l'Oxfordien supérieur. 5° Le quartz jaspoïde, ordinairement jaunâtre, du Morvan. 6° Le gneiss et plus rarement le granit. 7° Le grès ferrugineux des sables albicns disparus, et le grès quartzeux du tertiaire. Toutes ces roches ont fourni des galets au nombre de 96 pour l'ensemble, dont 53 sont cassés net. Il y a 143 cailloux globuleux taillés à facettes qui ne paraissent pas être des nucléus. Pour la première fois on a récolté un gros rognon intact de silex de carrière avec sa croûte ; c'est chose rare, car on sait que les nucléus étaient débités jusqu'à l'épuisement. Au total, la grotte a donné 1630 pièces dont 143 pierres à facettes, 33 nucléus, 1214 éclats simples, 136 lames et 104 outils ; il n'y a point de percuteurs, sauf un au magdalénien.

1° *L'industrie moustérienne* comprend 89 pièces : 1 amande de Saint-Acheul en calcaire siliceux, plate, de 8 c. sur 5 ; 21 pointes triangulaires dont 2 en calcaire et 1 en quartz, mesurant 7 c. 5 à 4 c. 5 de longueur, et 4 c. 5 à 2 c. 5 de largeur ; 40 racloirs, dont 6 en calcaire et 2 en quartz, ayant au plus 10 c. sur 6 et au moins 4 c. de longueur ; 27 grattoirs latéraux, dont 6 en calcaire, de 6 c. sur 3,5 au plus.

Les pointes triangulaires sont toutes, sauf 3, retouchées sur les deux bords. Elles ont des épaisseurs bien différentes ; l'une d'elles (F 4), de 2 c. 5, a ses bords en talon, sans tranchant ; elle ne pouvait être un racloir. On remarque des pièces dont le dos est largement retouché à la manière des amandes, comme l'échantillon précédent. Ce fait a déjà été signalé à la grotte de l'Hyène, à Arcy. Plusieurs échantillons ont la régularité d'un triangle isocèle, mais généralement un des bords latéraux fait une courbe. Plusieurs

spécimens se terminent en pointe acérée qui paraît ménagée pour percer, tandis que les bords retouchés servaient à racler. Les perçoirs sont des pièces assez rares au moustérien. La nature de la roche n'a pas toujours permis une retaille délicate, mais dans le silex de la craie, on compte une demi-douzaine d'échantillons qui offrent la perfection du genre : l'ouvrier moustérien n'est pas inférieur à celui de la Madeleine.

Les grattoirs latéraux sont des lames épaisses de forme lancéolée ou ellipsoïde retouchée presque tous sur les deux bords, avec un sommet en pointe acérée ou mousse. Ils sont comme un type de passage des pointes triangulaires aux racloirs. On les retrouve au magdalénien, mais alors en forme de lames à bords parallèles.

La série des racloirs est la plus nombreuse ; il y a de gros spécimens et de très petits, mais tous selon le type classique du Moustier. Comme ils sont en grande partie en silex des poudingues, leur exécution laisse à désirer ; quelques pièces en beau silex et même en calcaire ont une retaille soignée.

Cette grotte de la Roche-au-Loup est, en faune et en industrie du Moustier, la plus riche de nos gisements de cette époque ; aussi à la suite de sa description sera-t-il traité de l'homme primitif moustérien.

2° *L'industrie magdalénienne*, eu égard au volume du remplissage, est beaucoup moins abondante que l'autre. Les pièces et les ossements étaient disséminés jusqu'à 10 c. du sommet de la couche. Elle comprend, à part 136 lames, 43 éclats retouchés en outils, dont 4 en calcaire. Ce mobilier est loin d'être beau, et il constitue une décadence sur le précédent. Seulement, on ne trouve pas ici d'atelier : il y a bon nombre de pièces usées et les autres sont trop peu abondantes pour juger exactement de l'habileté de l'exécution. Cependant, il en est de même dans les autres grottes, le début du magdalénien offre un état d'infériorité.

Sur les 136 lames, 11 sont en calcaire et 8 en quartz jaspoïde de 13 c. 5 au plus. Les 43 outils comprennent 1 racloir, 10 grattoirs latéraux 14 grattoirs terminaux, 1 grattoir latéral et terminal 6 burins, 8 perçoirs, 7 lames à dos retouché (6 sont en calcaire), 3 pointes torsées, 1 pointe à tranchant abattu, 1 petit percuteur, 2 nucléus, 2 pierres globuleuses à facettes, 1 plaque de grès gris, 8 morceaux d'hématite, 1 galet formant godet naturel sur une face. Le mobilier d'os comprend 1 poinçon et une pointe de sagaie en biseau, de 9 c.

On voit que nos magdaléniciens ont grandement utilisé les roches locales, et ils ont taillé des lames de calcaire d'une grande légèreté. Les grattoirs terminaux sont ordinairement courts et épais ;

plusieurs ont une retaille soignée. Les perçoirs offrent les mêmes variétés que ceux d'Arcy ; ils sont d'un travail médiocre. Les scies sont comme ailleurs un genre douteux. Les lamelles à dos retouché sont des pièces que j'ai appelées ailleurs des couteaux. L'hématite oolithique paraît provenir de l'étagé rhétien de Semur.

L'industrie des cavernes se retrouve sur les plateaux voisins ; on m'a apporté d'Avillon, à 4 kilomètres de la grotte, des silex retouchés qui ont les mêmes formes moustériennes ; mais le magdalénien y semble absent.

LA COUCHE NÉOLITHIQUE ?

Le terme néolithique, employé pour désigner l'emploi de la pierre pure, va peut-être porter à faux dans cette description : il n'y a point de silex qu'on puisse attribuer à cette époque, et il y a de la poterie qui dénote les âges du métal. Il est donc plus probable qu'on a affaire à une industrie plus récente que celle du néolithique et qu'on pourrait appeler métallithique.

Au dessus du remplissage jaune, paléolithique, il ne restait guère qu'un mètre de hauteur jusqu'à la voûte ; c'était un abri peu commode et qui devait être très humide, si l'on en juge par les morceaux de poterie aux bords émoussés. Il n'est donc pas étonnant que la couche brune soit si pauvre en débris. La faune comprend, d'après le degré d'abondance, le mouton de petite taille, le cerf, le chevreuil, le cochon, le bœuf : ce sont des maxillaires, des os longs et des courts.

Il faut signaler la présence de l'homme comme dans presque tous les gisements de ce niveau. On a recueilli 1 fragment de mâchoire supérieure avec deux molaires très usées, 1 fragment d'occipital, 1 tibia, 1 humérus, 2 fémurs, tous fragmentés, 1 rotule, 1 calcanéum, 6 métacarpiens, métatarsiens et phalanges.

Le mobilier comprend : 1 fusaïole plate de 4 c. de diamètre crénelée au bord sur les deux faces, 1 fusaïole ou perle plate de 2 c. 1 bracelet (au tiers) en schiste bitumineux de 8 c. de diamètre intérieur, à section demi-circulaire. Ce type a été trouvé dans la région sous les tumulus de l'âge du fer (de la Tène), à Châtel-Censoir (collections Maison et Pallier) et à Mailly-le-Château (collection de Trainel, à Sens).

La poterie, dont on a récolté 2 à 300 morceaux très usés aux angles, se compose surtout de la sorte commune simplement

lissée ou avec engobe, de 3 à 16^{mm} d'épaisseur. On voit des fonds à plateau, une oreillette, des bords droits, renversés ou incurvés. Il y a quelques ornements : des traits sur les bords, des impressions digitales, des pincements, des côtes parallèles. La poterie fine à glaçure noire, dont le vernis a souffert de l'humidité, a fourni quelques échantillons qui portent des ondulations et des traits. Cette sorte, d'après les découvertes que j'ai faites au camp de Cora (Saint-Moré) serait du premier âge du fer (Halstattien). Un seul vase a pu être reconstitué, c'est un petit bol (1) en poterie fine de 5 c. de hauteur et 7 c. 5 de diamètre à la panse. On a trouvé aussi un goulot de poterie bien cuite qui serait peut-être mérovingienne et deux morceaux semblables à des débris d'amphore.

L'ÉPOQUE MOUSTÉRIENNE

La vallée de l'Yonne, dans les limites du département de ce nom, fournit de nombreux sujets d'étude sur le régime et la faune quaternaires, sur l'homme et l'industrie paléolithiques. Elle apporte, en particulier, pour le Quaternaire moyen, qui est l'époque moustérienne des préhistoriens, une contribution notable. Ses stations et ses grottes contiennent des *matériaux* pour l'histoire de l'homme, qui tantôt sont en concordance parfaite avec ceux des autres régions, et tantôt les complètent, les précisent ou les rectifient. Il est donc utile d'en présenter un résumé avec les conclusions qu'il permet, en avertissant toutefois le lecteur qu'il ne peut en avoir l'intelligence suffisante s'il ne connaît pas les notices où les recherches sont décrites à fond.

De tous les matériaux anciens et récents venus de partout et si nombreux déjà, ne pourrait-on pas composer une histoire de l'époque moustérienne ? Cette prétention ferait sourire les naturalistes qui en connaissent les difficultés. C'est qu'en effet, il s'agit de parler de phénomènes dont l'importance exacte nous échappe. Le régime aux puissants glaciers, aux immenses rivières ; les variations profondes de l'atmosphère, le mélange des faunes *chaude* et *froide*, leurs facultés d'adaptation, leur extinction ou leur dispersion : ce sont autant de faits qui relèvent de causes disparues ou extrêmement atténuées qui ne trouvent plus aujourd'hui de points de comparaison.

D'un autre côté, pour juger de l'homme lui-même dans un mi-

(1) Voir la grotte de Nermont (en préparation).

lieu si différent du nôtre, la difficulté n'est pas moindre. Il s'agit de déterminer les races sur de très rares débris, d'établir un synchronisme sur des gisements disséminés plutôt que stratifiés, de reconnaître son industrie, son genre de vie, son intelligence d'après les produits toujours incomplets de son art, les quelques débris de son squelette ou d'après la disposition de ses stationnements. On ne trouve parlout qu'un demi-jour, quand ce ne sont pas les ténèbres ; aussi faut-il avouer qu'on ne peut qu'entrevoir la vérité.

La science de l'anthropologie est la moins démonstrative de toutes les sciences d'observation puisqu'elle détruit le document principal en même temps qu'elle le consulte. Le géologue peut montrer la couche avec les fossiles qu'on y découvre ; l'archéologue qui a fouillé une grotte ne peut montrer que ses résultats, ce qu'il a vu, personne ne le verra pour le contrôler. Elle est, sous un autre rapport, une science des plus sujettes à l'imperfection parce qu'elle demande, pour établir un fait, ses lumières à plusieurs autres sciences de même ordre. Sans doute, toutes les garanties seraient réunies dans l'étude d'un gisement si le chercheur était en même temps un homme compétent en géologie, en paléontologie, en ethnologie et en archéologie, ce qui ne se trouve jamais (1). Il faut qu'il se fasse suppléer pour les connaissances qui lui manquent, mais lui-même doit être apte aux observations géologiques, car tout dépend de l'examen méthodique du gisement. A quoi sert, par exemple, que l'anatomiste détermine les caractères d'une race sur un crâne humain, soi-disant préhistorique, si la stratification n'a pas été sûrement établie dans un remplissage de caverne. Ceux qui ont la pratique de ces sortes de recherches savent combien il est difficile de donner à un fait ses justes limites. Qu'on lise, pour s'en faire une idée, la notice sur la grotte des Fées d'Arcy que dix chercheurs ont fouillée, et l'on verra combien lentement et avec quels tâtonnements, la vérité s'est fait jour. Ceux qui contrôlent les faits et les généralisent savent aussi combien il y a de choix à faire dans les observations et combien est délicate l'interprétation des faits (2). Or, pour que la science anthropologi-

(1) Ce desideratum s'est trouvé réalisé, d'une autre manière, dans les dernières fouilles des grottes de Menton où MM. Boule pour la géologie et la paléontologie, Verneau pour l'ethnologie et Cartailhac pour l'archéologie ont uni leur savoir le plus autorisé. De plus un spécimen en place du remplissage, dans l'ensemble de ses couches, permet le contrôle.

(2) Un exemple de cette interprétation : la machoire d'Arcy, attribuée par son inventeur, de Vibraye, à la couche inférieure (moustérienne) du

que tire des inductions qui aient une valeur, il faut qu'elle puisse trouver des faits nombreux et bien constatés.

On voit donc, d'après ces remarques, le cas qu'on doit faire de ces descriptions courantes de l'époque quaternaire et de l'homme préhistorique. Mais comme il existe là une mine neuve et vraiment étrange, la vulgarisation s'en est emparée, elle ne se lasse pas de la creuser, faisant briller la vive lumière quand il n'y a que de faibles lueurs projetées sur le sujet : ne faut-il pas donner au lecteur tout ce qu'il demande au risque de dénaturer la vérité ! Le vulgarisateur n'est pas toujours le grand coupable, il a marché sur les pas de certains savants qui se sont trop pressés de tirer des conclusions et de bâtir des systèmes pour prendre l'avance sur les rivaux.

L'histoire de l'époque moustérienne n'est pas encore à faire ; on voudrait se contenter d'offrir une gerbe de matériaux, mais tout le monde en parle, et c'est avec une superbe assurance qu'on l'écrit dans les petits livres de la bibliothèque populaire. Ne peut-on pas, en face de cette littérature de feuilleton, esquisser les grandes lignes de cette époque, montrer les probabilités et surtout démolir les légendes qui sont nées dès le premier coup de pioche.

Si l'anthropologie est une science qui s'élabore lentement, péniblement, et qui doit être modeste, elle manquerait à sa mission de ne pas opposer aux descriptions hâtives, exagérées, fantaisistes même, le tableau des choses vues dans ce passé lointain, et des choses entrevues ou soupçonnées, en indiquant la part de certitude qu'il faut attribuer à chacune. Cela fait, on ne manquera pas de dire, en terminant, avec l'éminent M. Albert Gaudry parlant de l'époque quaternaire : « Ce tableau paraît l'expression la plus vraisemblable, sera-t-elle vraie demain, et aujourd'hui satisfèra-t-elle tous les naturalistes, je suis loin de l'assurer ».

L'époque quaternaire (1) qui n'est, géologiquement, que la phase finale de l'époque pliocène, la dernière de l'ère tertiaire, tire son importance de l'apparition de l'homme en Europe. Elle se

repaire d'ours, a été mise par G. de Mortillet d'abord dans le Magdalénien ancien, puis ramenée dans le Moustérien. M. A. de Mortillet dans son *Préhistorique*, nouvelle édition, la replace au Magdalénien. On se demande quand elle aura fini de voyager.

(1) « Cette division de l'ère moderne à laquelle on attribue généralement le nom d'*époque quaternaire* » s'appellerait mieux, d'après la récente nomenclature, l'époque *pleistocène* (du grec *pleistos*, beaucoup plus, et *kainos*, récent) qui sont les phases de l'époque quaternaire à son début.

subdivise, au triple point de vue du régime, de la faune et de l'archéologie en périodes ou âges que la préhistoire appelle aussi des époques, ce sont dans leurs grandes lignes :

1^{re} *L'époque quaternaire ancienne.* — D'immenses glaciers couvrent les montagnes, des pluies intenses tombent dans les plaines, formant de grands cours d'eau qui déposent ou charrient dans leur lit majeur creusé dès le pliocène, de puissantes alluvions. La faune est en grande partie celle des climats chauds : hippopotame amphibie, éléphant antique, rhinocéros de Merck ; la flore possède le figuier et le laurier dans le bassin de la Seine. A ces espèces animales et végétales se mêlent cependant celles des climats froids. L'archéologie, à cette époque qu'elle a appelée *Chelléenne et Acheuléenne*, recueille des preuves nombreuses de l'homme dans les graviers des bas et hauts niveaux et sur les plateaux : ce sont les haches ou amandes de silex principalement.

2^{de} *L'époque quaternaire moyenne.* — Le régime des glaciers se maintient tout en s'atténuant. Les rivières encombrées d'alluvions se déblaient sous l'action de mouvements du sol et des eaux puissantes qui jusqu'à la fin portent très haut les sables et les limons.

La faune est, dès le début, presque entièrement d'espèces *froides*, puis elle devient tout à fait septentrionale : c'est l'éléphant primitif ou mammouth, le rhinocéros laineux, et le renne. La flore est mixte, les espèces de la zone tempérée se rencontrant avec celles de la zone polaire. L'archéologie trouve partout des traces de l'homme à cette époque qu'elle appelle *moustérienne* : dans les alluvions anciennes, sur les plateaux, dans les cavernes. L'outillage est d'abord un mélange des amandes de Chelles, des pointes triangulaires et des racloirs du Moustier, mais ces deux derniers types finissant par rester seuls (1).

3^{de} *L'époque quaternaire récente.* — Le régime sec et froid a fini par s'établir, et l'alluvionnement a cessé. La faune garde d'abord une partie des espèces précédentes que viennent bientôt rempla-

(1) M. d'Acy a montré l'apparition du moustérien dans les alluvions de Saint-Acheul ; et l'*Acheuléen*, regardé d'abord comme l'industrie primitive, est devenu une transition. Mais on peut croire, jusqu'à plus ample informé, que l'outillage chelléen est un type pur, uniquement composé d'amandes, et cela sur les observations personnelles et persévérantes de M. d'Ault-du-Mesnil.

Aux grottes de la Cure et de l'Yonne, l'ours et l'hyène des cavernes font partie de la faune du quaternaire moyen ; de plus, à l'industrie moustérienne, s'ajoute le magdalénien ancien pénétré de la même faune.

cer exclusivement les animaux des steppes : renne, saïga, renard polaire, glouton. L'archéologie ne découvre plus l'homme, devenu rare, que dans les cavernes. L'outillage, d'un type nouveau, forme des séries nombreuses, le travail de l'os, les œuvres artistiques sont la caractéristique de celle époque dite de la *Madsletne*.

Ces divisions ne sont pas tranchées, comme on le constate ; tout s'enchaîne et se mêle au début et au déclin de chaque époque. Elles ne sont bien reconnues que dans l'Europe occidentale, et on ne les admet comme synchroniques ou à peu près que dans la France. Ce sont des cadres en partie naturels, qui se différencient suivant les régions, et dont tous les détails ne nous sont pas connus entièrement.

De ces trois époques, le quaternaire moyen est certainement le plus intéressant pour notre bassin. Il nous fait assister encore aux grands phénomènes d'alluvionnement de l'époque ancienne, dont le résultat fut le déblaiement des vallées. Il nous montre la faune méridionale s'éteignant peu à peu et faisant place à la faune septentrionale qui acquiert tout son développement. Enfin, pour l'industrie, il nous apporte un outillage qui procède de l'ancien et le relie en partie ; qui progresse en établissant des formes plus légères et plus variées.

Cette époque, en amenant l'homme dans les cavernes, nous a fourni les premiers restes authentiques du sauvage contemporain des espèces disparues ; elle nous a conservé en place toutes les pièces de son industrie mêlées aux débris des animaux qu'il chassait. C'est donc un ensemble de documents qui ne se trouve qu'à ce moment là ; car, à l'époque plus ancienne, on ne possède que les outils de l'homme, et, à l'époque plus récente, il n'y a plus de traces sensibles des phénomènes atmosphériques.

L'époque moustérienne est d'ailleurs amplement représentée en France sous tous rapports, il sera facile de la faire revivre assez exactement dans une description où les faits particuliers à notre région tiendront la place principale.

LA GÉOLOGIE

Il ne s'agit pas ici de géologie proprement dite, c'est-à-dire de terrain nouveau à étudier, mais plutôt d'orographie dans ses détails les plus superficiels ; c'est tout ce que nous apporte l'époque quaternaire. Comme on l'appelle aussi l'époque glaciaire, il faudrait pouvoir décrire l'état de nos petites montagnes sous l'action des grandes précipitations.

Le Massif central, avec son altitude actuelle de 1800 mètres et les Vosges, de 1400 mètres, ont porté des glaciers. Le Morvan, placé sur l'isthme qui unit ces deux chaînes, était-il, avec ces 800 mètres, soumis aux mêmes phénomènes ? C'était l'opinion de Collenot (1), partagée par MM. Julien et Martin, mais qui n'a pas rallié les autres géologues. Il semble que la découverte faite sur la bordure du Morvan, près d'Avallon, dans les alluvions caillouteuses du Rudaillon, d'une très grosse amande à talon, et la présence de plusieurs outils moustériens à Quarré-les-Tombes (600^m) (2) apportent une preuve de l'immunité du Morvan. Il est reconnu, en effet, que l'industrie de Chelles et du Moustier ne se trouve jamais dans l'aire des anciens glaciers. Si les premières pentes étaient accessibles à l'époque quaternaire ancienne et moyenne, il a pu se faire, au contraire, que des neiges perpétuelles couvrirent les hauteurs, car jusqu'ici l'industrie moustérienne n'a pas été rencontrée sur les points culminants.

Mais les précipitations d'eau et de neige devaient être considérables puisque le lit majeur des rivières, creusé dès le pliocène, était encombré de graviers sur 30 mètres environ de hauteur, et que le déblaiement s'en fit à l'époque moustérienne. Cette élévation primitive du talweg expliquerait le fait de la présence de sable granitique dans les détritiques de la grotte du Mammoth, à Saint-Moré, située à 30 mètres au dessus du talweg actuel. Cette grotte qui a fourni le rhinocéros, et, comme mobilier, l'amande à talon, serait la plus ancienne de la région. C'est le seul indice qui nous reste de l'état de choses au Quaternaire ancien.

Nous retrouvons à Arcy plusieurs grottes de l'époque moustérienne : les Fées, l'Ours, le Trilobite, le Cheval, plusieurs ayant gardé l'amande. Mais ces cavités sont situées au niveau ou peu au-dessus de la vallée, et elles dateraient de la seconde moitié de l'époque, alors que le talweg était descendu au niveau actuel et que l'entrée était accessible au moins à la saison sèche. Dès cette première occupation des grottes de bas niveau, la rivière ne charriait plus que le sable ou le limon dans les abris ; mais on retrouve au-dessous de ce dépôt la nappe de cailloux roulés, dans la Grande grotte et à l'Ours qui formaient autrefois des bras souterrains de la Cure. Dans les cavernes sans issues, les fines alluvions se sont régulièrement stratifiées en lits parfois très nombreux,

(1) Collenot, *Géologie de l'Auxois*, Société Géologique de France, *Bull. Réunion à Semur 1879*, Julien, Martin, *Matériaux pour l'histoire de l'homme*, An., 5, 6, 7.

(2) Abbé Guignot, *Essai sur Quarré-les Tombes*, 1895, p. 107.

comme dans une anse tranquille. Elles nous font connaître quelles couches formaient le recouvrement de nos plateaux, et quelle puissance avaient ces argiles sableuses grises, jaunes et rouges de l'éocène que l'on trouve à la Roche-Percée de Saint-Moré, à 50 mètres, puis aux Fées d'Arcy, à 3 mètres au-dessus de la vallée.

Dans cette dernière grotte, on peut déjà constater le grand nombre de crues qui ont envahi la galerie à l'époque de l'ours des cavernes. Mais tout près, au Trilobite, un dépôt de cinq lits de sables et de limon, intercalé dans les détritiques calcaires des parois, a été porté à 6^m 50 au-dessus de l'étiage, et arrivait au niveau de la première couche de la Madeleine recouvrant celle du Moustier. Cette sorte de dépôt est rare, car, comme le remarque Belgrand, l'alluvionnement sur le cours droit des rivières est une exception ; mais ce fait, unique dans nos grottes, indique quelle était encore la puissance des crues à la fin de l'époque moustérienne. Nous sommes loin des crues de l'époque actuelle qui ne dépassent pas 4 mètres (en 1836) et ne déposent qu'un peu de limon.

On peut juger par là des masses d'eau qui s'écoulaient au début du Quaternaire moyen, surtout à la fonte des neiges, puisque les causes augmentent d'intensité en remontant vers le Quaternaire ancien. Cependant, il y avait une saison, dans nos vallées de l'Yonne et de la Cure à crues rapides mais non persistantes, où l'homme moustérien avait la libre circulation dans ses abris et pouvait faire sa récolte de galets sur les nappes d'alluvions. C'est ce que faisait déjà l'homme de Chelles, mais sur les graviers des hauts niveaux où il laissait ses lourdes amandes.

La question des eaux se relie à celle de la température et de la faune moustériennes. La température a dû varier comme le régime des précipitations atmosphériques ; et selon qu'on la considère au début et au déclin de la longue durée de l'époque, on trouvera des végétaux et des animaux fossiles qui témoigneront d'un climat chaud ou d'un climat froid. Mais, comme la température s'égalise sous l'action d'une grande et constante humidité, elle dut rester longtemps tempérée et ne pas connaître les chaleurs comme les froids excessifs de notre époque.

Deux observations viennent à l'appui de cette hypothèse : la première est tirée de l'état des grottes. L'humidité seule ne suffit pas pour produire la démolition des parois, car les détritiques ne commencent à se montrer que dans la couche limoneuse jaune où se trouvent aussi les débris de faune et d'industrie moustériennes. On ne les rencontre jamais dans les nappes caillouteuses ou sableuses qui leur sont subordonnées ; d'où l'on voit que l'infiltra-

tion constante n'avait pour effet, au Quaternaire ancien, que la corrosion et le polissage des parois. Il s'est donc produit au quaternaire moyen un changement de régime révélé par les détritiques : alternatives de sécheresse et d'humidité, action des gelées, deux causes qui expliquent l'effritement que les grottes ont subi, à leur entrée seulement qui s'est agrandie jusqu'à une certaine distance.

Une autre observation nous montre l'homme, devenu sensible au refroidissement, à la recherche des endroits abrités. Mais rien n'indique une grande préoccupation de ce côté : sur une centaine de grottes, il y en a 8 qui ont reçu sa visite, et une seule, la Roche-au-Loup annonce une certaine fréquentation et de la durée. De plus, l'absence presque complète de foyers est une chose significative ; on n'en a trouvé qu'un, de peu d'importance, dans cette dernière grotte. Il est impossible de conclure, de ces faits, que la température était rigoureuse ; le chasseur d'ours, ami du grand air, s'y accoutumait peu à peu, trouvant dans une nourriture abondante et dans des vêtements plus chauds le moyen de résister à l'accroissement du froid.

LA FAUNE

Tout s'enchaîne dans l'histoire des règnes de la nature : c'est ainsi que la composition du sol et le régime des eaux et de l'air déterminent les caractères de la faune. A l'époque moustérienne, elle est riche en espèces, et les individus sont de grande taille. Cette richesse provient, on n'en peut douter, de la température modérée et de l'épaisse couche d'argile sableuse de l'éocène qui formait, sur notre terrain calcaire fendillé, un sol imperméable. A sa faveur, les sources jaillissaient du sol, et une humidité constante favorisait la végétation herbacée. C'est ainsi que le terrain, actuellement un des plus maigres, pouvait nourrir le groupe nombreux des grands herbivores : l'hippopotame, le rhinocéros, l'éléphant et les autres.

Au début du moustérien, les espèces *chaudes* du Quaternaire ancien, l'hippopotame, le rhinocéros de Merck, l'éléphant antique, en voie d'extinction, se rencontrent avec les espèces *froides* du Quaternaire moyen : le rhinocéros laineux, l'éléphant primitif, le renne même ; nous trouvons un exemple de ce mélange à la Roche-au-Loup. On a expliqué ce fait de plusieurs manières : M. Albert Gaudry suppose des phases glaciaires, plus froides, succédant à des

phases interglaciaires, plus chaudes ; d'autres admettent des migrations des espèces selon les saisons, ou des habitats différents suivant les zones du terrain glaciaire ; enfin, M. Marcellin Boule invoque « les facultés d'adaptation qui permettent aux animaux de transformer continuellement leur manière de vivre ».

Ce mélange des espèces s'est-il prolongé jusqu'à la fin de l'époque moustérienne. La découverte de l'hippopotame à la Roche-au-Loup semble confirmer que cette espèce, du moins, qui aurait été la dernière à disparaître, a vu le déclin du moustérien.

Comme on l'a constaté, les eaux étaient encore abondantes, la température uniforme, et les herbages foisonnaient. La rareté de l'hippopotame dans les grottes s'explique par ses habitudes amphibies qui en rendaient la chasse difficile. Il est à remarquer, au moins pour nos régions, que le primitif n'a pas demandé son gibier aux rivières ; on ne trouve pas trace de poissons dans les débris, comme cela se voit dans les gisements néolithiques.

L'époque moustérienne a vu s'établir des repaires d'ours et d'hyènes ; il y en a un grand à la grotte des Fées et un petit à la grotte de Voutenay. Le premier, situé peu au-dessus de la vallée, ne peut dater que de la seconde moitié de l'époque. On se demande si ces animaux n'ont pas ressenti, les premiers, les atteintes du froid et recherché des abris où ils ont devancé l'homme. On ne trouve nulle part ailleurs de leurs débris dans les nombreuses grottes des hauts niveaux, ce qui ferait croire qu'ils ne sont pas d'instinct les habitants des cavernes.

Presque toutes les grandes espèces et quelques petites de la faune moustérienne se trouvent dans nos stations ; il ne manque guère que le bœuf musqué et le glouton qui sont partout très rares. Parmi les carnivores, par ordre d'abondance, ce sont : l'ours, l'hyène, le loup, le lynx, le renard, le blaireau, le lion. Parmi les herbivores : le cheval, l'aurochs ou bison, le renne, l'éléphant primitif, le rhinocéros, le grand cerf, le cerf élaphe, le sanglier, le bœuf primitif, le bouquetin, l'hippopotame. Parmi les rongeurs : la marmotte et le castor. L'aigle est l'unique représentant des oiseaux.

De ces 20 espèces de mammifères, 4 sont éteintes : l'ours, l'éléphant primitif ou mammoth, le cerf à grand bois. 3 ont émigré vers le sud : l'hyène, le lion et l'hippopotame. 2 ont gagné les montagnes : le bouquetin et la marmotte. 2 ont émigré vers le nord : le renne et l'aurochs. 9 sont restés jusqu'ici : le loup, le lynx, le renard, le blaireau, le cheval, le cerf élaphe, le sanglier et le castor. Le bœuf primitif a disparu au moyen-âge, mais il est regardé comme la souche de notre espèce domestique. On voit

que les conditions biologiques ont changé d'une manière appréciable, puisque des espèces bien constituées se sont éteintes. On constate aussi le caractère mixte de la faune dont certaines espèces ont plus tard gagné le sud tandis que plusieurs autres ont émigré vers le nord, alors que le plus grand nombre est encore fixé au sol. Il y a dans ce fait l'indication d'un climat plutôt tempéré, susceptible de réunir des espèces d'habitats différents.

Il serait peut-être téméraire d'établir la proportion de ces espèces d'après les restes qui ont été abandonnés par l'homme dans les cavernes ; ces abris n'étant pas des habitations proprement dites, et les goûts des chasseurs quaternaires nous restant inconnus. Il est à remarquer, cependant, d'après les inventaires d'os et de dents, que la proportion est sensiblement la même pour les espèces dans les couches du même âge. Il y aurait là un aperçu dont on pourrait tenir compte et qui donnerait des rapports *grosso modo*.

Toutes les espèces ont servi de gibier à l'homme, les unes pour sa nourriture, les autres pour son vêtement. Il y a de quoi s'étonner que le chasseur moustérien, si faiblement armé, se soit mesuré avec tous les animaux : les carnivores féroces, les énormes pachydermes et les légers herbivores. Toutefois, il ne faut pas s'exagérer les dangers et les difficultés ; on a donné dans la notice sur les Fées des détails qui éclairent la question. Par exemple, l'ours des cavernes n'avait pas les mœurs sanguinaires de ses ancêtres ; les grosses espèces n'étaient redoutables qu'à l'assaillant ; et les autres animaux, errant dans les immenses forêts sans habitants, devaient être très abordables. Cet état de choses se voit encore dans l'Afrique australe.

L'époque moustérienne a été appelée par Lartet l'époque du grand ours, et par M. Dupont l'époque du mammoth ; ils suivaient en cela la méthode géologique, regardant les dépôts de ce temps comme une sorte de terrain. Mais ce qui est vrai pour le midi ne l'est pas pour le nord ; aussi, faute de mieux, certains préhistoriens ont préféré les divisions archéologiques que l'on suppose synchroniques au moins pour la France. Ne pourrait-on pas conserver la classification d'après la faune, qui est naturelle, en faisant des dépôts de l'époque moustérienne une sorte d'horizon géologique qui aurait pour espèces caractéristiques : le rhinocéros, le grand ours et le mammoth.

L'INDUSTRIE

Dans la région de la Cure, l'industrie de l'époque moustérienne a pour caractères : l'emploi exclusif de la pierre, l'utilisation de toutes les roches dures locales, la survivance de l'amande de Chelles, la prédominance des types classiques d'instruments : la pointe triangulaire, le racloir, le grattoir latéral, forme de passage des deux autres, les boules polyédriques dites pierres de jet ; il faut ajouter l'absence de minéraux colorants et de pendeloques percées.

Cette industrie provient évidemment d'une autre, peut-être primitive, qui est l'industrie chelléenne dans laquelle le caillou brut a été retaillé en grands éclats pour devenir la hache ou l'amande de formes variées ou d'emplois divers (1). L'industrie moustérienne a fait un progrès en détachant de grandes lames du caillou devenu un nucléus, et en leur donnant par de grandes retouches une forme typique, puis, par des retouches plus fines, la pointe du perçoir, le tranchant du ciseau, ou les dents de la scie. Il y a donc une série d'outils distincts, et l'outillage, par ce débit de la pierre, est plus léger.

On peut admettre entre le Chelléen et le Moustérien une industrie de passage dite acheuléenne qui montre la transformation graduelle des types primitifs d'abord prédominants, et qui vont en diminuant jusqu'à disparition. On ne peut s'empêcher de voir dans la pointe et le racloir moustériens des dérivés de l'amande. Certains échantillons surtout, provenant des grottes de l'Hyène et de la Roche-au-Loup, retouchés sur tout le dos, représentent exactement une amande qu'on aurait divisée du sommet à la base, selon le plan horizontal. De même, les racloirs figurent l'amande sectionnée suivant le plan vertical. Les nouveaux outils servaient certainement aux mêmes usages que les anciens, mais non de la même manière ; avec l'amande lourde et moins tranchante, il fallait frapper pour couper, comme avec la hache ; avec l'outil léger

(1) Je ne parlerai pas des *éolilithes* ou éclats naturels que l'homme aurait simplement retouchés pour s'en servir en guise d'outils, et cela avant d'avoir fabriqué l'amande. La question est très discutée en ce moment et rien ne fait prévoir quand ni comment elle sera résolue. (Voir un résumé de la question et de nouveaux aperçus dans l'*Anthropologie*, 1905, n° 3, article de M. Marcellin Boule.

du moustérien et mieux affilé, on devait peser et scier plutôt, comme avec le couteau et la scie.

Nos stations de l'Yonne confirmeraient assez bien l'évolution de l'industrie, depuis l'époque des alluvions jusqu'à celle des cavernes. L'industrie primitive de Chelles est peu représentée : Deux amandes à Auxerre, une à Courlon, une à Avallon dans les graviers, deux grosses amandes à talon, sur les plateaux, et une à la grotte du Mammoth de Saint-Moré, tel est jusqu'ici le mobilier de cette époque.

Les plateaux de la forêt d'Othe nous montrent un mélange qu'on peut prendre pour une transition. De nombreuses amandes toujours plates, sans talon, à tranchant régulier, sont confondues avec les outils moustériens toujours moins nombreux. Une sablière, à Vinneuf, à quelques mètres au-dessus de l'Yonne, contient cette industrie en place. Philippe Salmon, dans son *Dictionnaire archéologique de l'Aube*, nous fournit une intéressante statistique à ce sujet : il cite au total 183 amandes et 103 pointes. Il donne aussi, dans le *Dictionnaire archéologique de l'Yonne*, l'inventaire de sa collection qui comprend 30 amandes et 20 pointes. Les nombreuses collections du Sénonais que j'ai vues sont dans cette proportion. Dans tous ces inventaires, on compte peu de racloirs, ce qui indiquerait que cet outil n'est venu qu'en remplacement de l'amande et peut-être plus tard que la pointe.

Entre le mobilier des plateaux et celui des cavernes, on remarquait jusqu'ici une lacune dans l'évolution graduelle ; car sous les abris, l'amande est très rare. Depuis peu, les stations de plein air sont venues combler la distance. La station de Jully (collection abbé Patriat, *Bull.* 1895) a fourni 10 amandes et 50 pointes. La station de Bleigny-le-Carreau (collection abbé Piat, *Bull.* 1900) contient 7 amandes et 12 pointes. La station de Saint-Père (collection abbé Pissier, *Bull.* 1903) compte 4 amandes, 10 pointes et 4 racloirs (1). On voit par là que l'industrie des plateaux se relie et évolue à celle des cavernes.

La transition qu'on observe entre l'acheuléen et le moustérien ne paraît pas exister entre ce dernier et le magdalénien ancien (2) dont les séries d'outils, sauf le racloir, sont tout différents. On constate seulement entre les deux quelques points de commun :

(1) Ces collections ont une valeur comparative sérieuse, parce que, sur un même point, tous les éclats de silex ont été recueillis et dûment classés.

(2) Dans la région, le moustérien ne passe pas immédiatement au solutréen. Il est séparé par un magdalénien à faune semblable.

la faune est la même, la roche locale est toujours employée au magdalénien et ses outils sont massifs et grossiers. Le moustérien forme constamment le gisement inférieur, il n'est jamais intercalé, mais dans la grotte de l'Ours on l'a trouvé en mélange avec le magdalénien ; l'industrie solutréenne n'apparaissant que plus tard.

L'opinion commune ne voit plus dans les silex ouvrés du Moustier que des outils. Ils servaient à dépecer le gibier, à préparer les peaux, à façonner le bois qui devenait une arme dans le pieu durci au feu et dans la massue. On peut ajouter les galets de rivière si nombreux dans les grottes et les petits cailloux de calcaire siliceux taillés à facettes qui seraient des pierres de jet. Le nombre et la forme de ces derniers a fait penser que la fronde était connue ; certaines peuplades modernes taillent ainsi leurs balles de fronde tandis que d'autres les arrondissent.

Le travail de la pierre, à l'époque moustérienne, marque une évolution, mais il n'est pas « un produit dégradé de l'industrie acheuléenne » comme le dit de Saporta. Il y a invention de nouveaux types et progrès dans les formes qui ont gagné en variété et en légèreté. Cette innovation, qui se montre dans l'éclatement du silex, est, à elle seule, une preuve de l'esprit d'observation et de recherche d'où découle le développement de l'art et de l'industrie. Le primitif a su tirer, en un mot, de sa matière rebelle tout le parti qu'on pouvait en tirer.

L'absence de minéraux colorants employés pour la parure est un fait constant des gisements moustériens ; il faut en dire autant de l'absence des pendeloques percées si communes dans le mobilier magdalénien. Est-ce à dire que la pendeloque décorative était inconnue ? Des préhistoriens ont voulu la trouver même à l'époque acheuléenne dans les petits polypiers roulés et percés naturellement. Ce que l'on peut conjecturer, en présence de la grande quantité de dents et de phalanges de toutes les espèces animales qui accompagnent le mobilier moustérien, c'est que ces objets apportés comme trophées, à la capture d'un gibier, ont pu servir de pendeloques au moyen d'une attache de suspension, l'art de percer l'os étant inconnu à cette époque.

L'HOMME

Les peuplades moustériennes se sont d'abord groupées sur les plateaux ; elles occupaient chez nous le pays d'Othe, riche en silex, et une partie du Morvan dont les roches locales étaient utilisées. Cette population des débuts se montre ou plus nombreuse ou

d'une plus longue durée que celle du déclin, car les stations vont se multipliant avec les chercheurs, et on finira par les trouver partout. Seulement, au pied des pentes, beaucoup ont disparu sous les argiles de glissement. On constate aussi que les stations sont plus rares quand on s'éloigne des gisements de la roche utilisable.

Vers le milieu de l'époque acheuléenne, l'homme quitta les hauteurs ainsi que semble l'indiquer la proportion minime des pointes triangulaires sur les plateaux relativement à celle des amandes. On ne compte, cependant, que huit stations dans les grottes, dont deux dans les hauts niveaux qui doivent être plus anciennes. Sous l'action du froid croissant, le primitif descendit peu à peu vers le fond des vallées, qui étaient praticables au moins une partie de l'année. Il s'abritait au pied des escarpements, et, aux basses eaux, il faisait sa provision de galets.

Les stationnements de l'homme moustérien sont donc disséminés à tous les niveaux ; tandis qu'à l'époque magdalénienne on ne trouvera plus trace de l'homme que dans les grottes. Ces stations, qu'on peut croire en concordance avec la population, vont en diminuant, et cette diminution se continue à l'époque de la Madeleine qui ne compte plus à la fin que 3 grottes à faune de renne seul.

Certaines stations, comme celles de Jully et de Saint-Père, sont situées dans un terrain très argileux dit *odue* qui semble être un emplacement peu favorable ; mais les stationnements, qui supposent des groupements et des abris faits de main d'homme et pour une certaine durée, ont pu être choisis en vue de se procurer une terre plastique pour édifier les huttes et pour établir des réservoirs d'eau. Cependant, on n'y trouve pas les fonds de cabane creusés dans le sol comme à l'époque néolithique : le Moustérien ne connaissait pas le terrassement, aussi bien dans ses grottes qu'en plein air.

L'outillage est en partie composé du silex de la craie, ce qui nécessitait pour les habitants des régions calcaires des voyages au pays de provenance. Il n'y a pas d'autres preuves d'une vie nomade comme on les trouve à l'époque de la Madeleine dont les primitifs vont très loin chercher les minéraux colorants, les roches volcaniques, l'ardoise, les coquilles fossiles et vivantes. Le Moustérien paraît plus sédentaire, car il demande à la région qu'il habite une partie notable de son approvisionnement de pierre. Au Morvan, il emprunte ses roches d'épanchement, au terrain calcaire son grossier silex et les pierres roulantes de ses plateaux qui fournissent des outils moins beaux, mais où paraît davantage l'habileté de l'ouvrier.

Le primitif passe sa vie en plein air ou dans sa hutte, la fréquentation des grottes est un cas particulier, et restreint seulement à la dernière période. Combien de pays, en effet, qui possèdent des stations et qui sont dépourvus de grottes ; et combien celles-ci sont peu nombreuses et ont été peu fréquentées dans les endroits privilégiés. Quand le primitif recherche une grotte, de préférence à dix autres voisines, ce n'est pas pour y établir son foyer, car une seule a offert des indices de feu, ni pour en faire un atelier de taille, car les éclats sont rares et les nucléus et percuteurs presque introuvables. Les traits positifs auxquels on pourrait reconnaître une habitation manquent presque partout. Le Moustérien recherche seulement un abri de quelques instants pour y faire quelques travaux et casser les os dont il retire la moëlle pour s'en frotter le corps. Dans ses visites, il se tient à l'entrée de l'abri, à l'endroit sec et bien exposé. Il a sans doute exploré toute la grotte, car on récolte de ses outils sur tous les points ; mais c'est à l'entrée seule que l'on trouve quelque accumulation d'os et d'éclats de pierre ; et plus on s'en éloigne plus ils deviennent rares.

Le Moustérien n'est donc pas l'homme des cavernes ou le troglodyte, comme on l'appelle, et il fréquente moins les grottes que son successeur le Magdalénien. On peut même supposer que le choix qu'il fait des endroits escarpés se rapporte plutôt à sa chasse, et qu'il les recherche comme un moyen facile de capture : l'animal poursuivi, enveloppé par les chasseurs et amené au bord des abrupts, se voyant forcé de se précipiter, ce qui le livrait à son ennemi.

Le stationnement auprès des cavernes mit l'homme à proximité des repaires d'ours et d'hyènes, qui s'établirent seulement après le retrait des eaux dans leur lit mineur. Loin de fuir ces lieux dangereux, le Moustérien, non content de faire une chasse active aux carnivores, vint relancer sa proie jusque dans ses abris. Ce fait est bien établi à la grotte des Fées où l'ours fut délogé de son repaire qui devint l'abri du primitif. Il y eut assurément des luttes, mais la victoire resta finalement à l'homme ; et la rareté extrême de ses ossements au milieu des nombreux débris d'animaux ne peut être prise pour un signe d'insuccès.

Toutes les espèces fournirent aux besoins du primitif, les carnivores leur peau et leur graisse, les herbivores leur chair et leur moëlle. Mais il paraît bien, dans son abondance, qu'il a dédaigné le petit gibier dont on a peine à établir l'existence. Il ne fut pas pêcheur, au moins sur les bords de la Cure ; la rivière ne lui disait rien, et c'est peut-être à cette indifférence que l'on doit la rareté des débris de l'hippopotame, animal amphibie, dont la chasse

aujourd'hui même, avec nos armes perfectionnées, est des plus difficiles.

Jusqu'ici le genre de sépulture du Moustérien nous est inconnu, et nous savons seulement depuis peu que son successeur, le chasseur de renne, inhumait ses morts.

Tous les sauvages modernes, même les plus dégradés, se rencontrent dans ce culte rendu à la dignité humaine ; et tous les genres d'honneurs sont employés. Le plus simple consiste à abandonner au défunt la hutte dans laquelle il a rendu l'âme. Était-ce cette forme toute primitive qui se pratiquait à l'époque ancienne ? Dans ce cas, elle ne devait laisser aucune trace.

Tout ce que nous pouvons induire des vestiges laissés par le Moustérien, c'est que sa vie était d'une extrême simplicité : se nourrir, se loger, se vêtir, tel est le cercle étroit dans lequel se meut son activité. C'est le pur sauvage dont les occupations violentes et nomades ne pouvaient pas manquer de rendre le caractère empreint de rudesse. De fait, ce chasseur qui avait affaire aux animaux les plus grands et les plus redoutables de la création, se peint dans son squelette court et massif qui témoigne d'une grande puissance musculaire.

De tous ces éléments d'information, pourrions-nous juger l'homme et comment le jugerons-nous ? L'obstacle ne vient pas tant de l'insuffisance des documents que de la distance qui nous sépare de lui : nous sommes si loin par le temps et si haut par la supériorité ! Un autre obstacle provient de l'abus des théories générales et du défaut de méthode dans l'observation. Il faut, pour être juste envers le sauvage primitif, que nous saisissions le fond de son être dans ses moindres manifestations, comme nous le faisons pour l'enfant dont l'étude a captivé les plus grands esprits.

Lorsqu'un homme instruit veut connaître le sauvage primitif, et qu'il pénètre pour la première fois dans le domaine des faits exposés et de leur interprétation, il sent le terrain lui manquer sous les pieds ; à qui va-t-il demander cette connaissance ? Les premiers chercheurs ayant quelquefois pris chaque grotte pour un tout uniforme et indivisible : l'homme paléolithique et le néolithique ont été confondus. De plus, dans l'encombrement des observations, les auteurs choisissent ; ce que les uns acceptent, les autres le rejettent ; il en résulte des divergences dans l'interprétation des faits et des conclusions. Les vulgarisateurs, même les plus sérieux, ne parlent de l'homme préhistorique qu'en lui donnant, selon les cas, toutes les qualités ou tous les défauts, mais surtout les défauts. De là sont nées toutes ces légendes qui défigurent la préhistoire et en font parfois un roman ridicule. N'y

a-t-il pas de quoi rendre sceptique quand on voit, qu'à part les grandes lignes, tout le reste est en discussion.

Il ne faut pas, cependant, que les erreurs du passé et les difficultés du présent arrêtent la marche en avant ; il en est ainsi de toutes les sciences d'observation, et tout en elles conseille la prudence. L'analogie, qui en relève et qu'on emploie souvent, sera d'un grand secours pour expliquer certains faits, mais il faudra en user avec réserve. On a voulu, par exemple, juger du paléolithique par le néolithique mieux connu, et comme on trouvait chez ce dernier des indices de cannibalisme, on a conclu, *a fortiori*, à des instincts de férocité, de bestialité même chez son ancêtre. Mais voici que la découverte d'une civilisation artistique étonnante, à l'époque de la pierre éclatée, dont on ne retrouve plus trace à l'époque de la pierre polie, est venue rectifier nos raisonnements *a priori*. De même, le sauvage moderne se présente naturellement comme un point de comparaison, et l'on juge quelquefois, sur le seul fait du temps qui le sépare du primitif, quel devait être le niveau abaissé de ce dernier ; mais on oublie un facteur important, le milieu déprimant au sein duquel le sauvage moderne traîne son existence et qui a produit forcément une régression de toutes ces facultés.

*
* *

Quand on étudie les races sauvages modernes (1), on a les spécimens sous les yeux ; et tout, de leur vie, apporte sa contribution : le langage, interprète des idées, les habitudes morales et sociales, les procédés industriels dans le vivre, l'habitation et le vêtement et les manifestations artistiques. Si l'on peut rester longtemps dans le milieu et gagner la confiance, on pénétrera jusqu'aux aspirations secrètes de la peuplade, l'étude se complètera par la connaissance des caractères physiques qui détermineront la race.

Pour juger le sauvage moustérien, les notes les plus concluantes nous font défaut. Nous ne pouvons l'atteindre que dans les vestiges incomplets de son industrie, dans son milieu et son genre de

(1) Les difficultés sont grandes pour l'anthropologiste, car il doit s'en rapporter aux observations du voyageur ou du résident. Or l'observateur peut être superficiel, ou partial, ou trompé. On voit, en effet, par les divergences des rapports sur les mêmes sujets qu'il faut faire un choix, et pour cela connaître la valeur du témoin.

vie interprétées d'après les débris de ses stations. Nous avons, il est vrai, les caractères anatomiques, qui prennent, du fait de l'absence des autres, une importance plus grande, mais jamais décisive, car « des individus de même race peuvent différer beaucoup par les qualités intellectuelles, morales et sociales, et des sujets de races différentes se ressembler ». (Quatrefages). Ce sont des caractères secondaires pour la question qui nous occupe. Avec toutes ces données, on hésitera encore à dire positivement du Moustérien tout ce qu'il est, mais on pourra dire souvent ce qu'il n'est pas, et c'est déjà la science.

Interrogeons d'abord le squelette, non celui d'un sujet trouvé intact, mais celui qu'on a pu reconstituer avec des pièces ou plutôt des fragments pris de partout, au nombre desquels se trouve la mâchoire incomplète d'Arcy. Ce squelette est assez semblable à celui du sauvage australien. Il a une charpente épaisse et rude où l'on remarque dans le crâne dolichocéphale, un front bas et fuyant, des arcs sourciliers énormes, un menton droit et des mâchoires prognathes. D'un autre côté, la capacité de son crâne mesure 1200^{cc}, c'est-à-dire la moyenne actuelle, alors que le singe anthroppoïde n'a que 500^{cc}. Certes, ce n'est pas un beau type, et l'on se demande si c'est bien là l'homme qui a si habilement taillé le silex.

« Mais, dit Quatrefages, il ne faut pas demander aux caractères physiques plus qu'ils ne peuvent donner et leur attribuer une signification qu'ils n'ont pas. » Et en effet, les statistiques sur les races actuelles et préhistoriques montrent combien est obscure et douteuse la relation qui existe entre la capacité du crâne et le développement intellectuel et social des races ; « sous ce rapport les chinois seraient au-dessous des nègres africains. » « Tout concourt à prouver qu'il n'existe aucun rapport réel entre la supériorité fondamentale d'une race et ses caractères physiques ; et les représentants d'un même type humain peuvent, surtout au point de vue intellectuel, s'être arrêtés au dernier degré ou avoir atteint le sommet de l'échelle. » (Quatrefages) (1).

Laissons donc ces rapports, certainement étroits du physique et du moral, mais qui n'ont rien d'absolu ; écartons les impressions que peut faire sur nous l'examen du crâne du Moustérien, les unes défavorables, comme son profil, les autres favorables, comme sa capacité. Cherchons la mesure de son intelligence dans les manifestations de sa vie, ce que feraient les anthropologistes eux-mêmes dans l'étude des races modernes.

(1) Toutes ces citations sont tirées de l'*Histoire générale des races humaines*. Introduction.

Les unes sont générales et plus éloignées ; mais pour être moins frappantes parce qu'elles exigent de la réflexion, elles n'en sont pas moins importantes. Le climat humide et toujours plus froid de l'époque quaternaire dut être la grande cause de la dépopulation, laquelle est visible dans la diminution progressive des stations jusqu'à la fin de l'époque du renne. Or, tandis que les grandes espèces, pourtant bien armées contre la rigueur des saisons, succombent l'une après l'autre, l'homme se maintient et assiste à cette disparition ou à l'émigration. D'où lui vient cette résistance aux forces naturelles contraires ? sinon des précautions que lui suggère son intelligence, de tous les moyens de protection dans l'habitation et le vêtement.

Cette prévoyance, d'ailleurs, paraît clairement dans le choix de ses abris même temporaires. Les cavernes ne lui servent pas de demeures ; elles sont toutes trop humides. Il ne les fréquente qu'à certains moments, à la saison sèche, après avoir choisi entre dix ; et il se tient toujours à l'entrée, à l'air et au jour. Il a soin de prendre le côté qui ne reçoit point d'infiltration : là seulement se trouvent les outils et les éclats en abondance. Du côté humide, ce sont les ossements qu'il a jetés loin de lui ; et ces débris d'os ne forment jamais d'accumulation comme on le voit chez les Lapons, par exemple, qui vivent au milieu des détritiques de toutes sortes.

L'intelligence du Moustérien se révèle surtout dans ses occupations de chaque jour. Il y a en lui le génie de la chasse au plus haut degré ; c'est, dans cet homme, un mélange de force, d'endurance, d'audace, d'habileté. Il doit avoir fait une étude des mœurs de chaque gibier, et varier ses combinaisons ; il doit aussi demander à l'association la puissance que ne peuvent lui donner ses faibles armes ; et cela suppose les relations, l'entente, le commandement. Ce sauvage s'attaque à tous les animaux : il chasse les redoutables carnivores, les énormes pachydermes, d'approche difficile, les légers herbivores. Sans doute, le gibier est abondant et peu farouche, mais combien sont insuffisants, à notre sens, ses moyens de capture : le pieu de bois durci, la massue, la fronde peut-être. Qu'on mette en regard les résultats et les moyens, et l'on verra si cette disproportion n'établit pas d'une manière éclatante l'intelligence du chasseur sauvage.

On irait contre toutes les données si l'on osait parler, à l'époque moustérienne, de la peur et de la faim, qui sont les causes les plus efficaces de l'abrutissement de l'homme. M. Cartailhac qui a étudié si impartialement les races quaternaires ne dit rien de trop quand il écrit, qu'à cette époque, « la vie était largement assurée, et que ce serait s'exposer à des erreurs essentielles que de comparer nos

ancêtres avec les misérables tribus qui vivent aujourd'hui dans les climats les plus rudes et les parages les plus désolés » (1).

Ce sont là des faits généraux moins appréciables de prime abord ; les faits concrets frapperont davantage. L'outillage du Moustérien en est un, et il suffirait à faire juger de ses qualités industrielles. Ce sauvage est l'inventeur de formes nouvelles d'instruments ; il a gardé l'amande primitive, mais il a eu l'idée de détacher du caillou brut de grands éclats qui sont devenus des lames, des pointes et des racloirs. Chaque outil a sa forme voulue, précise qui a réalisé un progrès dans la puissance et la légèreté. Il y a, sans doute, des outils plus ou moins bons, car il y a dans les ouvriers, les débutants et les médiocres, et la qualité de la roche s'oppose quelquefois à une facture soignée. Mais on peut dire que l'industriel a su façonner la pierre pour tous les emplois qu'il avait en vue ; il y a, dans certaines pièces, de l'élégance, la recherche du beau : c'est déjà de l'art dans l'outillage. Or, si l'ouvrier a mis tant de perfection dans ses instruments de pierre ; les ouvrages de bois et de peau qui ont disparu, ne portaient-ils pas le même cachet de l'invention et de la perfection ?

La vie familiale et sociale du Moustérien nous est inconnue, au moins d'une manière directe ; elle seule nous ferait juger de l'homme. Il faudrait savoir comment il se comportait avec ses égaux et envers les faibles : la femme, l'enfant, le vieillard, le malade. Mais nous ne connaissons rien qui puisse le faire mal juger. Sans doute les preuves négatives sont de peu de valeur, mais elles valent cependant pour repousser des jugements défavorables émis sans base sérieuse.

Le cannibalisme, par exemple, a été reproché aux hommes de la pierre polie et non sans conteste ; mais les meilleurs préhistoriens, MM. Piette, Dupont, de Mortillet et Cartailhac défendent qu'on le dise de ceux de la pierre éclatée (2). L'extrême rareté des ossements humains dans les niveaux paléolithiques ne peut certainement, vu la longue durée de l'époque, s'accorder avec le fait

(1) Cartailhac, *La France préhistorique*, Paris, Alcan 1889, p. 49. John Lubbock dit aussi que « les habitudes actuelles des races sauvages ne doivent pas être regardées comme dépendant directement de celles qui caractérisent les premiers hommes, mais au contraire qu'elles sont nées de circonstances antérieures. » *L'Homme préhistorique*, t. I, p. 217.

(2) Dans les premières recherches, les niveaux des grottes n'ont pas été distingués exactement, et très souvent les ossements attribués *aujourd'hui* au paléolithique appartiennent réellement au néolithique et même à l'âge du bronze.

de luttes fratricides ou même avec l'indifférence de l'homme pour les restes de ses semblables que l'on prête au primitif. Il n'y a donc aucune preuve de ses actes de férocité ou d'abrutissement tels qu'on les constate chez certains sauvages modernes. Non pas que le Moustérien fut exempt de ces passions violentes qui ont leurs racines même chez les civilisés, car, aujourd'hui même, des naufragés sur leur radeau, poussés par la faim, peuvent aboutir au cannibalisme ; mais on veut dire que le primitif est dans un milieu tellement favorable que les causes de tels excès se trouvent réduites au minimum d'intensité.

*
* *

En résumé, le moustérien est un pur sauvage (1). Mais précisons cette sauvagerie ou plutôt cet état sauvage, car le premier terme sonne mal à nos oreilles. Il a ses degrés et son évolution comme la pleine civilisation ; et c'est ainsi que nous en voyons l'apogée à l'époque solutréenne et magdalénienne. Au point de vue rationnel, il signifie simplement un genre de vie réduit à la plus grande simplicité ; c'est la civilisation inférieure, primitive, spontanée. L'homme habite les forêts vierges dont se couvre presque entièrement toute terre non cultivée. Il abrite sa hutte de branchages et d'argile au chêne séculaire ou contre les rochers ; le stationnement des vallées encaissées lui sert de point de ralliement. Il passe ses journées à poursuivre le gibier, à travailler les peaux, à tailler le silex, à façonner le bois. Il est donc actif et ingénieux, mais très borné dans ses besoins, et il doit l'être dans ses idées.

Le moustérien est étranger aux soins et aux travaux multiples de la vie agricole et sédentaire qui fait sortir du sol une partie des approvisionnements assurant l'avenir. Il n'atteint pas à la vie pastorale où l'homme sait dompter et domestiquer les animaux, leur demandant, au sein d'une existence paisible, tout le produit

(1) Sauvage, en latin *silvester*, vient de *silva*, forêt. Les silvestres ou sauvages, d'après la théorie philosophique du XVIII^e siècle, étaient dans un état de vie où l'homme est naturellement bon ; les vices étant le fruit de la vie sociale ou civilisée. Par une véritable saute de vent, la théorie anthropologique, aujourd'hui, fait l'homme d'autant plus cruel et bestial qu'on s'éloigne de notre époque et qu'on se rapproche de cet état primitif. Ce sont des théories extrêmes dont il faut se défier ; et sous les apparences, il faut chercher la réalité.

utilisable. Le sauvage est forcément errant, puisqu'il lui faut chercher les contrées giboyeuses dont l'aire se déplace incessamment. Il est imprévoyant par nature, puisqu'il a sa subsistance toujours sous la main, et qu'elle ne supporte pas de réserve pour le lendemain. Il a enfin toute la rudesse du chasseur adonné aux exercices violents et sanguinaires. Telle est la vie sauvage dans ses traits généraux à l'époque moustérienne.

Les sauvages modernes donnent, il est vrai, le spectacle de mœurs brutales ou bestiales qui sont devenues pour nous la définition même de la sauvagerie, le dernier degré de l'humanité. Mais si, en accumulant sur la même tête tous les vices qui règnent dans les tribus dégradées, on ferait un type d'homme absolument repoussant, on pourrait, au contraire, en réunissant les qualités éparses des mêmes peuplades, former un type de sauvage des plus attrayants. Il serait honnête, paisible, libéral, généreux, hospitalier, reconnaissant, affectueux pour son unique épouse et pour ses enfants (1). Cet état, s'il existait, serait de beaucoup supérieur à l'état barbare qui, au milieu des progrès de l'organisation sociale et de l'industrie, implique des rapports hostiles avec les voisins et des procédés tyranniques et cruels envers les êtres faibles.

Cet idéal de l'état sauvage, cette belle sauvagerie n'existe pas à notre époque ; mais n'a-t-il pas été réalisé plus ou moins parfaitement à l'époque quaternaire ? On a toutes raisons de le penser, même en invoquant les lois de l'évolution (2) qui sont bien loin d'être une formule de progression mathématique, mais qui comportent des progrès, des arrêts et des décadences. L'histoire des états civilisés le démontre ; celle des peuples barbares n'est pas différente ; et la même loi s'est imposée aux tribus sauvages.

En parlant des données actuelles, nous voyons que chez les sauvages modernes, l'abaissement ou l'abrutissement de l'homme est toujours en rapport avec les difficultés de l'existence. Le type

(1) Le capitaine Ross dit que les Esquimaux de la baie de Raffen ne peuvent comprendre ce que l'on entend par guerre, et ils n'ont aucune arme de combat. Lubbock, t. II, p. 186. Tous les qualificatifs sont tirés de Lubbock sur les sauvages modernes, t. II.

(2) La loi hypothétique de l'évolution, qui est un complexe de plusieurs lois biologiques, est une formule générale directrice qui doit être sans cesse vérifiée par l'observation et n'a de garantie que dans la détermination des faits. Elle donne le principe, mais il reste à chercher et à fixer la marche, les limites, les écarts et le terme de l'évolution dans un milieu aussi élastique que celui de la vie humaine,

humain se déforme dans son intelligence et sa moralité et jusque dans son être physique quand il est voué à la misère prolongée. Le civilisé lui-même, quand il se trouve jeté dans de trop dures conditions, descend bien vite des sommets où il se serait cru inattaquable (1). Mais, que le milieu soit favorable, et le sauvage atteindra le degré supérieur de son état de vie, les instincts grossiers sommeillant dans la complète satisfaction de leurs besoins. Ce sujet de la déchéance des sauvages commence à s'éclaircir, et la linguistique est venue apporter un secours inattendu. Bove, Hale et Max Muller ont reconnu, par exemple, que les Australiens, les Fuégiens, les Tinnech ont une richesse de langage hors de proportion avec leur misérable existence. D'un autre côté, on voit que des peuplades déchues, envoyant des colonies dans des contrées plus favorisées, ont rapidement progressé. On constate de même que les enfants des sauvages abrutis, élevés par une race civilisée, remontent instantanément à un degré supérieur ? C'est là une étude des plus intéressantes qu'on ne peut qu'indiquer.

Mais le moustérien n'est-il pas lui même un dégradé (2) par rapport à ses contemporains ? N'a-t-il pas connu dans son pays d'origine un état supérieur ? La vie pastorale a pu être la sienne et, comme tous les émigrants en pays d'aventure, il aura du se faire chasseur ; et l'abondance inouïe du gibier a pu l'attacher à ce genre de vie exempt des soucis du lendemain (3). Nous ne pouvons rien dire avec preuves de ses antécédents : mais tel que nous le montrent les faits positifs et même les faits négatifs, qui ne sont pas sans valeur dans la question, l'homme moustérien est bien supérieur à toutes les races actuelles.

Le portrait de l'homme primitif ou mieux de l'homme préhistorique, le seul que nous puissions atteindre en Europe, est encore à faire ; il ne se fera, quoique toujours imparfait, que par l'étude des documents. Celui qu'on nous présente n'est trop souvent

(1) « On l'a remarqué en Australie, dit Quatrefages, dans le contact des deux civilisations, l'homme blanc s'abaisse, en même temps que l'homme noir s'élève. » Les Anglo-Saxons, dans l'Amérique du Nord, ont même fini parfois par prendre les habitudes de vie des Indiens.

(2) « Attraction irrésistible que le désert et son indépendance exercent sur le blanc même qui en a une fois goûté. » Quatrefages, *Unité de l'espèce humaine*, p. 165.

(3) On a été jusqu'à dire : « qu'il n'y a point de barbarie qui ne soit le résultat d'une civilisation éteinte, et que la civilisation a été le premier état de l'homme » Schelling. Et cette opinion est partagée par les savants les plus célèbres de l'Allemagne.

qu'une caricature : « les naturalistes, dit Quatrefages, ont tenté la voie des théories, mais jamais avec succès, quand ils ont abandonné le terrain de l'observation et de l'expérience. » La théorie voulait donner la mesure exacte de l'homme à telle époque déterminée, et la brillante civilisation de la Madeleine est venue la contredire. On voulait voir des obstacles insurmontables dans la lutte de l'homme contre les gros animaux ; et tous les faits s'y opposent. On croyait pouvoir douter de l'intelligence du sauvage ; et son existence même, son industrie la met en relief.

Ainsi s'écroulent, l'une après l'autre, ces légendes sur l'homme des cavernes, et en particulier sur le moustérien que même des auteurs sensés ne se résignent à abandonner qu'en partie. C'est toujours, pour eux, l'homme assistant des milliers de siècles au creusement des vallées, le sauvage, encore privé de la parole, incapable de se construire une cabane et, à l'exemple de l'ours, cherchant à s'abriter sous une roche, allant même se réfugier jusqu'au fond des cavernes. C'est le chasseur vivant jour et nuit dans les transes, toujours en garde contre les bêtes féroces. C'est le misérable caillou lui servant d'arme ; c'est « la faim, l'horrible faim le torturant sans cesse. »...

Tous ces fantômes doivent s'évanouir devant la lumière qui, loin d'être complète, suffit à montrer ce que n'est pas l'homme et quelque chose de ce qu'il est. Cet homme est un être unique qui connaît sa valeur, qui règne en maître et qui monte sans cesse vers un état meilleur : le chasseur d'ours moustérien est bien le précurseur du brillant chasseur de renne de la Madeleine, de l'artiste inspiré qui a provoqué notre étonnement.

CHRONOLOGIE

Il semble qu'on n'ait rien dit de l'homme moustérien, tant qu'on n'a pas daté son existence ; car la chronologie est aussi un des yeux de la préhistoire. Or, nous sommes encore à attendre cette conclusion capitale après cinquante ans de travaux. Ce n'est pas étonnant : les recherches nous ont mis en présence de peuples étranges à qui, dans notre ignorance nous donnons le nom de préhistoriques ; comme aussi de phénomènes extraordinaires s'accomplissant au milieu d'une flore et d'une faune insolites, et que nous appelons l'époque quaternaire. A quelle date, selon notre manière de compter, remontent ces peuples et ces phénomènes ? Pouvons-nous espérer seulement approcher de la vérité ? C'est le grand problème dont il faut dire un mot.

L'époque moustérienne, qui nous occupe ici, est assez connue, et sa place dans la série des époques préhistoriques est facile à déterminer : c'est ce qu'on nomme la chronologie relative. Elle succède, en effet, à l'époque de Chelles qui a vu les vallées, antérieurement creusées, mais encombrées d'alluvions, se débiter ; les glaciers s'établir et la faune chaude disparaître. Elle précède l'époque de la Madeleine qui a trouvé les vallées dans leur état actuel, les précipitations aqueuses ralenties, puis arrêtées, la faune exclusivement froide établie. Ce point est acquis sans conteste ; mais peut-on pousser plus loin ?

Dans l'Europe occidentale, l'âge du bronze, d'après Montélius, remonte à 2.000 ans avant J.-C. A cette époque, les civilisations de l'Orient avaient atteint depuis longtemps leur point culminant. Nous arrivons au néolithique, époque de la pierre polie, qui procède d'invasions multiples venues de l'est. Mais, à quelle date historique du monde oriental correspondent nos Lacustres et nos Mégalithiques (1) ? Nous n'avons plus le moyen de relier ces deux civilisations si différentes ; on sait seulement que l'Occident est de beaucoup en retard sur l'Orient d'où semblent partir toutes les poussées d'hommes, et que l'époque néolithique est l'époque actuelle, sous tous les rapports, de géologie, de flore et de faune.

Au-delà, nous entrons dans l'époque quaternaire (pléistocène) qui s'est traduite dans le nord-est de l'Europe par des phénomènes intenses de précipitations atmosphériques, pluies et neiges, au milieu d'un monde végétal et animal particulier. Il n'y a donc plus de point de repère entre les deux continents, puisque l'Orient, et le midi même de l'Europe n'ont pas été affectés par ces phénomènes dont les plus caractéristiques sont les glaciers.

Dans l'impossibilité de souder la préhistoire à l'histoire, on a cherché des chronomètres dans les effets des causes naturelles : les deltas, les alluvions fluviales, les cônes de déjection, les concrétions des grottes, les érosions, les corrosions, la marche des glaciers, etc. Tout a été interrogé. Comme on devait s'y attendre, de grandes différences séparent les résultats des diverses observations ; et la conclusion certaine qui en ressort c'est que les phénomènes naturels ne relèvent pas des mathématiques, car les rap-

(1) Les Lacustres sont les peuples de l'âge de la pierre polie qui ont, en Suisse particulièrement, établi leurs habitations sur pilotis au bord des lacs. Les Mégalithiques ont élevé, en Bretagne surtout, les menhirs ou pierres debout et les dolmens ou chambres sépulcrales.

ports proportionnels de leur action nous échappent, surtout quand il s'agit de l'époque quaternaire (1).

Dans son Préhistorique, Gabriel de Mortillet, donne à l'époque moustérienne 100.000 ans, et à tout le préhistorique quaternaire 240.000 ans au moins. La raison alléguée pour distribuer d'aussi gros chiffres, c'est qu'il s'agit ici, dit-on, d'une époque des temps géologiques, et que la géologie requiert une durée immense. Cependant un géologue et un paléontologue de valeur, M. Marcellin Boule, qui place la première apparition de l'homme en Europe après la grande extension glaciaire, pense que l'époque préhistorique entière « ne saurait être inférieure à 20.000 ans (2) ». Il y aurait donc entre le calcul minimum des deux géologues et préhistoriens une différence très grande : c'est une proportion de 10 à 1. On peut juger par là de l'incertitude qui règne dans toutes ces supputations où « l'on est obligé, dit justement M. Cartailhac, de s'en rapporter aux impressions des naturalistes. »

A quoi servirait d'ajouter un nom de plus à la longue liste des inventeurs de chronomètres, et un chiffre à ses évaluations qui vont de 1.200.000 ans à 10.000 ans. L'étude des éboulis des grottes et des dépôts de calcite sur leurs parois suffit à mettre l'observateur en garde contre les systèmes basés sur les causes naturelles. Cela ne veut pas dire qu'on mette fin aux investigations, puisque, au contraire, les divergences nous avertissent que nous n'avons pas la solution du problème, et qu'il faut la rechercher, mais en posant d'abord la question sur son vrai terrain et en faisant concourir toutes les observations à ce but.

C'est vraiment dans une époque géologique pour l'Europe, du moins, que se trouve le point de départ de la chronologie préhistorique; mais il faut regarder de près cette époque et savoir exactement ce qu'elle contient. « Le Quaternaire, appelé pléistocène dans ces premières phases, a trouvé les vallées creusées; et il y avait eu probablement plusieurs alternatives de remplissage et de déblaiement. Les précipitations atmosphériques étaient alors dix

(1) On peut se faire une idée de la valeur de ces chronomètres quand on voit que la corrosion du calcaire est regardée comme l'un des plus sérieux » (G. de Mortillet). Ils reposent, d'après leurs inventeurs, sur une simple proportion mathématique, tandis qu'ils exigeraient une progression dont la *raison* nous est inconnue.

(2) M. Boule et L. Farges, *Le Cantal*, Paris, Masson, p. 74. Le professeur de Paléontologie du Muséum est toujours doublé d'un géologue qui a fait ses preuves. C'est aujourd'hui M. Marcellin Boule, successeur de l'éminent M. Albert Gaudry.

ou vingt fois plus abondantes que de nos jours, et des mouvements du sol ont dû à plus d'une reprise restituer aux rivières une pente torrentielle. C'était une activité tout à fait exceptionnelle des agents extérieurs dont rien aujourd'hui ne peut nous donner une juste idée. Le monde organique ne s'est enrichi d'aucune espèce nouvelle ; les variations de la faune se réduisent à la disparition de quelques grands pachydermes. Dans la faune marine, aucune modification ne s'est fait sentir. De la sorte, si les dépôts terrestres de l'époque ne nous étaient pas connus, il ne viendrait à l'idée d'aucun géologue de faire, pour l'histoire du globe, non pas un système, ni un étage, ni un sous-étage, *mais même une simple assise.* »

Telle est la valeur que M. de Lapparent attribue à cette époque, d'après les plus récentes et les meilleures observations. Il conclut en disant que : « dans les faits *géologiques* de l'époque pléistocène, rien absolument ne motive les évaluations considérables devant lesquelles certains auteurs n'ont pas reculé. » Un seul fait, dit-il semble acquis, mis en lumière par les géologues américains, c'est le départ définitif des glaces laurentiennes depuis 7.000 à 10.000 ans. Mais cela ne nous dit rien de l'homme qui n'a pas laissé de traces dans ces contrées durant cette époque.

Dans la poursuite de cette chronologie de l'homme préhistorique, il faut s'aider de toutes les recherches, encore que certaines d'entre elles ne permettent pas d'arriver à des évaluations en chiffres. C'est ainsi, par exemple, que M. de Lapparent fait, pour le primitif quaternaire, la réflexion que M. de Gaudry faisait déjà pour l'homme tertiaire, disant que c'est faire peu d'honneur à l'intelligence humaine que de laisser dans le même état « pendant des centaines et mêmes des dizaines de mille années, l'homme qui avait déjà su tailler les silex de Saint-Acheul et du Moustier. »

Dans cet ordre d'idées, on trouvera une très grande difficulté, sinon une impossibilité matérielle à maintenir si longtemps à l'état exclusif de chasseur la population qui par la suite serait devenue relativement très dense. Même au milieu d'une faune abondante il est reconnu que le genre de vie du pur sauvage exige de grandes étendues. En Amérique, par exemple, on estime que pour une tribu de chasseurs il faut 78.000 mètres carrés à un homme pour vivre. Prolonger hors de raison l'existence de telles peuplades, c'est poser une cause dont les effets ne nous échapperaient pas : la destruction du gibier et le dépeuplement rapide de la terre, ce que rien n'autorise à voir dans le monde quaternaire.

(1) De Lapparent, *Traité de Géologie*, Paris, Masson, 1900, p. 1570, 1641 et suiv.

Aujourd'hui que les stations moustériennes sont assez bien connues, on trouve dans leur statistique une forte raison de révoquer en doute les chiffres énormes de certaines chronologies. Quand on compare, par exemple, les 100.000 ans du moustérien avec le nombre des stations et la quantité des silex, dût-on, par la suite décupler les découvertes, on ne trouve rien de la proportion qui devrait exister entre les deux termes. Tout ce que l'on sait de cette époque par les gisements des grottes et des champs donne certainement l'impression d'une durée que l'on ferait très courte si l'impression n'était pas une base fragile en archéologie comme en géologie.

Les observations faites dans les grottes sur les débris animaux feront surtout toucher du doigt l'exagération des dates reculées à l'excès. Je citerai principalement la grotte du Trilobite dont le gisement, situé à l'entrée, comprenait un remplissage de 6 mètres d'épaisseur. A la base, dans le limon de rive qui recouvrait le plancher, s'étalait la couche moustérienne : puis venaient dans les détritiques, trois couches magdaléniennes intercalant une couche solutréenne et recouvertes par une couche à poterie primitive de 50 cent. Il y avait donc, sur 5 m. 50, un ensemble allant de la fin du moustérien à la fin du Magdalénien représenté au sommet par une couche à faune de renne seul. D'après la chronologie de G. de Mortillet, l'époque de la Madeleine occupe 33.000 ans, celle de Solutré 11.000 soit 44.000 ans auxquels on peut ajouter au minimum, 11.000 ans pour la fin du Moustérien, lequel aurait duré en tout 100.000 ans. C'est donc 55.000 ans qui correspondent au dépôt de remplissage de 5 m. 50, et l'on voit tout de suite avec quelle lenteur il se serait effectué. Au point de vue géologique, on ne peut objecter l'impossible ; mais le dépôt contenait des ossements ou mieux des fragments d'ossements à tous les niveaux, tantôt formant des lits, mais le plus souvent disséminés dans la masse. Or, tous ces débris, comme on peut s'en assurer, sont dans un état de conservation parfaite ; et ils ne doivent de l'être que parce qu'ils ont été recouverts assez promptement, et protégés contre les influences de l'air et le piétinement de l'homme et des animaux. Dans l'hypothèse de la chronologie citée plus haut, il aurait fallu 500 ans pour produire une couche de 5 cent., à peine suffisante pour enfouir certains de ces débris. Qu'on expose ainsi des ossements, seulement pendant 5 ans, c'est-à-dire 100 fois moins longtemps ; et l'on verra s'ils pourraient garder l'état de fraîcheur et de conservation dans lequel chacun peut admirer les débris animaux du musée des grottes de la Cure.

La date et la durée de l'époque moustérienne restent à trouver ;

cela ressort des nombreuses chronologies exprimées en chiffres et qui sont si discordantes. Le point de départ, qui sont les causes naturelles, est trop sujet à des interprétations erronées, surtout quand il s'agit de l'époque quaternaire. Il faut donc reprendre l'examen et conduire ces recherches dans toutes les directions. C'en est une que j'indique tout particulièrement à l'attention des préhistoriens dans ces observations des grottes que d'autres ont pu faire et dont les résultats sont sous les yeux. Elles ne donnent pas lieu à des chiffres, mais elles ouvrent l'esprit à des réflexions justes et prudentes ; et débayer le terrain c'est déjà faire quelque chose d'utile à la construction de l'édifice (1).

Tel est, à cette heure, le portrait que l'anthropologie peut tracer de l'homme de la pierre éclatée, qu'on appelle le Moustérien. Il est ébauché d'après la science des faits et les interprétations les moins hasardées ; aller plus loin ce serait faire œuvre de fantaisie. Aux tendances qui cherchent à rabaisser ce primitif, je me suis donné de garde de répondre par des tendances opposées : les faits seuls, si nombreux dans nos vallées et nos grottes, ont parlé. Je crois donc pouvoir répéter, sans crainte, ce que je disais dans *Les débuts de l'Homme dans l'Avallonnais* : « sur le front déprimé des crânes les plus anciens, on voit, quand même, briller le reflet de l'Intelligence infinie » (2).

XXXVII

L'ABRI

Dans le même pilier rocheux de la Roche-au-Loup, mais en aval et tout à l'entrée du vallon de Ravereau, on trouve au pied

(1) De Saprota, bien connu pour ses beaux travaux sur la flore fossile, a donné une des meilleures descriptions des « Temps quaternaires. (*Revue des Deux-Mondes*, septembre 1881.) A part quelques rares expressions comme « l'homme se réfugiant au fond des cavernes », son portrait de l'homme préhistorique est fidèle. Il ne donne pas sa chronologie, ce qui a dû être une déception pour ses lecteurs ; il fait même remarquer que M. John Evans, un de nos plus savants préhistoriens « a renoncé à proposer un chiffre qui ne reposerait sur rien de sûr. »

(2) Cette notice est une lecture faite à la séance extraordinaire de la Société tenue à Avallon en 1904. Elle sera insérée dans le *Bulletin* et tirée à part. On y trouvera un tableau de toutes les civilisations primitives.

de l'escarpement une petite chambre régulière de 3 m. 50 sur 2 m. 50. Son plafond, qui est à 3 mètres de hauteur, est excavé de deux grandes cheminées. L'entrée est tournée à l'ouest, du côté du vallon, mais sa diaclase est, comme ailleurs, dirigée S. N. Le plancher est uni comme un dallage ; il était recouvert de 30 cent. de terre sèche qui n'ont absolument rien donné. L'Abri de Ravereau a été de tout temps dédaigné des hommes de la pierre, mais il paraît qu'il sert quelque fois d'atelier aux fabricants d'allumettes chimiques.

XXXVIIILE CACHOT

Ce que j'appelle le cachot de Ravereau est une petite grotte dont on aperçoit l'entrée entre les deux autres, à 25 mètres en aval de la Roche-au-Loup. On s'y introduit en rampant, et l'on descend dans une petite chambre qui a 7 mètres sur 5, et une hauteur de 2 mètres (F. 5). Comme la précédente, son ouverture est à l'ouest mais sa diaclase originaire est S. N. Le remplissage était de terre brune, sèche, mêlée de quelques grosses pierres, le tout bien remanié par les animaux fouisseurs. Mais l'inconvénient n'était pas grand, car la grotte n'a donné que de la poterie et quelques rares débris du bœuf, du mouton et du cerf.

La poterie est la sorte commune avec engobe ; aucune n'est grossière, et deux morceaux sont à glaçure noire. Il y a des fragments notables appartenant à 10 vases différents de bonne grandeur, à engobe noir ; ils ont des rebords incurvés ou renversés se terminant par un fort boudin ou bourrelet bien moulé. C'est une poterie soignée et bien cuite quoique faite à la main dont il n'a pas encore été trouvé d'analogue dans nos grottes. Il y a les rebords de 21 vases différents dont l'un avait 25 cent. d'ouverture ; un seul morceau est orné de traits à laèvre.

Il n'y avait pas trace de silex dans la grotte, mais on a recueilli un mors de cheval, brisé, en fer de 24 cent. de longueur que M. Hubert, attaché du musée de Saint-Germain, rapporte à l'époque de la Tène, c'est-à-dire au second âge du fer. Je suis très porté à croire que la poterie, d'une exécution hors de l'ordinaire, est contemporaine de cette pièce et ne remonterait pas plus haut que 400 ans avant J. C. (Chronologie de Montélius).

Enfin on a ramassé quelques morceaux de poterie gallo-romaine assez belle.

XXXIX

LA CREVASSE

La bordure rocheuse du vallon remonte, à partir de la Roche-au-Loup, en formant retrait, jusqu'à la ferme de Ravereau où elle forme un pilier terminal. A cet endroit resserré, le vallon se creuse en ravine de 5 à 6 mètres de profondeur et sur le bord s'élève d'un seul jet un rocher de 22 mètres de hauteur, isolé de trois côtés et sillonné d'une cannelure à son sommet. Sur la face ouest, on voit une ouverture ovale, très étroite, à deux mètres au-dessus du sol, et qui donne accès dans un couloir. C'est une crevasse (F. 6) de 30 à 50 cent. de largeur, qui est praticable sur 18 mètres de longueur, formant vers l'extrémité un carrefour où les diaclases se croisent en X. Une branche revient sur la Chambre-à-l'Ermite, mais on ne peut la suivre jusque là. Dans la petite chambre du carrefour on a fouillé sans résultat un médiocre remplissage d'argile pierreuse.

XL

LA CHAMBRE-A-L'ERMITE

La cavité, qu'on nomme ainsi dans le pays, se présente actuellement comme une salle taillée dans le massif, mais ouverte sur tout le côté sud (F. 6). Elle mesure 9 mètres sur 6, et 4 mètres de hauteur, et s'oriente N. E. — S. O. La cloison qui la fermait a été démolie depuis peu, lors des réparations du canal. Autrefois elle formait une chambre de 7 mètres sur 6 s'ouvrant au fond, sur chaque côté, par des couloirs et des portes dont l'une a gardé encore ses gonds. Sur le plancher bien uni, on montre deux saillies qui seraient le lit et le siège de l'ermite. Sur le plafond on voit deux diaclases latérales et une troisième formant diagonale. A côté, est une ancienne carrière qui a fortement entamé le rocher, et la chambre paraît être un abri ménagé par les carriers dans une cavité préexistante. C'est cet abri, abandonné par la suite, qu'un ermite avait choisi comme refuge.

M. l'abbé Beau, ancien curé de Mailly-la-Ville, nous a conservé ce souvenir dans ses *Mémoires sur l'apiculture* (Sens, Duchemin, 1873). L'histoire détaillée des grottes demande qu'on dise un mot de ce vrai troglodyte moderne, d'un genre à part, dont les anciens parlent encore.

Au milieu du XVIII^e siècle, un jeune homme riche, adonné au plaisir, tomba dans la misère. D'abord désespéré, il se ressaisit par la foi, et prenant la robe de bure du Tiers ordre de Saint-François, il vint, sans qu'on sut jamais son nom de famille, se fixer à côté de la ferme de Ravereau appartenant à la Chartreuse de Basseville. Frère Paul avait pour tout mobilier un prie-Dieu, une commode et un meuble à compartiments en marqueterie porté sur deux colonnes cannelées, seul reste de son riche mobilier ; au fond était le grabat et quelques corbeilles. Sa vie se passait à méditer, à visiter les églises et à travailler des mains. Il rassemblait les enfants sur la place et leur faisait le catéchisme, il aidait les ménages pauvres et les orphelins dans leurs travaux ; il recueillait les plantes médicinales et visitait les malades. Les pères des vieillards de 80 ans l'avaient connu, et un habitant d'Avillon me disait qu'il avait sauvé la vie à un enfant dans un débordement subit du ruisseau.

Un jour un essaim d'abeilles vint s'abattre près du rocher, l'ermite le mit dans une de ses corbeilles de clématite ; et la colonie se multipliant, il forma un rucher qui était placé à droite au fond de la carrière, c'est pour y aller directement qu'il fit le couloir de droite. Il distribuait le miel aux pauvres, et les riches lui en achetaient, ce qui lui permettait de se procurer des images et autres objets qu'il mettait dans son meuble à marqueterie. Avec la cire, il faisait des cierges pour les églises et des chandelles pour les pauvres. Il vieillit dans cette vie austère et dévouée et fut administré par le curé de Merry.

Après la mort du frère Paul, un habitant de Bois-du-Fourneau, de ses amis, continua son genre de vie sans avoir l'habit religieux, jusqu'à la Révolution. Au moment de la Terreur, l'abbé Dumarest curé de Merry, vint s'y cacher, et par reconnaissance fit entretenir l'ermitage. Enfin, un pauvre tisserand y installa son métier tout en mendiant.

L'abbé Beau ajoute à ces détails, que la chambre était anciennement une grotte que les vieillards appelaient la grotte des Fées, demandant sérieusement ce qu'étaient devenues les fées à l'arrivée de l'ermite. Il croit qu'on a fait disparaître de la contrée de nombreux menhirs ; mais il a pu faire confusion et prendre pour tels les blocs de grès tertiaire, autrefois très communs, qui se rencontrent encore sur le plateau et dans le vallon.

XLI

LE COULOIR

Ce que j'appelle ainsi est une petite grotte située à 30 mètres, à droite de la chambre, au haut du talus, dans un rocher isolé. C'est une galerie basse et étroite, de 12 mètres de longueur et, au plus, de 3 mètres de largeur et 1 m. 50 de hauteur. Sur les deux tiers, le plafond s'est éboulé et recouvre un remplissage peu épais ; au milieu et sur le devant, il y avait 40 à 50 cent. de pierraille qui n'ont fourni aucun débris.

XLII — LII

LE GROUPE DU SAUSSOIS

Le récif madréporique n'offre pas partout la même dureté de roche. Il y a certaines parties, comme les escarpements du Bois-du-Parc qui ont résisté aux agents atmosphériques ; mais, à côté, il y en a d'autres qui ont subi le sort des calcaires stratifiés et qui disparaissent sous des talus gazonnés. Ce contraste est frappant sur les bords de l'Yonne. En amont du vallon de Raverceau, les abrupts cessent tout-à-coup, et il faut faire 1.500 mètres pour voir surgir brusquement, au hameau du Saussois, une bordure rocheuse qui se développe sur 600 mètres environ et dresse ses surfaces droites, unies ou crevassées, et d'une bonne conservation. C'est une des curiosités naturelles de la contrée.

Ce massif isolé forme, sur la rive droite, dans l'anse de Merry, une ceinture qui se dirige de l'est à l'ouest comme la rivière. J'ai relevé, sur le sommet, à l'équerre d'arpenteur, le contour sinueux de cette bordure qui simule les plis capricieux d'une vaste draperie (F. 7). Avec ce plan, on pourra mieux l'étudier en détail, y trouver les cavités qui s'y cachent et saisir les causes diverses qui en ont déterminé le modelé. Notons auparavant que les roches du Saussois ont été l'objet d'observations dans la *Statistique géologique de l'Yonne* (p. 326) et dans l'*Etude sur le terrain jurassique moyen* de M. J. Lambert (Bul. soc. de l'Yonne, 1884, p. 27).

La bordure commence au pont de Merry, à 30 mètres de la rivière, avec des abrupts de 10 mètres de hauteur. Elle forme, au début, une crête droite ourlée de nombreuses crénelures. Puis les rochers se dégagent du talus en s'éloignant de la rive ; ils atteignent 20 à 30 mètres en se découpant en gros piliers aux angles arrondis, séparés par de profonds sinus. En amont, à l'extrémité est, le cirque se rapproche à 65 mètres de la rivière en formant un cap constitué par un abrupt sans talus de 50 mètres environ de hauteur. C'est dans ces escarpements que sont excavées une douzaine de petites grottes groupées en trois séries. Mais tout l'intérêt de ces cavités se résume dans les effets de corrosion qui les ont produites.

Le pilier *a* termine brusquement la bordure, juste au milieu de l'anse de l'Yonne. Le cirque se continue en amont par des pentes rocailleuses où se dressent deux pitons rocheux, l'un massif, excavé et déchiqueté, l'autre très mince, simulant une aiguille de menhir. Ce sont les seuls témoins d'une muraille détruite. Sur le côté est du pilier qui se relie aux pentes par des escarpements, on voit presque au sommet un curieux monolithe que j'appelle la *Planchette* ; il a 11 mètres de hauteur, 6 de largeur à la base et seulement 70 cent. d'épaisseur ; il marque exactement la direction des diaclases.

Il y a, en face, un peu au-dessus, deux petites galeries que j'appelle les grottes de la *Planchette* (XLII, XLIII). La première est un couloir de 25 mètres et plus de longueur, avec une bifurcation à 15 mètres, et de 80 cent. à 1 m. 50 de largeur, et 1 mètre à 2 m. 50 de hauteur. Une fouille faite à l'entrée sur 2 mètres de profondeur, n'a presque rien donné : un maxillaire inférieur de mouton et un morceau de poterie, façon néolithique. La seconde, à côté, au-dessus d'un ressaut, n'est qu'une crevasse en partie sans toit, de 15 mètres de longueur. L'entrée, dans un remplissage de 1 mètre d'épaisseur, m'a donné une rotule de bœuf, une omoplate de mouton et un morceau de poterie, façon néolithique.

Le grand pilier *a*, large de 30 mètres, est intéressant à examiner. Sur son flanc est, remontant à la *Planchette*, il est d'abord sillonné de 3 larges cannelures horizontales et contiguës ; puis, plus haut, la roche est découpée en tranches verticales, anguleuses, excavées. Au pied, et en avancée, se détache un rocher relié au massif par une cloison découpée à jour qu'on nomme le *doigt du diable* ou de Gargantua ; il est haut de 24 mètres. Sur le front du pilier, au milieu, se dessine une crevasse profonde à multiples excavations, semblable à un puits coupé en deux. A 16 mètres de hauteur, on aperçoit la date de 1852 inscrite au-dessous d'une de ces cavi-

tés. Il y a là une grotte que j'appelle la *Chambre-Haute* (XLIV) où sont montés, m'a-t-on dit, à l'époque indiquée, M. Salmon, maire et M. Laurent, curé de Merry. Ils n'y auraient rien trouvé qu'une salle basse à plancher rocheux.

Le sommet du pilier, qui forme surplomb, est entamé, à gauche du puits, de 3 cannelures horizontales groupées, et à droite, de deux autres qui sont à un niveau inférieur. Les deux séries n'occupent donc, chacune, qu'une moitié du pilier sans se correspondre. On peut observer, à la base du massif, à gauche, une longue fissure plongeant à l'ouest, qui ressemble à un joint de stratification. Sur le flanc gauche du pilier, qui est ondulé, on remarque deux cannelures larges, profondes qui se relient à celles du front. Sur ce point la roche est tendre et se délite par l'effet du gel en minces plaquettes, et les surfaces s'excavent visiblement chaque année. En remontant dans l'anse *a*, on voit la roche marquée d'une, puis de deux cannelures ; et il est à remarquer que toutes ces cannelures de l'anse sont placées à l'opposé du cours de la rivière.

Cette première anse sinueuse, profonde, s'arrête à l'ouest à un gros pilier qui se continue par une longue façade découpée en trois contreforts qui abritent un autre groupe de 5 grottes. Le pilier principal *b* présente sur son flanc est, celui que les eaux auraient battu, de grandes surfaces unies, entamées seulement de 3 cannelures groupées, longues de quelques mètres. On y trouve deux cavités, la première est l'*Abri* (XLV) sous roche, de 10 mètres de largeur sur 6 de longueur et 8 de hauteur, situé à 15 mètres au dessus de la vallée. On y remarque les ruines d'une maisonnette qui est indiquée sur le plan cadastral ; elle a été construite, paraît-il, et habitée longtemps par un pêcheur de profession. Une fouille dans le remplissage de 30 centimètres ne donne aucun résultat.

Un peu plus haut, on rencontre le *Soulerrain* (XLVI), petite galerie de 16 mètres de longueur, 1^m50 de largeur et 1^m30 de hauteur à l'entrée. Cette grotte paraît sèche, cependant son remplissage de 30 à 50 centimètres d'argile jaune et de pierraille n'a fourni aucun débris ancien ou moderne.

Le petit pilier suivant, *c*, est sillonné de plusieurs fentes du haut en bas ; et sur le côté gauche, il porte de grandes cuvettes. A l'angle de droite, il y a une petite grotte, les *Arcades* (XLVII), qui offre un toit en partie démoli et dont les restes forment des arcs-boutants découpés. La cavité comprend un petit couloir de 6 mètres de longueur, et à côté, une petite chambre ovale qui avait 1 mètre de remplissage. On y a trouvé, à 50 centimètres, de la poterie gallo-romaine avec des os de mouton.

Le pilier qui suit, *d*, renferme une petite galerie (XLVIII), le *Couloir*, de 8 mètres de longueur sur un mètre de largeur ; c'est un abri bien sec, agréable, et cependant rien n'est sorti de son mince remplissage. Dans l'anse qui sépare ce pilier du dernier, *e*, on voit de grosses roches éboulées formant barricade, il faut grimper pour arriver à la curieuse grotte des *Éboulements* (F. 8) (XLIX). Comme les autres, c'est une galerie qui finit brusquement à 12 mètres, mais son entrée, de 6 mètres de hauteur et 5 de largeur, est belle, encadrée de deux blanches murailles cristallines où se voient des fossiles madréporiques. Sur le côté, une crevasse, de 7 mètres de longueur, remonte au sommet du massif ; et l'on remarque des pans de roche qui semblent prêts à se détacher.

Dans l'anse large *e*, qui fait suite, se trouve le passage de l'unique sentier de la côte ; mais il y a ailleurs des percées plus ou moins faciles qu'indique le plan. C'est à cet endroit, le plus proche du plateau, que la bordure a le plus souffert : on voit, à flanc de coteau, des blocs arrêtés que la génération actuelle a vus s'ébouler, et il y a des pans qui menacent.

Le pilier *f*, très découpé, montre sur son flanc gauche une cuvette et une cannelure large dirigée obliquement. L'anse large *f*, qui vient après, marque le milieu du cirque et le plus en retrait. Elle aboutit, à gauche, à un gros pilier ondulé qui porte une cannelure et des cuvettes rondes et ovales placées selon la verticale. Sur la partie d'aval, ce sont plutôt des fentes toutes en hauteur avec une large cannelure dirigée obliquement et 2 cuvettes : la roche est très délitée à cet endroit.

Après une anse étroite et profonde, on trouve une ligne d'escarpements presque droite, très fissurée, marquée de quelques cuvettes ; et les grottes recommencent. C'est d'abord l'*Escalier* (L) qui a 6 mètres sur 5, avec un ressaut au milieu et deux fortes diaclases au plafond (F. 9.) il est sans remplissage. Dans l'anse qui succède à ce massif, au côté gauche, la roche s'est découpée et forme une aiguille. Le reste de la bordure est peu ondulé et présente seulement trois saillies ; quelques cuvettes et de nombreuses fissures. Dans la première saillie, bien découpée en pilier, existe une petite grotte, le *Poulailler* (LI), qui sert d'abri à la volaille ; elle a 6 mètres sur 3 et peu de remplissage. La deuxième est excavée d'une galerie étroite de 10 mètres, dont le sol rocheux remonte vers le plateau. et que j'appelle la *Cheminée* (LII).

Ce petit plateau, qui forme la terrasse du cirque, est complètement arasé ; il porte quelques blocs de grès gris et de poudingues tertiaires. Sur la surface raboteuse, se dessinent nettement les diaclases dirigées S.-N, qui découpent la roche en tranches nombreuses formant des saillies assez fortes.

La préhistoire n'a donc rien à recueillir aux grottes du Saussois dont deux seulement, sur onze, ont fourni des traces de l'occupation de l'homme à l'époque de la pierre polie ou du métal. Ce délaissement complet des grottes de la vallée de l'Yonne paraîtra inexplicable, alors surtout qu'on en trouve deux tout près, à Rave-reau, qui ont été fréquentées. Ces grottes bien exposées et actuellement saines n'étaient-elles pas autrefois très humides ? Ce serait une raison à ajouter à celle qui nous montre l'homme primitif vivant plutôt au grand air.

Une question intéressante de géologie reste seule à traiter, et elle se présente à l'esprit du visiteur à la vue de ce prodigieux travail des siècles dans le massif corallien. Quelle en est l'origine ? faut-il l'attribuer à la rivière, c'est-à-dire à l'érosion, ou au contraire à la corrosion des eaux d'infiltration ? Les cannelures, en particulier, sont-elles, oui ou non, l'œuvre des courants fluviaux ?

Sur ce dernier point surtout, les opinions sont différentes. J'ai entendu en 1899 M. Vélain, professeur de géographie physique à la Faculté des sciences de Paris, et auteur de la carte géologique de la région, émettre l'hypothèse d'érosion par la rivière, dans une excursion avec ses élèves « aux méandres encaissés de l'Yonne et de la Cure. » Louis Lartet pensait autrement (1) : « des larges sillons de la vallée de la Vézère qui courent parallèlement à plusieurs niveaux et se prolongent fort loin... en y regardant de près, on reconnaît aisément qu'elles sont produites par la dégradation de couches tendres, feuilletées, propres à l'imbibition, intercalées au milieu d'assises plus résistantes, sous l'influence des agents atmosphériques et particulièrement à la suite des gelées. L'exactitude de cette explication est démontrée par l'indépendance des cannelures par rapport au talweg de la vallée ; ainsi, la Vézère coule de droite à gauche et les cannelures plongent de gauche à droite. » C'est l'avis de M. Cotteau (2) pour les rochers du Saussois en particulier : « Ces sillons profonds et horizontaux, dit-il, qu'on serait tenté d'attribuer aux vagues, sont plutôt le résultat de l'influence atmosphérique agissant avec plus ou moins d'intensité suivant la dureté de la roche. »

Nos escarpements sont loin d'avoir l'importance des célèbres falaises de Saint-Mihiel (Meuse), de la même formation, ou des

(1) L. Lartet, *Une Sépulture des troglodytes du Périgord*, Bull. soc. auth. de Paris, 2^e série, t. III, p. 337.

(2) Cotteau, *Congrès scientifique de France*, Auxerre, 1858, p. 819.

rochers de Poitiers et de la Vézère ; mais les remarques de Lartet leur conviennent et même plus justement. Le plan du cirque du Saussois et la description détaillée permettront au géologue d'en juger sans avoir besoin de visiter les lieux.

On a vu que les excavations superficielles sont de deux sortes : les cannelures ou sillons larges et longs et les cuvettes ovales qui leur sont souvent associées. Les uns et les autres affectent des surfaces qui toutes sont délitables, sauf le sommet du premier pilier ; et, de fait, le creusement s'opère toujours. Les cannelures sont partout très limitées ; on ne trouve pas un front ou un flanc de pilier sillonné dans sa largeur totale. Quant aux cuvettes, elles sont quelquefois allongées de haut en bas ; et les cannelures mêmes sont dirigées obliquement. Ajoutons que ces excavations, qui manquent souvent aux endroits où le courant devait frapper, se montrent fortement accusées dans la direction opposée. De plus, ces accidents manquent presque totalement à Mailly-le-Château, au Bois-du-Parc et à Saint-Moré ; à Arcy, il y a seulement deux endroits restreints qui sont cannelés.

On ne peut donc pas voir dans cet éparpillement des cavités, limitées à un seul massif des méandres, l'action régulière et constante de l'érosion d'un cours d'eau. Cette action se présenterait comme un sillage général plus ou moins accusé suivant la force du courant et la résistance de la roche. La cause doit plutôt être attribuée aux eaux pluviales fouettées par les vents du sud ou de l'ouest sur des surfaces plus ou moins tendres, auxquelles s'ajoute l'action détritique. Les cannelures groupées et limitées sont des indices de bancs intercalés dans le massif dur ; il y en a un exemple à la côte d'Arcy où des bancs très distincts de calcaire tendre, de quelques mètres de longueur, sont noyés dans la masse réciforme.

En résumé, la bordure des escarpements du Saussois, avec son plateau découpé en tranches, ses colonnes isolées sur les pentes, ses rochers fouillés par des caps et des anses, ses nombreuses grottes, crevasses et cheminées, porte visiblement le cachet des actions corrosives. La cause initiale est le système de diaclases dirigées S.-N. auquel se rapportent tous les autres accidents caverneux ; les eaux d'infiltration ont produit les découpures et leurs grottes, et, sans doute, la rivière a donné le dernier modelé.

LIII.

LA ROCHE-CREUSE (Brosses)

—

En remontant l'Yonne, à 600 mètres environ de l'extrémité est du cirque du Saussois, on voit une source abondante qui sort du pied de la côte, au bord de la route. C'est la source de Réchimey (Archimey, disent les gens du pays) qui est regardée comme la réapparition du ru de Brosses qu'on voit disparaître sur l'autre versant. Ce fait a été prouvé par M. le Couppey de Laforest, ingénieur-agronome de la ville de Paris, en mai 1902. Nous jettions ensemble la fluorescéine vers Chevrèches, et l'on constata son arrivée à Réchimey, distant de 1500 mètres ; le courant souterrain faisait 160 mètres à l'heure.

Le ruisseau de Brosses a donc abandonné son canal naturel qu'on retrouve à cinq cents mètres en aval de la source. C'est maintenant un vallon toujours sec, très sinueux qui, au contraire des autres, s'élargit en remontant. Il est creusé dans le corallien jusqu'auprès de Chevrèches où l'eau se perd insensiblement sur un fond de grande Oolithe et d'Oxfordien à Chailles. Ce ru de Brosses est intéressant à étudier : il sort du petit étang de Marot par de nombreuses sources. On veut qu'elles soient alimentées par le lac de Grande-Fosse qui se trouve dans le bois des Ferrières à plus de 4 kil. de là. Ce lac (1) est une simple cuvette de 25 m. de diamètre envahie par les herbes comme un marécage, et rien n'annonce la profondeur et la communication qu'on lui attribue. De Marot, le ru court en ligne droite sur 6 kil. ; mais arrivé à Chevrèches il s'appauvrit tout le long du hameau ; l'été il le dépasse peu ; l'hiver il s'allonge de 800 mètres environ, jusqu'au pied de la côte corallienne. Dans les crues importantes, celles de 1896, par exemple, que j'ai vue, les eaux réunies du ru de Brosses et du ru de Bois-d'Arcy formaient un petit torrent ; et le courant descendait encore 500 mètres plus bas, puis il s'étalait comme une nappe que la terre absorbait sans aucun mouvement de l'eau. La source de Réchimey jetait alors des bouillons d'une eau jaune qui indiquait bien son origine.

(1) Un *lac*, dans le pays, se dit d'une très petite étendue d'eau ; les lacs abondent : celui de Bois d'Arcy est un trou de 20 mètres de longueur.

Dans cette petite vallée, entre Brosses-le-Bas et Chevrèches, se trouve une petite cavité qui a donné son nom au hameau (*cava rocca*, roche creuse. On dit aussi Chevroches, comme on dit le réchon et le rochon). Elle a été signalée par la *Statistique géologique de l'Yonne* (p. 583). C'est une chambre bien ouverte et bien en vue, de 8 mètres de largeur et 4 mètres de hauteur qui a son plancher au niveau de la vallée. Elle est creusée dans le Bathonien, à la base du calcaire à lits de silex, qui acquiert sur la côte de Brosses une puissance de 50 à 60 mètres. La cavité, comme sa diacase, est dirigée S.-E. N.-O. occupant le pilier terminal d'un cap qui forme un barrage au ruisseau. Des fouilles faites en trois endroits ont montré sur le devant, un remplissage de pierraille peut-être en partie rapporté, de 60 à 80 centimètres ; puis, sur le plancher rocheux, 20 à 30 centimètres d'argile fine, tassée, toute rougie et contenant des cendres et du charbon. Des morceaux de poterie faite au tour et bien cuite et un rognon de scorie lourde de fer indiquent qu'on a affaire aux Gaulois ou aux Gallo-Romains. Toute la vallée d'ailleurs est riche en gisements de ce *mâchefer* de toutes les époques. Au moyen-âge, l'abbaye de Vézelay avait encore des forges sur le ru de Brosses.

LIV

LA GROTTE DES FÉES (Châtel-Censoir)

Le vallon terminal du ru de Brosses s'appelle plutôt vallon de Vaulabelle et forme, vers la seconde ferme, une branche qui remonte au sud vers le bois du Crot-Rouge. Dans ce vallon secondaire se trouve une grotte bien cachée et appelée la grotte ou mieux le Crot des Fées : « C'est là, me disait un vieillard, que les fées habitaient, et par des souterrains elles s'en allaient sortir à la fontaine d'Archimey ». On peut y arriver par le chemin qui de Chevrèches va à Châtel-Censoir ou par le chemin du bois qui tombe dans celui-ci. La grotte est à 10 mètres de ce dernier et à 250 mètres environ du bord du bois, au pied de la petite côte, mais avec une entrée à raz-terre couverte de broussailles.

C'est une galerie droite, dirigée S.-O. N.-E., finissant brusquement, de 26 mètres de longueur, de 2 mètres au plus de largeur et de 2 à 3 mètres de hauteur, excavée dans les calcaires oxfor-

diens (argoviens). On voit d'abord un couloir de 9 mètres terminé par un étranglement ; plus loin, sur la gauche, s'ouvre une petite chambre d'environ 8 mètres de longueur sur 5 mètres de largeur, mais dont l'entrée est impraticable. La galerie s'élargit alors et se continue, montrant des dômes et des cheminées au plafond et des incrustations de calcite sur les parois. Des fouilles faites en trois endroits n'ont donné aucun résultat ; au niveau inférieur, la terre est rouge brique, et dans les bois on trouve de nombreux grès ferrugineux.

LV. — LXIII

LE GROUPE DE MAILLY-LE-CHATEAU

L'Yonne fait à Mailly-le Château (1) une anse très accentuée, et sur 1 kil. environ, le cirque est bordé d'une ceinture de rochers morcelés et déchiquetés qui n'excèdent pas 20 mètres de hauteur. Ils couronnent les pentes, mais quelques-uns se dressent au bord de la rivière. La bordure forme trois tronçons séparés par des combes. Celui qui se trouve tout en aval est remarquable par ses escarpements fissurés, excavés, formant corniche : on y voit trois petites grottes. Le tronçon du milieu, qui porte le bourg, n'a d'escarpements qu'à l'extrémité sud où il est séparé du suivant par une ravine profonde bordée d'abrupts corrodés, de 50 à 60 m. de hauteur. Il s'y trouve trois grottes également. Le tronçon d'amont en a un pareil nombre.

LV. *Le pain de Sucre.* — C'est la première grotte à l'est, la plus éloignée de Mailly. Elle est située en face la pointe de l'île, à 50 m. environ de hauteur dans un rocher qu'on nomme, à cause de sa forme, le Pain-de-Sucre. C'est la seule grotte qui ait un nom dans le pays. La cavité forme une chambre de 4 mètres de longueur sur 5 de largeur, se continuant sur le côté par un boyau de 5 m. ; elle est haute de 2^m50 à l'entrée et de 5 mètres au milieu. Sa diaclase est orientée S.-O. N.-E. sur un côté, son plancher rocheux est à fleur, sur l'autre on a trouvé un remplissage très sec de 1^m20 d'épaisseur dans lequel on n'a récolté que des débris modernes et des tuiles à rebords de l'époque gallo-romaine.

(1) De Martonne, *Une excursion de géographie physique dans le Morvan et l'Auxois*, Annales de géographie, 1899, p. 408 (photographie de Mailly-le-Château.

LVI. *La grotte des Nomades* — Plus en amont, mais sur le bord de la rivière et de la route, s'élèvent deux contreforts dont le premier est très évidé : je lui donne le nom de ses visiteurs habituels. Cette roche, située à 4 mètres au-dessus de la vallée, a une largeur de 13 mètres et offre une galerie sinueuse de 15 mètres, avec deux culs-de-sac. Elle montre deux ouvertures opposées, une grande fenêtre à sa façade et un plafond s'élevant à 8 mètres. C'est un bel exemple de corrosion ; mais le préhistorique y est absent : quelques fouilles aux endroits où se trouve un peu de remplissage ont donné de la poterie probablement romaine.

LVII. *La grotte des Bourreliers*. — A 20 mètres plus loin, le second contre-fort présente une excavation dirigée S.-N. On y voit, au milieu, une cuve assez profonde, en pierre, dont, certes, l'emploi ne se devinerait pas : elle servait, paraît-il, aux anciens bourreliers à tanner les peaux d'âne. Ce souvenir d'une industrie locale assez primitive, et qui est destiné à s'effacer, peut être attaché à cette grotte qui reçoit aussi les nomades. C'est une petite galerie simple de 12 mètres de longueur, 4 mètres de largeur et autant de hauteur. Sa diaclase médiane est bien apparente, et les parois ont des indices de stratification. Trois sondages ont été faits sans aucun résultat : à l'extrémité, dans un remplissage de pierraille de 40 centimètres, au milieu, dans une argile ocreuse de 80 centimètres, et à l'entrée, dans la même terre.

LVIII. *La grotte des Enfants*. — Au fond du cirque, dont la bordure rocheuse porte les anciennes murailles et le château, on trouve un groupe de trois cavités. La première, en aval, que j'appellerai grotte des Enfants, parce qu'elle est très fréquentée par eux, s'enfonce au pied de l'abrupt dans la direction S.-E. N.-O. Elle forme une chambre ovale de 8 mètres sur 6, haute de 2 m. au plus. Au milieu, la roche est à nu, mais sur le devant, dans une fosse, on a trouvé 1 mètre 80 et plus de remplissage de terre fine et sèche. Cette fouille, de 4 mètres de longueur, n'a pas fourni le moindre indice de l'occupation préhistorique.

LIX. *La grotte des Cristaux*. — Cette cavité est à 6 mètres en amont de la précédente, au même niveau et dans une direction S.-N. magnétique. Elle est intéressante par l'intercalation de nombreux cristaux de calcite dans la roche : ce sont des veines, des poches, des réseaux qui imitent le ciment d'une blocaille. Cette imprégnation du massif se remarque sur tout le talus et paraît descendre jusqu'en bas. Au milieu de la grotte, un petit remplissage de 40 centimètres n'a donné comme ailleurs qu'un résultat négatif.

LX. *La grotte du Château.* — Les escarpements se développent sous le château, et sur 20 mètres de longueur, forment une corniche très saillante jusqu'au pilier corrodé qui cache une grotte. Elle est à 30 mètres de la précédente et à 10 mètres plus bas. Sa façade bien en relief, haute de 15 mètres environ, est percée d'une grande fenêtre en haut et d'une petite au pied par où l'on pourrait passer. L'entrée se trouve sur le côté gauche au-dessus d'un ressaut de quelques mètres. On arrive à une galerie en contrebas, orientée S.-N. magnétique, longue de 15 mètres, large de 1 à 3 mètres et haute de 10 mètres environ. C'est le type de la crevasse. Le plafond, sur le devant, est fissuré, et de peu d'épaisseur ; un fort pilier en maçonnerie le soutient. Il n'y a qu'un remplissage insignifiant.

LXI-LXII. *Les grottes de la Ravine.* — Les grands escarpements, qui forment la tête du troisième tronçon de la bordure, renferment deux petites cavités sans intérêt qui sont plutôt des niches. L'une a 5 mètres de longueur sur 2, avec une cheminée à l'entrée ; l'autre mesure 3 mètres sur 2, elles ont le rocher pour sol.

LXIII. *La grotte du Pertuis.* — Les escarpements disparaissent en amont, non loin de la ravine ; on ne voit plus au bout du faubourg, en face le pertuis, qu'un rocher isolé et très excavé. La grotte, située au sommet de la pente, est une chambre orientée S.-E. N.-O., de 15 mètres de longueur sur 8 de largeur, au milieu, et 2 mètres 50 de hauteur. On trouve aussi une seconde cavité en sous-sol, très basse de plafond. La grotte a ses parois farcies de groupes de cristaux, quelquefois disposés en éventail ou enchevêtrés dans tous les sens. Il y a au plafond une diaclase médiane et de petites cheminées ; la façade est percée d'une fenêtre. Le remplissage, de 50 centimètres d'épaisseur, où la terre est mêlée de débris de cristaux en plaquette, ne contient que les ossements des fousseurs habituels.

LXIV — LXVII

LE GROUPE DE LA TOUR

LXIV. *La grotte du Demi-Monsieur.* — Un peu en aval de Merry-sur-Yonne, juste en face de la tête Ouest de la bordure du

Saussois, il y a une côte rapide où des pans de roche s'élèvent ça et là au milieu des buis. On y trouve une petite grotte, ainsi appelée, que je place dans le groupe de la Tour qui est un peu en amont du village. Elle est située sur le bord de la route de Mailly-le-Château à Merry par la Ripe, juste au tournant qu'elle fait pour descendre dans le vallon ; mais son entrée donne sur la côte. On la trouvera facilement, car ce lieu-dit est un champ entouré d'un petit mur et qui fait la limite des friches pierreuses ; on l'a devant soi, à l'ouest, quand on a passé le pont du chemin de fer. C'est une chambre de 11 mètres de longueur, 4 mètres de largeur à l'entrée et 1 mètre 80 de hauteur avec une direction S.-N. magnétique. Elle est à environ 200 mètres de l'Yonne et à 30 mètres au-dessus de la vallée. Son remplissage de 30 centimètres en moyenne a été fouillé en trois endroits sans résultat.

LXV. *La Cave*. — La Tour est une ancienne forteresse devenue une ferme qui s'élève sur la côte boisée à 500 mètres en amont de Merry. Une ligne de petits escarpements borde, sur 600 mètres environ, cette côte qui est un habitat favorable au buis. On prend le chemin de la Tour sur le bord duquel on voit un bloc de grès quartzeux dressé, de 1 mètre 50 de hauteur, portant la tige de fer d'une ancienne croix : est-ce un menhir transformé ou simplement un piédestal ? Une fouille dans le sol n'a rien donné.

A peu de distance de la maison, à gauche, on arrive, en suivant le pied des escarpements à un éboulement de roches, c'est l'entrée de la Cave qui s'est obstruée. Il faut monter sur cet éboulis pour trouver le passage qui ressemble à la bouche d'un puits par lequel il faut descendre. La grotte a 7 mètres de longueur, 2 mètres de largeur et de hauteur. On a fait des fouilles en devant et aucune trace de l'homme ne s'y est montrée ; mais on a déterré le squelette moderne d'un chevreuil qui a dû se laisser tomber dans le puits. Cette grotte a servi de cachette en 1870.

LXVI. *Le Four*. — Cette grotte, ainsi appelée par les gens à cause de sa forme ovale et de son plafond surbaissé, est à 30 m. environ de la précédente. Elle a une façade de 8 mètres percée de deux entrées que sépare un pilier ; sa longueur est de 5 mètres et sa hauteur de 50 centimètres. Le remplissage est de 30 centimètres, et dans une ouvette, sous une cheminée, de 1 mètre d'épaisseur. Il y a le limon brun des plateaux, et, comme à Saint-Moré, un nid de sablon blanc quartzeux et quelques morceaux d'ocre ; ces deux derniers produits provenant sans doute des alluvions. Le plateau qui domine les grottes est d'ailleurs recouvert d'un dépôt de graviers bien caractérisé

LXVII. *La Cabonde*. — Les deux grottes précédentes sont en dehors du bois ; celle-ci est déjà dans les broussailles et surtout au milieu de touffes opulentes de buis qui en masquent l'entrée. Elle est à environ 30 mètres de la Cave, à un niveau plus bas, au pied d'abrupts plus élevés. C'est un bel abri de 15 mètres de façade, de 5 mètres de longueur et d'autant de hauteur, qui se continue à gauche par un couloir étroit, de 12 mètres. Le remplissage est assez épais sur le devant où il atteint 1^m 70 ; c'est une terre sèche, peu pierreuse, sans foyers et très remuée par les fousisseurs. La récolte a été maigre : on a trouvé un maxillaire supérieur fragmenté de castor et quelques rares ossements de cochon et de mouton, sans compter ceux des fousisseurs. Le mobilier comprend un galet, 6 lames de silex et une vingtaine de morceaux de poterie, façon néolithique. On pouvait s'attendre à trouver aussi des objets du moyen-âge à cause de la proximité de la tour féodale ; on a été déçu : 2 morceaux de poterie samienne et quelques autres assez modernes sont toute la récolte.

LXVIII

LA GROTTE DE LA ROCHÈRE (Crain).

A 3 kilomètres en aval de Crain et à un kilomètre de Misery, sur la rive gauche, une anse profonde de l'Yonne se trouve pénétrée d'une sorte d'éperon très aigu dont le sommet forme de petits escarpements. Il y a vers la pointe une petite grotte bien détournée qui m'a été signalée par M. René de Montjoie. On y arrive facilement en suivant le bord des prés ou en prenant un chemin qui se détache de la route de Misery à Lucy et passe le chemin de fer sur un pont de bois ; une fois passé, les rochers se montrent et la grotte occupe le premier.

Elle est à 150 mètres de la rivière et 3 mètres au-dessus de la vallée, creusée dans le corallien massif, stratifié partiellement. Au pied de l'escarpement, une galerie dirigée S.-E. N.-O. traverse un contrefort très dégagé ; il y a donc deux ouvertures opposées et une autre latérale dans cette chambre de 12 mètres de longueur. On remarque à l'entrée d'amont une cheminée, puis un étranglement au milieu, et, dans la seconde partie, une fosse profonde ; la

largeur varie de 60 cent. à 4 mètres, et la hauteur de 1 à 2 mètres (F. 11).

Cette galerie a un étage, formé d'une petite chambre de 5 mètres de longueur, sur 2 de largeur et autant de hauteur, communiquant avec la chambre inférieure par les fissures du plancher épais de 80 cent. environ. Cette disposition assez rare de grottes superposées s'est déjà rencontrée quatre fois. Cet ensemble de la Rochère offre toutes les formes de la corrosion : cavités étagées, diaclases, dôme, cheminées, canaux, puits, ouvertures latérales multiples.

L'étage supérieur a ses parois à nu ; l'autre avait un remplissage pierreux de 70 cent. d'épaisseur à l'entrée et au milieu vers l'ouverture latérale. Une fouille faite à ces deux endroits est restée sans résultat (1904).

LXIX

LA ROCHE BELIN (Festigny).

La vallée de l'Yonne, à Crain, s'abouche sur sa rive gauche, à un étroit vallon qui remonte du sud au nord, par Festigny et Courson, jusqu'à Merry-Sec, sur une longueur de près de 15 kil. C'est la *Grande Vallée*, qui au niveau de Festigny s'appelle la vallée de la Roche-Belin. Ce vallon traverse sur 7 kilomètres le récif madréporique qui occasionne dans toute la longueur, mais surtout du côté ouest, une ligne continue d'escarpements peu élevés et percés d'une multitude de petites cavités. La plus considérable est la grotte dite de la Roche-Belin située à 5 kilomètres de l'Yonne et 4 kilomètre de Festigny, dans le bois de la Dame (1).

On y arrive de Festigny, même sans guide, en prenant le chemin empierré qui va aux Maisons et que l'on quitte au fond du vallon. On remonte le chemin du bois pendant 10 minutes, on compte les lignes du bois sur la côte est, et, juste en face la troisième on aperçoit le trou noir dans les rochers. En venant de Courson on prend à 200 mètres plus loin que la Tuilerie des Barres, à la borne 6, 2, la ligne du bois qui mène en 13 minutes

(1) Belin, qui signifie petit mouton, viendrait-il ici de Belen, divinité druidique, et le nom de Dame serait-il synonyme de fée ? On ne sait ; mais il n'existe aucune légende superstitieuse sur la grotte.

au fond du vallon qu'on descend 400 pas ; la grotte étant, par ce côté, en face de la première ligne.

M. le docteur Ficatier, d'Auxerre, a le premier signalé cette grotte (*Bull. Soc. sc. de l'Yonne*, 1886, XLVI). J'ai appris qu'il l'avait fait fouiller par un vieillard, le père Gorget, qui trouva une croix de fer, cachée là sans doute à la Révolution et qu'on a plantée sur sa tombe. « Cette caverne, dit l'auteur, a du être habitée à l'époque néolithique. » D'autres fouilles furent faites plus tard pour le même préhistorien par M. Marcel Lapert, cantonnier à Courson, mais aucun rapport ne les mentionne. J'ai repris ces recherches en 1904, parce qu'un sondage m'avait fait reconnaître un niveau paléolithique, et parce qu'il était décidé que toutes les grottes seraient explorées. J'ai fait ces travaux, qui m'ont obligé, pour la première fois, à séjourner hors de chez moi, grâce à la subvention que m'a accordée, sur la demande de M. Peron, l'Association française pour l'avancement des sciences. Je dois des remerciements aussi à M. Daillet, garde de ces bois qui appartiennent à M. le marquis de Lur-Saluces, à M. Cognet, facteur de bois, qui m'a procuré deux bons ouvriers, MM. Rollot, de Festigny et Jacquet, de Laurent.

La Roche-Belin est à 40 mètres environ au-dessus de l'Yonne et à 14 mètres de hauteur du fond du vallon, formant un abrupt de 5 à 6 mètres de roche massive. La grotte est une galerie droite, régulière, dirigée S.-O. N.-E., de 18 mètres de longueur, et se terminant brusquement ; elle a de 3 à 6 mètres de largeur et 4 mètres de hauteur à l'entrée. On y voit une diaclase médiane, profonde sur tout le plafond, des cheminées et des canaux ; l'extrémité est très excavée. Le plancher, qui a partout été découvert, offre des cuvettes, des puits et de nombreuses fentes. C'est donc une roche très fissurée que les eaux corrosives ont excavée dans tous les sens. Les parois sont presque partout tapissées de bourrelets de calcite qui mastiquent les fissures, il y a même une stalactite en forme de parasol qui rappelle la coquille de Saint-Jacques, des grottes d'Arcy. Elle reposait sur le remplissage dont les pierres sont soudées à sa surface ; depuis le déblaiement, elle reste suspendue à 1 mètre du plancher. Les concrétions ne se sont donc formées qu'après le dépôt des terres, c'est-à-dire à l'époque actuelle. Ces remarques dénotent une grande humidité de la grotte à l'époque préhistorique, et encore maintenant, les gouttières sont actives en temps pluvieux.

Le remplissage est presque entièrement de terre, de 1 à 1 m. 50 d'épaisseur ; au milieu de la galerie, il formait, m'a-t-on dit, une butte qui obstruait presque entièrement le passage. Un remplissage de cette sorte, remanié sans cesse par les animaux fouis-

seurs, rendait la détermination des niveaux impossible. Cependant, c'est à la base que se trouvaient le plus souvent les débris anciens. De plus, la fouille précédente avait rejeté et exploré les terres tout du long sur la moitié de la largeur ; la récolte s'en trouvait donc diminuée. Mais l'étude géologique de la grotte explique pourquoi, malgré sa position, elle était peu fréquentée, ainsi que l'indique la rareté des débris. Cependant, elle n'est pas dépourvue d'intérêt, car elle offre un ensemble assez rare : un niveau paléolithique avec ses espèces quaternaires, un niveau néolithique et des traces de l'âge du fer et de l'époque gallo-romaine.

Dans la note très courte du docteur Ficatier citée plus haut, il est dit « qu'il recueillit une pointe de lance, plusieurs grattoirs d'un beau travail, une dent de sanglier percée, ainsi que des débris de poterie. » Il faut mentionner ici, à cause de la proximité, un polissoir découvert à 3 kilomètres à l'est, près des Champs-Gras, vers la *ligne verte* de la forêt domaniale de Frétoy. Ce polissoir, donné en 1892 au Musée d'Auxerre par M. Béthery de la Brosse, Inspecteur des Forêts, est en grès ferrugineux de l'étage albien dont les blocs disséminés sont communs dans la région. Il a la forme d'une dalle peu épaisse, de 86 sur 80 cent. avec quatre rainures de 3 à 5 cent. de largeur et tenant toute la longueur de la pierre. On a dit de ce polissoir, que ses rainures pouvaient être récentes, mais les ouvriers affirment qu'on n'a jamais songé à se servir de ces grès grossiers pour les outils d'acier.

Voici la liste des débris de la faune quaternaire :

Ours des cavernes : incisives 2, canines 2, métacarpien 1, phalange unguéale 1.

Hyène des cavernes : canine 1, molaires 3, radius 1.

Rhinocéros : molaire 1.

Cheval fossile : incisives 6, molaires 10, calcanéum 1, astragale 1, canon 1, canon de race petite 1, stylets 2.

Aurochs ou bison : incisive 1, molaires 3, canons 2, os tarsien 1, sabot 1.

Cerf élaphe : canon 1, phalange 1.

Renne : molaire 1, bois (fragments) 6.

Le mobilier de silex qu'on peut regarder comme paléolithique comprend 65 pièces : 41 éclats, 13 lames de 9^e 5 au plus, 2 grattoirs latéraux, 1 burin, 2 perçoirs, 1 pointe torse, 2 pointes à tranchant abattu ; il y a 1 nucléus et 1 éclat du calcaire silicieux qui se trouve au plus près à Fontenaille (Druses), à 6 kilomètres environ. On trouve donc là, comme dans presque toutes les grottes de la région, l'industrie ancienne de la Madeleine associée aux espèces de l'époque du Moustier, y compris le rhinocéros.

La faune actuelle est représentée par le loup, le chevreuil, le cochon, le mouton et les espèces habituelles : chat, renard, fouine, lapin, campagnol, oiseaux qui peuvent être de date récente. Les débris les plus caractéristiques sont ceux de l'ours actuel : un astragale et un métacarpien qui annonceraient l'époque néolithique. Mais la fraîcheur de ces ossements fait penser à ce trait (1) de la vie de Saint-Germain de Paris, dans Mabillon, qui montre l'ours habitant encore le Morvan au ^{vi}^e siècle.

Des ossements humains ont aussi été recueillis, et, d'après leur aspect ils paraissent appartenir à l'époque préhistorique. Ce sont un fragment de crâne, une omoplate, un humérus, un métacarpien et une phalange. C'est un exemple à ajouter à ceux de la vallée de la Cure qui s'offrent fréquemment dans le niveau supérieur des grottes.

Le mobilier de poterie est aussi peu abondant que l'autre ; il y a la sorte très grossière, non lissée, et la sorte commune ; 5 rebords différents et trois fonds, en fragments. Mais on trouve, de plus, la poterie à glaçure noire et rouge, ce qui indique un gisement de l'âge du fer, c'est-à-dire gaulois. Comme pour la faune, un objet caractéristique a fait reconnaître sûrement une station néolithique à la Roche-Belin, c'est un tranchet en silex tout à fait typique, cependant il ne faut pas oublier qu'on croit retrouver le tranchet dans les dolmens de l'âge des métaux.

Il s'est trouvé, comme presque partout, des morceaux de poterie probablement gallo-romaine.

On a récolté enfin 68 galets, ce qui est proportionnellement considérable. Ils sont peut-être de plusieurs niveaux, mais, en général, on les a ramassés bien plus nombreux dans la couche inférieure. Le terme galets (2) n'est pas exact, car ce sont des rognons de grès ferrugineux de la grosseur du poing ou plus gros, arrondis et même polis, tels que ceux que l'on rencontre dans la plaine. Les pierres de cette roche, de toute grosseur, sont communes partout ; dans certains endroits, elles ont seulement leurs angles arrondis ; mais sur le plateau de Festigny elles prennent souvent la forme de galets. Je crois qu'elles la doivent au tournoiement que ces pierres ont dû subir des eaux quaternaires dans les cuvettes quelquefois profondes qu'on trouve ça et là.

(1) *Diction d'histoire naturelle* d'Aubigny 1868. Art. Grottes, par Desnoyers. Il est dit dans les actes de S. Marien, que la Puisaye avait des ours au ^v^e siècle.

(2) Un examen des curages de la rivière m'a fait voir que le grès ferrugineux est presque introuvable dans les alluvions.

LXX. — LXXI

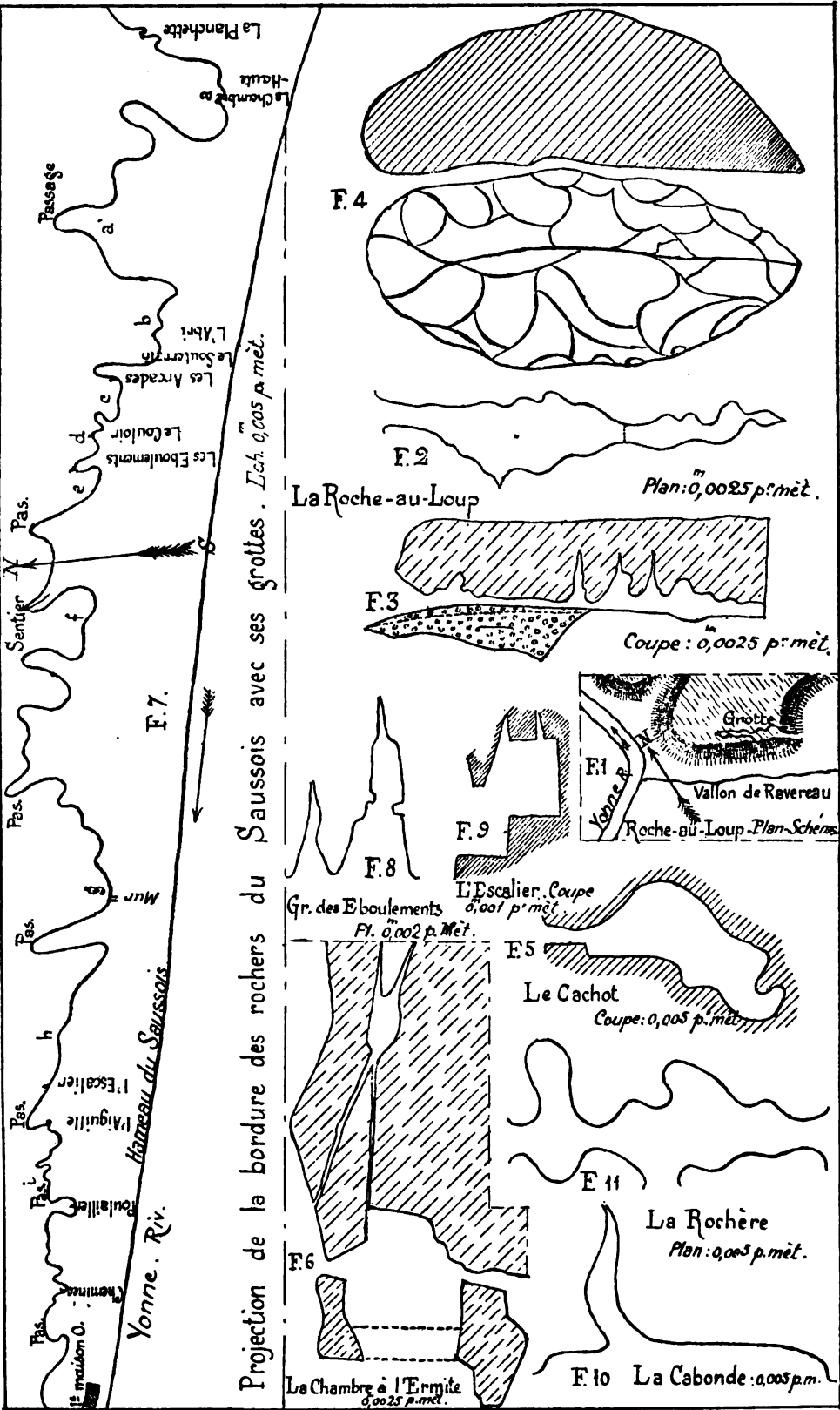
LA CAVE-AUX-FÉES (Druyes)

Dans le vallon marécageux qui débouche dans l'Yonne à Surgy, et non loin de la source remarquable qui a fait ajouter à Druyes l'épithète de Belles-Fontaines, on a signalé de tout temps deux grottes d'aspect bien différent : l'une, d'un intérêt tout historique, l'autre, curieuse au point de vue naturel.

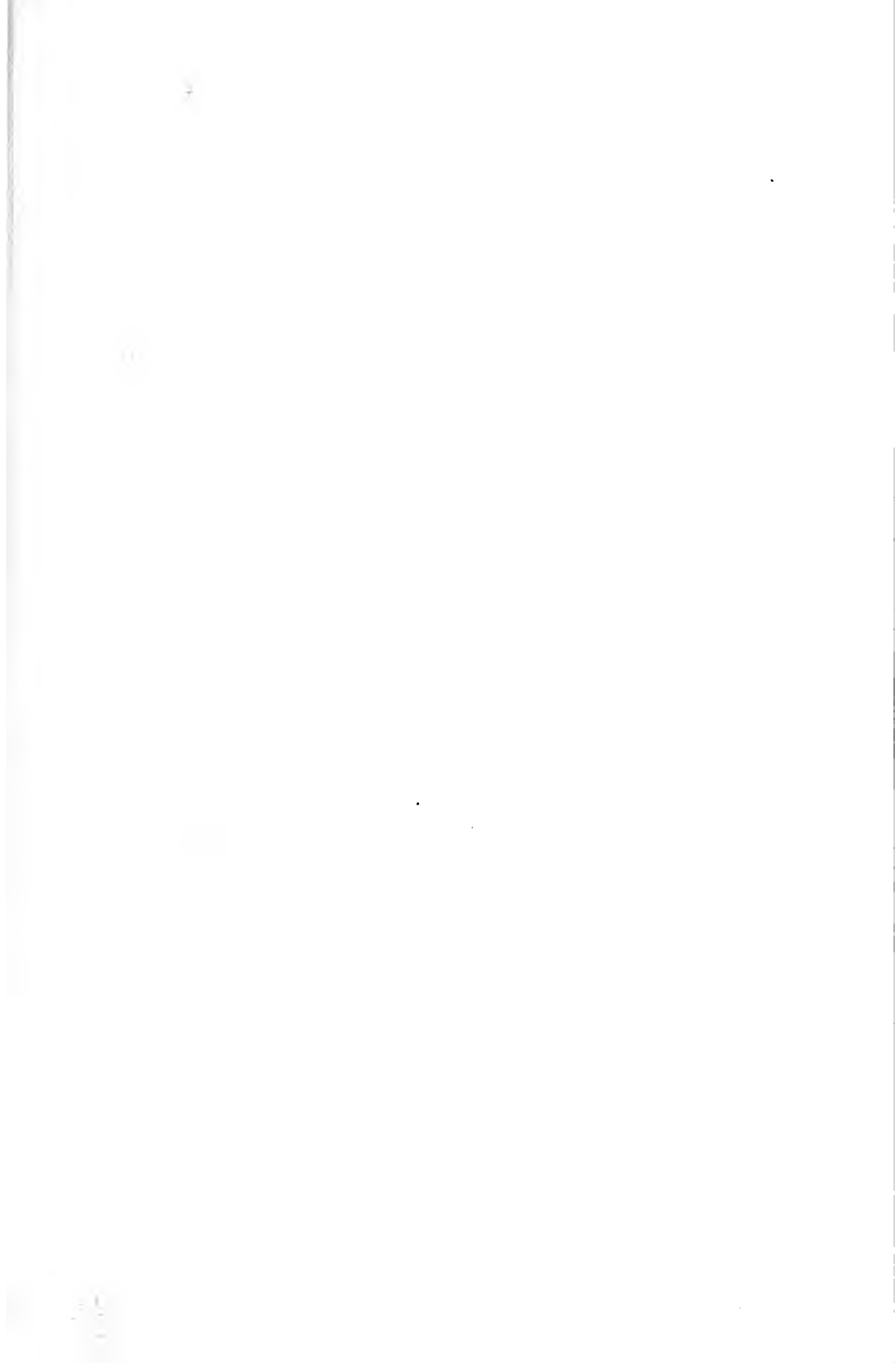
Les Belles-Fontaines sont encadrées sur le bord ouest par des escarpements de l'oxfordien supérieur, ou calcaire à Chailles, riche en échinides. La bordure se prolonge quelque peu le long du vallon avec des hauteurs de 15 à 20 mètres, et montre, à 150 mètres environ du bassin, dans le lieu dit le Piton, une première cavité marquée d'une croix de bois au sommet. C'est la grotte de Saint-Romain (LXX) où la tradition place l'abri que le maître de Saint-Benoit, réfugié en France, avait choisi avant de bâtir son monastère. La grotte est une niche assez régulière de 3 mètres de longueur sur 2 de largeur et 1 m. 50 de hauteur. La roche est à nu et l'abri paraît assez sec.

Quelques pas plus loin, à côté d'un abri sous roche, le rocher est déchiré par une pente de 5 à 6 mètres de hauteur qui donne accès dans le couloir étroit qui conduit à la Cave aux-Fées. On avance à 20 mètres, pas toujours de front, et l'on arrive devant un bloc en forme de coin qui obstrue presque entièrement le passage. On peut voir, en éclairant au magnésium, que l'on n'est pas au bout. C'est là ce que je notais lors de ma visite en 1898, me proposant de faire sauter l'obstacle. Mais quand je revins en 1904, je trouvais un autre bloc, aussi gros que le premier, qui avait glissé plus en avant. Un carrier que je fis venir reconnut la difficulté de miner ces pierres dans un endroit aussi étriqué, et surtout le danger de travailler sous un plafond qui s'éboule si souvent. D'ailleurs la grotte, située à 4 mètres du fond de vallon, est dirigée N. S. c'est-à-dire dans une exposition qui n'a jamais été choisie par l'homme; et il n'y a sur les saillies de la roche aucune trace de polissage indiquant une occupation. Aussi, je ne sais sur quoi se sont fondés MM. Salmon et docteur Ficatier (1) pour y si-

(1) Le Répertoire archéologique de Quantin, place la grotte dans l'époque cellique.



Les Grottes de la vallée de l'Yonne



gnaler une station paléolithique (*L'Yonne préhistorique*, 1888). J'aurais voulu, du moins, rendre possible l'accès de la cave où le carrier étant enfant s'était promené, dit-il, à plus de 100 mètres en traversant une salle remplie de congélations et de couloirs (1). J'ai fouillé l'entrée qui a un peu de largeur et du remplissage, mais sans succès.

La grotte n'est donc, à son entrée, qu'une crevasse humide, aux parois disloquées, dont le plafond surtout se morcelle, par la corrosion, en tranches qui descendent de temps à autre et finiront par remplir le passage.

Il y a, sur le flanc Est de la colline du Château, un vaste enfoncement qui paraît être une ancienne carrière. On y voyait autrefois une cavité dont la place est encore appelée le Trou aux Cattins. C'était, disait-on, l'issue d'un souterrain communiquant au château. N'était-ce pas plutôt une grotte ? Il s'élève à cet endroit de petits escarpements qui semblent l'indiquer.

RÉSUMÉ

La vallée de l'Yonne, dans son cours moyen (Département de l'Yonne) offre sur trois points principaux de grandes lignes d'escarpements très variés d'aspect qui appartiennent au récif madréporique du Corallien inférieur (Rauracien). Ces bordures rocheuses, assez excavées, renferment 36 grottes longues de 3 à 35 mètres, formant des galeries droites qui paraissent avoir, toutes, la corrosion pour origine. Sur ce nombre, 33 sont dans le Rauracien, 2 dans l'Oxfordien à Chailles, et 1 dans le Bathonien. Leur direction constante est S. N. ou environ, et leur ouverture est au Sud ; une seule, la Cave-aux-Fées, s'ouvre presque au Nord.

Au point de vue archéologique, 6 grottes seulement ont fourni des débris. Dans deux d'entre elles, se trouvent 3 gisements d'âges différents, dans deux autres, 1 seul gisement ; deux offrent des indices de l'époque de la poterie primitive. Il y a une station de l'époque du Moustier (Roche-au-Loup), assez riche en mobilier et en débris de faune, où se trouve l'hippopotame. Il y a deux stations de l'époque de la Madeleine ancienne avec rhinocéros (Roche-au-Loup, Roche-Belin) ; une station avec tranchet, de l'époque néolithique ? (Roche-Belin) ; une station du premier âge du fer (Cachot) ; une station douteuse, néolithique ou de l'âge des métaux,

(1) Abbé Fèvre, *Guide du Touriste à Druyes*, 1897. Voir la Cave des Fées et le trou aux Cattins.

avec castor (Cabonde) ; enfin deux gisements avec traces de poterie primitive (Planchette 1 et 2). Dans cinq gisements on a trouvé des traces de l'époque gallo-romaine.

L'occupant de ces grottes a laissé de ses ossements dans 2 grottes, mais il faut les rapporter à l'époque néolithique ou peut-être du métal.

Les recherches de la vallée de l'Yonne sont loin d'avoir donné les mêmes résultats que celles de la vallée de la Cure. Cependant, la découverte de la Roche-au-Loup compense dans une certaine mesure les échecs nombreux. Sa faune remarquable et son mobilier unique, pour l'industrie moustérienne, vont permettre d'esquisser l'époque des cavernes à ses débuts. Le résultat négatif a aussi son importance ; il montre par de nouvelles preuves, pour notre région du moins, le goût très vif de l'homme primitif pour la vie au grand air, et sa préférence pour des habitations faites de ses mains, qu'il devait bâtir avec autant d'art qu'il confectionnait ses outils.

NOTE SUR LA GROTTTE DES FÉES

Dans la notice précédente, sur la grotte des Fées (*Bull. 1903*), j'avais écrit que, d'après un de nos collègues de la Société, un dessin sur os représentant l'ours des cavernes aurait été trouvé dans cette grotte. Cela me paraissait peu probable, vu l'extrême rareté des os incisés. J'ai pu, depuis peu, éclaircir cette question, et l'on croira maintenant qu'il n'en est rien.

Deux jeunes gens d'Avallon, les messieurs P..., avaient fait en 1887 d'assez grandes fouilles aux Fées et récolté un bon tas d'ossements. Un collectionneur des environs vint les voir, et on lui permit de choisir des débris. Il en prit quelques-uns et promit de revenir pour examiner à fond la récolte. Les jeunes gens, ils sont tous les mêmes, voulurent s'amuser un peu aux dépens de l'archéologue : ils dessinèrent grossièrement sur un des os un ours des cavernes et le cachèrent sous le tas. L'archéologue revint, tint tous les os l'un après l'autre et découvrit l'échantillon précieux. On discuta longtemps sur le droit qu'il se donnait de l'emporter ; mais enfin les jeunes cédèrent ; et le dessin prit place dans le musée du collectionneur. L'erreur fut découverte, mais déjà des amateurs avaient vu, admiré et colporté la merveilleuse trouvaille. C'est un des acteurs qui m'a conté le fait déjà ancien.

— Au musée d'Avallon, sur un carton portant le nom des Fées, il y a une lame de silex de la sorte dite du Grand-Pressigny.

TABLE DES MATIÈRES

GROUPE DE RAVEREAU

	Pages
XXXVI. <i>La Roche-au-Loup</i> (1), Moust., Madel, Fer, Homme, Romain.....	3
XXXVII. L'Abri	43
XXXVIII. Le Cachot, Fer	44
XXXIX. La Crevasse	45
XL. <i>La Chambre-à-l'Ermité</i>	45
XLI. Le Couloir.....	47

GROUPE DU SAUSSOIS

XLII, XLIII. La Planchette 1 et 2, poterie primitive.....	48
XLIV. La Chambre-Haute.....	49
XLV. L'Abri.....	49
XLVI. Le Souterrain.....	49
XLVII. Les Arcades (poterie romaine).....	49
XLVIII. Le Couloir.....	50
XLIX. Les Éboulements	50
L. L'Escalier	50
LI. Le Poulailier.....	50
LII. La Cheminée	50

GROUPE DE MAILLY-LE-CHATEAU

LIII. <i>La Roche-Creuse</i> (Brosses)	53
LIV. <i>Le Crot-des-Fées</i> (Châtel-Censoir)	54
LV. <i>Le Pain-de-Sucre</i> (vestiges romains).....	55
LVI. Les Nomades.....	56
LVII. Les Bourreliers.....	56
LVIII. Les Enfants	56
LIX. Les Cristaux.....	56
LX. Le Château.....	57
LXI, LXII. La Ravine 1 et 2.....	57
LXIII. Le Pertuis.....	57

(1) Les grottes qui ont un nom dans le pays sont en italique.

GROUPE DE LA TOUR

LXIV.	<i>Le Demi-Monsieur</i>	57
LXV.	<i>La Cave</i>	58
LXVI.	<i>Le Four</i>	58
LXVII.	<i>La Cabonde</i> , néolithique ou métallithique	59
LXVIII.	<i>La Rochère</i> (Crain)	59
LXIX.	<i>La Roche-Belin</i> (Festigny), Madel., Néol., Fer, Homme, romain	60
LXX.	<i>Grotte de Saint-Romain</i> (Druyes)	64
LXXI.	<i>La Cave-aux-Fées</i> (Druyes)	64

LE RÉSERVOIR DU BOURDON

PRÈS SAINT-FARGEAU

Par M. PERON.

Le service des ponts et chaussées vient d'exécuter dans quelques hautes vallées de notre région de très importants travaux d'emmagasinage des eaux pour l'alimentation de plusieurs de nos canaux.

Tels sont les travaux du grand réservoir des Settons près des sources de la Cure et ceux qu'on exécute en ce moment près de Saint-Fargeau dans la haute vallée du Loing ou plutôt de son affluent le ruisseau de Bourdon.

J'ai eu récemment l'occasion de visiter ces derniers travaux et j'ai pensé que quelques observations sur les conditions d'établissement de ce réservoir du Bourdon et sur la situation hydrologique et géologique de son bassin d'alimentation pourraient avoir quelque intérêt pour notre Société.

Le réservoir est établi sur l'emplacement même de l'ancien étang de Bourdon, à 3 kilomètres au sud-est de Saint-Fargeau et à 4 kilomètres environ de Saint-Sauveur. L'accès en est des plus facile car la route de Saint-Fargeau à Treigny, qui longe la jolie vallée du Bourdon, passe à la tête même du bassin. Même pour des piétons c'est une simple et agréable promenade d'aller le visiter en partant de Saint-Fargeau.

Les travaux, quoique fort avancés, ne sont pas aujourd'hui (1) entièrement terminés. On peut cependant, mieux peut-être que quand le bassin sera rempli, se rendre compte de leur importance et déterminer la situation géologique du bassin. En tout cas, dès

(1) Cette notice a été lue à la Société des sciences à la séance du 5 juin 1904.

maintenant c'est une excursion fort intéressante que je recommande à ceux de nos collègues qui ont la possibilité de la faire.

A la partie aval de l'étang de Bourdon la vallée devient étroite, étranglée qu'elle est un peu entre les collines des Landiers, au nord, et celle de Brouillambert, au sud. C'est à ce point de la vallée, large de 300 mètres, qu'a été édifié le barrage de retenue des eaux.

Ce barrage coupe la vallée perpendiculairement à sa direction. Sa section transversale forme un trapèze dont la base mesure 50 mètres environ de largeur et dont le côté supérieur a de 8 à 10 mètres. La hauteur du barrage au-dessus du thalweg m'a paru être de 15 à 20 mètres. J'aurais voulu donner au sujet de ces dimensions des indications plus précises mais M. l'ingénieur Huet auquel je les ai demandées ne me les a pas encore envoyées.

La masse de la digue formant barrage a été formée d'un mélange de sable et d'argile pris sur place et fortement corroyé et comprimé à l'aide de puissants appareils. Extérieurement, c'est-à-dire sur la surface aval, elle est simplement gazonnée pour empêcher l'érosion par les agents atmosphériques, mais du côté interne on la garnit d'un épais revêtement en solide maçonnerie composée de blocs de grès rougeâtres, agglutinés et jointoyés avec un mortier de chaux hydraulique.

Ces blocs de grès ont été extraits dans la zone dite des sables ferrugineux de la Puisaye dont nous avons des représentants dans les environs d'Auxerre, notamment sur nos thureaux de Saint-Georges, du Bard, de Saint-Denis, etc. Ils proviennent surtout de la Marcinnerie, entre Saint-Sauveur et Treigny, où ils sont, comme sur la hauteur, dite *le Moulin des Roches*, très développés en épaisseur et d'une grande cohésion.

Un chemin de fer Decauville, établi entre les carrières et le réservoir, a permis le transport facile de ces énormes quantités de blocs.

Le versant intérieur, maçonné, du barrage ne forme pas un plan incliné unique. Il est coupé par une série de paliers horizontaux en retrait des uns des autres qui divisent le talus en six parties et en forment comme un gigantesque escalier.

Le revêtement en maçonnerie m'a paru avoir de 50 à 60 centimètres d'épaisseur, mais, de 10 mètres en 10 mètres, il est soutenu par de puissants contreforts en maçonnerie semblable qui pénètrent de deux mètres dans l'épaisseur du massif terreux de la digue et donnent ainsi un solide point d'appui au mur de revêtement.

A l'intérieur et sur le fond du bassin on s'occupe de niveler et d'aplanir le sol argileux qui formera le radier du réservoir.

Le ruisseau du Bourdon dont le débit, même en cette saison, est encore assez considérable a été capté et détourné de son ancien lit. Un tunnel cylindrique de 2 m. 50 de diamètre a été construit à hauteur du radier du réservoir. Par un arc-de-cercle à grand rayon, il passe sous le versant sud de la colline voisine contournant ainsi l'extrémité méridionale de la digue.

Les eaux du Bourdon viennent par ce tunnel se déverser en aval du barrage dans un lit canalisé et solidement maçonné où viennent également aboutir les eaux provenant du trop plein du réservoir.

Une tourelle, renfermant les vannes de fond qui permettent d'arrêter en temps ordinaire l'écoulement de l'eau par le canal souterrain, a été construite au-dessus de ce tunnel à une certaine distance de la rive méridionale du bassin. Quand on veut vider le réservoir, ces vannes de fond sont levées progressivement et l'eau peut s'écouler intégralement de manière à laisser complètement à sec le fond du bassin.

Vers l'extrémité méridionale de la digue, à une hauteur approximative de 15 à 16 mètres au-dessus du fond, est ménagé un large déversoir encaissé et puissamment maçonné par lequel peut s'écouler le trop plein du réservoir. Les eaux en excédant tombent dans un canal en maçonnerie qui, par un second souterrain superposé à celui dont nous venons de parler, passe également sous le versant nord du coteau.

Cette galerie de décharge très ingénieusement construite, permettant d'évacuer jusqu'à 20 mètres cubes d'eau à la seconde et de racheter sur un petit parcours de quelques centaines de mètres une différence de niveau de plus de 15 mètres tout en empêchant à l'eau d'acquiescer une vitesse destructive, comprend en fin de parcours, à l'air libre, une série de six cascades de deux mètres chacune, séparées par des paliers, par lesquelles l'eau vient retomber dans le canal du fond. Les deux canaux, dès lors réunis, vont rejoindre, non loin de là, l'ancien lit du ruisseau de Bourdon.

Il faut ajouter que, pour compléter ce travail destiné à assurer la décharge du bassin, un énorme siphon passant par dessus la digue est également aménagé et apportera son concours pour l'évacuation rapide des eaux.

Toute cette partie de la colline où aboutissent les galeries du fond et du déversoir a été savamment et pittoresquement aménagée de manière à en faire un admirable jardin qui est déjà entièrement dessiné et complanté d'arbustes variés.

Au débouché du souterrain du fond, un amoncellement de ro-

chers a été disposé d'une façon artistique et une dérivation d'eau empruntée au canal supérieur y formera une jolie cascade.

Ce décor, combiné avec la série des chutes d'eau du déversoir et avec la maison du garde, d'un aspect décoratif qui, au milieu de la verdure, couronne le sommet de la colline, contribuera à faire de cette partie du Bourdon un ensemble du plus grand attrait.

Au point où le barrage a été construit le fond du bassin du Bourdon est, approximativement, à l'altitude de 225 mètres au-dessus du niveau de la mer. Celle des collines qui s'étendent au nord du bassin est, d'après la carte de l'état-major, de 281 mètres près de la ferme des Guérins, sur la route de Saint-Sauveur à Saint-Fargeau. Sur l'autre versant du bassin les collines que courent les grands bois des Bruyères sont sensiblement à la même altitude. C'est un peu plus au sud, seulement, qu'elles atteignent la cote de 300 mètres.

Nous avons donc ainsi dans la vallée du Bourdon une cuvette d'une cinquantaine de mètres de profondeur qui s'étend sur plusieurs kilomètres de longueur.

En raison de l'élévation du barrage à 15 ou 18 mètres seulement au-dessus du fond de la vallée la quantité d'eau emmagasinée ne sera pas énorme. Elle atteindra, cependant, d'après ce qui a été dit, le volume respectable de huit millions de mètres cubes.

Nous sommes loin, encore, de l'énorme provision du bassin des Settons qui doit pouvoir emmagasiner jusqu'à 23 millions de mètres cubes mais le réservoir du Bourdon avec sa superficie de 200 hectares ne peut recevoir pareille quantité d'eau qui, d'ailleurs, dépasserait sans doute les besoins pour lesquels ce réservoir a été construit.

Si, maintenant, nous quittons le bassin du Bourdon pour remonter le cours du ruisseau de ce nom nous pouvons nous rendre compte des conditions hydrologiques que présente le bassin d'alimentation du réservoir.

En amont de l'ancien étang de Bourdon plusieurs autres étangs plus petits, mais encore importants, sont échelonnés le long du cours du ruisseau et formés par les eaux mêmes de ce ruisseau. C'est d'abord l'étang de Belles-Fontaines, puis celui du Gué-de-Lion et enfin l'étang de Chassin.

C'est à ce dernier que prend sa source le ruisseau de Bourdon. Cette petite pièce d'eau est pittoresquement située au fond d'un hémicycle creusé dans les sables et grès ferrugineux de la Puisaye

et dont le fond est formé par l'assise des argiles tégulines infra-crétacées connues dans la région sous le nom d'*Argiles de Myennes*.

Cette assise argileuse qui se poursuit dans la région auxerroise où elle affleure notamment au col de Cassoire, à Gurgy, Rouvray, etc., est épaisse d'une dizaine de mètres. Elle forme un sous sol tout à fait imperméable et, se relevant tout autour de l'étang de Chassin, elle en forme un bassin hydrologique très distinct. Sur la bordure de ce bassin, où elle affleure d'une façon presque continue, cette argile est exploitée dans de nombreuses tuileries et poteries, notamment au Chesneau près de Treigny, aux Joliveaux, à Beauregard, près de Moutiers et de Saint-Sauveur, à la Bâtisse, aux Cagnats, à la Bussière, etc., etc.

Cette constitution géologique d'une région formée par le sol très absorbant et très épais des sables de la Puisaye, superposé à une nappe imperméable, continue et puissante, donne naissance à un régime hydrologique tout particulier et produit une contrée des plus riches en sources, en fontaines et en étangs. Les sources n'ont plus ici le débit considérable que possèdent ces émergences vauclusiennes que l'on rencontre dans les vallées des régions à plateaux calcaires mais elles sont beaucoup plus nombreuses et plus disséminées.

Aussi toute cette campagne de la Puisaye est-elle fraîche, verte, fertile et très peuplée. Les hameaux et les maisons d'exploitation agricole y sont extrêmement multipliés.

L'étang de Chassin, qui forme la tête de ce bassin hydrologique du Bourdon, est entouré de collines assez élevées d'où la vue s'étend sur un vaste horizon. C'est là ce qui explique ces dénominations de *Bellevue*, *Beauregard*, que l'on a données à plusieurs fermes ou localités de la région.

Le sommet le plus élevé se trouve un peu au sud des sources du Bourdon, entre l'étang de Chassin et le village de Treigny. On l'appelle le *Moulin-des-Roches*, en raison des blocs de grès ferrugineux qui y sont accumulés comme sur quelques points de nos thureaux auxerrois.

Une borne de triangulation y a été placée et, à ce point, l'altitude est exactement de 321 mètres au-dessus du niveau de la mer.

Ce n'est là qu'une élévation bien modeste et, cependant, ce sommet est un nœud orographique important et une des principales hauteurs du seuil montagneux séparant le bassin de la Seine de celui de la Loire, lequel seuil comprend encore dans nos régions la montagne des Alouettes près Lainsecq, qui culmine à 364 mè-

tres, et la montagne des Moulins de Perreuse qui atteint 375 mètres.

C'est au sud du Moulin-des-Roches, en effet, à la Cour-des-Prés, que prend sa source la rivière La Vrille, qui va se jeter dans la Loire, à Neuvy, tandis que du Nord et de l'Ouest de cette même colline partent le Loing et le Bourdon dont les eaux se déversent dans la Seine. Ce sont ces eaux qui, maintenant soigneusement aménagées, permettront d'assurer une alimentation plus régulière et plus continue aux canaux du Loing et de Briare.

C'est, Messieurs, je veux vous le dire en terminant ce petit compte-rendu, avec un vif plaisir que j'ai revu, après 50 ans, cette région de la Puisaye que j'avais jadis parcourue dans ma jeunesse. C'est incontestablement une des plus jolies parties de notre département. Il est certain que quand les travaux du réservoir de Bourdon seront terminés, cette localité, deviendra, comme le lac des Settons, un centre d'attraction pour les touristes. Les habitants de la région et surtout ceux de Saint-Fargeau, déjà fiers de pouvoir montrer aux étrangers leur horloge, leur église et surtout leur château ne peuvent que s'en réjouir.

Peut-être un jour notre société elle même organisera-t-elle dans ce pays de Puisaye une excursion au cours de laquelle elle visitera le réservoir du Bourdon. Je suis convaincu que tous les participants en garderaient un excellent souvenir.

SUR LA DISPARITION
DES
RUISSEAUX SUPERFICIELS & DES SOURCES
ET SUR LA RAPIDITÉ DE LEUR ENFOUISSEMENT
DANS LE DÉPARTEMENT DE L'YONNE
Par M. LE COUPPEY DE LA FOREST,
Ingénieur des améliorations agricoles,
Collaborateur de la Carte géologique de France.

Une récente communication de M. E. A. Martel à l'Académie des Sciences vient d'attirer une fois de plus l'attention des géologues et des hydrologues sur la tendance des cours d'eau à abandonner, principalement dans les régions calcaires, la surface du sol (1).

Depuis que les explorations souterraines ont été conduites méthodiquement, tant en France qu'à l'Etranger, ce n'est pas la première fois qu'ont été mis en relief les phénomènes de capture des eaux superficielles par les cavités souterraines, de substitution pour les ruisseaux d'un nouveau parcours souterrain à un parcours terrestre souvent très différent et d'enfouissement des eaux souterraines.

M. E. A. Martel a cité de nombreux exemples de faits de ce genre : ses différents ouvrages de spéléologie et d'hydrologie en fourmillent.

M. Ferray, de son côté, a fait remarquer, en 1896, que les eaux des cours souterrains de la région de l'Yton baissaient d'une façon continue (2).

(1) E. A. Martel. — *Sur l'enfouissement des eaux souterraines et la disparition des sources*. Comptes-rendus de l'Académie des Sciences, 1903, n° 9, p. 572.

(2) E. Ferray. — *Hydrographie du département de l'Eure*, p. 94.

M. E. Fournier, pour sa part, dans différentes communications à l'Académie des Sciences et à la Société géologique de France, a montré que des ruisseaux tributaires de certaines rivières telles que l'Aveyron, devenaient, par suite de la formation de bêttoires, affluents d'autres rivières telles que le Lot (1).

Nous-même, nous avons signalé lors d'une enquête hydrologique effectuée dans le bassin de la Nosle, petit affluent de la rivière de Vanne, que dans ce bassin les ruisseaux superficiels ont été remplacés par des ruisseaux ou filons souterrains, que la présence de ces derniers se constate actuellement, soit par des effondrements, qui se produisent de temps à autre, soit par des puits que l'on vient à creuser, et qu'il y a, dans ce bassin, comme une descente des sources le long de leur vallée (2).

Mais la dernière communication de M. Martel présente un intérêt tout particulier. Elle établit, en effet, par de nombreux exemples, pris un peu partout, que cette dessiccation de l'écorce terrestre calcaire est bien plus rapide qu'on ne le croirait à priori. Dans un espace de temps, souvent inférieur à 50 ans, il a été loisible, dans certains cas, d'observer la disparition de cours d'eau ou de sources et, d'après l'auteur, l'Yonne se trouverait être un des départements de France où de pareils faits ont pu être enregistrés.

Cette notion, nouvellement mise en évidence, de la rapidité de l'enfouissement des eaux n'est pas sans avoir une grande importance. Car il faudra se demander maintenant, lors de la captation d'une source issue de terrains calcaires, si le débit de cette source n'est pas destinée à baisser singulièrement dans un délai plus ou moins rapproché.

Devant l'intérêt que présente cette question, notre aimable Président, M. Peron, a bien voulu nous demander si, dans le courant de nos différentes enquêtes effectuées dans le département de l'Yonne, nous n'avions pas noté quelques-uns des phénomènes d'enfouissement auxquels, dans sa communication du 2 mars 1903, M. Martel fait allusion, et dans ce cas de les exposer ici.

(1) Fournier. — *Sur un nouvel exemple du phénomène de capture des cours d'eau superficiels par érosion souterraine*. Bulletin de la Société géologique de France, 2^e série, Tome II, 1902, p. 380.

(2) M. Le Couppey de la Forest. — *Exploration du Bassin de la Nosle et des puits et cours d'eau souterrain de La Guinand 12-16 mai 1900*. — Commission scientifique de perfectionnement de l'observatoire municipal de Montsouris. Travaux des années 1899 et 1900 sur les eaux de l'Avre et de la Vanne, p. 376.

Il nous a été donné, en effet, pendant nos études entreprises, pour la ville de Paris, tant dans le bassin d'alimentation des sources de la Dérivation de la Vanne, que dans celui des sources dites des vallées de l'Yonne et de la Cure, de constater quelques cas de disparition de sources ou de cours d'eau. Nous nous proposons de les résumer ci-dessous, sans avoir aucunement la prétention de faire, à ce point de vue, une monographie complète du département de l'Yonne ; nous nous bornerons à citer ceux de ces faits que nous avons pu observer dans les deux bassins précités.

I. — BASSIN D'ALIMENTATION DES SOURCES DE LA DÉRIVATION DE LA VANNE.

Nos études ont porté principalement sur la région délimitée au nord par la Vanne, à l'ouest par l'Yonne et au sud par l'Armançon.

Cette région constitue comme un vaste trièdre dont le sommet serait occupé par la forêt d'Othe et ses ramifications et dont les trois faces, entaillées par de nombreuses vallées secondaires d'érosion, descendraient en pente douce vers chacune des trois rivières précédentes.

Son sol est formé par de l'argile à silex reposant sur de la craie.

L'épaisseur de la couche d'argile à silex est de 10 à 20 mètres sur les plateaux, de quelques mètres seulement dans le thalweg des vallées secondaires. Elle est presque nulle sur les pentes des coteaux.

Sous la craie, qui appartient à l'étage sénonien, apparaît la craie turonienne, puis la craie cénomaniennne. La puissance totale des assises crayeuses est de 300 à 400 mètres.

La plupart des vallées, qui échancrent ce vaste massif crayeux, sont coupées par deux lignes d'affleurement de sources. La première de ces lignes les rencontre vers leur origine, c'est-à-dire à des cotes oscillant autour du chiffre 250. La deuxième, vers leur confluent avec les rivières de Vanne, d'Yonne et d'Armançon, c'est-à-dire entre les cotes 85 et 120.

Les sources de l'étage supérieur jouissent de débits très variables : certaines d'entre elles tarissent en saison sèche : toutes, elles donnent naissance à des ruisseaux dont le lit est poreux et dont les eaux, rapidement absorbées par le sol, vont ressortir aux différentes sources de l'étage inférieur, ainsi que l'ont montré les

nombreuses expériences de collaboration effectuées par M. Marboutin et d'ensemencement faites par M. le Docteur Miquel.

Mais il semble qu'il n'en ait pas toujours été ainsi et que la plupart des sources du premier degré formaient encore à la fin du XVIII^e siècle et au commencement du XIX^e siècle, des ruisseaux importants, dont les eaux, au lieu de se perdre dans le sol, descendaient jusqu'au confluent de ces vallées secondaires avec les vallées de la Vanne, de l'Yonne et de l'Armançon.

Nous allons passer en revue les différentes vallées qui sont taillées dans ce massif et indiquer pour chacune d'elles les phénomènes d'enfouissement d'eau que nous y avons observés.

1^o Vallée de Bérulles ou du ru de Tiremont.

La vallée du ru de Tiremont commence dans la forêt d'Othe, au sud de Bœurs-en-Othe, près du hameau de la Rue-Chèvre, vers la cote 275. Il semble que, pour cette vallée, la dessiccation soit plus avancée que pour les autres vallées secondaires de la région.

Elle constitue en effet une exception à la règle générale signalée ci-dessus. On n'y voit aucune source de l'étage supérieur, ni aucun vestige de source vers son origine ; mais on constate, dans sa partie haute, la présence de ruisseaux souterrains.

L'un de ces ruisseaux passe dans un puits du hameau dit de Fort-Sublot. Nous n'avons pu l'explorer, ce puits étant, depuis 1871, fermé par une dalle qui a été elle-même recouverte de terre et sur laquelle on a planté un pommier. Mais, d'après les affirmations du propriétaire du puits, l'existence d'un courant souterrain en ce point, ne saurait faire aucun doute. Le puits a environ 30^m de profondeur, son orifice est vers la cote 260. Le courant passerait vers la cote 230.

Un autre courant souterrain s'observe, non plus dans la vallée de Bérulles, mais dans une vallée qui se réunit à cette dernière à Berluvières, la vallée de La Guinand. C'est le courant souterrain de La Guinand que nous avons eu l'occasion de découvrir et d'explorer en compagnie de M. Maxime Bourdon en 1900 et 1901 (1). Nous rappelons que ce cours d'eau parcourt des galeries natu-

(1) M. Le Couppey de la Forest. — *Les cavernes praticables dans la craie du bassin anglo-partisien*. Bulletin de la Société Belge de Géologie, de Paléontologie et d'Hydrologie. Tome XV, 1901, Mémoires, p. 230.

relles creusées dans la craie, et que ces galeries dont l'une de 150 mètres de développement et l'autre 206, étaient les plus longues cavernes connues dans la craie du bassin de Paris, jusqu'au jour où M. Martel découvrit celles du Trépail, dans la Marne (1 kil. de longueur) (1).

D'autre part, d'après les expériences de M. Marboutin (2) et de M. le Docteur Miquel (3), les eaux du ruisseau souterrain de La Guinand se rendent en grande partie à la source d'Armantières et pour une faible part à celle de Cérilly. Ces deux sources sont situées dans la vallée de l'Yonne, vers le confluent du ru de Tiremont : elles correspondent par suite aux sources de l'étage inférieur de la vallée de Bérulles.

Indépendamment de ces sources on observe à Bérulles, localité située à peu près à mi-chemin entre l'origine et l'extrémité de la vallée du ru de Tiremont, une source dite Fontaine de Bérulles.

Cette source a été captée en 1869 pour les besoins de la commune : il semblerait que depuis un certain temps, son débit diminue et que son plan d'eau s'abaisse progressivement. Dans les années qui suivirent les travaux de captation, le trop plein de la source s'écoulait encore directement à l'air libre dans le lit du ruisseau.

Depuis quelques années, on a dû ménager pour ces eaux un nouveau lit creusé plus profondément.

2° Vallée du ru de Cérilly.

Le phénomène de descente des sources est moins avancé dans la vallée de Cérilly que dans celle de Bérulles. Les sources du niveau supérieur sont représentées par la source de Sévy qui ne

(1) E. A. Martel — *La Caverne du Trépail*. Bulletin des services de la carte géologique n° 88, xiii, 1902.

(2) Albert Lévy. — *Etude de la Vanne. Vallée de la Vanne et de l'Yonne. Hydrologie souterraine. Communications entre les eaux superficielles, les eaux souterraines et les sources*. Commission scientifique de perfectionnement de l'Observatoire municipal de Montsouris. Travaux des années 1900 et 1901 sur les eaux des sources alimentant la ville de Paris, page 231.

(3) Miquel, Cambier, et Mouchet. — *Etude de la Vanne. Recherches sur la communication directe des sources de la Vanne captées par la ville de Paris avec les cours d'eau superficiels et les nappes d'eau souterraines*. — Commission de Montsouris. Travaux de 1900 et 1901, p. 299.

tarit jamais, mais dont le débit a notablement diminué depuis une trentaine d'années, ainsi que nous l'a affirmé M. Courcier, agent-voyer cantonal à Cerisiers. La commune de Fournaudin, qui depuis quelques années a capté cette source pour son alimentation, a dû en 1897 abaisser le plan de captation de la source de Sévy et établir une canalisation à partir de cette dernière. Une conduite en buses de ciment de 0 m. 40 de diamètre a été construite sur 600 mètres de long pour traverser un terrain très perméable et pour remplacer un ancien aqueduc en mauvais état et de *niveau trop élevé*.

Les sources du niveau inférieur de cette vallée apparaissent non pas du confluent de la vallée de Cérilly avec celle de la Vanne, mais 3 kilomètres en amont, à Cérilly : ce sont les sources du *Château* et du *Bime*.

Dans une des vallées qui viennent rejoindre la vallée de Cérilly, on observe un fait très net d'enfouissement d'eau.

Vers l'origine de la vallée du ru de la Fontaine-Jardin, à 1.200 mètres en amont du village de Coulours, une petite source, dite source Saint-Edme, émerge en saison humide à la côte 196. Lorsqu'elle fournit des eaux, celles-ci se perdent dans le sol avant même d'atteindre Coulours. Mais il n'en a pas toujours été ainsi. Les vieillards, habitants de Coulours, ont souvenance d'un cours d'eau, issu de cette source, dans lequel, il y a une cinquantaine d'années, ils allaient à la pêche. La tradition veut même que ce cours d'eau fut flottable au commencement du XIX^e siècle. En tout cas des documents écrits, qu'a bien voulu nous communiquer M. l'abbé Bourgeois, curé de Coulours, prouvent que sur le ruisseau de débit infime, qui sort aujourd'hui de la source Saint-Edme, était fondé un moulin à tan. Ce moulin fut converti en moulin à blé en 1523 (1).

D'autre part, d'après un terrier de 1460, il existait deux étangs à Coulours : l'un, de trois arpents de superficie, était alimenté par la source Saint-Edme, alors dénommée Fontaine-Baizard, il possédait un ru coulant aux Royses (2) ; l'autre, d'un arpent, faisait mouvoir une roue de moulin au nord du village. Le premier de ces étangs existait encore en 1732 (3).

(1) Archives Nationales, S 5.327.

(2) Les Royses sont les réservoirs où se déposait le chanvre.

(3) Voir le plan de Coulours dressé en 1732. Préfecture de l'Yonne 7^e carte et Archives nationales N^o 253.

3^e Vallée d'Arces ou du ruisseau de Vareilles.

Dans la vallée du ruisseau de Vareilles, on remarque, à son origine, les sources d'Arces dont l'une donne de l'eau en toute saison et l'autre seulement à l'époque des pluies. Les eaux de ces sources se perdent rapidement dans le sol.

Deux kilomètres en aval d'Arces, se trouve dans le thalweg de la vallée, une mardelle appelée la Fontaine de l'Erable, au fond de laquelle passe un courant souterrain alimenté en partie par les pertes des sources d'Arces, ainsi qu'il résulte des expériences à la fluorescéine effectuées par MM. Marboutin et Baudin (1).

Autrefois le niveau piézométrique en ce point était assez élevé pour que cette mardelle débordât et formât un ruisseau superficiel auquel s'est substitué le ruisseau souterrain précité.

Le ruisseau d'Arces permettait le flottage des bois jusqu'à la Vanne. C'est seulement vers 1840 que ce flottage a dû cesser faute d'eau dans le lit du ruisseau. Le ruisseau d'Arces actionnait d'autre part, entre la Fontaine à l'Erable et Vaudeurs, c'est-à-dire sur un parcours de 4 kilomètres, les 7 moulins suivants :

Le petit et le grand moulin d'Arces respectivement à 800 et 300 mètres en aval de ce village ; le moulin de la Chapelle-Saint-Hubert à 2 kilomètres d'Arces, puis les moulins du Pont-Evrat, de la Joncheroy, des Prés de Beauregard et de la Grange-Sèche situés dans les hameaux de ces noms.

Actuellement, par suite de la baisse du niveau piézométrique, tous ces moulins ont cessé de marcher à l'exception de celui du Pont-Evrat (remplacé aujourd'hui par une petite usine) et encore si ce dernier moulin continue à fonctionner cela tient à des conditions toutes particulières. On a construit une canalisation qui vient chercher le courant souterrain de la Fontaine de l'Erable et qui va le déverser dans le lit du ruisseau en amont exactement du moulin de Pont-Evrat. Les autres moulins se sont arrêtés vers 1860 pour ceux d'Arces, et un peu auparavant pour ceux de la Joncheroy, de Beauregard et de la Grange-Sèche.

Le lit du ruisseau d'Arces en aval de Pont-Evrat, est criblé de bétouilles (La Joncheroy, Beauregard, Prairies-Salmon) aussi l'eau du ruisseau apportée artificiellement par la conduite ci-dessus, ne tarde-t-elle pas à disparaître à nouveau sous terre. Elle chemine

(1) Albert-Lévy. — *Loc. cit.* page 256.

probablement, non pas dans le thalweg de la vallée, mais sous le coteau de droite. Dans le thalweg, les puits sont en effet creusés à 23 et 37 mètres tandis que sur le coteau de droite un certain nombre d'effondrements ont montré l'eau à un niveau d'environ 10 mètres (effondrements de Grange-Sèche et de Vaudeurs).

M. le Dr Miquel (1) et M. Marboutin (2) ont prouvé que les eaux qui se perdent à la sortie d'Arces passent à la Fontaine de l'Erable et reparaissent vers le confluent de la vallée d'Arces et de celle de la Vanne, aux sources de Vareilles, Saint-Léger, Saint-Philibert et Saint-Marcouf. Ils ont démontré également que ces dernières sources sont alimentées en partie par les eaux perdues à la Joncheroy (3 et 4).

Ces sources correspondent par suite aux résurgences actuelles de l'ancien et important ruisseau d'Arces et représentent la nouvelle position des émergences existant au commencement du siècle dernier dans le haut de la vallée d'Arces.

4^e Vallée de Cerisiers ou de la Bacule.

Vers l'origine de la vallée de la Bacule on observe une source qui, paraît-il, n'existerait que depuis un temps relativement court.

Le 4 mars 1793, sur le plateau de droite qui domine la vallée de la Bacule, s'est formé un grand entonnoir d'effondrement, qui, légèrement comblé actuellement, mesure encore 35 mètres de diamètre et 8 mètres de profondeur. La tradition veut qu'à la suite de la production de cet effondrement, deux sources jaillirent subitement dans la vallée, aux deux points dits de la Bacule et de la Pierre-Blanche, presque au droit de l'effondrement. L'eau souterraine, trouvant son passage habituel obstrué, aurait pris un niveau supérieur et serait venue émerger à la surface du sol.

Quoiqu'il en soit de l'origine de ces deux sources de la Bacule et de Pierre-Blanche, il n'en est pas moins vrai qu'elles existent toutes deux vers le commencement du XIX^e siècle et qu'elles formaient un ruisseau superficiel dans la vallée de Cerisiers. Trois moulins étaient bâtis sur ce ruisseau.

(1) Miquel, Cambier et Mouchet. — *Loc. cit.* p. 284.

(2) Albert Lévy, *loc. cit.* p. 256.

(3) Miquel, Cambier et Mouchet. *Etude de la Vanne*. Commission de Montsouris. Travaux de 1899 1900, p. 351.

(4) Albert Lévy. — *Etude de la Vanne*. Commission de Montsouris. 1899-1900, p. 298, graphique n° 2.

Le premier, dit de la Bacule, fut acquis par la commune de Cerisiers vers 1825 et démoli parce qu'on craignait que sa digue ne fit obstacle au dégagement de la source. Les deux autres moulins, situés respectivement à 200 et 1.800 mètres en aval du premier ne marchent plus depuis 1850, faute d'eau.

Peu à peu, en effet, le débit de ces sources diminue et tarit complètement, les eaux descendant à un niveau inférieur à celui du sol, le même niveau peut-être que celui qu'elles possédaient avant la production de l'effondrement.

La ville de Cerisiers, située à 3 kilomètres environ en aval de la source de la Bacule, s'alimentait depuis 1866 à cette source qu'elle se contentait d'amener par une simple canalisation. Le débit de la source ayant considérablement diminué elle dût se livrer, vers 1871, à des travaux de drainage pour rechercher l'eau de la source. Nous avons visité ces travaux (1).

Ils sont fort bien conçus et consistent en un puits profond de 12 mètres, creusé dans la craie, à la base duquel partent différentes galeries destinées à rechercher les diaclases de la craie, livrant passage à des filets d'eau.

D'autre part, une conduite partant également de la base du puits passe en tunnel sous le flanc du coteau et vient recouper la vallée en aval. Elle amène l'eau de la Bacule à Cerisiers dans un réservoir. Ce captage constitue un ouvrage très intéressant. C'est un captage modèle allant rechercher l'eau dans son gîte géologique. Il est comparable, dans des proportions restreintes, à celui des sources d'Armentières de la dérivation de la Vanne.

Mais, depuis l'époque où les travaux de captage de la source de la Bacule ont été exécutés, le niveau de l'eau, dans la région, a encore baissé et la galerie de captation a vu son débit diminuer d'année en année. Ce débit qui était de 300 mètres cubes par jour en 1866 n'est plus actuellement que de 45 mètres cubes, quoique à différentes reprises on ait déjà procédé à des travaux de réapprofondissement des galeries drainantes. Aussi la municipalité de Cerisiers a-t-elle l'intention d'effectuer, sous la conduite de M. Courcier, des travaux plus importants pour abaisser le puits et les galeries de captation de la Bacule, dans le but d'essayer de trouver de nouvelles diaclases de la craie contenant de l'eau.

La vallée de la Bacule, entre la Bacule et Cerisiers est complètement sèche. A Cerisiers viennent se déverser dans le ru le trop

(1) M. Le Couppey de la Forest. — *Etude des communications et des cours d'eau souterrains de la Vanne*. — Commission de Montsouris 1900-1901. p. 309.

plein du réservoir et les eaux d'égouts de la ville. Mais ces eaux ne tardent pas à se perdre dans le sol. Elles vont ressortir, ainsi que nous l'avons montré nous-mêmes à l'aide de la fluorescéine, aux sources du Miroir et de Noé (1). Ces sources situées vers le confluent des vallées de la Vanne et de Cerisiers constituent les sources du 2^e étage de la vallée de Cerisiers.

5^e Vallée de Dixmont.

La vallée de Dixmont vient confluer avec celle de l'Yonne aux environs de Villeneuve-sur-Yonne.

A l'origine même de cette vallée on observe une source dite *La Fontaine Croix-vers-nous* qui alimente les étangs de Saint-Ange, situés au milieu de la forêt d'Othe. A la sortie de cet étang, il existait encore au début du siècle dernier un ruisseau dit ru de Saint-Ange, utilisé jusque vers 1835 pour le flottage des bois jusqu'à l'Yonne. Actuellement ce ruisseau est à sec, sauf au moment des grandes crues. En maints endroits de son parcours il n'a même pas de lit régulièrement tracé.

Et cette disparition de ce ruisseau de Saint-Ange peut provenir tout aussi bien d'une diminution du débit des sources qui l'alimentaient, que d'un abaissement du plan d'eau souterrain, abaissement qui du reste aurait entraîné *ipso facto* la diminution du débit des sources.

II. — BASSIN D'ALIMENTATION DES SOURCES DITES DES VALLÉES DE L'YONNE ET DE LA CURE.

Les sources que nous avons eu à étudier dans ce bassin apparaissent dans les vallées de l'Yonne et de ses affluents entre Auxerre et Clamecy et dans la vallée de la Cure entre Cravant et Vézelay.

Leurs eaux proviennent de terrains géologiques très différents, mais appartenant tous aux nombreuses assises supra et médio-jurassiques, comprises entre le Portlandien et le Bathonien.

(1) M. Le Couppey de la Forest. — *Note sur une expérience à la fluorescéine effectuée à Cerisiers*. — Commission scientifique de perfectionnement de l'observatoire municipal de Montsouris. Travaux de l'année 1902, sur les eaux d'alimentation et les eaux d'égouts de la Ville de Paris. — p. 129.

Les unes de ces sources sont alimentées par des eaux ayant traversé seulement un ou deux terrains, d'autres au contraire, par des eaux ayant circulé au travers d'une succession de couches géologiques distinctes. Suivant la disposition des lieux et, suivant les valeurs relatives de la pente orographique et de la pente géologique, ces eaux rencontrent dans leur parcours souterrain les couches géologiques tantôt dans le sens même de leur dépôt, tantôt dans le sens inverse.

C'est ainsi que la source de Réchimey, près de Lucy-sur-Yonne, est alimentée pour une part par des eaux s'infiltrant sur le Bathonien, circulant dans l'Oxfordien et réapparaissant dans le Rauracien (1). Tandis que la source du Bief à Druyes-les-Belles-Fontaines, vallée du ruisseau d'Andryes, provient en partie d'eaux s'infiltrant sur le Séquanien, cheminant dans ce terrain, puis dans le Rauracien et émergeant enfin dans l'Oxfordien (2).

En raison de la diversité de l'origine des eaux de ces différentes sources et de la physionomie particulière de chacun des calcaires où elles cheminent, il est impossible de caractériser en quelques mots leur circulation souterraine comme nous l'avons fait pour les sources du bassin d'alimentation de la dérivation de la Vanne. Toutefois on peut, relativement à la position de ces sources, faire une remarque générale qui jettera déjà une première lueur sur le point spécial que nous désirons étudier ici.

Ces sources émergent pour la plupart dans les vallées mêmes de l'Yonne et de la Cure, soit légèrement en amont, soit légèrement en aval du confluent de ces vallées avec des vallées secondaires. Ces vallées secondaires renferment toutes, vers leur origine, des petites sources apparaissant vers l'affleurement d'une couche perméable sur une couche imperméable (Oxfordien sur argile à foulon, Porlandien sur Kimeridgien, etc.), mais à quatre ou cinq exceptions près, ces vallées secondaires sont complètement sèches sur les sept derniers huitièmes de leur parcours. Seules quelques-unes d'entr'elles montrent un niveau sourcier intermédiaire apparaissant dans le calcaire et situé environ à mi-chemin entre leur origine et leur extrémité.

Il résulte de cette disposition que les disparitions de sources

(1) M. Le Couppey de la Forest. — *Etude des sources des vallées de l'Yonne et de la Cure. — Deuxième rapport.* — Commission de Montsouris. Travaux de 1902, p. 267.

(2) M. Le Couppey de la Forest. — *Etude des sources des vallées de l'Yonne et de la Cure. — Premier rapport.* — Commission de Montsouris. Travaux de 1900-1901, p. 596.

dans cette région doivent être rares. Les sources supérieures émergent en effet au contact d'une couche perméable avec une couche imperméable : elles ne peuvent descendre plus bas, à moins qu'il ne vienne à se produire une faille ou un bétoire dans la couche imperméable qui leur sert de support. Ce fait est très rarement réalisable, vu l'épaisseur et la plasticité de cette couche. Les sources inférieures ne semblent pas non plus pouvoir s'enfoncer davantage dans le sol, car elles jaillissent dans de larges vallées, parcourues par des cours d'eau régularisés et importants, issus de beaucoup plus loin et établissant des niveaux d'eau dans ces vallées. Seules les sources de l'étage intermédiaire peuvent voir leur niveau s'abaisser dans le calcaire.

Mais si l'enfouissement des sources est très rare, en revanche la disparition des cours d'eau s'observe dans chacune de ces vallées et, suivant les cas, remonte à une époque plus ou moins éloignée.

Nous allons passer en revue les différentes vallées secondaires qui se réunissent aux vallées de l'Yonne et de la Cure en notant pour chacune d'elles les phénomènes d'enfouissement et de dessiccation que nous y avons remarqués. Nous commencerons par les affluents de gauche de la vallée de l'Yonne pour terminer par les affluents de droite de la vallée de Cure.

1° RIVE GAUCHE DE L'YONNE.

A. — Vallée du ruisseau de Gy-l'Evêque.

La vallée de Gy-l'Evêque est constituée par le Porlandien jusqu'à Vallan et par le Kimeridgien de Vallan à Auxerre. On y voit une première source à Gy-l'Evêque et d'autres plus nombreuses et plus abondantes à Vallan, 3 kilomètres en aval.

La source de Gy-l'Evêque donne naissance à un ruisseau dont les eaux parviennent jusqu'à Vallan pendant huit mois de l'année environ. A l'époque des sécheresses ces eaux disparaissent dans leur lit en un point dont la position varie avec le débit de la source de Gy et le degré de dessiccation des terres.

Les sources de Vallan forment un ruisseau dont les eaux se rendent en tout temps jusqu'à Auxerre. Il n'y a donc pas dans cette vallée le phénomène de disparition des eaux. De plus il ne semble pas que l'on doive redouter de voir diminuer le débit des sources de Vallan, par suite d'une baisse de niveau souterrain des eaux.

Ainsi que nous avons pu nous en rendre compte lors des études

que nous avons effectuées pour la ville d'Auxerre et ainsi que nous l'avons exposé ici-même (1), ces sources de Vallan sont en effet alimentées pour la plus grande partie par des eaux circulant à la base du Portlandien, au niveau des premières assises et au-dessus des argiles bleues du Kimeridgien. A moins d'une cassure très improbable dans l'épais support que constituent ces argiles bleues, il n'est pas à craindre de voir ces eaux s'enfoncer plus profondément en terre.

La source de Gy-l'Evêque paraît plutôt émerger dans les dernières couches du Portlandien que dans les premières du Kimeridgien. En cas d'enfouissement des eaux dans le Portlandien il serait donc possible de voir son débit diminuer. Mais d'après les dires locaux son débit est toujours le même chaque année, il est uniquement soumis à des variations saisonnières.

B. — Vallée de Vaux.

La Vallée de Vaux qui n'a que 2 à 3 kilomètres de long est entaillée par érosion dans le Séquanien. On y remarque environ 1.200 mètres avant son confluent avec l'Yonne une petite source dont les eaux n'arrivent actuellement à déborder que pendant les saisons très humides. Mais cette source fournissait il y encore trente ans, de l'eau pendant plus de la moitié de l'année. D'autre part il existe, 900 mètres en aval, un puits, dit puits Préau, qui est foré dans le thalweg de la vallée et qui donne sur un courant souterrain. Nous sommes descendu dans ce puits, mais nous n'avons pu explorer le courant, car le puits ne tombe pas directement sur ce dernier mais légèrement sur sa droite et communique avec lui par un chenal impraticable. Enfin au confluent de la Vallée de Vaux avec la Vallée d'Yonne apparaît une source dite source du lavoir.

Une expérience à la fluorescéine nous a permis de montrer que cette source communique avec le courant souterrain du puits Préau (2). Il est à supposer que ce courant est lui même en com-

(1) M. Le Couppey de la Forest. — *Notes sur les études hydrologiques et les expériences à la fluorescéine effectuées pour la ville d'Auxerre.* — *Bulletin de la Société des Sciences historiques et naturelles de l'Yonne*, 1903, II, p. 131.

(2) M. Le Couppey de la Forest. — *Considérations sur le mode de propagation de la fluorescéine sous terre.* — *Bulletin de la Société belge de géologie, de paléontologie et d'hydrologie.* — Tome XVII. — 1903. — Procès-verbaux, p. 253.

munication avec la source intermittente située 900 mètres en amont. Toutefois nous n'avons fait aucune expérience permettant de fixer ce point.

C. — Vallée de Charentenay ou du ru de Genotte.

La Vallée de Charentenay est beaucoup plus importante que les vallées précédentes. Son bassin orographique mesure environ 40 kilomètres carrés. Il est constitué par du Portlandien et du Kimeridgien au sommet des plateaux, puis par du Séquanien dans les thalwegs.

Le niveau aquifère du Kimeridgien, tant dans la vallée même de Charentenay que dans les nombreux vallons qui viennent se réunir à cette dernière, donne naissance à de multiples sources et ruisselets, mais toutes les eaux qui en proviennent se perdent dans le sol dès qu'elles arrivent au contact du Séquanien perméable.

Un second niveau aquifère, s'observe dans le Séquanien lui-même, il forme les sources de Charentenay (cote 214), de Genotte (cote 167) et de Val-de-Mercy (cote 148).

La source de Charentenay située 300 mètres en amont du village est captée en partie et dérivée jusqu'à Charentenay depuis 1851. Les eaux d'égouts du village, réunies à la partie de la source non captée, s'écoulent dans le lit très perméable du ruisseau et s'y perdent environ 400 mètres en aval de Charentenay. Ce n'est qu'au moment des très grandes avalaisons qu'elles dépassent ce point. Ainsi que nous l'avons montré par une expérience à la fluorescéine, effectuée le 1^{er} avril 1903, ces eaux vont ressortir à la source de Val-de-Mercy et aux deux sources d'Escolives. Ces dernières sont situées dans la vallée de l'Yonne à 8.600 mètres de Charentenay et environ à 1.500 mètres du confluent de la vallée de Genotte avec celle de l'Yonne.

La source de Genotte apparaît 2 k. 500 en aval de Charentenay dans le thalweg de la vallée. Essentiellement temporaire, elle ne donne de l'eau qu'après les trois grandes pluies du printemps et pendant quelques jours seulement. Elle peut fournir alors environ 50 à 60 litres à la seconde. Le ruisseau qui en sort présente cette particularité curieuse de se perdre dans le sol et de reparaitre à quatre reprises différentes, entre Genotte et Val-de-Mercy, c'est-à-dire sur un parcours d'environ 1 kilomètre.

La source de Val-de-Mercy ne tarit jamais mais ses eaux s'infiltrant dans le sol avant d'arriver à l'Yonne.

Parmi ces différentes sources existant dans la vallée de Genotte, seules celles émergeant dans le Séquanien, c'est-à-dire celles de Charentenay, de Genotte et de Val-de-Mercy, seraient susceptibles de voir leur débit diminuer en cas d'abaissement du plan d'eau souterrain.

Mais d'après une enquête approfondie, à laquelle nous nous sommes livré tant par nous-même, que par les soins de MM. Painchaux et Mennetrier, agents-voyers cantonaux de Courson et de Coulanges-la-Vineuse, il résulte que le débit de ces sources n'a pas changé d'une façon appréciable depuis un temps très long. Il semble donc que dans la vallée de Genotte la disparition des ruisseaux superficiels date de fort longtemps et qu'on n'y observe aucun phénomène actuel d'enfouissement d'eau.

Toutefois, il existe un fait intéressant dans cet ordre d'idées, dans la vallée de l'Yonne légèrement en amont du confluent du ru de Genotte et de l'Yonne. Là existe, adossé contre le coteau de gauche de la vallée, un trou plein d'eau qui présente des particularités curieuses. C'est le trou des Caves dont nous avons eu l'occasion de parler ici-même à propos de l'alimentation en eau potable de Coulanges-la-Vineuse (1).

Ce trou, alimenté partie par les eaux d'alluvions de l'Yonne, partie par les eaux circulant dans le Séquanien sous-jacent, était sujet à des débordements périodiques et jouait le rôle de source d'une façon régulière pendant tout l'hiver. C'était à un tel point que la commune de Vincelles construisit en 1858 un aqueduc d'assainissement pour conduire les eaux de ce trou dans l'Yonne. Mais, depuis 1864 environ, les débordements du trou des Caves sont beaucoup moins fréquents et actuellement ils ne se produisent plus qu'une ou deux fois par l'hiver. Or, l'eau prenant son niveau dans ce trou par suite de la pression de l'eau du Séquanien, ainsi que nous l'avons montré, cette diminution dans les débordements de ce trou sourcier doit être attribuée, non pas à une diminution des apports des eaux d'alluvions de l'Yonne, mais bien à une baisse du niveau de l'eau contenue dans le Séquanien.

(1) M. Le Couppey de la Forest. — *Les eaux d'alluvions de l'Yonne et l'alimentation en eau potable de Coulanges-la-Vineuse*. — Bulletin de la Société des Sciences historiques et naturelles de l'Yonne. 1904. — II. — p. 13.

D. — Vallée du ru de Fouronnes.

Dans la vallée du ru de Fouronnes, on note deux sources issues du Séquanien, l'une à Fouronnes vers le cote 228, l'autre à Fontenay-sous-Fouronnes vers le cote 190.

Elles forment un ruisseau dont les eaux se perdent dans le sol et vont, d'après notre expérience du 15 avril 1902, ressortir aux sources de Trucy et de Crisenon dans la vallée d'Yonne (1).

Mais il ne semble pas que le débit des sources de Fouronnes et de Fontenay ait subi de diminution depuis de longues années. Il n'y a donc rien à noter dans cette vallée au point de vue qui nous occupe.

E. — Vallée du ru de Courson.

Cette vallée, très comparable à celle de Charentenay pour l'étendue et les formations géologiques, possède deux niveaux sourciers.

Le premier, situé à la base du Portlandien, dans le Kiméridgien, se manifeste par les sources du vallon de l'Herbe-Verte, de Séné, de Merry-Sec, de Puteau, de Vauprone, etc. Il n'a subi aucun enfouissement sensible.

Le second qui s'observe dans le Séquanien et auquel correspond la source des Glonds, s'est abaissé d'une quantité très notable depuis moins de 50 ans. Cette source des Glonds a été captée et dérivée jusqu'à Courson en 1847. Actuellement elle fournit de 25 à 30 litres à la seconde, mais lors de sa captation elle donnait de 75 à 90 litres. On avait, au moment de la construction de la dérivation, établi une vanne pour régler l'arrivée de l'eau à Courson. Mais, par suite de la diminution du débit de la source, cette vanne est devenue peu à peu inutile et on a dû finalement la supprimer.

D'autre part, avant la Révolution, il existait un moulin à blé et un moulin à foulon sur le ruisseau issu de la source : ces moulins ont disparu en 1790 ; mais il serait impossible maintenant d'utiliser ce ruisseau pour une usine hydraulique quelconque, car le plan d'eau dans le bassin sourcier a baissé dans des propor-

(1) M. Le Couppey de la Forest. — *Etude des sources de l'Yonne et de la Cure, deuxième rapport*, p. 259.

tions considérables : de 3^m 30, depuis 1847, ainsi que l'établissent certains repères.

L'eau de la source des Glonds, réunie à celle de Vauprône, alimente la ville de Courson, et forme, au sortir de Courson, un ruisseau : elle se perd dans le sol et va ressortir à Crisenon (1).

F. — Vallée du ruisseau d'Andryes.

Le bassin du ruisseau d'Andryes qui a une étendue de plus de 260 kilomètres carrés est constitué par du Portlandien et du Kiméridgien au sommet des plateaux, puis par du Séquanien, du Rauracien, de l'Oxfordien et du Bathonien.

On y observe deux niveaux d'eau. Le premier, dans le Kiméridgien, est ainsi que nous devons nous y attendre, sensiblement stable. Le second, situé dans le Séquanien et le Rauracien est autrement plus variable.

C'est à ce niveau que s'alimente un puits du hameau d'Aubigny, commune de Taingy, qui mérite de nous arrêter un instant. Ce puits, profond de 13 mètres, est creusé dans le Séquanien. Il a été foré dans le thalweg d'une vallée sèche qui vient se réunir à Druyes avec celle d'Andryes. Il a été construit à une époque très reculée. Il date de la fondation du hameau d'Aubigny qui autrefois était bâti dans la vallée autour du puits et qui peu à peu s'est reculé vers le coteau. Il est impossible de dire à quelle époque il fut foré. Mais en 1865, on a dû l'approfondir d'environ 2^m 50, par suite de la baisse du niveau souterrain auquel il s'alimente.

C'est également à ce niveau qu'il convient de rattacher les sources du Bief, des Trois-Moulins, de Saint-Romain, de Gulène, de Blin, des Viviers, et de la Roche, qui toutes surgissent à Druyes ou aux environs immédiats de ce village.

Seule parmi ces sources, celle du Bief, présente un certain intérêt au point de vue qui nous occupe. Essentiellement vaclusienne elle donne 300 litres à la seconde en temps normal, 2.000 au printemps et seulement 60, si ce n'est 5, au moment des sécheresses. Elle émerge au pied de coteaux escarpés formés par des calcaires situés à la limite de l'Oxfordien et du Rauracien.

Un certain nombre de fissures existent dans la falaise formée par ces calcaires. Elles sont disposées sur une série de plans hori-

(1) M. Le Couppey de la Forest. — *Etude des sources de l'Yonne et de la Cure. Deuxième rapport*, p 252.

zontaux étagés sur plusieurs mètres de hauteur, tant au-dessous du niveau actuel de l'eau dans le bassin sourceur qu'au-dessus de ce niveau. Celles qui sont moins élevées que ce niveau fournissent toutes des ruisselets plus ou moins abondants qui contribuent pour une grande part à l'alimentation de la source. Leur fonctionnement et l'aspect des fissures supérieures qui sont corrodées par les eaux, montrant clairement que ces fissures supérieures sont d'anciennes arrivées d'eaux qui se sont tarées au fur et à mesure que le niveau piézométrique précédemment plus élevé s'est abaissé jusqu'à sa cote actuelle.

Nous avons donc là une série de témoins de l'enfouissement du plan d'eau dans la région. Malheureusement il nous a été impossible de savoir exactement quand les dernières de ces fissures supérieures se sont tarées et tout ce que nous avons pu apprendre d'une façon certaine c'est que l'enfouissement des eaux en ce point date déjà d'un grand nombre d'années.

2° RIVE DROITE DE L'YONNE

Parmi les différentes vallées secondaires qui se réunissent à celle de l'Yonne entre Auxerre et Clamecy une seule, celle du ru de Broses, montre des phénomènes d'enfouissement d'eau.

On observe, dans cette vallée, une source dans le Bathonien, auprès du moulin Marot. Cette source, qui fournissait encore beaucoup d'eau en 1840 n'en donne plus depuis une dizaine d'années. De même, dans le vallon de Montillot qui se joint à celui de Broses, on voit au dessous de Montillot une source dite Fontaine-Guinaut issue du Callovien. D'après les dires locaux, cette source aurait subi de grandes diminutions de débit depuis une quarantaine d'années et ne fournirait de l'eau qu'au printemps.

Les thalwegs des deux vallées de Broses et de Montillot sont parcourus par des eaux qui proviennent plutôt du drainage des terres environnantes que de sources proprement dites, mais qui forment des petits ruisseaux. Ces ruisseaux se perdent dans le sol quand ils arrivent au contact de l'Oxfordien et communiquent avec la source de Réchimey (1).

Sur cette même rive droite de l'Yonne, les vallées de Quennes et de Saint-Bris montrent un certain nombre de sources issues

(1) M. Le Couppey de la Forest. — *Etudes des sources des vallées de l'Yonne et de la Cure. Deuxième rapport*, p. 268.

du Kiméridgien à des niveaux très différents, car le Kiméridgien vient affleurer, deux ou trois fois dans ces vallées par suite de la présence des deux failles de Quennes et de Saint-Bris.

Les eaux de ces sources s'infiltrant en terre dès qu'elles arrivent sur le Séquanien, elles réapparaissent respectivement aux sources de Sainte-Nitasse (1) et d'Augy (2).

3° — RIVE GAUCHE DE LA CURE.

Sur la rive gauche de la Cure, entre Cravant et Vézelay, on observe à Vaudonjon une vallée sèche entaillée dans le Séquanien et à Asquins, une vallée également sèche creusée dans le Bathonien. Mais on ne constate aucun phénomène récent de dessiccation.

4° — RIVE DROITE DE LA CURE.

La rive droite de la Cure, entre Cravant et Vézelay, ne montre non plus aucun fait actuel d'enfouissement.

Il existe là trois vallées : celles de Vermenton, de Sacy et de Voutenay, constituées par de l'Oxfordien et du Rauracien où l'on remarque des petites sources vers leur origine, mais on ne voit aucun ruisseau perenne sur le reste de leur parcours. Vers le confluent de ces vallées avec la vallée de la Cure apparaissent de belles sources à Vermenton, Reigny et Voutenay. Ces sources sont en communication avec les eaux perdues dans le haut de ces vallées (3). Mais la dessiccation de cette région remonte à des temps trop reculés pour que nous ayons pu obtenir sur elle le moindre renseignement.

CONCLUSION

Dans les deux régions du département de l'Yonne où nous avons été amené à faire des études un peu suivies, nous avons constaté de nombreux phénomènes, relativement récents, d'abaissement de la nappe souterraine, phénomènes qui se traduisent par des dessiccations de cours d'eau superficiels, des diminutions incontestables.

(1) M. Le Couppey de La Forest. — *Etudes des sources des vallées de l'Yonne et de la Cure. Deuxième rapport*, p. 250.

(2) Expérience du 1^{er} avril 1903.

(3) Le même. — *Loc. cit.* p. 272, 278 et 299.

bles de débits de sources, ou même par des disparitions de sources.

Ces phénomènes sont plus fréquents dans la région de la Vanne que dans celle de l'Yonne et de la Cure.

Dans la région de la Vanne, les eaux souterraines circulent en effet dans la craie. Or, ainsi que l'a montré M. Janet, la craie ne renferme aucune couche assez nettement imperméable pour retenir une nappe importante ; pour trouver une couche de cette nature il faut descendre jusqu'aux argiles de Brienne, d'âge Albien qui se trouvent à plusieurs centaines de mètres au-dessous de la vallée de la Vanne (1). Il s'en suit que les eaux souterraines peuvent s'enfoncer très profondément dans cette région, que leur enfouissement a commencé et que la marche de ce dernier est assez rapide pour avoir amené en moins de 60 ans de sérieuses modifications dans le régime hydrologique du pays.

Dans la région de l'Yonne et de la Cure, au contraire, un grand nombre de sources apparaissent vers l'affleurement d'une couche perméable sur une couche imperméable. Quelques-unes d'entre elles sont importantes comme les sources de Vallan ; elles ne sont pas sujettes à descendre plus bas, car il faudrait pour cela qu'une cassure se produisît dans leur support.

Les autres sources émergent dans des formations perméables. Parmi celles-ci certaines ont déjà subi des enfouissements marqués depuis un temps peu éloigné. (Druyes, Courson, Marot, etc.) Pour les autres aucun phénomène de ce genre n'a pu être observé, mais on ne peut répondre qu'il ne s'en produira pas dans un avenir plus ou moins rapproché, car il ne semble pas que les eaux souterraines qui alimentent ces sources soient retenues par des lits franchement marneux et absolument dépourvus de fissures. Toutes ces sources, par suite, pourront descendre jusqu'au niveau de la prochaine assise imperméable, mais elles descendront moins profondément que les sources de la région de la Vanne car ici les assises perméables sont loin d'avoir la même épaisseur que dans cette dernière région.

Cet enfouissement que peuvent subir toutes les sources issues du calcaire, lorsqu'elles n'apparaissent pas au niveau d'une couche imperméable dépourvue de failles ou de cassures, n'est pas pour faciliter la tâche déjà si difficile du choix des sources pour l'alimentation en eau potable d'une ville. D'autant plus que, sauf dans

(1) L. Janet. — *Enquête géologique. — Des contaminations auxquelles peuvent être exposées les sources de la Vanne.* Commission de Montsouris. Travaux de 1899-1900. p. 389.

certains cas très particuliers, il est difficile d'entraver la marche de cet enfouissement.

Le seul remède direct que l'on ait en effet à sa disposition, c'est, ainsi que le fait remarquer M. Pourbaix-Ledune (1), l'étude attentive du bassin stratigraphique d'où proviennent les sources, et la recherche, en amont de ces sources, des points de passage où les courants qui les alimentent menacent de s'enfoncer plus profondément sous terre. Or ce remède sera très rarement applicable, car la découverte des courants souterrains alimentant les sources est très difficile et le sous-sol n'est qu'exceptionnellement praticable à l'homme. Toutefois la géologie et la spéléologie pourront rendre dans certains cas de sérieux services.

Mais le remède qui semble être le meilleur c'est encore celui que M. Martel a cité en premier lieu, dans sa communication du 2 mars 1903, c'est un remède indirect : le reboisement. Par le reboisement en effet, on diminuera les infiltrations des eaux de pluie, l'on accroîtra le débit des ruisseaux superficiels, on maintiendra plus longtemps les eaux au-dessus de la surface du sol, et, enfin on attirera sur les régions à protéger des pluies plus abondantes et par cela même, l'on augmentera les quantités d'eau que ces régions ont à leur disposition.

(1) Pourbaix-Ledune. — *La disparition des sources et des rivières dans le département de la Somme*. — Journal d'Amiens, 11 février 1903.

LES DÉBUTS DE L'HOMME

DANS L'AVALLONNAIS

Par M. l'abbé A. PARAT (1).

C'est toujours la même réflexion qu'on entend autour de soi, quand la pioche vient d'exhumer d'antiques débris : « Ah ! il y a joliment longtemps qu'il passe du monde sur la terre ! » On ajoute encore : « On n'était pas plus maladroit autrefois qu'aujourd'hui. » Le dicton populaire fait la devise de l'historien et de l'archéologue. Leur rôle, en effet, est de retrouver ce long passage des générations, d'en suivre les évolutions et, à travers les obscurités, d'en découvrir, si possible, le berceau.

L'Avallonnais, faut-il le dire, est pour eux, dans l'Yonne, une région privilégiée. Cette terre, semblable à l'aimant, n'a cessé d'attirer dans tous les âges les groupes humains en quête d'un asile. Ce réseau de fraîches vallées qui descendent de son massif de granit ; cette zone de collines calcaires qui abondent en eaux courantes, et plus loin se creusent en méandres encaissés, pitto-

(1) Ce discours-conférence a été lu à la séance extraordinaire de la *Société des Sciences de l'Yonne* tenue à Avallon avec le concours de la *Société d'études* de cette ville, le dimanche 1^{er} juillet 1904. Ce résumé, tout de circonstance, des recherches préhistoriques faites dans la région, sera laissé tel qu'il a été communiqué ; autrement il faudrait lui donner de trop grands développements qui ne seraient que des redites de mémoires antérieurs.

Je le dédie aux Avallonnais, tout incomplet et imparfait qu'il est, comme un essai de vulgarisation et un travail d'indications.

On lira le détail des recherches archéologiques dans le *Bulletin de la Société* (depuis 1893) auquel je renverrai souvent avec la simple mention : *Bulletin*, et qu'on trouve dans toutes les bibliothèques publiques. J'ajouterai ici seulement quelques explications et des références nombreuses.

resques, pleins d'abris ensoleillés : n'est-ce pas l'idéal pour des stationnements ou des établissements à tous les degrés de civilisation.

Nous devons trouver, et, de fait, nous trouvons des preuves de l'occupation ininterrompue de l'Avallonnais depuis les temps les plus reculés. Il n'y a guère qu'un demi-siècle, l'histoire écrite fermait pour nous l'horizon le plus fuyant ; elle s'arrêtait aux Celtes ou Gaulois, c'est-à-dire à quatre ou cinq siècles avant l'ère chrétienne. Mais l'Archéologie s'est avancée bien au-delà ; elle nous a révélé l'existence de peuplades qui semblent, pour notre pays du moins, toucher aux origines de l'homme.

Faisons donc cette excursion à travers les âges, sans quitter un instant la terre avallonnaise si riche en souvenirs. Mais hâtons-nous, ce doit être une course vertigineuse, car le président, son sablier à la main, nous accorde quelques minutes (1) pour je ne sais combien de siècles et de peuples. On ne peut se promettre qu'un aperçu rapide ; et les voyageurs ne demanderont au guide ni explications ni preuves de détail. Il s'agit seulement de constater l'existence des mondes disparus. Si, par cette lecture, l'intérêt s'éveille dans les esprits, il y a là, tout près, des documents pour satisfaire la curiosité. Vous ouvrirez le *Bulletin de la Société des Sciences de l'Yonne*, vous visiterez les Musées de Saint-Germain-en-Laye, du Muséum de Paris, de Joigny, d'Auxerre, d'Arcy, de Voutenay, d'Avallon, enrichis des dépouilles de nos grottes (2).

(1) Il n'était accordé qu'un quart d'heure pour chaque communication, ce qui permettait tout au plus de faire une analyse rapide du sujet suivie de quelques conclusions. Les personnes peu initiées aux découvertes préhistoriques et archéologiques la trouveront absolument insuffisante et voudront bien recourir aux sources indiquées.

(2) La plus grande collection d'objets préhistoriques est celle du Musée d'antiquités nationales de Saint-Germain, près Paris, ouvert au public plusieurs jours la semaine ; elle contient un tableau d'échantillons de nos grottes. A Paris, le Muséum offre une partie des récoltes de de Vibraye provenant des Fées. La collection complète des grottes est installée au Petit Séminaire de Joigny et visible tous les jours. Auxerre possède un bel ensemble de la faune de la grotte des Fées, d'Arcy, en particulier le squelette de l'ours des cavernes de 2 mètres de longueur, et une collection choisie des grottes du Trilobite et de Nermont. Arcy, dans son petit musée communal, présente un assortiment assez complet de débris animaux, de mobilier de silex et de poterie primitive. Enfin à Voutenay, M. l'abbé Poulaine a recueilli de nombreux échantillons de plusieurs grottes, et le musée d'Avallon aura bientôt à montrer une petite collection de faune et d'industrie.

Notre histoire la plus récente est inscrite dans les chartes (1), les ruines et les tombeaux échappés à l'action du temps et à la main plus meurtrière des hommes. Combien sont rares, déjà, les témoins de ce moyen-âge dont nos cathédrales et quelques châteaux (2) sont les survivants grandioses !

Plus haut que l'époque féodale, nous sommes, avec les Francs barbares (3), aux origines de notre histoire nationale.

Avançons jusqu'à la grande époque romaine, où les Gaulois de la conquête, devenu les Gallo-Romains, ont couvert le pays pendant 500 ans, de villas (4) parfois somptueuses dont nous fouillons les ruines.

(1) Les archives de l'Yonne « sont réputées des plus riches parmi nos dépôts provinciaux. » Cependant, quand on pense aux siècles, aux événements et aux hommes que rappelle notre histoire locale, on se représente ce dépôt comme un arbre que les vents et les pluies d'automne ont secoué et auquel il reste quelques feuilles jaunies et déchirées. Aussi n'est-il pas possible d'écrire l'*histoire* d'aucune ville ou bourgade : on ne peut donner jamais que de courtes et sèches notices. La plus ancienne charte conservée à Auxerre est un diplôme original de Louis-le-Débonnaire, de 820.

(2) Pour la description archéologique de nos richesses du moyen-âge, on lira le beau volume illustré de Victor Petit : *Description des Villes et des Campagnes de l'Yonne*. (L'Avallonnais seul a été édité, il est enrichi d'une bibliographie). On lira encore dans l'*Annuaire* le « Guide pittoresque » des années 1850, 1851, 1862, 1863, 1864.

On trouvera aussi des descriptions particulières des monuments anciens de la région. EGLISES : *Châtel-Censoir*, par Amé, *Bulletin* 1855. *Vézelay*, par Chérest, *Bull.* 1856 ; Iconographie, par Pierre Meunier, 1862. *Saint-Père*, par l'abbé Pissier, *Bull.* 1903. *Avallon, Saint-Martin-du-Bourg, Saint-Lazare*, par Baudoin, *Bull. d'Avallon*, 1879. *Le Portail*, par Enlart, *Bull. d'Avallon*, 1894. *Montréal*, *Bull.* 1847, 1849, 1853. *Pontaubert* (*Bull. d'Avallon*, 1870, 1871, 1872, églises de l'arrondissement d'Avallon), *Sainte-Magnance* (tombeau), *Bull. d'Avallon*, 1847, par Baudoin. CHATEAUX : *Chastellux*, par le comte de Chastellux, *Bull. d'Avallon* 1863 ; par Chaillou des Barres, *Annuaire* 1840 et *Châteaux historiques. Ragny. Annuaire* 1864.

(3) Les vestiges de l'époque franque ou mérovingienne sont rares ; c'est une époque de dépopulation succédant aux invasions des barbares. On cite quelques médailles, et dans la grotte de Nermont, plusieurs objets. Depuis cette communication, une découverte importante a été faite à Asquins par M. Terrade, de Vézelay, celle d'un cimetière considérable où abondent les armes, les objets d'équipement, les parures et les vases de terre et de verre. On y voit l'art mérovingien dans sa pureté primitive. (*Bulletin de l'Yonne et Bulletin d'Avallon*, en préparation).

(4) Les Gaulois romanisés ont couvert le pays de leurs habitations ou villas. Aux vrais Romains, nous devons la grande voie d'Agrippa bien

Marchons toujours : Nous arrivons aux Gaulois de l'indépendance qui sont simplement cités dans l'histoire, cinq siècles avant Jésus-Christ. Ces peuplades barbares nous ont laissé quelques camps fortifiés et de nombreux tombeaux : ces tumulus (1) de pierres de nos bois où l'on retrouve quelquefois leurs armes et des objets de parure en bronze et en fer.

Au-delà, plus rien !... les annales sont muettes pour nous ; c'est déjà la préhistoire qui commence pour la Gaule, tandis que l'Italie et la Grèce, l'Orient (2) surtout, nous montrent des monuments et des documents resplendissants d'une lumière qui brille depuis longtemps.

L'obscurité qui nous couvre n'est pourtant point impénétrable ; nous pouvons encore remonter bien haut le fleuve de la vie. Mais cette fois, le flambeau capable de dissiper les ténèbres, c'est l'Archéologie qui le tient, aidée de la géologie qui détermine le milieu physique, et de la paléontologie qui classe le monde animal au sein duquel se meuvent les populations.

conservée à Saint-Moré (*Bull. d'Avallon*, Ragon, 1862), le temple détruit de Montmartre (*Bull. d'Avallon*, Moreau 1868, *Bull. E. Petit*, en préparation) et peut-être le camp de Villaucerre ou de Cora à Saint-Moré, fermé par une muraille de 270 mètres de développement avec sept tours (*Bull. d'Avallon*, 1852, Baudoin, *Bull.*, en préparation, abbé Parat). Les Gallo-Romains nous ont laissé la petite voie romaine d'Autun à Auxerre par Quarré, Saint-Germain, Saint-Père, Blannay, Bois-d'Arcy et Mailly (en préparation) et nombre de villas rurales. Les plus importantes, celles des Chagniat et d'Auxon, ont livré des mosaïques (la plus belle est au château de Chastollux), celle de Saint-Moré, une statue de Cérès et un autel (*Bull. 1899*, abbé Parat), celle de Voutenay, une stèle votive (Musée d'Auxerre).

(1) Cette époque est riche encore, elle comprend les camps retranchés des Alleux, près d'Avallon, de Givry, de Saint-Moré, à la Côte-de-Chair, et surtout celui de Villaucerre ou Cora qui a fourni beaucoup de poterie et d'objets en bronze du premier-âge du fer (en préparation). Les sépultures se trouvent dans les nombreux tumulus ou *mergers* des bois qui, cependant, ne sont souvent que des monuments de souvenir sans vestiges. On cite ceux de Châtel-Censoir, de Blannay, d'Annay-la Côte, qui ont enrichi les Musées d'Auxerre et d'Avallon et des collections particulières, de bracelets, torques et fibules (*Bull. 1880*, *Bull. d'Avallon*, 1880).

(2) L'Assyrie est à l'apogée de sa civilisation artistique en 660 et nous avons ses archives mêmes inscrites sur des tablettes d'argile cuite qui forment la première bibliothèque connue. La Chaldée, qui est la source où tous les peuples d'Asie ont puisé, possède déjà vers 3000 ans avant Jésus-Christ, les grands principes des sciences exactes, et vers la même époque, l'Égypte bâtit ses pyramides.

Voici donc que nous allons demander nos documents aux cavernes (1), ce qui est une garantie d'authenticité. Le remplissage de ces cavités souterraines, où l'homme de tous les temps est venu quelquefois chercher un refuge, s'est formé lentement de l'effritement des parois et de l'infiltration des terres par les fissures ; il atteint jusqu'à 6 mètres d'épaisseur. Nous y voyons conservés, dans des couches intactes, distinctes, les objets de métal, de pierre et d'os que, pendant des siècles, les hommes y ont déposés ou égarés. Ce sont là comme les feuillets d'un livre dont le dernier, formant la couche superficielle, est de date récente. De sorte qu'en relevant l'une après l'autre ces couches disposées partout dans le même ordre, nous allons nous mettre en contact avec des civilisations toujours plus anciennes, marquées chacune de caractères particuliers.

Allons donc à ces archives d'un nouveau genre leur demander les secrets du passé, hier encore lettre close pour les savants. Allons aux grottes de Saint-Moré, sans négliger pourtant de demander un supplément de lumière aux grottes d'Arcy et de la Vézère (2).

Par delà les Gaulois de l'histoire, nous trouvons des tribus sans nom qui ne possèdent qu'un métal : le bronze, dont leur industrie a su faire, par la fonte ou le martelage, des armes, des objets de parure d'une grande variété et quelque fois rehaussés d'or (3).

(1) L'Avallonnais compte 47 cavernes ou grottes dont 20 seulement ont donné des restes de l'homme ou de son industrie. 6 sont de l'époque paléolithique, et le reste est de l'époque néolithique ou de l'âge des métaux. Toutes les grottes sont creusées dans le calcaire, cependant il y en a 11 qui, dans l'Avallonnais seulement, se trouvent dans les roches d'arkose qui couronnent le granit.

(2) La vallée de la Vézère, avec ses grottes et abris nombreux, a été un centre florissant des populations préhistoriques. C'est là que les civilisations primitives ont été d'abord et le mieux étudiées, et leur classement a été fait d'après leurs industries typiques. De la grotte du Moustier, on a établi l'époque et l'homme moustériens ; de l'abri de la Madeleine, on a fait l'époque, moins ancienne, et l'homme magdaléniens. Ces stations sont célèbres ainsi que celles de Laugerie et des Eyzies.

(3) Les stations et même les objets isolés de l'âge du bronze, que l'on appelle quelquefois l'époque celtique, sont rares partout. C'est l'époque des dolmens et des menhirs à son déclin. A Vault-de-Lugny, on voyait autrefois un dolmen ou chambre sépulcrale faite de blocs de pierre. Sur Voutenay, il y a un menhir, la Grosse-Borne, bloc calcaire de 2m75 de hauteur. Les grottes de Nermont et de la Cabane, à Saint-Moré, avaient un gisement de cet âge ; un tumulus, à Foissy, a donné une hache à douille

Tournons un feuillet, c'est-à-dire descendons une couche : le métal n'apparaît plus ; dans les foyers, chose étonnante, ce ne sont que débris de pierre et d'os (1). La pierre, c'est le silex du Séonnais, qui est devenu, par un travail délicat, parfois inimitable : pointe de flèche, hache polie, tranchet, grattoir, perçoir, etc. La pierre, c'est la roche exotique brillante : jadéite, serpentine, calcaïs, etc., qui a formé, sous des mains habiles, la perle, la pendeloque, le bracelet, toute la série de luxe de l'époque.

A côté de la pierre, l'os débité, aiguisé, poli, perforé avec une rare adresse, s'est transformé en lissoirs, poinçons, poignards, aiguilles, etc. Voici la céramique primitive (2) : ce ne sont, dans les foyers, que morceaux de poterie simple et grossière, ou fine avec des dessins et des moulures. A côté sont les fusaïoles ou pesons de fuseaux, propres au filage du lin. Voici le premier moulin : une dalle de granit pour meule dormante, et un galet de même roche pour meule mobile. Les ossements des animaux, recueillis en grand nombre dans les cendres et ailleurs, montrent un mélange d'espèces sauvages et de races domestiques, mais toutes semblables aux nôtres (3). Nous sommes donc là en présence de l'homme

(collection abbé Pissier) ; Guillon a fourni au Musée d'Avallon une épée de bronze qui est un bel et rare échantillon. (Les grottes citées sans indication sont toutes de l'Avallonnais).

(1) C'est l'époque dit néolithique (mot qui signifie *nouvelle pierre* ou nouvelle manière de tailler la pierre en la polissant, ce qui était un progrès). On trouve partout des stationnements ou des objets de cette époque, surtout ces jolies pointes de flèche en silex de toutes formes. Les stations sont en plein air, comme à Saint-Père, Lac-Sauvin (Saint-Moré) et au camp de Cora qui fut primitivement occupé par les Néolithiques. La grotte de Nermont avec ses tranchets, marque le début de l'époque ; la grotte funéraire de l'Homme et la sépulture de Crot-Canat, à Saint-Moré, pourraient être de ce temps au plus tôt. Plusieurs autres grottes, le repaire de Voutenay, la Roche-au-Larron, etc., ont donné de la poterie primitive, ce qui ne suffirait pas pour les appeler néolithiques. (Voir la notice sur la grotte de Nermont, en préparation).

(2) La céramique est restée la même depuis l'époque néolithique, où elle apparaît, jusqu'à l'époque du fer ou époque gauloise ancienne. C'est toujours une poterie grossière, faite à la main, cuite à l'air et par suite poreuse et friable. Le seul progrès consiste dans l'ornementation ou dans les formes de vases, et, à l'époque du fer ou peut-être du bronze, dans la fabrication d'une sorte fine à glaçure noire solide et très décorée. La poterie seule ne peut donc pas donner l'âge d'un gisement de ces temps-là.

(3) La faune de Nermont comprend : loup, chien, renard, fouine, loutre, ours brun, blaireau, lapin, cheval, bœuf, chèvre ou mouton, cerf, chevreuil, sanglier ou cochon, oiseaux, poissons, moules de rivière. L'ours paraît avoir habité le Morvan et la Puisaye jusqu'au ^{vi}e siècle.

chasseur, pasteur et cultivateur de l'époque néolithique. Ce sont les débuts de populations sédentaires pratiquant un genre de vie analogue, pour le fond, à celui de nos campagnes. Mais ce n'est pas encore l'occupation primitive ; allons plus loin, c'est-à-dire descendons toujours dans nos couches de remplissage.

Un mot, cependant, avant de tourner le troisième feuillet, sur cette époque qu'on a appelée de la pierre polie, et sur ces hommes qu'on nomme les Néolithiques (1). Les regardant bien au-dessous de nous, il nous est sans doute échappé de dire avec un certain air de pitié : « Que pouvaient-ils donc faire avec leur misérable outillage. » Je répondrai : « Allez voir en Suisse comment ces Néolithiques édifiaient leurs villages sur une forêt de pilotis qu'ils plantaient, on ne sait comment, au bord des lacs. Allez en Bretagne étudier les caveaux qu'ils bâtissaient à leurs morts avec des pierres colossales ; et vous reviendrez convaincus que ces petites gens faisaient œuvres de géants (2).

Les couches inférieures des grottes, par suite du stationnement plus prolongé des primitifs, sont plus riches que les autres et nous ménagent de grandes surprises. C'est toujours le mobilier de

(1) Les peuples néolithiques offrent des stationnements très variés qui sont disséminés et rarement stratifiés, ce qui rend leur classement chronologique difficile. Il y a les plages aux rebuts de cuisine, les fonds de cabane et les camps, les ateliers des pays de silex, les grottes et abris naturels ou artificiels, les dolmens avec leur mobilier funéraire, les habitations lacustres ou palafittes qui contiennent l'ensemble le plus complet de l'industrie néolithique.

(2) La Suisse est le pays des citées lacustres, et le seul village détruit de Wangen compte 40.000 pilotis. Le pieu, fait de bois de toutes sortes, avait 5 à 10 mètres de longueur et 8 à 23 centimètres de diamètre. Il était enfoncé de 1^m50 dans la vase et s'élevait à 1 ou 2 mètres au-dessus de l'eau : le tout façonné avec le feu et la hache de pierre polie. On compte plus de 200 villages dans les lacs de Suisse.

Le dolmen ou chambre sépulcrale est souvent fait de grands matériaux. Celui de Bagneux, près Saumur, mesure 18 mètres de longueur, 6^m50 de largeur et 3 mètres de hauteur. Sa grande table de pierre a 7^m50 de longueur, 7 mètres de largeur et 1 mètre d'épaisseur ; elle pèse environ 400 tonnes (100.000 kil.). Les matériaux sont quelquefois amenés de loin. Le plus grand menhir ou pierre debout est celui de Locmariaquer (Morbihan) qui a 21 mètres de longueur sur 4 d'épaisseur et pèserait 250.000 kilogrammes. Il y a des rangées ou alignements qui comptent, après bien des destructions, jusqu'à 1120 pierres debout : (Carnac, Erdeven).

Ces résultats, mis en regard de la médiocrité des moyens, font ressortir, au-delà de tout ce qu'on peut dire, les qualités industrielles de ces populations.

pierre et d'os ; mais en quelle compagnie se trouve donc l'homme au milieu de ces forêts ! Il n'y a pas trace d'animaux domestiques, et nous voyons défilér le majestueux éléphant ou mammoth, l'informe et monstrueux hippopotame, le lourd rhinocéros ; puis les espèces légères : le cheval, le bison, le renne, l'élan, l'antilope. En tête, marchent les carnivores : le lion, l'ours et l'hyène des cavernes, tandis que l'aigle plane dans les airs (1).

Oh ! ne craignons rien pour l'homme, si chétif, ce semble, en face d'une telle armée. Nous savons qu'il a vaincu, puisqu'il est resté le dernier ; et même nous ne connaissons ses adversaires que par les dépouilles qu'il nous en a laissées dans ses grottes (2). Grâce à son intelligence, dont les preuves sont sous nos yeux, il a affirmé sa force et son courage par sa supériorité sur tous les êtres de la création. Dans un ordre plus élevé, il a affirmé son génie industriel par les séries de ses instruments de silex et d'os ; ils sont des modèles de forme et d'exécution, et ils défient même parfois l'habileté moderne. Encore mieux, cet homme primitif a affirmé son génie artistique : Dans ses loisirs, il a dessiné sur des os, avec son burin de silex, les animaux de son temps avec une admirable vérité ; il a sculpté l'os et l'ivoire en bas-relief et en ronde-bosse ; il a gravé les parois de ses grottes, et, sur les figures, presque de grandeur naturelle parfois, il a posé des couleurs (3).

(1) La faune de l'époque quaternaire est presque au complet dans nos grottes de la Cure et de l'Yonne. Ce sont pour les *carnivores* : lion des cavernes, lynx, loup, renard bleu ou polaire, renard commun, hyène tachetée, ours des cavernes, blaireau. Pour les *pachydermes* : hippopotame, éléphant primitif ou mammoth, rhinocéros laineux, cheval fossile, sanglier. Pour les *ruminants* : le grand cerf ou le cerf du Canada, cerf élaphe, renne, élan, antilope saïga, aurochs ou bison, bœuf primitif, bouquetin, chèvre ou mouton sauvage. Pour les *rongeurs* : castor, marmotte, lapin, arvicole ou rat des champs. Enfin l'aigle.

(2) Les grottes de cette époque dite paléolithique (mot-à-mot : ancienne pierre) ou de la pierre taillée sont dans l'Avallonnais, à Saint-Moré : les grottes dites le Mammoth, l'Homme, les Blaireaux, la Marmotte, le Croscanat ; à Voutenay : le Repaire et la Roche-au-Larron. La plus anciennement occupée serait le Mammoth, contemporaine sans doute de la Roche-au-Loup de Merry qui a donné l'hippopotame, animal des débuts du Quaternaire.

(3) Les grottes de l'Avallonnais n'ont pas fourni l'os gravé, il a été trouvé dans la seule grotte du Trilobite d'Arcy qui paraît avoir, à une époque, reçu une colonie de la Vézère, le centre artistique. On peut voir, dans les musées cités plus haut (Saint-Germain, Joigny, Auxerre, Arcy), et provenant du Trilobite, un dessin sur os d'une branche feuillée d'une

L'artisan, l'artiste de nos jours salueront sans hésiter ce Magdalénien, ce chasseur de renne, comme un précurseur, comme un confrère. Enfin, cet homme a affirmé sa valeur morale en donnant à ses semblables une sépulture (1) qui témoigne, dans ses détails, de sa foi en une vie supérieure et de sa tendresse pour les disparus.

Cependant, c'est ici l'homme de l'époque quaternaire (2), le Paléolithique, comme on l'appelle, exclusivement chasseur et nomade, en un mot le vrai sauvage. Mais, n'ayons pas peur des

exécution parfaite. (Moulage du Musée de Saint-Germain.) On y voit aussi d'autres dessins de lignes sur os et ivoire, simples ou en champ-levé. Les dessins du règne végétal sont rarissimes, ceux du règne animal sont innombrables dans le Midi, et il y a telles de ces esquisses, par exemple, le renne broutant, que ne désavouerait pas un artiste moderne.

Pour ne pas être taxé d'exagération, je renverrai au Musée de Saint-Germain où « l'incomparable collection » des sculptures et gravures de l'âge du renne, de M. Piette, vient d'être installée. Et voici ce qu'en dit le conservateur, M. Salomon Reinach : « Ces richesses extraordinaires, qui ne sont pas des bibelots de collection, mais des documents recueillis dans des fouilles régulières, nous montrent des sauvages de génie qui développèrent dans les arts du dessin une habileté prodigieuse dont on ne trouve l'équivalent sur aucun point du globe, pas même en Egypte et en Chaldée. En Gaule, une fois l'âge du renne terminé, l'art n'existe plus, il faut attendre jusqu'au ^{xii}^e siècle, jusqu'au temps de Saint Louis, pour trouver des dessinateurs rivalisant avec les chasseurs de renne. » *Revue archéologique*, 1902, II, p. 424. Il est curieux de voir que le sauvage de nos grottes a attendu des artistes qui l'égalaient jusqu'aux sculpteurs de la Madeleine de Vézelay.

(1) On cite dans le Midi les grottes sépulcrales de Menton. Il n'y a rien de semblable dans notre région où l'on trouve cependant un petit ossuaire à la grotte de l'Homme. Les ossements étaient engagés dans la couche superficielle d'un dépôt de concrétion qui contenait de la poterie, et ne doivent être rapportés au plus tôt qu'à l'époque néolithique. On verra dans le musée des grottes un crâne d'homme entièrement enveloppé dans la pierre formée par ce dépôt.

(2) L'époque quaternaire se dit communément de celle qui a précédé la nôtre et qui est caractérisée par une grande abondance de pluies et de neiges favorisant l'établissement d'immenses glaciers et de puissants cours d'eau. Elle fut d'abord plus chaude que la nôtre, puis devint très froide et très sèche. C'est au milieu de la période glaciaire que l'homme fit son apparition en Europe. Il nous reste de cette époque les dépôts de cailloux, à une certaine hauteur, d'Orbigny près d'Avallon, de Pontaubert, de Sermizelles et de Saint-Moré ; et nous en trouvons la faune dans les débris des grottes. (Lapparent, *Traité de Géologie* ; de Saporta, les *Temps quaternaires*, Revue des Deux-Mondes, septembre 1881.)

mots ; c'est la sauvagerie, sans doute, mais non pas celle des races vicillies, dégradées de notre époque. Au contraire, c'est la vie au grand air de l'humanité jeune, éveillée, ardente ; c'est la belle sauvagerie (1), celle en qui se réunissaient la force vaillante, l'industrie et l'art à un degré qui laisse voir l'apogée d'une civilisation.

Qu'on saisisse bien la différence de l'homme du métal, qui est le barbare, et de l'homme de la pierre éclatée, qui est le sauvage, tout à l'avantage de ce dernier ; car on ne dirait pas de même : la belle barbarie, malgré les progrès matériels de la nouvelle société. Chez les barbares, on trouve une organisation avancée, mais la décadence des beaux-arts est profonde, les êtres faibles sont sans protection, et la guerre a fait son entrée dans le monde dès l'époque de la pierre polie ; la guerre, comme on la comprenait alors, qui fait sa joie de la souffrance des autres. On voit, de ce fait, quelle supériorité n'avait pas sur la barbarie, cette sauvagerie primitive contre laquelle on n'a jamais relevé aucun indice de luttes fratricides.

Nous arrivons au premier feuillet, c'est-à-dire à la couche de fond de nos grottes. Nous y retrouvons le même primitif, celui qu'on appelle le chasseur d'ours (2), mais dépourvu du sentiment

(1) Le mot *sauvagerie* sonne mal à nos oreilles ; il nous rappelle tout de suite la vie de certains sauvages modernes où l'abrutissement s'ajoute à la barbarie. Appliqué aux races quaternaires, il signifie simplement l'état sauvage (de *silva*, forêt), c'est-à-dire la vie au milieu des forêts dans sa plus grande simplicité. L'homme habite une hutte et trouve sous sa main, dans les animaux, la nourriture et le vêtement. Il ne connaît pas le métal, mais il a su se créer, de la pierre, une industrie qui suffit à ses besoins. L'état des races sauvages actuelles est une dégradation qui a pour cause la misère prolongée ; et le civilisé lui-même descendrait vite à leur niveau dans certaines contrées désolées. Les sauvages quaternaires, peu nombreux et vivant dans des régions extrêmement giboyeuses, se trouvaient dans le milieu le plus favorable à l'existence et à l'apaisement des instincts grossiers. Ils ont dû atteindre le degré supérieur de leur état de vie et l'emporter même en moralité sur les barbares. On ne trouve dans les grottes aucun indice de la crainte de l'homme en face des grands animaux, ni de son incurie pour les restes de ses semblables, ni de ses luttes fratricides (les ossements humains sont extrêmement rares partout ; nos grottes, une centaine, n'auront donné que le fragment de mâchoire des Fées d'Arcy). Au contraire on constate, chez lui, le génie de la chasse contre toutes les espèces, lourdes, féroces ou légères, le soin de sa conservation, le progrès et la perfection de son industrie de la pierre et le sentiment profond de l'art.

(2) Ce sauvage s'appelle en archéologie l'homme du Moustier ou le Moustérien, de la grotte et station du Moustier (Dordogne) où son indus-

de l'art : c'est le rude **sauvage**. Son industrie est plus rudimentaire, son outillage de silex est plus simple et plus massif, et le travail de l'os lui est inconnu. Cependant, les mêmes qualités d'invention et d'exécution s'y reconnaissent, tout porte le cachet d'un ouvrier ingénieux et habile. C'est là le Moustérien, le premier occupant des cavernes dont il a délogé l'ours en son repaire.

Tenons-nous enfin le premier anneau de la chaîne ? Pas encore. Les débuts sont plus haut, mais les cavernes ne nous disent plus rien. L'homme ne fut jamais un troglodyte (1), car, sur une centaine de grottes que j'ai explorées dans la région, seize seulement ont fourni des vestiges de cette époque. La vie au grand air a toujours été la vie normale de l'homme ; il n'a recherché les vallées encaissées, plus chaudes, que lors du refroidissement amené par le régime glaciaire ; et les grottes ne furent jamais pour lui que des abris temporaires.

L'homme des cavernes a donc vécu ailleurs, et nous allons chercher ses outils de pierre indestructibles dans les graviers des rivières déposés à toutes les hauteurs sur les pentes. C'est ainsi que l'étang Minard, aux portes d'Avallon, nous a fourni, dans les alluvions du ru d'Aillon, une hache ou amande de silex faite pour les mains les plus robustes. L'homme vivait alors sur les plateaux, dans les vallées larges, avec les grandes espèces d'animaux dont plusieurs appartiennent aux climats chauds (2).

trie typique a été étudiée. Il ne paraît pas être l'ancêtre du Magdalénien dont l'art apparaît et disparaît subitement comme un météore. On compte trois grottes de cette époque dans l'Avallonnais : le Mammouth, la plus ancienne station de la Cure, le Repaire de Voultonay et le Crot-Canat. Les grottes ont quelque fois une couche inférieure, de l'industrie du Moustier, et une ou plusieurs supérieures, de l'industrie de la Madeleine. Pour la civilisation de l'époque moustérienne, voir la notice de la Roche-au-Loup, *Bull.* 1905.

(1) Troglodyte veut dire habitant des cavernes, et ce nom convient aux primitifs qui ont occupé, par exemple, les grottes de la Vézère qui sont creusées dans une craie généralement imperméable. On reconnaît l'*habitation* à une accumulation considérable de débris de toutes sortes et à des foyers permanents. Ces sortes de demeures, bien aménagées, se voient encore dans l'ouest de la France où des villages entiers sont établis dans la craie : ce sont de vrais troglodytes. Dans nos terrains calcaires très fissurés, les grottes laissent trop facilement passer les infiltrations pour être habitables, et elles se sont même comblées en partie par l'arrivée des terres à travers les fentes.

(2) On appelle époque de Chelles ou encore de Saint-Acheul les temps où l'homme venait de faire son apparition en Europe, parce que c'est à Chelles, dans les dépôts de la Marne, près Paris, ou de la Somme, à Saint-

De cette époque, si différente de la nôtre, et de cet homme, le dernier que nous puissions atteindre, nous ne savons que les traits principaux : un climat doux, de grandes rivières, une faune méridionale abondante et de belle venue ; et pour l'homme, un outillage simple et massif. C'est peu, mais cela suffit pour juger, car à l'œuvre on connaît l'ouvrier. Quand on aura étudié au Musée de Saint-Germain les séries de haches ou amandes de silex de toute grandeur, de formes variées et d'un travail souvent parfait dans son genre, on ne pourra dénier à l'homme des alluvions, comme on l'appelle, d'être le précurseur, l'initiateur de l'homme des cavernes (1).

Plus on avance et plus on voit la vie de l'homme se simplifier, le cercle de ses besoins devenir plus borné ; et ses idées ont du suivre la même marche. Mais dans l'industrie du plus ancien occupant, nous reconnaissons les mêmes procédés de l'esprit, comme dans le squelette nous retrouvons le même type humain de ses successeurs. A eux le mérite du progrès, mais à lui le mérite de l'invention. Sur le front déprimé et rude des crânes les plus primitifs, on voyait donc, quand même, briller le reflet de l'Intelligence infinie.

Notre exploration est terminée ; nous touchons aux origines de l'homme dans notre pays. Mais, selon toute probabilité, nous avons devant nous un immigrant que l'esprit d'aventure ou les poussées des tribus ont chassé de l'Orient. Quelle était la civilisation du milieu qu'il quittait, et qu'était-il lui-même dans son pays d'origine ? Avait-il connu la vie pastorale ou agricole ? Il n'est pas

Acheul, près d'Amiens, qu'on a trouvé les premiers outils. Cet homme, dit des alluvions par opposition à celui des cavernes, s'appelle l'homme de Chelles et Chelléen ou de Saint-Acheul et Acheuléen. Son industrie est abondante dans la forêt d'Othe, pays de silex. Ailleurs elle est rare, on cite quelques haches à Auxerre, Chablis, Courlon, dans les graviers, à Montillot, Bois-d'Arcy, etc., en plein air. La découverte de l'étang Minard est la plus intéressante par sa position sur la lisière du Morvan et dans le lit d'un petit ruisseau autrefois torrent. (*Bull. d'Avallon* 1904) Cette hache qui appartient à M. Edmond Chevreteaux, a été présentée (moulage au musée d'Avallon) à la séance.

(1) L'homme de Chelles, le premier fabricant, a tout simplement choisi un caillou brut et l'a façonné en lui enlevant de grands éclats pour lui donner la forme voulue, et d'autres plus petits pour lui faire un tranchant ou une pointe. L'homme du Moustier, pour alléger et varier l'outillage, a détaché du caillou, devenu nucléus, de gros éclats de forme typique, et, par de fines retouches les a convertis en pointes triangulaires et en racloirs qui figurent très bien une amande coupée en long ou en travers.

possible de le dire avec preuves. Ce que l'on sait, c'est que les émigrants représentent toujours la partie arriérée d'une population, et que leur vie de voyages tend encore à les faire reculer. Ils sont forcés de demander à la chasse toute leur subsistance, et, quand une fois ils sont fixés dans une contrée, cette indépendance de la vie sauvage peut leur faire oublier un état de vie antérieur plus parfait (1).

Au cours de ce long voyage, sans point de repère, à travers les civilisations primitives, nous avons perdu la notion du temps. A quelle date se placent les premiers immigrants de notre pays ? qui le dira, qui osera le dire ! Quand on sait que l'époque glaciaire avait fait de l'Europe du nord un monde à part sans qu'aucun rapport de faune et d'industrie permette d'établir une chronologie (2) commune à l'Orient et à l'Occident.

(1) La vie sauvage a tant d'attrait que des Indiens, après avoir goûté, des années, les avantages de la civilisation, sont retournés à leurs chasses dans les bois.

(2) C'est la date approximative du moins, qu'on voudrait avoir de ce passé si étrange. Or, au-delà de l'époque du bronze, dont on place, pour l'Europe, les débuts 2.000 ans avant J.-C., on ne sait plus rien dire avec preuves. A l'époque plus lointaine de la pierre polie, l'Orient était certainement à l'âge des métaux. Puis on arrive à l'époque quaternaire ou de la pierre taillée, et l'on n'a plus pour se guider que « les impressions des naturalistes. » (Cartailhac). Aussi un de nos préhistoriens les plus écoutés, John Evans « renonce-t-il à proposer un chiffre qui ne reposerait sur rien de sûr. »

On a interrogé la Géologie en général ou chaque cause naturelle en particulier. La Géologie nous apprend ce qu'est l'époque quaternaire où plongent nos origines : les vallées sont creusées depuis longtemps, elles se remplissent et se déblayent seulement selon les mouvements du sol. Les précipitations atmosphériques sont dix à vingt fois plus abondantes et plus actives que maintenant. Les glaciers immenses sont un fait particulier au nord de l'Europe et de l'Amérique. Il n'y a aucune apparition nouvelle dans la flore ou la faune ; il y a seulement des extinctions d'espèces. Quant aux dépôts, ils ne forment pas même une assise. Aussi, dit M. de Lapparent, « dans les faits géologiques, rien absolument ne motive les évaluations considérables devant lesquelles certains auteurs n'ont pas reculé. »

Les causes naturelles, c'est-à-dire les glaciers, les tourbières, les deltas, les alluvions, les concrétions, les corrosions, ont servi à établir des *chronomètres*. La discordance est la marque de ces calculs qui vont de 10.000 à 1.200.000 ans en passant par tous les intermédiaires. On fait sur ces causes, essentiellement variables, des opérations mathématiques : on établit une règle de proportion quand il s'agit d'une règle de progression,

Mais laissons la question curieuse pour considérer l'homme lui-même. Son évolution, vous l'avez vu, s'est accomplie, non suivant une formule géométrique, mais d'après des lois flexibles qui déconcertent parfois nos théories. Nous sommes dument avertis qu'en histoire naturelle, ce sont les faits seuls qui ont raison, parce qu'ils sont démonstratifs. L'homme des cavernes, d'après le système à priori, devait descendre bien au-dessous de l'Australien moderne ; et voilà qu'il se présente à nous avec des qualités inouïes. Le romancier le plus hardi qui eût voulu, par esprit de contradiction, embellir le primitif autant que d'autres se plaisaient à le rabaisser, n'aurait jamais osé le peindre tel que l'ont révélé les dernières découvertes.

Maintenant nous comprenons comment on peut joindre les deux bouts de la chaîne humaine et faire fraterniser, pour ainsi dire, le primitif avallonnais et l'homme du xx^e siècle (1).

Le géologue admire sans doute l'Yonne à son confluent ; mais s'il est philosophe, il s'arrêtera pensif devant la source du Préneley, se disant : après tout, la rivière n'est qu'une collection de mille petites sources, et c'est ici qu'est l'intérêt. L'ingénieur s'exalte devant la locomotive du dernier modèle ; mais s'il est philosophe, il s'absorbera rêveur devant la simple marmite de Papin dont la locomotive n'est qu'un dérivé par accumulation d'efforts. Le biologiste examine curieusement le chêne plusieurs fois sécu-

dont la *raison* arithmétique, bien plus, nous est inconnue. Nous avons sous nos yeux, dans les grottes, un exemple de l'irrégularité de ces causes dans les dépôts de concrétions ; et nous trouvons dans l'état de conservation des débris animaux une réponse topique à l'exagération des calculs. On trouvera une étude documentée de cette question dans la notice sur la Roche-au-Loup (*Bull.* 1905).

(1) L'homme du xx^e siècle garde, dans ses goûts, la survivance de l'état sauvage que les philosophes du xviii^e siècle appelaient l'état de nature, préférable à la civilisation. Le chasseur moderne qui va passer quelques heures à la campagne, loin du train fatigant des affaires et du formalisme des villes, revit en quelque sorte, un instant, cette indépendance insouciance de l'homme des bois. Il est heureux, quoique au fond il ne partage pas les théories des encyclopédistes sur les beautés de la vie sauvage. Notre chasseur n'est donc pas si loin du primitif. Mais, dans ses procédés, il se place au-dessous ; car le sauvage, souvent au risque de sa vie et avec ses armes peu meurtrières, avait pour mobile principal d'abattre le gibier, la nécessité ; tandis que le civilisé n'a souvent en vue que le plaisir de traquer et de tuer la petite bête inoffensive. L'homme du carnage, venu plus tard, à l'époque du métal, a donc mêlé son sang dans nos veines au sang du chasseur primitif.

laire ; mais s'il est philosophe, il se penchera attentif, ému sur le petit germe mystérieux dont le géant des forêts n'est que le développement.

De là nous remontons à l'homme, et nous disons avec un penseur moderne : « Ce n'est pas devenir autre que de développer le contenu de sa loi, puisqu'au contraire c'est devenir soi même. » Ou, pour finir comme nous avons commencé, par un mot populaire plein de philosophie, car la philosophie, j'imagine, a dû naître, comme l'art, dans les bois, nous dirons devant l'homme du ^{xx} siècle ce que dit le bûcheron en mesurant d'un regard le chêne séculaire : « Oh ! le beau gland ! » Ce sera l'éloge de notre primitif du Morvan (1).

Oui, disait M. Albert Gaudry, l'éminent paléontologiste, à la dernière séance annuelle de l'Académie des sciences : « On ne peut sans émotion manier les reliques de nos premiers aïeux. En face d'énormes animaux, n'ayant pour se défendre que des instruments de silex, ils ont osé lutter et ils ont vaincu ; c'étaient des artistes, c'étaient des braves, honneur à leur mémoire (2). »

(1) C'est là ce qu'on appelle l'évolution, qui n'est pas une loi unique, mais un ensemble de lois biologiques et sociales qui s'harmonisent plus ou moins dans les existences humaines. L'évolution est l'idée générale, hypothétique qui éclaire au loin la route et marque la direction ; mais c'est aux faits à en déterminer le tracé exact et les accidents. Il y a les progrès, les arrêts, les décadences, les regressions, les extinctions dont l'histoire est faite, et que l'observation seule constate et qui devient la science positive et définitive.

(2) Académie des sciences, séance publique annuelle du 21 décembre 1903.

NOTE
SUR LES
MINERAIS RADIFÈRES DE GRURY
(SAONE-ET-LOIRE)

Par M. Hippolyte MARLOT.

Les découvertes de M. Becquerel et de M. et M^{me} Curie, au sujet du Radium, nous ont engagé à faire des recherches de substances radio-actives dans le Morvan et l'Autunois, où à Saint-Symphorien de Marmagne, M. de Champeaux, vers la fin du XVIII^e siècle, découvrait des minerais d'urane lesquels sont avec la pechblende les matières contenant le Radium. En France, les minerais d'urane ou autunite sont excessivement rares. Il n'en existe des traces qu'à Saint-Léonard dans le Limousin et dans les environs de Montluçon. Ceux de l'Autunois sont des filonnets minuscules, intercalés dans la granulite décomposée et dans les gneiss. Depuis un siècle, celui de Saint Symphorien de Marmagne, malgré tout ce qu'on en a dit, n'a pas livré plus de 40 kil. d'autunite. La présence d'autunite a été également constatée dans les carrières de Couhard près d'Autun, où les paillettes sont répandues dans des minces veines de quartz, véritables feuillets d'une exploitation presque impossible. A la Creuse d'Auxy, l'autunite a été signalée par M. Michel Lévy dans des quartz où nous l'avons recherchée sans succès. Les minerais contenant le Radium sont des moins répandus. Dans la pechblende ou pechurane, qui existe à Joachimsthal, en Bohême et où, dans les résidus, M. et M^{me} Curie ont réussi à l'isoler, 10 tonnes de ces minerais produisent à peine un gramme de Radium (1). Aussi le gouvernement autrichien a-t-il prohibé entiè-

(1) Les sels de Radium ont une valeur commerciale très élevée et ont depuis reçu en médecine diverses applications. Le bromure de Radium pur vaut 400.000 fr. le gramme.

rement la sortie du précieux minéral. On a retrouvé depuis, la présence du Radium et de certains sels actifs radifères dans le thorium. La monazite, l'actinium, la gummite, minéraux extrêmement peu communs et où l'activité est aussi parcimonieusement distribuée que dans l'uranium. Certaines eaux minérales ont également la propriété d'être radio-actives.

Pénétré de l'idée de retrouver le Radium dans l'Autunois et le Morvan, en dehors des minerais d'urane, notre intuition n'a pas été en erreur et nous sommes le premier en France qui avons découvert et rencontré un minerai renfermant l'activité suffisante pour être traité industriellement et remplaçant avantageusement ceux de Bohême. L'exploitation entreprise sous notre direction, se poursuit régulièrement. Les produits sont envoyés à l'usine de M. Armet de Lisle, à Nogent-sur-Marne qui a fondé en France la première usine pour le traitement des sels de Radium, Polonium, etc. Les minerais que j'exploite sont ceux que j'ai l'honneur de présenter et d'offrir à la Société des Sciences historiques et naturelles de l'Yonne dans cette séance.

La présence de pyromorphite, plomb arséniaté, phosphaté, jaune et vert avait été découverte il y a une quarantaine d'années par MM. Carion, de Montmort, et V. Berthier, d'Autun, lors de la construction de la route d'Issy-l'Evêque à Grury et c'est à eux que je dois cette première indication. Le filon était visible et à une petite montée sur l'accotement de la route avec une épaisseur de 0,10 à 0,15. Il fut l'objet de nos diverses visites depuis 1894. Ce minerai, d'une couleur jaune orange et d'un beau vert nous intriguait particulièrement et depuis cette époque, notre intention était d'y faire quelques travaux de recherches et de reconnaissances.

La présence du Radium dans l'autunite, nous a donné l'idée de faire essayer au commencement de cette année, par l'intermédiaire de M. H. Farjas au laboratoire aujourd'hui célèbre de M. et Mme Curie, notre minerai de pyromorphite du domaine des Dorains, commune de Grury. Cet essai eut un plein succès, la puissance active du minerai fut toute une révélation. D'autres affleurements furent retrouvés sur différents points de cette même commune de Grury, qui renferme plusieurs autres filons de sulfate de baryte, de spath fluor et de quartz dont la granulite décomposée forme l'enveloppe, ainsi qu'à nos filons de pyromorphite. Il existe aussi dans la commune un filon de dioritrine décomposée et des pointements de porphyrite et porphyre globulaire au milieu de ces mêmes granulites. Ils forment les dernières pentes du Morvan vers le sud, et là commencent les schistes archéens et dévonien en bordure sur les terrains primitifs.

L'exploitation des minerais radifères de Grury, (Grury est une petite commune du canton de Issy-l'Evêque, arrondissement d'Autun (Saône-et-Loire) sur la ligne de Bourbon-Lancy à Toullon-sur-Arroux), fut ainsi décidée, elle se poursuit régulièrement avec une vingtaine d'ouvriers, au moyen de galeries souterraines, puits et tranchées; elle a un certain succès.

Ces filons, attaqués surtout près de la surface, sont fort irréguliers et ont une puissance des plus variable. Ils forment des nœuds, amas minéralisés, au milieu d'étranglements siliceux stériles. Leur direction est ordinairement N.-O. La pyromorphite ne semble être qu'une décomposition, un véritable chapeau d'un gîte de galène existant plus profondément et où la radio-activité doit disparaître. La nuance de ce minerai de plomb phosphaté, passe d'un beau jaune au vert clair, à des oxydations rouges, ferrugineuses et terreuses à la suite de l'extraction. On y trouve aussi quelques cristaux de cérusite. Ces minerais, une fois les sels de Radium enlevés, seront travaillés comme minerais de plomb argentifère et deviendront dans l'avenir une source de prospérité pour le pays.

Tels sont, sommairement indiqués, les points principaux de nos premiers travaux de recherches à Grury. L'exploitation de nos minerais amènera certainement d'autres particularités que nous ferons connaître par d'autres communications.

Grury, le 16 novembre 1904.

LA FORMATION DU MASSIF DU MORVAN

Par M. PERON.

Les terrains qui constituent le sol de la région se divisent en deux parties absolument distinctes tant au point de vue de la composition lithologique qu'à celui de l'origine et du mode de formation.

Au nord d'Avallon le sol est formé par des terrains sédimentaires, d'origine marine, disposés en couches stratifiées régulières et continues. Ces couches renferment d'innombrables restes des faunes qui, à l'époque de leur dépôt, peuplaient les mers de la région, et qui nous permettent actuellement de reconnaître leur âge relatif et leur mode de formation. Ces terrains de l'Avallonnais sont de très ancienne formation. Ce sont les plus anciens que l'on puisse observer dans le département car si, d'Avallon, nous remontons au Nord jusqu'aux confins du département, nous rencontrons, successivement étagés et superposés, des terrains dont la formation a eu lieu à des époques de plus en plus rapprochées de la nôtre.

Au sud d'Avallon, au contraire, nous voyons surgir un massif irrégulier de roches cristallines, diverses, primitives ou éruptives, complètement azoïques, c'est-à-dire dépourvues de tous restes organisés fossiles, qui forment non seulement le sol superficiel mais le sous-sol jusqu'aux plus grandes profondeurs.

Ce massif cristallin qui supporte les assises stratifiées marines est naturellement plus ancien encore qu'elles-mêmes.

Sur notre carte géologique de la France ce massif constitue un îlot qui, par sa couleur rouge, distinctive des roches cristallines, contraste avec les teintes bleues des terrains jurassiques stratifiés qui l'entourent.

Cet îlot rouge c'est le Morvan proprement dit.

A vrai dire le terme d'îlot que j'emploie ici n'est pas très bien approprié.

Le Morvan, en effet, ne constitue pas une montagne isolée ni même un massif particulier. Par son âge, par son mode de formation et par la nature même des diverses roches qui le constituent il se relie complètement au plateau central de la France dont il n'est, comme on l'a dit, que l'éperon septentrional.

Au point de vue orographique il joue un rôle des plus importants. C'est le nœud de séparation des trois grands bassins de la Seine, de la Loire et de la Saône. Tous les cours d'eau importants de notre département y prennent leur source ; l'Yonne un peu au nord du Mont-Beuvray, la Cure à Gien-sur-Cure, près de l'étang des Settons, le Serin non loin de Saulieu, etc.

Ce n'est pas cependant que ce massif montagneux soit bien élevé. Ses sommets les plus hauts ne dépassent pas 900 mètres d'altitude. Mais cette montagne n'a pas toujours été aussi humble. Il faut bien y songer, ce massif qui est l'un des plus vieux de l'Europe est, en conséquence, l'un des plus usés. De même que d'autres montagnes, également très âgées, comme l'Armorique, l'Ardenne ou les Vosges, notre vieux Morvan est, orographiquement parlant, en pleine décrépitude.

Il existe dans l'Ardenne et dans la Bretagne des collines ne dépassant pas actuellement 300 mètres d'altitude qui, dans les temps géologiques, ont atteint comme les Alpes et les Pyrénées, plusieurs milliers de mètres d'élévation. Des calculs d'une grande sûreté permettent d'établir ces faits avec évidence.

Eh bien, dans le Morvan, il en a été de même. Si les géologues ne sont pas en accord complet pour l'évaluation de son relief primitif, tous sont unanimes pour admettre qu'il a été, à une certaine époque, incomparablement plus élevé que de nos jours.

Il n'est pas bien nécessaire d'ailleurs de recourir à des déductions stratigraphiques compliquées pour reconnaître l'âge très vieux et l'usure avancée des montagnes du Morvan.

Il suffit de regarder ces sommets surbaissés et arrondis en dômes, ces versants à pentes adoucies par l'amoncellement séculaire des débris de la montagne, pour comprendre immédiatement que l'action destructive des agents atmosphériques s'y est fait sentir pendant une longue série de siècles.

Elle a dégradé et détruit toutes les saillies primitives, fait disparaître les abrupts, adouci les contours, comblé les vallons. Elle tend en définitive à l'aplanissement, au nivellement général de la région et ce résultat ne se ferait pas attendre aussi longtemps qu'on pourrait le croire si d'autres effets orogéniques ne venaient pas contrarier cette action.

En outre de l'évaluation de son âge et de son relief primitif, l'étude géologique du Morvan soulève encore bien des problèmes intéressants dont plusieurs attendent toujours une solution.

Ainsi, des géologues locaux comme Collenot, de Semur, Jules Martin, de Dijon, François Moreau, d'Avallon, ont affirmé qu'à une époque assez peu reculée les sommets du Morvan étaient recouverts de glaciers comme on en voit de nos jours dans les hautes vallées alpines. Ils en voyaient la preuve dans les traces morainiques et dans les blocs erratiques qu'on trouve encore aujourd'hui sur les flancs de certaines montagnes comme le Grosmont ou le Roumont, ou même dans les grandes vallées comme celle de l'Yonne.

A la vérité cette assertion de nos compatriotes n'était pas appuyée sur des preuves bien concluantes. Aussi, a-t-elle été généralement combattue, au moins en ce qui concerne cette période des temps quaternaires qu'on désigne sous le nom de période glaciaire. Elle n'a cependant, en résumé, rien d'impossible, et la preuve en est qu'à cette même époque les Vosges qui, actuellement, ne dépassent pas considérablement l'altitude du Morvan ont été, de l'avis général, couvertes de glaciers sur leurs hautes cimes.

Un autre problème plus ardu et que je ne puis qu'indiquer ici est celui de l'extension ancienne par dessus tout le massif du Morvan de la série complète des terrains secondaires qui, aujourd'hui, n'en occupent que la bordure ou s'en trouvent même assez éloignés, comme la craie de Sens par exemple.

Contrairement aux idées d'Elie de Beaumont, qui fixait à la fin des temps triasiques la date du soulèvement du Morvan, ce massif serait resté immergé pendant la durée de l'ère secondaire et aurait été ainsi recouvert par tous les sédiments déposés pendant cette longue période. Ce n'est qu'après ces dépôts qu'une oscillation ascendante du sol aurait fait émerger le Morvan.

A partir de ce moment les strates ainsi émergées auraient été exposées à l'action érosive des agents atmosphériques de telle sorte qu'aujourd'hui il n'en resterait plus que quelques débris et lambeaux disséminés sur les hauteurs.

Cette hypothèse a soulevé de sérieuses objections. La principale est que la seule formation dont on ait retrouvé des restes dans l'intérieur même du massif est l'étage liasique inférieur. De toutes les importantes formations qui ont succédé à cet étage il n'est resté que quelques simples détritiques confinés, toujours, sur la bordure externe du massif du Morvan.

Il semble donc beaucoup plus admissible que dès l'époque qui

a suivi le dépôt du calcaire à gryphées arquées le massif central a été émergé et que le Morvan, constituant dès lors une île, n'a plus été recouvert par les eaux que sur sa bordure.

Une autre conception sur le mode de formation des montagnes du Morvan s'est produite il y a une dizaine d'années. Elle est absolument contraire aux idées admises jusque-là par les géologues français et a eu un grand retentissement parce que les phénomènes qu'elle fait intervenir sont d'une application presque générale dans les mouvements de l'écorce terrestre.

Cette théorie nouvelle nous vient de l'Autriche et c'est à M. Suess, l'éminent professeur à l'Université de Vienne que nous la devons.

Je voudrais, sans entrer dans les détails trop compliqués, pouvoir en quelques mots vous en indiquer le mécanisme.

Si vous voulez bien vous reporter encore à cette carte que j'ai mise sous vos yeux ou mieux encore à la feuille d'Avallon de la carte géologique détaillée, vous y remarquerez, sur une grande partie du pourtour du Morvan, de longues lignes droites au contact desquelles les couleurs s'arrêtent habituellement et changent d'un côté à l'autre.

Ces lignes représentent des failles, c'est-à-dire des lignes de fracture et de dislocation de l'écorce terrestre de chaque côté desquelles il y a discontinuité dans les terrains de la surface du sol et dénivellation plus ou moins considérable entre les assises qui s'y trouvent juxtaposées.

Sur une grande partie des versants, oriental et occidental, du Morvan un vaste réseau de ces failles, dont quelques-unes s'étendent sur 60 kilomètres de longueur, sépare nettement les terrains stratifiés au pourtour du Morvan des roches cristallines du noyau central. Ces failles sont pour la plupart très anciennes mais elles se sont réouvertes à des époques postérieures et se sont accentuées à diverses reprises.

C'est entre les lèvres de leurs ouvertures et par les passages qu'elles ont ouverts que sont venus à la surface ces nappes de quartz calcédonieux, ces amas de barytine, de fluorine, de galène, etc., que l'on rencontre dans le Morvan. C'est par ces voies également que viennent au jour ces sources thermales et minérales que l'on voit sur quelques points du pourtour du massif comme à Saint-Honoré et à Bourbon-Lancy.

Ayant étudié les conditions de ces diverses lignes de dislocation et les ayant comparées avec les failles qui entourent certains massifs montagneux comme les Vosges, la Forêt-noire, le Thuring-

ger-Wald, etc., le professeur Suess en a conclu que pour le Morvan, pas plus que pour ces massifs, il n'y avait eu, comme le professait Elie de Beaumont, un soulèvement de la partie centrale sous une poussée interne mais simplement un affaissement ou plus exactement un effondrement de toute la périphérie de ce noyau central.

Le Morvan apparaît ainsi au géologue viennois comme un îlot ou un témoin fixé en place et resté immobile tandis qu'autour de lui les autres terrains, obéissant à l'action de la gravité s'écroulaient dans les vides formés au sein de l'écorce terrestre par l'effet du refroidissement continu de notre planète.

Cette forme particulière de montagnes produites par l'affaissement de leur pourtour a même reçu de la science allemande un nom particulier. On les appelle des *Horst*. On l'a comparée à celle d'un pieu planté dans une pièce d'eau et autour duquel, en hiver, la glace s'effondre en paquets inclinés après l'abaissement du plan d'eau.

En examinant la situation de certains lambeaux de calcaire à gryphées arquées restés en place sur les hauteurs du Morvan central, à Saint-Brisson, Saint-Aignan, etc., c'est-à-dire à plus de 600 mètres au-dessus du niveau de la mer et en comparant cette altitude avec celle du même calcaire dans les portions effondrées, notamment près d'Avallon, à Etaules, etc., on peut évaluer à plus de 350 mètres l'amplitude du mouvement d'affaissement qui s'est produit sur certains points. Cette amplitude n'est d'ailleurs nullement uniforme. Elle varie considérablement d'un point à un autre. Dans certaines localités on a évalué à 75 mètres seulement la dénivellation produite entre les deux côtés d'une même fracture mais, le plus souvent, dans ces cas, il existe plusieurs fractures successives et parallèles.

Ces différences dans la hauteur de la chute pour divers lambeaux d'une région disloquée s'expliquent aisément par la multiplicité des fractures et par la profondeur variable des vides qui se sont produits dans l'épaisseur de la croûte solidifiée mais ce qui, dans l'hypothèse du savant viennois, est moins facile à comprendre, c'est le niveau très inférieur occupé par exemple par le calcaire à gryphées arquées dans des régions de la France très éloignées du Morvan comme le Calvados, l'Ardenne, etc. Si l'on veut s'en tenir à cette hypothèse ce n'est pas seulement la chute locale et partielle de la périphérie du Morvan qu'il faut admettre c'est l'effondrement général de tout le bassin anglo-parisien.

Cette conséquence obligatoire de la théorie de M. Suess se heurte à de grosses difficultés et soulève de sérieuses objections.

Ce sont là toutefois des détails trop spéciaux pour que nous puissions songer à les examiner ici. C'est déjà trop peut-être d'avoir essayé de vous exposer l'état de la question en ce qui concerne la genèse des montagnes du Morvan.

Je ne veux pas y retenir plus longtemps votre attention et il me suffit d'avoir montré aux jeunes adeptes des sciences de la terre combien encore de problèmes importants leur réserve l'étude de la région avallonnaise.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DES SCIENCES
HISTORIQUES ET NATURELLES
DE L'YONNE

TROISIÈME PARTIE
—
COMPTES-RENDUS DES SÉANCES



CINQUANTE-HUITIÈME VOLUME
TOME VIII DE LA 4^e SÉRIE

1904

MEMBRES DU BUREAU AU 1^{er} JANVIER 1904.

	MM.
Président	PERON.
Président honoraire.....	ERN. PETIT.
Vice-Présidents	JOLY.
—	LASNIER.
Secrétaire des publications..	Ch. PORÉE.
Secrétaire des séances.....	EM. PETIT.
Archiviste.....	E. GUILLEMAIN.
Trésorier	DEHERTOGH.
Membre honoraire	POUBEAU.

COMMISSION DU MUSÉE DÉPARTEMENTAL

(Beaux-Arts et Archéologie)

Directeur-Conservateur :

M. PORÉE.

Conservateurs :

MM. BIARD, Peinture et Sculpture.
PORÉE, Archéologie et Céramique.
MANIFACIER, Numismatique.

SALLE D'ECKMÜHL

Conservateur honoraire :

M. le marquis D'Avout, à Vignes

Conservateur titulaire :

M. Ch. JOLY.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DES SCIENCES
HISTORIQUES ET NATURELLES DE L'YONNE.

Année 1904.

—

III
COMPTES-RENDUS DES SÉANCES.

SÉANCE DU 10 JANVIER 1904

PRÉSIDENCE DE M. PERON, PRÉSIDENT

— Il est donné lecture du procès-verbal de la séance du 6 décembre qui est adopté sans observations.

M. le vice-président Joly adresse ses excuses de ne pouvoir se trouver à la séance, étant retenu à la chambre par une indisposition.

— Est présenté comme membre titulaire par MM. Emile Bouché et Victor Manificier, M. Léon Brion, architecte à Auxerre. Il sera statué sur cette présentation conformément au règlement.

— Le Président fait part en ces termes du décès de deux membres :

J'ai le regret de vous annoncer que nous avons, pendant le mois de décembre, perdu deux de nos membres titulaires.

C'est d'abord M. le docteur Grenet, de Joigny, décédé le 11 décembre dernier, à l'âge de 78 ans. M. Grenet était l'un des plus anciens membres titulaires de notre Société, il en faisait partie depuis 45 ans.

Sans prendre une part très active à nos travaux, il s'y intéressait beaucoup et contribuait le plus qu'il pouvait à la prospérité de notre association.

J'ai envoyé à Madame Grenet, sa veuve, l'expression de nos sincères condoléances.

Une autre perte également cruelle a été faite par nous le 29 décembre, c'est celle de M. Henri Guyard, décédé à l'âge de 53 ans, à Nice, où depuis bien longtemps il était obligé d'aller passer tous les hivers. A notre grand dommage, la maladie tenait depuis de longues années Henri Guyard éloi-

gné de nos séances et de nos travaux. C'était un spécialiste passionné de la conchyliologie terrestre et fluviale et il espérait toujours pouvoir mener à bien le catalogue, qu'il m'avait promis, de tous les mollusques terrestres et d'eau douce qu'il connaissait dans notre département. Il était aussi l'un des classificateurs de notre musée pour la conchyliologie et il laissera là un vide que nous aurons bien de la peine à combler.

Avec Henri Guyard s'éteint une famille qui était profondément attachée à la Société des Sciences de l'Yonne. Vous avez tous connu M. Guyard, son père, qui fut longtemps le dévoué trésorier de notre association et qui n'abandonna ses fonctions que quand il y fut obligé par les besoins de sa santé. C'est en avril 1891 qu'il fut remplacé par notre trésorier actuel M. le commandant Deherthogh.

Les obsèques de notre sympathique et regretté collègue Henri Guyard auront lieu demain lundi à 10 heures et notre Société y sera largement représentée.

— Le Président signale les distinctions honorifiques accordées récemment à divers membres de la Société :

Depuis notre dernière réunion un certain nombre de nos collègues ont été l'objet de distinctions honorifiques que nous sommes heureux de rappeler ici.

C'est d'abord notre éminent compatriote, M. le professeur Henri Joly, membre correspondant de notre Société depuis 33 ans, qui a été élu membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, dans la section de morale, en remplacement de M. Liard qui a quitté cette section pour passer dans celle de philosophie.

C'est ensuite M. René Fourtau, ingénieur civil en Egypte, également correspondant de notre Société, qui a reçu de l'Académie des Sciences le prix Savigny, d'une valeur de 1.000 francs, pour ses recherches géologiques en Egypte.

Puis notre autre confrère, M. Philippe Thomas, qui a reçu de la Société centrale d'agriculture le grand prix Barotte d'une valeur de 3.500 francs qu'elle distribue tous les dix ans à la découverte ou à l'invention la plus importante et la plus utile à l'agriculture.

Quelques-uns d'entre vous, au moins, doivent se rappeler avoir vu ici en 1897, M. Philippe Thomas qui est venu célébrer avec nous le cinquantième de notre fondation et nous a accompagnés dans nos promenades dans l'Avallonnais.

M. Thomas est l'explorateur qui a découvert les gisements aujourd'hui fameux de phosphate de chaux de la Tunisie et, en cela, dit le rapport de la commission, il a rendu à l'agriculture un immense service, car ces gisements, d'une incomparable richesse, donnent aujourd'hui à eux seuls sur le sol épuisé de notre vieille Europe plus de 600.000 tonnes d'un excellent phosphate qui lui rendent sa fécondité.

Ce prix Barotte, Messieurs, en dehors de son importance matérielle, a une grande valeur honorifique. Il a été attribué pour la première fois en 1883 à Pasteur, puis en 1893 à M. Aimé Girard.

Notre collègue, M. P. Thomas en est le troisième titulaire. Au nom de notre Société je lui ai envoyé nos vives félicitations.

J'ai enfin, Messieurs, à relater que deux de nos membres titulaires, MM. Besnard, maire de Joigny, et Achille Moreau, de Branches, l'un de nos confrères les plus assidus à nos séances, viennent d'être nommés officiers d'académie; nous leur envoyons à tous deux nos sincères compliments.

— Répondant à une question faite par un membre, à la séance précédente, au sujet du prix Crochot, le Président annonce qu'il résulte des documents qui lui ont été communiqués que la commission spéciale chargée de l'attribution du prix Crochot a pris, d'accord avec l'exécuteur testamentaire de M. Crochot, la résolution de capitaliser les arrérages du capital légué, de manière à obtenir une rente annuelle et perpétuelle de 500 francs; ce qui permettrait de distribuer tous les trois ans un prix de 1.500 francs. D'après le calcul fait, ce sera seulement en 1911 que cette rente annuelle de 500 francs sera atteinte.

— M. de Vulabellé remercie la Société de sa nomination de membre titulaire.

— M. le Président signale le décès, à l'âge de 89 ans, de M. Joseph Garnier, archiviste de la Côte-d'Or, correspondant de l'Institut, qui fut le condisciple de l'ancien archiviste de l'Yonne, M. Quantin.

— La Société des Antiquaires de France demande à la Société de nommer un délégué pour assister aux fêtes du centenaire qui aura lieu le 11 avril 1904 au Musée du Louvre.

Le Président propose de nommer M. Ernest Petit.

— L'archiviste cite parmi les envois faits depuis la dernière réunion :

La guerre de Bourgogne en 1474-1475 et les Belfortains (*Bull. de la Société Belfortaine d'Emulation*, n° 22, 1903, page 123)

1814, Episode de la campagne de France, Défense de l'Yonne, Siège de Sens, par J. Heurlet (*Annales de Société hist. et archéol. de Château-Thierry*, année 1902, page 32, 2^{me} partie, et année 1902, page 5, 1^{re} partie.)

Un rapport sur l'attribution du prix Fontannes par MM. A. Peron et Ch. Barrois (*Société géologique de France*, 4^{me} s. Tome III, page 359).

— Monsieur le vice-président Lasnier dépose pour la bibliothèque le *Bulletin de la Commission météorologique de l'Yonne* pour les années 1901-1902. On y trouve : 1° L'historique de la Commission, qui fonctionne depuis 1872 ;

2° Des graphiques placés à la fin du travail et d'une lecture facile, donnent d'amples renseignements sur l'état du ciel, la pres-

sion barométrique, les températures maxima et minima, la radiation, l'ozone, la direction et la force des vents.

Le service comprend : une station centrale, située à Auxerre, boulevard du Temple ; huit stations principales ; dix-neuf stations secondaires réparties sur divers points du département. En outre, un grand nombre d'instituteurs envoient des rapports sur la marche et les résultats des orages, sur les phases de la végétation, sur le passage des oiseaux migrateurs, etc.

La station centrale, actuellement établie dans une situation assez médiocre au boulevard du Temple, va être installée prochainement à l'ancien stand, dans des conditions excellentes pour l'exactitude des observations et la sûreté des instruments.

— M. Lasnier présente ensuite le *Bulletin de la Société d'instruction populaire de l'Yonne*. Cette Société vient d'ouvrir brillamment au théâtre sa saison d'hiver pour 1903-1904 par une conférence fort applaudie de M. Vialatte, professeur à l'école des Sciences politiques, sur le Président Roosevelt.

Le Bulletin contient un résumé des travaux de la Société pendant l'année 1902-1903. On y signale notamment le compte-rendu des conférences faites à Auxerre au siège de la Société et dans le département, sous ses auspices, et qui se sont élevées pendant l'hiver au chiffre considérable de près de 2 000.

Ajoutons que la Société, jusqu'ici fort médiocrement installée rue du Quatre-Septembre, va être transférée rue Soufflot, à la Maison du Peuple, où elle aura une vaste salle de conférences.

— M. Lasnier annonce ensuite que les tables du Bulletin pour les vingt dernières années, qu'il s'est chargé de rédiger avec le concours de M. Guillemain, sont presque terminées et pourront être prochainement livrées à l'impression.

— M. Manificier dépose pour le médaillier Gariel les pièces suivantes acquises par lui :

1° Jeton cuivre de M^e Nicolas Jeannin de Castille, de 1648, (famille originaire des environs d'Autun).

2° Jeton de cuivre de la VIII^e prévoté de Jacques de Frasans, maire de Dijon en 1662.

Comptes de l'année 1903. — Le trésorier dépose sur le bureau le compte des recettes et dépenses de la Société à la date du 31 décembre 1903, avec reçus à l'appui.

Ce dossier est remis à la commission des finances pour examen. La commission fera un rapport dont il sera donné connaissance à la prochaine séance.

Communication. — M. Porée donne lecture de *l'Introduction à l'Inventaire de la Collection de Chastellux*.

M. le Président donne connaissance du travail de M. l'abbé Parat : *Séry gallo-romain*.

La séance est terminée par la lecture, par M. Drot, de la communication de M. Moiset sur *Jean du Cognot*.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 3 h. 1/2.

SÉANCE DU 7 FÉVRIER 1904.

PRÉSIDENCE DE M. PERON, PRÉSIDENT.

— Après la lecture du procès-verbal de la séance du 10 Janvier qui est adopté sans observations, il est donné lecture d'une lettre de M. Ulysse Richard, revendiquant la mention de la part qu'il a prise à l'établissement de la table des vingt dernières années du bulletin.

La revendication de M. Richard sera examinée à la réunion du prochain bureau.

— M. Brion, architecte à Auxerre, présenté à la dernière séance est nommé membre titulaire à l'unanimité.

Un de nos nouveaux confrères, M. de Vaulabelle, vient d'être nommé officier de l'Instruction publique. La Société adresse ses félicitations à notre distingué collègue.

— L'Association française pour l'avancement des Sciences distribue chaque année d'importantes subventions variant de 15 à 20.000 francs pour travaux divers, plus tous les trois ans une subvention de 18.000 francs pour travaux spéciaux concernant l'anthropologie préhistorique

M. l'abbé Parat a obtenu une subvention de 500 francs pour continuer ses fouilles dans les cavernes de la Cure.

Un autre collègue, M. Rivière, auteur de découvertes d'animaux peints dans les cavernes de la Dordogne, a obtenu une subvention de 2.000 francs.

Le Président appelle l'attention des membres de la Société sur la possibilité pour eux d'obtenir de pareilles subventions pour aider à leurs recherches scientifiques ou à la publication de leurs travaux.

— Le Président informe la Société que plusieurs demandes ont été adressées par des membres qui désirent assister au Congrès des sociétés savantes qui s'ouvrira à la Sorbonne le Jeudi 6 avril; il rappelle que les demandes ne seront plus accueillies après le 1^{er} Mars.

Il annonce en outre que le Congrès de l'Association française

pour l'avancement des sciences aura lieu à Grenoble du 4 au 11 août prochain. Le congrès de l'année 1905 aura lieu à Cherbourg.

— Il dépose sur le bureau le 1^{er} numéro du *Bulletin de la Société préhistorique de France*, société nouvellement créée sous la présidence de M Emile Rivière, membre correspondant de la Société des Sciences de l'Yonne.

— M. le Président Lambert, de Troyes, offre à la société un exemplaire de son mémoire sur les *Echinides crélacés de la Belgique*, travail publié par la direction du Musée royal d'histoire naturelle de Belgique. A ce mémoire est jointe la notice ci-après, destinée à faire connaître l'intérêt de ce travail pour tous ceux qui s'occupent de la géologie dans le département de l'Yonne.

PRÉSENTATION D'UN OUVRAGE PAR M. J. LAMBERT, MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ.

J'ai l'honneur d'offrir à la Société des Sciences historiques et naturelles de l'Yonne, le premier fascicule de ma *Description des Echinides crélacés de la Belgique*, comprenant une *Etude monographique sur le genre Echinocorys*. Si ce travail, publié par la Direction du Musée royal d'histoire naturelle de Belgique, a plus spécialement pour objet les Oursins de ce pays, j'ai du exceptionnellement, pour les *Echinocorys*, étendre un peu le cadre de mes recherches. Dans un groupe où, depuis Forbes, toutes les espèces avaient été ramenées à une factice unité et demeuraient confondues, je ne pouvais établir de limites précises aux coupures nécessaires qu'en me reportant aux anciens types, presque tous étrangers à la région étudiée et en comparant les *Echinocorys* de Belgique à ceux de France, d'Angleterre et d'Allemagne. J'ai été amené ainsi à rédiger une monographie que j'ai cru devoir compléter en jetant au moins un coup d'œil sur tous les *Echinocorys* connus, ou pour parler plus exactement sur tous ceux connus de moi au moment de la publication de mon mémoire. Car dans un pareil travail, contenant déjà l'analyse de 193 ouvrages, l'examen de 167 termes spécifiques, l'étude de 21 espèces et de 20 variétés, quelques omissions étaient fatales ; elles ont porté notamment sur une ou deux espèces des Pyrénées dont j'ai laissé l'examen à M. Arnaud et sur une espèce américaine *E. texanus* Cragin.

Entraîné aussi à rechercher la place exacte du genre *Echinocorys* dans la famille des *Ananchitidae*, j'ai discuté le genre *Pseudananchis*, enrichi d'espèces de la craie d'Allemagne dont une, figurée depuis plus de 60 ans, avait été si bien oubliée qu'un auteur venait d'en faire une espèce et même un genre nouveau ; j'ai passé en revue les espèces du genre *Offaster* et réintégré le vieux genre *Galeola* (1734 et 1778), méconnu par les modernes, et ballotté depuis 30 ans entre les *Ananchites*, les *Offasters*, etc.

Le plan même de mon travail devait me conduire à étudier les *Echinocorys* de la craie de Sens. A ce point de vue, il peut intéresser plus parti-

culièrement ceux de nos confrères qui s'occupent de notre géologie et paléontologie locale. En effet toutes les espèces et variétés qui se trouvaient dans notre département ont été soigneusement mentionnées, souvent discutées, décrites et même figurées. On sait d'ailleurs que notre Sénonien a fourni les types de plusieurs anciennes espèces, comme *Ananchites carinatus* DeFrance (non Lamarck) de Champignelles, *Ananchytes hemisphaerica* Brougniart des environs de Joigny, *A. conica* Agassiz de Meudon et aussi de Michery. Des individus de la Craie de l'Yonne ont donc été figurés à mes planches II, fig. 1; III, fig. 2 et V, fig. 6. Voici d'ailleurs les principales espèces et variétés signalées dans notre région :

Echinocorys Graveri, à Verlin G. et Rosoy H, dans le Coniacien

— *vulgaris*, type, à Paron, Sens J, Courtois et Pont-sur-Yonne K, dans le Santonien.

Var. *striata*, aux Clérimois J, Sens, Paron, Courtois, Cornant, Villenavotte, Pont-sur-Yonne et Villiers-Louis L, dans le Santonien ; Sens, Soucy, Saligny M, dans le Campanien le plus inférieur.

Var. *declivis*, à Sens J et Villenavotte L, dans le Santonien.

Var. *scutata*, à Sens et Verlin J, dans le Santonien.

— *gibbus*, type, à Sens, Soucy, Les Clérimois, Pont-sur-Yonne M, Nailly, Michery, Compigny N, Saint-Aignan P, dans le Campanien.

Var. *maxima*, à Michery N, dans le Campanien.

Var. *turrita*, à Soucy M, dans le Campanien.

Var. *brevis*, à Soucy et Subligny M, dans le Campanien.

Var. *costulata*, à Champigny N, dans le Campanien.

— *conicus*, type, à Michery, Pont-sur-Yonne, Misy N, dans le Campanien.

Var. *lata*, aux Clérimois M et à Michery N, dans le Campanien.

Var. *minor*, à Champigny et Saint-Aignan N, dans le Campanien.

Var. *fastigata*, à Villethierry N, dans le Campanien.

— *ovatus*, type, à Montereau P, dans le Campanien.

Var. *marginata*, à Pont-sur-Yonne N, dans le Campanien.

Var. *humilis*, à Montereau P, dans le Campanien.

Guleola papillosa, à Sens, Michery, Vallery, Saint-Aignan N, dans le Campanien.

— *Gauthieri*, à Pont-sur-Yonne N?? et Montereau P, dans le Campanien.

Offaster pilula, à Sens, Soucy, etc. M, Michery N, Montereau P, dans le Campanien.

— *Pomeli*, à Saligny M, dans le Campanien.

Ces espèces, comme on le voit, ont eu leur existence assez nettement circonscrite : *E. Graveri* dans le Coniacien, *E. vulgaris* dans le Santonien et *E. Gibbus* dans le Campanien. *E. conicus* caractérise surtout les

couches moyennes de ce sous-étage et *E. oratus* les couches plus élevées, la craie P, dite de Meudon. *Offaster ptilula* appartient à tout le Campanien, mais n'est abondant que dans les couches inférieures, où s'est trouvé une seule fois *O. Pomeli*. Au contraire, *Galeola papillosa* caractérise les couches supérieures de la craie à *Actinocamax quadratus*, tandis que *G. Gauthieri* n'a encore été recueilli avec certitude que dans la craie P. à *Belemnitella mucronata*.

Dans un premier chapitre, consacré à la discussion des caractères génériques et spécifiques, j'ai encore mis largement à contribution les matériaux recueillis dans le Sénonais. Comme exemple de plaques du périprocte, je donne une figure jadis annoncée par Colleau, mais omise à la planche 82 de ses Etudes sur les Echinides du département de l'Yonne. Plus loin j'indique l'existence de fossettes des Sphérides, observées sur un *Galleola papillosa* de la craie de Saint-Aignan. C'est enfin un *Echinocorys vulgaris* de la craie Santonienne de Saint-Martin-du Tertre qui m'a fourni l'occasion de rechercher quelle est la morphologie des plaques interambulacraires chez les Echinides atélостomes. Cet examen m'a conduit à cette importante conclusion qu'il n'y a pas chez ces oursins, comme l'avait cru Loven, de plaques doubles péristomiennes ou post-péristomiennes. Ce sont des plaques simples, mais alternantes, qui avaient été prises pour des plaques doubles, et la disposition alterne observée n'est que la reproduction dans les interambulacres pairs de la formule méridosterne des plaques du plastron. Quant aux plaques péristomiennes proprement dites, elles sont simplement celles des séries primaires, tandis que les plus anciennes des séries secondaires se sont développées en retrait par rapport aux premières et se trouvent sans contact avec l'ouverture péribuccale.

J'ai aussi donné une figure très grossie des plaques péristomiennes ambulacraires (p. 19, fig. 15), qui n'avaient encore été exactement reproduites qu'une fois par Loven; car il m'a toujours été impossible, malgré toutes les indications et recommandations, d'obtenir des dessinateurs une exacte représentation de ces plaques.

J'espère donc que mon travail permettra de mieux comprendre, non seulement les *Echinocorys* et en particulier les formes recueillies dans notre département de l'Yonne, mais beaucoup d'autres *Ananchitidae* et de reconnaître des espèces dont la distinction est appelée, selon moi, à rendre d'importants services pour la détermination des diverses assises de la Craie sénonienne.

— Le Président annonce que le service des Ponts et Chaussées, en faisant exécuter les tranchées pour la pose des tuyaux conduisant l'eau à la turbine, a mis à découvert, dans le talus de la promenade de la porte Chantepinot à la statue du maréchal Davout, des sarcophages en pierre. M. Breuillé, ingénieur, a fait transporter l'un d'eux dans la cour de la Mairie où il a été déposé provisoirement. Il est en pierre tendre de Courson ou de Vincelles. Il ne contenait que des ossements. M. Manificier pense que ce sarco-

phage avait déjà été ouvert et les ossements qu'il contenait en avaient été déplacés.

— M. Peron expose qu'il est nécessaire dès maintenant de fixer la date de la séance publique que la Société se propose de tenir à Avallon, de manière à en arrêter les lignes principales avec la Société d'études d'Avallon et les autorités.

Il propose le mois de Juillet.

— Le secrétaire donne lecture du rapport ci-après de la Commission des finances :

La Commission des finances, réunie le mardi 26 Janvier 1904 chez M. Le Blanc Duvernoy, a examiné les comptes des recettes et dépenses de l'année 1903 ; il résulte de cet examen que les recettes se sont élevées à la somme de

Les dépenses à la somme de.....

Il reste en caisse au 31 décembre 1903.....

Se décomposant comme suit :

1^o Compte de la Société y compris le Musée d'Eckmühl.

Restait en caisse au 31 décembre 1902.....

Recettes effectuées pendant l'année 1903.....

Total des recettes

Les dépenses étant de.....

Il reste en caisse au 31 décembre 1903.....

2^o Compte du Musée.

Restait en caisse au 31 décembre 1902.....

Subvention de la ville

Total des recettes.....

Les dépenses étant de.....

Il reste en caisse au 31 décembre 1903.....

3^o Compte du Médaillier.

Les recettes se sont élevées à.....

Restait en déficit au 31 décembre 1902..

Les dépenses de l'année se sont élevées

ensemble à.....

Les dépenses s'étant élevées à....

Il reste en caisse au 31 décembre 1903.

Total égal des sommes restant en caisse
au 31 décembre 1903.....

Les pièces à l'appui de ces comptes ont été reconnues parfaitement en rapport avec les tableaux récapitulatifs et la Commission ne peut que vous prier d'accepter les comptes de notre trésorier.

Elle vous prie, M. le Président, de vouloir bien faire agréer à M. Dehertogh tous les remerciements de la Société.

Les comptes, tels qu'ils sont présentés par la Commission, sont approuvés par la Société qui vote à l'unanimité des remerciements à M. Dehertogh, son excellent trésorier.

Communication. — M. Peron fait une communication sur *La captation d'eau de Gy-l'Évêque*.

M. Alby, ingénieur en chef, donne des renseignements sur la variation du niveau d'eau et le débit des sources dans cette même captation.

Vu l'heure avancée, la communication de M. l'abbé Parat est remise à la prochaine séance.

SÉANCE DU 6 MARS 1904

PRÉSIDENCE DE M. PERON, PRÉSIDENT

— Il est donné lecture du procès-verbal de la séance du 7 février qui est adopté sans observations.

— Le Président prend la parole en ces termes :

Pendant le mois qui vient de s'écouler notre Société a été très éprouvée. Nous avons perdu plusieurs membres titulaires et un de nos correspondants.

C'est d'abord M. Roumet, l'ancien notaire dont vous connaissez tous le terrible accident. Notre pauvre collègue, après une longue maladie pendant laquelle on a eu quelques instants d'espoir, a fini par succomber loin d'Auxerre, dans une maison de santé où il s'était retiré depuis quelque temps.

Nous avons eu le regret de ne pouvoir lui rendre les derniers devoirs.

C'est ensuite M. Bénoni Roblot, architecte, conservateur du musée et ancien président de la Société archéologique de Sens, ancien président de la Société des architectes de l'Yonne, décédé le 24 février dernier dans sa 73^{me} année, à la suite d'une congestion.

M. Bénoni Roblot n'était membre de notre Société que depuis 1891, mais il était déjà à cette époque président de la Société archéologique de Sens et bien connu par ses travaux de restauration des monuments du diocèse de cette ville.

C'était un érudit qui avait étudié avec passion l'histoire et l'archéologie du Sénonais et son entrée dans notre Société, où il fut présenté par Cotteau et Monceaux, fut pour nous un véritable honneur.

Il ne m'a pas été possible d'aller assister à ses obsèques, mais j'ai envoyé à sa famille l'expression de nos vifs regrets.

Un autre décès que je ne mentionne qu'avec réserve, car nous n'avons pas été informés régulièrement et nous n'en avons en connaissance que par une mention écrite sur la quittance de cotisation par l'administration des postes, est celui de M. Roux, propriétaire à Paris, l'un des plus anciens membres de notre association.

C'est en effet en 1862, alors qu'il était propriétaire à Monéteau, que M. Roux avait été élu membre titulaire sur la présentation de MM. Challe et Chérest.

J'ai enfin à vous signaler la perte de M. le général Davout d'Auerstaedt, membre correspondant de notre Société depuis 1862, décédé le 9 février dernier. Son cousin, notre collègue, le vicomte Davout, de Dijon, m'a envoyé à cette occasion une petite notice biographique que vous entretrez avec intérêt :

« Le général de division Davout, duc d'Auerstaedt est mort à Paris le 9 février 1904 à l'âge de 74 ans.

« Il appartenait à une vieille famille de noblesse bourguignonne, tirant son nom du village d'Avot, canton de Grancey (Côte-d'Or), dont ses ancêtres étaient seigneurs.

« Cette famille s'est plus tard fixée dans l'Yonne, arrondissement d'Avalon, où le maréchal Davout (orthographe adoptée par ce dernier à l'époque de la Révolution) naquit à Annoux en 1770.

« Léopold-Claude-Etienne-Jules-Charles Davout était né à Escolives (Yonne) le 9 août 1829 ; il était fils du chef d'escadron Charles Davout, frère cadet du maréchal. Sorti de l'école militaire de Saint-Cyr, il conquist ses premiers grades en Algérie, et se distingua dans la campagne d'Italie où il reçut les galons de chef de bataillon, avant l'âge de 30 ans. Le titre de duc d'Auerstaedt, porté jadis par son oncle, était relevé en sa faveur par l'Empereur en 1864. Colonel pendant la guerre de 1870, il se distingua tout particulièrement au combat de Noisseville sous Metz, et l'année suivante il s'illustrait à la prise du château de Bécon, pendant le siège de Paris, contre la Commune.

« On se rappelle l'ordre du jour par lequel M. Thiers mettait en vedette *le jeune colonel Davout, si digne du nom qu'il porte.*

« Ce haut fait lui valut les étoiles de général.

« Successivement chef d'état-major général, commandant le 10^{me} corps à Rennes, puis du 19^{me} en Algérie, puis du 14^{me} à Lyon et gouverneur de cette ville, il était enfin nommé membre du Conseil supérieur de la guerre et inspecteur d'armée.

« Grand croix de la légion d'honneur, décoré de la médaille militaire, il était appelé en 1895 à diriger la grande chancellerie de la Légion d'honneur et la quittait au mois de septembre 1901 dans des conditions que l'on n'a pas oubliées, pour ne pas se prêter à des compromissions que n'acceptait pas sa loyauté. Il était en dernier lieu président de la Société de Secours aux blessés des armées de terre et de mer.

« La mort de ce vaillant soldat est un deuil pour la patrie et pour l'armée.

« De son mariage avec Mademoiselle de Voize, il laisse un fils, lieutenant
« d'infanterie, lequel hérite de son titre, et trois filles dont deux mariées,
« l'une au vicomte Daru, commandant d'artillerie, et l'autre au comte de
« Berthier-Bizy. »

— Le Président présente de la part de M. Hérardot un opuscule intitulé *Légendes avallonnaises*.

Et de la part de notre collègue M. Marlot, deux études :

1° *Notice sur le filon de Spath-fluor de las* (communes de Chiades et de Millay (Nièvre).

2° *Notes préhistoriques sur le Morvan et les contrées limitrophes* (extrait de la *Revue de l'école d'anthropologie*, décembre 1903).

Projet d'installation d'un musée lapidaire. — M. Peron rappelle qu'à la dernière séance il a entretenu la Société de la découverte de sarcophages boulevard Davout, lors du creusement de la conduite d'eau de Vallan. La difficulté de trouver une place convenable pour le logement d'un spécimen de ces sarcophages fut le point de départ d'une instance ouverte auprès de la municipalité pour l'affectation d'un emplacement spécial.

Dans une première lettre adressée à M. le Maire d'Auxerre, le Président exposa combien serait profitable la création d'un petit musée lapidaire et musée des antiques, comme il en existe dans la plupart des villes. Actuellement, ces anciens restes qui n'ont, pour la plupart, aucune valeur artistique, mais seulement un intérêt historique, sont empilés pêle-mêle au rez-de-chaussée dans le musée de la statuaire qu'ils encombrant au grand détriment des œuvres d'art qui y sont noyées. Il serait donc très désirable que cette pièce fut largement dégagée et que toutes ces pierres tombales, ces fûts de colonne, ces fragments de murs, etc., pussent être placés à part dans un local spécial.

M. le Maire a bien voulu prendre cette demande en considération et récemment il pria M. Peron de venir en conférer avec lui. La proposition de M. le Maire ne répond peut-être pas à l'idéal que nous nous faisons de notre futur musée lapidaire, mais enfin, elle nous donne satisfaction sur les points principaux et M. Peron pense que, faute de mieux, nous devons l'accueillir.

Le projet de M. le Maire consiste à établir ce musée au cimetière Dunan, dans la partie attenante aux maisons de la rue Saint-Amatre, partie qui ne sera pas affectée aux sépultures et qui sera séparée du cimetière proprement dit par une large allée d'arbres.

Dans cet emplacement, pourraient être déposés tous nos restes de vieux monuments et d'anciennes sépultures. Un hangar d'une dimension suffisante serait construit le long du mur, pour abriter de la pluie les sarcophages et autres débris en pierre poreuse que

les gelées auraient tôt fait de détruire. Dans sa séance du 25 février dernier, le Conseil municipal a approuvé ces projets. Il est donc à espérer qu'à bref délai nous serons en possession d'un vrai musée lapidaire, où nous pourrions conserver bon nombre de débris intéressants, que faute de place on était obligé de sacrifier.

Il est à noter que, par ce fait, notre musée des beaux arts gagnera beaucoup. Le rez-de-chaussée pourra être exclusivement consacré à la sculpture. On y pourra installer bon nombre de statues qui encombrant le musée de peinture et en chargent le plancher d'une manière inquiétante.

Quelques membres formulent au sujet du choix du cimetière quelques observations et l'un d'eux fait remarquer que la vieille chapelle de l'ancien dépôt de mendicité offrirait pour l'installation du musée lapidaire un local suffisant et plus convenable.

Dons au médaillier Gariel. — M. Manificier dépose pour le médaillier Gariel, de la part de M. Louis Richard, adjoint au maire de la ville d'Auxerre :

1° Une médaille de vermeil d'un concours de maréchalerie du 6 août 1892 (ce concours a été institué par M. Léopold Javal en 1862).

2° Un jeton octogone avec trou au milieu, institué en 1903 pour le service du fourneau économique de la ville d'Auxerre.

Communications. — M. Demay donne lecture de sa communication sur *l'Instruction primaire à Auxerre pendant la Révolution de 1789*.

Il est donné lecture du travail de M. l'abbé Parat, *Nouvelle contribution à la faune des cavernes*, le bœuf primitif, le chamois, l'élan.

— L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée et la prochaine fixée au dimanche 10 avril.

SÉANCE DU 10 AVRIL 1904.

PRÉSIDENCE DE M. JOLY, VICE-PRÉSIDENT

En ouvrant la séance, M. Joly, vice-président, annonce qu'il remplace M. le Président Peron, retenu à Paris où il représente la Société au 42^e Congrès des sociétés savantes.

Il prie M. Ernest Petit, président honoraire de la Société, qui assiste à la séance, de vouloir bien prendre place au fauteuil présidentiel.

— Il est donné lecture du procès-verbal de la séance du 6 mars qui est adopté sans observations.

— Est présenté comme membre titulaire de la Société, par MM. Besnard, maire de Joigny et le docteur Longbois, M. le docteur Charles Perier, officier de la Légion d'honneur, membre de l'Académie de Médecine, professeur agrégé à la faculté de médecine, chirurgien honoraire des hôpitaux de Paris, chef du service médical de la Compagnie des chemins de fer du Nord, propriétaire à Joigny.

Il sera statué sur cette présentation à la prochaine séance.

— *Nécrologie.* — Le Président fait part à la Société du décès de M Edmond Dejust, ancien notaire, membre de la Société depuis l'année 1873, et de celui de M. Thévenot Ernest, à Joigny.

— M. Besnard, maire de Joigny, demande qu'on veuille bien l'excuser de ne pouvoir assister à la séance.

Il est donné lecture d'une lettre de M. Gabriel Letainturier, sous-préfet de Chateaudun, qui adresse un exemplaire du dernier ouvrage qu'il a publié : *La Maupin, sa vie, ses duels, ses aventures*. Ce travail est remis à M. Martineau des Chesnez, qui se charge d'en faire un compte-rendu.

— Il est donné connaissance d'une circulaire de l'Académie d'Arras, fondée en 1737, relative à la réunion d'un congrès des sociétés savantes du nord de la France et de la Belgique pendant l'exposition régionale qui doit avoir lieu dans cette ville en 1904. Ce congrès se tiendra du Jeudi 7 au dimanche 10 Juillet prochain.

Le programme est joint à cette circulaire.

— Il est donné lecture d'une lettre de M. Maximilien Andry, membre titulaire, qui propose de créer aux archives de la Société un album dans lequel seraient classées, par commune, toutes les cartes postales illustrées parues et à paraître concernant le Département de l'Yonne.

— M. Guillemain, archiviste, signale parmi les ouvrages adressés depuis la dernière séance : *Le rôle de Bourrienne à Hambourg* (1805-1810) (*Revue historique*, n° 168, p. 225); *Notice sur les anciennes mesures de Bourgogne* (Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Beaune, année 1901-1902).

Notes sur l'organisation du travail à Dijon et en Bourgogne au xvi^e siècle et dans la première moitié du xvn^e siècle, par Henri Hauser, professeur d'histoire moderne à l'Université (*Revue Bourguignonne*, 1904, p. 99).

— M. le Président Joly donne lecture de la note ci-contre de M. Peron.

Messieurs,

L'Association française pour l'avancement des sciences vient, sur ma demande, de vous faire un cadeau sur lequel je désire appeler votre attention d'une manière toute particulière. C'est en effet un don magnifique qui, en dehors de sa valeur marchande, présente pour tous nos travailleurs un attrait considérable.

Il s'agit de la collection des comptes-rendus annuels de l'Association jusqu'à ce jour. Seuls les trois premiers volumes qui sont épuisés n'ont pu nous être donnés. Nous chercherons à nous les procurer par achat ou échange, car il est à désirer que cette précieuse collection soit au complet dans nos archives.

L'Association française a été fondée en 1872, au lendemain de nos désastres, par un groupe de savants qui considèrent la culture des sciences comme nécessaire à la grandeur et à la prospérité de notre pays. Son but est de favoriser le progrès et la diffusion des sciences et elle exerce son action par des congrès, des conférences, des publications, des dons en instruments et en argent.

Son siège est à Paris ; mais, tous les ans, elle va tenir un congrès dans une des principales villes de France.

Les trois premiers congrès, ceux dont les comptes-rendus nous font défaut, ont eu lieu : savoir, celui de 1872 à Bordeaux, celui de 1873 à Lyon et celui de 1874 à Lille.

A partir de 1875, notre série est complète jusqu'au congrès de 1903. Elle commence par le premier congrès de Nantes qui eut lieu au mois d'Avril 1875 et comprend les congrès successifs :

Nantes.....	année 1875
Clermont-Ferrand	— 1876
Le Havre.....	— 1877
Paris.....	— 1878 (Exposition Universelle).
Montpellier.....	— 1879
Reims	— 1880
Alger.....	— 1881
La Rochelle.....	— 1882
Rouen.....	— 1883
Blois.....	— 1884
Grenoble.....	— 1885
Nancy	— 1886
Toulouse.....	— 1887
Oran.....	— 1888
Paris (2 ^e congrès).....	— 1889 (Exposition).
Limoges	— 1890
Marseille	— 1891
Pau.....	— 1892
Besançon	— 1893
Caen.....	— 1894

Comp. rend.

Bordeaux (2 ^e)	année 1895
Carthage - Tunis	— 1896
Saint-Etienne	— 1897
Nantes (2 ^e)	— 1898
Boulogne-sur Mer	— 1899
Paris (3 ^e)	— 1900 (Exposition).
Ajaccio	— 1901
Montauban	— 1902
Angers	— 1903

Il n'y a pas à songer à vous donner ici un aperçu, même le plus sommaire, de la masse de documents insérés dans ces comptes-rendus. Chacun d'eux constitue un énorme volume de 1100 à 1500 pages comme ceux que je vous présente. Tous ces volumes sont d'ailleurs établis sur le même modèle, soigneusement reliés et illustrés de très nombreuses planches, cartes et figures.

Chacun d'eux comprend d'abord des documents généraux, tels que la liste des membres, les statuts, les décisions du Conseil d'administration, les conférences faites tant à Paris qu'en province, etc.; puis, en ce qui concerne les congrès annuels, le plan de la ville où ils ont eu lieu, le compte-rendu des séances générales, des excursions, des visites scientifiques et industrielles, et enfin le texte de toutes les communications présentées au congrès.

Cette dernière partie est considérable; car, comme vous le savez, toutes les branches de la science sont représentées à l'Association Française. Les sciences y sont divisées en quatre groupes, sciences mathématiques, sciences physiques et chimiques, sciences naturelles et sciences économiques, et chacun de ces groupes est subdivisé en sections et sous-sections; de telle sorte qu'il existe dans les congrès une vingtaine d'unités scientifiques, ayant chacune leur vie propre, avec un président et un bureau spécial.

Il résulte de cette organisation que les comptes-rendus sont extrêmement variés et qu'ils constituent une véritable encyclopédie, où tous les hommes de science, quelle que soit leur spécialité, peuvent trouver matière les intéressant.

Il suffira à ceux d'entre vous qui sont curieux des choses de la science, de feuilleter quelques uns de ces volumes pour avoir immédiatement une idée assez complète de leur variété et des richesses scientifiques qu'on y trouve.

Si, par exemple, nous ouvrons seulement les deux premiers volumes de notre série, nous y trouvons, au milieu de centaines de communications très spéciales, une quantité de mémoires qui sont à la portée de toutes les personnes ayant quelque culture intellectuelle, comme par exemple, une conférence de M. d'Eichtal sur les rapports des sciences et de l'industrie, des études sur le filtrage des eaux de rivière, sur les associations de prévoyance, sur les irrigations, sur les chemins de fer d'intérêt local, sur la colonisation, et, plus loin, une conférence des plus intéressantes sur les matières colorantes artificielles, dans laquelle M. Wurtz nous

montre comment les couleurs les plus éolantes, avec toutes les teintes de l'arc en ciel, peuvent être extraites de ce produit noir, poisseux et infect qu'on appelle le goudron de houille.

Dans ce même volume encore nous pouvons lire avec un vif intérêt le résumé des recherches de Claude Bernard sur la sensibilité dans le règne animal et dans le règne végétal, recherches qui, comme vous devez vous le rappeler, ont été ultérieurement poursuivies par le meilleur élève de Claude Bernard, notre illustre collègue et compatriote Paul Bert.

C'est ainsi qu'il en est dans tous les volumes de cette superbe collection où toutes les nouvelles découvertes sont enregistrées et analysées et où l'on peut suivre tous les progrès des diverses sciences avec une variété de sujets inépuisable.

A dater de 1886, les matières sont devenues si considérables que l'association a jugé nécessaire de publier ses comptes-rendus annuels en deux volumes. Le premier, renfermant les documents généraux, les conférences de Paris, les comptes-rendus des séances générales, les procès verbaux des congrès etc., peut ainsi être publié dès les premiers mois de chaque année. Le second volume, renfermant les communications et les travaux divers nécessitant des illustrations, ne peut paraître que quelques mois plus tard. Il y a dans cette mesure un progrès sérieux et les questions d'actualité, notamment, y gagnent en intérêt.

Vous voyez, Messieurs, par ce simple aperçu, combien est important pour notre Société le don que l'Association française a bien voulu nous faire. Nous devons lui en être sincèrement reconnaissants. Aussi je vous proposerai de vouloir bien lui voter de chaleureux remerciements, que je m'empresserai de transmettre en votre nom à son Conseil d'administration.

— Cette lecture est suivie des renseignements ci-après, relatifs au congrès de l'AFAS à Grenoble, adressés par M. Peron :

CONGRÈS DE L'AFAS A GRENOBLE.

Les renseignements que je voulais vous donner sur le prochain congrès que l'Association Française pour l'avancement des sciences doit tenir cette année viennent maintenant comme une suite naturelle à ce que je viens de vous dire au sujet de tous les congrès précédents dont, grâce à la libéralité du Conseil d'administration de l'AFAS, nous possédons maintenant les précieux comptes-rendus.

Ce prochain congrès se tiendra à Grenoble du 4 au 11 août prochain, sous la présidence de M. Laisant, docteur ès sciences, examinateur d'admission à l'école polytechnique, avec M. L. Giard, membre de l'Institut, comme vice-Président.

Les séances des sections se tiendront à l'Université et seront coupées par des séances générales, des conférences publiques, des visites scientifiques et industrielles et des excursions.

Parmi les questions mises à l'ordre du jour et qui doivent être étudiées dans les séances générales, je vous signalerai :

1° La langue auxiliaire universelle. Un rapport préliminaire, établi sur cette question par M. Bourlet, docteur ès sciences, sera distribué pour servir de base aux discussions.

C'est là une question fort intéressante au sujet de laquelle, vous devez vous le rappeler, notre Société des Sciences a été consultée, et sur laquelle elle a donné un avis favorable, et pour l'étude de laquelle elle a nommé un délégué, M. le docteur Dionis des Carrières.

2° Une autre question, mise à l'ordre du jour de certaines sections, paraît aussi devoir présenter un grand intérêt, c'est *l'aménagement industriel et agricole du Rhône*.

Les conférences publiques seront faites, l'une par M. Marcel Reymond sur l'art en Dauphiné, et la seconde, faite par M. le Commandant Audebrand, traitera de la question dite de la houille blanche, si importante dans toutes ces régions voisines des grandes montagnes.

Les excursions, tant pendant la durée du congrès qu'après le congrès, seront des plus variées et des plus intéressantes. Celles qui sont déjà arrêtées en principe comportent la visite de la grande Chartreuse, de La Mure, des lacs de Laffrey, Vizille, Sassenage, Pont-en-Royans, Les Goulets, le Bourg d'Oisans, le Col du Lautaret et le col du Galibier.

Si on ajoute à ce programme l'avis qui nous est donné que, au moyen des billets circulaires délivrés par les compagnies du P.-L.-M. et de l'Est, les congressistes peuvent, sans grande augmentation de frais, passer par l'Italie ou par la Suisse pour rentrer dans leurs foyers, l'on se rendra compte que ce congrès de Grenoble sera fort attrayant et une occasion bien avantageuse pour faire un beau et instructif voyage.

— M. le président honoraire Petit propose d'adresser les remerciements les plus sincères de la Société à l'Association française pour l'avancement des sciences, pour le don important qu'elle a bien voulu lui faire, et aussi à son dévoué président M. Peron, à qui elle doit les démarches qui ont abouti à cet envoi. Des remerciements sont votés à l'unanimité.

— M. le vice-Président Lasnier rend compte du congrès des sociétés savantes qui s'est tenu à Paris du 5 au 9 avril. M. Peron a donné lecture d'une étude sur les gisements de phosphate de chaux de l'Yonne et, au nom de M. l'abbé Parat, d'un travail sur les grottes d'Arcy. M. le Dr Arbinet a traité de la tuberculose dans les écoles du département et M. Lasnier a présenté le résumé d'une étude, faite en collaboration avec MM. Soret, Cambuzat-Roy et les instituteurs de l'Yonne, sur l'agriculture dans l'Yonne depuis 1789, étude honorée d'une médaille d'or à l'Exposition universelle de 1900. Le congrès a été clôturé par des discours de MM. Esmein, professeur à la faculté de droit de l'Université de Paris, et Bayet, directeur de l'Enseignement supérieur.

— *Dons faits au Médailleur Gariel et achats.* — M. Manificier dépose les pièces ci-après, les deux premières provenant de dons, les autres d'achats.

1° Grande médaille de bronze de l'Exposition Universelle de Paris en 1867 (gravée par H. Ponscarne) décernée à la bibliothèque d'Auxerre (diamètre 68 millimètres).

2° Médaille de bronze doré avec belière. Souvenir du grand concours musical d'Auxerre du 2 août 1885 (diamètre 43 millimètres).

3° Médaille moderne à l'effigie de Jean sans Peur (Coin de Jouvenet).

4° Trois jetons de bronze anciens, dont un pour le bureau de Monseigneur le Duc de Bourgogne Philippe le Bon et les deux autres pour la Chambre des comptes de Brabant du même duc.

5° Médaille de bronze à l'effigie de C. L. Leclerc de Buffon, né à Montbard en 1707.

— *Dons au Musée.* — 1° Assiette en faïence de l'époque du 1^{er} Empire, spécimen des premières épreuves d'impression directe inventée par M. Bravière, graveur à l'imprimerie impériale. Celle ci représente l'Impératrice Joséphine.

Offerte par M. Jouan, membre correspondant de notre Société, au Château d'Avigneau, commune d'Escamps.

2° Médaille de bronze à l'effigie de Jules Méline, gravée par H. Ponscarne, diamètre 69 millimètres, offerte par un anonyme.

3° Clef ancienne, trouvée sur l'emplacement de l'ancien prieuré de Richebourg, commune de Mòlay, canton de Noyers en 1903.

4° Serpe très ancienne, trouvée dans les fondations de la grande porte des anciennes fortifications de Mòlay, canton de Noyers, offerte par M. Droin Charles, à Mòlay.

Communication. — M. Manificier dépose au nom de M. Brion un plan rectificatif du mur Gallo-Romain à l'emplacement du nouveau marché.

Il demande qu'un dessin réduit en soit fait pour être reproduit dans le bulletin et que M. Demay veuille bien joindre à ce plan une note explicative.

— M. Joly donne lecture de la communication de M. l'abbé Parat. *La Villa gallo-romaine d'Avillon, commune de Mailly-la-Ville.*

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 3 h. 1/2.

SÉANCE DU 1^{er} MAI 1904

PRÉSIDENCE DE M. PERON, PRÉSIDENT

— Il est donné lecture du procès-verbal de la séance du 10 avril qui est adopté sans observations.

— M. le docteur Charles Perier, présenté à la dernière séance comme membre titulaire, est nommé à l'unanimité.

— Une dépêche de M. Le Couppey de la Forest annonce qu'il ne peut assister à la séance et qu'il ne peut envoyer la communication annoncée.

Elle sera remplacée par la lecture de celle non annoncée de M. Demay sur le mur gallo-romain, découvert en exécutant les fouilles pour la construction du nouveau marché.

— Il est donné lecture d'une circulaire de la Société française d'archéologie pour la conservation des monuments historiques, contenant un exemplaire du programme du Congrès qui sera tenu au Puy (Haute-Loire), du 21 au 28 juin.

Le Directeur de la Société, directeur du Congrès, M. Lefèvre-Pontalis, prie de communiquer ce programme à la compagnie en exprimant le désir qu'il aurait de voir les membres de la Société assister aux réunions du Congrès et prendre part à ses travaux.

— Deux brochures de M. Gaston Gauthier, instituteur à Champvert (Nièvre), sont déposées sur le bureau : La première est une *Note sur un culot de vase en verre romain trouvé à Champvert (Nièvre)*.

La seconde est une étude sur *Les bains de la villa romaine de Champvert* (Nièvre) avec plan d'ensemble

— Le Président fait mention d'une note très intéressante sur les filtres à sable, communiquée à l'Académie des Sciences par M. Marboutin, chargé actuellement de l'étude des sources de l'Yonne pour l'alimentation des eaux de la ville de Paris.

L'accident géologique de Venoy. — M. le Président Peron prend la parole en ces termes :

Vers la fin du mois de mars dernier les journaux nous annonçaient qu'une excavation de 15 à 20 mètres de profondeur venait de se produire subitement dans le sol d'une vigne entre Venoy et Soleines. Ils exprimaient en même temps l'espoir qu'une enquête serait ouverte pour faire connaître les causes de cette brusque perturbation du sol.

Nous n'avions pas qualité pour procéder à l'enquête réclamée, mais il m'a paru que l'accident géologique ainsi signalé par la presse pouvait

être de nature à intéresser notre société et je me suis rendu sur les lieux pour l'examiner.

L'excavation en question s'est produite dans une vigne située sur le versant nord de la colline de Venoy, entre l'Eglise de ce village et le moulin de Ginois sur le rû de Sinotte, et entre les chemins qui, de Venoy, conduisent à Soleines du milieu. Cette partie de la colline forme le versant droit, en pente très douce, d'un petit vallon dont le thalweg reçoit les eaux descendant du plateau de Venoy vers le rû de Sinotte.

Le sol de la vigne Naudet, et d'ailleurs de toute cette partie du nord de Venoy, est exclusivement formé d'une épaisse assise d'argile sableuse détritico rousse dépendant des étages néocomien et aptien. Cette assise argileuse, complètement imperméable, détermine la formation de nombreuses mares à la surface du plateau de Venoy et sur le versant, et les eaux pluviales n'étant pas absorbées par ce sol ruissellent de toutes parts.

Aucune pierraille n'existe dans ce sol argilo-siliceux, à ce point que dans les alentours de l'excavation, je n'ai pu trouver un seul caillou pour le jeter dans le trou et pour en apprécier la profondeur.

L'excavation qui s'est produite est un véritable puits. Elle n'a pas précisément la forme d'un entonnoir, car le diamètre du puits ne va pas s'élargissant vers le haut et les parois intérieures sont à peu près verticales. Aucune dépression du sol ne se montre d'ailleurs autour de l'excavation et il faut arriver jusqu'au bord du puits pour en remarquer l'existence. Cette excavation n'a donc aucunement les caractères d'un béttoire, c'est-à-dire d'un orifice externe d'un puits d'absorption des eaux sauvages.

Le puits n'a guère que 2^m à 2^m 50 de diamètre. A trois mètres de profondeur environ, il se rétrécit assez brusquement, de manière à n'avoir plus que 1^m à 0^m 80 de diamètre. Ce rétrécissement m'a paru être produit par l'affleurement souterrain du banc de calcaire lumachelle, bien connu dans la région au milieu des argiles appelées ostréennes.

D'après ce qui a été dit, la profondeur du puits ainsi formé serait de 15 à 20 mètres. Ce chiffre est sans doute exagéré, mais il m'a été impossible de le contrôler. Un habitant de Soleines s'est fait descendre, paraît-il, dans l'excavation et pourra donner à ce sujet des renseignements assez précis. Du dehors, en raison du rétrécissement du puits, on ne voit que la partie supérieure. Cette partie, de trois mètres environ de hauteur, est entièrement ouverte dans les argiles rousses très uniformes qui forment le sol environnant sur une grande épaisseur. Au fond, vers le rétrécissement, on aperçoit l'extrémité de perches de bois, avec lesquelles les habitants ont sans doute cherché à sonder la profondeur du tron.

L'examen des conditions extérieures de l'excavation ne permet en aucune façon de se rendre un compte exact des causes de l'accident. Il faut à ce sujet se borner à des hypothèses basées sur la constitution bien connue du sous-sol de la région et sur la situation topographique de l'excavation.

Lors de la première annonce de l'accident, j'ai supposé tout d'abord qu'il avait dû se produire vers la tête de quelque ravin en voie de forma-

tion ou de quelque ravin préexistant, comme ceux si nombreux qu'on voit autour des collines de Venoy, d'Egriselles, de la Borde, etc. Je n'ai rien observé de semblable et, en effet, aucune formation de ravin n'est possible dans cette masse argileuse du néocomien qui forme le sol de ces vignes. Les calcaires de notre étage portlandien seuls se prêtent à ces ravine-ments, et ces calcaires, dans la région qui nous occupe, n'affleurent que vers la base même du versant sur le bord du rû de Sinotte.

C'est cependant incontestablement à des ravine-ments souterrains produits par la circulation des eaux dans ces calcaires portlandiens qu'il faut attribuer la chute brusque d'une partie des terres superposées et la formation de l'excavation. A ce point les strates calcaires du sous-sol sont inclinées vers le N. O., c'est-à-dire précisément dans la direction du vallon de Sinotte.

Si cette excavation s'est ainsi étroitement localisée et a pris la forme d'un simple puits, cela tient sans doute à la disposition des bancs calcaires qui sont interstratifiés dans les argiles ostréennes et leur servent de support. Ces bancs calcaires, calcaires à spatangues et calcaires lumachelles, sont les uns et les autres irréguliers, discontinus et manquent même par places. Le trou qui s'est formé dans la vigne Naudet provient très probablement du défaut sur un petit espace du banc calcaire en question et, à la suite des grandes pluies du mois de Mars, les argiles délayées et non soutenues se sont affaissées dans les cavités souterraines où elles seront reprises et entraînées par les eaux.

C'est en résumé un accident assez fréquent et qui n'a rien de particulièrement intéressant.

Avant d'avoir été reconnaître les lieux, je m'étais tout d'abord demandé si l'effondrement géologique qu'on nous annonçait n'était pas en relation avec cette grande cassure des couches du sol que les géologues désignent sous le nom de faille de Quenne, et qui au-dessous de Venoy, en effet, coupe le vallon de Sinotte près du moulin La Coudre.

Après examen des lieux, je pense qu'il faut renoncer à trouver dans ce rapport l'explication du phénomène.

La faille de Quenne, au-delà du Sinotte, passe bien au-dessus et à l'est des Soleines et s'éloigne par conséquent trop du point où s'est produite l'excavation, pour qu'on puisse lui attribuer aucune influence dans sa production.

Nous aurons sans doute l'occasion de revenir sur cette question, quand nous aurons pu retrouver dans le vallon de Sinotte la source où émergent les eaux qui ont occasionné l'affouillement et l'éboulement de la vigne Naudet.

— *Compte-rendu du congrès des sociétés savantes à la Sorbonne.* —
M. le Président prend la parole en ces termes :

Messieurs,

Dans la séance dernière, notre collègue, M. le Vice-Président Lasnier, vous a déjà entretenus du congrès des sociétés savantes qui vient de se

tenir à la Sorbonne pendant la semaine de Pâques et auquel il a comme moi assisté en qualité de délégué de notre Société. Je n'ai donc plus à vous parler longuement de ce congrès ni à revenir sur les faits généraux.

Cependant, comme les sections étaient nombreuses et que M. Lasnier et moi ne suivions pas les mêmes séances, il reste quelques détails à vous donner sur quelques-uns des travaux du congrès.

Comme vous le savez, notre Société a été représentée au congrès par plusieurs délégués et par de nombreux travaux dont plusieurs rédigés en réponse à des questions proposées dans le programme du congrès.

L'un de nos collègues, M. l'abbé Parat, empêché d'assister en personne au congrès, avait envoyé plusieurs notes à diverses sections.

Il avait chargé M. Ulysse Richard d'en donner lecture; mais M. Richard ayant été lui-même empêché, quelques-unes de ces notes ont été simplement analysées par l'un des secrétaires. Pour d'autres, qui me semblent être les plus importantes, j'ai pu les lire pour notre collègue. Tel a été le cas pour une communication faite à la section de géographie descriptive en réponse à la 2^e question du programme : Dresser la carte montrant la distribution géographique des cavernes-abris, et ayant renfermé des restes de l'homme à l'époque quaternaire, etc.

La séance était présidée par M. le docteur Hamy, professeur au Muséum, qui a accueilli avec des paroles élogieuses pour M. l'abbé Parat, la communication de notre laborieux collègue.

Dans cette même séance nous avons entendu plusieurs mémoires intéressants de M. le professeur Bigot, de M. Martel etc., sur les causes des tracés des cours d'eau, leurs empiètements, leur enfouissement, etc. L'une des séances les plus importantes auxquelles il m'a été donné d'assister, a eu lieu le jeudi 7 avril à la section d'archéologie dans l'amphithéâtre Richelieu. Cette séance était présidée par M. le docteur Capitan et l'un des assesseurs était M. Déchelette, d'Autun, dont j'ai eu l'occasion de vous rappeler récemment les importants travaux.

Les communications faites à cette séance ont été nombreuses, et d'autant plus intéressantes que de précieuses collections étaient exposées en séance à l'appui de ces communications. J'ai eu là le plaisir de retrouver et d'entendre notre ami M. de Saint-Venant, de Nevers, que vous vous rappelez avoir vu à notre cinquantenaire, et diverses autres personnalités bien connues de la science archéologique.

Une communication de notre compatriote M. l'abbé Poulaine, de Voutenay, était annoncée sur le caveau funéraire de la grotte Saint-Joseph, de Voutenay, à Saint-Moré; mais, en raison de l'heure tardive, cette communication a été simplement signalée en peu de mots par le secrétaire et je n'ai pas eu l'occasion de formuler quelques réserves et observations que m'avait transmises l'abbé Parat au sujet de ce caveau funéraire.

Une autre séance, à laquelle je désirais assister, est celle qu'a tenue le Jeudi matin la section d'hygiène et des sciences médicales.

J'avais vu figurer au programme une communication sur l'hygiène de l'enfant à l'école, par M. Arbinet, de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne, et comme je ne connaissais pas ce nom sur la liste

de nos membres, je n'aurais pas été fâché de faire connaissance avec ce collègue inconnu qui invoquait ainsi le titre de membre de notre Société.

Malheureusement, comme il arrive parfois entre médecins, la discussion a été si ardente et si prolongée que je n'ai pu en attendre la fin pour rejoindre M. Arbinet.

La section de géologie et de minéralogie n'a tenu qu'une seule séance, le jeudi 7 avril, à 2 heures, sous la présidence de M. Lacroix, membre de l'Institut, professeur au Muséum, qui a bien voulu m'appeler à siéger au Bureau comme assesseur.

L'assistance était fort nombreuse et la séance, fort chargée, a duré jusqu'à la nuit.

Je ne puis entrer dans le détail des communications très variées que nous avons entendues. Je vous dirai seulement que j'y ai traité, conformément à l'un des articles du programme, la question des gisements de phosphate de chaux existant dans le département de l'Yonne, question que j'ai envisagée au point de vue industriel et au point de vue stratigraphique et paléontologique.

J'avais d'ailleurs expédié préalablement au Muséum une série de nodules phosphatés, de roches diverses et de tous les fossiles qu'on rencontre dans ces gisements, série semblable à celle que j'ai préparée pour notre musée et dont j'ai eu l'occasion de vous parler l'année dernière.

A cette même séance, je devais donner lecture d'une note de l'abbé Parat sur la formation de certaines cavernes, mais en raison de l'heure avancée j'ai dû me borner à l'analyser un peu sommairement.

Comme vous le savez, les congrès annuels des sociétés savantes se terminent toujours par une séance générale publique, qui a lieu sous la présidence du Ministre de l'Instruction publique dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne.

C'est dans cette séance qu'après divers discours officiels sont proclamés les noms des savants dont les travaux sont récompensés par des distinctions honorifiques.

Cette année, en l'absence de M. le Ministre, la séance a été présidée par M. Bayet, directeur de l'enseignement supérieur, dont l'allocution a été chaleureusement applaudie. La liste des nominations d'officiers d'académie a été assez longue, mais il a paru que les congressistes n'y figuraient que pour une bien petite part.

En raison encore de l'absence du Ministre, la réception du soir au Ministère qui, habituellement, clôture la session du Congrès des Sociétés savantes n'a pu avoir lieu cette année. Beaucoup de congressistes l'ont regretté; car c'est une occasion de se retrouver, de se faire présenter aux notabilités et de créer des relations entre les sociétés.

Célébration du Centenaire de la Société nationale des Antiquaires de France. — M. le Président rend compte en ces termes de la célébration du Centenaire de la Société des Antiquaires de France :

Messieurs,

Vous devez vous rappeler que, au mois de février dernier, nous avons reçu de la Société nationale des Antiquaires de France une lettre nous informant que cette société devait célébrer cette année le centenaire de sa fondation et nous invitant à envoyer une délégation pour assister à cette cérémonie.

Personne d'entre vous n'ayant accepté cette mission, j'ai pris le parti d'aller représenter notre Société de l'Yonne à cette grande solennité.

Le programme comportait seulement une séance solennelle publique pour le lundi 11 avril 1904, à 2 heures, au musée du Louvre, et un banquet le soir du même jour à l'hôtel du Palais d'Orsay.

Je dois vous dire tout d'abord qu'à mon grand regret, il ne m'a pas été possible d'assister au banquet. Le même jour, à la même heure, avait lieu à l'hôtel des Sociétés savantes une séance de la Société géologique de France et, comme j'avais l'honneur de présider cette séance, je ne pouvais songer à aller au banquet des Antiquaires.

La séance extraordinaire publique s'est tenue exactement à l'heure indiquée, dans le grand salon carré du musée du Louvre. Elle a été des plus intéressantes.

Dans ce magnifique cadre du grand salon, où la vue se reposait sur les *Noces de Cana*, de Paul Véronèse, et autres tableaux non moins célèbres, une assistance fort nombreuse, dans laquelle beaucoup de dames, pût s'installer confortablement, sans qu'il y eût aucune gêne ou encombrement.

J'ai retrouvé à cette réunion beaucoup d'amis et de connaissances venus de tous les points de la France, et parmi eux plusieurs de nos collègues correspondants de notre Société.

En l'absence du Ministre de l'Instruction publique indisposé, le Gouvernement était représenté par M. Bayet, directeur de l'enseignement supérieur, qui siégeait à la droite de M. le comte Durrieu, président de la Société.

La séance fut ouverte par une allocution de l'organisateur de la cérémonie, M. Héron de Villefosse, membre de l'Institut, que vous vous rappelez avoir vu au milieu de nous en 1897, lors de la célébration de notre cinquantenaire. Cette allocution, remplie de relations intéressantes, de faits scientifiques et d'anecdotes spirituelles et prononcée de cette voix sonore et agréable que vous connaissez, a été fort goûtée et applaudie par l'assistance. Il en a été de même d'ailleurs des discours de M. Bayet, représentant du Ministre, et de M. le comte Durrieu, président des Antiquaires. Mais, quelque captivant qu'ait été l'intérêt de ces remarquables discours, j'ai été plus séduit encore par le rapport de M. Valois, secrétaire de la Société, sous le titre de : *La Société nationale des Antiquaires de France ; un siècle de son histoire*. Ce rapport est un historique et un résumé rapide et substantiel du grand rôle joué par la célèbre associa-

tion, à l'organisation de laquelle a contribué notre premier grenadier de France, La Tour d'Auvergne.

Fondée d'abord sous le nom d'Académie celtique, la société était née de l'enthousiasme, très développé alors, pour les origines celtiques de la France. Elle tint sa première séance le 9 germinal an XIII (31 mars 1804) et son but était de s'occuper des monuments et de la langue celtique, et des patois, usages et traditions populaires, c'est-à-dire de cet ensemble qu'on désigne volontiers sous le vocable anglais de Folk-lore.

Quelques années plus tard, en 1813, l'Académie fut réorganisée, changea son nom et étendit le cercle de ses études en y comprenant les langues, l'histoire, les arts et les antiquités grecques, romaines et du moyen-âge. Son siège social fut installé au musée du Louvre, c'est-à-dire au milieu même des richesses qu'elle a tant contribué à réunir et à faire connaître.

Actuellement, cette illustre société, qui a rendu de si éclatants services à l'histoire, aux arts, à l'archéologie, etc., est plus florissante que jamais. Société fermée, elle ne compte que 45 membres résidents, 10 membres honoraires et 10 correspondants étrangers. Elle tient séance toutes les semaines et publie un bulletin et des mémoires.

A l'occasion de la célébration de son centenaire, la Société a fait imprimer un volume préparé spécialement pour cette solennité. Un exemplaire de ce volume a été offert à chacune des sociétés représentées à la cérémonie et j'ai l'honneur de vous présenter ce travail. Il constitue un superbe volume in-4° de 500 pages, magnifiquement édité et illustré de 75 belles gravures dans le texte et 25 grandes planches tirées hors texte.

Tous les membres de la Société ont collaboré à la rédaction de ce volume. Aussi la table des matières ne comporte-t-elle pas moins de 54 notices d'auteurs différents.

Je ne puis songer à vous donner un aperçu même des plus sommaires des sujets très variés traités dans ces diverses notices. Je veux seulement appeler votre attention sur quelques-unes qui présentent pour nous un certain intérêt local comme une note de M. Germain Bapst sur Jean Goujon, une note de M. de Villefosse sur une statuette d'argent trouvée à Saint-Honoré, etc.

Ce volume est, en résumé, un très beau cadeau, un excellent souvenir de la solennité et il mérite une place d'honneur dans notre bibliothèque.

La cérémonie, Messieurs, s'est terminée par la distribution de médailles d'or et d'argent offertes par la Société des Antiquaires à un certain nombre de ses associés correspondants nationaux et étrangers.

Je m'empresse, Messieurs, de vous faire connaître que j'ai entendu avec joie et avec un vif sentiment de fierté locale proclamer comme titulaire d'une médaille d'or notre cher président honoraire, M. Ernest Petit.

Un autre de nos collègues, celui-là membre correspondant, M. E. Gauthier, de Nevers, dont nous avons reçu déjà quelques intéressants travaux, a reçu une médaille d'argent.

Notre Société doit, Messieurs, s'enorgueillir de ces distinctions flatteuses et j'ai cru devoir, sans attendre notre séance mensuelle, envoyer immédiatement à nos collègues, en votre nom, nos sincères félicitations.

— Lecture est donnée d'une lettre adressée au Président par M^{lle} Espieute, professeur de sciences au lycée de jeunes filles ; M^{lle} Espieute rappelle que la Société des sciences a délégué l'un de ses membres, M. le docteur Dionis des Carrières, pour la représenter à la délégation définitivement constituée le 17 janvier 1901 et dont la mission est d'accélérer et de diriger le mouvement en faveur de l'adoption d'un idiome auxiliaire international.

Un groupe espérantiste est sur le point d'être fondé à Auxerre et M^{lle} Espieute espère que la Société voudra bien accorder à ce futur groupe son appui moral en même temps qu'une aide pécuniaire.

Après lecture de cette lettre et l'exposé de la question par le Président, la parole est donnée à M. le docteur Dionis des Carrières, délégué de la Société, qui, dans une intéressante allocution, appelle l'attention de l'assistance sur les avantages que présente l'adoption d'une langue auxiliaire internationale pour la science, le commerce, etc. Il insiste sur la facilité avec laquelle tous peuvent apprendre l'Esperanto qui emprunte en grande partie ses racines aux langues latines.

M. Dionis des Carrières conclut en appuyant chaudement la demande de M^{lle} Espieute pour la formation d'un comité local et il réclame, en outre, l'aide de la Société pour le Comité central qui siège à Paris.

Le Président remercie M. Dionis en appuyant ses conclusions et il insiste sur l'utilité de répandre à profusion de petites grammaires et de petites brochures pour montrer ce qu'est l'Esperanto et combien son étude est facile.

M. Lasnier présente les opuscules qu'il a pu se procurer ; il est aussi d'avis d'aider la fondation d'un groupe dans notre ville.

Après cet exposé, le Président fait connaître qu'après en avoir délibéré, le Conseil d'administration de la Société propose de disposer en faveur d'un comité local d'une somme de 25 francs à titre de subvention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

Achat pour le Musée. — M. Manificier dépose une plaque en plomb acquise pour le musée. Cette plaque porte l'inscription suivante : « Cette porte a été faite du temps de M. Adrien Lelong, « docteur de Sorbonne, prieur de Saint-Marien, curé de Notre-Dame-la-d'Hors, le 24 juillet 1766. »

Don pour le Musée. — Il présente de plus des débris de vase en pierre blanche trouvés dans les fouilles du marché, et offertes par M. Garreau, marchand de faïences.

— M. Martineau des Chesnez, qui a bien voulu, à la dernière

séance, se charger de présenter un compte-rendu de l'ouvrage de M. Gabriel Letainturier : *La Maupin, sa vie, ses duels, ses aventures*, donne lecture de l'analyse ci-après :

La Maupin, le nouveau livre de M. Letainturier-Fradin, est une page d'histoire où l'auteur fait une intéressante description de l'Académie royale de musique en 1640 et peint les mœurs de la fin du XVII^e siècle ; mœurs licencieuses à l'excès, malgré l'austérité dont M^{me} de Maintenon et Louis XIV lui-même donnaient l'exemple ; époque où toutes les questions d'honneur, et aussi d'autres moins sérieuses, se réglaient l'épée à la main malgré la sévérité des édits royaux.

Il appartenait à l'auteur de la *Chevalière d'Eon* et d'ouvrages si documentés sur le duel, de faire revivre M^{lle} Maupin, cette escrimeuse, cette artiste remarquable qui eut son heure de célébrité.

Comme la chevalière d'Eon, M^{lle} Maupin fut une vaillante parmi les vaillantes, « un maître ès-escrime ». Comme d'Eon, elle se singularisa en portant un costume qui n'était pas celui de son sexe.

Mais, si d'Eon a pu être considérée comme un être insexué, M^{lle} Maupin, au contraire, resta toujours une sexuelle, une femme ardente et passionnée. Elle fut une femme d'énergie, d'art, de grâce et d'amour. Faisant exception à son sexe, « elle fut un merveilleux amant pour les femmes avides de ses baisers, une ardente maîtresse pour les hommes qui la désirèrent », et « devant son épée bien des braves succombèrent. »

M. Letainturier commence son livre par le plus grand succès de M^{lle} Maupin, son début à l'Académie royale de musique, en 1690, dans *Cadmus et Hermione*, rôle de Pallas.

M^{lle} Maupin avait alors 20 ans et était dans tout l'éclat de sa beauté ; elle fut très applaudie dès son entrée en scène ; mais, lorsque pour remercier le public de sa sympathie, M^{lle} Maupin ôta son casque, laissant sa chevelure « inonder ses épaules nues de déesse », ce fut du délire.

Le succès de M^{lle} Maupin se confirma à chaque acte et la représentation se termina « dans une atmosphère de désirs et de rut ».

Après avoir fait assister à cet immense succès, M. Letainturier, en historiographe consciencieux, prend son héroïne depuis sa naissance et nous fait entrer dans cette existence si aventureuse qui fut celle de M^{lle} Maupin jusqu'en 1705.

Contrairement aux encyclopédies, M. Letainturier fait naître M^{lle} Maupin en 1670, s'appuyant sur les nombreux documents qu'il a compulsés.

L'éducation toute virile que reçut M^{lle} Maupin avec les pages des écuries royales, éducation dans laquelle tous les exercices de corps, surtout l'escrime, avaient la prédominance ; les fréquentations de son père, d'Aubigny, « héros d'aventures, courant le jeu, les duels et les femmes », ont dû influencer beaucoup sur son existence.

Tout est extraordinaire chez cette femme d'un tempérament impétueux, d'un caractère violent, d'esprit batailleur, et le livre tout entier serait à citer. Il serait trop long de suivre M. Letainturier dans les détails si intéressants du voyage à Marseille, de l'enlèvement d'une jeune fille d'un

couvent d'Avignon ; du voyage à travers les provinces, pendant lequel M^{lle} Maupin a dû chanter dans les hôtelleries pour gagner son pain, s'est battue en duel, pour un motif futile, avec le comte Albert de Luynes qu'elle blesse grièvement, qu'elle soigne et dont elle devient la maîtresse.

Puis ce sont des succès de tous genres à Paris ; trois duels en une seule nuit, avec trois chevaliers, pour les beaux yeux d'une jeune et jolie marquise rencontrée dans un bal au Palais-Royal. Voyage et succès à Bruxelles ; voyage à Madrid où, pour vivre et se procurer l'argent nécessaire au retour en France, M^{lle} Maupin dut se placer comme femme de chambre. Enfin, retour à Paris et nouveaux succès jusqu'au jour où, en 1705, cruellement frappée par la mort de la marquise de Florensac, sa protectrice et surtout son amie, M^{lle} Maupin abandonna le théâtre, la vie de plaisirs et s'isola du monde.

L'oubli se fit vite ; M^{lle} Maupin, complètement ignorée, mourut en novembre 1707.

Ce qu'elle devint pendant ces deux années est resté un mystère.

Ce nouveau livre de M. Letainturier-Fradin est très attrayant, d'une lecture facile, d'un style agréable, relevé de quelques pointes un peu pimentées qui, sans en faire un livre immoral, ne permettent pas de le cataloguer dans la bibliothèque de la jeunesse.

La Maupin est un livre qui ne peut manquer d'intéresser vivement tous ceux qui s'occupent de l'étude des siècles passés ; à ce titre, on ne saurait trop remercier M. Letainturier de nous avoir fait connaître, sous une forme aussi attrayante, le résultat de ses longues et laborieuses recherches.

Communications. — M. Demay donne lecture de sa communication sur le mur gallo-romain découvert pendant la construction du marché et dont M. Brion a relevé le plan.

M. Brion, sur la demande du Président, veut bien en faire une réduction, de manière qu'il puisse prendre place dans le Bulletin à la suite de la communication de M. Demay.

— M. Boizot, pharmacien, donne lecture de la communication de M. l'abbé Parat : *La Botanique aux grottes d'Arcy il y a un siècle.*

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 3 heures 1/2.

SÉANCE DU 5 JUIN 1904

PRÉSIDENCE DE M. PERON, PRÉSIDENT

Il est donné lecture du procès-verbal de la séance du 1^{er} mai qui est adopté sans observations.

— Sont présentés : 1° comme membres titulaires :

M. Cestre, professeur honoraire, chevalier de la Légion d'honneur, rue Faidherbe, à Auxerre, par MM. Lasnier et Peron ;

M. le docteur Hamel, directeur de l'asile départemental, avenue de Paris, à Auxerre, par MM. Peron et Porée ;

M. Viault, instituteur en retraite, demeurant rue d'Eglény, par MM. Delage et Lasnier ;

2° Comme membres correspondants :

M. Louis Gentil, maître de conférences à la Sorbonne, à Paris, présenté par MM. Paul Lemoine, Georges Lemoine et Peron ;

M. Emmanuel Girard, licencié-ès-lettres, 20, rue du Sommerard, à Paris, présenté par MM. Porée, Guillemain et Peron.

En outre, M. Bioche, avocat à la Cour d'appel de Paris, qui était membre correspondant depuis 1868 et qui, à partir de 1897, avait cessé de figurer sur nos listes, demande sa réintégration. La radiation de M. Bioche n'ayant été faite que par suite d'erreur dans l'indication de son adresse, erreur qui l'empêchait sans doute de recevoir nos communications, M. Bioche sera rétabli de plein droit sur la liste des correspondants recevant le Bulletin.

— Il a été reçu :

Deux numéros du *Bulletin mensuel du Cercle philanthropique républicain de l'Yonne*. Dans l'un d'eux est à signaler un article de M. Niel, *Un coin de l'Yonne*, qui est une description sommaire mais intéressante de la ville de Sens ; sur l'autre, une conférence de M. Marie Cadoux intitulée : *Sur l'art de la Pierre*, dans laquelle l'auteur passe en revue les divers gisements de roches exploités dans l'Yonne ;

De M. Le Couppey de La Forest : *Quelques considérations complémentaires sur la propagation souterraine de la fluorescéine* ;

De M. Marlot : *Notes préhistoriques sur le Morvan et Brèche osseuse près de Villefranche de Rouergue (Aveyron)*.

— M. Lasnier présente un ouvrage de M. R. Bigeard sur une *Petite Flore mycologique des champignons les plus vulgaires*. Il en lit le compte-rendu suivant :

M. le Président m'ayant communiqué la circulaire qu'il avait reçue relativement à la petite flore mycologique de R. Bigeard, j'ai demandé pour notre Société ce petit ouvrage à l'auteur, qui s'est empressé de me l'adresser.

Je le dépose sur le bureau en y ajoutant les quelques mots qui suivent :

Le titre complet est « Petite Flore mycologique des champignons les plus vulgaires et principalement des espèces comestibles et vénéneuses à l'usage des débutants en mycologie : instituteurs, élèves des cours supérieurs, rentiers et tous les amateurs de champignons » ; par R. Bigeard, instituteur en retraite, officier d'Académie, à Nolay (Côte-d'Or).

C'est un guide commode, intéressant, à la portée de tous ceux, et ils sont nombreux, qui veulent se contenter d'une étude élémentaire des champignons, de ces plantes qui offrent d'un côté des aliments fort succulents et de l'autre des poisons violents qui causent chaque année des accidents nombreux dans les préparations culinaires dont ils forment la base.

La marche de ce *vade-mecum* des étudiants en mycologie est fort bien ordonnée ; c'est un livre facile, débarrassé à juste titre du langage trop scientifique.

En tête se trouve une table générale des classes, des ordres et des familles qui forme un résumé utile de l'ouvrage.

Vient ensuite une préface, non de l'auteur, mais du docteur Gillot, botaniste d'Autun, qui signale les principales qualités de ce livre.

M. Bigeard indique, dans ses considérations préliminaires, les propriétés et les usages des champignons, et donne des conseils sur la récolte et la conservation de ces plantes qu'il range en trois grandes classes : les champignons comestibles, les suspects et les vénéneux.

Viennent ensuite les notices d'anatomie indispensables pour la classification.

Les tableaux synoptiques qui composent le corps du livre permettent d'arriver rapidement à la détermination des genres et des espèces.

En résumé, la petite Flore de M. Bigeard mérite d'être signalée aux amateurs de champignons ; elle a sa place marquée dans les bibliothèques populaires.

— M. Lasnier dépose de plus le *Bulletin annuel de la Commission de Météorologie du département de l'Yonne*, année 1903.

— M. Peron présente à la Société un travail de M. Porée sur *Les subsistances dans l'Yonne pendant la Révolution* (Paris, Alphonse Picard. 1903). Cette étude, de 128 pages, in-8°, figure comme introduction au tome V des *Procès-verbaux de l'Administration départementale de l'Yonne de 1790 à 1800*, publication entreprise sur l'initiative de Paul Bert et continuée sous les auspices du Conseil général. Fort documentée, elle contient les chapitres suivants : la culture du blé dans l'Yonne ; la mission de Fauchet et Rovere ; le maximum sur les blés ; l'extension du maximum et la mission de Maure ; le pain de l'égalité ; l'an II ; la suppression du maximum, la fin de la crise. « Ces cent pages sont nourries de faits et d'idées, c'est la revue de M. Aulard, *La Révolution française* (numéro de février 1904, p. 176). Ecrites d'un style sobre qui ne vise qu'à la précision, elles se lisent sans effort et, parce qu'elles sont pleines de vérité, elles deviennent vivantes, dramatiques même, quand il le faut. » M. P. Caron, directeur de la *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, déclare que « de pareilles monographies sont plus utiles à l'histoire générale qu'une

foule de gros livres » (numéro de novembre 1903, p. 125). On voit, par ces appréciations de juges compétents, l'intérêt qui s'attache à l'étude de notre collègue.

Nouvelles scientifiques. — M. Peron prend la parole en ces termes :

Messieurs,

Il est d'usage dans notre Société d'annoncer les récompenses honorifiques qui sont accordées à l'un de nos collègues. Celle que j'ai à vous signaler aujourd'hui est particulièrement importante.

Déjà, dans une précédente séance, j'avais eu le plaisir de vous annoncer que M. Philippe Thomas, l'un de nos correspondants, dont j'ai été le collaborateur pour sa mission scientifique en Tunisie, avait reçu de la Société nationale d'agriculture de France le prix Barotte, d'une valeur de 3,500 fr., pour sa découverte des gisements de phosphate de chaux de la Tunisie.

Aujourd'hui, il s'agit d'une récompense plus importante encore. Dans sa séance générale annuelle qui vient d'avoir lieu, la Société géologique de France a attribué à M. Philippe Thomas la grande médaille d'or et à cette médaille la Société d'exploitation des phosphates de Gafsa (Tunisie) a ajouté une somme de 15,000 francs.

Je suis allé assister à cette séance et j'ai pu féliciter verbalement cet éminent collègue et ami, que plusieurs d'entre vous se rappelleront avoir vu parmi nous lors de la célébration du cinquantenaire de notre Société.

— Note à l'Académie des Sciences sur l'histologie et la bactériologie de boues extraites à 10 mètres de profondeur d'un puits funéraire gallo-romain en Vendée.

De cette communication fort importante, il résulte que des microbes provenant de cadavres de chèvre et de chien se sont conservés là, en vase clos et à l'état de vie ralentie, pendant près de dix huit siècles.

— Une autre communication faite à l'Académie des Sciences le 16 mai dernier par MM. P. Miquel et Mouchet est de nature à intéresser la Société. Il s'agit d'un mode d'épuration bactérienne des eaux de source et de rivière au moyen des sables fins. Ce procédé rappelle sensiblement celui préconisé par M. l'ingénieur des mines Léon Janet et qui consiste à diriger les eaux impures au dessus d'une masse homogène de sable très fin de 1 mètre d'épaisseur environ, soutenue par une couche de graviers convenablement drainée.

D'après les essais effectués par les auteurs, on a obtenu par leur procédé des eaux d'alimentation dépourvues de toute nocuité au point de vue microbien.

— Depuis la dernière séance, dans laquelle M. le docteur Dionis des Carrières a parlé en faveur de l'adoption d'une langue auxiliaire internationale et dans laquelle une subvention de 25 francs a été votée pour favoriser la création d'un groupe local chargé de propager l'Esperanto, cette question a fait des progrès considérables. Grâce à l'initiative de M^{lle} Espieute, ce comité local vient de se former et de prendre corps. Notre nouveau collègue, M. Cestre, a été nommé président; M. Rouillé, vice-président; M. le docteur Hamel, secrétaire, et M. Gendre, trésorier.

L'avenir du Groupe Esperantiste auxerrois est donc en bonnes mains et nous pouvons avoir bon espoir pour le succès final.

Déjà hier soir, pour affirmer son existence, le groupe a donné dans la grande salle du passage Soufflot une conférence fort intéressante dans laquelle M. Lambert, professeur à l'Université de Dijon, est venu plaider éloquemment la cause de l'Esperanto.

La salle était comble et le succès de cette conférence très intéressante a été complet.

M^{lle} Espieute a mis à la disposition de la Société un certain nombre d'exemplaires d'une brochure fort intéressante sur la langue esperantiste, qui demeurent à la disposition des membres qui désireront les consulter.

Séance publique d'Avallon. — Le Président rappelle que la prochaine séance, fixée au dimanche 3 juillet, aura lieu à Avallon, et qu'un programme détaillé sera adressé du 20 au 24 courant.

Communications. — M. Le Couppey de La Forest donne connaissance de sa communication sur *Les filtres à sable aux Etats-Unis d'Amérique*.

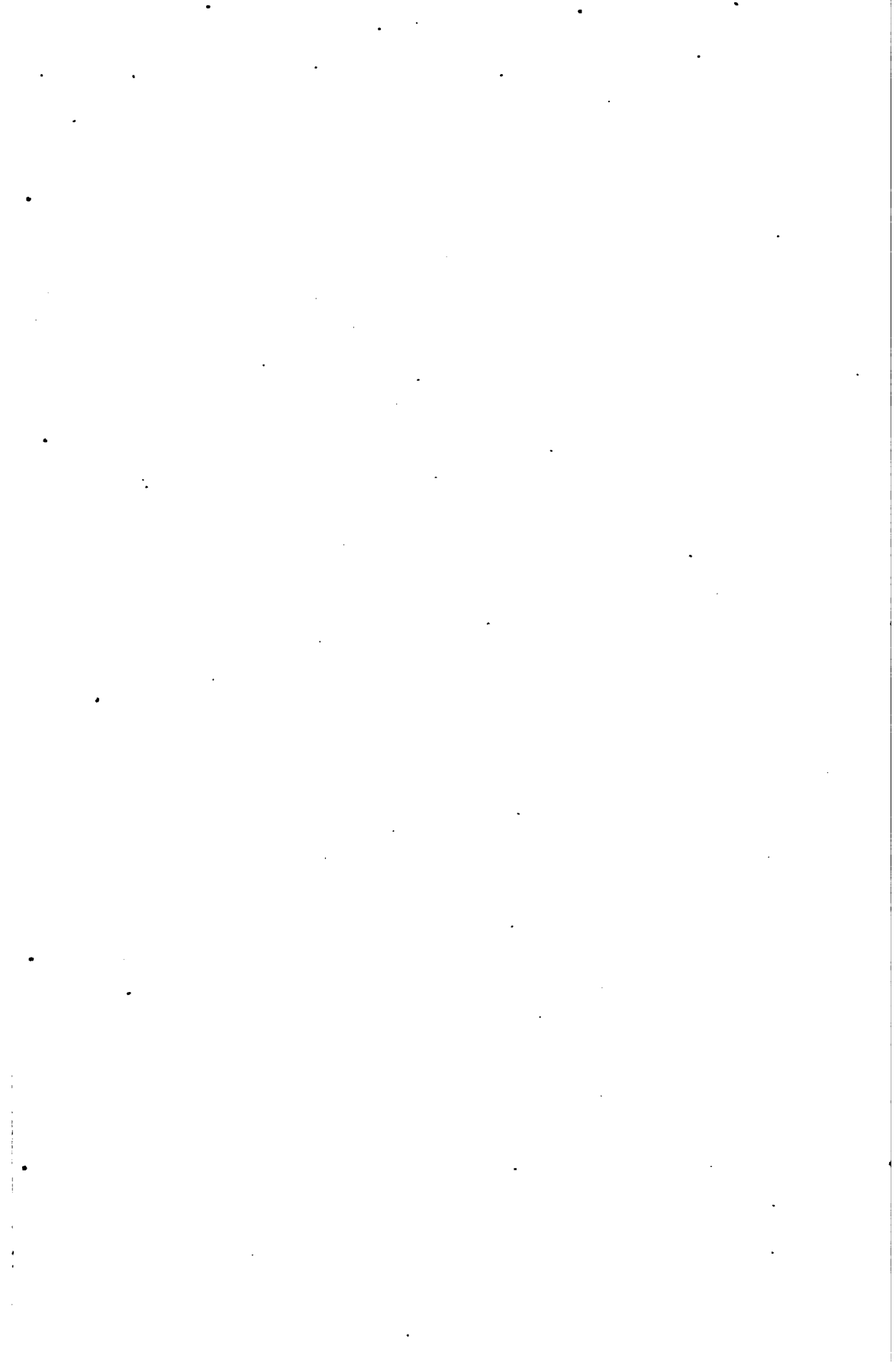
— Lecture est donnée des *Actes notariés du bailliage de Louesmes*, par M. Arthur Beaujard.

De l'étude sur *La formule porifère d'un certain nombre d'Echinides réguliers* par Doïn Aurélien Valette.

M. Peron donne connaissance de sa communication sur *Le réservoir du Bourdon, près Saint-Fargeau*.

La séance est terminée par la lecture de la communication de M. l'abbé Parat, *La grotte de Festigny* près Coulanges-sur-Yonne.

— L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 3 heures 1/2.



SÉANCE EXTRAORDINAIRE PUBLIQUE D'AVALLON

PRÉSIDENCE DE M. PERON, PRÉSIDENT.

La Société des Sciences s'est réunie en séance extraordinaire publique à Avallon, le dimanche 3 juillet, à 2 heures, dans la grande salle de l'Hôtel-de-Ville.

Aux côtés du Président avaient pris place M. Delfini, sous-préfet, et M. Billardon, maire d'Avallon. Avaient pris place également au bureau M. Prévost, président de la société d'Etudes, ainsi que les membres du bureau de cette Société.

Une nombreuse assistance, parmi laquelle beaucoup de dames, remplit la salle. La Société chorale, qui avait bien voulu prêter son gracieux concours, s'est fait entendre à plusieurs reprises au cours de la séance.

Le président ayant déclaré la séance ouverte, il a été donné lecture du procès-verbal, de la séance du 5 juin, qui a été adopté sans observations.

Présentation de nouveaux membres. — Sont présentés :

1° Comme membres titulaires :

M. Picard Arthur, propriétaire à Auxerre, rue de Coulanges, n° 47, et à Paris, rue Ganneron, n° 11, présenté par MM. Emile Petit et Emile Bouché ;

M. Rigollet, chirurgien-dentiste de la faculté de Paris, officier d'académie, rue de Paris, 74, à Auxerre, présenté par MM. Peron et Emile Petit ;

M. Prévost père, président de la société d'Etudes d'Avallon, présenté par MM. Peron et Emile Petit.

2° Comme membre correspondant :

M. Haug, professeur de géologie à la Sorbonne, présenté par MM. Peron, Lemoine et Lambert.

Nomination des membres présentés à la dernière séance. — Sont nommés à l'unanimité les membres présentés à la séance du 5 juin :

1° Comme membres titulaires :

M. Cestre, professeur honoraire, chevalier de la Légion d'Honneur ;

M. le docteur Hamel, directeur de l'asile départemental ;

M. Viault, instituteur en retraite.

Comp. rend.

2° Comme membres correspondants :

M. Louis Gentil, maître de conférence à la Sorbonne ;

M. Emmanuel Girard, licencié es-lettres.

Distinction à un membre. — Le Président annonce que le Ministre de l'Intérieur, sur la proposition du Directeur général de l'Assistance et de l'hygiène publiques a décerné à M. Emile Bouché, administrateur du bureau de bienfaisance d'Auxerre, trésorier du comité de l'extinction de la mendicité, une médaille d'honneur en argent, comme récompense de vingt-cinq ans de services exceptionnels gratuits et dévoués rendus à l'assistance publique.

Correspondance. — Il est donné lecture de lettres de membres qui ne peuvent assister à la séance, MM. Emile Merlange, Poncet, marquis de Virieu, Paul Lemoine, comte de Chastellux, abbé Pissier et Le Couppey de la Forest, qui s'excuse de ne pouvoir donner lecture de sa communication sur la *forêt d'Hervaux*.

M. Loiseau-Bailly, sculpteur, membre correspondant de la Société, informe le président qu'il a conçu une médaille de la Société, où celle-ci est symbolisée par une jeune femme, assise sur un chapiteau architectural et entourée d'attributs : peinture, sculpture, géologie, botanique, etc ; à l'arrière-plan, apparaît la ville d'Auxerre. M. Loiseau Bailly offre la plaquette en plâtre de cette composition et en propose à la Société la reproduction, dont les frais s'élèveraient à environ mille francs. Le Président annonce qu'une souscription sera ouverte dans ce but parmi les membres de la Société qui désireraient posséder cette médaille et que la question sera l'objet d'un examen plus approfondi à la prochaine réunion du bureau.

M. H. Marlot, membre correspondant, qui a trouvé les gisements de galène des Dorins, annonce la découverte, près du château de Faulin, de gisements plus riches encore, dont il a la concession, et qui vont être exploités incessamment. Il signale également des minerais de plomb au lieu dit les « Eaux », non loin du bourg de Grury (Saône-et-Loire). Tous ces minerais, qui contiennent des parcelles de radium, seront chimiquement traités pour extraire le précieux métal.

Il est donné connaissance d'une circulaire de la commission d'organisation du Congrès de fondation du *Syndicat d'initiative de la Bourgogne*, création proposée par l'Union du Commerce et de l'Industrie de la Côte-d'Or, et dont l'objet est de faire connaître, par des publications artistiques distribuées gratuitement et par tous autres moyens, les sites, beautés, richesses artistiques, ainsi

que les produits bourguignons. La Commission demande à la Société de vouloir bien figurer parmi les initiateurs du Congrès qui doit avoir lieu à Dijon le dimanche 24 juillet.

Médailleur Gariel. — M. Manificier donne la liste des monnaies et médailles qui sont venues enrichir le médaillier depuis la dernière séance.

Un sixième d'écu d'argent de Louis XV frappé à Dijon en 1720, offert par M. Victor Manificier.

ACHATS FAITS A LA VENTE RICHARD A PARIS DU 10 AU 16 JUIN 1904. —
M. ETIENNE BOURGY, EXPERT.

N° 38. — Jeton cuivre rouge de Jeanne de Joigny (femme de Charles de Valois, 1314 à 1336).

N° 174. — 3 jetons petit module de Marie-Adélaïde de Savoie, duchesse de Bourgogne (1 d'argent et 2 de cuivre).

N° 175. — Six jetons de cuivre variés de la même princesse.

N° 185. — Un jeton cuivre rouge de Mademoiselle de Sens, fille de Louis III de Bourbon, prince de Condé (1731).

N° 1468. — Trois méréaux de cuivre, très rares, de l'église cathédrale de Saint-Etienne de Sens.

N° 2019. — 2 jetons d'argent et 2 de cuivre de Sens (1579 et 1766).

M. Manificier énumère ensuite les monnaies, jetons, médailles etc., conservés dans le médaillier Gariel et qui concernent spécialement la ville d'Avallon ou des environs :

A la suite de la généreuse donation de M. Gariel, de Vassy, du 17 juin 1883, le musée de la ville d'Auxerre est entré en possession, ou a acquis depuis cette époque, les monnaies, jetons, médailles, etc., suivants qui intéressent ou concernent la ville d'Avallon ou la région.

Monnaie Mérovingienne.

La plus ancienne monnaie est un tiers de sou d'or pesant 1 gr. 29, portant de face ABALLONE FIT. Buste diadémé à gauche; au revers : BIVIFVS MONITA. Croix potencée et chrismée à droite sur un globe en touré de perles.

Monnaie Carolingienne.

✠ GRACIA D-I P'EX. Monogramme carolin. Au revers : ✠ CASTIS AVLONIS. Croix.

Denier d'argent de Charles le Chauve de 840 à 877. D'après le manuel de numismatique de M. de Barthélemy, ces monnaies étaient frappées à Avallon, au type et au sceau du roi de France, par les Comtes d'Auxerre. M. de Longpérier a publié un sceau de la seconde moitié du ^{xv}^e siècle qui porte cette légende : S. G. HOVDVT, MONNOIER D'AVALLON.

Médailles

1^o Médaille de bronze de 40 millimètres de diamètre.

De face : S. LEPRESTRE DE VAVBAN. Buste de profil à gauche, tête nue, chevelure à la mode du temps de Louis XIV, cravate à bouts de dentelle, retombant sur une cuirasse.

Au revers : NÉ EN M DC.XXXIII A St LEGER DU FOUCHERET PRÈS AVALON (sic) MORT EN M.DCC.VII, en cinq lignes.

Au dessous : GALERIE METALLIQUE DES GRANDS HOMMES FRANÇAIS. 1819.

2^o Deux jetons d'argent et un de bronze.

De face : SOCIÉTÉ MELOPHILE D'AVALLON 1787, en quatre lignes, dans une couronne de lauriers. Au revers : SOCIETATIS VINCVLVM HARMONIA. Lyre rayonnante sur des branches et une couronne de fleurs.

3^o Médaille de bronze

De face : A. C. M. R. RAUDOT LES AVALLONNAIS RECONNAIS-SANTS. Sa tête à gauche ; au dessous, E. ROGAT 1848.

Au revers : UNDA PER URBEM 1847. Femme couchée devant une tour, présentant une couronne de la main droite ; près d'elle une urne renversée. Au bas : RAUDOT INVENIT.

4^o Jeton octogone d'argent de 33 millimètres.

De face : SCIRE LEGEM, COLERE JUSTITIAM ; cadran solaire posé sur une tablette, au-dessus de l'année 1858.

Au revers : COMPAGNIE DES NOTAIRES D'AVALLON (YONNE), en cinq lignes, entre des branches de chêne et de laurier formant couronne.

5^o Médaille de bronze de 41 millimètres.

De face : DÉCERNÉE PAR LE COMICE AGRICOLE D'AVALLON, entre deux branches de laurier formant couronne.

Au revers : Grande couronne formée d'épis et de vigne enlacés ; au centre un emplacement pour une inscription.

6^o Médaille de vermeil de 41 millimètres.

De face : REPUBLIQUE FRANÇAISE. Tête de Liberté à gauche, coiffée du bonnet, couronnée de lauriers et d'épis ; au-dessous F. VERNON graveur.

Au revers : VILLE D'AVALLON (YONNE) FESTIVAL CONCOURS DU 21 AOUT 1887. Couronne de chêne et de laurier ; au centre JURY.

Assignats

1^{er} MUNICIPALITÉ D'AVALLON DIX SOLS. X. En échange d'assignats de cent livres, et au-dessous. B. n° 6964. Signé Millié Bertheau. Département de l'Yonne 10. S. Cadre typographique; timbre humide en noir avec légende DISTRICT D'AVALLON et faisceau surmonté d'une hache et d'un bonnet phrygien. Au revers du billet un timbre noir représentant une tour avec la légende TURNIS AVALLONIS. Dimensions 58^m/^m de hauteur et 72^m/^m de largeur. La couleur devait être rouge orange.

2^e Mêmes inscriptions et même format, mais la valeur est de CINQ SOLS; le n° d'ordre 9513; la série C. La couleur du papier devait être bleue.

3^e Mêmes inscriptions, abrégées et réduites; la valeur n'est plus que de UN SOL. 1. S. Dimensions 44^m/^m sur 39^m/^m. Il était imprimé quatre fois sur le même carré de papier (qui paraît avoir été jaune), ce qui permettait de le diviser pour en faire des petites valeurs de 2 ou 4 sols.

Il existait encore des assignats de vingt sols qu'il ne nous a pas été possible de retrouver.

Allocution de M. Peron, président. — M. le Président prononce l'allocution suivante :

Mesdames, Messieurs, Chers collègues,

Mon premier devoir au début de cette séance est d'adresser, au nom de la Société des sciences de l'Yonne, notre salut à la population avallonnaise et nos remerciements à l'assistance qui, sans trop s'effrayer de la sévérité de nos travaux, a bien voulu venir s'y associer.

Je remercie particulièrement M. le Maire de son aimable accueil et de l'obligeance avec laquelle il a facilité notre réunion et mis la salle de l'Hôtel de ville à notre disposition.

Je remercie également monsieur le Sous-préfet, M. le Président du tribunal et les autorités de la ville, qui ont bien voulu accepter notre invitation à cette séance.

Nous donnons à la Société d'études d'Avallon et à son président, M. Prévost, un témoignage tout particulier de gratitude et de bonne confraternité pour l'aide précieuse qu'il nous ont donnée.

Nous adressons enfin nos remerciements à la *Société Chorale*, qui veut bien nous prêter le concours de son talent, pour donner un peu de charme à notre réunion et la rendre plus attrayante.

La Société des sciences de l'Yonne a été instituée, aux termes de ses statuts, pour établir des liens entre les personnes qui dans toute l'étendue du département s'intéressent aux sciences, aux lettres et aux arts.

Elle s'est donné, en outre, pour mission de rechercher, d'étudier et de

conserver tout ce qui peut servir à l'histoire civile ou à l'histoire naturelle du département.

C'est pour remplir cette noble mission qu'elle s'efforce de répandre autour d'elle le goût du travail et des recherches scientifiques et que, bannissant toute préoccupation étrangère à son but, elle cherche à grouper et à mettre en œuvre toutes les bonnes volontés, soucieuses du progrès de l'instruction générale.

Dans cet esprit, il est nécessaire à notre Société de ne pas s'immobiliser au chef-lieu du département; il faut qu'elle se déplace pour aller successivement visiter les localités les plus intéressantes et surtout celles qui semblent le plus qualifiées pour favoriser le mouvement scientifique.

A ce titre, la ville d'Avallon était tout particulièrement désignée à notre attention. Aussi a-t-elle été, à plusieurs reprises déjà, visitée par notre Société.

La première de ces visites remonte à près d'un demi siècle. C'est le 30 juin 1857, en effet, que sous la présidence de M. Chaillou des Barres, la Société des sciences de l'Yonne s'est réunie pour la première fois, en séance publique, dans cette même salle où nous siégeons en ce moment. Comme aujourd'hui, les autorités locales assistaient à la séance, ainsi qu'un public nombreux et choisi, parmi lequel se trouvaient beaucoup de dames.

Les communications y furent nombreuses et importantes. En voici quelques titres :

La Géographie physique de l'Avallonnais, par F. Moreau ;

Avallon au vi^e siècle, par l'abbé Roguier ;

L'Avallonnais aux xi^e et xiii^e siècles, par Quantin ;

Le siège d'Avallon au xv^e siècle, par Ambroise Challe ;

L'organisation municipale d'Avallon au xvi^e siècle, par Raudot ;

Robert le Foul, sieur de Vassy, par le vicomte de Tryon-Montalembert ;
etc.

Vous voyez, Messieurs, par cette simple énumération, que nos réunions ne sont pas sans utilité pour le progrès des connaissances locales et vous voyez aussi que, dès longtemps, le pays d'Avallon a occupé une grande place dans les préoccupations de notre Société des sciences.

Les questions traitées, comme vous l'avez vu, se rapportaient presque toutes à l'histoire locale.

Aujourd'hui, la nature de nos communications changera quelque peu. Les sujets historiques intéressants et nouveaux sont devenus naturellement plus rares que jadis. Après tant de remarquables travaux déjà publiés dans l'énorme recueil de nos bulletins, les chercheurs historiques en sont un peu réduits aux glanures sur beaucoup de localités et sur beaucoup d'époques.

Au contraire, le domaine des sciences se développe et s'étend chaque jour de plus en plus.

Elles ont un avenir infini. Dans toutes ses branches les chercheurs peuvent trouver devant eux un vaste champ d'études.

Je pense donc que nos sociétés savantes locales, si elles ne veulent pas

s'anémier faute d'une alimentation suffisante, doivent s'efforcer de faire aux sciences une part plus large dans leurs travaux.

Certes, je sais que pour nos modestes associations il n'est pas facile de se plier à cette orientation nouvelle de leurs travaux. Dans les villes comme les nôtres, les ressources font trop souvent défaut pour les recherches scientifiques. Nos bibliothèques, sous ce rapport, sont fort pauvres ; nos musées très insuffisants ; les maîtres et surtout les laboratoires nous font défaut.

Bien des jeunes gens, fort bien disposés, trouvant dès le début le chemin des sciences hérissé d'obstacles et de difficultés, renoncent à le suivre et cherchent une autre distraction.

Mais, cependant, si, laissant de côté les sciences ou portions de sciences qui nécessitent un outillage difficile à posséder, nous envisageons seulement celles qui sont à notre portée, nous pouvons constater, que pour l'observation directe de la nature, nos pays présentent sur les grandes villes des avantages sérieux.

Tout autour de nous les sujets d'études d'histoire naturelle abondent.

Sans insister sur la Zoologie régionale, non plus que sur la Botanique et sur l'Anthropologie, dont quelques-uns de nos collègues nous entretiendront tout à l'heure, je voudrais seulement vous rappeler combien les sciences qui se rattachent à l'histoire du globe terrestre, comme la paléontologie, la stratigraphie, la minéralogie, etc., trouvent dans l'Avallonnais des sujets d'étude importants et variés.

Sous ce rapport vraiment l'Avallonnais est un pays privilégié. Ce n'est pas chose nouvelle que j'avance ici.

On en voit une preuve dans ce fait que notre grande Société française de géologie est venue à deux reprises déjà tenir dans ce pays une session extraordinaire. Il y a près de soixante ans déjà qu'une quarantaine de géologues de tous les pays se sont réunis ici et ont pendant dix journées entières étudié les environs d'Avallon. Il ne reste peut-être aucun survivant de cette savante pléiade, mais les bulletins nous en ont transmis les noms et parmi eux nous en trouvons beaucoup qui nous sont familiers, comme Arrault, Belgrand, Desplaces de Charmasse, Gariel, Habert, Rathier, Robineau-Desvoidy, etc. Les deux jeunes secrétaires de la réunion étaient Gustave Cotteau, d'Auxerre, et François Moreau, d'Avallon. Tous deux ont laissé une trace profonde dans l'histoire scientifique de nos régions.

La seconde réunion de la Société géologique de France à Avallon eut lieu en 1879. Les deux auteurs de la belle carte géologique du Morvan, MM. Michel Lévy et Vélain, dirigeaient les excursions.

J'ai eu la bonne fortune de pouvoir en suivre une partie et je me rappelle combien elles furent intéressantes, aussi bien que les discussions qui s'ensuivirent.

De cette réunion qui date de 25 ans, je suis revenu convaincu que l'Avallonnais et le Morvan réservaient encore aux chercheurs bien des questions intéressantes à étudier.

Notre collègue, M. l'abbé Parat, vous dira, tout à l'heure, que le pays

d'Avallon est une des contrées les plus anciennement peuplées et qu'il fut habité par l'homme dès l'aurore des temps quaternaires. Ce n'est là, cependant, qu'une antiquité bien modeste à côté de celle que les géologues assignent au sol qui porte votre ville. Les terrains stratifiés qui s'étendent autour de nous sont d'une formation qui remonte à des époques très reculées de l'histoire du globe. C'est, par exemple, par millions d'années qu'il faut compter l'âge de ces curieux poissons ou de ces grands sauriens dont on retrouve tant de restes dans nos calcaires à ciment.

A cette époque lointaine une grande mer couvrait nos régions et dans cette mer, où se manifestait une vie intense, une quantité énorme d'animaux et d'organismes étranges se multipliaient. Aujourd'hui, dans les calcaires et dans les argiles que laissait déposer cette mer, nous retrouvons les restes fossiles admirablement conservés de ces faunes anciennes.

Tous ces organismes, qui n'ont plus de similaires dans nos faunes actuelles, présentent, au point de vue du développement de la vie sur le globe et de l'évolution des formes animales, le plus haut intérêt. J'aimerais à vous en parler, mais nous serions entraînés beaucoup trop loin.

Parmi les autres sujets d'étude, également intéressants, que possède l'Avallonnais, il faut citer encore les massifs cristallins qui forment son sous-sol en même temps que les montagnes du Morvan. Ces massifs renferment une grande variété de minéraux utiles et de roches curieuses fort appréciées des pétrographes. L'étude microscopique de ces roches, préparées en plaques minces, comme on le fait maintenant, révèle les constitutions intimes les plus curieuses et les modes de formation les plus variés pour toutes ces roches primitives ou éruptives.

Ainsi donc, dans cette région, le naturaliste trouve de tous côtés matière à des recherches productives et intéressantes.

Dans ces conditions, et c'est à formuler ce *desideratum* que je veux en venir, il est vraiment regrettable qu'au milieu de ce pays si bien doté en richesses naturelles, la ville d'Avallon ne soit pas pourvue d'un musée, où il lui serait si facile de réunir de belles et instructives collections.

Il faut bien se persuader qu'il n'y a pas que les adeptes de la science qui visitent les musées.

Parmi les voyageurs, parmi les touristes étrangers, il en est beaucoup qui s'intéressent aux choses de la nature. Dans bon nombre de stations balnéaires nous avons pu voir de simples collecteurs organiser des magasins de vente pour les produits naturels de leur région et réaliser ainsi des bénéfices importants.

Sans entrer dans cet ordre d'idées et pour rester sur le domaine de la science, je demande seulement à Avallon de s'inspirer de l'exemple des villes qui nous entourent.

Auxerre, tout d'abord, est pourvue depuis longtemps d'un musée local fort intéressant, pour l'entretien et l'enrichissement duquel la municipalité alloue à notre Société une certaine subvention annuelle.

A Semur, qui sous tant de rapports est comparable à Avallon, nous trouvons, surtout en ce qui concerne la paléontologie et la minéralogie, un musée absolument remarquable, qui fait le plus grand honneur non

seulement aux hommes de science qui se sont dévoués pour l'organiser, mais à la ville elle-même qui le possède.

On doit féliciter hautement la municipalité semuroise de l'heureuse inspiration qu'elle a eue, en donnant à la rue où se trouve ce musée le nom de Jean-Jacques Collenot, son principal fondateur.

A Autun, c'est mieux encore. Là, toutes les branches de l'histoire naturelle sont admirablement développées et représentées. Cette ville d'Autun, nous devons ici le reconnaître, est beaucoup mieux partagée que notre pays au point de vue du développement des goûts scientifiques. C'est, d'ailleurs, de tradition dans cette vieille cité, célèbre déjà dès le temps de l'occupation romaine par ses grandes écoles où affluait la jeunesse de toutes les Gaules.

En outre de plusieurs vastes musées d'histoire naturelle et d'archéologie où sont accumulées d'inappréciables richesses, Autun possède deux Sociétés savantes qui vivent parallèlement, l'une s'occupant d'histoire et d'archéologie et l'autre exclusivement des sciences naturelles. Toutes deux sont également prospères et chacune d'elles compte environ 500 membres. Nous sommes loin de ce chiffre, nous qui, cependant, sommes Société départementale et qui réunissons les deux ordres de la science.

Il y a là, Messieurs, un exemple à méditer et à suivre. Je l'ai signalé déjà à l'attention de la Société des sciences de l'Yonne; je le signale aujourd'hui à l'attention de la ville d'Avallon et de nos confrères de la Société d'études.

Pour le développement des goûts scientifiques, la création d'un musée public serait chose fort désirable. Si pour cela notre modeste concours pouvait être de quelque utilité à la Société d'études, nous le lui donnerions avec empressement dans la mesure de nos moyens.

Je suis convaincu, d'autre part, que la municipalité avallonnaise, justement soucieuse de l'intérêt particulier de la ville et de l'intérêt supérieur de l'instruction publique, secondera de tout son pouvoir les efforts que la Société d'études voudra bien faire dans ce sens.

Ces paroles sont vigoureusement applaudies. M. Prévost, président de la Société d'Etudes, se faisant l'interprète de l'assistance, répond alors dans les termes suivants :

Mesdames, Messieurs,

C'est pour nous, Avallonnais, un grand honneur d'être appelés à entendre les savantes communications qui vont nous être faites par la Société des sciences de l'Yonne. Nous remercions cette illustre compagnie de nous associer à ses travaux et de favoriser notre pays de ses fréquentes visites.

Nous n'avons pas oublié qu'en 1897, elle est venue commémorer le cinquantième de sa fondation au milieu de nous; qu'elle se fit alors une fête de visiter les curiosités naturelles et archéologiques de notre contrée, sous la direction de M. Petit de Vausse, son distingué président.

M. Peron, son président actuel, vient de vous exposer dans quel but la Société qu'il dirige a résolu de tenir quelques-unes de ses assises dans les chefs lieux d'arrondissement. Nous devons lui en témoigner toute notre reconnaissance. Nous ne pouvons en effet que gagner au contact d'une société d'hommes éminents qui se donnent pour mission de vulgariser la science et l'histoire ; d'une société qui compte, parmi ses membres disparus, des savants illustres qui font encore autorité, tels que :

M. Challe, bien connu par ses travaux historiques ;

M. Quantin, archéologue et paléographe distingué ;

M. Cotteau, connu de l'Europe entière par ses travaux sur la géologie et la paléontologie, etc.

Ces hommes éminents dans toutes les branches, — dont vous voyez ici les dignes continuateurs, — ont exploré avec persévérance les richesses naturelles, historiques et artistiques du département tout entier. Ils nous ont appris à apprécier les hommes et les choses du passé et à les sauver de l'oubli.

Qu'ils veuillent bien accepter l'expression de notre gratitude.

Nous avons à Avallon, depuis 1859, une société d'études, aussi modeste dans ses aspirations que dans son titre ; elle s'est efforcée de suivre de loin et dans la mesure de ses forces, les exemples de sa sœur aînée. Elle eut aussi plusieurs membres distingués, notamment le regretté chanoine Gally que nous venons de perdre, M. Bardin, le généreux numismate à qui la ville doit son médaillier, M. Moreau, savant modeste autant que méritant, M. Raudot, ancien député, etc.

Il ne nous appartient pas de dire s'ils ont tiré tout le parti possible de la situation exceptionnelle de notre arrondissement, au point de vue de ses richesses naturelles. Quoi qu'il en soit, ils nous ont ouvert la voie et nous devons nous inspirer des conseils qui viennent de nous être donnés fraternellement.

Nous nous efforcerons de recueillir autour de nous tout ce qui peut rendre nos collections intéressantes, et lorsque nous aurons réuni les éléments d'un musée, lorsque nous les aurons fait valoir par une classification méthodique, nous trouverons comme à Autun, Semur et Auxerre, une municipalité intelligente toute disposée à doter notre ville d'un monument susceptible d'intéresser les étrangers qui viennent de plus en plus nombreux nous visiter.

Nous acceptons avec empressement, Monsieur le Président, l'offre bienveillante de votre concours et je suis certain d'être l'interprète de notre société d'études, de la population accourue avec empressement à votre appel, et des autorités locales, en souhaitant la bienvenue à la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne.

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu, vous et M. Ernest Petit, me proposer de faire partie de votre société. Je suis très honoré de cette distinction et je vous

en remercie. Je suis flatté, surtout, d'avoir pour parrains deux présidents de la Société des sciences.

M. Petit est déjà membre de la Société d'études ; j'ajouterai même qu'il est resté le seul membre ayant coopéré à sa fondation. Nous désirons conserver le plus longtemps possible son précieux concours. Quant à vous, Monsieur le Président, permettez-nous d'espérer que vous voudrez bien devenir également notre sociétaire.

Cet échange mutuel sera comme l'accolade fraternelle, symbole de l'union de nos deux sociétés.

Les applaudissements qui suivent témoignent que l'auditoire est en pleine communauté de sentiments avec le Président de la Société d'études.

Communications. — M. Ernest Petit, président honoraire de la Société des Sciences, entretient la Société d'une ancienne bourgade disparue, siège d'une vicairie qui, sous le nom d'Illigny, est désignée dans une charte du ix^e siècle. Cette bourgade s'élevait sur le Montmartre, à proximité du temple de Mercure.

M. Lasnier signale différentes stations de plantes curieuses, spéciales aux terrains granitiques.

M. l'abbé Parat, qui a exploré plus de cent grottes dans l'Avallonnais, prouve par l'inspection des produits de l'industrie de l'homme que plusieurs races ont successivement habité les montagnes de l'Avallonnais, les cavernes et les plaines, et que chacune d'elles y a laissé les indices caractéristiques de sa civilisation.

M. Blin retrace l'histoire de la Charité d'Avallon, institution très florissante au xviii^e siècle ; il montre, dans une forme élégante, que les Avallonnais se sont toujours distingués par leurs sentiments de discrète bonté, et qu'ils ont su trouver les procédés les plus ingénieux et les plus variés pour soulager toutes les misères.

En raison de l'heure avancée, il n'a pu être donné connaissance de la communication de M. Peron, inscrite à l'ordre du jour, sur la formation du massif du Morvan, et la séance a été levée à 4 h. 1/2.

Visites et excursions. — Une trentaine de personnes, sous la direction de M. Prévost, ont exploré les restes des anciennes fortifications d'Avallon, notamment les bastions et les tours, puis visité le musée installé à la tour de l'horloge, la vieille église Saint-Lazare, et les divers monuments de la ville.

Le lundi 4 juillet a été consacré à une excursion archéologique dans la vallée des Isles-la-Baume, à Saint-Père, Vézelay, Pierre-Perthuis et Chastellux.

A Saint-Père, la visite de l'église a eu lieu sous la direction de M. l'abbé Pissier, curé de la paroisse dont il vient d'écrire l'histoire, parue dans le Bulletin de la Société.

A Vézelay, c'est M. Ernest Petit qui a dirigé les excursionnistes. Le bureau de la Société y est allé rendre visite à Mme Guillon, veuve de l'artiste peintre, qui faisait partie de la Société.

La visite du château de Chastellux a terminé cette très intéressante journée. M. le Comte de Chastellux en a fait les honneurs avec la plus aimable courtoisie.

A 7 heures les excursionnistes étaient de retour à Avallon.

SÉANCE DU 9 OCTOBRE 1904.

PRÉSIDENCE DE M. PERON, PRÉSIDENT.

Il est donné lecture du procès-verbal de la séance extraordinaire publique tenue à Avallon le 3 juillet et de l'excursion du lendemain; ce procès-verbal est adopté sans observations.

Présentation de nouveaux membres. — Sont présentés :

1° Comme membres titulaires :

M. Terrade, agent-voyer à Vézelay, présenté par MM. Peron et Raoul;

M. Neveu, notaire à Avallon, présenté par MM. Robin et Malvézy.

2° Comme membre correspondant :

Mme de Pierpont, 38 rue du marché, à Neuilly-sur-Seine présentée par MM. Peron, Joly et Lasnier.

Nomination des membres présentés à la dernière séance. — Il est procédé à la nomination des membres présentés à la dernière séance. Sont nommés à l'unanimité :

1° Comme membre titulaires :

M. Picard, ancien négociant.

M. Rigollet, chirurgien-dentiste.

M. Prévost père, président de la Société d'études d'Avallon.

2° Comme membre correspondant :

M. Haug, professeur de géologie à la Sorbonne.

Correspondance manuscrite et imprimée. — Lecture est donnée : d'une circulaire du bureau d'études pour la filtration des eaux, fondé par M. Armand Puech, relative à son système de filtres adopté par la ville de Paris;

D'un extrait du rapport présenté par M. Paul Brousse, conseiller municipal, qui est joint à ladite circulaire, ainsi que d'un extrait de la *Revue technique* du 10 juin 1904;

D'une circulaire du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, annonçant que le 43^e congrès des sociétés savantes de Paris et des départements se tiendra à Alger en 1905.

M. Victor Perrot, 31 rue de Maubeuge, à Paris, demande des renseignements sur la communication faite à la dernière séance par M. Ernest Petit sur le Montmartre.

La Société nationale des sciences naturelles et mathématiques de Cherbourg fait part du décès de son fondateur et directeur, M. Auguste Lefrançois-Le Jolis. M. Peron a adressé au nom de la Société une lettre de condoléances au secrétaire perpétuel de la Société de Cherbourg.

Le Président annonce que notre éminent collègue, M. Fliche, a été nommé au mois de juillet dernier correspondant de l'Institut pour la section d'économie rurale de l'Académie des Sciences. Il a adressé à M. Fliche les félicitations de la Société.

Notre collègue, M. Paul Lemoine, licencié es-sciences, nous a fait connaître qu'il vient d'être attaché en qualité de géologue à la mission d'exploration scientifique du Maroc.

Cette mission est divisée en deux groupes sous la direction de M. de Ségonzac. Le premier aura la difficile et dangereuse mission d'étudier le Bled es-Séba, c'est-à-dire les territoires qui ne reconnaissent plus actuellement l'autorité du Sultan. Dans ce groupe, tous les membres seront vêtus en arabes et devront posséder la langue du pays. Ils voyageront comme des indigènes commerçants ou autres. Le géologue attaché à ce groupe est M. Gentil, membre correspondant de notre société, qui est né en Algérie et a déjà publié des travaux considérables sur la province d'Oran.

Le second groupe étudiera le Bled-es-Maghzen, c'est-à-dire la portion du Maroc soumise à la domination du Sultan. Sa tâche sera un peu plus facile, non seulement parce que cette région est plus abordable et présente un peu plus de sécurité, mais parce qu'elle est déjà un peu connue. M. Paul Lemoine qui vient de faire deux campagnes d'exploration à Madagascar et qui prépare sur ce pays sa thèse de doctorat es-sciences a momentanément abandonné ce travail pour participer à cette exploration du Maroc qui promet des résultats fort importants.

M. l'abbé Parat, dans une lettre du 25 septembre, nous fait connaître qu'une chapelle du xiii^e siècle, qui existe près du hameau de Fulvy et qui appartient à notre collègue M. le docteur Langin, de Noyers, est actuellement en démolition. La façade de

cette chapelle montrait sur la porte un « bon bas relief du couronnement de la Vierge ». (*Voir Répertoire archéologique de l'Yonne, art. Fulvy*). Or, au moment de la visite de notre collègue, la façade était démolie et le bas relief gisait sur le sol. L'abbé Parat nous demande d'examiner si l'on ne pourrait pas sauver ce bas relief. Nul ne peut, en cette circonstance, intervenir plus efficacement que notre président honoraire, M. Ernest Petit, conseiller général de Noyers. Il lui a été écrit, pour le prier d'obtenir la donation au musée d'Auxerre de ce bas relief, les frais de transport devant être supportés par la Société. La réponse de M. Ernest Petit n'est pas encore parvenue.

A ce sujet le président revient sur la question du musée lapidaire :

Vous vous rappelez, Messieurs, dit-il, qu'à une de nos précédentes séances je vous ai fait connaître les intentions et propositions de M. le Maire d'Auxerre au sujet de l'organisation que nous avions demandée d'un musée lapidaire indépendant du musée des Beaux-Arts. Il s'agissait de la construction d'un hangar dans cette partie du cimetière Dunand qui est contiguë aux maisons du faubourg Saint-Amatré et qui ne sera pas consacrée aux sépultures. Sous ce hangar nous pouvions remiser nos sarcophages, nos pierres tumulaires et tous nos restes des anciens monuments d'Auxerre.

Cette solution a soulevé parmi vous de sérieuses objections. On disait avec raison que l'emplacement proposé était plutôt de nature à éloigner les visiteurs. Diverses propositions se sont produites à la séance. La principale, formulée par notre collègue M. Radet, architecte départemental, consistait à obtenir du Conseil général la concession de la chapelle actuellement désaffectée de l'ancien dépôt de mendicité situé place Saint-Mamert. Ce local, bien situé d'ailleurs, serait, paraît-il, fort convenable. On me demandait donc de faire auprès de M. le Préfet de l'Yonne une démarche pour qu'il veuille bien transmettre et appuyer la demande que nous ferons dans ce sens.

Avant de faire cette démarche, j'ai pensé qu'il était utile d'en entretenir M. le Maire d'Auxerre ; j'ai bien fait, car il est résulté de cet entretien que la ville est dans l'intention de revendiquer la rétrocession de tout l'ancien dépôt de mendicité et de disposer de ces locaux pour divers objets. Si donc nous nous installions dès maintenant dans l'ancienne chapelle, ce ne pourrait être qu'à titre tout à fait provisoire ; mais ce qui doit plus encore nous déterminer à attendre et à conserver pour le moment le *statu quo*, c'est que M. le Maire nous permet d'espérer que, dans les nouvelles constructions ou aménagements qui seront entrepris sur ces terrains du dépôt de mendicité, un emplacement convenable et bien approprié pourra être aménagé pour l'installation du musée lapidaire.

J'ai pris note de ces bonnes paroles et exprimé à M. le Maire d'Auxerre les remerciements de la Société pour ses bonnes dispositions.

En conséquence je vous propose aujourd'hui de suspendre toute démarche pour le déplacement de notre musée des antiques et d'attendre les résolutions qui seraient prises.

Dons pour la bibliothèque. — Il a été reçu pour la bibliothèque :

De M. Marlot, membre correspondant, un *Rapport sur les mines de galène argentifère de cuivre et de manganèse sises sur les communes de Monteils et de Lafouillade (Aveyron)*. (Extrait des procès-verbaux de la Société d'histoire naturelle d'Autun, année 1904).

De M. l'abbé Pissier, membre titulaire, un exemplaire de sa *Notice historique sur Saint-Père-sous-Vézelay*. Cette notice, comme on le sait, a été publiée dans le 1^{er} semestre 1903 de notre bulletin. L'exemplaire tiré à part qui nous est offert contient une dédicace qui n'existe pas dans le texte inséré à notre bulletin et, en outre, un appendice donnant la biographie des divers ecclésiastiques de Saint-Père pendant la Révolution.

De M. l'abbé Villetard, deux brochures, l'une intitulée : *Les fêtes de la musique liturgique et le XIII^e centenaire de la mort de Saint-Grégoire le Grand* (extrait du *Correspondant* du 14 avril 1904); l'autre : *Deux noms de rivières : Le « Serain » et le « Cousain »* (extrait du *Bulletin de la Société d'Etudes d'Avallon*).

De M. Gaston Gauthier, membre correspondant, 13 notes ou notices diverses, extraites de la *Revue du Nivernais* ou du *Bulletin de la Société nivernaise des lettres, sciences et arts*.

Dons au Musée et à la Bibliothèque. — Il est déposé, pour être classés soit à la Bibliothèque, soit au Musée, différents dons de Madame la Comtesse de Pierpont : miniatures, bijoux anciens, psautier de Clement Marot et de Théodore de Bèze, papiers de famille, etc.

Le 17 août 1904, M. Fijalkowski, architecte, adressait au Président des débris de mâchoire trouvés dans la carrière de M. Redon, route de Lyon. A ce sujet, le Président présente les observations suivantes :

Cette dent est une molaire de l'éléphant primitif (*Elephas primigenius*) vulgairement appelé Mammouth, Pachyderme proboscidien de grande taille, couverte d'une épaisse toison et d'une longue crinière et à défenses recourbées ; chacune de ses mâchoires était garnie de 4 dents comme celle-ci, mais en réalité deux seulement, une de chaque côté, servant à la mastication, les deux autres n'étant que des dents de remplacement.

Les mammouths vivaient en bandes nombreuses dans nos régions pendant l'ère quaternaire, principalement pendant la période froide de cette ère. Cette espèce, aujourd'hui complètement éteinte, semble avoir, vers la fin des temps quaternaires, émigré vers le nord de l'Europe et de l'Asie,

En Sibérie, notamment, on trouve en abondance les restes de ces pachydermes et parfois même des cadavres entiers conservés dans les glaces. Il y a deux ans encore on a trouvé un individu qui était tombé dans une crevasse de glace et dont le cadavre s'était conservé très complet à l'exception de l'extrémité de la trompe dévorée par les loups. Ce nouveau spécimen vient d'être installé au Muséum de Saint-Petersbourg sous une immense vitrine.

Nous possédons déjà dans notre musée d'assez nombreuses dents semblables à celle trouvée par M. Redon ; j'en possède plusieurs dans ma collection.

Leymerie et Raulin ont signalé l'existence de dents semblables dans de nombreuses localités, toujours dans les gravières des alluvions anciennes.

Belgrand en a trouvé dans les terrains détritiques, sur les pentes des coteaux d'Arcy-sur-Cure. Colteau en a trouvé dans les fouilles du canal près de Brienon, enfin on en a recueilli des restes dans la grotte des fées d'Arcy.

Il est à remarquer que ces dents molaires sont presque les seuls débris du mammoth qui nous sont conservés. Elles sont protégées contre la destruction par l'émail et le ciment qui les recouvrent tandis que les ossements et même les défenses que l'on rencontre parfois tombent en poussière dès qu'on veut les retirer de la sablière.

Pour pouvoir préciser le point où la molaire a été recueillie, je me suis rendu sur la route de Lyon à la sablière de M. Redon. J'y ai rencontré l'ouvrier lui-même qui a découvert la dent ; il m'en a montré le gisement exact. Le trou qu'elle occupait était encore visible sur le front de taille de la carrière ; il était situé sur le côté gauche au nord de l'entaille, à 3^m50 environ de la surface du sol supérieur et à 1^m60 au-dessus du fond rocheux de la sablière. La dent gisait dans un lit de sable et graviers granitique épais de 0^m40, qui est enclavé entre les lits de grève calcaire constituant la grande masse de cette carrière.

J'ajouterai enfin que la gravière de M. Redon, qui est située au haut de la petite éminence que l'on trouve entre le passage à niveau du chemin de fer et les fours à chaux de la route de Lyon, est en conséquence à un niveau sensiblement supérieur à celui des gravières de Preuilly ou de la route de Monéteau et qu'elle est par conséquent d'un âge plus ancien.

Je propose à la société d'adresser à M. Redon des remerciements.

J'ai à vous parler encore d'un autre don fait à notre musée géologique par M. Mativet. Il s'agit d'un exemplaire de très grande taille d'une huitre (*ostrea aquila*) que l'on trouve en abondance dans les argiles exploitées au col de Cassoir par M. Mativet pour la fabrication des briques. Ces gros ostrea, dont nous possédons d'ailleurs déjà de beaux échantillons, sont surtout remarquables par la quantité d'annélides tubipores (*serpula gordialis*) qui se sont fixés sur sa coquille et qui témoignent de la longue présence de ces coquilles au fond de la mer, soit à l'état de vie soit à l'état de mort du mollusque.

Il est donné lecture de plusieurs lettres de M. Loiseau-Bailly, statuaire, relativement à la plaquette dont il a été question à la dernière séance. Le Président annonce qu'une souscription est ouverte parmi les membres de la Société.

Le Congrès de Grenoble et la langue internationale. — Le Président prend la parole en ces termes :

Messieurs, comme il avait été annoncé, le congrès annuel de l'association Française pour l'avancement des sciences s'est tenu à Grenoble du 4 août au jeudi 11 août dernier.

Je ne vous en parlerai que brièvement, car tous ces congrès, au moins au point de vue de l'organisation, des réceptions protocolaires, des séances générales ou spéciales, se ressemblent complètement. Je dois avouer d'ailleurs, que si ce congrès a été fort brillant et fort attrayant au point de vue des conférences, des excursions et des visites industrielles, il n'a eu, au point de vue purement scientifique, qu'une importance médiocre. L'attrait tout particulier des sites dauphinois et, il faut bien l'avouer, la grande chaleur qu'il a fait pendant cette période, ont beaucoup nui aux travaux sérieux des séances de sections. A l'exception des sections d'anthropologie, de médecine et quelques autres qui sont toujours très fréquentées, la plupart des sections ne comptaient que des auditeurs trop peu nombreux.

Dans la 8^e section, dont j'ai suivi les travaux très assidûment parce que j'en étais le président honoraire, nous avons été au maximum une dizaine.

Cependant nous y avons entendu des communications fort intéressantes, car dans cette assistance si restreinte nous avions la bonne fortune d'avoir les professeurs et les adjoints de l'Université de Grenoble, tous très compétents dans les questions de géologie locale et qui nous ont mis au courant de leurs travaux.

Ces communications ont porté beaucoup sur les bouleversements incroyables dont les Alpes du Dauphiné ont été le théâtre, puis sur les grands mouvements d'avancement et de recul des glaciers, dont des expériences attentives et régulièrement poursuivies permettent de suivre les phrases.

Deux ingénieurs piémontais, chargés spécialement par le gouvernement Italien de l'étude des glaciers sur le versant oriental des Alpes, sont venus joindre leurs communications à celles des professeurs Grenoblois et ont contribué beaucoup à l'intérêt de certaines séances.

Dans un ordre d'idées plus modeste, j'ai communiqué moi-même quelques observations sur les Echinides de l'Algérie et aussi sur les subdivisions que présente l'étagement aptien notamment dans notre pays. Notre collègue du Tonnerrois, M. Paul Lemoine, a envoyé une communication sur diverses questions de géologie. Enfin notre laborieux confrère, M. l'abbé Parat, m'avait remis pour les présenter diverses notes sur ses fouilles et recherches d'anthropologie et d'archéologie.

Un des plus grands attrails du Congrès a résidé dans les conférences

très variées et très intéressantes qui nous ont été faites tant au grand théâtre de Grenoble que dans la salle des fêtes de l'hôtel-de-ville ou autres locaux spéciaux. Une des plus importantes a été celle faite par M. le Commandant Audebrand, ingénieur, sur la houille blanche, c'est-à-dire sur l'emploi des chutes d'eau pour la production de l'électricité et le transport de l'énergie. Une autre avec le titre « A travers la Tunisie » avait été organisée par la section de géographie commerciale et a beaucoup charmé par ses belles projections, faites avec des clichés inédits et variés ; une autre encore sur l'art en Dauphiné, par M. Marcel Raymond, etc.

Mais le fait sur lequel je désire appeler plus particulièrement votre attention, c'est que pendant la durée du Congrès il a été consacré deux séances générales de toute l'Association à la question à l'ordre du jour d'une langue auxiliaire internationale.

Pour servir de base aux discussions une notice explicative, rédigée par M. Carlo Bourlet, avait été imprimée et distribuée à tous les congressistes par les soins de l'Association. Quand l'état de la question a été bien exposé, plusieurs orateurs ont pris la parole et dans des conférences souvent fort spirituelles et toujours très intéressantes et très académiques, sont venus préconiser divers projets, défendre telle ou telle langue, attaquer un peu les autres projets et réfuter les objections faites à leurs propres propositions.

Il m'a paru que, malgré la défense énergique que M. Léon Bollack a présentée de la langue bleue, l'espéranto était sorti assez facilement victorieux de la discussion. Je suis heureux de le faire connaître à ceux de nos collègues qui ont pris la direction du groupe Espérantiste Auxerrois.

A leur intention, j'ai rapporté et je dépose sur le bureau, pour être consultées par eux, une série des brochures qui ont été distribuées sur les langues auxiliaires internationales actuellement à l'étude.

Comme pouvaient le pressentir tous ceux qui connaissent les environs de Grenoble et ces merveilleuses Alpes Dauphinoises, les excursions organisées par le comité local ont été la principale attraction du Congrès. Je n'y insisterai pas car trop nombreux sont ceux qui connaissent ce beau massif de la grande chartreuse, ces gorges de la Bourne, les grands goulets, le curieux chemin de fer de La Mare, et Uriage, et Vizille, et Sassenage et enfin ces merveilleux sites de la Grave, au pied des glaciers de la Mège qui s'élèvent presque à l'altitude du Mont-Blanc, et le col du Lautaret où des pavillons élevés à 2.080 mètres d'altitude ont pu loger confortablement plus de cent personnes, et le col du Galibien, point culminant de l'excursion, d'où l'on domine d'une part la Maurienne tout entière et de l'autre le Dauphiné et le Briançonnais.

Tous ceux qui ont pu faire ces belles excursions en ont conservé un souvenir ineffaçable.

Je ne veux pas terminer, Messieurs, sans vous dire que notre Société des Sciences de l'Yonne était largement représentée au Congrès de Grenoble. M. Ernest Petit, notre Président honoraire, et M. Lasnier, notre

vice-président, y assistaient en même temps que moi, et en outre nous y avons retrouvé plusieurs de nos membres correspondants, comme M. Ch. Morot, de Troyes, M. Emile Rivière, etc.

Dans la séance générale de clôture, il a été confirmé que le Congrès de l'an prochain aurait lieu à Cherbourg et il a été arrêté que celui de 1906 serait tenu à Lyon.

Espérons que là surtout beaucoup de nos collègues pourront aller prendre part aux travaux de l'Association.

M. Cestre, président du groupe Espérantiste Auxerrois, annonce que différents cours vont s'ouvrir rue Soufflot et à l'école rue Joubert.

Plaques commémoratives. — La parole est donnée à M. Demay qui donne connaissance de la rédaction proposée par la commission pour différentes plaques à apposer sur les monuments et certaines maisons de la ville.

M. Fougerol va exécuter un modèle de ces plaques qui sera soumis à la municipalité.

Le Président souhaite la bienvenue à nos nouveaux collègues MM. Hamel et Viault qui assistent à la séance.

Communications. — M. Beaujard n'étant pas présent à la séance, sa communication sur *la Voie romaine d'Autissiodurum à Aurelianum* est remise à une autre réunion.

M. Alby donne connaissance de sa communication sur les *Progrès récents de la filtration des eaux potables*.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 3 h. 1/2 et la prochaine fixée au second dimanche de novembre.

SÉANCE DU 13 NOVEMBRE 1904

PRÉSIDENCE DE M. PERON, PRÉSIDENT

Il est donné lecture du procès-verbal de la séance du 9 octobre sur lequel M. Peron indique un oubli relatif au Musée Lapidaire. La rectification en sera faite sur le procès-verbal de cette séance. Le procès-verbal est ensuite adopté.

Élection de nouveaux membres. — Sont nommés à l'unanimité, les membres présentés à la dernière séance ;

1° Comme membres titulaires :

M. Terrade, agent-voyer à Vézelay et M. Neveu, notaire à Avallon.

2° Comme membre correspondant :

Mme de Pierpont, 38, rue du marché, à Neuilly-sur-Seine.

Correspondance imprimée. — Il est déposé :

Une circulaire sur un ouvrage de M. Henri de Lapparent intitulé *Le vin et l'eau-de-vie de vin.*

Une lettre de décès de M. Bernard Renault, président de la Société d'histoire naturelle d'Aulun. Le président a adressé au bureau de la Société d'histoire naturelle les condoléances de notre Société.

Une brochure de M. Arsène Thévenot : *Les unions libres au point de vue social.*

Le programme du concours organisé pour 1908 par l'Académie Stanislas, de Nancy, pour l'attribution d'un prix de mille francs, fondé par le docteur Herpin, de Metz.

Une demande de souscription à la publication des *Cahiers de la Flandre maritime.*

Le programme du Congrès des sociétés savantes de Paris et des départements, qui se tiendra à Alger en 1905.

Une lettre de M. le docteur Langin, annonçant qu'il réserve pour le musée de Noyers le bas-relief de la chapelle de Fulvy, dont il a été question à la précédente séance.

Une nouvelle lettre de M. Loiseau-Bailly, relative à la médaille artistique pour l'acquisition de laquelle une souscription a été ouverte.

Le prix de 1000 francs, indiqué précédemment, ne comprendrait pas la valeur de chaque médaille à frapper. Il y a lieu dans ces conditions de suspendre la souscription jusqu'à plus ample information.

Il est déposé pour la bibliothèque :

De la part de M. Fourtau, une *Contribution à l'étude de la faune crétacique d'Egypte* (communication faite à l'Institut Egyptien dans la séance du 6 avril 1903).

De la part de M. le docteur Wahl, médecin-adjoint de l'asile départemental, une brochure intitulée : *Un neurologiste du grand siècle, François Sylvius Deleboe, disciple de Descartes* (Extrait des *Annales médico-psychiques*).

Le Président signale à la société une communication récemment faite à l'Académie des sciences par M. Martel, l'explorateur bien connu des abîmes et des grottes, communication qui présente pour nous un certain intérêt d'actualité.

Il s'agit de l'exploration faite par M. Martel, du Trou de Souci, le légendaire abîme qui existe à Francheville, au nord de Dijon, et auquel la tradition attribuait une profondeur de 270 mètres.

D'après M. Martel, cette profondeur se réduit à 57 mètres. Au fond du gouffre coule une petite rivière souterraine et certainement cette rivière reçoit de place en place des infiltrations d'eaux superficielles souillées, notamment les trop pleines de la mare de Francheville. Or on doit craindre que cette eau du Trou de Souci soit en communication avec les sources de Villemoine, du Chat, de Sainte-Foy, du Rosoir, etc., qui sont captées pour l'alimentation de Dijon.

Dons au Musée et à la Bibliothèque. — M. Emile Bouché dépose un timbre sec datant de la Restauration et un peigne en argent de la fin du XVIII^e siècle. Ces objets sont accompagnés de la note ci-après :

J'ai l'honneur de faire don pour le Musée, au nom du bureau de bienfaisance qui a recueilli ces objets de deux de ses pensionnaires, décédés à la maison hospitalière de l'avenue Gambetta.

1^o Un timbre sec, datant de la Restauration et servant au timbrage des actes notariés.

Il appartenait à G. A. C. Marchand, notaire à Granchamp, canton de Charny (Yonne).

2^o Un peigne en argent de la fin du XVIII^e siècle, ayant appartenu à la reine Marie-Autoinette.

Nous avons trouvé ce peigne dans les hardes d'un vieux pensionnaire de la maison de bienfaisance nommé Mathieu, décédé.

Ce vieillard l'avait conservé toute sa vie, et malgré sa misère, n'avait jamais voulu s'en dessaisir, lui attribuant une valeur inestimable.

Il l'avait recueilli, ainsi qu'il nous l'a raconté, d'un de ses oncles qui, en 1783, était valet de chambre au service du roi et avait suivi la famille royale lors de sa détention au Temple. La Reine Marie-Antoinette, quelques jours avant son exécution, lui avait remis, en souvenir d'elle, ce peigne, seul objet dont elle pouvait disposer.

Conservé comme une relique dans la famille de ce fidèle serviteur, il a été légué quelque temps avant la mort de cet oncle, au père Mathieu, son neveu, qui l'a précieusement gardé jusqu'à son dernier jour.

Le Président présente à la Société une importante série d'objets divers et bijoux anciens offerts à la société pour le Musée d'Auxerre par Madame de Pierpont. Il signale particulièrement une montre ancienne en or, un petit médaillon en or entouré de pierreries et contenant les lettres initiales des noms des filles de Madame de Pierpont.

Une cassolette en vermeil, une médaille à l'effigie du Christ, une boucle et une broche en argent ornées de strass ; ces trois derniers bijoux sont très anciens. Il convient de mentionner encore une collection de sceaux, quatre belles assiettes en porcelaine de vieux chine, les œuvres musicales de Mlle Marie de

Pierpont, et une série de volumes parmi lesquels on remarque une très belle bible datant de 1700.

Acquisitions pour le médaillier Gariel. — M. Manificier dépose pour le médaillier Gariel différents jetons et une médaille de bronze, le tout acheté à M. Emile Platt, quai Montebello, n° 19, à Paris :

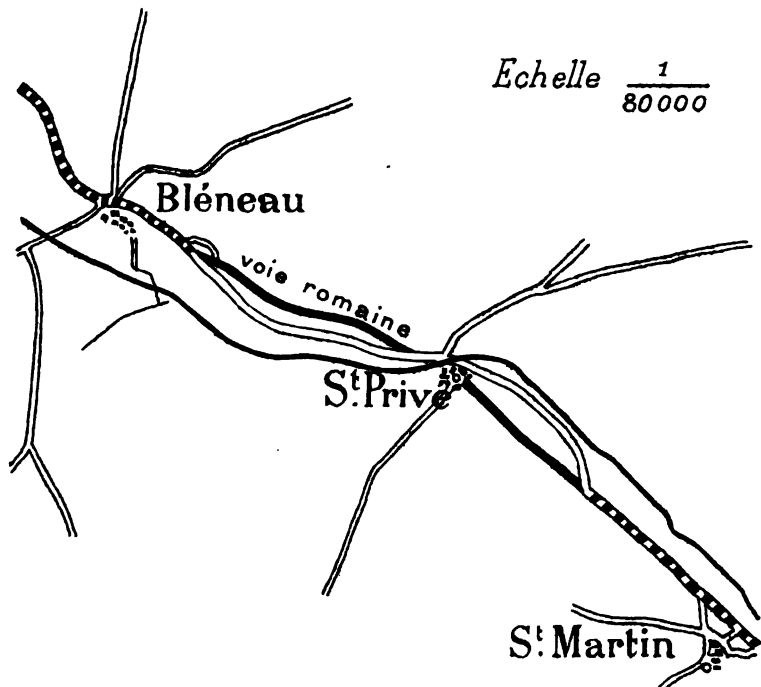
N° 45. — Jeton de bronze de Antoine Roland de Sercey, élu de Bourgogne.

N° 47. — Jeton de bronze de Lemulier, maire de Semur.

N° 55. — Médaille de bronze de 41 millimètres de diamètre de Madame de Sévigné, née Bourberty (Côte d'Or).

Communications. — Le président donne connaissance du travail de M. Beaujard sur la *Voie romaine d'Autissiodurum à Aurelianum* :

« A l'origine, dit M. Beaujard, le territoire de notre département n'était traversé que par la grande chaussée d'Agrippa, reliant directement l'Italie à la Grande-Bretagne. Auxerre jouissait ainsi du privilège d'être aux abords de la voie qui fut la plus fréquentée de la Gaule.



Puis d'autres voies furent créées. En prenant Sens et Auxerre comme centres, treize voies rayonnaient dans des directions différentes, faisant

communiquer ces deux villes avec les cités voisines. Une autre voie, dont le tracé n'a pas encore été établi avec exactitude, reliait Auxerre à Orléans. Elle se raccordait à celle d'Auxerre à Bourges, au-dessous d'Ouanne, tantôt longeant, tantôt traversant la vallée du Loing, passant par Saint-Sauveur, Saint-Fargeau, Saint-Privé, Bléneau, puis par Rogny, se dirigeait sur Montargis, après un parcours de quarante-huit kilomètres sur le sol qui est compris aujourd'hui dans l'Yonne.

La largeur totale de cette belle voie était d'environ 14 mètres. Le statumen mesurant 5^m40 est fait de roches de même nature que celles des contrées qu'elle traverse. Son tracé se confond avec le chemin de grande communication et elle n'est apparente aujourd'hui qu'aux environs de Saint-Privé ; c'est, à cet endroit, un chemin abandonné, qui sert de déblave, pavé de gros blocs de silex. Sa largeur est de 5^m40, les parties latérales, non pavées, ayant été aliénées aux riverains ; néanmoins, de chaque côté, deux arêtes marquent la largeur primitive de la voie ; près de la ferme de la Mothe, le talus primitif apparaît encore ».

M. Peron lit ensuite son mémoire sur *La formation du Massif du Morvan*.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 3 h. 1/2 et la prochaine fixée au dimanche 4 décembre.

SÉANCE DU 4 DÉCEMBRE 1904.

PRÉSIDENTE DE M. PÉRON, PRÉSIDENT.

Lecture est donnée du procès-verbal de la séance du 13 novembre qui est adopté sans observations.

Correspondance manuscrite. — Dans la correspondance manuscrite, le Président signale des lettres de M. Terrade, de Vézelay et de M^{me} de Pierpont, qui remercient la Société d'avoir bien voulu les admettre, le premier comme membre titulaire et la seconde comme membre correspondant.

Il donne ensuite lecture d'une intéressante lettre de M. Prévest, président de la Société d'études d'Avallon, dans laquelle notre collègue annonce que cette Société a l'intention d'acquérir la vieille chapelle du prieuré de Saint-Jean-des-Bonshommes, située près de Sauvigny, dont Viollet le Duc et Victor Petit ont signalé l'intérêt archéologique. Sauf la chapelle, ce prieuré est en ruines et son propriétaire a l'intention de le faire démolir. La Société d'études veut essayer de sauver au moins la chapelle, œuvre fort intéressante de la première moitié du xiii^e siècle,

pour y installer un musée et une bibliothèque. Elle a donc acquis, par une promesse de vente, le droit d'employer ailleurs les matériaux qui la composent. On transporterait, pierre à pierre, le monument à Avallon. Pour faire face aux frais de cette opération, la Société d'études ouvre une souscription, organise une loterie, etc. La Société demande l'appui de la Société des Sciences de l'Yonne. Elle est assurée que cet appui ne lui fera pas défaut.

Le Président annonce ensuite à la Société la mort de M. Victor Flour, de Saint-Genis, président de la Société des sciences historiques et naturelles de Semur, décédé le 13 novembre dernier dans sa 74^e année. La lettre de faire-part est parvenue trop tard au président pour qu'il pût assister aux obsèques. Il en a présenté ses excuses, ainsi que les condoléances de la Société à MM. les membres du bureau de Semur.

Le Président annonce qu'il a reçu de Belgique une note de M. Michel Mourlon, dans laquelle il a remarqué un passage de nature à intéresser le groupe Espérantiste d'Auxerre. Cette note est un compte-rendu très bien fait du congrès géologique international qui s'est tenu l'année dernière à Vienne en Autriche. L'auteur, M. Mourlon, délégué par le service géologique de Belgique, termine ainsi qu'il suit son compte-rendu :

Je dois faire remarquer que si ce congrès a présenté un grand intérêt pour la majorité de ceux qui y ont pris part, il a été l'occasion d'une déception pour les étrangers qui n'étaient pas familiarisés avec la langue allemande. Il a été en effet de toute impossibilité pour ces derniers de suivre avec fruit les excursions et les séances pendant lesquelles on s'est exprimé à peu près exclusivement en allemand.

Cela paraît être un sérieux écueil pour les congrès à venir et l'on ne peut s'empêcher de se demander s'il n'y aurait pas moyen d'y parer par l'emploi, non pas d'une langue universelle qui semble ne jamais pouvoir sortir du domaine de l'utopie, mais bien d'une langue auxiliaire telle que l'Esperanto, qui compte déjà un grand nombre d'adhérents et mérite d'attirer sérieusement l'attention des géologues.

Dons au musée — Parmi les dons offerts au musée, le Président signale :

1^o De beaux échantillons de pyromorphite, plomb arseniaté, phosphaté jaune et vert, offert à la Société par M. Marlot. Ce minerai, doué de propriétés radio-actives, est exploité par notre collègue à Grury (Saône-et-Loire).

2^o Un échantillon de minerai rare, la scheelite ou wolfram, qui est un tungstate assez recherché pour la fabrication de l'acier. Cet échantillon est offert également par M. Marlot.

3^o Une vertèbre, un peu déformée par une pression latérale,

trouvée dans les fouilles de Gy-l'Evêque par le service des Ponts et Chaussées, est offerte ainsi que quelques autres menus ossements (débris de côtes) par M. l'ingénieur en chef Alby. Cette vertèbre, qui paraît provenir des marnes kimeridgiennes, doit avoir appartenu à un grand ichthyosaure.

4^e Un moulage, admirablement exécuté au musée de Saint-Germain, d'une pièce fort rare et remarquable, rencontrée par M. l'abbé Parat dans ses fouilles de la Grotte des Fées. Il s'agit de la partie antérieure d'une mâchoire de lion des cavernes (*Felis Leo*) comprenant une incisive et quelques molaires. Ce moulage enrichira très heureusement notre série de la faune des cavernes d'Arcy.

Dons à la bibliothèque. — Parmi les ouvrages offerts par leurs auteurs à la Société pour sa bibliothèque, le Président signale tout particulièrement les *Notes de voyages et d'archéologie de Prosper Jollois*, de Briennon (Yonne), ingénieur des Ponts et Chaussées, attaché à l'expédition d'Egypte. Ces notes ont été publiées par les soins de M. P. Lefèvre-Pontalis, secrétaire à l'ambassade de France à Saint-Pétersbourg, petit neveu de Prosper Jollois. M. le vice-président Lasnier est chargé de présenter à la Société un compte-rendu de cet ouvrage.

Le Président signale encore quelques autres ouvrages, notamment un opuscule offert par MM. Marlot et le docteur Foveau de Courmelles sur les applications médicales du radium.

Médailleur Gariel. — M. Manificier dépose pour le médailleur Gariel les pièces suivantes :

Jeton d'argent de la Société d'agriculture de l'Yonne à l'effigie de Louis XVIII, Auxerre 1819.

Deux très belles médailles argent et bronze, à l'effigie de Paul Bert, supposées frappées à l'occasion du dépôt à la Chambre des Députés des projets de loi sur l'instruction publique. Les légendes du revers de ces médailles portent : *Quantum potes tantum aude.*

Une autre médaille à l'effigie de Paul Bert. Elle porte au revers : « Né à Auxerre (Yonne), le 19 octobre 1833, Professeur à la Sorbonne, Député, Ministre de l'Instruction Publique et des Cultes, Membre de l'Institut, Résident général en Annam et au Tonkin, mort à Hanoï, le 11 novembre 1886 ». Une palme entoure une partie de l'inscription, une branche de chêne est attachée à la palme par un ruban portant la légende des médailles précédentes : *Quantum potes tantum aude.*

M. Radet, architecte du Département, dépose une pièce d'argent de 15 sous parfaitement conservée, trouvée dans les déblais exécutés pour la construction du nouveau dépôt de mendicité.

Communications. — Le Président donne lecture :

D'une *Note sur les minerais radifères de Grury* (Saône-et-Loire)
par M. Marlot.

De l'*Historique des descriptions de la grande grotte d'Arcy* par
M. l'abbé Parat.

M. Demay lit ensuite son travail sur *La garde des propriétés du
territoire d'Auxerre* (étude rétrospective).

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 3 heures et
la prochaine réunion fixée au second dimanche de Janvier.

LISTE DES SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES

§ I. — *Sociétés françaises des départements et d'Algérie.*

- AIN BOURG. Société des Sciences historiques et naturelles de l'Ain.
 — Société des Sciences naturelles et d'archéologie de l'Ain.
- AISNE. . . . CHATEAU-THIERRY. Société historique et archéologique.
 — LAON. Société académique.
 — SAINT-QUENTIN. Société académique des Arts, Sciences et Belles-Lettres.
 — SOISSONS. Société archéologique, scientifique et historique.
- ALLIER. . . MOULINS. Société d'émulation des Beaux-Arts du Bourbonnais.
- ALPES (BASSES). DIGNE. Société des Sciences, Arts et Belles-Lettres.
- ALPES (HAUTES). GAP. Société d'Etudes des Hautes-Alpes.
- ALPES-MARITIMES. NICE. Société des Lettres, Sciences, Arts et Belles-Lettres.
- AUBE. . . . TROYES. Société académique d'Agriculture, Sciences et Arts.
- AVEYRON. . RODEZ.
- BELFORT (Territoire de). Société Belfortaine d'émulation.
- BOUCHES-DU-RHONE. MARSEILLE. Académie des Lettres, Sciences et Arts.
 — — Répertoire statistique de Marseille.
- CALVADOS. . CAEN. Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres.
 — — Société linnéenne de Normandie.
- CHARENTE. ANGOULÊME. Société d'Histoire et d'Archéologie.
- CHARENTE-INFERIEURE. LA ROCHELLE. Académie de La Rochelle.
 — SAINTES. Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Angoumois.
- CHER. . . . BOURGES. Société des Antiquaires du Centre.
 — — Société historique, littéraire et artistique.
- CORSE. . . . BASTIA. Société des Sciences historiques et naturelles.

- COTE-D'OR. . BEAUNE. Société historique et archéologique.
 — CHATILLON. Société archéologique du Châtillonnais
 — DIJON. Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres.
 — — Commission des Antiquités de la Côte-d'Or.
 — — Société bourguignonne de Géographie et d'Histoire.
 — — Revue Bourguignonne de l'enseignement supérieur.
 — SEMUR-EN-AUXOIS. Société des Sciences historiques et naturelles.
- CREUSE. . . GUÉRET. Société des Sciences naturelles et archéologiques.
- DOUBS. . . . BESANÇON. Société d'Émulation du Doubs.
 — MONTBÉLIARD. Société d'Émulation.
- DROME. . . . VALENCE. Société d'Histoire et d'Archéologie religieuse.
- EURE-ET-LOIR. CHATEAUDUN. Société Dunoise d'Archéologie et d'Histoire.
- FINISTÈRE. BREST. Société académique.
- GARD. . . . NIMES. Académie du Gard
 — NIMES. Société d'études des Sciences naturelles.
- GARONNE (HAUTE-). TOULOUSE. Académie des Sciences, Arts, Inscriptions et Belles-Lettres.
 — TOULOUSE. Société archéologique du Midi de la France.
 — TOULOUSE. Société des Sciences naturelles de Toulouse.
 TOULOUSE. Bulletin de l'Université.
- GIRONDE. . BORDEAUX. Académie des Sciences.
 — BORDEAUX. Société linnéenne de Bordeaux.
- HÉRAULT. . BÉZIERS. Société d'étude des Sciences naturelles.
 — MONTPELLIER. Académie des Lettres.
 — MONTPELLIER. Académie des Sciences.
 — MONTPELLIER. Académie de Médecine.
- ILLE-ET-VILAINE. RENNES. Société archéologique du département.
- ISÈRE. . . . GRENOBLE. Académie delphinale.
- JURA. . . . LONS-LE-SAULNIER. Société d'Émulation du Jura.
- LOIR-ET-CHER. BLOIS. Société des Sciences et des Lettres.
 — VENDÔME. Société archéologique et littéraire.
- LOIRE (HAUTE-). LE PUY. Société d'Agriculture, Sciences et Arts.
- LOIRE-INFÉRIEURE. NANTES. Société académique de Nantes.
 — NANTES. Société archéologique de Nantes.
 — NANTES. Société des Sciences naturelles du Sud-Ouest de la France.
- LOIRET. . . ORLÉANS. Société archéologique de l'Orléanais.
- LOZÈRE. . . MENDE. Société d'Agriculture, Sciences et Arts.
- MAINE-ET-LOIRE. ANGERS. Société d'Agriculture, Sciences et Arts.
 — ANGERS. Société d'Études scientifiques d'Angers.

- MANCHE. . . CHERBOURG. Société académique de Cherbourg.
 — CHERBOURG. Société des Sciences naturelles.
 — SAINT-LO. Société d'Agriculture, d'Archéologie et d'Histoire.
- MARNE. . . . CHALONS-SUR-MARNE. Société d'Agriculture, Sciences et Arts.
 — REIMS. Société d'étude des sciences naturelles.
 — VITRY-LE-FRANÇOIS. Société des Sciences et des Arts.
- MARNE (HAUTE-). LANGRES. Société d'Archéologie et d'Histoire.
- MEURTHE-ET-MOSELLE. NANCY. Académie Stanislas.
 — NANCY. Société d'Archéologie et Musée lorrain.
 — NANCY. Société de médecine de Nancy.
- MEUSE. . . BAR-LE-DUC. Société des Lettres, Sciences et Arts.
- MORBIHAN. VANNES. Société polymathique du Morbihan.
- NIÈVRE. . . NEVERS. Société nivernaise des Sciences et des Arts.
- NORD. . . . DOUAI. Société d'Agriculture et Arts.
 — DUNKERQUE. Société dunkerquoise des Lettres, Sciences et Arts.
 — LILLE. Société d'Agriculture, Sciences et Arts.
 — LILLE. Commission historique du département du Nord.
 — LILLE. Société géologique du Nord.
- OISE. BEAUVAIS. Société académique et archéologique.
- PAS-DE-CALAIS. ARRAS. Académie des Sciences et des Arts.
 — BOULOGNE. Société académique de Boulogne-sur-Mer.
 — SAINT-OMER. Société des Antiquaires de la Morinie.
- PUY-DE-DOME. CLERMONT-FERRAND. Académie des Sciences, Lettres et Arts.
- PYRÉNÉES-ORIENTALES. PERPIGNAN. Société agricole, scientifique et littéraire.
- RHONE. . . . LYON. Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts.
 — LYON. Société d'Agriculture, Sciences et Arts utiles.
 — LYON. Société littéraire, historique et archéologique.
- SAONE-ET-LOIRE. AUTUN. Société Éduenne.
 — AUTUN. Société des Sciences naturelles.
 — CHALON-SUR SAONE. Société d'Histoire et d'Archéologie.
 — CHALON-SUR-SAONE. Société d'histoire naturelle.
 — MACON. Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres.
- SAONE (HAUTE-) GRAY. — Société grayloise d'émulation.
 — VESOUL. Société d'Agriculture, des Sciences et des Arts.
- SARTHE. . . LE MANS. Société d'Agriculture, Sciences et Arts.
 — LE MANS. Société historique et archéologique du Maine.
- SAVOIE. . . CHAMBERY. Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts.
 — CHAMBERY. Société savoisiennne d'Histoire et d'Archéologie.
 — CHAMBERY. Société d'Histoire naturelle de la Savoie.

SAVOIE (HAUTE-) ANNECY. Société florimontane d'Annecy.

SEINE. Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.

— Association scientifique de France.

— Société d'anthropologie.

— — des Antiquaires de France.

— — française d'Archéologie.

— — entomologique de France.

— — des Etudes historiques.

— — géologique de France.

— — de l'Histoire de France.

— — de l'Histoire du Protestantisme français.

— — française de numismatique.

— — philomathique de Paris.

— — philotechnique de Paris.

— — de zoologie.

SEINE-ET-MARNE. FONTAINEBLEAU. Société historique et archéologique du Gâtinais.

SEINE-INFÉRIEURE. LE HAVRE. Société havraise d'études diverses.

— LE HAVRE. Société géologique de Normandie.

— ROUEN. Société des amis des Sciences naturelles.

— ROUEN. Société libre d'émulation.

SEINE-ET-OISE. RAMBOUILLET. Société archéologique de Rambouillet.

— VERSAILLES. Société d'Agriculture et des Arts.

SOMME. ABBEVILLE. Société d'émulation d'Abbeville.

— AMIENS. Académie des Sciences, Lettres et Arts.

— AMIENS. Société des Antiquaires de Picardie.

— AMIENS. Société linnéenne du Nord de la France.

TARN-ET-GARONNE. MONTAUBAN. Société archéologique de Tarn-et-Garonne.

VAR. DRAGUIGNAN. Société d'Agriculture, Industrie et Commerce.

— TOULON. Société académique de Toulon.

VIENNE. POITIERS. Société des Antiquaires de l'Ouest.

VIENNE (HAUTE). LIMOGES. Société historique et archéologique du Limousin.

VOSGES. ÉPINAL. Société d'émulation des Vosges.

YONNE. AVALLON. Société d'études d'Avallon.

— JOIGNY. Société d'Agriculture de Joigny.

— SENS. Société archéologique de Sens.

ALGÉRIE. BONE. Académie d'Hippone.

— CONSTANTINE. Société archéologique de la province de Constantine.

§ II. — *Sociétés étrangères, de langue française.*

- ALSACE-LORRAINE. — METZ. Académie des Lettres, Sciences et Arts.
 — COLMAR. Société d'Histoire naturelle.
 — STRASBOURG. Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Basse-Alsace.
- BELGIQUE . BRUXELLES. Analecta Bollandiana.
 — — Géographie (Société royale belge de).
 — — Malacologie (Société belge de).
 — — Microscopie (Société belge de).
 — LIÈGE. Institut archéologique Liégeois.
 — MONS. Cercle archéologique de Mons.
 — — Société des Sciences, Arts et Lettres du Hainaut.
 — LOUVAIN. Revue d'Histoire ecclésiastique.
- SUISSE. . . . FRIBOURG. Société fribourgeoise des Sciences naturelles.
 — GENÈVE. Société d'Histoire et d'Archéologie.
- SUISSE . . LAUSANNE. Société vaudoise des Sciences naturelles.
 — NEUCHÂTEL. Société des Sciences naturelles.
 — Société Murithienne de botanique.

§ III. — *Sociétés étrangères, de langues diverses.*

(Langue anglaise).

ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE DU NORD..

- AMERICAN ASSOCIATION for the advancement of Sciences.
 BOSTON. Société d'histoire naturelle.
 NEW-YORK. Annales de l'Académie de New-York.
 PHILADELPHIE. Académie des sciences naturelles.
 SAN FRANCISCO. Académie des Sciences de San-Francisco.
 SAINT-LOUIS. Académie des Sciences de Saint-Louis.
 WASHINGTON Service géologique.
 — North American Gailme Smith Institute.

AMÉRIQUE MÉRIDIONALE (Langue espagnole).

- BRÉSIL. RIO DE JANEIRO. Institut historique.
 LA PLATA. BUENOS-AYRES
 MEXIQUE. MEXICO. Annales de l'Institut géologique.
 URUGUAY. MONTÉVIDEO. Annales du Musée national

ALLEMAGNE ET PAYS DE LANGUE ALLEMANDE.

- AUTRICHE WIEN. Verhandlungen der k. eisanstalt geologischen.
 — VIENNE. Jarbuch der Kaiserlich Reischsanstalt.
 — HEIDELBERG. Verhandlungen medizinischen Vereins.
 PRUSSE. KOENISBERG. Schriften der physicalisch okonomischen Gesellschaft.
 — MUNSTER. Wesphalischen provincial Vereins.
 ITALIE (langue ital) MODÈNE (Académie royale de).
 NORWÈGE. Christiania. Université royale.
 SUÈDE. STOCKHOLM. Kongl. Wettersher.
 RUSSIE (langue russe). Moscou. Société impériale des naturalistes de Moscou.
 — — KIEW. Société impériale des naturalistes de Kiew.
-

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS RECEVANT LE BULLETIN

- COTE-D'OR. — DIJON. Bibliothèque de la ville.
 — — Bibliothèque de l'Université.
 SEINE PARIS. Bibliothèque nationale.
 — — Bibliothèque du Muséum d'Histoire naturelle.
 — — Bibliothèque de l'Institut.
 — — Bibliothèque de la Sorbonne.
 YONNE. . . AUXERRE. Archives départementales.
 — — Bibliothèque de la Ville.
 — — Bibliothèque du Collège.
 — — Bibliothèque du Lycée de jeunes filles.
 — — Bibliothèque de l'Ecole normale de garçons.
 — — Bibliothèque de la Ferme-École de La Brosse.
 — AVALLON. Bibliothèque de la Ville.
 — JOIGNY. Bibliothèque de la Ville.
 — SENS. Bibliothèque de la Ville.
 — TONNERRE. Bibliothèque de la Ville.
-

LISTE DES MEMBRES
DE LA SOCIÉTÉ DES SCIENCES DE L'YONNE
à la date d'apparition du Bulletin (Novembre 1907) (1)

MEMBRES D'HONNEUR

Président : M. le Préfet de l'Yonne.
Membres : Mgr l'Archevêque de Sens.
M. le Maire d'Auxerre.
M. l'Inspecteur d'Académie.
M. le comte Henri de CHASTELLUX

MEMBRES PERPÉTUELS

MM.

CHAILLOU DES BARRES (*baron*), premier Président de la Société (1817-1858).
CHALLE Ambroise, second Président de la Société (1858-1883).
COTTEAU Gustave, troisième Président de la Société (1883-1891).

MEMBRES DU BUREAU

	MM.
Président.....	PERON.
Président honoraire.....	Ernest PETIT.
Vice-Présidents.....	JOLY.
	LASNIER.
Secrétaire à l'impression du Bulletin....	Ch. PORÉE.
Secrétaire à la rédaction des procès-verbaux des séances	HUMBERT.
Archiviste.....	GUILLEMAIN.
Archiviste honoraire.....	LORIN.
Trésorier.....	DEHERTOGH.

(1) Dans sa réunion du 29 avril 1899, le Bureau a décidé que la liste complète des Membres de la Société ne serait publiée que tous les deux ans.

Comp. rend.

MEMBRES TITULAIRES (1)

MM.

1905. *ALBY, ingénieur en chef des ponts et chaussées, 80, boulevard Flandrin, à Paris.
1884. AMAND, propriétaire, à Auxerre.
1884. ANDRY Joseph-Maximilien, clerc de notaire, 10, rue Chauchat, à Paris.
1884. ARNAUD Joseph, propriétaire à Paris, 25, rue de Suresnes.
1905. ARRAULT, conseiller général de l'Yonne, docteur-médecin à Rogny.
1902. AUBERGER, inspecteur de la Compagnie de navigation H.-P.-L.-M., à Migennes.
1884. AUBRON, notaire honoraire, à Paris, rue de Stockholm, 5.
1896. AUDIBERT Raoul, président du tribunal civil de Tonnerre.
1895. AVOUÉ (vicomte Auguste d'), ancien magistrat, 14, rue de Mirande, à Dijon.
1895. BAILLY Alfred, propriétaire, à Avallon.
1903. BARBEY Frédéric, archiviste-paléographe, 32, rue du Luxembourg, à Paris.
1895. BARBOU, pharmacien de 1^{re} classe, à Entrains.
1891. BARDIER Maurice, fils, ingénieur civil des mines, à Auxerre.
1894. BARREY, avocat à Auxerre.
1893. BAUDENET Xavier, maître des requêtes au Conseil d'Etat, 6, rue Villersexel, à Paris.
1884. BAUDOUIN, ancien notaire à Ligny-le-Châtel.
1895. BAUFFREMONT (Prince de), duc d'Atrisco, 87, rue de Grenelle, à Paris.
1890. BEAU, notaire à Saint-Florentin.
1900. BEAUJARD Eugène, propriétaire, à Granchamps.
1905. BÉNARD Auguste, entrepreneur de travaux, à Auxerre.
1895. BÉNARD Lucien, propriétaire, à Joigny.
1898. BERCIER (L'abbé), curé de Courgis.
1902. *PAUL BERT (Mme veuve), à Auxerre.
1884. BERTHELOT, ingénieur civil, à Auxerre.
1883. BERTHET, ancien négociant, à Auxerre.
1891. BERTHIER Georges, banquier, à Auxerre.
1873. BERTIN, directeur d'assurances, à Auxerre.
1901. BESNARD Félix, avoué, maire de Joigny.
1900. BETHERY DE LA BROUSSE, conservateur des forêts, à Tours.
1876. BIARD, artiste peintre, professeur de dessin au collège d'Auxerre.
1887. BIDAULT, de l'Isle, conseiller à la Cour d'Appel de Paris, 156, boulevard Haussmann.

(1) L'astérisque avant le nom indique les membres à vie.

1867. BIGAULT Amédée, propriétaire, à Auxerre.
 1901. BLIN Ernest, commis du service des enfants assistés de la Seine, à Avallon.
 1883. BLONDEL, chanoine titulaire du chapitre de Sens.
 1900. BOIVIN Maurice, entrepreneur de constructions métalliques, à Auxerre.
 1902. BOIZOT, pharmacien, à Auxerre.
 1891. BONAPARTE (Prince Roland), 2^e, Cours-la-Reine, à Paris.
 1845. BONDoux René, propriétaire, à Villeneuve-sur-Yonne.
 1895. BONDoux, juge à Paris, rue de Longchamps, 123.
 1884. BONNEAU (L'abbé), curé de Chablis.
 1891. BORNICHE, avoué à Auxerre.
 1887. BORNOT, notaire, à Montigny-la-Roule.
 1885. BOUCHÉ Emile, ancien entrepreneur, à Auxerre.
 1855. BOUCHER DE LA RUPELLE (comte Paul), ancien magistrat, 5, rue de l'Université, à Paris.
 1891. BOUCHERON, docteur en médecine, rue Pasquier, 11 bis, à Paris.
 1902. BOUTIGNY, juge d'instruction, à Joigny.
 1865. BREUILLARD, docteur en médecine, à Saint-Honoré-les-Bains.
 1893. BREUILLÉ, ingénieur des ponts et chaussées, à Auxerre.
 1901. BRION, architecte, à Auxerre.
 1912. BRUNET-VITAL, vétérinaire en premier au 1^{er} régiment de dragons, à Joigny.
 1885. BUREAU (L'abbé), curé de Saint-Maurice-entre-les-Ponts, à Sens.
 1880. CAMBUZAT-ROY, propriétaire, à Auxerre.
 1884. CAMUS, ancien notaire, à Vermenton.
 1897. CARRÉ (L'abbé), curé de Cerisiers.
 1843. CASIS, rédacteur en chef du journal *le Nouvelliste*, à Auxerre.
 1904. CESTRE, professeur honoraire, à Auxerre.
 1884. CHAILLEY-BERT, secrétaire général de l'Union Coloniale française, à Paris, 44, rue de la Chaussée d'Antin.
 1882. CHANDENIER Félix, entrepreneur de travaux publics, 8, rue Morand, à Paris.
 1870. CHANVIN aîné, propriétaire, à Chablis.
 1902. CHAPUT, docteur en médecine, chirurgien des hôpitaux de Paris, 21, avenue d'Eylau, à Paris.
 1887. CHARDON, propriétaire, à Villeneuve-l'Archevêque.
 1905. CHARPENTIER Edmond, architecte à Avallon.
 1872. CHASTELLUX (comte Henri de), à Chastellux.
 1903. CHÉREAU, membre du Conseil général de l'Yonne, à Serbonnes.
 1897. CHOTIER, docteur en médecine, à Noyers.
 1890. CLERMONT-TONNERRE (Duc de), à Ancy-le-Franc.
 1905. COLLOMB-GROS Eugène, à Epizy, près Joigny.
 1900. COSTE, huissier, à Auxerre.
 1901. CÔTE (L'abbé), aumônier du lycée de Sens.
 1905. COULON Auguste, architecte, à Guerchy.
 1901. COUROT, colonel en retraite, à Saint-Georges, près Auxerre.

1903. COURTOIS Félix architecte, à Tonnerre.
 1893. COUTURAT, ancien notaire, à Auxerre.
 1895. COUTURIER Charles, propriétaire, à Joigny.
 1902. COUTURIER Octave, juge au tribunal civil de Joigny.
 1903. DAGAN, agent-voyer en chef de l'Yonne, à Auxerre.
 1900. DAUMIN, notaire, à Charbuy.
 1901. DAVID Jules, rue du Grand-Caire, à Auxerre.
 1905. DAVID, conseiller général de l'Yonne, à Saint-Fargeau.
 1902. DEDIENNE Charles, receveur de l'hospice de Joigny.
 1903. DEFOSSE Léon, agent-voyer d'arrondissement en retraite, à Joigny.
 1884. DEGOIX, vétérinaire, membre du Conseil général de l'Yonne, à Avallon.
 1887. DEHERTOGH, ancien chef de bataillon d'infanterie territoriale, à Auxerre.
 1883. DEJUST Camille, négociant, à Auxerre.
 1897. DELAGE, architecte, à Auxerre.
 1901. DELÉTANG, docteur-médecin, à Arcy-sur-Cure.
 1868. DEMAY Charles, licencié en droit, à Auxerre.
 1897. DENIS (L'abbé), curé de Venoy, près Auxerre.
 1892. DENORVANDIR, avoué à Paris, 89, boulevard Hausmann.
 1883. DESNOYERS, rue Barbey de Jouy, 41, à Paris.
 1898. DÉZERVILLE, greffier du tribunal de commerce de Dijon.
 1857. DIONIS DES CARRIÈRES, docteur en médecine, à Auxerre.
 1862. DONDENNE, architecte du département, en retraite, à Auxerre.
 1896. DOUGY, rédacteur en chef de *l'Indépendant Auxerrois*.
 1886. DUBOIS Henri, industriel, à Pontigny.
 1897. DUBOIS, principal du collège de Beaune.
 1901. DUBREUQUE, ingénieur en chef, à Auxerre.
 1898. DRJON, percepteur en retraite, à Champs.
 1901. DURAND René, clerc de notaire, à Paris, boulevard du Temple, 32, et à Ormoy.
 1887. ÉCLUSE (de l'), négociant à Paris, rue Jouffroy, 94.
 1894. ESMELIN Gilbert, directeur du journal *l'Indépendant Auxerrois*, à Auxerre.
 1876. ESNOU, propriétaire, à Auxerre.
 1876. FAUCHEREAU, libraire, à Auxerre.
 1894. FAULQUIER, archiviste paléographe, à Paris, 2, rue Villersexel.
 1894. FAURE Émile, industriel, à Thizy.
 1884. FÉNEUX Edouard, propriétaire, à Sens.
 1902. FÉNEUX Louis, propriétaire, à Joigny.
 1885. FERNEL, négociant, à Paris, rue Denfert Rochereau, 19.
 1878. FLAMARE (de), archiviste de la Nièvre.
 1884. FLANDIN Étienne, député, membre du Conseil général de l'Yonne, 96, boulevard Malesherbes, à Paris.
 1900. FOIN Léon, attaché à l'administration de la Cie P.-L.-M., à Paris, rue Denfert-Rochereau, 31.
 1884. FOLLIOU, président du Conseil général de l'Yonne, à Chablis.

1874. FORESTIER, docteur en médecine, à Seignelay.
 1903. FORT Lucien, docteur-médecin, à Cerisiers.
 1889. FOUGEROLLE, ingénieur civil, à Auxerre.
 1920. FRANÇOIS, ancien sous-préfet de Joigny.
 1901. GALLIEN (L'abbé), curé-doyen de Saint Eusèbe d'Auxerre.
 1866. GALLOT Albert, imprimeur, membre du Conseil général de l'Yonne, à Auxerre.
 1879. GAUCHERY, ingénieur civil, à Auxerre.
 1885. GAUNÉ, ancien juge au tribunal de la Seine, 27, rue de Rome, à Paris.
 1905. GAUTHIER, architecte-voyer à Auxerre.
 1892. GAUTHIER Firmin, professeur au lycée de Sens.
 1877. GÉMEAUX (Loppin de), propriétaire, à Auxerre.
 1897. GÉRARD, notaire, à Chablis.
 1876. GERMETTE Alfred, propriétaire, à Auxerre.
 1898. GIRANDOT (L'abbé), professeur au petit séminaire, à Joigny.
 1891. GODEAU, propriétaire, 42, boulevard des Invalides, à Paris.
 1899. GOUSSARD, président du tribunal civil d'Avallon.
 1854. GRENET, docteur en médecine, à Joigny.
 1903. GUÉDU, pharmacien, à Nemours (S.-et-M.).
 1905. GUERLIN DE GUER, docteur ès-lettres, professeur au collège d'Auxerre.
 1893. GUILLEMAIN Eugène, instituteur, à Auxerre.
 1905. GUILLON Charles, notaire, à Irancy.
 1891. GUIMARD Victor, instituteur, à Courlon.
 1863. GUINOT, docteur en médecine, à Lézennes.
 1904. HAMEL (Dr), directeur de l'Asile des aliénés d'Auxerre.
 1902. HARDY Charles, docteur en droit, à Tonnerre.
 1874. HERMELIN Camille, propriétaire, à Saint-Florentin.
 1905. HEURLEY, agent-voyer d'arrondissement à Auxerre.
 1903. HIRSCH P., sous-inspecteur des forêts, 18, rue Labordère, à Neuilly-sur-Seine.
 1891. HORSON (L'abbé), curé de Villeneuve-sur-Yonne.
 1894. HOUDÉ, pharmacien, à Paris, 29, rue d'Albouv.
 1902. HUMBERT Clovis-Ernest, vétérinaire militaire en retraite, à Auxerre.
 1892. HURLAUT, ancien inspecteur des mines, à Auxerre.
 1896. JACQUINET Charles, ancien pharmacien, à Tonnerre.
 1897. JAQUOT, sous-inspecteur des forêts, à Nevers.
 1891. JAUFFRET, propriétaire, à Montmercy, commune de Saint-Georges, près Auxerre.
 1872. JAVAL (Dr), membre de l'Académie de médecine, 5, boulevard La Tour Maubourg, à Paris.
 1896. JEANNEZ Camille, membre du Conseil général de l'Yonne, à Vermenton.
 1865. JOBERT Eugène, propriétaire, à Arces.
 1897. JOBERT (L'abbé), curé d'Escolives.

1889. JOBIN (L'abbé), à Gigny, par Cruzy-le-Châtel.
 1865. JOLY Charles, receveur municipal, à Auxerre.
 1878. JOSSIER Albert, trésorier général, à Versailles.
 1897. JULIEN Joseph, professeur à l'école d'Agriculture de La Brosse
 1883. LA BRULERIE (de), contrôleur principal des contributions direc-
 tes, à Paris, rue de Verneuil, 33.
 1901. LACOUR Alfred, propriétaire, à Saint-Fargeau.
 1901. LACROIX Félix, architecte, à Auxerre.
 1905. LADOUÉ, licencié ès-lettres, à Bassou et à Paris.
 1903. LALLEMAND (Le chanoine Paul), agrégé de l'Université, à Ton-
 nerre.
 1877. LA LOGE (de), juge, à Clamecy.
 1838. LA LOGE (de), avocat, à Paris, 13, rue de Mézières.
 1849. LAMBERT, président du tribunal civil, à Troyes.
 1895. LAMBERT, propriétaire, à Tanlay.
 1891. LANGIN, docteur en médecine, à Noyers.
 1858. LASNIER, inspecteur des écoles primaires, en retraite, à Auxerre.
 1897. LAVIELLE, pharmacien, à Auxerre.
 1883. LAVOLLÉE, ancien juge de paix, à Toucy.
 1872. LEBLANC-DUVERNOY Paul, propriétaire, à Auxerre.
 1902. LE COUPPEY DE LA FOREST (comte Max), ingénieur-agronome,
 secrétaire de la Commission d'études des sources, à Paris,
 60, rue Pierre-Charron.
 1889. LEMOINE, ingénieur des ponts et chaussées, 76, rue Notre-Dame-
 des-Champs, à Paris.
 1899. LEMOINE fils, 76, rue Notre-Dames-des-Champs, à Paris.
 1905. LEMOULE, conseiller général de l'Yonne, à Treigny.
 1884. LERICHE, docteur en médecine, à Joigny.
 1895. LEROY-MOTTOT, propriétaire, à Auxerre.
 1901. LESIRE, ancien instituteur, à Auxerre.
 1901. LESUEUR, docteur en médecine, à Aillant, conseiller général de
 l'Yonne.
 1898. LE TAINTURIER, ancien sous-préfet de Châteaudun, à Trucy-sur-
 Yonne.
 1893. LOISEAU, notaire, à Auxerre.
 1901. LONGBOIS, docteur en médecine, à Joigny.
 1891. LORDEREAU, docteur en médecine, sénateur de l'Yonne, à Saint-
 Florentin.
 1884. LOUP Henri, député de l'Yonne, à Bussy-en-Othe.
 1888. MAËS Georges, propriétaire à Clichy-la-Garenne, 15, rue du Ré-
 servoir.
 1903. MALVÉZY, juge au Tribunal civil d'Auxerre.
 1905. MALLUILLE, conseiller général de l'Yonne, adjoint au Maire de
 Sens.
 1878. MANIFACIER, ancien négociant, à Auxerre.
 1898. MARCHAL, professeur du collège d'Auxerre, en retraite, à Auxerre.
 1875. MARIE D'AVIGNEAU (baron), ancien magistrat, 6, rue des Saints-
 Pères, à Paris.

1877. MARIOTTE, ingénieur civil, à Paris, 5, rue de Navarre.
 1898. MARMOTTANT fils, avocat, à Auxerre.
 1895. MARTIN, procureur de la République à Reims.
 1901. MARTINEAU DES CHENEZ, lieutenant-colonel de cavalerie territoriale, à Auxerre.
 1880. MARTINOT, naturaliste, à Auxerre.
 1897. MATHIEU, notaire, à Joigny.
 1897. MATIVET, négociant, à Auxerre.
 1900. MAYAN, trésorier-payeur général, à Auxerre.
 1903. MERLANGE Emile, inspecteur de la Cie P.-L.-M., à Auxerre.
 1887. MIGNARD, receveur de l'asile des aliénés d'Auxerre, en retraite, à Avallon.
 1893. MILLIAUX Félix, député, membre du Conseil général de l'Yonne, à Auxerre.
 1895. MILON, imprimeur, à Auxerre.
 1885. MOISET Charles, propriétaire, à Saint-Florentin.
 1884. MOREAU, agriculteur, à Branches.
 1873. MORILLON (Gaspard de), propriétaire, à l'Isle-sur-Serein.
 1895. MOUCHON Just-François-Xavier, propriétaire, à Joigny.
 1878. NAVARRE, commissaire-priseur, à Auxerre.
 1904. NEVEU, notaire, à Avallon.
 1877. OSMONT D'AMILLY, architecte, à Auxerre.
 1889. PARAT (L'abbé), curé de Bois d'Arcy.
 1881. PARQUIN Léon, ancien industriel, à Auxerre.
 1895. PATRIAT (L'abbé), curé d'Annéot.
 1904. PÉRIER (Le Dr), professeur agrégé à la Faculté de Médecine, rue Boissay-d'Anglas, 9, Paris.
 1864. PERON, intendant militaire en retraite, membre correspondant de l'Académie des Sciences, à Auxerre.
 1884. PÉROUSE, ingénieur en chef des ponts et chaussées, 40, quai de Billy, à Paris.
 1858. PETIT Ernest, membre non résidant du Comité des travaux historiques, membre du Conseil général de l'Yonne, 8, rue du Bellay, à Paris.
 1871. PETIT Eugène, docteur en médecine, membre du Conseil général de l'Yonne, à Pont-sur-Yonne.
 1884. PETIT Paul, négociant, à Auxerre.
 1890. PETIT Théodore, professeur à l'école d'agriculture de La Brosse, à Auxerre.
 1893. PETIT Emile, ancien architecte, à Auxerre.
 1900. PETIT Georges, notaire, à Guerchy.
 1902. PHILIPPE André, archiviste des Vosges, à Epinal.
 1904. PICARD Arthur, ancien négociant à Paris, 32, rue Ganneron, et à Auxerre.
 1903. PIE Alexis, pharmacien à Auxerre.
 1895. PIED, docteur en médecine, à Pourrain.
 1897. PIOT Stéphane, avocat, à Paris, boulevard Haussmann, 81.

1897. PISSIER (L'abbé), curé de Saint-Père-sous-Vézelay.
 1894. PLAÏT Paul, pharmacien, à Auxerre.
 1903. PONCET J., gendarme à Toucy.
 1881. POPULUS, docteur en médecine, à Coulanges-la-Vineuse.
 1900. PORÉE Charles, archiviste du département de l'Yonne à Auxerre.
 1893. POTHERAT, docteur en médecine, à Paris, rue Barbey de Jouy, 35.
 1897. POULIN, chef de section du service des eaux de la ville de Paris, à Meaux.
 1904. PREVOST, président de la Société d'études d'Avallon.
 1900. PROTAT, propriétaire, à Auxerre.
 1879. QUILLOT Camille, docteur en médecine, à Frangey (Vireaux).
 1903. RADEL, architecte du département, à Auxerre.
 1893. RAINCOURT (vicomte de), membre du Conseil général de l'Yonne, à Saint-Valérien.
 1885. RAOUL Auguste, propriétaire, à Auxerre.
 1891. RAOUL, conducteur principal des ponts et chaussées, à Auxerre.
 1901. REGNAULT, président du tribunal civil de Joigny.
 1866. RÉTIF, ancien vice-président du tribunal civil, à Auxerre.
 1888. RIBAIN, avocat, à Auxerre.
 1887. RIBIÈRE Marcel, membre du Conseil général de l'Yonne, à Auxerre, et à Paris, 14, avenue du Trocadéro.
 1905. RIGAL, contrôleur des mines, à Nevers.
 1894. RIGOLLET, notaire, à Chablis.
 1904. RIGOLLET, chirurgien-dentiste à Auxerre.
 1897. RIZIER Camille, industriel, à Ravières.
 1903. ROBIN, notaire à Auxerre.
 1894. ROBIT DE CLUGNY, receveur des finances honoraire, à Nuits-sous-Ravières.
 1903. ROCHÉ Charles, docteur en médecine à Charny.
 1861. ROCHÉ Louis, docteur en médecine, à Toucy.
 1873. ROUILLE Georges, propriétaire, à Auxerre.
 1862. ROUX Anatole, propriétaire à Paris, 8 bis, avenue Percier.
 1896. ROUYER Camille, avoué à Châlon-sur Saône.
 1897. ROYER-COLLARD Paul, ancien magistrat, 8, rue d'Anjou-Saint-Honoré, à Paris.
 1905. RUHL, chef de section à la C^{ie} P.-L.-M., à Auxerre.
 1874. SAINTE-ANNE (Albert de), propriétaire, à Champvallon, et à Paris, rue Richempanse, 9.
 1899. SAPPIN, banquier, à Auxerre.
 1905. SAUVALLÉ, inspecteur des finances, à Auxerre et à Paris, 12, rue du Regard.
 1905. SILVY, conseiller général de l'Yonne, avocat à la Cour d'Appel, 5, rue de Rome, Paris.
 1905. SIMONNET Charles, négociant à Chablis.
 1885. SURUGUE, maire de la ville d'Auxerre.
 1887. SUSINI, directeur de la Compagnie des eaux de Calais, à Calais, et à Auxerre, 6, rue de la Tournelle.

- 1856. TAMBOUR Ernest, ancien secrétaire général de la préfecture de la Seine, à Paris, 7, rue Scribe.
- 1884. TANLAY (Marquis de), membre du conseil général de l'Yonne, à Tanlay.
- 1901. TERRADE, agent-voyer cantonal à Saint-Florentin.
- 1891. THIERRY Maurice, docteur en médecine, à Ancy-le-Franc.
- 1906. THIERRY P, 92, avenue Carnot, à Chaumont (Haute-Marne).
- 1876. TISSIER, imprimeur, à Joigny.
- 1899. TISSIER, greffier du tribunal de Commerce, à Auxerre.
- 1896. TRAYNEL (de), propriétaire, à Viviers (Yonne).
- 1891. TRÉMOILLE (duc Louis de Lévis de la), avenue Gabrielle, 4, à Paris.
- 1894. TROMBERT, inspecteur des forêts, à Bar-sur-Seine.
- 1898. VALETTE (Dm Aurélien), aumônier du couvent de Sainte-Colombe, près Sens.
- 1891. VALLERY-RADOT René, homme de lettres, à Paris, 3, rue Saint-Dominique.
- 1893. VATHAIRE, (de) chef de bataillon, en retraite, à Dijon, 51, boulevard Thiers.
- 1903. VAULABELLE (Alfred de), publiciste, rue Sainte Placide, 62, Paris.
- 1884. VIAL Paul, ancien magistrat, à Béon, près Joigny.
- 1890. VIAULT, instituteur en retraite, à Saint-Georges, près Auxerre.
- 1904. VIAULT, instituteur en retraite, à Auxerre, rue d'Eglény.
- 1897. VIGIER (Comte), propriétaire, à Vineuil, près Chantilly.
- 1897. VIGNOT Charles, propriétaire, à Paris, 1, rue des Saints Pères
- 1895. VILLEJEAN, député de l'Yonne, pharmacien en chef de l'Hôtel-Dieu, à Paris.
- 1894. VILLETARD (l'abbé), curé de Serrigny.
- 1893. VINCENT Henri, propriétaire, à Saint-Florentin.
- 1903. VIRIEU (Le colonel marquis de), au château d'Annoux.
- 1894. YTHIER, notaire, à Maligny.

MEMBRES CORRESPONDANTS (1)

- 1887. CARON (Emile-Jean-Louis), vice-président de la Société de numismatique, à Paris, 40, boulevard Haussmann.
- 1901. CAZIOT, 24, quai Lunel, à Nice.
- 1891. CLAUDIN, libraire, rue Dauphine, à Paris.
- 1899. COLAS Fernand, clerc de notaire, à Paris, 19, boulevard Malesherbes.
- 1857. DANTIN, colonel en retraite, à Paris.

(1) Le signe * avant le nom indique les membres correspondants qui reçoivent le Bulletin et paient une cotisation annuelle de six francs. Les membres qui désirent recevoir le Bulletin doivent adresser cette cotisation à M. le Trésorier avant le 1^{er} mars de chaque année.

1874. DEFRANCE Gustave, directeur à la préfecture de la Seine, 13, rue de la Cerisaie, à Paris.
1894. *DELISLE Léopold, membre de l'Institut, à Paris.
1887. *DIENNE Louis-Edouard (comte de), propriétaire à Kasideroque, par Tournon-d'Agenais (Lot-et-Garonne.)
1887. *DUBOIS, avocat, à Paris, 120, faubourg Saint Honoré.
1888. *DUBOIS Charles, professeur de rhétorique au collège de Beaune.
1903. *DURIEZ, professeur d'agriculture, à Hyères (Var).
1895. *FELS Georges, inspecteur des contributions directes, à Quimper.
1903. *FOURTAU ingénieur, au Caire (Egypte).
1863. FRANCHET, naturaliste, attaché au Muséum de Paris.
1852. GAUDRY, membre de l'Institut, professeur au Muséum de Paris.
1882. GAUGUET Elie, homme de lettres, à Paris, 26, rue de Seine.
1899. *GAUTRON DU COUDRAY (vicomte), propriétaire, à Grandry, près Sainte Péréuse (Nièvre).
1902. *GROSSOUVRE (Albert de), ingénieur des mines, à Bourges.
1889. *GUERNE (baron de), naturaliste, à Paris, rue de Tournon, 6.
1904. *HAUG, professeur de géologie à la Sorbonne.
1870. JOLY Henri, ancien professeur à la Faculté des lettres, à Paris.
1896. *JOLY, directeur de la Banque de France, à Saint-Quentin.
1893. *KONARSKI, conseiller de préfecture, à Bar-le-Duc.
1905. *LARUE Pierre, ingénieur-agronome, licencié en droit, à Toulouse.
1904. *LECELLIER, vétérinaire à Yvetot (Seine-Inférieure).
1885. *LECHEVALLIER, libraire, à Paris, 16, rue de Savoie.
1887. LIPPERT (le docteur), à Dresde (Saxe).
1836. *LORIOLE DE PERCEVAL (de), géologue, à Frontenex, par Genève.
1893. *MARLOT Hippolyte, industriel, à Grury, près Bourbon-Lancy.
1893. *MILLOT, industriel, à Paris, 14 bis, boulevard Morland.
1905. *MIROT Léon, archiviste aux Archives nationales, à Paris, 15, rue de Grenelle, et à Clamecy (Nièvre).
1900. MOROT Charles, vétérinaire, à Troyes.
1904. *OUDRY, général de division au Mans.
1887. PASSEPONT, professeur à l'école des Arts décoratifs à Saint-Etienne (Loire).
1885. *PIÉTRESSON DE SAINT-AUBIN, professeur au lycée de Troyes
1889. PEYNOT, statuaire, à Paris, 89, rue Denfert-Rochereau.
1904. *PIERPONT (M^{me} de), 38, rue du Marché, Neuilly-sur-Seine.
1877. PINEL, propriétaire, à Gonesse (Seine-et-Oise).
1874. POTIER, ingénieur des mines, membre de l'Institut, à Paris, 89, boulevard Saint-Michel.
1864. *POULAIN, ancien préfet des études, 14, villa Molitor, à Paris-Auteuil.
1892. *PROU Maurice, professeur de diplomatique à l'école des Chartes, à Paris, 51, rue des Martyrs.
1883. RANCE (l'abbé), ancien professeur de théologie à la Faculté d'Aix.
1852. RAULIN Victor, ancien professeur de géologie, à Montfaucon-d'Argonne (Meuse).

1911. *REGNAULT DE BEAUCARON, avocat, à Paris, 49, rue Boissière.
1857. RICHARD Ulysse, 18, rue Mézières, à Beaune (Côte d'Or).
1880. RICHARD fils, receveur de l'enregistrement, à Rouen.
1873. RIVIÈRE, docteur en médecine, 50, rue de Lille, à Paris.
1894. ROSEROT, ancien archiviste, à Paris, rue Sainte-Placide, 60.
1904. *ROY Maurice, conseiller référendaire à la Cour des Comptes, à Paris, 31, rue de Bellechasse, et au château du Châleauoy, près Sens.
1868. SAPORTA (comte de), géologue, à Aix.
1892. SAUVAGE, directeur de la station aquicole, à Boulogne-sur-Mer.
1887. SIMONNET-RÉVOL, propriétaire, à Semur.
1878. UZANNE Octave, homme de lettres, 38, boulevard Saint-Germain, à Paris.
-

QUATRIÈME PARTIE

I

TABLE DES MATIÈRES DU TOME LVIII

- ALBY (A.), communication, XII, LV;
— don au Musée, LXI.
- ANDRY (Max.), proposition, XVI.
- Andryes* (ruisseau d'), 147.
- Antiquaires de France, célébration
du centenaire de la Société,
XXVI-XXVIII.
- Arces* (vallée d'), 137.
- Arcy-sur-Cure* (le musée d'), 4-11.
- Assistance (l') de l'enfance à Aval-
lon avant la Révolution, 5-27.
- Association française pour l'avan-
cement des sciences (A.F.A.S.)
Subvention par elle accordée,
VII; — don de la collection de
ses bull., XVII. — Voy. Con-
grès.
- Auxerre*. Le mur de la cité gallo-
romaine, XXI, 29-33. — L'ins-
truction primaire pendant la
Révolution, 145-185. — Sépul-
tures découvertes, X. — Plaques
commémoratives à apposer sur
les monuments, LV. — Voy. Mu-
sée.
- Avallon*. L'assistance de l'enfance
à Avallon avant la Révolution,
5-27. — Le temple de Mercure
sur le Montmartre d'Avallon,
319-328. — Les débuts de
l'Homme dans l'Avallonnais,
153-167. — Légendes avallon-
naises, XIV. — Séance extraor-
dinaire tenue à Avallon, XXXVII.
— Monnaies et médailles con-
cernant Avallon, XXXIX.
- Avallon* (c^e de Mailly-la-Ville),
villa gallo-romaine, XXI.
- BEAUJARD (Arthur), communica-
tions, XXXV, LVIII.
- BERT (Paul), médaille frappée en
son honneur, LXI.
- Bérulles* (vallée de), 134.
- BESNARD, offic. d'Académie, V.
- BLIN (Ern.). L'assistance de l'en-
fance à Avallon avant la Révo-
lution, 5-27; — communication,
XLVII.
- BLONDEL (le Chan.), Louis-Henri
de Gondrin, archevêque de Sens
(1620-1674), 187-228.
- BOUCHÉ (Emile), distinction décer-
née, XXXVIII.
- Bourdon* (le réservoir du), XXXV,
125.
- BRION (Léon), membre tit., III,
VII; — plan rectificatif du mur
gallo romain d'Auxerre, XXI.
- Brosses*, grotte de la Roche-creuse,
109.
- Captation (la) d'eau de Gy-l'Evê-
que, 47-55.
- Cérilly* (vallée de), 135.
- Cerisiers* (vallée de), 138.

- CESTRE, membre tit., xxxii, xxxvii ; — annonce l'ouverture d'un cours d'« esperanto », lv.
- Champignons, xxxii.
- Charentenay* (vallée de), 144.
- CHASTELLUX (le Comte de), reçoit la visite de la Société à Chastellux, xlviii ; — inventaire de sa collection de documents, 35-144, 229-310.
- Châtel-Censoir*, grotte des Fées, 110.
- Commission météorologique de l'Yonne, analyse de son bull., v.
- Comptes du trésorier (examen des) vi, xi.
- Congrès : de l'Association française pour l'avancement des sciences, vii, xix, liii ; — de la Société française d'archéologie, xxii ; — des Sociétés savantes, vii, xx, xxiv-xxvi, lv.
- Coulanges-la-Vineuse*. Alimentation en eau potable, 13-20.
- Courson* (ru de), 146.
- Crain*, grotte de la Rochère, 115.
- Cugnières (Pierre de), dit Jean du Cognot, 319-328.
- Cure*, rivière, 140.
- DAVOUT d'AUERSTÆDT, son décès, xiii.
- Débuts (les) de l'Homme dans l'Avallonnais, 153-167.
- Décès de membres, iii, xii, xiii, xvi.
- Découvertes archéologiques, x, xxi, li, lix, 29-33.
- DEHERTOGH, approbation de ses comptes et remerciements à lui adressés, xii.
- DEJUST (Edmond), son décès, xvi.
- DEMAY (Ch.). Le mur de la cité d'Auxerre et la poterne au-dessous des Cordeliers, 29-33 ; — L'instruction primaire à Auxerre pendant la Révolution de 1789, 145-185 ; — soumet la rédaction de plaques commémoratives ; — communication, lxii.
- Description de quelques échinides nouveaux de la craie sénonienne, 21-45.
- DIONIS (le Dr), demande une subvention en faveur du groupe espérantiste auxerrois, xxix.
- Disparition (sur la) des ruisseaux superficiels dans le département de l'Yonne, 153-161.
- Distinctions accordées à des membres, iv, v, vii, xxxiv, xxxvii.
- Dixmont* (vallée de), 140.
- Dons, voy. Musée.
- Druyes*, grotte de la Cave aux Fées, 120.
- Eaux (les) d'alluvions de l'Yonne et l'alimentation en eau potable de Coulanges-la-Vineuse, 13-20 ; — les progrès récents de la filtration des eaux potables, voy. Hydrologie.
- Echinides de la craie sénonienne, 21-45.
- Echinides crétacés de la Belgique, viii.
- Esperanto, langue auxiliaire internationale. Fondation du groupe auxerrois, xxix, xxxv ; — subvention, xxix ; — discussions y relatives au congrès de Grenoble, liv ; au congrès géologique international de Vienne, lx ; — ouverture de cours publics, lv.
- Faulin* (c° de Lichères-près-Vézelay), gisements de galène, xxxviii.

Festigny, grotte de la Roche-Belin, xxxv, 146.

FIJALKOWSKI, don, LI.

FLOUR DE SAINT-GENIS, son décès, LX.

Formation (la) du massif du Morvan, 173-178.

Fouronnes (ru de), 146.

FOURTAU (René), lauréat du prix Savigny, IV ; — don, LVI.

Fulvy, chapelle démolie, XLII.

GAUTHIER (Gaston), don de brochures, XXII, LI.

GENTIL (Louis), membre correspondant, XXXII, XXXVII.

GIRARD (Emman.), membre correspondant, XXXII, XXXVII.

Gondrin (Louis-Henri de), archevêque de Sens, 187-228.

GRENET (le D^r), son décès, III.

Grottes (les) de la vallée de l'Yonne, 57.

Grury (Saône-et-Loire), minerais radifères, LXII.

GUILLEMAIN (Eug.), signale divers travaux concernant la région, V, XVI.

GUYARD (Henri), son décès, III.

Gy-l'Evêque, captation d'eau, 47-55.

HAMEL (le D^r Maurice), membre tit., XXXII, XXXVII.

HAUG, membre correspondant, XXXII, XLVIII.

Hydrologie, XXXIV, LV, 13-20, 47-55, 153-161.

Illigny, lieu détruit, XLVII, 349.

Inscriptions, XXIX.

Instruction (l') primaire à Auxerre pendant la Révolution de 1789, 145-185.

Inventaire de la collection de Chastellux, 35-144, 229-348.

Jean du Cognot, voy. Cugnères (Pierre de).

JOLLOIS (Prosper), publication de ses « Notes de voyages et d'archéologie », LXI.

JOLY (Henri), élu membre de l'Académie des Sciences morales, IV.

LAMBERT (le président), don d'un mémoire sur « les Echinides de la Belgique », VIII.

LASNIER, présente divers bulletins et ouvrages, V, VI, XXXII, XXXIII : — rend compte du Congrès des Société savantes, XX ; — communication, XLVII.

LE COUPPEY DE LA FOREST. Les eaux d'alluvions de l'Yonne et l'alimentation en eau potable de Coulanges-la-Vineuse, 13-20 ; — sur la disparition des ruisseaux superficiels et des sources et sur la rapidité de leur enfouissement dans le département de l'Yonne, 131-151 ; — don de brochures, XXXII.

LEMOINE (Paul), attaché à une mission d'exploration au Maroc, XLIX.

LETAINTURIER (Gabriel), don, XVI ; — compte-rendu de son ouvrage sur « la Maupin », xxx.

Liste des membres de la Société, LXIX.

Liste des Sociétés correspondantes, LXIII.

LOISEAU-BAILLY, projet d'une médaille de la Société, XXXVIII, LVI.

Louesmes, actes de la justice seigneuriale, xxxv.

Mailly-le-Château, grottes, 144.

MANIFACIER (Victor), signale les enrichissements du médaillier, voy. Médaillier.

MARLOT (Hipp.), Note sur les minerais radifères de Grury, 169-174 ;
— don de brochures, xiv, li ;
— don au musée, lx ; — communications, xxxviii, lxii.

Maroc, mission d'exploration, xlix.

MARTINEAU DES CHESNEZ, compte-rendu du livre de M. Letainturier, xxx.

Médaillier Gariel, vi, xv, xxi, xxxix, lviii, lxi.

Mercure (le temple de) sur le Montmartre d'Avallon, 319-328.

Merry-sur-Yonne, grotte, 113

MOISSET (Charles), Jean du Cognot, 329-343 ; — communication, vii.

Molay, trouvaille d'une clef ancienne, xxi.

Montmartre (le) d'Avallon, 319-328.

MOREAU (Achille), officier d'Académie, v.

Morvan, formation du massif, lix, 173-178.

Musée d'Auxerre. Projets de déplacement du musée lapidaire, xiv, l ; — acquisitions et dons pour le Musée, xxi, xxix, li, lvii, lx ; — voy. Médaillier.

Musées communaux (les), 1-11.

Nécrologie, voy. Décès de membres.

NEVEU, membre tit., xlviii, lvi.

Note sur les minerais radifères de Grury, lxii, 169-171.

PARAT (l'abbé), le Musée d'Arcy-sur-Cure et les Musées communaux, 1-11 ; — les grottes de la vallée de l'Yonne, 57-124 ; — les débuts de l'Homme dans l'Avallonnais, 153-167 ; — subvention pour la continuation de ses fouilles, vii ; — don au

Musée, lxi ; — signale la démolition d'une chapelle à Fulvy, xlix ; — communications, vii, xv, xxi, xxxi, xxxvi, xlvii, lxii.

PERIER (le Dr Charles), membre tit., xvi, xxii.

PERON. La captation d'eau de Gy-l'Evêque, 47-55 ; — La formation du massif du Morvan, 173-178 ; — signale un accident géologique à Venoy, xxii, xxiv ; la trouvaille d'une mâchoire d'éléphant primitif, li ; — rend compte du congrès des Sociétés savantes, xxiv-xxvi ; — de la célébration du centenaire des Antiquaires de France, xxvi-xxviii ; — du congrès de l'A. F. A. S., lxi ; — prononce une allocution à Avallon, xli ; — communications, xxxv, lx.

PETIT (Ernest), le Temple de Mercure sur le Montmartre d'Avallon, xlvii, 319-328 ; — préside la séance d'avril, xv ; — dirige une excursion à Vézelay, xlviii.

PICARD (Arthur), membre tit., xxxvi, xlviii.

PIERPONT (M^{me} de), membre corresp., xlviii, lvi ; — don au Musée, li, lvii.

Pierre-Perthuis (excursion à), xlvii

PISSIER (l'abbé), don d'un ouvrage, li ; — reçoit la visite de la Société à Saint-Père, xlviii.

Plaques commémoratives sur les monuments d'Auxerre, lv.

PORÉE (Charles). Inventaire de la collection de Chastellux, 35-144, 229-318 ; — communication, vi ; — compte-rendu de son ouvrage sur « les Subsistances dans l'Yonne », xxxiii.

- PRÉVOST, membre titul., xxxvii, xlviii ; — prononce une allocution, xlv ; — dirige la Société dans sa visite d'Avallon, xlvii.
- Prix Crochot, v.
- RADEL, don au médaillier, lxi.
- Radium, lxii.
- RAUDOT, médaille frappée en son honneur, xl.
- Ravereau* (commune de Merry-sur-Yonne), grottes, 59-103.
- RIGOLLET, membre titul., xxxvii, xlviii.
- ROBLOT (Benoni), son décès, xii.
- ROUMET, son décès, xii.
- ROUX, son décès, xiii.
- Saint-Jean-des-Bonshommes*, prieuré, lix.
- Saint-Père-sous Vézelay*, visite de l'église, xlviii.
- Saint-Privé*, voie romaine, lix.
- Saussois* (le), grottes, 103-108.
- Sauvigny*, prieuré de Saint Jean-des-Bonshommes, lix.
- Sens, le siège de Sens en 1844, notice signalée, v ; — L.-H. de Gondrin, archevêque de Sens, 185-228 ; échinides de la craie sénonienne, 21-45.
- Sépultures découvertes, x.
- Sery*, vestiges gallo-romains, vii.
- Société des Antiquaires de France, célébration de son centenaire, xxvi, xxviii ; — Société d'instruction populaire de l'Yonne, analyse de son bulletin, vi.
- Sociétés correspondantes (liste des), lxiii.
- Syndicat d'initiative de la Bourgogne, xxxviii.
- Tables du bulletin, leur rédaction, vi, vii.
- Temple (le) de Mercure sur le Montmartre d'Avallon, 319-328.
- TERRADE, membre titul., xlviii, lv.
- THÉVENOT (Arsène), don d'un ouvrage, lvi.
- THÉVENOT (Ernest), son décès, xvi.
- THOMAS (Phil.), lauréat du prix Barotte, iv ; — lauréat de la Société géologique de France, xxxiv.
- VALETTE (dom Aurélien). Description de quelques échinides nouveaux de la craie sénonienne du département de l'Yonne, 21-45 ; — communication, xxxv.
- Vanne*, rivière, 133.
- Vauban (le maréchal), médaille frappée en son honneur, xl.
- VAULABELLE (de), offic. de l'Instruct. publique, vii.
- Vareilles* (ruisseau de), 137.
- Vaux* (vallée de), 143.
- Venoy*, accident géologique, xxii, xxiv.
- Vézelay* (excursion à), xlviii.
- VIAULT, membre titul., xxxii, xxxvii.
- VILLETARD (l'abbé), don d'une brochure, li.
- Voie romaine, lviii.
- WAHL (le Dr), don d'une brochure, lvi.
- Yonne* (les grottes de la vallée de l'), 57-124.

II

TABLE DES AUTEURS

I. — *Sciences historiques.*

- BLIN (Ernest). — L'assistance de l'enfance à Avallon avant la Révolution, 1-27.
- BLONDEL (le Chan.). — L.-H. de Gondrin, archevêque de Sens, 187-228.
- DEMAÏ (Charles). — L'instruction primaire à Auxerre pendant la Révolution de 1789, 145-185.
- Le mur de la cité d'Auxerre et la poterne au-dessous des Cordeliers, 24-33.
- MOISSET (Ch.). — Jean du Cognot, 329-343.
- PETIT (Ernest). — Le Temple de Mercure sur le Montmartre d'Avallon, 319-328.
- PORÉE (Charles). — Inventaire de la collection de Chastellux, 35-144, 229-318.

II. — *Sciences naturelles.*

- LE COUPPEY DE LA FOREST — Les eaux d'alluvions de l'Yonne et l'alimentation en eau potable de Coulanges-la-Vineuse, 13-20.
- Sur la disparition des ruisseaux superficiels et des sources et sur la rapidité de leur enfouissement dans le département de l'Yonne, 131-151.
- MARLOT (H.). — Note sur les minerais radifères de Grury, 169-171.
- PARAT (l'abbé). — Les débuts de l'homme dans l'Avallonnais, 153-167.
- Les grottes de la vallée de l'Yonne, 57-124.
- Le Musée d'Arcy-sur-Cure et les musées communaux, 1-11.
- PERON. — La captation d'eau de Gy-l'Evêque, 47-55.
- La formation du massif du Morvan, 173-178.
- VALETTE (dom Aurélien). — Description de quelques échinides nouveaux de la craie sénonienne du département de l'Yonne, 24-45.

